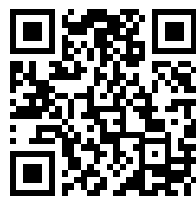

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



MICHIGAN STATE UNIVERSITY
BOOK POCKET CARD

AS 773 447

VOLUME		001 BULLETIN		TITLE	
COPY		SOCIETE HIS		PUBL.	
		AUTHOR			

MICHIGAN STATE UNIVERSITY

LIBRARY

LOST OR DAMAGED, A FINE WILL BE CHARGED.

PERIODICAL

FINE FOR OVERDUE
PERIODICALS--25c PER DAY

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.

TOME XXI



PERIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANG. DUPONT ET C^o).

1894

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU PÉRIGORD.



TOME XXI



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE (ANC. DUPONT ET C^e), RUE TAILLEFER.

—
1894

STATUTS
DE
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU PÉRIGORD,

RECONNUE COMME ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

Par décret du 19 avril 1886.

ARTICLE PREMIER.

La Société historique et archéologique du Périgord a pour but : la recherche, l'étude et la conservation des documents et des monuments anciens, de tous les âges, qui intéressent l'histoire de notre province et l'histoire générale du pays.

ART. 2.

Le siège de la Société est fixé à Périgueux.

ART. 3.

La Société se compose :

- 1° De Membres Titulaires ;
- 2° De Membres Associés ;
- 3° De Membres Honoraires ;
- 4° De Membres Correspondants.

Le nombre des Membres de ces différentes catégories n'est pas limité.

ART. 4.

Les Membres Titulaires et Associés ne sont admis que s'ils en font la demande par écrit au Président et s'ils sont présentés par deux Membres Titulaires ou Associés.

ART. 5.

Les Membres Honoraires et les Membres Correspondants sont nommés en assemblée générale sur la présentation du Bureau; lorsqu'ils assisteront aux séances, ils pourront siéger avec les administrateurs de la Société.

ART. 6.

Les Membres Titulaires et Associés doivent, annuellement, une cotisation de dix francs, et les Membres Titulaires seuls, le jour de leur réception, un *Droit de Diplôme* de dix francs.

ART. 7.

La Société est administrée par un Bureau composé de dix Membres :

Un Président ;
Cinq Vice-Présidents (un par arrondissement) ;
Un Secrétaire-Général ;
Deux Secrétaires-Adjoints ;
Un Trésorier.

ART. 8.

Le Bureau est nommé pour un an, en *Assemblée générale*, au scrutin de liste, et il doit être renouvelé chaque année, le 27 mai, le lendemain de la fête dite de la St-Mémoire. Les mêmes administrateurs sont rééligibles. Le Bureau ne peut prendre de décision qu'en présence de cinq de ses Membres, le président, deux vice-présidents, le secrétaire général et le trésorier. Les procès-verbaux des séances sont rédigés par le secrétaire général, signés de lui et du président.

ART. 9.

Le Président propose les questions à résoudre, qui sont adoptées ou rejetées à la majorité des votes des Membres Titulaires ou Associés présents. Mais, pour qu'une décision soit valable,

il sera nécessaire que quatorze de ces Membres assistent à la séance. En cas de partage égal des votes, la voix du Président est prépondérante.

ART. 10.

Le Trésorier est dépositaire des fonds de la Société ; il est chargé du recouvrement des cotisations et de toutes les sommes dues ou données ; il débat tous marchés, revise les mémoires de fournitures et de travaux faits pour le compte de la Société ; il acquitte, après contrôle du Bureau et approbation du Président, les dépenses votées en assemblée générale ou en séance mensuelle. Chaque année, dans la séance du premier jeudi de janvier, il rend compte de sa gestion.

ART. 11.

Le Trésorier représente la Société en justice et dans les actes de la vie civile.

ART. 12.

Les ressources de la Société se composent : 1° des cotisations annuelles des Membres Titulaires et des Membres Associés ; 2° des dons et legs ; 3° des subventions qui peuvent lui être allouées ; 4° et du revenu de ses biens et valeurs de toute nature.

ART. 13.

Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et legs, aux acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles, seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

ART. 14.

Les excédents de recettes, qui ne sont pas indispensables aux besoins ou au développement de la Société, seront placés en fonds publics français, en actions de la Banque de France, en obligations du Crédit foncier de France, ou en obligations de chemins de fer français, émises par des compagnies auxquelles un minimum d'intérêt est garanti par l'Etat.

ART. 15.

La Société se réunit dans une des salles du Musée archéologique du département : 1^o en *Séance mensuelle*, tous les premiers jeudis du mois ; 2^o en *Assemblée générale*, le 27 mai, le lendemain de la fête de la Saint-Mémoire.

ART. 16.

Un règlement intérieur, adopté par l'Assemblée générale et approuvé par le Préfet, déterminera les dispositions accessoires propres à assurer l'exécution des présents Statuts ; il pourra être modifié dans la même forme.

ART. 17.

En cas de dissolution de la Société, la dévolution et l'emploi de son avoir, tant mobilier qu'immobilier, feront l'objet d'une délibération prise en Assemblée générale, qui sera soumise à l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale doit compter vingt-cinq Membres Titulaires ou Associés au moins pour que ses décisions soient valables.

ART. 18.

Les présents Statuts ne pourront être modifiés qu'en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale et de l'approbation du Gouvernement. L'Assemblée générale, saisie du projet de modification par le Bureau ou par vingt-cinq de ses Membres, ne peut prononcer qu'à la majorité des deux tiers des Membres présents. Cette même Assemblée doit être formée du quart au moins des Membres en exercice.

Périgueux, le 4 Mars 1886.

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

BUREAU.

Présidents d'honneur.

M. BARDI DE FOURTOU,  I, ancien ministre, ancien député de la Dordogne.

M^{gr} DABERT,  , évêque de Périgueux et de Sarlat.

Président.

M. DE ROUMEJOUX, inspecteur de la Société française d'Archéologie.

Vice-Présidents.

M. Philippe DE BOSREDON, C  , ancien conseiller d'Etat.

M. DUJARRIC-DESCOMBES,  A.

M. le marquis DE FAYOLLE.

M. Élie GONTIER MAINE DE BIRAN,  I.

M. le baron DE VERNEILH-PUYRASEAU.

Secrétaire-Général.

M. VILLEPELET,  I, archiviste du département.

Secrétaires-Adjoints.

M. l'abbé BRUGIÈRE.

M. l'abbé PRIEUR.

Trésorier.

M. DE SAINT-PIERRE.

MEMBRES TITULAIRES.

MM.

Le marquis d'ABZAC DE LA DOUZE, au château de Borie-Petit, près Périgueux.

AMEDIEU (Louis), ancien maire de Ginestet, par Laforce.

ARCHEZ-BIRAN (Louis), à Sainte-Alvère.

Le comte d'ARLOT DE SAINT-SAUD, au château de la Valouze, par La Roche-Chalais.

AUBLANT (Charles), dessinateur à la C^e du chemin de fer d'Orléans, rue des Gladiateurs, 4, à Périgueux.

AUDEMARD (Gérald), ancien juge de paix, à Montanceix, par Razac-sur-l'Isle.

Le docteur BARBANCEY, lauréat de la Faculté et des hôpitaux de Paris, à Montpon-sur-l'Isle.

BARDI DE FOURTOU (Oscar), ~~et~~ I, ancien ministre, ancien député de la Dordogne, à Ribérac, et boulevard de Courcelles, 42, à Paris.

BAREAU (Anatole), pharmacien, à Excideuil.

BARRAILLIER, *, procureur général près la Cour d'appel, à Pau (Basses-Pyrénées).

BARRIERE (Hubert), pharmacien, à Belvès.

BEAU-VERDENEY (Alexis), boulevard Montparnasse, 13, à Paris.

L'abbé E. BEAU DE VERDENEY, missionnaire apostolique, supérieur du collège Saint-Joseph, à Sarlat.

Le comte Georges DE BEAUMONT, sous-lieutenant de réserve au 10^e régiment de dragons, à Saint-Cyprien.

DE BELLUSSIÈRE (Fernand), rue de Paris, 25, à Périgueux.

BESSE (Léon), maire de Saint-Méard de Drôme, par Tocane-Saint-Apre.

BIBLIOTHÈQUE DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DU LYCÉE, à Périgueux. (Abonnement.)

BIBLIOTHÈQUE POPULAIRE, à Périgueux.

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE, à Périgueux.

BOISSERIE DE MASMONTET (E.), au château de Fayolle, par Gardonne.

BONNARD (Julien), contrôleur des contributions directes, à Loches (Indre-et-Loire).

BORIE (Edmond), ancien commis principal de 1^{re} classe à la préfecture de la Seine, à Saint-Astier.

DE BOSREDON (Philippe), C ✱, ancien conseiller d'Etat, ancien conseiller général de la Dordogne, rue Verte, 8, à Montretout, près Saint-Cloud (Seine-et-Oise).

DE BOSREDON (Alexandre), ✱, ancien sénateur, ancien conseiller général de la Dordogne, à la Fauconnie, par Terrasson.

Le comte Henri BOUDET, ancien conseiller général de la Dordogne, à Lamonzie-Saint-Martin.

BOULANGER, chef de district de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans, à Eymet.

BOULLE (E.), photographe, à Périgueux.

Le marquis DE BOURDEILLE (Hélie-Louis-Charles-Gustave), membre titulaire du Conseil héraldique de France, rue de Grenelle, 148, à Paris.

Le comte DE BOURDEILLE (Henri), membre titulaire du Conseil héraldique de France, rue de Grenelle, 148, à Paris.

Le R. P. BOUSCAILLOU, prêtre de l'Oratoire, à Juilly (Seine-et-Marne).

BOYER (Fernand), étudiant en droit, à Ribérac.

Le général DE BOYSSON (Bernard), O ✱, commandant la brigade de cavalerie du 17^e corps d'armée, à Montauban (Tarn-et-Garonne).

DE BOYSSON (Richard), chevalier de l'ordre de Malte, ancien receveur particulier, à Cénac, près Domme.

M^{me} DE BRACHET DE LA MENUSE, à Château-l'Evêque, près Périgueux.

Le docteur BROU DE LAURIÈRE (Paulin), A, conseiller municipal, rue Louis-Mie, 25, à Périgueux.

L'abbé BRUGIÈRE, curé de Coulounieix, près Périgueux.

BUSSIÈRE (Georges), conseiller à la Cour d'appel, rue d'Issoudun, 55, à Bourges (Cher).

DE CARBONNIER DE MARZAC (Guy), ancien juge de paix, à Saint-Cyprien.

Le marquis DE CARBONNIER-MARZAC, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand, au château de Puymartin, par Sarlat.

DE CARDENAL, docteur en droit, ancien magistrat, avocat, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

L'abbé CARRIER, curé de Saint-Amand-de-Coly, par Montignac.

CARVÈS (Elie), propriétaire, à Bézenac, par Saint-Cyprien.

Le comte DE CASTÉRAS-SEIGNAN, *, ancien préfet, à Menesplet, par Montpon-sur-l'Isle.

CÉNAC (Emile), notaire, à Montanceix, par Razac-sur-l'Isle.

CERCLE DE LA PHILOGIE, à Périgueux. (Abonnement.)

M^{me} la comtesse DE CHABANS, au château de La Chapelle-Faucher, par Saint-Pierre-de-Côle.

CHAMBON (Tony), banquier, à Sarlat.

L'abbé CHAMINADE, directeur de la maîtrise de la cathédrale et professeur de plain-chant au grand-séminaire, à Périgueux.

Le marquis DE CHANTÉRAC (Audoin), *, ancien maître des requêtes au Conseil d'Etat, rue du Bac, 40, à Paris.

La comtesse DE CHANTÉRAC, au château de Chantérac, par Saint-Vincent-de-Connezac.

CHARBONNEL (Augustin), rue des Remparts, 50, à Bordeaux.

CHARRIER (Gustave), conservateur des archives municipales, quai de l'Alba, à Bergerac.

L'abbé CHASTAING, curé de Bourniquel, par Lalinde.

CHATAIGNON (Emile), négociant, rue des Chaines, 40, à Périgueux.

Le docteur CHAUME, rue d'Angoulême, à Périgueux.

CHAVOIX (Pierre-Ernest), propriétaire, rue Saint-Thomas, à Excideuil.

CLÉDAT (Jules), juge au tribunal de commerce, banquier, rue de Paris, 5, à Périgueux.

CLÉDAT (Léon), * I, chevalier du Mérite agricole, ancien élève de l'Ecole des Chartes, ancien membre de l'Ecole française de Rome, lauréat de l'Académie française, profes-

seur à la Faculté des lettres, membre du conseil général des Facultés, rue Molière, 29, à Lyon (Rhône).

CLUGNIAC DU REPAIRE, propriétaire, à Lavit, près Saint-Pierre-de-Côle.

L'abbé COMBE, curé de Badefols d'Ans, par Hautefort.

CONDAMINAS (Charles), chevalier de l'ordre de Pie IX, ancien conseiller de Cour d'appel, à La Nouaille.

Le comte DE CONSTANTIN, à Beaumont-du-Périgord, et rue Pasquier, 4, à Paris.

CORNEILHAN,  A, ancien conseiller de préfecture, cours Tourny, 11, à Périgueux.

Le marquis DE COSSÉ-BRISAC (Antoine), au château de la Chabrierie, commune de Château-l'Evêque, par Périgueux.

COULOMBEIX, docteur en droit, ancien juge de paix, rue du Plantier, 24, à Périgueux.

COURTEY (Gabriel), propriétaire, rue d'Angoulême, à Périgueux.

COURTEY (Léon), licencié en droit, notaire, à Nontron.

CRÉDOT (Julien), chevalier de la Couronne d'Italie et de St-Grégoire-le-Grand, licencié en droit, agent principal de la C^e d'assurances l'*Urbaine*, boulevard Lakanal, 8, à Périgueux.

Le prince Louis DE CROÿ, au château de Paluel, par Carsac.

Le marquis DE CUMOND, au château de Cumond, par Saint-Privat.

M^{me} la marquise DE CUMONT, née DE DAMAS, au château de la Roussière, par Coulonges-sur-l'Autize (Deux-Sèvres).

M^{sr} DABERT, *, évêque de Périgueux et de Sarlat.

DAURIAC (Ludovic), percepteur, rue de Paris, 21, à Périgueux.

DEBETS DE LACROUSILLE (Armand), docteur en médecine, directeur de la vaccination, président de la Société de géographie commerciale, à Périgueux.

DEBETS DE LACROUSILLE (Marc), ancien procureur de la République, au château de Lasteyrie, par La Rochebeaucourt.

DECOUS DE LAPEYRIÈRE, *, ancien procureur général, à Périgueux.

DECOUX-LAGOUTTE (Edouard),  A, ancien magistrat, maire de Trélissac, rue Bourdeilles, 9, à Périgueux.

DELSUC (Paul), banquier, cours Tourny, 3, à Périgueux.

DÉLUGIN (Antony), ancien pharmacien, rue La Boétie, 22, à Périgueux, et au château de Maroite, commune du Grand-Brassac, par Montagnier.

DEMARTIAL (Alfred), C *, contrôleur général de 1^{re} classe de l'administration de l'armée, rue La Boétie, 23, à Périgueux.

DENIS DE RIVOIRE, *, ancien officier de cavalerie, ancien sous-préfet, au château de Prats de Belvès, par Villefranche de Belvès.

DENNERI (Maxime), architecte, rue des Mobiles de Coulmiers, 10, à Périgueux.

DESCHAMPS (Antoine),  I, directeur de l'école Saint-Martin, membre du conseil départemental de l'enseignement primaire, conseiller d'arrondissement, maire de Boulzac, rue Louis-Blanc, à Périgueux.

DESCHAMPS (Ivan), directeur de l'école Montaigne (ancien lycée), à Bordeaux.

DETHAN (Georges), docteur en droit, maire de Biras, rue du Sommerard, 35, à Paris, et au château de la Côte, par Bourdeilles.

DOCHE (Adrien), administrateur de la Banque de France, rue Thiers, à Périgueux.

DORSÈNE, photographe, cours Tourny, 12, à Périgueux.

DOSÉ,  A, ancien élève de l'Ecole des Beaux-Arts, ancien professeur de dessin au lycée, rue des Deux-Ponts, 22, à Périgueux.

DOURSOUT (Maurice), avocat, place Bugeaud, à Périgueux.

DOURSOUT (Edmond), négociant, rue du Palais-Gallien, 84, à Bordeaux.

DUBET (Auguste), architecte de la Banque de France, rue Bourdeilles, à Périgueux.

DUDOIGNON-VALADE (Louis), avocat, place du Palais, 10, à Périgueux.

DUFOUR aîné, *, négociant, à Périgueux.

M^{sr} DUFOURGT, protonotaire apostolique, vicaire-général du diocèse, rue Gambetta, à Périgueux.

DUJARRIC-DESCOMBES (Albert),  A, licencié en droit, ancien notaire, rue de Paris, 9, à Périgueux.

Le docteur Albert DUMONT, place du Palais, 14, à Périgueux.

DUPONT (Paul), imprimeur, rue du Bouloi, 4, à Paris.

DUPUIS (Jean), licencié en droit, notaire, cours Montaigne, à Périgueux.

DURAND (Charles), conducteur des ponts et chaussées, rue d'Alsace-Lorraine, 19, à Périgueux.

DURAND DE RAMEFORT, avoué-licencié, rue Bourdeilles, 6, à Périgueux.

DUVERGIER DE HAURANNE (Emmanuel), *, conseiller général du Cher, au château d'Herry (Cher).

DUVERNEUIL (Alcide), instituteur public, à Saint-Michel de Montaigne, par La Mothe-Montravel.

D'ESCATHA (Ferdinand), propriétaire, au château de Boisset, commune de Saint-Aquilin, par Saint-Astier.

EYSSALET aîné, propriétaire, place des Prisons, à Périgueux.

Le docteur Charles FAGUET, chef de clinique chirurgicale à la Faculté de médecine, rue Servandoni, 9, à Bordeaux.

FARGAUDIE, C *, inspecteur général des ponts et chaussées en retraite, au château de Corail, par Bergerac.

FARGEOT (Camille), avocat, à Ribérac.

FARGIS (Alexandre), * A, professeur de dessin au lycée, rue Salinière, à Périgueux.

FAURE (Paul), négociant, rue de la République, à Périgueux.

Le docteur FAURE-MURET, rue du Quatre-Septembre, 6, à Périgueux.

Le marquis DE FAYOLLE, licencié en droit, attaché honoraire à la Direction des musées nationaux, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, conservateur du Musée de la ville de Périgueux, au château de Fayolle, par Tocane-Saint-Apre.

FÉAUX (Maurice), * A, attaché à la conservation du Musée départemental, agent-voyer, boulevard des Arènes, à Périgueux.

Le comte FERAY BUGEAUD D'ISLY, *, ancien officier, rue de Penthievre, 9, à Paris.

Le comte DE FLEURIEU, au château de Marzac, par les Eyzies.

FOURNIER (Élie), agent comptable de la C^{ie} des Forges et Chantiers de la Méditerranée, villa Placide, 11, rue Raibaud, boulevard Rabatau, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

FRENET (Ernest),  A, licencié en droit, chef de division à la préfecture, rue Puynazeau, à Périgueux.

M^{lle} Elia DE FROIDEFOND DE BOULAZAC, rue de Paris, 9, à Périgueux.

Le docteur GADAUD, , sénateur, conseiller général de la Dordogne, rue de la République, à Périgueux.

Le docteur GAILLARDON, au château de la Molle, par Montpon.

Le comte Roger DE GALARD-BÉARN, ancien secrétaire d'ambassade, rue du Plantier, 19, à Périgueux.

GAUTHIER (François), propriétaire, rue Puébla, 11, à Périgueux.

GENDRAUD (Pierre), notaire, à Verteillac.

GENEBRIAS DE BOISSE (Philippe), propriétaire, rue Candillac, 33, à Bergerac.

DE GÉNIS (Joseph), au château de Veyrignac, par Calviac.

Le comte René DE GÉRARD DU BARRY, ancien officier de cavalerie, au château de Giverzac, par Domme.

Le vicomte Gaston DE GÉRARD DU BARRY, docteur en droit, avenue d'Antin, 16, à Paris, et rue de Paris, 10, à Rennes (Ille-et-Vilaine).

L'abbé Ovide GÉRAUD, ancien curé de Jayac, à Sarlat.

GILLES-LAGRANGE (Fernand), , notaire, à Périgueux.

DE GIMEL (Charles-Maurice), , rue Madame, 1, à Paris.

GIRARD DE LANGLADE (Cyprien), au château d'Eyliac, par Saint-Pierre-de-Chignac.

GISCLARD, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien conseiller de préfecture, avocat, à Périgueux.

Le comte Théodore DE GONTAUT-BIRON, rue de Varennes, 45, à Paris.

GONTIER MAINE DE BIRAN (Elie),  I, sous-chef de bureau au Ministère de l'Intérieur, rue de Cherbourg, 30, à Nanterre (Seine).

Le comte Henri DE GOURCY, au château de Chaltrait, par Montmort (Marne).

Le comte Henri DE GOURGUE, ancien officier, au château de Lanquais, par Couze-Saint-Front.

L'abbé GOUSTAT, curé de Pontours, par Lalinde.

Le docteur GUYOU-BEAUCHAMPS (Adrien), conseiller général de la Dordogne, à Pontours, par Lalinde.

M^{re} GOUZOT, *, archevêque d'Auch, chanoine d'honneur de la cathédrale de Saint-Front, hôtel de l'archevêché, à Auch (Gers).

L'abbé GOYHENÈCHE, ☙ A, docteur en théologie, chanoine honoraire de la cathédrale d'Auch, curé de Bourgnac, par Mussidan.

L'abbé GRANGER, curé de Château-l'Evêque, par Périgueux.

Le docteur GRELLETY, commandeur de l'ordre du Montenegro, secrétaire de la Société de thérapeutique, cité Hauteville, 10, à Paris.

GRENIER, ancien notaire, villa Barbeyrolle, près du Fleix.

GROS DE BÉLER (Albéric), capitaine adjudant-major au 114^e régiment d'infanterie, à Saint-Maixent (Deux-Sèvres).

Le colonel baron DES HAUTSCHAMPS, C *, au château de Griffoul, par Carsac.

HERMANN (Gustave), ☙ I, ancien sous-préfet, à Excideuil.

HOARAU DE LA SOURCE, ancien conseiller général de la Dordogne, maire de Rouquette, au château de Pouthet, près Eymet.

JAUVINAUD, propriétaire, à Léguilhac-de-l'Auche, par Razac-sur-l'Isle.

JOUANEL (André), étudiant en droit, rue François de Sourdis, 101, à Bordeaux.

Le baron René DE LA BASTIDE-PARCOUL, chevalier de Malte, maire de Parcoult, au château de Parcoult, par La Roche-Chalais.

DE LABONNE (Martial), au château de Montbrun, par Dournazac (Haute-Vienne).

L'abbé LABORIE-FÉNELON (Jean), curé de Pressignac, par Lalinde.

Le baron Roger DE LA BORIE DE LA BATUT, ☙ A, chevalier de l'ordre de Charles III, ancien secrétaire-général, avenue du Roule, 36, à Neuilly-sur-Seine.

Le docteur **DE LABROUSSE**, ancien conseiller général de la Dordogne, à Mussidan.

LABROUSSE (Maurice), pharmacien, à Montmoreau (Charente).

LABUTHIE, licencié en droit, négociant, rue de Rivoli, 30, à Paris.

LACROIX (Emile), notaire, à Sarlat.

Le docteur **LADÉVI-ROCHE**, maire de Saint-Germain-du-Salembre, au château de Saint-Germain, par Neuvic-sur-l'Isle.

LAFARGUE (Jules), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, propriétaire, cours Montaigne, 23, à Périgueux.

LAFON (Gabriel), licencié en droit, notaire, à Terrasson.

L'abbé **LAFONT**, curé de Sainte-Aulaye du Breuilh, par Saint-Antoine (Dordogne).

LAFOSSE, greffier du tribunal civil, à Bergerac.

Le marquis **DE LAGARDE SAINT-ANGEL**, *, conseiller d'arrondissement, au château de Lapouyade, par Nontron.

Le marquis **DE LAMBERTYE ET DE CONS-LA-GRANDVILLE**, au château de Cons-la-Grandville (Meurthe-et-Moselle).

DE LAMOTHE (Alexandre), * A, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, membre de la Société des gens de lettres, rue Sainte-Praxède, à Avignon (Vaucluse).

LAMOTHE-PRADELLE (Emile), * A, notaire, à St-Pierre-de-Chignac.

Le baron **LAPEYRE DE LA PAGÉGIE**, à Saint-Lazare, par Condat-sur-Vézère.

LAPEYRE (Fernand), avocat, à La Roche-Chalais.

LARGUERIE (Calixte), propriétaire, rue d'Angoulême, à Périgueux.

DE LARIGAUDIE (Philippe), ancien préfet, rue Saint-Dominique, 27, à Paris, et au château de Blessel, par Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais).

Le docteur **LAROCHE**, à Montignac-le-Comte.

LAROCHE (Léo), ancien conseiller d'arrondissement, au château de Labesse, par Saint-Pierre-de-Chignac.

DE LA SALLE DU MAIGNAUX, au Maignaux, par Thiviers.

DE LASSERVE (Maurice), au château d'Issac.

Le marquis DU LAU D'ALLEMANS, *, rue Neuve-des-Petits-Champs, 99, à Paris.

LAVIGNÉ, instituteur public, à Monsac, par Beaumont-du-Périgord.

LAVY (François-Gustave), propriétaire, à Brantôme.

LÉONARDON (Léon), ancien juge de paix, à Villefranche-de-Longchapt.

LESPINAS (Edmond), avocat, ancien magistrat, boulevard de Vésone, 35, à Périgueux.

Le comte DE LESTRADE DE CONTI, chevalier de l'ordre de St-Grégoire-le-Grand, président de la Société d'horticulture de la Dordogne, avocat, au château de Barrière, à Périgueux.

Le général LIAN, G. O *,  I, au château des Izards, près Périgueux.

Le docteur MACHENAUD, cours St-Jean, 50, à Bordeaux.

MAGUEUR (Georges), pharmacien, à Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne).

Le marquis DE MAILLARD-LAFAYE, conseiller général de la Dordogne, maire de Saint-Sulpice-de-Mareuil, au château de Lafaye, par Mareuil-sur-Belle, et avenue de Wagram, 73, à Paris.

MAISONNEUFVE-LACOSTE (André), à Thiviers.

Le marquis DE MALET, *, chef d'escadron au 26^e régiment d'artillerie, au Mans (Sarthe), et au château de Puycharnaud, par Bussière-Badil.

Le marquis DE MALEVILLE, au château de Caudon, par Domme.

MALLAT (Joseph), professeur d'études commerciales, rue Saint-Gervais, 26, à Périgueux.

MANDIN (Jules), architecte, inspecteur des bâtiments de la C^{ie} du chemin de fer d'Orléans, à Périgueux.

DE MANTHÉ (Raoul), place du Pont, 5, à Bordeaux.

MARCHET (Gabriel), avocat, rue Sirey, 3, à Périgueux.

DE MARCILLAC (André), au château de Mellet, commune de Beauregard, par Condat-sur-Vézère.

MARÉCHAL (Alexis), ancien député, conseiller général de la Dordogne, au château de Puyferrat, près Saint-Astier, et rue Balzac, 21, à Paris.

MARIAUD (Casimir), chevalier-officier de l'Académie de Humbert I^{er}, ancien percepteur, villa Turcan, aux Sieyès, près Digne (Basses-Alpes).

MARMIER (Gaston), *, vice-président du conseil général de la Dordogne, lieutenant-colonel du génie, à Montpellier (Hérault).

MÈGE-LAVIGNOTTE, avoué-licencié, à Ribérac.

MÉNIEL fils (Joseph), négociant, à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde).

L'abbé **MERRIEN**, licencié ès-lettres, vicaire de Saint-Lambert de Vaugirard et aumônier du lycée Buffon, rue Bausset, 10, à Paris.

L'abbé **MESTAIEZ**, curé-doyen, à Savignac-les-Eglises.

Le docteur Georges **MILLET-LACOMBE**, conseiller général de la Dordogne, maire, à Mialet.

MILLET-LACOMBE (Ferdinand), ancien conseiller général de la Dordogne, avocat, à Saint-Saud.

Le vicomte Edouard **DE MIRANDOL**, capitaine au 14^e régiment d'infanterie, à Brive.

L'abbé **MONMONT**, chanoine honoraire de l'église métropolitaine d'Auch, curé d'Azerat, par Thenon.

DE MONTAIGUT (Joseph), agent principal de la C^{ie} d'assurances *La Nationale*, rue Paul-Louis-Courier, 10, à Périgueux.

DE MONTARDY (Gaston), propriétaire, rue Sirey, 1, à Périgueux.

DE MONTARDY (Elie), propriétaire, rue d'Angoulême, à Périgueux.

Le baron P. **DE MONTCHEUIL**, avocat, au château de Montcheuil, par Nontron.

DE MONTÉGUT (Henri), correspondant honoraire du Ministère de l'Instruction publique, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, ancien magistrat, au château des Ombrais, par La Rochefoucauld (Charente).

DE MONTEIL (Xavier), licencié en droit, au château du Bourbet, par Verteillac.

L'abbé **MONTET** (Charles-Emile), missionnaire apostolique, rue Fournier-Lacharmie, 5, à Périgueux.

Le comte HUGUES DE MONTEYNARD, rue de Martignac, 16, à Paris.

Le marquis DE MONTFERRAND, au château de Montréal, par Issac.

Le comte CHARLES DE MONTFERRAND, *, ancien inspecteur des finances, quai d'Orsay, 11, à Paris.

Le marquis DE NATTES, O *, ancien lieutenant-colonel du 93^e régiment de l'armée territoriale, au château du Mas-de-Montet, par Ribérac, et rue de Marignan, 21, à Paris.

Le comte DE NATTES, au château du Mas-de-Montet, par Ribérac.

Le baron HENRI DE NERVAUX, licencié en droit, rue du Plantier, 14, à Périgueux.

PALUT (P.-P.), tonnelier, rue Valette, 10, à Bergerac.

PARADOL (Raoul), ~~et~~ A, avocat, place Francheville, à Périgueux.

PARIES-WATELIN (L.), artiste peintre, boulevard Pereire, 59, à Paris.

Le docteur PARROT (Henri), O *, ~~et~~ I, cours Montaigne, à Périgueux.

L'abbé PARROT (Ernest), chanoine honoraire, curé doyen, à Montpon.

PASSEMARD (Georges), avocat, ancien conseiller d'arrondissement, au Jarry, par La Bachellerie.

PASTOUREAU-LABESSE, O *, ingénieur de la Marine en retraite, ancien chef de bureau au Ministère de la Marine, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, rue de la Course, 17, à Bordeaux.

Du PAVILLON (Léon), vice-président de la Société d'agriculture, sciences et arts, maire de Sarliac, à la Dulgarie, par Savignac-les-Eglises.

Du PAVILLON (Xavier), au château de Larigaudie, par Villamblard.

PÉCOU (Gabriel), négociant, rue des Gravières, 13, à Périgueux.

L'abbé PÉRGOT, chanoine honoraire, curé doyen, à Terrasson.

DE PEYRONNY (Raoul), au château de Rastignac, par La Bachellerie.

PICHON-VENDEUIL (Émile),  A, conseiller général de la Dordogne, maire de St-Martial-d'Albarède, à Excideuil.

DE POURQUÉRY DE BOISSERIN, négociant, président du tribunal de commerce, à Bergerac.

POURQUIÉ, avoué-licencié, rue Louis-Mie, 30, à Périgueux.

POUYAUD (Aubin),  *, pharmacien, ancien président du tribunal de commerce, place du Coderc, à Périgueux.

POUYAUD (Henri), pharmacien, place du Coderc, à Périgueux.

Le docteur Samuel Pozzi,   I, professeur agrégé à la Faculté de médecine, médecin des hôpitaux, place Vendôme, 10, à Paris.

DE PRESLE, ancien maire de Cherveix, par Cubas.

L'abbé PRIEUR, curé de Boulazac, près Périgueux.

PRIVAT (J.), attaché à la C^e du chemin de fer d'Orléans, rue Gambetta, 80, à Périgueux.

Le docteur PUYGAUTHIER, conseiller général de la Dordogne, à Tocane-Saint-Apre.

L'abbé REBIÈRE, chanoine honoraire, curé de la Cité, à Périgueux.

DU REPAIRE (Maurice), propriétaire, au château de Brochard, commune de St-Front-d'Alemps, par Agonac.

REVERDIT, garde-magasin comptable à la Manufacture des tabacs, à Tonneins (Lot-et-Garonne).

REYNAL, chevalier du Mérite agricole, maire de Coulounieix, à Plancheix, près Périgueux.

RIBETTE, chef de section de la C^e du chemin de fer d'Orléans, rue du Plantier, 17, à Périgueux.

DE RICARD (Raoul), avocat, à Bergerac.

L'abbé RICHARD, membre correspondant de la Société de Borda, curé de Pomponne-Lagny (Seine-et-Marne).

DU RIEU DE MARSAGUET (Alexandre), donat de l'ordre de Malte, docteur en droit, à Vergt.

Le baron DU RIEU DE MAYNADIÉ, au chalet de Cocagne, à Bergerac.

Le comte DE ROCHFORT, rue Newton, 4, à Paris.

Le comte DE ROFFIGNAC (Ferdinand), ancien sous-préfet, au Castel-Fadèze, près Périgueux.

Le comte Martial DE ROFFIGNAC, au Castel-Fadèze, près Périgueux.

DE ROUMEJOUX (Anatole), inspecteur de la Société française d'Archéologie, au château de Rossignol, par Bordas.

ROUSSELET (J.), expert en immeubles, place du Palais, 12, à Périgueux.

Le docteur ROUSSELOT-BEAULIEU, rue Maleville, à Périgueux.

ROUX (Eugène), rédacteur en chef du *Journal de la Dordogne*, à Périgueux.

Le marquis DE SAINTE-AULAIRE, *, ancien député, à Périgueux.

Le comte DE SAINT-LÉGIER, maire de St-Crépin, au château de Richemont, par Brantôme.

DE SAINT-MARTIN (Albert), au château de Puyfaiteau, par Nontron.

SAINTMARTIN (André), licencié en droit, propriétaire, place Francheville, 22, à Périgueux.

DE SAINT-PAUL (Maurice), rue de Saint-Denis, 10, à Montmorency (Seine-et-Oise).

M^{me} la marquise DE SANZILLON, au château du Lieu-Dieu, près Périgueux.

Le marquis DE SANZILLON, au château de Mensignac, par Saint-Astier.

SARLANDE (Albert), ancien député, rue de Monceau, 64 bis, à Paris.

SARLANDIE DES RIEUX (Arthur),  A, chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ancien chef de division à la préfecture de la Dordogne, à Périgueux.

SARLAT (Ludovic), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire le Grand, homme de lettres, greffier du tribunal civil, à Sarlat.

SAUVO-DESVERSANNES (Louis), propriétaire, maire de Bussière-Badil.

Le général SAVIN DE LARCLAUZE, G. O *,  I, à Saint-Martin la Rivière, par Chauvigny (Vienne).

SCHOEFFER (Paul), chevalier de l'ordre de Saint-Grégoire-

le-Grand, ancien sous-préfet, avocat, rue La Boétie, 28, à Périgueux.

Le vicomte DE SEGONZAC, à Segonzac, par Ribérac.

Le général SERMENSAN, C *,  I, à Excideuil.

SINSOU (Augustin), *, ancien agent voyer en chef du département de la Dordogne, rue Nicole, 22, à Paris.

DE SIORAC (Armand), *, ancien inspecteur divisionnaire des lignes télégraphiques, aux Maurilloux, près Périgueux.

L'abbé SIRAUDEAU, au collège de l'ancienne rue des Postes, rue Lhomond, à Paris.

SORBIER (Théodore), propriétaire, ancien conseiller général, à Montignac-le-Comte.

SORBIER (Georges), licencié en droit, à Montignac-le-Comte.

TAILLEFER (Oswald), *, ancien officier de marine, ancien député, conseiller général de la Dordogne, à Costecalve, près Domme.

DE TARDE (Gabriel), chef du bureau de la Statistique criminelle au Ministère de la Justice, à Paris.

Le docteur LÉO TESTUT,  I, professeur d'anatomie à la Faculté de médecine, avenue de l'Archevêché, 3, à Lyon.

L'abbé TEYSSANDIER, curé d'Allemans, par Ribérac.

DE TEYSSIÈRE (Edouard), capitaine au 50^e régiment d'infanterie, rue Louis Mie, 41, à Périgueux.

THIRION-MONTAUBAN, *, ancien député de la Dordogne, boulevard Magellan, 12, à Paris, et au château de Michel de Montaigne, par Lamothe-Montravel.

DE THOMASSON DE SAINT-PIERRE (Ferdinand), archiviste-adjoint du département, membre titulaire du Conseil héraldique de France, maison Daumesnil, à Périgueux.

Le baron DE LA TOMBELLE,  A, commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, vice-président de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, au château de Feyrac, par Domme, et rue Newton, 6, à Paris.

VACQUAND (Charles), propriétaire, rue de Bordeaux, 14, à Périgueux.

DE VALBRUNE (Ivan), chevalier du Mérite agricole, pro-

priétaire, ancien conseiller d'arrondissement, au château de La Batut, près Saint-Astier.

VALETTE (Théodore), pharmacien, à Lesparre (Gironde).

VASSEUR (Charles), propriétaire, au château de Siorac de Belvès.

Le baron DE VERNEILH-PUYRASEAU, correspondant honoraire du Ministère de l'Instruction publique, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, au château de Puyraseau, par Piégut-Pluviers, et rue Montbazon, 19, à Bordeaux.

VIEILLEMARD père, imprimeur-lithographe, rue de la Glacière, 16, à Paris.

VILLEPELET (Ferdinand),  I, archiviste du département de la Dordogne, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, boulevard Lakanal, 21, à Périgueux.

VILLEPELET (Robert), archiviste-paléographe, élève de l'École pratique des Hautes-Etudes, rue des Carmes, 5, à Paris.

MEMBRES ASSOCIÉS.

MM.

ASHER, libraire, Unter den Linden, 5, à Berlin (Allemagne).

BOURGÉADE (Éloi), propriétaire, aux Planchettes, par Riom-ès-Montagne (Cantal).

Le chanoine DE CARSALADE DU PONT,  A, archiviste du diocèse d'Auch, hôtel de l'archevêché, à Auch (Gers).

Le marquis DE COUSTIN DU MASNADAUD, au château de Sazeirat, par Bénévent l'Abbaye (Creuse).

DULAU, libraire, Soho square, 37, à Londres.

GRELLET-BALGUERIE (Charles),  I, ancien magistrat, associé correspondant de la Société nationale des Antiquaires de France, Hargrave road upper Holloway, 11, à Londres (Angleterre).

HUET (Paul), rue de Vaugirard, 23, à Paris.

L'abbé LADAVE, docteur en théologie, curé de Pessac de Gensac, par Gensac (Gironde).

Le comte Albert DE LAVAUUR DE SAINTE-FORTUNADE, à Sainte-Fortunade (Corrèze).

MELLER (Pierre), rue d'Aviau, 2, à Bordeaux.

RECOURS (Gaëtan), notaire honoraire, trésorier de la Société d'agriculture, sciences et arts de Lot-et-Garonne, rue des Juifs, 4, à Agen (Lot-et-Garonne).

SAINT-LAURENT (D. DE BODIN DE), au château de Bart, par Saint-André de Cubzac (Gironde).

TENANT DE LA TOUR (Albert), à l'abbaye du Chalarard, par Ladignac (Haute-Vienne).

MEMBRES CORRESPONDANTS.

MM.

ALLMER, *, correspondant de l'Institut de France, quai Claude Bernard, 47, à Lyon.

Le chanoine ARBELLOT, * I, correspondant honoraire du Comité des travaux historiques, président de la Société archéologique et historique du Limousin, à Limoges (Haute-Vienne).

M^{re} BARBIER DE MONTAULT, * I, prêtre de la maison de Sa Sainteté, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, rue Saint-Denis, 37, à Poitiers (Vienne).

DE BARTHÉLEMY (Anatole), *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, membre honoraire de la Société nationale des Antiquaires de France, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 9, à Paris.

BERTRAND (Alexandre), *, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur du Musée de Saint-Germain-en-Laye, au château de St-Germain (Seine-et-Oise).

BULLIOT (J.-G.), *, membre non résidant du Comité des travaux historiques, président de la Société Éduenne, à Autun (Saône-et-Loire).

Le marquis DE CASTELNAU D'ESSENAULT, * A, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, au château de Paillet, par Rions (Gironde).

CHABANEAU (Camille), * I, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur de philologie romane à la Faculté des lettres, à Montpellier (Hérault).

CHABOUILLET, O *, vice-président du Comité des travaux

historiques, conservateur honoraire du département des médailles et antiques, à la Bibliothèque nationale, rue Colbert, 12, à Paris.

CHAMPEVAL (J.-B.), avocat, à Corrèze (Corrèze).

Le comte Alexis DE CHASTEIGNER, ancien officier des haras, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, rue de Grassi, 7, à Bordeaux.

DE CHODZKO (Vitold), docteur en droit, au château de Lacôte, par Aixe (Haute-Vienne).

DE CROZALS,  A, professeur d'histoire à la Faculté des lettres, boulevard de Bonne, 1, à Grenoble (Isère).

DELISLE (Léopold), C , membre de l'Institut, administrateur général, directeur de la Bibliothèque nationale, à Paris.

DEZEIMERIS (Reinhold),   A, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, au château de Loupiac, par Cadillac (Gironde), et rue Vital Carle, 11, à Bordeaux.

DROUYN (Léo),   I, correspondant honoraire du Ministère de l'Instruction publique, membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux, rue Desfourniel, 30, à Bordeaux.

DUCROCQ, , correspondant de l'Institut de France, membre du Comité des Travaux historiques et scientifiques, professeur de droit administratif à la Faculté de droit, rue Stanislas, 12, à Paris.

ESPÉRANDIEU (Émile), correspondant du Ministère de l'Instruction publique, capitaine au 61^e régiment d'infanterie, à Bastia (Corse).

FAGE (René),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, avocat, boulevard Gambetta, 25, à Limoges.

GUIBERT (Louis),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, vice-président de la Société archéologique et historique du Limousin, rue Sainte-Catherine, 8, à Limoges.

LALANNE (Ludovic), bibliothécaire de l'Institut, au palais de l'Institut, à Paris.

LARTET (Louis), professeur à la Faculté des sciences, à Toulouse (Haute-Garonne).

Le comte DE LASTEYRIE, *,  I, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, professeur à l'Ecole des Chartes, député de la Corrèze, secrétaire du Comité des Travaux historiques, rue du Pré-aux-Clercs, 10 bis, à Paris.

LE BLANT (Edmond), O *,  I, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, directeur honoraire de l'École française d'Archéologie de Rome, rue Leroux, 7, à Passy-Paris.

MASSÉNAT,  A, paléontologiste, à Brive (Corrèze).

RUPIN (Ernest),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, président de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.

TAMIZEY DE LARROQUE (Philippe), *,  A, correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, au Pavillon Peiresc, près Gontaud (Lot-et-Garonne).

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES.

Ministère de l'Instruction publique.

- *Journal des Savants.*
- *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques.*
- *Répertoire des travaux historiques sur l'histoire, les monuments et la langue de la France.*
- *Bibliothèque de l'Ecole des chartes.*
- *Annales du Musée Guimet.*

- Alpes-Alpes. *Société d'Études, à Gap.*
- Calvados. *Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres, rue Elie de Beaumont, 5, à Caen.*
- Charente. *Société historique et archéologique de la Charente, à Angoulême.*
- Loire-Inférieure. *Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, cours National, 89 ter, à Saintes.*
- Cher. *Société des Antiquaires du centre, à Bourges.*
- Corrèze. *Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze, à Brive.*
- id. *Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, à Tulle.*
- Drôme. *Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, à Valence.*
- Haute-Garonne. *Société archéologique du Midi de la France, place Saint-Sernin, 7, à Toulouse.*
- Gironde. *Société archéologique de la Gironde, à Bordeaux.*
- Hérault. *Société pour l'étude des Langues romanes, chemin de Nazareth, villa Pauline, à Montpellier.*
- id. *Société archéologique de Montpellier.*
- Ille-et-Vilaine. *Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, à Rennes.*
- Jandes. *Société de Borda, à Dax.*
- Loire-Inférieure. *Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure, à Nantes.*
- Loiret. *Société archéologique et historique de l'Orléanais, à Orléans.*

Lot.	<i>Société des Études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot, à Cahors.</i>
Nièvre.	<i>Société Nivernaise des lettres, sciences et arts, à Nevers.</i>
Oise.	<i>Société française d'Archéologie, à Compiègne.</i>
Basses-Pyrénées	<i>Société des sciences, belles-lettres et arts, à Pau.</i>
Rhône.	<i>Société littéraire, historique et archéologique, à Lyon.</i>
Saône-et-Loire.	<i>Société Éduenne, hôtel Rolin, à Autun.</i>
Sarthe.	<i>Société historique et archéologique du Maine, Grande-Rue, 11, au Mans.</i>
Savoie.	<i>Académie des sciences, belles-lettres et arts, à Chambéry.</i>
Seine.	<i>Société nationale des Antiquaires de France, au palais du Louvre, à Paris.</i>
Somme.	<i>Société des Antiquaires de la Picardie, au Musée de Picardie, à Amiens.</i>
Tarn-et-Garonne.	<i>Société archéologique de Tarn-et-Garonne, faubourg du Montier, 59, à Montauban.</i>
Vienne.	<i>Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.</i>
Haute-Vienne.	<i>Société archéologique et historique du Limousin, à Limoges.</i>

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES.

Belgique.	<i>Académie d'archéologie de Belgique, longue rue Lozane, 22, à Anvers.</i>
Etats-Unis de l'Amérique du Nord	<i>Smithsonian Institution, à Washington.</i>
Suède.	<i>Académie royale des Belles-Lettres, d'Histoire et des Antiquités, à Stockholm.</i>



SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du jeudi 7 Décembre 1893.

Présidence de M. de Roumejoux, président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle de bibliothèque de la Société.

Sont présents : MM. le marquis d'Abzac de La Douze, Condaminas, le marquis de Cumond, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, le marquis de Fayolle, l'abbé Géraud, Lespinas, Joseph Mallat, Raoul de Peyronny, l'abbé Prieur, de Roumejoux, André Saint-Martin, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu dans le courant du mois dernier les ouvrages suivants :

Eighth annual report of the Bureau of ethnology to the secretary of the Smithsonian Institution 1886-87, by J. W. Powell, director. Washington, government printing office, 1891, un volume in-4°, cartonné en toile anglaise, orné de nombreuses phototypies ;

Bibliography of the Chinookan languages (including the Chinook jargon) by James Constantine Pilling. Washington, government printing office, 1893, brochure in-8° ;

Kongl. Vitterhets historie och antiqvitets akademis Manads-

blad. Tjugonde argangen med 72 figurer, 1891, brochure in-8°, Stockholm 1891-1893 ;

Le Bulletin de l'Académie d'archéologie de Belgique, 4° série des Annales, 2° partie, XIII, in-8°, Anvers, imprimerie V^o de Backer, 1893 ;

Le Journal des Savants, cahiers de septembre et d'octobre 1893, deux fascicules in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

L'Anthropologie, 1893, tome IV, n° 4, juillet-août, in-8°, Paris, Masson, éditeur, (abonnement), contenant une courte notice nécrologique sur notre savant compatriote M. Jean-Pierre Rossignol, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, né à Sarlat le 27 janvier 1803, mort à Paris le 29 juin 1893 ;

Le Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques, année 1892, n° 4, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Le Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure, tome XXXII, année 1892, deuxième semestre, in-8°, Nantes, bureaux de la Société ;

Les Bulletins de la Société des Antiquaires de l'ouest, 2° et 3° trimestres de 1893, deux fascicules in-8°, Poitiers, imprimerie Blais, Roy et C^{ie} ; celui du 3° trimestre contient la publication par notre correspondant M. Champeval d'un manuscrit sur l'« Assiette du don et octroyt faict à monseigneur le duc d'Orléans, par les gens des trois estats du pays et comté de la Basse-Marche » ;

Les Bulletin et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente, année 1892, sixième série, tome II, un volume broché in-8°, à Angoulême, chez Coquemard, 1893, contenant le Pouillé historique du diocèse d'Angoulême par M. l'abbé Nanglard ;

La Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XIII^e volume, 6^e livraison, 1^{er} novembre 1893, in-8°, Saintes, M^{me} Mortreuil, libraire ;

Le Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze, 4^e livraison 1893, octobre-novembre-décembre, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, administrative et commerciale, contenant la fin du mémoire de notre confrère M. E. Decoux-

Lagoutte sur les *Hommes illustres de Treignac*, et un article de notre savant correspondant M. Louis Guibert sur *Les premiers imprimeurs de Limoges* ;

Le *Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts*, 4^e volume, n° 10, in-8°, Foix, imprimerie V^e Pomiès, 1893 ;

La *Revue épigraphique du midi de la France*, n° 72, octobre, novembre, décembre 1893, in-8°, Lyon, imprimerie Savigné, à Vienne (Isère) ;

Le catalogue mensuel du *Cabinet de numismatique*, in-folio de quatre pages, 29, quai des Grands-Augustins, à Paris, où figurent un denier de Louis VII, de Périgueux, à la croix formée de cinq annelets, et une obole au même type ;

De M. Dujarric-Descombes, le numéro du 5 décembre 1893 du *Journal de la Dordogne*, contenant son article sur le volume du capitaine Espérandieu, *Musée de Périgueux : Inscriptions antiques*, in-8° de 125 pages, avec onze planches, Périgueux, imprimerie de la Dordogne, 1893 ;

De M. le baron de Bouglon, de la Société archéologique du midi de la France, *Les Reclus de Toulouse sous la Terreur*, registres officiels concernant les citoyens emprisonnés comme suspects, 1^{er} fascicule : Les citoyens reclus à la Visitation, brochure in-8° de 168 pages, Toulouse, imprimerie et librairie Édouard Privat, 1893 ;

De M. l'abbé Monmont, chanoine honoraire d'Auch, curé d'Azerat, sa *Notice nécrologique de M. Auguste de Peyronny*, in-8° de huit pages, Périgueux, imprimerie de la Dordogne, 1893 ;

De M. Ivan de Valbrune, *Le Périgourdin*, éphémérides de Périgueux, n° 16, septembre-octobre 1893, in-8° de huit pages, Périgueux, imprimerie Cassard frères.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

La *Revue des autographes*, n° 161, décembre 1893, que nous envoie M. Eugène Charavay fils, ne renferme qu'une pièce intéressante pour nous : une belle lettre, dit le catalogue datée de Strasbourg, le 22 août 1792, écrite par le général

en chef de l'armée du Rhin, Armand-Louis de Gontaut, duc de Biron, compagnon de Lafayette dans la guerre de l'Indépendance américaine, général en chef des armées de la République, guillotiné en 1793.

M. Alcide DUVERNEUIL écrit au Président pour signaler à son attention une erreur qui se trouve au procès-verbal de la séance du 7 septembre dernier. Le rédacteur fait dire à M. l'abbé Brugière que le marquis de Valady fut arrêté à Chancelade. (*Bulletin*, tome XX, p. 356.)

« Aucune rectification ne s'étant produite en séance, écrit notre confrère, je suis obligé, dans l'intérêt de la vérité historique, de vous prier d'ouvrir le recueil des *Documents authentiques classés et mis en ordre par les commis greffiers du tribunal civil de Périgueux*, portant en titre : *Le Tribunal criminel et révolutionnaire de la Dordogne sous la Terreur*, tome I^{er}, page 290. Au bas de la page, il y a une note prouvant qu'avant 1880, l'erreur rééditée par M. l'abbé Brugière n'était pas nouvelle. C'est non à Chancelade, mais au lieu du Rivaux, paroisse de Montpon, que fut arrêté Valady. Situé au bord de la Duche, le territoire du Rivaux est maintenant de la commune du Pizou. »

M. LE PRÉSIDENT nous donne lecture de la notice nécrologique qu'il a préparée sur notre regretté vice-président honoraire M. de Froidefond et qui paraîtra dans notre prochaine livraison, accompagnée d'une photographie.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL rappelle que nous avons à nommer aujourd'hui les délégués à la 18^e session des sociétés des beaux-arts des départements, qui s'ouvrira en même temps que la réunion des sociétés savantes, le mardi 27 mars.

Sont désignés pour nous représenter : M. Georges Dufour, M. Fargis et M. le baron de la Tombelle.

La *Société d'histoire littéraire de la France*, qui vient de se fonder, 23, rue Madame, à Paris, fait appel au concours de

tous nos confrères en provoquant leurs adhésions : la cotisation annuelle est de 20 francs. Cette Société, aujourd'hui créée et autorisée, « aura avant tout pour but de fournir aux historiens de la France littéraire les occasions et les moyens de se réunir et de s'entendre, d'échanger leurs idées, de comparer leurs méthodes, de profiter en commun des recherches individuelles, en un mot, d'amener une certaine coordination dans les efforts en vue de cette synthèse générale qui est l'objet de toute science. Une *Revue* qui paraîtra dès janvier 1894, et dont l'importance pourra grandir en proportion de l'activité et des ressources de la Société, en sera l'organe naturel. Elle devra non seulement établir entre les membres une correspondance régulière, les renseigner au jour le jour sur les études faites ou à faire, mais constituer ce recueil de leurs travaux qui a manqué jusqu'aujourd'hui. »

Nos confrères ne pourront que profiter en s'affiliant à cette association.

M. GRELLET-BALGUERIE a lu avec plaisir, dans nos derniers procès-verbaux, que la Société archéologique de Bordeaux et la Société historique du Périgord s'occupaient enfin « de préserver d'un trop long oubli ou d'une dernière et définitive ruine un précieux monument historique, s'il subsistait encore, ou du moins l'emplacement de la chapelle de Talbot, celle où furent déposés pendant assez longtemps jusqu'à leur transport en Angleterre l'illustre général Talbot, comte de Shrewsbury, et l'un de ses fils, tués tous les deux, ainsi qu'un grand nombre de capitaines et de soldats anglais dans la célèbre bataille dite de Castillon par les Français, le 20 juillet 1453.

« J'ai fait dans ma jeunesse, ajoute-t-il, deux pèlerinages à Castillon et à Coles, pour visiter ce célèbre champ de bataille et les ruines de la chapelle de Talbot. Lors de ma première excursion, il y restait encore des pans de murailles, et dans l'enceinte de la chapelle, un arbre avait grandi. La troisième fois, quand j'y retournai, vers 1880, presque tous les murs avaient disparu ; la chapelle avait été exploitée

comme une carrière dont on enlevait les pierres. Il n'y restait plus que quelques blocs informes; mais toujours, vers le centre de son emplacement, s'élevait le même arbre sur un petit tertre presque en carré, taillé autour de ses racines, de manière à faire un exhaussement d'un demi-mètre au-dessus du sol, en contre-bas nivelé autour du tronc de l'arbre. C'était le seul témoin et presque le dernier vestige des ruines de la chapelle de Talbot, dont il indiquait au moins l'emplacement avec précision. Heureux si cet arbre existe encore! En ma qualité de membre des deux sociétés, ému d'un tel abandon et d'une semblable profanation, je m'empressai de signaler ce lamentable état de désolation et d'oubli d'un monument historique aussi précieux que glorieux pour la France, et duquel, sinon la conservation entière, au moins la réparation partielle était alors possible, ou à défaut, je demandais l'érection sur place de quelque souvenir durable, important à l'honneur de la France, en particulier à celui du Bordelais et du Périgord. De même, je signalais ce malheureux état de choses et la patriotique nécessité d'y obvier à M. le Ministre de l'Instruction publique. Malheureusement, à côté ou derrière la question historique et archéologique intervient la question financière, obstacle trop fréquent et pierre d'achoppement des meilleures résolutions. Cependant il ne doit pas être dit qu'en France, au xix^e siècle, on soit si indifférent aux gloires du passé et qu'on laisse périr à jamais la dernière trace d'un monument aussi important que la chapelle de Talbot. »

M. DE SAINT-SAUD, qui a conféré de cette question avec plusieurs membres de la Société archéologique de Bordeaux, a su qu'ils se considéraient comme satisfaits, le petit monument leur ayant paru suffisamment conservé.

A propos de conservation de monuments, M. DE FAYOLLE, rappelant le but de la Société, dit qu'il est fâcheux que nous apprenions seulement par les journaux qu'un monument est en péril, comme nous l'avons appris ces jours-ci pour la vieille porte en briques de La Linde, pour ce bijou de la Renaissance, la chapelle de l'ancien

évêché de Périgueux, à la Cité. Notre rôle ne devrait pas se borner à être platonique.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit que nous ne pourrions pourtant pas de notre initiative, de notre propre autorité, entreprendre la réparation ou la restauration d'un monument classé.

M. DURARRIC ajoute que notre rôle n'a pas toujours été platonique : nous avons pu, en 1876, par nos démarches, sauver la tour Mataguerre. Nous avons été moins heureux l'année dernière lorsque nous n'avons pu empêcher la démolition de la porte des Farges, ce reste de la primitive enceinte de la ville. Quant à la chapelle de l'évêché, le conseil municipal a voté pour sa réparation, dans sa séance du 2 décembre, un crédit de 1,800 francs, et a émis le vœu que le Ministère des Beaux-Arts complétât, par une subvention, la somme demandée par l'architecte.

M. DÉLUGN nous indique une plaque de cheminée à vendre à Ribérac qui lui a paru intéressante : elle porte des armoiries qu'il ne connaît pas.

M. le marquis DE FAYOLLE a vu récemment dans la commune de Saint-Barthélemy, canton de Bussière-Badil, un lieu fortifié, connu dans le pays sous le nom de *Château-Manqué*, signalé par M. de Laugardière dans ses *Essais topographiques sur le Nontronnais*. « C'est un plateau assez peu étendu, nous dit-il, qui couronne un coteau élevé et très escarpé, sauf d'un côté, où il est relié par une pente douce à une chaîne de monticules. Le sol du plateau est parsemé de gros blocs de rochers granitiques, comme on en voit dans tous les bois du Nontronnais, et qui montrent que si l'homme a pu se réfugier en ce lieu, il ne l'a pas aménagé pour en faire une retraite permanente. Nous n'avons pu y découvrir ni restes de murailles, ni fragments de poteries, ni débris de foyers. La seule trace du travail de l'homme consiste en un fossé de peu de largeur et de peu de profondeur dont les déblais, rejetés à l'extérieur, forment une levée de terre d'un faible

relief. Ce fossé va d'un escarpement à l'autre-au niveau même du sol du plateau, à l'endroit où la pente adoucie, dont nous avons parlé, le rend accessible. La force défensive de cette position, qui forme un promontoire défendu par une coupure, comme dans la plupart des lieux anciennement protégés par des fortifications en terre, peut faire admettre, malgré le peu d'importance du *vallum*, que le *Château-Manqué* a été fortifié à une époque reculée, qu'il est difficile de déterminer. Quoi qu'on ait pu croire, il n'y a rien là qui rappelle un camp romain qui n'aurait pu d'ailleurs s'y loger. Nous n'y trouvons aucune apparence de motte féodale, et aucune trace de fortification gauloise, dont M. le colonel de la Noë a si bien déterminé les caractères, n'y est visible. Ce qui nous paraît le plus probable, c'est qu'attiré par une situation très forte, quelque chef a pu occuper le *Château-Manqué*, sans doute pendant le haut moyen âge, et y a exécuté quelques retranchements passagers qui ont pris plus tard, dans l'imagination populaire, une importance dont, en tout cas, les preuves ont disparu.

» Il faut d'ailleurs reconnaître que bien des châteaux ont disparu sans laisser de traces apparentes. Il existe dans la commune de Saint-Estèphe, non loin du bourg, un cône sans doute naturel, mais aménagé de main d'homme pour servir de piédestal à un donjon, car on distingue encore la trace des escarpements qui devaient le défendre. Mais au sommet, il n'y a plus trace de murailles, quoiqu'un château, appelé le Briedet et dont on retrouve plusieurs fois le nom mentionné, y existât dès le *xiii^e* siècle et fût encore, au *xviii^e*, un fief de la famille de la Ramière.

» Le donjon de Piégut a été plus heureux et il se dresse encore sur sa motte de terre et de granit. Nous réserverons la description de cette belle construction militaire pour une monographie plus complète; mais nous désirons appeler l'attention des archéologues sur la ceinture des mâchicoulis qui la couronne. Tout porte à croire que le donjon de Piégut est du *xii^e* siècle, et cependant les mâchicoulis n'ont remplacé les hourds en bois que vers la fin du *xiii^e* siècle; il s'en suit que le donjon devrait être rajeuni ou que les mâchicoulis

de Piégut seraient antérieurs à ceux de Coucy, dont les consoles seules étaient en pierre. Un examen attentif permet de constater une différence sensible entre l'appareil de la partie supérieure de la tour et celui du reste de la construction. Dans le haut, des moëllons de faible dimension remplacent les gros blocs de granit employés partout ailleurs, et cette reprise existe au-dessous des mâchicoulis, sur le pourtour entier. La coupole supérieure, qui est percée d'une ouverture par laquelle on pénétrait sur le chemin de ronde, paraît également postérieure au reste. On sait que Richard Cœur de-Lion prit la tour de Piégut et en fit démolir la partie haute, probablement en 1198 ; il ne paraît pas improbable que cette partie haute n'ait été remontée que beaucoup plus tard, vers le milieu ou le dernier quart du xiii^e siècle, et alors on y ajouta le nouveau système de mâchicoulis en pierre. La chose est d'autant plus admissible que les mâchicoulis de Piégut sont très anciens ; il existe encore sur deux des consoles qui portaient le manteau une petite arcade en plein cintre qui les réunit, c'est la forme la plus ancienne des mâchicoulis, telle qu'on la voit au Puy en Velay, et avec la même élégance, au donjon de Bourdeilles. »

L'assemblée remercie M. de Fayolle de son intéressante communication.

M. René DE MANTHÉ nous adresse la copie d'un acte d'hommage, de 1239, en langue romane, tiré des Archives des Basses-Pyrénées : c'est l'hommage que rend Gaston de Gontaud de son château de Biron à Élie Rudel, seigneur de Bergerac, pour en avoir protection. Cette pièce, d'un intérêt philologique incontestable, sera publiée dans le *Bulletin*.

Notre laborieux confrère nous promet de nous envoyer aussi, dans quelque temps, la copie d'une charte d'affranchissement, des premières années du xiv^e siècle, accordée par Bérard de Limeuil et Corbarand, son fils. Il l'accompagnera de quelques notes sur l'état des serfs en Périgord au xiv^e siècle.

M. MALLAT nous donne ensuite lecture d'une partie de la

biographie complète qu'il a entreprise de Geoffroy de Pompadour, évêque d'Angoulême (1465-1470), évêque de Périgueux (1470-1486) et du Puy (1486-1514), président de la Cour des Aides (1484), premier président de la Cour des Comptes (1488), et grand aumônier de France. Dans les premiers chapitres, il traite de l'origine de la famille, des mérites de celui qui devait occuper le siège d'Angoulême à 35 ans, de ses relations avec le comte Jean d'Orléans qui ne tardèrent pas à le jeter dans la mêlée des partis politiques et à le faire impliquer dans un procès de haute trahison. Puis, il nous montre Geoffroy de Pompadour, dans sa vie privée, de 1465 à 1470, s'occupant avec son bon ami, le comte Jean, d'études littéraires et théologiques, et liant sa fortune à la famille d'Orléans après la mort de celui-ci, en 1467. Il passe ensuite au siège de Périgueux, et là, malgré les faveurs royales dont il était comblé, il n'oubliait pas les liens qui l'unissaient à la famille d'Orléans et particulièrement au jeune duc, qui aspirait à prendre au gouvernement la part à laquelle lui donnait droit sa naissance. L'évêque de Périgueux avait du reste trouvé dans Alain d'Albret, comte de Dreux et du Périgord, un auxiliaire de la politique du duc d'Orléans et un opposant à celle d'Anne de Beaujeu. Aussi, lorsque lui parvinrent ses lettres de provision pour l'évêché du Puy, auquel il venait d'être élu (1486), se trouvait-il en prison, inculpé, avec Georges d'Amboise, évêque de Montauban, Philippe de Commines et plusieurs autres, du crime de haute trahison et déféré au Parlement de Paris.

« La vérité, poursuit M. Mallat, est que les juges instructeurs de cette cause célèbre, après un long examen de tous les mémoires produits au procès, après d'innombrables interrogatoires, tant des inculpés détenus à Meung-sur-Loire que de témoins appelés de toutes les provinces du royaume, après un échange de volumineux rapports entre la cour de France et la chancellerie du pape, furent très embarrassés pour établir la culpabilité des prélats. L'argumentation de ceux-ci était du reste très claire et très nette. Ils ne pouvaient être convaincus, disaient-ils, de conspi-

ration ni de trahison ; ils n'avaient point conspiré contre le roi, puisqu'ils avaient pour principal complice le roi lui-même, ce qui ne put être nié. Ils n'avaient point trahi leur pays, puisque, membres du Conseil donné au roi par la nation, ils avaient pour coaccusé le président de ce Conseil, agissant dans les intérêts mêmes du royaume et de la royauté. En somme, il résultait clairement du procès que les évêques, coupables d'avoir pris part à une conjuration, n'avaient agi qu'en vue d'aider le roi *majeur* à se soustraire à la *tutelle* de sa sœur ; aussi le pape obtint-il facilement que la peine de prison prononcée contre les deux évêques fût transformée en un internement dans leurs diocèses et leur éloignement des charges publiques. »

Geoffroy de Pompadour alla purger son exil dans son diocèse du Puy, tout en restant administrateur de celui de Périgueux, la nomination de son successeur à ce dernier siège, Gabriel du Mas, n'ayant pas été agréée par le chapitre. Il mourut le 8 mai 1514, âgé de 84 ans, et fut, suivant son désir, enterré dans l'église de Saint-Pardoux d'Arnac, proche du château de Pompadour, en Limousin.

Cette biographie, si bien étudiée, paraîtra dans le *Bulletin*.

Notre nouveau confrère M. DU RIEU DE MAYNADIÉ nous communique un intéressant compte de tutelle, de la fin du *xvi^e* siècle, présenté par Annet de Saint-Aulaire, écuyer, sieur de Lanmary, Fontanilles, Saint-Méard, Douchapt et autres places, aux mineurs Antoine de Laurière, écuyer, sieur de Ferrand, Blanche et Gaspard de Laurière, ses sœurs. Cette pièce renferme de nombreux détails instructifs sur la vie et les mœurs de l'époque.

Après lecture, l'assemblée décide qu'elle sera publiée.

Notre laborieux correspondant M. CHAMPEVAL nous envoie la suite de son travail sur *Le château d'Hautefort au XVII^e siècle au point de vue artistique*. Il énumère cette fois les marchés faits avec les architectes et avec les peintres. Ces documents seront insérés au *Bulletin*.

Notre vénérable confrère M. Ludovic SARLAT nous adresse un sonnet à M. l'abbé Carrier qui lui a été inspiré par le folklore ou récit des vieilles coutumes et anciens usages des habitants de la paroisse de Saint-Amand de Coly. Le poète sarladais conserve toujours sa jeune verve.

En terminant, M. DE SAINT-SAUD nous rappelle que nous touchons à la fin de la seconde période décennale de notre existence et qu'il est opportun de songer à la seconde table du *Bulletin*. Il émet en même temps le vœu que chaque année il soit publié une table des noms de personnes et de lieux, qui paraîtrait dans la 1^{re} livraison de l'année, avec une pagination spéciale, de façon à pouvoir être reliée avec le tome de l'année précédente.

Après discussion, l'assemblée s'arrête aux résolutions suivantes : M. Dujarric sera chargé de faire la seconde table décennale onomastique, de 1884 à 1893, sur le modèle de la précédente, et M. de Saint-Saud entreprendra une table des matières des procès-verbaux des séances depuis vingt ans. Mais il sera juste de récompenser ce long et fastidieux travail. Quant à la table annuelle, M. de Saint-Saud offre complaisamment de s'en charger.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL met sous les yeux de ses confrères quelques beaux spécimens de phototypies obtenues par un procédé particulier de M. Bellotti, de Saint-Etienne. Ce procédé donne un tirage régulier et permet l'impression la plus vigoureuse sans empâlements, avec un modelé comparable à celui des plus belles photographies.

La séance est levée à trois heures du soir.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.

Séance du jeudi 4 Janvier 1894.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle de bibliothèque de la Société.

Sont présents : MM. le comte de Bourdeille, l'abbé Brugière, Dujarric-Descombes, le marquis de Fayolle, René de La Bastide, Joseph Mallat, le comte Martial de Roffignac, de Roumejoux, de Saint-Pierre, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

A propos de cette lecture et de la conservation des monuments dont on vient de parler, M. l'abbé BRUGIÈRE croit devoir signaler le mauvais état de la lanterne des morts d'Atur, avec ses murs lézardés, et dit qu'il suffira de prévenir notre confrère M. Denneri pour qu'il soit porté remède à cette situation.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la mort d'un de nos plus jeunes confrères, M. Alfred Bouché, architecte à Périgueux, qui a été enlevé en quelques jours. Il aimait à suivre nos excursions archéologiques qui paraissaient l'intéresser, et, en 1892, il fit ses débuts dans le *Bulletin* en publiant une notice sur des peintures gallo-romaines découvertes à Périgueux, sur le nouveau boulevard Bertrand de Born.

L'assemblée témoigne de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu pendant le mois dernier les ouvrages suivants :

La *Revue archéologique*, (abonnement), troisième série, tome XXII, septembre-octobre 1893, in-8°, Paris, Ernest

Leroux, éditeur ; contenant la suite du *Recueil de cachets d'oculistes romains*, de notre érudit correspondant M. le capitaine Espérandieu ;

La *Bibliothèque de l'École des chartes*, tome LIV, cinquième livraison, (septembre-octobre 1893), in-8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard et fils, où est publiée par M. Couderc, page 468, une intéressante *Note sur une compilation inédite de Hugues de Sainte-Marie et sa vie de saint Sacerdos, évêque de Limoges*. Cette compilation inédite a été rencontrée dans le manuscrit 11 de la bibliothèque de Bordeaux : M. Couderc se contente d'en publier le prologue, qui apporte à la discussion un élément nouveau d'un très réel intérêt. La conclusion qui s'en dégage vient corroborer celle des Bollandistes. Il ne paraît plus possible de douter que Hugues de Sainte-Marie n'ait considéré saint Sacerdos comme un évêque du VI^e siècle ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome X, n° 130, quatrième trimestre de 1892, in-8°, Orléans, Herluison, libraire éditeur, 1892 ;

Le 4^e fascicule du tome XVII (4^e trimestre de 1892) et le 1^{er} fascicule du tome XVIII (1^{er} trimestre de 1893) de la *Société archéologique de Bordeaux*, in-8°, Bordeaux, Feret et fils, libraires éditeurs, et V^e Cadoret, imprimeur, 1892 et 1893 ;

Le tome VII des *Documents de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie*, renfermant les *Anciennes corporations des arts et métiers de Chambéry et de quelques autres localités de la Savoie*, le *Personnel ecclésiastique du diocèse de Chambéry de 1802 à 1893*, par L. Morand, un volume broché in-8°, Chambéry, Imprimerie savoisienne, 1893 ;

Le *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, 12^e année, deuxième série, n° 8, octobre 1893, in-8°, Gap, imprimerie Jouglard ;

De M. Tamizey de Larroque, une jolie plaquette intitulée *Un notaire d'autrefois : M^e Baboulène (de Beauville)* peint par lui-même dans sa correspondance inédite avec le comte de Galard de Brassac-Béarn, où quelques documents concernent le Périgord à l'époque révolutionnaire, brochure in-8° de VI-24 pages, Agen, imprimerie veuve Lamy, 1893 ;

De M. Philippe de Bosredon, le *Répertoire des sceaux des rois et reines de France et des princes et princesses des trois races royales de France*, un volume broché in-4°, tiré à quinze exemplaires, de XII-240 pages, Périgueux, imprimerie de la Dordogne, 1893 ;

De M. Dujarric-Descombes, deux numéros du *Journal de la Dordogne*, l'un du 23 décembre 1893, contenant son article bibliographique sur l'ouvrage précité de M. de Bosredon ; l'autre, du 28 décembre 1893, sur l'étude de M. Léon Clédat, *La poésie lyrique et satirique en France au moyen âge*, un volume in-8° de 240 pages, Paris, Lecène, Oudin et C^{ie}, éditeurs ;

De M^{me} de Froidefond, dix-sept volumes du *Calendrier de la Dordogne* pour compléter notre collection, et cinq volumes du *Calendrier de la province de Guienne* ;

De M. Ivan de Valbrune, *Le Périgourdin*, éphémérides de Périgueux, n° 16, septembre-octobre 1893, in-8° de huit pages, Périgueux, imprimerie Cassard frères ;

De M. de Saint-Saud, le *Catalogue mensuel de livres rares et curieux* de la librairie Auguste Fontaine, nouvelle série, n° 1, 30 novembre 1893, Emile Rondeau, libraire, boulevard Montmartre, 19, Paris ; contenant un grand nombre de spécimens en phototypie de belles reliures des xvii^e et xviii^e siècles.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE TRÉSORIER a la parole pour lire son compte administratif de l'exercice 1893. Les recettes se sont élevées à 5,171 francs, et les dépenses, en y comprenant les frais d'impression du volume des *Inscriptions antiques du Musée de Périgueux* par M. le capitaine Espérandieu, à la somme de 4,652 fr. 20, de sorte qu'il y a un excédent de recettes de 518.80 qui viendra s'ajouter à notre capital.

Au nom de la Société, M. LE PRÉSIDENT exprime sa satisfaction au Trésorier sur la manière sage avec laquelle il gère nos deniers.

Par une circulaire du 16 décembre dernier, M. le Ministre de l'Instruction publique rappelle au Président que le Congrès

des Sociétés savantes s'ouvrira le mardi 27 mars prochain, à 2 heures précises, à la Sorbonne. « Vous voudrez bien me désigner, ajoute-t-il, avant le 1^{er} février, dernier délai, les délégués qui se sont inscrits comme devant participer au Congrès et me faire connaître leurs communications écrites ou verbales. Il est indispensable que je reçoive, avant cette même date, le manuscrit des communications proposées par MM. les délégués de votre Société, s'il s'agit d'une lecture, et l'analyse du sujet dont ils désirent entretenir le Congrès, s'il s'agit d'une communication verbale. Ces renseignements permettront aux membres du Comité d'établir un ordre du jour où les questions de même nature seront groupées dans une même séance et de se préparer à prendre part à la discussion, s'il y a lieu. »

Invitée à choisir ses délégués, l'assemblée désigne M. de Saint-Saud; M. Joseph Mallat, qui a le dessein d'y lire une étude sur *Les cathédrales de Périgueux et d'Angoulême*, types de l'architecture romane aux x^e et xi^e siècles, et leurs congénères; M. Gaston de Gérard et M. le marquis de Chanterac, ancien président de la Société de l'histoire de France.

La Société philomatique de Bordeaux nous annonce qu'elle organise pour l'année 1895 sa XIII^e exposition générale, et qu'elle se propose de lui donner un caractère international, en s'adressant aux industriels et aux agriculteurs de France, d'Algérie, des colonies françaises, d'Angleterre, de Belgique, de Suisse, d'Italie, d'Espagne et de Portugal, et un caractère universel, en étendant son appel à tous les pays pour l'électricité, pour les vins et spiritueux, enfin pour les sciences sociales.

L'exposition internationale comprendra des sections pour l'enseignement, les beaux-arts, l'agriculture, l'industrie, les arts industriels et l'art ancien.

Seule, cette dernière section a du rapport avec l'objet de nos études, fait remarquer LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : nos confrères sont engagés à la rendre intéressante en y apportant quelques-unes de leurs richesses artistiques.

M. GRELLET-BALGUERIE nous envoie un mémoire sur deux évêques de Périgueux inconnus et sur les deux premiers cofondateurs ou continueurs de la basilique de Saint-Front après Frotaire, entre 991 et 1020.

Des deux évêques inconnus, l'un, Marcus, 641-642, figure dans une bulle apocryphe du pape Jean IV, rapportée par Pardessus dans ses *Documents et diplômes de l'époque mérovingienne*, (II, 71); mais le faussaire qui l'a fabriquée était si habile, si instruit, connaissait si bien les noms de tous les évêques contemporains, si l'on se réfère au *Gallia christiana* et à l'ouvrage de Gams, *Series episcoporum*, que l'on doit y ajouter foi, suivant notre érudit confrère.

L'autre évêque serait Ramnulfus, que M. Grellet-Balguerie croit pouvoir identifier avec l'un des six fils du comte Bernard, troisième comte de Périgord, de 920 à 935. Ce serait le même qui aurait signé *Ramnulfus episcopus C.[consecratus ? ou comes ?]* entre 937 et 942 ou 943, la charte de donation à Adacius, abbé de Tulle et de Sarlat, de l'église ou abbaye de Saint-Sor de Genoliaco, première origine de l'abbaye de Saint-Sour de Terrasson, le tout *in pago Petragorico*, une dépendance du diocèse de Périgueux et de la juridiction de son évêque.

Le mémoire de M. Grellet-Balguerie sera publié dans le *Bulletin*.

M. l'abbé BRUGIÈRE dit qu'il connaissait déjà l'évêque Marcus; il avait vu son nom en effet dans une bulle du pape Jean IV, accordée vers 640 au monastère de Sainte-Croix de Meaux, à la prière de saint Faron, évêque de Meaux.

M. DUJARRIC-DESCOMBES rappelle que, dans un mémoire intitulé : *De l'origine du P. Ruben, prêtre de l'Oratoire* (1888), il a cherché à établir que le berceau de ce religieux devait se trouver en Nontronnais, comme le P. Tabaraud l'avait avancé. En terminant, il exprimait l'espoir que l'on ne tarderait pas à être complètement édifié sur sa naissance et sa parenté par la découverte de documents sortis des archives privées de quelque famille.

Les prévisions de notre confrère ont été réalisées. M. l'abbé Monique, curé d'Eymoutiers, a eu la bonne fortune de retrouver un manuscrit de la fin du xvn^e siècle, contenant une biographie du R. P. Ruben, où on lit cette phrase :

« Gabriel de Ruben Delombre, docteur en théologie, prêtre
» de l'Oratoire de Jésus, supérieur de la maison de Limoges,
» prieur de Villeneuve en Rouergue et de Notre-Dame-de-
» Touloungnègue, naquit d'une noble et ancienne famille
» dans la ville d'Eymoutiers, en Limousin, le samedi
» 11 février 1623, jour et fête de Saint-Martin, à dix heures
» du matin. »

Ce début et les preuves que le manuscrit renferme ne sauraient plus laisser aucun doute sur l'origine limousine du P. Ruben, dont la famille est signalée à Eymoutiers dès le xiv^e siècle. Aussi, M. Dujarric s'empresse-t-il de reconnaître que M. le chanoine Arbellot, en s'appuyant sur les traditions locales pour produire son affirmation, a été bien servi par les faits, puisque les documents écrits lui donnent définitivement raison.

Toutefois, il résulte des recherches de notre confrère qu'une branche de la famille Ruben était venue s'implanter à Nontron vers la fin du xvr^e siècle et se fixa ensuite à Teyjac, où elle a résidé pendant près de deux siècles. C'est cette parenté sans doute qui attira plusieurs fois dans le Nontronnais les deux frères Ruben. On trouve, en effet, le P. Gabriel Ruben, en 1665, à Nontron, où, à la prière de M^{me} de Grammont, abbesse d'Ausone, il prêcha une mission. En 1673, il devient, par suite d'une donation, propriétaire du Claud, dans la paroisse du Bourdeix. Après une mission faite avec son frère à Niort, il vint se reposer à Teyjac chez un ami, l'abbé Pallot, curé de la paroisse : il eut la douleur d'y voir le compagnon fidèle de son apostolat, son frère Jacques, enlevé par une attaque de goutte le 23 janvier 1686.

Le manuscrit de M. l'abbé Monique éclairera d'un jour nouveau la figure peu connue du modeste oratorien, qui refusa l'évêché de Cahors que notre saint compatriote Alain

de Solminihac voulait résigner en sa faveur. Bien qu'il faille renoncer à considérer le P. Ruben comme un des nôtres, ajoute M. Dujarric-Descombes, trop de souvenirs le rattachent au Périgord pour que son nom nous laisse indifférents.

M. Romanet du Caillaud écrit au SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pour avoir des renseignements sur une famille Malafaïda. « Faisant quelques recherches sur l'origine des Carmes, lui mande-t-il, j'ai trouvé dans Colin, *Florilegium sacrum Lemovicense*, que saint Berthold Malafaïda, le premier prieur général des Carmes, était fils de Guy de Gemiliac (Jumilhac), originaire des environs de Solignac. Or, Saint-Jean-Ligoure ou Jumilhac-Saint-Jean (près de Solignac) était une dépendance de Jumilhac-le-Grand (Dordogne). Je vous serais bien reconnaissant de me faire savoir si, à votre connaissance ou à celle de vos collègues qui s'occupent de l'histoire féodale de votre département, Jumilhac a appartenu, aux ^x^e et ^{xii}^e siècles, à la famille Malafaïda. »

Aucun de nos confrères n'a de notes ou de renseignements sur cette famille.

M. DE LA BASTIDE nous montre ensuite des moulages en cire verte de deux sceaux et de deux contre-sceaux de la sénéchaussée de Saintonge datant des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, époque où elle avait Parcoult (1) pour siège. Ces moulages ont été pris aux Archives nationales à l'intention de la Société archéologique et il les lui remet, en donnant lecture de la notice suivante copiée dans ce dépôt public :

SÉNÉCHAUSSEE DE SAINTONGE A PARCOULT. — N° 4,694. — Année 1292. — Fragment de sceau rond à 45 millimètres. — Archives de l'Empire, j. 274, n° 24. — Un château à trois tours, les deux latérales surmontées de fleurs de lys. — Il est baigné dans l'eau et l'on y voit un escalier extérieur ressemblant à une ligne de créneaux qui part du niveau de l'eau

(1) Parcoult, actuellement commune du canton de Sainte-Aulaye (Dordogne).

en montant aux tours. De chaque côté de la représentation deux fleurs de lys dans la pose du pal.

Inscription en exergue :

✠ S/SENECHALLI .. NCT . AP . PAR

(*Sigillum Seneschalli Xanctonensis apud Parcollum.*)

Contre-sceau. — Un château à trois tours accosté de deux fleurs de lys.

Inscription en exergue :

✠ CONTRAS PACOLLI. (*Contra sigillum Pacolli.*)

Appendu à un acte de vente de l'an 1292. « Hellyas Clovelli, tenens Sigillum Senescaleie Xanctonensis apud Parcollum. »

N° 4,695. — Second sceau de l'année 1343, fragment de sceau rond, 45 millimètres, Archives de l'Empire, j. 181, n° 82. — Mêmes types et mêmes légendes qu'aux sceau et contre-sceau précédents.

M. de La Bastide ajoute que l'on pourrait blasonner ainsi qu'il suit les armes de Parcou, en y appropriant les émaux qui semblent devoir le mieux leur convenir :

D'azur, au château d'argent, surchargé en barre d'une rampe crénelée de même, sommé de trois tours aussi d'argent, les deux latérales moins élevées et surmontées, chacune, d'une fleur de lys d'or. — Le château accosté de quatre fleurs de lys également d'or posées en pal, et baigné à sa base par une rivière du second émail ombré du premier, garnissant la pointe de l'écu.

La Société remercie M. de La Bastide.

M. DE SAINT-SAUD nous communique aussi un mandement du roi Henri IV, du 18 mars 1599, enregistré au Bureau des finances de Guyenne le 18 février 1600, et enjoignant aux trésoriers de France établis à Bordeaux de payer aux officiers de l'Élection de Périgueux, pour le « bois et la chandelle, » c'est-à-dire pour le chauffage et l'éclairage pendant l'hiver, la somme de 66 écus deux tiers, à prendre sur les deniers provenant des défauts et amendes. Le roi fait remarquer qu'on peut d'autant moins refuser cette somme aux

officiers de l'Élection qu'on exige d'eux un travail assidu durant l'hiver pour l'assiette et le département des tailles, et qu'ils s'en acquittent avec soin et diligence.

Cette pièce intéressante, tirée du fonds de l'Intendance aux Archives de la Gironde, sera publiée.

Enfin, M. GRELLET-BALGUERIE nous envoie le calendrier perpétuel dont il nous avait autrefois parlé, inventé par notre regretté confrère M. Paul de Fourtou, et dont il nous explique le mécanisme. M. de Fourtou avait d'abord confectionné un petit calendrier perpétuel, tournant et portatif, au moyen duquel on pouvait calculer exactement les dates, les années, les mois et les jours, à l'aide des sept lettres dominicales. Il suffisait de rechercher quelle était la lettre dominicale de telle ou telle année et de placer cette lettre sous le mot dimanche. Mais il avait ensuite grandement perfectionné son travail et inventé un nouveau calendrier perpétuel bien plus commode, contenu dans une juste et simple combinaison des lettres dominicales.

Il reste à procéder à l'élection de candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après deux votes à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Maurice Doursout, avocat, à Périgueux, présenté par M. de Lestrade et M. Villepelet;

Et M^{lle} de Froidefond de Boulazac, rue de Paris, 9, à Périgueux, présentée par M. Dujarric et M. de Saint-Pierre.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.



COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER.

(Exercice 1893.)

Je viens, Messieurs, comme tous les ans, à notre séance de janvier, vous rendre compte de ma gestion pour l'exercice de 1893.

Recettes.

Cotisations de 1893.....	3,050' »
Diplômes.....	130 »
Subvention du département.....	1,000 »
Intérêts du capital.....	564 »
Intérêts de l'argent placé à la Caisse d'épargne, du 5 mai 1886 au 31 décembre 1892.....	299 »
Cotisations arriérées.....	70 »
Vente de 21 livraisons du <i>Bulletin</i>	42 »
— de 4 exemplaires de l' <i>Inventaire de la Col- lection Périgord à la Bibliothèque nationale</i>	6 »
— de la <i>Sigillographie du Périgord et du Sup- plément</i>	10 »
TOTAL des recettes.....	5,171' »

Dépenses.

Compté à l'imprimerie de la Dordogne pour l'im- pression du <i>Bulletin</i>	1,963 »
— <i>Idem</i> pour l'impression des <i>Inscriptions antiques</i> par le capitaine Espérandieu.....	868 50
— à MM. Berthaud frères, à Paris, pour dessins.....	317 60
— à M. Lavène, relieur.....	12 50
— à MM. Ronteix et Bonhur.....	12 »
— à M. Charbonnier, menuisier.....	92 »
— à M. Royer, à Nancy, pour dessins.....	85 »
<i>A reporter</i>	3,350 60

	<i>Report</i>	3,350 ^f 60
Achat de six chaises.....		18 ^f »
— d'une échelle double.....		7 50
— d'un stère de bois.....		11 »
— d'une couronne pour notre regretté vice- président d'honneur M. de Froidefond.		24 »
Affranchissement du <i>Bulletin</i>		109 30
Frais de déménagement et d'emménagement de la bibliothèque de la Société et de celle donnée par M ^{me} Ussel dans le nouveau local loué à M ^{lle} de Froidefond.....		30 25
Payé la cotisation de M. Hardy à la Société des Antiquaires de France		11 »
— l'abonnement à l' <i>Anthropologie</i>		28 »
— l'abonnement à la <i>Revue archéologique</i>		32 »
— une souscription à l'ouvrage de M. Bar- rière Flavy sur les sépultures barbares.		15 »
— à M ^{lle} de Froidefond le loyer de notre appartement		235 »
— à MM. le comte de Saint-Saud, Huet et Tamizey de Larroque pour la subven- tion accordée au tirage à part du <i>Livre-Journal de Bessot</i>		100 »
— à M. de Montaigut une prime d'assurance de 1894, à la <i>Nationale</i>		12 25
Frais de bureau du Secrétaire-général.....		300 »
— du Trésorier.....		200 »
Traitement du concierge de la salle.....		60 »
Timbres-poste, colis postaux, ports, confection des diplômes, éclairage de la salle, étrennes et autres dépenses portées au livre de caisse.....		108 30
TOTAL des dépenses.....		4,652 ^f 20

Récapitulation.

Recettes	5,171 ^f »
Dépenses	4,652 20
Excédent de recettes.....	518 80
Actif de la Société au 31 décembre 1892.....	17,373 65
Actif de la Société au 31 décembre 1893.....	17,894 45

Cette somme est représentée par :

1° Un certificat nominatif n° 44,349 de 30 obligations du Crédit foncier de 1883, achetées.....	11,218 20
2° Un autre certificat n° 52,510 de 5 obligations du même emprunt, achetées.....	1,935 »
3° Un titre de rente de 60 francs 3 %, n° 12,121, vol. 7, acheté.....	1,942 50
4° Argent placé à la Caisse d'épargne.....	2,000 »
5° Argent en caisse.....	798 75
TOTAL égal.. ..	17,894 ^f 45

Le Trésorier,
F. DE SAINT-PIERRE.

NOTE SUR DES CHEMINS GAULOIS

ET

SUR DES VOIES ROMAINES EN PÉRIGORD.

I

J'ai lu dans l'excellent et remarquable *Dictionnaire topographique du département de la Dordogne*, par M. de Gourgues, monument que sa science, pieusement patriotique, a érigé à son pays : « Que aucune partie reconnaissable de voies romaines ne subsistait plus aujourd'hui sur le territoire de ce département. » (page 344). — Il me semble qu'il en est si différemment, que l'éminent auteur a fait ici plutôt un oubli qu'une erreur, puisque, d'abord, il reste dans le département de la Dordogne des vestiges certains et des fragments épars de ces voies antiques, et qu'ensuite, M. de Gourgues lui-même, en maint endroit de son ouvrage, notamment page XXXIII, nous fournit le moyen de retrouver ces routes romaines et gauloises, à l'aide de certaines dénominations caractéristiques de plusieurs lieux-dits. Les noms primitifs sont en effet le signe et comme l'image des choses. Nous allons en donner bientôt des preuves évidentes. C'est donc avec raison que, tout en niant à tort l'existence de fragments reconnaissables de voies romaines dans la Dordogne, M. de Gourgues a dit dans son introduction et à la fin de son ouvrage, verbo *Voies romaines* : « Cependant il y a encore dans quelques endroits des indications précieuses à recueillir pour faire ces recherches. (Voir les *Antiquités de Vésone*, t. II, chapitres II et III, et page 655, qu'il cite.)

C'est à l'aide de ces indications précieuses, et de l'examen des lieux, que nous allons retrouver des restes de voies antiques sur le territoire du Périgord. L'importance poli-

tique et stratégique de Saintes (*Mediolanum Santonum*, le *Milan*, le *Meilhan*), ou la capitale des Santons, l'importance de Périgueux, de Limoges, de Cahors, de Bordeaux, et plus tard celle d'Angoulême, avaient nécessité de bonne heure l'établissement de grandes voies de communication ou de chaussées entre ces diverses villes prises comme têtes de lignes, ainsi que plus tard la création d'embranchements ou de voies secondaires. La carte de Peutinger, l'Itinéraire d'Antonin indiquent les voies militaires principales reliant Saintes à Périgueux, Limoges à Bordeaux par Vesuna, et la voie de Bordeaux à Lyon, cette dernière intéressant en partie le Périgord. Il peut y avoir divergence d'opinion sur une partie de la direction de ces voies et sur certaines stations que les itinéraires mentionnent avec des noms qui varient parfois, comme mal ou incomplètement écrits, et avec des distances qui diffèrent presque toujours, par suite des erreurs des copistes. Il faut de plus s'attacher de préférence à l'examen des lieux et de leurs noms anciens, ainsi qu'à l'avis consciencieux des écrivains du pays, ou de ceux qui ont étudié pas à pas sur place le tracé de ces voies, et non pas seulement sur la carte et dans le cabinet. C'est ainsi que je partage de préférence l'opinion des archéologues du Périgord et de M. de Gourgues (page XXXIV), qui, tous en opposition avec la commission de la carte des Gaules, font passer la voie romaine de Limoges à Agen par Périgueux par *Tagger* antique, aujourd'hui presque disparu, mais signalé par ces archéologues, et qui commençait assez près du Port-de-Noyer-sur-Dordogne, commune de Saint-Germain de Pont-Roumieu. Ce dernier nom Pont-Roumieu, si fréquent en Périgord, est caractéristique : il signifie Pont-Romain, ou le Pont du chemin des *Roumieux* ou des Pèlerins. Ce terme de Roumieux était en effet généralement donné aux pèlerins qui se rendaient soit à Rome, soit à Jérusalem ou à Saint-Jacques de Compostelle. Ils suivaient dans leurs pérégrinations les antiques voies romaines, *camin roumiou*, du nom desquelles pouvait dériver ce nom de roumieux. Les Sarrazins appelaient les chrétiens des *roumi*, nom sous lequel les Arabes les désignent encore. On l'appliquait

parfois aux voyageurs errant le long des routes ou batteurs d'estrades (1).

S'il est plus que probable et si l'on doit considérer comme certain qu'une voie romaine se dirigeant de Périgueux à Limoges, passait près d'Agonac, il est incontestable que la même voie ou qu'un embranchement traversait la commune de Saint-Jean-de-Côle, au sortir du village de Boine (nom significatif à retenir). Il en existait au siècle dernier et il en existe encore des vestiges, indiqués dans ce parcours par les énormes pierres du pavage de cette chaussée et par les restes de son *statumen*. Elle se dirigeait de là, c'est-à-dire depuis le village de Boine ou de la Boine et de Saint-Jean-de-Côle vers Saint-Saud-la-Coussière. Elle traversait la Côle par un pont dont une arche subsiste, le restant de sa construction détruit étant aujourd'hui remplacé par des madriers. La voie passait par le village de But, commune de St-Martin-de-Fressengeas, qui fait suite. On dit, mais nous ne le croyons pas, qu'elle se dirigeait vers Thiviers ; ce serait plutôt par un embranchement que cette ville était desservie. Un vieux chemin a, de ce côté, succédé à la chaussée antique.

(1) On voit aussi dans la commune de Lisle, non loin de la propriété de M. Léonce de Fourtou, appelée la Rochette, à côté de la route actuelle, au Pont-d'Ambon, l'arche d'un pont ruiné, également appelé le Pont-Roumieu, ou Pont-Romain. Ce pont détruit avait remplacé un antique pont, le Pont-Roumieu, nom que ces ruines conservent encore. Or, on sait que l'ancienne voie de Périgueux à Saintes passait près de Lisle. Ce pont d'Ambon semble tirer son nom de la rencontre en cet endroit de deux cours d'eau, la Drone et l'Euche, *amborum rivorum*. Cette étymologie est aussi celle d'Ambès, du Bec-d'Ambès, au confluent de la Dordogne et de la Garonne, qui prend en cet endroit le nom de Gironde.

Si l'on désignait en général les voies romaines par le mot *Via* (d'où *chemin de la vie*), le nom de batteurs d'estrades rappelle aussi un autre nom qu'on donnait à ces mêmes voies ou grands chemins publics, le nom de *Strata*, d'où Estrade, l'Estrade, les Estrades, termes significatifs qui souvent on indiquent le tracé et en conservent le souvenir, particulièrement en Périgord, où l'on trouve des ponts ainsi nommés, Pont-de-l'Estrade, à Mouleydier, à Vern, localités où subsistent des vestiges d'une voie antique, sous le nom de Chemin-Ferré, à Mercande, Maisonneuve, au Pont-Romieu de Vern.

Nous venons d'appeler l'attention sur le nom du village de Boine ou de la *Boine*, nom dont la signification ou l'étymologie a une grande importance, si sa généralité (car ce n'est pas seulement un nom propre) est de nature à causer des difficultés par suite de méprises et de confusions dont les plus experts n'ont pas été exempts.

M. de Gourgues dit, p. XXXIII : « Au xiv^e siècle, un chemin allait de Périgueux à Vignéras (1); il est à présumer que c'était la voie antique (voie B, de Saintes à Périgueux (2). Ce chemin, passant par Vignéras, porte, paraît-il, dans le pays, le nom de *Shomi-Bournat* (le *Périgord illustré*, par l'abbé Audierne, p. 474); or, au sortir de la contrée des Petrocorii, la voie passait par Villebois, en Angoumois, aujourd'hui Lavalette. Le territoire de Villebois ou Villabone, appelé Villaboense et Villaboen, nommé plus tard Peyrat, avait donné son nom à la voie antique. Car on la nommait, en Saintonge, *Chemin-Boisne* (Statistique de la Charente). En tenant compte de l'altération dans la prononciation du patois, il est à croire que le même nom se retrouve aux deux extrémités de la ligne, et peut aider ainsi à rechercher le reste du parcours. »

La conclusion était d'une logique d'autant plus évidente que sur tout le parcours le chemin porte, tant en Périgord qu'en Saintonge, ce nom de Chemin-Boisne; mais la difficulté vient de ce que ce nom de Boisne n'est pas spécial au seul chemin ancien de Saintes à Périgueux. Nous différons complètement d'opinion avec M. de Gourgues, qui affirme que cette voie avait emprunté son nom à celui de Villebois, nommé plus tard *Peyrat*. Nous croyons qu'à cet égard, il a confondu le chemin encore appelé *Boisne* se dirigeant de

(1) *Via quæ ducit de Petrogoris versus locum vocatum de Vinhayrac*, 1320. Dictionnaire, p. 341.

(2) La colonne milliaire de l'empereur Florian, portant l'inscription *prima leuga*, première lieue, déposée au Musée de Périgueux, a été trouvée dans le val, au-dessous de ce village (*id.*) On sait qu'il s'agit de la lieue gauloise de 2,221 mètres.

Saintes vers Périgueux, et le chemin Peyrat allant de Périgueux vers Angoulême.

Nous allons indiquer les directions ou les stations bien différentes de ces deux chemins. Mais disons tout d'abord que le nom de Chemin-Boisne ne dérive pas du nom de Villebois, et que si ce chemin passait non loin et à gauche de Villebois, il ne la traversait pas. Lavalette s'appelait jadis sans doute aussi *Villebois*, *Villaboen* ; mais je ne crois pas qu'elle ait porté le nom de Peyrat au *xv^e* siècle (1).

Le nom de *Boisne*, *Boyne* a une toute autre et caractéristique signification générale, ainsi que l'indique son étymologie primitive. Il dérive d'un vieux mot patois, *boyna*, *boyne*, qui veut dire borner, délimiter, planter la borne qui sépare des héritages. Un ancien magistrat du tribunal civil de Ribérac, ancien juge de paix du même canton, feu M. Paul de Fourtou,

(1) C'est l'archiprêtré de Villebois, d'abord dit de Villabone, avant le *xiv^e* siècle, qui prit après le nom d'archiprêtré de Peyrat à cause sans doute du passage par son territoire du Chemin-Peyrat, ci-après tracé, ou du chemin de Périgueux à Angoulême, et duquel a emprunté le nom la commune de Saint-Cybard-le-Peyrat, l'une des douze paroisses de cet archiprêtré, comprenant Lavalette, La Rochebeaucourt, cette dernière restée la seule dans la Dordogne, la Lisonne la séparant de la Charente où entre la route n° 32 par un pont sur cette riverette. Ainsi, Villebois (aujourd'hui Lavalette) était nommée Villabone et Villeboys. Le territoire de l'archiprêtré de Villabone était appelé Villaboenso dans une charte de l'évêque de Périgueux, Guillaume de Montheron en 1053 (*Gallia christiana*), cité par M. de Gourgues, lequel rappelle que sur un sceau de cette localité frappé au nom de Jeanne de France, fille du roi Louis le Hutin (1314-1316), reine de Navarre et comtesse d'Angoulême, on lit ces mots : *Sigillum castellanie Ville Bovis*, avec, à droite et à gauche, une porte de ville et au-dessus une tête de bœuf. Mais je présume que Villebois tirait son nom ou du Chemin-Boisne qui la traverse ou de sa situation dans les bois, ou du nom de Villebone, lequel rappelle celui de Lillebone.

Le chemin Peyrat, bien différent du chemin Boisne (nommé aussi *shomi Bournat*), était ainsi appelé Peyrat à cause de son empiècement encastré dans le sol, selon la méthode des ingénieurs romains dans la construction de leurs voies ; de là les noms si fréquents dans toute l'Aquitaine de chemin ferré, de *Camín* ou *Shomi ferrat*, qu'on retrouve à chaque instant dans les anciens titres concernant le Poitou, le Périgord, le Bordelais, l'Agenais et la Gascogne.

m'avait appris la signification de ce vieux mot, en me disant que bien souvent deux propriétaires voisins en guerre au sujet des frontières de leurs royaumes lilliputiens respectifs, l'avaient prié de venir les *boyna*, c'est-à-dire planter des bornes sur les limites de leurs champs. Ainsi, ce nom de *shomi boisna*, *chemin boisne*, conservé encore dans les départements de la Dordogne et de la Charente, que traversait la chaussée du Chemin-Boisne, nous révèle l'existence même et la nature comme l'importance de cette antique chaussée. Nous attribuons en effet à ce mot *boyna* une signification précise et bien caractéristique. Notre étymologie ou notre traduction de ce nom de chemin *boisne*, *schomi boyna*, est si naturelle et si vraie que l'abbé Audierne a constaté aussi que le chemin antique allant de Périgueux vers Vignéras porte dans le pays le nom de *Schomi Bournat* (chemin borné), où l'on a planté des bornes. *Bournat* est le patois moderne francisé, au lieu du vieux mot patois *Boyna*. C'était donc une voie importante, sinon principale, qu'un chemin orné de bornes; c'est-à-dire que des bornes, des colonnes milliaires établies de distance en distance, par intervalles égaux ou par lieues gauloises d'environ 2,221 mètres (le mille romain n'était que de 1,580 mètres) marquaient le tracé et la longueur de cette voie et chaque distance par borne milliaire, *prima leuga*, *secunda leuga*, *tertia leuga*, *quarta leuga*, (d'où *Cartelègue*, près de Blaye, Gironde, au quatrième milliaire ou à 4 bornes milliaires de cette ville : la *Blavia militaris* d'Ausone est historiquement indiquée avec cette distance.) D'où il suit que tout lieu dit *Boyna*, tout village dit *Boyne*, nous semble indiquer ou que la voie en longeait le territoire, ou en était voisine, ou qu'à ce point précis s'élevait une borne ou colonne milliaire, de même que de nos jours des bornes kilométriques jalonnent toutes les routes importantes, nationales et départementales. Ainsi, le village de *Boisne*, commune de St-Jean-de-Côle, nous paraît révéler l'existence sur ou près de son territoire, ou de la voie antique ou d'une borne ou colonne milliaire en cet endroit. C'est une recherche utile à faire, et une facilité nouvelle pour déterminer la distance entre les stations et la valeur des lieues. Ainsi,

nous découvrons le tracé d'une voie romaine près St-Jean-de-Côle, sur le chemin Boisne, par ses vestiges au sortir du village de Boisne, où l'on voit encore des restes des énormes pierres de son pavage. C'était là que traversait la voie romaine stratégique de Périgueux à Limoges, de laquelle nous nous occuperons plus tard, et suivie par le chemin dit aussi parfois Bournat ou Boine, différant du chemin Boisne de Périgueux à Saintes ou de cette première voie romaine dont nous allons retracer les véritables points de repaire.

Dans tous les cas, le nom de chemin Boyne, *schomi Boynat* ou *schomi Bournat* qui est encore de nos jours donné à l'ancien chemin de Périgueux à Saintes, sur les frontières du Périgord et des Charentes, ce nom, dis-je, nous apprend ou qu'il s'agit d'une grande chaussée antique, ou que tout au moins et toujours il s'agit d'un chemin assez important pour avoir été milliairisé (qu'on nous passe la création de ce mot), ou jalonné par des colonnes milliaires ou délimité aussi peut-être ou protégé par des bornes assez rapprochées, ainsi qu'il en existait sur certains points de nos anciennes grandes routes royales, (indépendamment des bornes indiquant les lieues, aujourd'hui les bornes kilométriques (1).

C'est ici l'occasion opportune d'indiquer sommairement et *grosso modo* le tracé du chemin de Périgueux à Saintes auquel on a appliqué anciennement et conservé de nos jours le nom expressif de *chemin Boisne*, de *schomi Bournat*, c'est-à-dire le chemin mesuré par des bornes ou colonnes milliaires.

(1) Je n'avais pu d'abord me procurer les *Antiquités de Vésone*, par M. le comte Wlgrin de Taillefer. Je les ai consultées depuis à la bibliothèque de Périgueux. Je suis heureux de constater que mon opinion ne reposait pas sur une simple conjecture; qu'une semblable constatation avait déjà été faite, avant même l'abbé Audierne, et qu'elle se trouve ainsi confirmée par M. de Taillefer, lequel, tome II, p. 240, dit que la route de Saintes est partout connue des habitants du pays sous le nom de *Chomi Bournat*, sans doute à cause des bornes milliaires qui marquaient les lieues sur toute sa longueur. » Il y a aussi un embranchement toujours par les plateaux ou hauteurs appelé *La Pouzo* qui passe par Jumillac, la Dolphie, le village de la *Boyne*. — Autre chemin dit la *Pouze* à droite de la gare d'Agonac, allant vers Sept-Fonds (le petit Fonguas). — On connaît aussi la voie des Grandes-Pouzes.

Le chemin Boisne.

Le chemin Boisne part de Périgueux et de Vignéras, passe près de Chancelade, par Bussac, près Lisle, au Pont-Roumiou, Saint-Just, la Tour-Blanche, Goûts, (aux environs de *Guz*, ancien archiprêtre du x^e siècle, existaient des vestiges d'une antique voie), la Roussellière, le Pas-de-Fontaine, où la route de Périgueux à Saintes traverse la Lisonne, près et à gauche de la Valette, (anciennement nommée aussi Villebois), dans le bourg de Roncenat, Rodat, près et à droite de la gare de Charmant, le *Sarrum* romain, au bourg de Chadurix (probablement à Roulet), et de là à Châteauneuf, à Cognac, l'ancien *Condate*, pour aboutir à Saintes.

Nous avons soigneusement étudié ce parcours ; il nous avait été indiqué par M. François Pichon, du château de Beaulieu, près Mareuil, d'après les renseignements précis de l'homme d'affaires de ce château, observateur sûr et consciencieux, autant qu'entendu, qui avait pendant longtemps pratiqué les anciens chemins du Périgord et des Charentes pour le transport des récoltes et les achats de bestiaux. M. de Taillefer, II, p. 240, rapporte également, d'après le témoignage des habitants des contrées traversées par le chemin Boisne, « qu'encore aujourd'hui les marchands étrangers qui viennent acheter en Poitou des mules et des mulets pour l'Espagne suivent cette route dans une grande partie de son parcours. » C'est un indice de son ancienneté et de sa fréquentation traditionnelle en Espagne. M. de Taillefer ajoute avec raison qu'on reconnaît des vestiges de cette voie romaine (de Saintes à Périgueux) du côté de Charmant et à la Roussellière, entre Goûts et Fontaine. A Charmant et en Angoumois, on l'appelle le chemin Ferré ou Boisne : c'est là le seul vestige de voie romaine de ce nom existant en Angoumois, d'après la Statistique de la Charente et la *Notice du Pays des Santons*.

On en voit des vestiges en plusieurs endroits du Périgord :

voir le Dictionnaire topographique de M. de Gourgues, aux mots Gout, Tranche-Pouzy, Petit-Bersac, Fontaine, etc.

Il suit de la description ci-dessus et de ces détails circonstanciés fort exacts que l'antique chemin Boine suivait identiquement la même direction que la voie romaine de Vesuna à *Mediolanum Santonum*, ou de Périgueux à Saintes, telles que les stations en sont indiquées par la Table de Peutinger.

Le chemin Peyrat.

En parcourant le territoire de la commune de Mareuil-sur-Belle, j'avais cru retrouver çà et là, à travers champs, non loin du château de Beaulieu, notamment au Breuil, des restes de l'ancien chemin Boine, encore recouverts de larges pierres de la voie romaine, empierrée (*peyrée* ou *perrée*, *peyrat*, *schomi perrat*; en Gascogne, *lou Cami Herrot*). Mais ce même homme d'affaires sagace, rectifiant nos observations, nous a affirmé que ce n'était pas le *chemin Boine*, mais bien le chemin Peyrat qui passait de ce côté. Ce nom de chemin perrat, empierré, ferré, indique aussi une voie romaine, ou un chemin d'embranchement (1). *Le chemin Peyrat* part de Périgueux, passe entre Chancelade et Château-l'Évêque, à Bourdeilles, aux Tremblades, à Léguillac-de-Cercles, à Puyremale ou Peyremaie, au Breuil, où je l'ai retrouvé, à 250 mètres du château de Beaulieu, au gué de Pompeigne, où il traverse la Lisonne, et dans la Charente, à Blanzaguet, au Peyrat, à Villars-de-Magnac, Tornesons qu'il laisse à droite, Tarsac et arrive enfin aux Eaux-Claires, près d'Angoulême.

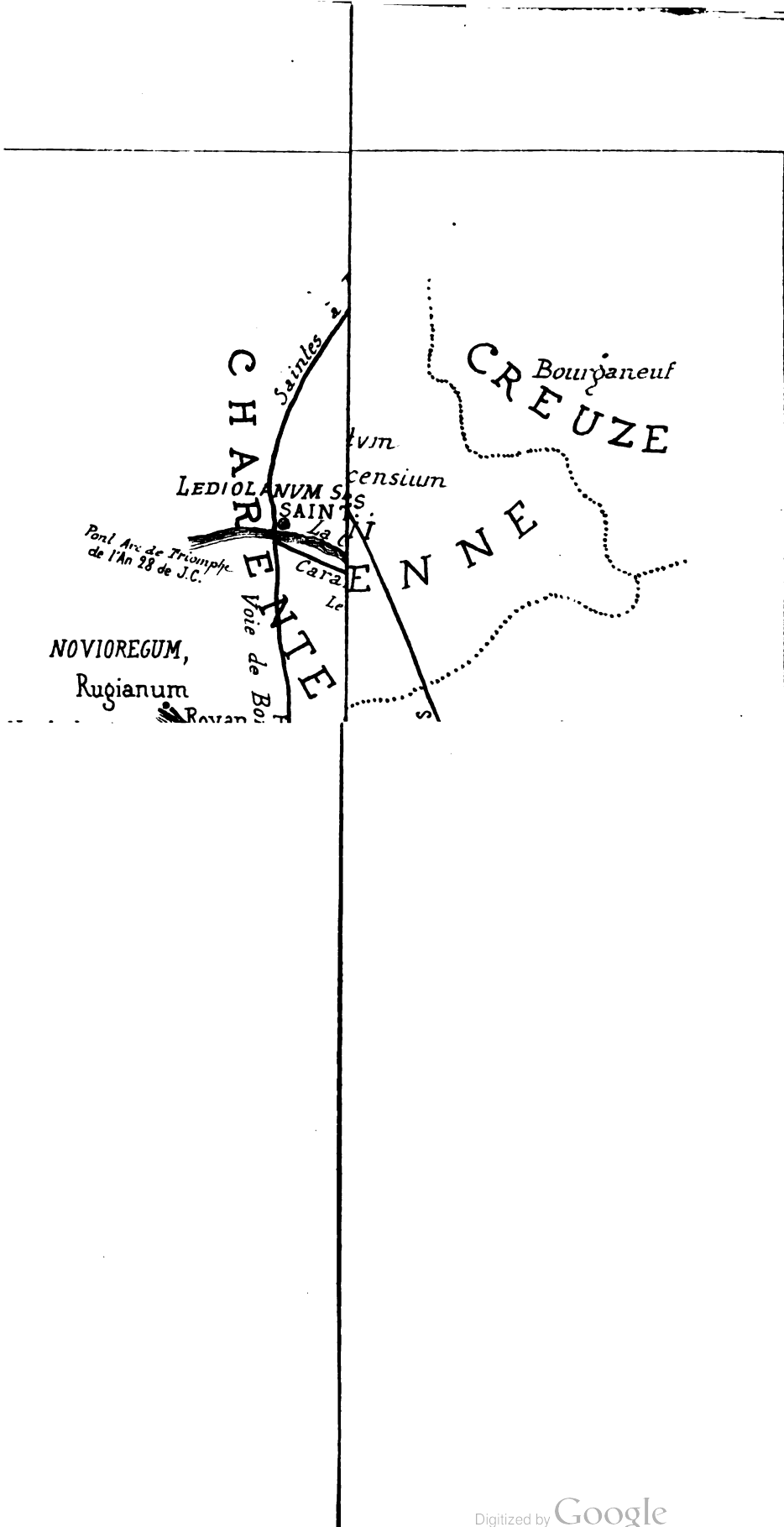
Il est donc manifeste que, soit d'origine gauloise, soit

(1) Dans mon Album de la découverte de la villa de Cassinogilo à Caudrot (Gironde), j'ai signalé en Agenais et tracé le *camin herrat* ou *chemin de César*, une portion de voie romaine de Villeneuve-d'Agen ou de Sainte-Livrade à Acilio, Aiguillon, le long de la rive gauche du Lot, qui se déverse à Aiguillon dans la Garonne, à la rencontre de la voie romaine venant de Bordeaux et suivant la rive droite de la Garonne.

d'origine gallo-romaine ou mérovingienne, datant alors sans doute du règne de la grande reine Brunehaut, maîtresse d'une grande partie de l'Aquitaine et de toute l'Austrasie, reine qui répara tant de chemins antiques ou en créa de nouveaux, portant encore son nom (1), il existait de Périgueux à Angoulême une voie distincte de celle de Saintes et qui reliait directement ces deux villes, indépendamment d'un embranchement possible sur la voie principale de Saintes, lequel, fléchissant près de Charmant, pouvait se diriger vers Angoulême. Nous adoptons à ce sujet l'opinion que M. de Taillefer avait formulée dans le passage où, en parlant du chemin de Saintes, il disait d'abord : « Au reste, qu'on ne soit pas étonné de voir la route de Saintes passer à une certaine distance d'Angoulême : on sait que cette dernière ville n'était qu'un *castrum* romain qui avait remplacé l'*oppidum* gaulois. »

Néanmoins, s'il y avait là déjà un *oppidum* gaulois, il fallait bien qu'il fût en communication par une route, d'abord gauloise, puis romaine, ou par un embranchement avec les places voisines les plus importantes, avec Saintes, Limoges, Bordeaux et avec le chef-lieu des *Petrocorii*. Il en était de même à l'égard du *castrum stativum*, ou camp romain permanent, d'où naquit ICVLISMA ou Angoulême. Il devait être relié avec Saintes et Périgueux, comme cette cité nouvelle d'Angoulême le fut aux époques mérovingienne et carolingienne. Elle prit alors un développement notable et une importance politique assez considérable. Il y eut des comtes d'Angoulême, comme il y avait des comtes de Saintes, de Bordeaux et de Périgueux. Et parfois, les deux comtés d'Angoulême et de Périgueux étaient réunis et au pouvoir du même comte, ou restaient indivis entre deux frères ou deux

(1) J'ai retrouvé dans le Soissonnais, en allant de Béthisy à la forêt de Compiègne, un fragment d'une voie antique empierrée et élevée au-dessus du terrain contigu, et qu'on appelle encore chaussée de Brunehaut; de même qu'au Médoc (Gironde) on trouvait la *ecousade* et *lou camin de la Reyna unehaut*.



cousins-germains qui les possédaient en commun, par exemple, entre les deux petits-fils de Wulgrin de Senlis, créé comte d'Angoulême et de Périgueux en 866, à la mort d'Aimon II, par son parent Charles-le-Chauve, si l'un d'eux, Guillaume Taillefer, dominait plus particulièrement dans l'Angoumois, pendant que son cousin-germain, Bernard Talleyrand, administrait le Périgord (1).

Après avoir fait remarquer que la route de Saintes passait à une assez grande distance d'Angoulême, M. de Taillefer ajoutait cette conclusion hypothétique très vraisemblable : « Peut-être arrivait-on à Angoulême par un petit embranchement pris entre Charmant et Cognac. » Outre cet embranchement possible, nous avons indiqué le tracé direct du chemin Peyrat de Périgueux à Angoulême, qu'on peut appeler aussi la voie romaine de Vesuna à Iculisma, ce chemin Peyrat bien différent du chemin Boine, lequel avait succédé à la voie romaine de Périgueux à Saintes, et en suivait identiquement le parcours et les antiques stations.

(1) Il faut remarquer que la sœur et l'héritière du comte Bernard de Périgueux s'appelait Eyma ou Emma Taleyrandi.

Avant Wulgrin, Turpion-le-Magnifique était comte d'Angoulême vers 839 ; mort en 863, en combattant un roi normand qu'il tua, il eut alors pour successeur son frère Aimenon ou Aimon II, naguère comte de Poitiers, fils d'Aimon I^{er}, comte de Périgueux. Aimon, terrible guerrier, vainqueur de Louis-le-Débonnaire et de Charles-le-Chauve, fit, malgré ces deux rois, régner en Aquitaine Pépin II, dès 838 ou 839, et resta comte d'Angoulême et de Périgueux ; Aimon II mourut de ses blessures en 863 dans son château de Rancogne huit jours après son combat contre Landry, comte de Saintes, qu'il avait tué. Cet Aimon II eut quatre fils, personnages historiques, transformés en héros fabuleux par la légende des *Quatre fils Aymon*. Ils s'appelaient en réalité : Arnaud ou Renaud, duc de Gascogne, Adelard, Adhémar et Adalème, ces deux derniers héros du siège de Paris par les Normands en 888 avec leur oncle Eudes, le futur roi. Ils étaient Aquitains ou Gascons.

II

DE DEUX OU TROIS AUTRES VOIES ROMAINES EN PÉRIGORD.

Nous croyons utile et même essentiel d'ajouter ici le complément nécessaire de notre étude ou plutôt de cette modeste note sur le parcours et sur les vestiges subsistant encore de certains chemins gaulois et de deux des principales voies romaines en Périgord, car il y en avait d'autres dont on peut suivre la direction et retrouver encore les noms et les traces. Quatre voies antiques principales traversaient le Périgord indépendamment de divers chemins intermédiaires et d'embranchements connus dans cette province sous les différents noms de chemin ferré, *camin herrat*, de *causada*, chaussée, de *via chava* (chemin fouillé, bâti et creusé dans le sol) et sous d'autres noms, tels que les mêmes déjà indiqués, de chemin Boïsne, de *shomi Bournal*, et ceux de *via* et de *voie romaine*, aux abords des ponts Roumieu, si abondants en Périgord.

On a vu que, contrairement à l'opinion de M. de Gourgues, alléguant qu'il n'existe point de vestiges de voies romaines en Périgord et qui, heureusement, se contredit lui-même en signalant dans le cours de son excellent Dictionnaire topographique de la Dordogne de nombreuses traces de ces mêmes voies, des restes de leur empièchement et la perpétuité de leurs noms, qu'elles soient d'origine romaine pure ou une transformation supérieure des anciens chemins gaulois due au génie des Romains ou que ces voies aient été réparées par les rois mérovingiens aux *vi^e* et *vi^e* siècles, et depuis par leurs successeurs les rois carlovingiens, et surtout par Charlemagne. Tous ces rois avaient le plus grand intérêt politique et militaire ou stratégique, financier et commercial, à entretenir ces grandes routes. C'est ainsi que Brunehaut qui, après l'assassinat de sa sœur Galsuite, obtint du roi Gontran la restitution du don matutinal octroyé par Chilpéric

à Galsuinte, et qui devint ainsi maîtresse de Bayonne, du Béarn, de Bordeaux, de Limoges, de Cahors, fit réparer toutes les routes se dirigeant vers ces capitales ou en créa de nouvelles : elle incita à imiter son exemple son protecteur le même roi Gontran, propriétaire de Saintes, Angoulême, Périgueux et Bourges. C'est par suite de ces réparations ou reconstructions de chaussées ou *causadas* que le Périgord fut favorisé et doté de tant de voies de communication entre les plus importantes localités et avec les grandes capitales voisines.

Le souvenir impérissable de la grande reine Brunehaut s'est perpétué à travers toute la Gaule, où l'on trouve tant de *chaussées de Brunehaut*, et particulièrement en Aquitaine où elle créa ou répara tant de grands chemins publics, notamment ceux de Bordeaux à Bayonne, à Périgueux, Saintes, Agen et Cahors. Un chroniqueur mérovingien *inédit* dit au sujet des entreprises de cette reine d'Austrasie et d'Aquitaine : « Brunechildis a fait de telles œuvres qu'on ne comprend pas comment une seule femme ait pu réaliser en si peu de temps tant et de si grandes choses et édifié de si nombreux et beaux édifices, notamment sa villa en briques et pierre, près d'un cours d'eau et de la forêt giboyeuse de *Lisnu*, villa que j'ai visitée. » Était-elle en Périgord ou en Agenais, cette villa de Brunechildis, ou Bruniquel ?

C'est surtout dans le Bordelais, dont Brunehaut était maîtresse, que s'était conservé, du VII^e au XIV^e siècle, le souvenir des bienfaits de cette reine trop calomniée ; il y avait donné naissance à une curieuse tradition rappelée à Bordeaux dans le *Livre des Bouillons*, à la suite duquel est insérée la légende du roi Cénebrun de Lesparre, fils de l'impératrice Galienne (nom tiré de celui de l'amphithéâtre Galien de Bordeaux, d'où partait le chemin du Médoc. Pour aller visiter son fils, cette impératrice avait fait construire ou bâtir dans le sol (*chava*) une grande route de Bordeaux à l'église Notre-Dame-de-Soulac ou de la Fin-des-Terres par une riche et célèbre courtisane appelée Brunissendis (rappel évident du nom de Brunechildis ou Brunehaut). Sur cette voie, l'impératrice Galienne et Brunissende se promenaient sur

un char d'or en se rendant à la mer. Or, en réalité, il existait encore aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles une voie pareille aux grands chemins romains allant de Bordeaux à Lesparre, à Mons (localité disparue) et à Soulac et sur la plage du littoral océanique du Médoc, vers une ville et un port inconnus, pareillement ensevelis sous les sables mouvants des dunes ou sous les flots sans cesse envahissants de la mer. On a retrouvé des portions de cette voie romaine ou de cette chaussée de Brunehaut au bas de la dune de Tout-Vent (aux environs de Soulac), le dernier obstacle à l'irruption de la mer. Or, le chemin romain de Soulac à Lesparre et à Bordeaux portait le nom de *Camin de la Reyna Brunaut*, et plus tard, simplement de Chemin de la Reine au ^{xiv}^e siècle. Il existe en Périgord un chemin peut-être de la même origine, le chemin dit de la Reine, ou de la Reine-Blanche, prisonnière, dit-on, à Molière, près du Bruniquel périgourdin.

Il est donc utile de rechercher et de préciser la direction et les vestiges des grands chemins qui sillonnèrent le Périgord, en étayant notre opinion ou nos conjectures sur l'autorité de consciencieux savants d'élite, tels que les antiquaires du Périgord, de Taillefer, de Mourcin, de Gourgues, Galy à leur tête, et sur l'autorité comme sur les travaux *inédits* d'un savant Périgourdin, l'éminent Leydet, chanoine de Chancelade, vers la fin du ^{xviii}^e siècle. Leydet avait étudié sur place et pas à pas toutes les questions relatives à la topographie des quatre principales voies romaines traversant ou intéressant le Périgord.

Les antiquaires, et notamment ceux du centre de la France, comme les archéologues périgourdins, seront heureux sans doute de connaître, à cause de sa précision et de sa nouveauté, l'opinion inédite de ce même savant consignée dans sa *Géographie ancienne du Périgord*, dont il terminait le manuscrit à « Chancelade, ce 23 avril 1763. » Il est toujours bon de rechercher des éclaircissements ou quelques nouvelles lumières dans les études d'un érudit aussi consciencieux. Nous nous bornerons d'abord à citer le travail de Leydet, sauf à l'annoter et à le comparer avec les autres opinions déjà ou depuis émises quant au réel emplacement

de diverses stations romaines. Leydet commence par faire remarquer qu'il n'est pas, « qu'il ne seroit pas aisé de fixer actuellement avec quelque précision les lieux que nous indiquent les anciens itinéraires romains par le défaut de termes de comparaison sur lesquels on puisse compter, » et j'ajoute par suite des distances mal écrites ou omises et des noms manquant ou défigurés dans les copies de ces mêmes itinéraires. « On ne peut donner que des déterminations assez vagues, tant les cartes *actuelles* (encore en 1750) sont remplies d'erreurs que l'astronomie et la trigonométrie peuvent seules corriger. »

Quatre voies romaines partant de Vesunna (Périgueux).

Les Romains avaient établi entre les principales cités des Gaules un vaste réseau de communication par ces grands et nombreux chemins publics nommés *via* ou *strata*. La cité de Périgueux était ainsi reliée aux autres capitales par quatre ou cinq grandes voies :

1° La voie de Périgueux à Saintes, de laquelle le chemin Boigne suit et reproduit le tracé ;

2° La voie de Périgueux à Angoulême, représentée par le chemin Peyrat.

Nous avons décrit en détail ces deux routes : nous nous occuperons plus sommairement des suivantes :

3° La voie de Bordeaux à Périgueux ;

4° La voie de Périgueux à Agen ;

5° La voie de Périgueux à Cahors.

Nous allons ici faire connaître en l'analysant et l'annotant le résumé du travail inédit sur les voies romaines intéressant le Périgord de Leydet, dont l'autorité est à invoquer en cette matière. Il distingue quatre routes.

« Quatre routes principales partaient de Périgueux, Vesuna, pour en lier la communication avec les autres villes capitales.

Première route. — La première voie qui venait de Bordeaux à Vesuna (c'est la *ligne de Limoges à Bordeaux par Périgueux*) est entièrement perdue dans l'Itinéraire d'Antonin. La Table de Peutinger qui l'a suppléée a une lacune qu'on n'a pu encore remplir. » (Comblée aujourd'hui.)

« On trouve dans la direction de Bordeaux à Vesuna *Varatedo* (Vayres) (1), *Corterate* (Coutras), dont la distance à Vayres est marquée XVIII.M.P. Le M.P. exprime, selon la remarque de M. Fréret, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, des lieues gauloises dont chacune vaut un mille et demi romain ou 1140 toises, mesure de Paris, ce qui a lieu dans toute la Celtique. » Ajoutons ici au texte que cette distance en toises correspond juste à 2,221 mètres, longueur de la lieue gauloise comme de l'écossaise. « La mansion suivante est écrite Ca...o (ou Cu...o) que Samson croit convenir à Monpaon. La distance à Corterate n'a pu se lire (*c'est 19 lieues*); et comme les XMP (10,000 pas) qui font $1,140^T \times 10 = 11,400$ toises à la suite de Ca ...o (*il faut lire Cunnaco*) ne peuvent suffire pour aller à Vesuna, dont l'éloignement est plus grand, on peut remplir la lacune de la Table par une mansion qui peut répondre vers Mucidan.

» Au reste, la connaissance (*parfaite qu'avait Leydet*) du local ne permet pas, dit-il, de faire passer la route sur la rive droite de l'Isle à cause des fonds et des lieux marécageux

(1) Leydet ici, comme d'Anville, opte pour Vayres, en aval de Coutras, quand la Commission de la carte des Gaules semble préférer Fargues ? écrit toutefois avec ce point d'interrogation et de doute. Elle a indiqué Fargues (canton de Créon), parce que cette localité est à onze kilomètres de Bordeaux, juste la distance donnée pour Varatedo, V lieues gauloises. Mais Fargues n'est pas dans la direction de la voie romaine à Coutras, et de plus, on a trouvé des restes de cette voie à travers les palus et les marécages voisins. Si donc Vayres, ou l'autre lieu dit ou paroisse d'Arveyres que j'indique, n'est pas Varatedo, à 18 lieues ou 39 kilomètres de Coutras, cette station doit être placée à un autre point correspondant à la distance donnée, si elle est exacte, mais toujours sur le chemin de Bordeaux qui se dirige vers Coutras, en droite ligne.

peu favorables. Ca..o et la dernière position (Fines) étaient chez les Petrocorii. La Commission de la carte des Gaules met Cannaco indiqué à X lieues ou vingt-deux kilomètres de Périgueux à Saint-Louis? avec ce signe d'interrogation ou de doute, à une distance de XV lieues ou de trente-trois kilomètres. Mais nous ferons observer que Saint-Louis n'est qu'une localité récente, une bastide fondée au XIII^e siècle.

D'Anville trouvait cette station de Ca..o dans St-Vincent-de-Conozac, et Lapie à Neuvic. M. de Tallefer, lisant Sc..o, cherchait cette mansion à Scaturio, sur un chemin Bournat, au gué du Chalard (*Antiquités de Vésone*, II, 235). Vu l'éloignement plus grand de Vesuna, Leydet la plaçait vers Mucidan; *Muechydan*, le milieu des bois? de *Dan*, forêt en celtique, d'où le nom d'Ogier le Dan ou le Danois, c'est-à-dire Ogier de la Forêt ou le grand Forestier.

Deuxième route. — La seconde route, qui est une suite de la précédente ou seconde dans le plan général, conduisait de Vesuna à *Augustoritum*, Limoges, et non pas Poitiers, comme ont traduit plusieurs auteurs. Voyez la dissertation de M. l'abbé Belley, membre de l'Académie des Belles-Lettres. (C'est la ligne A de la commission de Limoges à Bordeaux par Périgueux.) L'Itinéraire de 462 et la Table de Peutinger placent entre ces deux capitales, Limoges et Périgueux, la station Fines, qui peut convenir vers Firbeix à la source de la Drôme et sur les frontières des Petrocorii. »

Remarquons que Firbeix était autrefois appelé Firbès, nom qui se rapproche plus de celui de Fines, lequel indique toujours une localité située sur les frontières de deux pagus ou pagi. Placé ainsi dans une semblable situation aux limites des Pétrocores et des Lemovices, Firbeix doit donc être identifié avec la mansion Fines, selon l'avis des antiquaires du Périgord, que nous adoptons, et l'on ne comprendrait pas bien comment la commission a préféré choisir, avec, il est vrai, le signe de doute, la ville de Thiviers (*Tiberio*)? située à trop grande distance des frontières du Périgord et si loin

de Chalus, frontière du Limousin. Elle fait toutefois observer que « Firbeix s'accorde mieux avec les limites de la cité (de Vesuna), mais qu'alors il faudrait changer les chiffres en 18 et 28 (lieues) » : les chiffres ont pu être en effet mal transcrits.

M. de Gourgues, Introduction, p. XXIX, a cité un document historique du VII^e siècle, la *Vie de saint Waast*, écrite avant 667, du texte duquel il résulte qu'en Aquitaine un mont appelé Leucus sépare par deux espaces presque égaux les cités ou diocèses de Périgueux et de Limoges ; que du nom de ce mont, le château y construit a pris son nom de *Castrum Leucii*, Chalus. Ainsi, au VII^e siècle, Chalus était sur la lisière des deux diocèses. Or, Firbès, dernière commune du diocèse actuel de la Dordogne, sur la limite de la Haute-Vienne, était à la fois de la justice de Chalus et Courbefy, et faisait partie de l'archiprêtré de Condat, lequel formait la limite au nord de la cité de Limoges.

Une localité assez voisine au sud de Firbeix, Jumilhac, *Gemiliacum*, fut réclamée en 484 par Rurice, évêque de Limoges, auprès de Chronope II, évêque de Périgueux, comme paroisse dépendante de Limoges, un tiers de sou y ayant été frappé sous le nom de Gemiliaco et avec au revers le sigle de Limoges, autour de la croix, LEMO. L'évêque de Périgueux soutint son droit et il fut reconnu, puisque cette paroisse est toujours restée depuis du diocèse de Périgueux. « Il est donc presque assuré, conclut M. de Gourgues, que la station de Fines, placée dans l'Itinéraire d'Antonin entre Vesuna et Augustoritum (Limoges), doit être aux environs de Chalus », comme l'est Firbeix, et ne peut être en tous cas identifiée avec Thiviers, ville trop distante de Chalus, et desservie probablement par un autre embranchement.

Troisième route.— Leydet dit au sujet de la ligne C de Cahors à Périgueux par Agen et Bordeaux :

« La troisième voie venant de Bordeaux passait par un long circuit, à Aginum, capitale des Nitiobriges, et à Vesunna. Les positions intermédiaires sont *Excisum*, à XV lieues gauloises d'Aginum, ce qui peut tomber vers Villeneuve-d'Agenois,

près de laquelle se trouve le monastère appelé *Exiense* dans le *Gallia christiana vetus*, (tome IV, p. 362 D.) Après Excisum (Eysse), et à XIII lieues gauloises (de 2,221^m), vient Trajectum, ou Travectum, distant de XXI lieues gauloises de Vesuna. Trajectum, placé ainsi chez les Petrocorii, sera sur la Dordogne, au lieu appelé *Drayeaux*, au-dessous de Trémolac. »

Ajoutons ici au texte de Leydet que Draïau, *Drayacum*, aux xiii^e et xiv^e siècles, est dans la commune de La Linde et sur la Dordogne, rivière que traversait en effet le Trajectum de l'Itinéraire romain. La Commission de la carte des Gaules préférerait placer Trajectum au Port-de-Couze sur Dordogne, avec ce signe dubitatif, Couze ? Les antiquaires du Périgord persistent à mettre Trajectum à Mouleydier ou entre cette localité et Saint-Germain et Mons, commune de St-Germain-du-Pont-Romieu au Port-du-Noyer : là, un ancien pont romain traversait la Dordogne et conduisait à une antique voie appelée *Causada*, la chaussée, et même aussi la *voie romaine*, laquelle, partant à 200 mètres du Port-du-Noyer ou du Port-de-St-Germain-du-Pont-Romieu, se dirigeait vers Mouleydier (canton de Bergerac) ; là, aux abords de la Dordogne, se trouve le lieu dit le Pont-de-l'Estrade, nom qui indique un grand chemin public. Nous reviendrons sur ce sujet. Disons aussi en passant, à propos de Draïau et de La Linde, qu'au lieu d'identifier plutôt La Linde avec le Trajectum assez voisin, une autre conjecture plaçait à La Linde, à raison de la consonnance des noms, la station de *Diolindum*, située en aval et à 43 kilomètres de Cahors, sur la ligne principale de Bordeaux à Lyon.

« La même voie indiquée dans l'Itinéraire d'Antonin par Aginum, Vesuna, pour aller à Augustoritum (Limoges), est reprise à Excisum par la Table de Peutinger. Cette branche, traversant le territoire des Petrocorii, allait à *Dibona* ou mieux *Divona*, capitale des *Cadurci* (Cahors), ce qui peut indiquer que le Trajectum des Petrogorii étoit un lieu considérable. La Table compte XXI lieues gauloises depuis Excisum jusqu'à *Diolindum* (ou Brolindum, comme le voit dans

Abraham Ortelius, *Thesaurus Geograph.* verbo *Diolindum*). Ces mesures itinéraires détermineront à placer cette dernière mansion à un lieu appelé le Breuil, près du confluent de la Vézère. Non loin de là, et proche d'un village nommé Sor, on aperçoit les restes des piles d'un pont, lorsque les eaux de la Dordogne sont très basses. Il y a encore dans la plaine une espèce de digue ou *chemin ferré* pour aboutir à la rivière, que le sable et le cailloutage laissent à peine apercevoir. »

Il y avait dans la Dordogne un *Portus vocatus de Sarn* ou de Sors.

On voit que si Leydet se laissait un peu guider par les consonnances dans la détermination d'une mansion, telle que celle de Breuil à cause de Brolindum, on voit avec quel soin, avec quel esprit d'observation sagace et pratique il avait étudié sur place, relevé et précisé des lieux-dits inconnus ou peu connus et oubliés, et conservé à leur égard, à la postérité, des détails précieux ou très utiles pour les savants, ses successeurs, en suivant pas à pas et en décrivant le tracé des voies dont il recherchait les moindres vestiges dans ses pérégrinations studieuses. C'est ainsi qu'il a signalé les restes disparus du *chemin ferré* et du Pont-Romieu qui traversait la Dordogne, proche d'un village de Sor, où il place de préférence la mansion dont le nom Diolindum a entraîné à l'identifier avec La Linde, nom presque homonyme. Leydet émet un avis différent, d'accord en ce point cent ans d'avance avec notre Société nationale des Antiquaires de France qui, dans sa Notice sur la carte de Peutinger, assure que « La Linde n'est pas, comme on l'avait annoncé, le Diolindum de l'Itinéraire romain. » Sans doute, ajouterons-nous, La Linde actuelle n'est qu'une ville récente, une bastide construite par Edouard II, roi d'Angleterre et duc de Guyenne, en 1309, mais toutefois, comme l'ont remarqué Lespine et M. de Gourgues, édifiée auprès d'une paroisse de ce même nom anciennement préexistante.

La Commission de la carte des Gaules chercherait plutôt Diolindum aux confins du Quercy et de l'Agenais, à Duravel?

avec le signe dubitatif. On voit combien les opinions diffèrent au sujet de l'emplacement de cette station, la première à partir de Cahors. Faisons remarquer toutefois que Duravel est perché sur des hauteurs très escarpées, à 150 mètres au-dessus du Lot et à 38 ou 39 kilomètres de Cahors. Or, la mansion de Diolindum est indiquée à XIX lieues ou à près de 43 kilomètres de cette cité, sur la voie principale de Bordeaux à Lyon par Dibona Cadurcorum (Cahors), Aginum et Excisum, Eysses sans aucun doute, si la Commission l'indique dubitativement Eysses ? par suite du choix qu'elle a fait à tort, selon nous, de Duravel. Nous croyons, en effet, que Diolindum serait un peu plus en aval du Lot, à environ 5 kilomètres (4,442) en deçà sur les confins de l'Agenais, non pas aussi éloigné des limites extrêmes du Périgord, à environ 43 kilomètres de Cahors.

La carte de Peutinger reprend cette même route de Bordeaux à Lyon, à Excisum, dans cette même localité d'Eysses, près de Villeneuve-d'Agen, où se rencontrent la grande route n° 21 qui traverse le Périgord et l'Agenais et la route n° 114 qui conduit à Cahors. Eysses était la tête d'une double et même triple route établies sur l'une et l'autre rive du Lot.

C'est de là que part aussi le *Chemin Herrat*, ferré, ou chemin de César, voie romaine que nous avons déjà signalée et se dirigeant d'Excisum à Acilio, Aiguillon, au confluent du Lot et de la Garonne par Sainte-Livrade, Granges, Lafitte, Saint-Brice sur la rive gauche, pour rejoindre à Aiguillon la voie de Bordeaux, Agen, Toulouse, par la rive droite de la Garonne, et parallèle à l'autre voie établie sur la rive gauche de ce fleuve passant par Fines et par Ussubio, Hures, en face de La Réole.

C'est aussi à Excisum, à XII ou XIII lieues d'Agen, que la Table de Peutinger reprend, disions-nous, la voie de Bordeaux à Lyon par Cahors, Diolindum, Excisum, toujours la même mansion qu'Eysses, si la Commission l'indique dubitativement (Eysses ?). Nous venons de voir que Excisum est à 21 lieues ou 47 kilomètres de Diolindum, station qui n'en serait qu'à 16 lieues, si on la plaçait à Duravel. Remarquons ici qu'il faut se garder de confondre cette mansion de Dio-

lindum de la Table avec celle de Trajectus, de l'Itinéraire de 461, comme on l'a fait et comme Leydet le répète après Marc Wilfer. En effet, on a oublié que si ces deux stations sont chacune à égale distance d'Eysses (21 lieues), c'est là une coïncidence fortuite et sans conséquence, car elles sont placées sur des directions d'autant plus différentes et très éloignées que Trajectus est sur la Dordogne, et Diolindum non loin de la rive droite du Lot. Réfutons, en conséquence, l'opinion suivante de Leydet :

« Comme la distance d'Excisum à Trajectum dans l'Itinéraire (XXI lieues) et celle d'Excisum à Brolindum (lire *Diolindum*) de la carte de Peutinger est la même de part et d'autre, Trajectum et Brolindum doivent être fort proches ; Marc Wilfer croit même que c'est une seule et unique position. (Wilf. *Nota ad Antonin. Itiner. hic.*) »

Mais on sait que la Commission et M. de Gourgues font observer que si « Trajectum a été considéré comme la même station que Diolindum, rien ne semble justifier cette conjecture. » Je dois ajouter ici une autre raison et celle-ci majeure, et répéter : De ce que la distance d'Excisum à Trajectum et celle d'Excisum (toujours Eysses selon nous) à Diolindum sont égales (21 lieues) chacune, il ne faut voir dans ces mesures qu'une simple coïncidence. La situation de chacune de ces deux mansions est bien différente, bien éloignée et toute opposée. En effet, Trajectum était le passage où l'on traversait la Dordogne entre Bergerac et La Linde, entre Mouleydier et Saint-Germain-du-Pont-Romieu, tandis que Diolindum était aux confins du Quercy, non loin du Lot, entre les frontières de l'Agenais et du Périgord. On voit par là l'erreur ou la cause du doute de la Commission de la carte des Gaules, laquelle, au sujet de la mansion d'Excisum, met ici à tort Eysses ? avec le point interrogatif, parce qu'elle remplace la distance réelle de 21 lieues (47 kilomètres) entre Excisum et Diolindum par celle de 16 lieues (35 kilomètres), ayant placé Diolindum à Duravel, qui n'est distant que de 16 lieues d'Eysses, d'après cette Commission.

Quatrième route. — Leydet continue à étudier une quatrième route romaine intéressant le Périgord :

« Enfin, la communication de Divona avec Vesuna était continuée par une quatrième voye romaine depuis cette dernière capitale, jusqu'à *Mediolanum des Santones* (Saintes). Cette route passait à Sarrum ou Sunnum (?) sur les frontières des Petrugorii. Nous ne voyons pas à quel lieu il peut répondre, la distance de Vesunna est dans la Table de XX lieues gauloises. »

Dans le travail de la Commission, route B de Saintes à Périgueux, la station de Sarrum que nous fixons à Charmant avec de Taillefer, Sarrum est aussi indiqué comme représenté par Charmant (?) mais avec ce signe interrogatif, et avec la remarque que la distance réelle de Sarrum à Vesuna serait de 25 lieues au lieu de 20 mesurées par la Table. Toutefois, nous avons montré que Sarrum devait être situé sur l'ancien chemin Boisne (ou Bournal) sur le tracé duquel se trouve effectivement Charmant, ce chemin passant près et à droite de la gare de Charmant. Aux alentours de cette localité, comme entre Fontaine et la Roussellière (Dordogne), on a signalé des antiquités et des vestiges de la voie romaine de Saintes, remplacée par le chemin Boisne.

« Après Sarrum, continue Leydet, vient *Condate*, qui convient parfaitement à Cognac, ville qui en conserve le nom (*à peu près*). Condate étoit de la dépendance des anciens Santones. »

Ainsi Leydet est d'avis d'identifier positivement Cognac avec Condate, si la Commission l'adopte aussi, mais dubitativement ainsi : Cognac ? Ce nom de Condate indique presque toujours une localité ou une station placée au bord d'une rivière ou au confluent de deux rivières. Ainsi, Condat-sur-Vézère, en Périgord, près duquel se trouvaient la Combe et le Port de Saint-Sour ; ainsi, Condat, non loin de Libourne (ville récente ou bastide construite au xiii^e siècle), est l'an-

cien Condate près du confluent de la Dordogne et de l'Isle. Cette dernière rivière se déverse dans la Dordogne, en face de Condat, au bas du coteau de Fronsac, l'ancien *castrum franciacum* ou *fronsiacum* que Charlemagne édifia en 768, au confluent de ces deux mêmes rivières, pour surveiller et dompter les Aquitains, toujours remuants, comme pour arrêter les envahissements des Gascons. Ainsi, Condat-sur-Lot et tant d'autres Condate. Le Condate de la voie romaine et du chemin Boisne, était le port primitif sur la Charente du Cognac actuel, placé comme à égale distance des deux capitales voisines, à sept lieues anciennes à l'est de Saintes et à sept lieues ouest d'Angoulême.

Après avoir déterminé, selon son opinion, l'emplacement respectif de chacune des stations des quatre voies romaines dont il vient d'indiquer le tracé ou la direction, Leydet termine par la juste et modeste observation suivante :

« Toutes ces positions géographiques sont difficiles à reconnoître sans doute, tant les révolutions physiques et politiques de quatre siècles jettent d'obscurité sur la connoissance de la superficie de notre globe. De là les changements dans les limites des villes ou même dans leurs positions. Il paroît, par les monuments romains qu'on tire tous les jours du sein de la terre, que la ville de Périgueux étoit située dans la plaine, le long de la rivière de l'Isle, dont elle occupoit la rive droite jusqu'à la montagne voisine ; ce n'est que depuis le x^e siècle qu'elle a été rebâtie sur le Puy-Saint-Front. »

C'est-à-dire que *Vesuna civitas Petracoriorum*, la Cité vit s'élever sur la hauteur en face d'elle le bourg et bientôt la ville rivale du Puy-St-Front, les habitations s'étant groupées et multipliées autour de l'antique abbaye bénédictine de Saint-Front, fondée vers 520, et au x^e siècle, de 978 à 1047, autour du grand monastère ou de la nouvelle basilique dont le grand évêque Frotaire avait commencé la construction et presque terminé l'abside à l'instar d'une forteresse, le monument ayant été après lui continué par le comte évêque

Martin Boson et par ses successeurs, la plupart inhumés dans cette basilique, consacrée en 1047 (1).

Par la même raison qu'avait déjà donnée Leydet, M. de Gourgues, *Introd.*, p. XXVII, dit aussi que l'emplacement qu'occupait la cité des Petrocores paraît avoir été sur la rive gauche de l'Isle, entre la Boissière et Écornebœuf, dans la vallée de Campniac, et porte encore le nom de *Vieille ville*.

Leydet fait observer que cette capitale, comme la plupart des autres, conserva son premier nom Vesuna, Visouna et Ouesonna jusqu'au iv^e siècle, au milieu duquel nos villes commencèrent à laisser leurs noms primitifs pour prendre ceux de leurs peuples. Ainsi, *Vesuna civitas Petrocoriorum* s'appelle Périgueux; comme *Lutecia civitas Parisiorum*, Paris; *Divona civitas Cadurcorum*, Cahors; *Cossio civitas Vasatum*, Bazas; *Durocortorum civitas Remorum*, Rheims. On commence à voir ces changements dans Ammien Marcellin (lib. XV, p. 55, édition Gothofred) qui servait dans les Gaules sous Constantin, mort en 361 de J.-C. Ces dernières dénominations ne se sont bien constamment établies que dans la Notice de l'un et de l'autre empire, dont l'époque doit être fixée à Théodore-le-Jeune (421-460).

« Depuis ce tems, la capitale du Périgord est appelée Petrocora ou Petrochora et Periguisium dans quelques auteurs de la basse latinité et même dans Sincerus (Itiner.) Juste-Lipse de Amphitheatris (*inter opuscula*) à propos de l'amphithéâtre de Periguisium.

» Il est singulier qu'on tire son étymologie (de Vesuna) du grec Βήσο, ονήσο, ou du latin Vénus (*Venusa*, comme *Venosa* ?); on doit dire la même chose des mots Petrogori, dont les deux racines sont celtiques, quelque heureuse que soit l'étymologie de Πέρρα et Χώρα. »

Ayant ainsi analysé et fait connaître les opinions diver-

(1) Déjà, à la fin du X^e siècle, ou aux premières années du XI^e, la comtesse Emma, mère de cet évêque Martin, grand bienfaiteur de Saint-Front, avait fait adosser à l'abside alors achevée la chapelle de Sainte-Catherine, remplacée plus tard par celle de Saint-André.

gentes de la Commission de la carte des Gaules, des antiquaires du Périgord, en particulier de M. de Gourgues et celles de Leydet, nous demandons modestement la permission de dire auxquelles de ces opinions nous nous rangeons ou donnons la préférence, en la motivant.

Quant à la voie de Bordeaux à Périgueux, ou de Limoges à Bordeaux par Périgueux, nous n'y voyons d'autre difficulté que celle de la délicate détermination de la station de Cunaco à X lieues de Périgueux que la Commission place à Saint-Louis ? qui serait ainsi en réalité à 15 lieues de cette capitale. D'Anville la met à St-Vincent-de-Connezac, Lapie à Neuvis et Leydet vers Mussidan, ce qui est le plus probable.

Quant à Varatedo, que la Commission place à Fargues ? d'Anville et autres à Vayres, nous la voyons aux environs d'Arveyres (en avant de Vayres ou sur Veyres?). *Ar* en celtique équivalait à sur, en avant, ar-morik, sur ou devant la mer. Quant à Fines avec les antiquaires du Périgord, avec Lapie, avec Leydet et M. de Gourgues, nous ne pouvons trouver cette station qu'à Furbès ou Furbex et nullement à Thiviers.

Quant à la route de Périgueux à Saintes, nous la voyons exactement représentée par le chemin Boisine ci-dessus tracé et qui, entrant en Saintonge par le Pas-de-Fontaine, passe par Sarrum ou Charmant, Condote ou Cognac et aboutit à Saintes.

De même la voie romaine de Vesuna à Angoulême se retrouve parfaitement dans le tracé du chemin Peyrat.

Au sujet de la route de Périgueux à Agen par Trajectus, Excisum, nous nous rangeons entièrement à l'opinion des antiquaires du Périgord, et plaçons Trajectus sur la Dordogne, entre Mouleydier et Saint-Germain du Pont Romieu.

Louis-Charles GRELLET-BALGUERIE.

(A suivre.)

HOMMAGE DU CHATEAU DE BIRON,

PAR GASTON DE GONTAUD,

A ÉLIE RUDEL, SEIGNEUR DE BERGERAC.

(26 (?) mai 1239.)

Cet acte d'hommage est tiré des Archives des Basses-Pyrénées (E. 702). C'est le plus ancien monument romano-périgourdin que je connaisse. En raison surtout de l'intérêt qu'il a au point de vue philologique, j'ai été amené à en donner le texte aux lecteurs du *Bulletin*.

J'ajoute que j'ai transcrit ce vénérable document avec tout le soin qu'il mérite et que demande, d'ailleurs, le sujet de toute étude purement linguistique.

Conoguda cauza sia, a totz aquals qui aquestas letras ueiran ni auziran ligir, qu'en Elia Rudel, lo macips e n' Gastos d'Gontald, per lor bona agradeira uoluntad se son mes en maas d'en A. senhor d'Blancafort et d'n W. Ferriol e d'en Anessas d'Caumont, senhor d' Monurt : li cal baro mintagud an pausad e fait acorder entre n' Elia Rudel e n' Gaston, de todas las rancunas que auian entre lor, entro al dia que aisso fo pausad.

El acordens (1) es aitals, qu'en Gastos, per sa bona agradeira uoluntad conog (2) que lo castel de Biron deua tenir e tot quant al castel aperten, d'en Elia Rudel e de son linhadge.

Lo cal castel, els (3) apertenimentz a prees (4) en Gastos de lui mezill n' Elia Rudel, e sen faitz sos cauacrs e sos hom.

En Elia Rudel a lui promes e autreiad que bos senhor e leials lo sera, a lui e als seus, el (5) gardara el defendra d'tort e de forsa a son poder a bona fe, per totz temps ; e aisso a aissi autreiad per si e per totz los seus, an (6) Gaston e a totz los seus, en todas causas.

En Gastos, a lui promes e autreiad per si e per totz los seus, que bos

(1) *Aliàs acordeirs.*

(2) *Sic : pour reconog.*

(3) *Pour e los.*

(4) *Reçu.*

(5) *El pour e lo.*

(6) *An pour a en.*

caualers e leials lo sera en totas cauzas a lui e als seus, totz temps. En impero si nulhs hom fazia tort ni forsa a n' Gaston ni als seus, a Biron ni els apertenimentz e non uolia far dreit e prendre a n' Gaston en la man d'en Elia Rudel, deu l'en Elia Rudel ajudar e ualer (1) e sen deu tenir ab lui a tota bona fe e ses (sans) tot mal geinh (2).

En apres aisso n' Elia Rudel e n' Gastos an se (3) jurad sobre SS. Euangelis la us a l'autre per dauant aquetz baros mintagudz e dauant d'autres, que la us no sobite (4) l'autre del cors ni del auer ni d'nulha rem e que se porten bona fe e bona leialtat. E d'aisso son tengud per en Gaston entº a X milia solº de Bordaies e per lo mein h fagh adobar : n'Arnaud, senhor d' Blancafort ; en W. Ferriol ; en Anessas, senhor d' Monurt ; en W. Aramon d' Piis, senhor d' Tailhaborg ; en A. d' Marmanda ; en Bernartz, oncles d'n Elia Rudel. En Elia Rudel es tengudz a n' Gaston, que si rem li menssalhia, que lo adebes per diit de las fianzas ; e d'aisso son tengud n' Arnaud de Blancafort ; en W. Ferriol ; en Anessas, mezill ; en Nebles d' Pugh ; W. e n' W. Aramon d' Sent-Lesier. E per maior fermetad e per testimoni, au fen dad cartas partidas per A. B. C, sageladas del sagel d' W. A. d' Cantalou, senescale d'Agens, e dels sagels dels altres per l'homes que lo mentagud en las cartas.

E si desacordi i auia, deuen se acordar per las fianzas, e si las fianzas no eran paroent, deuen se acordar per n' Arnaud d' Blancafort e per en W. Ferriol ; e si no eran paroent, deuen i metre I (un) amig comunal, que los acorde, o judjament dreit ne fassa.

Data foren VI (?) dias a l'issid d' magh, anno Domini Mº CCº XXXVIIIº.

Au dos : Littera qualiter dominus de Bironio recognovit se tenere castrum de Bironio a domino Brageriaci. — Homaige du chateau de Biron.

Tous les sceaux ont été arrachés. Il y en avait à l'origine cinq sur doubles queues de parchemin qui devaient être ceux d'Hélie Rudel, de Gaston de Gontaud, d'Arnaud de Blanquefort, de W. Ferriol et d'Anessas de Caumont.

Le sixième, fixé sur des lacs d'un tissu alterné (blanc et bleu), était sans doute celui du sénéchal d'Agenais.

R. DE MANTHÉ.

1) *Valer*, soutenir.

(2) *Mal geinh*, de *genius*, mauvais esprit.

(3) *Pour se an jurad*.

(4) *Sobite*, de *sobire*.

LE CHATEAU D'HAUTEFORT (1)

AU XVII^e SIÈCLE,

AU POINT DE VUE ARTISTIQUE.

(Suite.)

II. — Architectes.

Prix faits entre le marquis d'Hautefort ci-devant ambassadeur extraordinaire du roy auprès de l'empereur et impératrice, reine de Hongrie et de Bohême,

Et s^r Vincent Leroux, maître architecte et inspecteur des ponts et chaussées du bas-Périgord,

Pour construire le mur de terrasse sur la ligne de la contrescarpe du pont du côté de la place d'Hautefort, en très bon cartelage, posé conformément aux assises dudit pont et suivant le plan que Leroux a gardé pour s'y conformer, etc., à 35 liv. la toise carrée; réparer la chapelle; faire poser les plombs des canaux des deux ailes du château, et aux lanternes des deux dômes des grosses tours.

2 juillet 1757.

[174^e liasse.]

Le 20 juillet, même année, Leroux achetait à Paris, à Lévillé une alidade de 18 pouces et un genouil de planchette garny de sa plaque, et 4 vis, pour 37 livres, 4 sols.

Jean Lecœur, entrepreneur des bâtiments du marquis d'Autefort, le

(1) Quant à la question topographique pour la châtellenie d'Hautefort devenue marquisat, voyez chez les principaux libraires de Périgueux, Limoges, Tulle, Brive, la *Carte féodale*, en 1680, de la Comté de Montignac, avec les *MARQUISATS d'Hautefort, d'Excideuil, Ségur, Pompadour; Duché d'Ayen; BARONNIE de Thenon*, etc., par J.-B. CHAMPEVAL, et dessinée par le baron Marc de Maynard de Chaussenejoux. Cette carte est appuyée des explications de l'auteur et d'un curieux procès-verbal d'assises du gouverneur de la vicomté de Limoges, M. d'Autefort, vers 1580, principalement dans les portions périgourdines de la vicomté.

31 octobre 1678, visite son château de Ségur, et indique les réparations à faire. [Liasse 172°.]

L^d Arfeulh, m^e charpentier du bourg de Royère en Limousin (près La Roche-l'Abeille), prend à faire, le 9 octobre 1644, la charpente et boyssure nécessaire à la construction de la salle et chambre ferrée et de l'esglize que le marquis entend faire construyre à neuf au chasteau d'Autefort, en la forme et manières conthenu au projet escript et singné de m^e Nicolas Rambourd, *archetteteur*, habitant du chasteau d'Autefort, ici présent.

• *Dessain des tours* (1).

« La grosse tour neufve (qui sera du costé de chez le lieutenant) de pareille grosseur que l'autre, du costé de la bige (bise), aura dans œuvre 22 piedz de tout carre en 7 piedz de massif au milieu et de 3 sur les coings, revenens à 33 piedz ou environ de tout diamètre qui randent en rond par dehors 105 pieds, etc. » (2)

Requete de René Bertrangeas, notaire, receveur du marquis, disant que le jour d'hier (10^e julhet 1672) *la pierre du ciel* tumba sur la grange et greniers de la recepte, à Autefort, et ce environ l'heure de vespres, laquelle pierre (un aérolithe évidemment, et non la foudre en boule) rompist des lates, cheurons et ardoize. — *Signé* BERTRANGEAS [liasse 72°]

[Liasse 174. — Fonds Hautefort, chartrier de la Roussière,
en Bas-Poitou.]

Prix fait le 30 may 1651, entre François, marquis d'Hautefort, et Claude Moreau, et Martin Jalineau, maltres massons et architectes de la ville de Guéray (Guéret), en la Marche,

(1) Entendez *devis*.

(2) Il va sans dire que dans les liasses du chartrier d'Hautefort, à La Roussière, ces pièces de marchés ne sont plus accompagnées des croquis, sauf pour le mausolée reproduit par nous au *Bulletin* de la Société archéologique de Brive, et deux plans informes de Juillac et Ségur, dont le *fac-simile*, grâce à l'habile crayon de M. E. Rupin, un Périgourdin d'origine, embellira prochainement l'historique des CHATEAUX BAS-LIMOUSINS que nous avons entrepris de concert : *Cornil*, aux d'Hautefort; *Castelnovel*, des Beaupoil Sainte-Aulaire; *Juillac*, aux Peyrusse des Cars, ont déjà paru.

Pour faire une platte-forme joignant le grand degré du chasteau neuf, jusques dans la muraille de la terrasse, du costé du bourg, où est la guérite, — laquelle muraille et platte-forme sera de la longueur de 70 pieds, etc., et avec 3 arcades cintrées et 4 portes et des rabajoux (c'est-à-dire souspiral) à chascune des portes.

La platte-forme sera garnie de ballustres d'un côté, etc.

Les mêmes, le 13 juillet 1651, prennent à faire un perron de 9 ou 10 degrez, en 1/2 ovale, à l'entrée de la cour joignant au puy, lequel puy sera rabaissé. — C'est un puy à roue.

Présents : M^e Martial Pradaud, du village de la Tournarie (Juillac), et Alexandre Grimard, de la ville d'Angoulême, m^e peintre, demeurant à présent et travaillant à La Sion (Laxion), et Denis Tessier, tailleur de pierre, du village de Jouet (Guéret).

Prix fait pour les scaintures de deuilh guernies d'escussons tant dehors que dedans, et à chescune eglise, deux grandz timbres thenus par 2 lions où seront les armoiries du seigneur d'Hautefort, avecq l'ordre et couronne de marquis, ensamble tous les escussons quy seront néessaires aux dites esglizes tant dehors que dedans, avec le mesme ordre que ceux des timbres, entre lesquelz y en aura partie d'iceulx où il y aura les armoiries de La Flotte meslées, et les susdits timbres que seront par le dehors seront paintz en huile, ensemble les escussons que seront du costé de l'eau, et les autres *tunbes* que seront dans les esglizes en destranpe; et feront aussy les escussons que seront requis et néessaires aux torches et flambaux, jusques au nombre de 6^{xx} (120), ausquelles esglizes feront ce que dessus.

1^o A Saint-Aloy, 3 *tunbes*, 2 dedans et ung dehors, avecq le champ des armoiries d'or et d'argent à l'endroit et là où il sera nessaire, Saint-Agnien, Saint-Martial, Charvey, le Temple de l'Eau, Cubas, Lanouailhette, Nalhiact (1), et outre ce la chapelle du Puis.

Entre Pierre Barbot, Ramond Marfain et François Chaminade, maltres

(1) Voyez au *Bulletin* de la Société historique du Limousin, de 1893, imprimerie-librairie Ducourtieux, la dite carte féodale. Voyez aussi la *Sigillographie* de M. Ph. de Bosredon, pour les armes, avec l'*Armorial* de M. de Froidefond et surtout le *Nobiliaire de la généralité de Limoges*, des abbés Nadaud, Lecler.

peyntres et vitrier, pour eux et Jean Gravier, maltre paintre absant, habitants de la ville de Périgeux.

Et moyennant 60 livres.

Ils signent le 2 février 1616, ainsi que Ranbourg. — Puis donnent quittance de 60 ^{fr}, 16 février 1616, et 17 avril 1616, à Renée du Bellay, dame d'Hautefort.

Etienne Nollet, maltre maçon, d'Allasac (Corrèze), fit les maçonneries de l'hôpital d'Hautefort en 1670. Dix ans plus tard, sieur Dufraceyx, maltre architecte, habitait Hautefort.

Autres sculptures.

9^e juillet 1664. — État des ouvrages laissés à Autefort par Branier, maltre esculpteur, faictz et travaillés suivant ses prix faits et dessains donnés par mondit seigneur, augmentés d'une frise *embastaille* pour mettre à la cheminée destinée pour la chambre de madame, et un escusson avec les 2 ordres et 2 anges pour soutenir ledit escusson, qui (qu'il) sera tenu de faire moyenant 9 liv.

Plus y a d'augmentation deux testes de cerf avec les armes au collier, avec les ordres.

Plus a laissé les grandes armes pour mettre à l'entrée du parc à 2 paremens, lesquelles choses sont toutes faictes, de quoy ledit *Brunier* en demeure deschargé.

Plus 3 cheminées conformes ausdicts dessains, scavoir : une pour mettre à la chambre destinée pour monsieur, l'autre pour la chambre de dessus la cuisine, et l'autre pour la chambre apellée de *La Flotte* (1), lesquels ouvrages ledit sieur Brunier a laissés dans la chambre de dessus la chambre de madame, joignant le hastellier (atelier) où il travailloit, entre les mains du sieur Martin, maltre esconome au présent chasteau ; pour la conservacion du tout et par ce que ledit Brunier (n'a pas achevé ?) lesdits travaux, et qu'il estoit prêt à le faire avant partir du présent lieu : ce que nous agens soubzsignés n'avons peu (pu) aprouver, pour n'avoir pas ordre de mondit seigneur, auquel il en a esté cy-devant escript, il a esté averti (avisé, convenu) avec ledit Brunier, qu'il sera tenu de revenir poser lesdictz travaux et ouvrages incontinent qu'il lui sera mandé, à la charge qu'il sera défrayé des despenses qu'il conviendra faire pour la

(1) Nom de l'une des terres de la maison, dans la Sarthe.

venue, retour et séjour, et en conséquence des présentes ledict Brunier demeure chargé desdictz ouvrages.

Signé : RANDEL et LA CLAUSTRE. [M. de Lidonne.] (1)

F^{ois} Mouret, menuizier (2), travaille au château d'Autefort, sous la conduite du grand maître menuisier, du 25 octobre 1677 au dernier décembre, 46 jours à 4 sols. [Liasse 124°.]

Le 19 avril 1618, contrat d'affirme par Renée du Bellay, de ses revenus, à Nicolas Rambourg, maître architecte ; que nous savons décédé avant le 8 mars 1658. [Liasse 72.]

Autres travaux divers.

S'ensuit ce qu'il est requis de faire en faisant bastir et agrandir l'église de Saint-Aignan :

1° A esté aulmantée de 24 pieds sur 24.

2° Deux grands fenestres en forme d'esglise.

Plus ferons 3 vazes (caveaux) au-devant du grand autel, scavoir : un au milieu qui ara (aura) dans œuvre 4 piedz, et les 2 autres, chacun 2 pieds et 1/2, avec la profondeur et longueur nécessaires, garnis de cartellages et barres de fern et garnies de leurs degrés pour dessandre dedans, le tout de cartelage.

Seront tenus de rompre le cluchier entre les pillas, pour y faire un grand arseau de la haulteur (en blanc)..... ; de lambrisser la présente esglise, faire 2 degrés pour dessandre de dans l'esglise vielhe dans la présente aulmentation ; faire 1 autel tout neuf, etc... s. d. vers 1530.

Suit l'estraict de l'inscription ou^e épithafe gravée sur le tumbeau de feu messire F^{ois} d'Autefort, etc., e quy est dans le ceur de l'esglise paroissiale du bourg d'Abiac, sénéchaucée et dioc. de Périg. — Fait par moy

(1) Dans ce même trésor, nous avons noté Nicolas Lidoune, écuyer, seigneur de la Claudre, garde du corps du duc d'Orléans, habitant La Genèbre (Saint-Aignan d'Autefort) au 19 juin 1675). L'obligant M. de Lidonne, du château de La Peyre, au nord-est d'Augignac, doit être apparemment de même souche.

(2) C'était un sculpteur tullois de mérite.

Jan Labrousse, notaire royal du bourg d'Auriac, sénéch. de Sarlat, —
au requis de Charles d'Autefort, s^r de Malaniac (1), devant 2 témoins :

SIY GIT MESSIRE FRANÇOIS D'AUTEFORT,
SEIGNEUR MARQUIS DUDIT LIEU, CONSEILLER DU
ROY EN SES CONSELZ D'ESTAT, DE PRIVÉ, CAPITAINE
DE SENT HOMMES D'ARMES DE SES ORDONNANCES,
CONTE DE MONTIGNAC, BARON DE THENON,
SEIGNEUR DE LA MOTTE, LA BORIE, ABIAC,
S^r TORSSE, BOYSSEL, ET AUTRES PLASSES, LEQUEL
DESSÉDA LE VINGT TROIZIESME IOUR DU MOIS
DE MAY, MIL SIX CENS QUARANTE, AGE
DE NONANTE ET DEUX ANS DUD. SEIGNEUR.

+

BIEN HEUREUX LE CORPS YCI REPOZE,
L'EXPRIT PAR SES VERTUS A LE SIEL MÉRITÉ,
SA GLOIRE N'ET PAS TOUTE EN SETTE TUMBE ENCLOZE,
CAR EN SERVANT SIX ROYX AVEC FIDÉLITÉ,
CONTRE LES ESTRANGERS, UGENAUX, REBELLES,
SA VALEUR PAR SES FAICTZ L'A RENDUE IMORTELLE (2).

Signé : DE LA BROUSSE, notaire royal, qui ai fait le dit estrait
et vidimus.

Mais voici bien un enregistrement funèbre d'autre sorte,
qui contraste étrangement avec ces beaux vers. N'est-ce pas
l'éternelle histoire de ce monde : les latrines (3) juste entre

(1) Hameau (Bars).

(2) Le lecteur sagace aura rétabli de lui-même Ajat, Saint-Orse, du
canton de Thenon, Boisseuil, commune de celui d'Hauteafort. Nous n'avons
cessé de respecter la longueur des lignes que pour les vers, ainsi transcrits
et probablement gravés : « Bien heureux le corps yci repoze l'exprit », etc.

(3) « D'humiliantes servitudes de la chair, » s'il en fut, pour employer
mieux le mot de Mgr Gerbet, qui l'appliquait durement aux rapports par
lesquels se réalise le vœu du Créateur : *Croissez* !

salon et cuisine ; Démocrite côte à côte d'Héraclite, l'hypochondre Vatel faisant le pendant de Pantagruel ?

13 février 1641, mémoire des lars quy sont demeurés dans le charnyer d'Autefor, que M^{me} la receveuse a pris en garde le dit jour :

8 lards entyers, — 30 jambons,
10 demyes testes de port,
19 pieds de port,
7 pièces des os viradoux,
Plus, 3 grands saint de port sallés',
Plus, 13 pièces d'eychines de port,
Plus, 1 pot de vieille gresse.

III. — Peintres.

Mandement de ce qu'il faut que M. le recepveur donne au s^r *Baimby*, pour paindre la chaspelle du chasteau.

Nostre recepveur lui donnera 50 liv. pour parachever les 3 tableaux, y compris le grand qui n'est pas commencé, pour la chapelle, et payera comptant, qui luy sera tenu en compte, *estant reconnu* les dits tableaux estre duement faits, par M. de *Fanlac*, *Lidonne*, et *La Forge*, et M. le curé de *St-Aignien*.

Plus, luy sera délivré autres 50 liv. pour faire le retable et les placartz des armoires, avec des figures ou autrement, suivant les dessains et projet de l'un et de l'autre qu'il en faira, et nous les enverra à Paris, afin d'en prendre advis des maistres à ce cognoissantz.

Plus, 50 * pour paindre la voûte ou ceintre de la chapelle, suivant le projet qu'il en avoit commencé, qui nous sera aussi envoyé.

Plus, 50 * pour paindre toutes les murailles d'entre les placarz, toutes les portes, fenestres, balustres et tous autres lieux dans la dite chapelle où il sera nécessaire, et mesme sera paint le plafon du cœur, à y faire *tous* les choses qui seront pour le mieux, par l'advis des susnommés.

Ce que, pendant le dit travail que le dit s^r *Baimby* a promis estre fait dans 9 mois, sera noury, de quoy *La Farge* en sera chargé, à la charge qu'il ne quittera point la besoigne qu'elle ne soit achevée, et lui sera fourny les couleurs et pinseaux nécessaires, mesmes jusques à 4 ou 5 pistoles, d'or en feuille, pour servir d'ornement tant au rétable, plafon, que cœur de la dite chapelle.

Plus, 50 *.

Fait à Hautefort, 1^{er} avril 1655.

Signé : AUTEFORT.

Suivent des mentions de payement : 20 * le 10 avril 1656. — 15 * 24 juillet 1656. — 20 * 16 mars 1657.

Peu avant le 3 octobre 1680, Laune, ailleurs le s^r de Losne, maître doreur, peint et blanchit le dôme de la chapelle d'Hautefort et la calotte de sa lanterne.

« Le 17 novembre 1680, M^e Hillaire *Troussé* (1), doreur, sieur de Losne, habitant d'Autefort, prend à faire toutes les litres des églises du marquisat, promettant d'y faire travailler jusqu'à 3 peintres tous les jours, sans discontinuer, pour finir dans un an, le tout à l'huile, et suivant le modèle qui luy sera remis. »

Bref, il fera les escusons et timbres, et Troussé fournira tout, moins l'enduit de chaux et sable. — Prix : 25 soulz par petit escuson, (fait de toize à toize), [c'est-à-dire ainsi espacés], et 5 liv. par chaque grand timbre (à faire dans les endroits les plus éminents où il lui sera marqué.)

Et Jean Pradeau, maître blanchisseur (plafonneur) à Juillac, le 2 décembre suivant, prend ces lieux à blanchir et enduire, à 20 deniers par brasse, fourniture faite par le seigneur ; présent : Pierre Picheyrol, maître d'armes de la ville de Montignac.

Mémoire des ouvraiges de peinture et dorure faitz par m^r de Lausne, au chasteau d'Autefort, tant pour avoir doré et peint les tiges, que plombé en huisle sur le bois 4 vases galbes refandues, fructiz et feuilles au-dessus des dits vases :

Premièrement, à l'impériale, six liz doréz au-dessoubz du bouquet de feuilles peint, pour ce (en blanc)

Item, un gros bouton doré au-dessoubz et le vollet doré à 2 faces, aveq *une* autre bouton par le dessoubz du mesme (2).

Item, 4 grandes roses doubles peintes avec leurs branches peintes au naturel, et par le dessoubz 4 autres liz pendans avec leurs painguottes aussy doréz dessus et au-dessoubz, aveq leurs boutons, les branches et feuilles peintes au naturel comme dessus, et l'arbre peint couleur de fu (feu).

(1) Cet artiste n'est pas du midi ; ses noms patronymiques et de fief permettent cette première conclusion.

(2) Aucun prix n'est indiqué ici, ni même par des points d'attente.

Item, 3 autres girouettes, *ornée* chacune d'une fleur de lis double à 4 faces, le tout percé à jour, de 2 piedz de hault, doré avecq leurs bouttons dessoubz et dessus le volet et les voletz des 3 dites girouettes d'argent.

Item, 4 roses doubles à chacune, peintes au naturel, et 4 lis pendans plus bas.

Pierre de Clédât (1), broyeur, est employé alors au même château, tant à broyer, paindre des croizées, portes, « qu'à servir à tirer et fondre le *plon* et pozer des vistres sous le sieur Vignerou, maltre vistrer.

En 1678, à la chartreuse de Cahors, on vendait des vitres venant de la verrerie de Castres. [Liasse 124*.]

Thomas Coullon, escuier, s^r de La Granval, habitant du village de Puy-Pautier (Bars, Dordogne), *quitte*, au 7^e may 1678, maitre Bertrangeas, receveur susdit du marquis, et agissant par l'ordre de m^r m^e Jean Banaston, avocat en la cour, sénéchal audit marquisat d'Autefort,

De 50 * pour icelle employer aux fraiz du voiage qu'il est sur le point de faire à Castres, et vererye du dit lieu, pour aprandre à faire la vistre; en sé qué (ce que) le dit sieur de La Grand-Val sera tenu, comme s'oblige par ses prezantes, d'icelle somme randre audit seigneur, ou icelle payer en vistre bonne et marchade (*sic*), 3 mois après *sont* retour. Présents : Jean Buffenoux, *clerf*, habitant au château de La Mothe (Thenon), et m^r Jean Duffrayse, bachelier et (*sic* pour *ès*) droiz, habitant du château d'Autefort.

J.-B. CHAMPEVAL.

(A suivre.)

(1) Clédât, hameau (et repaire, selon nous, en 1646), commune de Saint-Rabier. — Grand-Val, entre Montignac et Saint-Geyrac (recourez à ladite carte). — Nous connaissons une famille de Colomb, aux rameaux multiples, tous de gentilshommes verriers du xvii^e siècle, surtout au long de la Cère, anoblis pour cette industrie même, et dont nous avons parlé en détail dans notre plaquette : *d'Aurillac à Saint-Denis, en chemin de fer*. M. d'Hautefort voulut donc, comme il avait papeterie à Bleufon, et forges à Born, etc., créer encore verrerie près Montignac.

NÉCROLOGIE.

ALFRED DE FROIDEFOND.

Dans les quelques paroles que nous avons prononcées sur la tombe de notre excellent et dévoué confrère M. Alfred de Froidefond, nous n'avons pu qu'esquisser à longs traits et trop brièvement son caractère et sa vie, sans entrer dans des détails suffisants sur son œuvre.

M. de Froidefond était un travailleur extrêmement timoré et modeste ; il puisait partout, recherchant avec soin des documents pour un travail qu'il faisait pour lui-même sur les armoiries des familles du Périgord, œuvre lente et pénible, difficile à tous les points de vue, délicate surtout, mais qui l'intéressait au plus haut point et depuis sa jeunesse. Tout en fouillant les archives publiques et privées, M. de Froidefond, qui était aussi un homme du monde, de relations faciles et douces, aimable à une époque où tout le monde l'était et désirait le paraître, M. de Froidefond, disons-nous, se livrait à l'étude de la musique et du dessin ; il avait sur le violoncelle un talent fort agréable. Mais le dessin trouvait en lui un adepte fervent, et il avait acquis une véritable valeur ; la première œuvre que nous connaissions de lui est une gravure des principaux membres du Cercle de la Philologie dont nous n'avons pas la date précise, mais elle est antérieure à 1848. Les personnes qui y sont représentées sont très ressemblantes. Il a publié dans le *Chroniqueur du Périgord et du Limousin* une série de portraits et d'armoiries d'une exécution très remarquable, ajoutant à la valeur des textes l'intérêt de la figure.

En 1858, pressé par ses amis, forcé dans sa modestie par tous ceux qui savaient qu'il avait recueilli des notes importantes sur les origines et les armoiries des familles de la province, il se décida à faire paraître l'*Armorial du Périgord*, sur un plan très simple et sans prétention ; M. Matagrin, rédacteur en chef du *Périgord*, lui donna l'appui de son talent d'écrivain et de ses recherches historiques, et en collaboration, ils firent paraître cette œuvre éminemment utile, instructive et savante que tous les Périgourdins ont voulu posséder et qui était arrivé à valoir pour les amateurs un prix très élevé.

En 1873, il publia la liste des maires de Périgueux et de la Cité depuis 1200, jusqu'à nos jours ; ce recueil est nourri de notes historiques et biographiques ; c'est un abrégé de l'histoire de Périgueux, avec une



Alfred DE FROIDEFOND

préface qui donne en quelques pages les origines des droits de la ville et des franchises dont elle jouissait de tout temps, qui nous apprend pourquoi les citoyens étaient bourgeois nobles, ce qu'était le pariage, ce que la ville devait au roi ; c'est un travail de recherches qui a demandé à son auteur la patience d'un bénédictin ; il trouva dans M. Léon Lapeyre, bibliothécaire de la ville, un puissant secours et un aide désintéressé. Il publia en 1875, comme corollaire à cet ouvrage, une brochure intitulée : *Quelques mots sur les armoiries de la ville et de la Cité de Périgueux*, étude remarquable de science héraldique et de logique sur les divers sceaux dont s'est servie la ville de Périgueux et sur le choix définitif d'un écusson à mettre sur les monuments publics et l'en-tête des papiers administratifs.

M. de Froidefond fut un des premiers membres de la Société historique et archéologique du Périgord et, dès la première séance générale, nommé vice-président pour l'arrondissement de Périgueux, le 27 mai 1874 ; dès le premier moment, il entra dans la place par les notes que nous venons de rappeler et qui ont été l'objet d'un tirage à part.

Analyser tous les articles sortis de la plume de M. de Froidefond est inutile ; mais dans le nombre, il faut rappeler (1) ses Observations relatives à la chapelle sépulcrale qui se voit en dehors de l'église de Saint-Front. Cet article, d'une sûre critique et d'une logique irréfutable, établit la véritable origine de cette chapelle contre des assertions erronées.

Les notes relatives aux armoiries sculptées sur la façade et à l'intérieur de quelques vieilles maisons de Périgueux (2) sont la description de quelques-unes de ces anciennes demeures périgourdines à l'architecture si intéressante et aux détails si particuliers ; les recherches qu'elles ont occasionnées donnent lieu à des notices biographiques et héraldiques précieuses.

M. de Froidefond a de plus annoté le *Mémoire* (3) pour Guillaume de Leymarie de La Roche, 1628 ; enfin, il a donné, en 1891, une nouvelle édition, depuis longtemps demandée, de l'*Armorial du Périgord*, très considérablement augmentée en deux forts volumes in-8°, avec une planche gravée due au talent gracieux et spirituel de M. Jules de Verneilh.

Ses articles nécrologiques sont empreints de la connaissance profonde des hommes dont il avait à parler ; rien dans ses appréciations ne porte à faux ; il mettait dans leur vrai jour leurs qualités et n'exagérait rien ; son

(1) *Bulletin* de la Société, t. IX, p. 553.

(2) *Bulletin*, t. XII, p. 357.

(3) Tome XVIII, p. 292.

style était clair et sa pensée, se dégageant nettement, laisse le lecteur convaincu de son honnêteté d'écrivain et de la justesse de ses observations. Nous n'appuierons pas sur l'aménité de son caractère et sur son obligeance : M. Crédot, mieux que nous, a rappelé ces qualités dans l'article qu'il a consacré à Alfred de Froidefond (1), et nous terminerons comme lui en déplorant la *perte que font ceux que passionne notre histoire locale*, perte plus grande, nous tenons à le répéter, que la modestie de M. de Froidefond ne peut le faire supposer au public, qui juge souvent sur les apparences.

A. DE ROUMEJOUX.

Nous donnons ci-dessous la liste complète de ses travaux.

Alfred de Froidefond, né en 1814, mort le 9 novembre 1893, a publié :

1. — *Armorial de la Noblesse du Périgord*; Périgueux, Dupont, 1858, in-8°, planches, en collaboration avec Amédée Matagrin pour la partie historique.

2. — *Liste chronologique des Maires de la ville et de la Cité de Périgueux*; Périgueux, Dupont, 1875, in-8°.

3. — *Quelques mots sur les Armoiries de la ville et de la Cité de Périgueux*; Périgueux, Dupont, 1875, in-8°, armoiries gravées.

4. — *Armorial de la Noblesse du Périgord*, seconde édition, revue et augmentée; Périgueux, imprimerie de la Dordogne, 1891, 2 vol. grand in-8°, frontispice gravé par le baron Jules de Verneilh, une lithographie en tête du second volume et 1,038 blasons intercalés dans le texte.

BULLETIN de la Société historique et archéologique du Périgord.

TOME I. — *Armoiries réunies de la ville et de la Cité de Périgueux*, p. 310, avec planches.

TOME II, p. 138. — *Cachet trouvé au couvent des Ursulines de Périgueux.*

P. 140. — *Sceau d'Armand de Biron.*

P. 142. — *Sceau du chapitre de Saint-Astier.*

P. 174. — *Une plaque d'armoiries de la famille de Coustin de Caumont.*

P. 192. — *Éloges par le Journal héraldique de l'Académie de Pise.*

P. 243. — *Reliquaire de Chancelade.*

(1) *Journal de la Dordogne* du 11 novembre 1893.

TOME IV, p. 131. — *Sigillum Sancti-Asterii.*

P. 132. — *Cachet de l'abbé de Saint-Geyrac.*

P. 133. — *Description héraldique du sceau de la justice de Lisle.*

TOME VII, p. 85. — *Nécrologie sur M. le comte de Larmandie.*

TOME VIII, p. 94. — *Nécrologie sur M. le comte Henri de Saint-Aulaire.*

TOME IX, p. 413. — *Nécrologie sur M. le comte de Touchebœuf-Beaumont.*

P. 553. — *Observations relatives à la chapelle sépulcrale qui se voit en dehors de l'église de Saint-Front de Périgueux, du côté de la Clautre.*

P. 558. — *Rectification concernant la borne épiscopale du Saut-du-Chevalier.*

TOME X, p. 410. — *Supplément à la Sigillographie du Périgord, par M. Ph. DE BOSREDON.*

P. 590. — *Épithaphe du comte d'Hautefort, brigadier des armées du roi.*

TOME XII, p. 357. — *Notes relatives aux armoiries sculptées sur la façade et dans l'intérieur de quelques vieilles maisons de la ville de Périgueux.*

TOME XVIII, p. 292. — *Mémoire pour Guillaume de Leymarie de La Roche, 1628.*

Dessins publiés dans le Chroniqueur du Périgord et du Limousin :

TOME I, 1853, p. 24. — Armoiries de Périgueux, Sarlat, Bergerac, Nontron, Ribérac, Excideuil, Brantôme.

Id., page 48. — Armoiries : Wlgrin de Taillefer, de Talleyrand-Périgord, de Caumont La Force, de Gontaud-Biron, de Bourdeille, de Beynac, de Mareuil.

Id., p. 96. — Portrait de l'abbé de Féletz (Charles-Marie-Dorimond).

Id., p. 116. — Portrait de Du Cheyron du Pavillon.

Id., p. 164. — Armoiries : François de Salignac de la Mothe-Fénelon, archevêque, duc de Cambrai ; de Thomas-Robert Bugeaud, duc d'Isly ; de Michel Eyquem de Montaigne.

Id., p. 212. — Portrait de saint Pierre Thomas, patriarche de Constantinople.

Id., p. 252. — Portrait de Jean-Marie du Lau, archevêque d'Arles.

TOME II, 1854, p. 96. — Portrait de Cyrano de Bergerac.

Id., p. 168. — Portrait de J.-E. Marmontel.

Id., p. 240. — Portrait de La Grange-Chancel.

Enfin, vers 184..., un dessin au crayon représentant quelques-uns des membres du Cercle de la Philologie reproduit par la lithographie.

ALFRED BOUCHÉ.

Notre Société vient de perdre un de ses plus jeunes membres.

Alfred Bouché, après avoir fait ses études classiques au lycée de Périgueux, commença son éducation artistique chez M. Cros-Puymartin, architecte dans cette ville; il entra ensuite dans les bureaux de M. Boëswilwald fils, où il passa plusieurs années. Après avoir été reçu à l'École des Beaux-Arts, il revint se fixer à Périgueux, sa ville natale.

M. Cros-Puymartin étant mort, Bouché prit la suite de ses travaux et sut bientôt se concilier l'estime et l'affection de tous.

La mort impitoyable est venue l'enlever à l'âge de 26 ans et briser ainsi une carrière qui, à peine commencée, promettait les plus belles espérances.

Tous ses confrères de Périgueux ont tenu à l'accompagner à sa dernière demeure.

A. D.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} est une carte des principales voies romaines intéressant le Périgord et les huit régions limitrophes ; — et la 2^{me}, est le Portrait de M. Alfred de Froidefond.

Le Gérant responsable, J. BOUNET.

Impr. de La Doucenne, anc. Dupont et C^e.

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du jeudi 1^{er} Février 1894.

Présidence de M. de Roumejoux, président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la salle de bibliothèque de la Société.

Sont présents : MM. l'abbé Brugière, Antony Délugin, Dujarric-Descombes, Charles Durand, Lespinas, Raoul de Peyronny, le comte Martial de Roffignac, de Roumejoux et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et approuvé.

Notre bibliothèque a reçu pendant le mois dernier les ouvrages suivants :

Le *Journal des Savants*, cahiers de novembre et de décembre 1893, deux fascicules in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

La *Revue des Études grecques*, tome VI, n° 23, juillet-septembre 1893, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Un numéro spécimen de la *Revue des traditions populaires*, recueil mensuel de mythologie, littérature orale, ethnographie traditionnelle et art populaire, tome VIII, n° 12, décembre 1893, in-8°, Paris, Émile Lechevalier et Ernest Leroux, éditeurs ;

Les *Comptes rendus et Mémoires* du Comité archéologique

de Senlis, troisième série, tome VII, année 1892, brochure in-8°, Senlis, imprimerie Eugène Dufresne, 1893 ;

Les *Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre*, 1892-1893, XIX^e volume, in-8°, Bourges, typographie Tardy-Pigelet, 1893 ;

La *Revue de Saintonge et d'Aunis*, bulletin de la Société des Archives historiques, XIV^e volume, 1^{re} livraison, 1^{er} janvier 1894, in-8°, Saintes, M^{me} Mortreuil, libraire, et les tables de l'année 1893 par M. Henri Joyer ;

Le Bulletin de la *Société de Borda, Dax (Landes)*, dix-huitième année (1893), quatrième trimestre, in-8°, Dax, imprimerie-reliure Hazael Labèque ;

Le Bulletin de la *Société archéologique du midi de la France*, série in-8°, n^o 12, séances du 11 avril au 11 juillet 1893 inclus, in-8°, Toulouse, Paul-Édouard Privat, libraire-éditeur ;

Le Bulletin de la *Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1894, (janvier), 108^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

De M. Émile Labroue, *Le Livre de Vie*, un volume broché in-4^e de XI-457 pages, avec des gravures, Bordeaux, Gounouilhou, 1891 ;

De M. Joseph Mallat, les *Sources du nobiliaire de l'Angoumois*, extrait de l'*Annuaire du Conseil héraldique de France*, 1894, plaquette de 12 pages in-8°, Saint-Amand (Cher), imprimerie Destenay, 1894, et le numéro du samedi 27 janvier 1894 de la *Semaine religieuse du diocèse de Périgueux*, contenant un article du même auteur sur *Le concile de Périgueux en 1365* ;

De M. de Roumejoux, un exemplaire tiré à part de la *Sixième excursion archéologique*, 12 et 13 juin 1893, brochure de 17 pages in-8°, et de *Simeyrois*, 3 pages in-8°, Périgueux, imprimerie de la Dordogne, 1893 ;

Et de M^{lle} de Froidefond, trente-quatre brochures ou plaquettes assez rares qui se rapportent principalement à l'époque révolutionnaire en Périgord.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

La *Revue des autographes* de M. Eugène Charavay fils, de

février 1894, signale quelques lettres intéressantes de nos compatriotes :

1° Une du général Daumesnil, datée de Vincennes, le 29 septembre 1815, et écrite vingt jours après sa mise à la retraite, au sujet d'une dénonciation qui a été faite contre lui et tout l'état-major de la place de Vincennes ; la dénonciation porte : « 1° que j'ai fait mettre le nommé Bertaud au cachot pour avoir crié Vive le Roi et Vive les alliés ; 2° que je n'ai pas voulu assister au service du duc d'Enghien ; 3° que j'ai fait couper du bois dans la forêt et autour du château ; 4° que j'ai maltraité les habitants de Vincennes, et notamment un épicier qui recevoit la nuit des voituriers devant sa porte. » Il offre de prouver que l'épicier Jeannet est un homme taré, « destitué de la place de maire et qui servoit dans le dernier tems d'espion au général Ziethen, commandant le blocus. » Curieux détails ;

2° Une importante lettre politique de Marc Dufraisse à Louis Blanc et à Frond, datée de Bruxelles, le 25 mars 1854. « Ni lui ni Bancel, dit le catalogue, ne croient le moment propice, pour les républicains, de publier un manifeste ; la France est tranquille et ne s'agitiera que si la guerre est déclarée à la Russie ; ce serait alors le moment de publier une proclamation, mais elle devrait être précédée d'un travail préparatoire ; dans chaque centre de refuge, les proscrits rédigeraient comme des cahiers de doléances, que l'on coordonnerait ensuite à Londres » ;

3° Une lettre autographe signée du comte Archambaud de Périgord (1814), relative à ses réclamations au gouvernement anglais, comme colonel du régiment de Périgord au service de S. M. Britannique, et trois pièces manuscrites ayant trait à ces réclamations.

Par une nouvelle circulaire du 20 décembre dernier, M. le Directeur des Beaux-Arts rappelle au Président que l'ouverture de la 18^e session des Sociétés des Beaux-Arts des départements est fixée au mardi 27 mars prochain. Les cartes et lettres de parcours seront envoyées aux ayants droit du 1^{er} au 12 mars.

M. le Président de l'*Union centrale des Arts décoratifs* nous informe qu'elle tiendra un congrès du 15 au 30 mai prochain, au Palais de l'École des Beaux-Arts, à Paris, et nous invite à déléguer quelqu'un de nos membres à cette réunion. M. LESPINAS veut bien nous y représenter.

M^{me} de Presle envoie au PRÉSIDENT un extrait de la généalogie des Grimoard imprimée tout au long dans Moréri et d'autres auteurs. « Il est étrange, ajoute-t-elle, que ceux qui ont écrit sur Urbain V aient eu l'air de l'ignorer. Citons entre autres la marquise de Forbin d'Oppède qui, dans son ouvrage si intéressant sur les saints de Provence, en établit une aussi fausse que fantastique. Les armes de Grimoard sont : d'or au lion de gueules, couronné du même. Les armes du Roure sont : d'azur au chêne d'or. La devise : *A vetustate robur* ».

Notre confrère M. Joseph MALLAT, à qui la note de M^{me} de Presle a été communiquée, répond au Président :

« Lorsqu'après la publication de ma notice sur Grimoard de Mussidan, j'entrepris d'établir une généalogie de la famille de ce prélat, je réunis force documents. Je consultai à peu près tous les auteurs et j'arrivai à écrire ce cahier que vous avez vu un jour dans mes mains, contenant une quantité de dessins, mais présentant aussi un fouillis dans lequel je ne reconnus qu'une chose, c'est que la vérité en était absente.

» J'avais cependant pris dans Moréri les notes que relève M^{me} de Presle ; mais voyez, je vous prie !

» Ainsi qu'elle le dit, Moréri donne aux Grimoard de sa généalogie, dans laquelle trouvent place le pape Urbain V et le cardinal Anglic, des armes ainsi décrites : d'or au lion de gueules, couronné du même.

» Or, j'ai cité un document authentique, dont la photographie a été mise sous mes yeux, document contemporain du pape et écrit spécialement pour son frère Anglic, où les armes du cardinal, celles du pape et celles de leur père sont dessinées et peintes dans le cadre d'une fort jolie miniature et portent de gueules au chef denché d'or, exactement comme les Grimoard de Mussidan, dont les héritiers, les Montaut, pendant plusieurs siècles, les peignirent au premier quartier de leur blason.

» C'est à la suite de ces considérations et de nombreuses autres, tout aussi et peut être encore plus en contradiction entr'elles que j'abandonnai le projet que j'avais formé de faire une généalogie qui, par moi, ne

pouvait être vraie, et qu'alors je me bornai à la Notice que j'ai eu l'avantage de lire à notre Société à la séance d'octobre dernier, je crois. »

De son côté, M. Labroue écrit au PRÉSIDENT pour relever quelques inexactitudes dans l'article bibliographique de M. Dujarric-Descombes sur son volume de *Bergerac sous les Anglais*.

« Dès la 4^e ligne de l'article, d'ailleurs sympathique dans l'ensemble, il est dit que mon ouvrage réunit sous un même format mes deux précédentes études : *Bergerac* et *Le Livre de Vie*. Écrire ainsi, c'est montrer qu'on n'a ni vu ni lu mes travaux. Un volume in-8° de 437 pages ne peut pas être contenu dans un volume du même format de 231 pages. Vous vous convaincrez de cette grosse erreur matérielle en voyant mon *Livre de Vie*, que je suis heureux de vous adresser, ne pouvant trouver une meilleure occasion de vous l'offrir.

» Je ne puis en outre laisser passer sans protestation cette affirmation « que j'ai lu beaucoup trop avec des yeux étrangers nos archives locales. » La différence de quelques copies dans des documents comme ceux de Bergerac ne peut pas permettre une affirmation de ce genre. Il est malveillant et peu courtois, si l'on me connaît, de dire que j'ai passé vingt ans auprès de nos archives et que je les ai lues avec des yeux étrangers. Ce sont ces travaux là qui m'ont extrêmement fatigué la vue et auxquels je suis désormais obligé de renoncer absolument. C'est ce qui vous explique pourquoi, malgré mes vifs regrets, il m'est impossible de devenir votre collègue et votre collaborateur à la Société archéologique. »

M. DUJARRIC-DESCOMBES déclare protester énergiquement contre l'accusation de s'être fait l'écho d'une malveillance quelconque. Les critiques qu'il a cru devoir formuler dans son rapport, et qui sont relevées avec une exagération manifeste, ne sont que l'expression loyale et sincère de son jugement personnel sur un livre dont il a été d'ailleurs l'un des premiers à proclamer le mérite.

En ce qui concerne le reproche d'avoir écrit que le *Livre*

de Vie, édité en 1891, se trouvait compris dans l'histoire de *Bergerac sous les Anglais*, M. Dujarric répond qu'ayant eu à sa disposition ces deux études, il ne pouvait ignorer que chacune d'elles avait fait l'objet de publications séparées. M. Labroue, ajoute notre confrère, aurait dû comprendre qu'il s'agissait là d'une simple confusion, toute matérielle et sans portée aucune.

Puisqu'on parle de Bergerac, M. LE PRÉSIDENT en profite pour donner un renseignement précis sur la date du premier siège de Bergerac par les Anglais en 1345, qu'il trouve dans un registre des délibérations communales de Martel aux Archives du Lot, coté BB.5 :

Ordenat fo que tuchs aquelhs an portas o ubert los murs velhs que los clavo a lor despens, da des en ades, per lo perilh que seran advenir, quar hom di que Bragairat fo pres dimecres que passet per los Angles et que hom murs velhs et noels am so que tuchs aquels dessus an prestat coffeits aprestar lo jorn présens, aichi com es escrich per la ma de M^e P. Subre, et que hom fassa guch et noch et jorn et clava las portas dels murs noels totas sals de m^u portas.

Ordonné fut que tous ceux qui ont des portes ou ouvert les vieux murs les ferment à leurs dépens, du dedans au dehors, à cause du péril à venir, car on dit que Bergerac fut pris par les Anglais mercredi passé et que....

Nous ne traduisons que ce qui nous est nécessaire de cette pièce qui prouve que Bergerac fut pris par les Anglais le 24 août 1345. En effet, en 1345, Pâques tombait le 27 mars ; le 24 août était un mercredi, et le vendredi, jour de l'ordonnance des consuls de Martel, était le 26 ; la nouvelle avait mis à peine deux jours pour arriver de Bergerac à Martel.

M. le Président nous donnera *in extenso* une intéressante réquisition des consuls de Cahors, de cette époque, enjoignant aux chanoines de la cathédrale d'avoir à fortifier la ville, après la prise de Bergerac, pour empêcher les Anglais d'entrer.

En conformité des instructions ministérielles, M. MALLAT

nous communique, pour qu'il soit approuvé, le mémoire qu'il doit lire au congrès de Sorbonne sur *Les cathédrales de Périgueux et d'Angoulême* et auquel il a joint une trentaine de dessins d'églises. Dans ce mémoire, qui est, comme le dit, l'avant-propos d'un ouvrage important auquel il travaille depuis quinze ans, M. Mallat expose la méthode qu'il a employée pour établir l'état civil des édifices de l'art roman plus ou moins dérivés des cathédrales de Périgueux et d'Angoulême. Il ne s'est pas attardé à comparer les procédés de construction, les appareils et les détails architectoniques. Pour lui, ce procédé, qui puise dans l'hypothèse ses plus sérieux arguments, a le grave défaut, qui a été celui de beaucoup trop d'archéologues, de ne pas assez tenir compte de la disposition de l'homme à copier ce qu'il a trouvé de beau et par conséquent à pasticher, à commettre presque des anachronismes.

M. Mallat emploie une méthode longue, mais sûre, qui consiste à rechercher avec les documents authentiques écrits puisés dans les archives ou dans les chroniques anciennes les plus dignes de foi, les preuves de l'âge des monuments et les noms de leurs constructeurs. Il cite quelques exemples et fournit à l'appui de sa communication une série de dessins.

L'assemblée approuve le mémoire de M. Mallat, qui sera transmis directement au Ministère.

M. Louis SAUVO nous envoie le dessin à la plume d'un joli pichet en terre, bien conservé, qui a été trouvé dans un tombeau, devant la porte principale de l'église de Bussière-Badil, au moment où l'on faisait des réparations au perron. Ce vase intact, que notre confrère propose de donner à la Société, a 0^m15 centimètres de haut sur autant de circonférence.

La Société l'acceptera volontiers.

M. BUSSIÈRE nous envoie également le dessin au crayon d'un bas-relief primitif des Innocents dans l'église de Bran-

lôme que la photographie est impuissante à reproduire nettement, même à l'aide du magnésium, la sculpture étant très détériorée et la plupart des têtes mutilées, et il désire qu'il soit publié avec la deuxième partie de son mémoire sur la seigneurie de Bourdeille et l'abbaye de Brantôme qu'il nous adressera prochainement.

M. Charles DURAND nous montre ensuite un curieux dessin à la plume placé par le greffier de l'hôtel de ville de Périgueux, au folio 98 recto du mémorial le *Petit Livre Noir*, et représentant une demoiselle périgourdine de 1424. Au sujet du costume féminin de l'époque, notre ingénieux confrère nous fait part de ses justes et fines observations qu'il divise en trois chapitres : le vêtement, la coiffure, la chaussure.

Après avoir entendu la lecture de cette intéressante étude, l'assemblée en vote l'impression.

M. DUJARRIC-DESCOMBES, qui s'est occupé l'année dernière de notre premier imprimeur Jean Carant, nous montre aussi une photographie de la marque de François Texier, un autre de nos imprimeurs du xvi^e siècle. Elle se trouve au-dessous du titre du rituel de 1536 que possède aujourd'hui la bibliothèque publique du Mans : *Manuale seu instructorium continens sacramenta ecclesie et modus ea administrandi cum pluribus aliis documentis*. Elle consiste en une grande et belle fleur de lys, tirée en rouge, d'où sortent des branches au haut desquelles sont posés deux oiseaux de chaque côté. Au milieu des ornements qui en décorent le bas sont les initiales de l'imprimeur : F. T.

M. Dujarric nous signale une seconde marque, tirée dans la même forme et de la même manière, mais en noir cette fois, que M. Durand a découverte à Bergerac dans les gardes d'un vieux livre. Elle figure en tête d'un poème latin du carme Baptiste Mantouan sur le martyre de sainte Lucie.

Dans sa Note jointe à la photographie, notre laborieux vice-président parle incidemment de l'impression d'un *Missel* par François Texier achevée après sa mort, en 1541.

M. l'abbé BRUGIÈRE croit avoir vu des feuillets de ce missel servant de chemises à des registres paroissiaux d'état civil aux Archives départementales, notamment à ceux de Saint-Vincent-sur-l'Isle et à quelques autres.

La Note de M. Dujarric sera publiée dans le *Bulletin*.

M. le baron DE VERNEILH nous avait envoyé trop tard pour qu'elle arrivât à temps à la séance de janvier, une poésie satirique de la fin du xvr^e siècle, ou plutôt du premier tiers du xviii^e, qu'il a découverte dans un des vieux livres de sa bibliothèque, où on l'avait insérée comme dans un buvard.

« Ce qui m'a décidé à vous envoyer ces vers, pas plus mauvais que d'autres, écrit-il au Secrétaire général, c'est qu'ils sont une réponse à un poète quelconque, qui pourrait fort bien être Périgourdin. J'y vois en effet les vers suivants qui, comme tous les autres d'ailleurs, ont l'intention d'être blessants et y réussissent :

Vray diminutif de noblesse,
Tes actions sentent le gueux,
Estant sorty de Périgueux
Sans avoir payé ton hostesse... etc.

» Maintenant, de qui sont-ils et à quel poète crotté étaient-ils adressés? C'est ce que vous saurez peut-être nous dire. Pour moi, je n'en sais rien; mais je ne pense pas que la pièce ait été jamais imprimée, et c'est ce qui pourra lui donner quelque intérêt. Je l'ai lue assez facilement. Lisez-la donc, mon cher collègue, et voyez si elle vous semble valoir la peine d'être communiquée à la Société. Quelques expressions m'ont paru un peu salées; mais au bon vieux temps, on n'y regardait pas de si près et, dans le nôtre, quelques poètes se sont permis de bien plus fortes gauloiseries. »

La lecture de cette pièce satirique est fort goûtée par l'assemblée, qui en demande l'insertion au *Bulletin*. N'étaient quelques expressions un peu trop archaïques et plus en usage au xviii^e siècle, plusieurs de nos confrères seraient

disposés à y voir le tour de main de Lagrange-Chancel : la copie est d'une écriture du xvii^e.

Notre spirituel vice-président nous envoie aussi pour la présente séance un très beau dessin à la plume du château de Montcheuil, deux estampages d'un fer à gauffres du xvi^e siècle qui se trouve dans sa ferraille et qui lui paraît assez intéressant pour nous être signalé, et la photographie d'une cruche à huile.

« Ce fer à gauffres, nous mande-t-il, a cela de particulier que parmi les rinceaux assez jolis qui le décorent, il porte le chiffre entrelacé et traditionnel d'Henri II et de Diane de Poitiers **DI**. Cela ne veut pas dire assurément qu'il vient de la cuisine de ce roi, mais qu'il date de son règne. Ce chiffre était en effet employé comme la salamandre de François I^{er} par les ouvriers et les artistes du temps, comme une sorte d'ornement courant à la disposition de tout le monde et qui n'était nullement réservé aux œuvres exécutées pour le roi. C'est ainsi que du temps de Louis XII nous trouvons, sculptées dans des châteaux du Périgord, à Bannes notamment, les hermines d'Anne de Bretagne et sous François I^{er} la salamandre un peu partout. Je considère donc cet H et ce D entrelacés comme une date presque certaine, et rien de plus. Les fers à hosties plus anciens que cela ne sont pas rares ; mais je crois mon fer à gauffres l'un des plus anciens qu'on connaisse. Pour mon compte, je n'en ai jamais vu de plus ancien. Vous voyez que c'est de l'archéologie culinaire qui n'est pas à dédaigner.

» Un autre objet qui s'y rattache et dont je joins une photographie à mon envoi est une cruche à huile, assez grande, de 0^m42 centimètres de haut sur 1^m20 de circonférence, assez jolle de forme et de décoration, que je crois du xvi^e siècle, et qui pourrait être de la fin du xv^e. Elle a aujourd'hui, après tant de bons et loyaux services, l'apparence du bronze, bien que dans sa jeunesse elle fût en terre d'un gris rougeâtre. Les nervures saillantes qui renforcent sa panse, et forment à son sommet des anses, sont plutôt d'aspect gothique. Telle quelle, elle a un caractère d'élé-

gance et de force qui m'a toujours frappé et qui m'a décidé à la sortir des profondeurs de l'armoire de cuisine où elle gisait oubliée et poussiéreuse, pour la mettre en belle vue et la faire connaître. Et puis, elle a ce mérite, bien rare chez les vieilles cruches, d'être absolument intacte. »

L'assemblée sait gré à M. de Verneilh de nous avoir envoyé une petite provision de dessins.

D'autre part, M. Richard DE BOYSSON nous adresse un mémoire sur la dernière révolte d'Henri Court Mantel contre son père, le roi d'Angleterre Henri II, et l'aide que lui prêta en cette occurrence le célèbre troubadour périgourdin, Bertrand de Born, par ses poésies enflammées.

Après la lecture de plusieurs passages, l'assemblée décide qu'il sera publié.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL fait observer que ce mémoire aurait plus d'autorité s'il contenait au bas des pages une indication de sources, comme celles que pouvaient fournir la thèse de M. Léon Clédat, sur le *Rôle historique de Bertran de Born*, et l'introduction de M. Antoine Thomas aux *Poésies complètes de Bertran de Born*.

M. LE PRÉSIDENT annonce à nos confrères que M. Philippe de Bosredon veut bien entreprendre une bibliographie générale du Périgord et il les engage à lui transmettre toutes les notes qu'ils pourraient avoir à ce sujet par l'intermédiaire du Secrétaire général.

M. Charles VASSEUR fait offrir à la Société une petite monnaie romaine en bronze, de Constantin le Grand, portant au revers une Victoire et trouvée aux environs de Siorac-de-Belvès.

L'assemblée remercie.

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans nos rangs.

Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare

admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Robert Villepelet, archiviste paléographe, élève de l'École pratique des Hautes Études, rue des Carmes, 5, à Paris, présenté par M. Sarlandie des Rieux et M. le docteur de Lacrousille.

La séance est levée à trois heures du soir.

A l'issue de la séance, M. LE PRÉSIDENT invite les membres de la Société à l'accompagner aux fouilles qui se font à la tour de Vésone.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.

Séance du jeudi 1^{er} Mars 1894.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la bibliothèque de la Société.

Sont présents : MM. l'abbé Brugière, Condaminas, Dujarric-Descombes, Charles Durand, l'abbé Goyhenèche, l'abbé Granger, René de La Bastide, Lespinas, le comte Martial de Roffignac, de Roumejoux et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous apprend la mort de notre confrère M. Mariaud, aquafortiste de talent, dont les œuvres, représentant le plus souvent des paysages d'Algérie, sont exposées dans la salle de nos séances ; il ne manquait guère d'en

envoyer aux expositions de la Société des Beaux-Arts de la Dordogne, où elles étaient remarquées. Quoique n'étant pas d'origine périgourdine, il s'était attaché à notre pays : il fut assez longtemps percepteur de la ville de Brantôme dont il nous a laissé quelques jolies vues ; puis il fut envoyé à Cintegabelle (Haute-Garonne), et de là il alla prendre sa retraite à Digne, son pays natal, où il vient de mourir.

L'assemblée témoigne d'unanimes regrets.

Notre bibliothèque a reçu pendant le mois dernier les ouvrages suivants :

L'Annual report of the Bureau of ethnology to the secretary of the Smithsonian institution 1887-88, by J. W. Powell, director, un volume relié in-4° avec planches, Washington, government printing office, 1892 ;

La Bibliography of the Salishan languages by James Constantine Pilling, brochure in-8°, Washington, government printing office, 1893 ;

L'Anthropologie, deux fascicules n° 5 et 6 du tome IV, septembre-octobre, novembre-décembre 1893 (abonnement), in-8°, Paris, Masson, éditeur ;

La Revue archéologique, troisième série, tome XXII, novembre-décembre 1893 (abonnement), in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur, contenant un mémoire de notre savant correspondant M. Edmond Le Blant, *Sur quelques carreaux de terre cuite nouvellement découverts en Tunisie*, et la suite du *Recueil de cachets d'oculistes romains*, par M. le capitaine Espérandieu ;

La Revue des Etudes grecques, tome VI, n° 24, octobre-décembre 1893, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur ;

Le Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France, 2° trimestre 1893 (publication trimestrielle), in-8°, Paris, Klincksieck, libraire de la Société ;

Le Bulletin de l'Académie d'archéologie de Belgique, 4° série des *Annales*, 2° partie, tome XIV, in-8°, Anvers, imprimerie veuve de Backer, 1894 ;

La Picardie historique et monumentale, — Amiens, cathé-

drale, notice par Edmond Soyez, in-folio, avec planches en héliogravure, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier, 1893 ;

Les 6^e, 7^e et 8^e fascicules de l'*Album archéologique*, publié par la *Société des Antiquaires de Picardie*, in-folio, 1891, 1892 et 1893, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier, contenant de superbes planches en héliogravure ;

Les *Mémoires de l'Académie nationale des sciences, arts et belles lettres de Caen*, un volume broché in-8^e, Caen, Henri Delesque, imprimeur, 1893 ;

Le *Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts*, troisième série, tome V, troisième fascicule, in-8^e, Nevers, chez M. Mazeron, libraire de la Société, 1893 ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, du 4^e trimestre 1893, in-8^e, Poitiers, imprimerie Blais, Roy et C^e ;

Le *Bulletin mensuel de la Société archéologique et historique de la Charente*, 1894, n^o 9, in-8^e, Angoulême, imprimerie Chasseignac, contenant, page 88, l'analyse, par M. de Fleury, d'un document donné à cette Société par M. Dujarric-Descombes et intitulé « Extraict de la valleur et estimation des bledz et grains qui se sont vendus au minage de ceste ville d'Angoulesme èz années 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606 » ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, siège à Brive, tome XV, 4^e livraison, octobre-décembre 1893, in-8^e, Brive, Marcel Roche, imprimeur, contenant une étude de M. Clément-Simon sur une copie de la fin du xvii^e siècle, dite manuscrit de Chasteuil-Gallaup, de sa bibliothèque, dans lequel seraient des chansons inédites de nos troubadours ;

Le *Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts*, 4^e volume, n^o 11, in-8^e, Foix, imprimerie veuve Pomiès, 1894 ;

De M. l'abbé Carrier, un exemplaire tiré à part du *Folk-lore* ou vieilles coutumes et anciens usages des habitants de la paroisse de Saint-Amand-de-Coly, avec les superstitions et proverbes locaux, in-8^e de 12 pages, Périgueux, imprimerie de la Dordogne, 1893 ;

De M. Robert Villepelet, un exemplaire des positions de

la thèse qu'il a soutenue, le 30 janvier dernier, à l'Ecole des Chartes sur *l'Histoire de la ville de Périgueux et de ses institutions municipales jusqu'au traité de Brétigny* (1360), in-8° de 15 pages, Châlon-sur-Saône, typographie de Marceau, 1894. Le même fascicule renferme les positions d'une autre thèse qui nous concerne un peu, celle de M. Chavanon, sur *Renaud VI, sire de Pons*, lieutenant du roi en Poitou, Saintonge et Angoumois, conservateur des Trêves de Guyenne, vicomte de Turenne et de Carlal, seigneur de Ribérac, etc. (1348 ?-1427), in-8° de 4 pages.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. DÉLUGIN et M. l'abbé PRIEUR se font excuser de ne pouvoir assister à la réunion.

M. Robert VILLEPELET, élu membre titulaire à la dernière séance, adresse ses remerciements à la Société.

M. LE PRÉSIDENT nous lit une note archéologique sur les fouilles qui se pratiquent actuellement à la tour de Vésone. Il félicite tout d'abord la municipalité de les avoir entreprises et rend justice à l'intelligence et au goût de M. Godard qui les dirige et en a relevé le plan avec le plus grand soin. Puis il constate que jusqu'à présent, après les fouilles de M^{re} Macheco de Prémieux, de MM. de Taillefer et de Mourcin, elles n'ont rien produit de bien nouveau. Mais il lui paraît certain qu'à une époque reculée, probablement lors de l'invasion des barbares au v^e siècle, tous les matériaux de quelque valeur ont été portés ailleurs pour être employés à des constructions nouvelles, pour enclore la ville romaine, et vraisemblablement à la même époque, toutes les murailles de cette partie de la ville furent rasées, et l'espace livré à la culture. On n'y trouve pas, en effet, de traces de constructions plus modernes : tous les murs mis au jour sont romains.

Dans l'état actuel des fouilles, M. le Président est frappé de l'analogie qu'offre le plan de la tour de Vésone avec celui des temples de Vesta à Rome et à Tivoli, sauf la dimension

beaucoup plus restreinte de ces deux derniers : une tour ronde, entourée d'un mur circulaire élevé à une certaine distance, et d'une colonnade sous laquelle on pouvait se promener à l'abri. « A Vésone, dit-il, on accédait à ce promenoir et en même temps à la porte de la cella, du côté du levant, par un escalier dont M. de Taillefer a reconnu l'emplacement, et au couchant, dans l'axe de la tour, par deux entrées, croyons-nous, qui permettaient à la foule de se diriger soit à droite soit à gauche de la cella, et ces deux baies seraient faites pour desservir l'intérieur des bâtiments ; en effet, de grands et longs murs parallèles se coupent à angle droit et semblent entourer le temple lui-même dans un vaste parallélogramme, partie que les anciens appelaient péribole, et dans laquelle les prêtres avaient leur logement et les fidèles des salles de réunion. »

La tour de Vésone peut dater du dernier quart du 1^{er} siècle, comme l'a écrit le docteur Galy, qui avait étudié de très près nos monuments romains ; elle est d'une construction parfaitement régulière. Il est présumable qu'une statue, et M. de Taillefer en indique l'emplacement, se dressait au centre de la cella, comme M. Gailhabaud la restitue à Tivoli. Cette cella était-elle couverte ? Les temples de Vesta à Rome et à Tivoli, étaient voûtés, suivant la restitution des architectes qui ont retrouvé des traces plus ou moins apparentes de ce mode de couverture ; mais les dimensions sont bien moindres qu'à Vésone, où rien, dans le sommet de la tour, n'indique comment l'intérieur était à l'abri des intempéries. Ce sommet, qui est très endommagé, a été certainement abaissé, et il ne montre aucune amorce ; mais il n'est pas prouvé qu'il n'ait pas eu de toit. Des fragments de tuiles jonchent le sol tout à l'entour de l'édifice.

L'assemblée remercie M. le Président de sa communication qui sera publiée dans le *Bulletin* et joint ses félicitations à celles que lui-même a adressées à l'administration municipale pour le soin éclairé qu'elle a apporté à la restauration de ce curieux monument.

M. BussiÈRE nous envoie la seconde partie de son intéres-

sante étude sur la seigneurie de Bourdeille et l'abbaye de Brantôme qu'il intitule : *La guerre des légistes contre Bourdeille*, et il la partage en trois chapitres. Dans le premier, il nous montre la division de Bourdeille en deux seigneuries, deux châteaux et deux châtelains dans la même enceinte ; dans le second, le comté de Bourdeille tombé en commise au pouvoir de l'abbaye, l'aliénation du comté par l'abbé en faveur de son frère ; dans le troisième, la prise de possession violente de l'abbaye par Bernard de Maumont, l'intervention du pape et la paix signée à Mareuil.

Ce mémoire paraîtra en même temps que le dessin à la mine de plomb présenté à la réunion précédente.

M. LE PRÉSIDENT nous communique ensuite la réquisition *in extenso*, dont il avait parlé dans une des dernières séances, des consuls de Cahors aux chanoines de la cathédrale, du 4 septembre 1345, de contribuer pour un tiers aux réparations urgentes à faire aux remparts de la ville en vue d'une attaque menaçante des Anglais, après la prise de Bergerac. Cette pièce sur parchemin, qui est cotée FF. 24, dans le fonds des archives municipales, à la bibliothèque de Cahors, vient confirmer la date du 24 août pour la prise de Bergerac, et à ce titre, sera publiée dans le *Bulletin*.

M. de Fleury, archiviste de la Charente, écrit au SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pour avoir des renseignements sur un sceau qu'on lui a remis, portant un lion rampant surmonté d'un croissant, avec la légende :

SIGILLVM DOMINI DE CHARVARTO : EQVITE

« C'est évidemment, observe-t-il, le sceau d'un Lageard, seigneur de Cherval, mais duquel ? Pour moi, le premier Lageard, seigneur de Cherval, que je connaisse est Geoffroy, qui était sénéchal d'Angoumois en 1574, et probablement avant, mais le sceau me semble antérieur. Auriez-vous quelque part la liste des Lageard, seigneurs de Cherval, avant Geoffroy ? En me la faisant connaître, vous m'obligeriez beaucoup. »

M. le Secrétaire général répondra que Nadaud, dans son *Nobiliaire du Limousin* (tome II, p. 448), donne le nom du père de Geoffroy, qu'il appelle Laurent de Lageard, conseiller au Parlement de Bordeaux, et qui fut pourvu de la charge de sénéchal d'Angoumois le 27 juin 1554.

Le *Nobiliaire de Guyenne* d'O'Gilvy (tome II, p. 36) fait remonter la filiation à Hélié de Lageard, seigneur de Cherval, qui fut du nombre des seigneurs députés en 1506, vers le roi Louis XII, pour le prier de marier la princesse Claude, sa fille aînée, à François de Valois, comte d'Angoulême, fut nommé en 1511 conseiller au Parlement de Bordeaux, et plus tard sénéchal d'Angoumois.

Notre confrère M. de Monteil pourrait nous dire si la famille de Lageard avait la seigneurie de Cherval avant le xvi^e siècle.

Puis, M. DURAND nous donne lecture d'un intéressant mémoire sur *La révolte du papier timbré advenue à Bergerac en 1675*, qui viendra compléter les observations de M. Philippe de Bosredon sur le papier timbré du comté de Montfort. Il y joint le procès-verbal de la sédition qui eut lieu à ce sujet dans la ville les 3 et 4 mai, quelques jours après le départ du régiment d'infanterie d'Albret. Cette pièce, rédigée par le maire Pierre-Front de Chilhaud, lieutenant-général en la sénéchaussée, est tirée du livre des jurades de 1675 (layette I, n° 106). Elle a été publiée d'une façon fautive, avec de nombreuses lacunes, dans le *Progrès de Bergerac*, de juin 1881, où l'auteur a cru que les faits racontés se rapportaient à une révolte contre l'impôt de la gabelle ou du sel. Ce procès-verbal offre par conséquent tout l'intérêt de l'inédit, et, après lecture, l'assemblée en vote la publication.

En nous rappelant qu'il a fait autrefois une communication au sujet d'un droit de pêche sur la rivière de l'Isle, accordé en 1526 par Henri de Navarre, comte de Périgord, aux Chartreux de Vauclaire, M. le docteur BARBANCEY veut bien nous signaler d'autres droits de pêche :

L'un, sur la même rivière, octroyé par Frédéric de Foix,

comte de Gurson, aux Frères Minimes, de l'ordre de Saint-François de Paule, demeurant à Plagnac depuis le 18 juin 1615. Ce droit s'étendait du moulin de Marsillac jusqu'à celui de Coly, et l'acte de donation est du 16 avril 1641 ; il se trouve dans les manuscrits Lespine, tome XII, p. 399.

Le même seigneur avait accordé encore aux religieux Minimes de Plagnac le droit de pêche du saumon, au Fleix, sur la Dordogne, depuis le 2 décembre 1630. (Mss. Lespine, tome XII, page 399 et suivantes.)

Enfin, le 20 février 1694, M^{lle} de Foix de Candalle, princesse de Buch et dame de la seigneurie de Montpaon, leur donnait en outre, par son testament, dix livres de poisson payables par l'aumônier de l'hôpital de la ville de Montpaon, qui recevait d'elle l'ilot de Menesplet.

« Ne vous semble-t-il pas, écrit-il au Secrétaire général, qu'il serait assez curieux de savoir à quelles maisons religieuses appartenaient les droits de pêche sur tout le parcours de l'Isle et de la Dordogne dans notre province, puisqu'il est possible de donner copie des pièces et d'indiquer les fonds et dossiers dans lesquels elles se trouvent ? »

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL fait remarquer que le droit de pêche ne s'accordait pas seulement aux communautés religieuses, mais aussi à des laïques. Sur les fleuves et rivières navigables, il appartenait au roi ; sur les rivières non navigables et les ruisseaux, au seigneur haut justicier, qui pouvait le concéder ou l'affermir. Comme notre confrère M. le docteur Barbancey a sur ce sujet une indication de sources suffisante, il pourrait entreprendre un travail d'ensemble.

M. DE ROFFIGNAC met sous nos yeux plusieurs centaines de pièces de monnaie provenant d'une cachette trouvée dans le mur d'un enclos, près du Bugue. Celles qui offrent un peu d'intérêt sont :

Un gros de Clément VIII, avec le nom et les armes de Sil. Sabellus, vice-légat à Avignon, 1593, (Poey d'Avant, 4330) ;

Un douzain d'Henri III, frappé à Bayonne ;

Quatre douzains d'Henri IV ;

Un douzain d'Henri IV pour le Dauphiné ;

Un quart d'écu de Navarre, de 1593 ;

Un huitième d'écu de Louis XIII, pièce intéressante : la légende diffère des pièces connues, on lit : FRAN . E . NA . RE . 1642 ;

176 doubles tournois de Louis XIII ;

Un double tournois d'Henri IV, 1591 ;

Treize doubles tournois de Gaston d'Orléans pour les Dombes et trois deniers ;

Deux doubles tournois de Marie souveraine des Dombes, 1621-1622 ;

Trois doubles tournois de Maximilien de Béthune, duc de Sully ;

Seize de Frédéric-Henri de Nassau, prince d'Orange, 1640 ;

Dix-sept de F. H. de la Tour duc de Bouillon, de Sedan, 1640 ;

Trois quattrini d'Urbain VIII et du cardinal Barberini ;

Un denier de Guillaume, prince d'Orange, 1630 ;

Un double tournois de F. de Bourbon, prince de Conti, pour Château-Renaud ;

Deux doubles tournois de Charles de Gonzague, duc de Mantoue, prince d'Arches et de Château-Renaud ;

Et un sou de Louis XVI, 1791.

Il reste à procéder à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. l'abbé Goulard et M. l'abbé Brocas, tous deux professeurs au petit séminaire de Bergerac, présentés par M. l'abbé Prieur et M. Dujarric-Descombes.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.

NOTES SUR LES PRINCIPALES VOIES ROMAINES

INTÉRESSANT LE PÉRIGORD ET LES HUIT RÉGIONS LIMITROPHES

Suite et Fin ⁽¹⁾.

III

Quand nous nous rangeons de préférence à l'avis des archéologues du Périgord plutôt qu'à l'opinion de la savante Commission de la carte des Gaules, composée de membres éminents, au sujet de la direction de la voie romaine de Vesuna à Aginum et Cahors, et de celle de Limoges à Périgueux, Agen, avec son embranchement sur Cahors, c'est qu'après avoir étudié pas à pas la topographie des diverses localités traversées par ces grandes routes, spécialement celles du Périgord, nous avons retrouvé des vestiges et les anciens noms indiquant le tracé réel de ces antiques voies de communication; nous avons identifié nos recherches avec les constatations des antiquaires du Périgord, notamment celles de M. de Taillefer et de M. de Gourgues surtout, dont les travaux nous ont grandement aidé. Nous allons le montrer après avoir d'abord indiqué quelle était, selon nous et le dernier savant cité, la direction de la voie de Périgueux à Limoges, laquelle est la véritable suite de la voie de Burdigala à Augustoritum ou Limoges, par Vesuna.

Ce chemin partait de la Cité, non loin de la tour de Vèsone,

(1) Suite et fin de la *Note sur les chemins gaulois et les voies romaines du Périgord*. — Voir le *Bulletin* de janvier-février 1894, pp. 55 à 80.

traversait le Périgueux actuel, arrivait par une petite courbe à Vignéras, sa première borne milliaire ou lieue gauloise (2°221.5), se dirigeait par Château-l'Évêque sur Agonac, non loin de la Chapelle-Faucher et de l'ancien château Foucher (*Fulcherii*, et non Faucher, ou du château de Richemont-Chabans, *nobile hospitium de Chabans*); il atteignait la paroisse de Saint-Jean-de-Côle, où, au sortir du village de Boisne, on trouvait des restes des énormes pierres du pavage de la chaussée antique; il allait, après avoir laissé Saint-Front-la-Rivière, traverser la Côle sur un pont au village de But, commune de Saint-Martin-de-Fressingéas, et après Miallet, il aboutissait aux frontières du Périgord et du Limousin à *Fines*, aujourd'hui Firbès ou Firbeix, assez près des sources de la Drône, et dans le nécessaire voisinage de *Castrum Leuci* ou Chalus. La voie se dirigeait vers Limoges soit par Chalus, où elle aurait suivi la courbe que forme le chemin n° 21 de Chalus à Limoges, soit plus directement par Bussière-Galant, la forêt de Mars et Aixe.

Cette voie, connue à Périgueux, à Vignéras sous le nom de *Shomi bournat* (le *Périgord illustré*, page 474, bournat a le même sens que chemin Boisne, c'est-à-dire mesuré par des colonnes milliaires); à Agonac, sous le nom de chemin ferré, et encore dans cette localité et à Périgueux, sous le nom de *Via*, *Via chava*, *cava*, de même que la route de Poitiers à Limoges, s'appelait aussi chemin ferré, au xv^e siècle, *Via*, *Via cava*, *iter de la Cava*; au xvi^e siècle. grand chemin de la chaussée, comme un titre du xiv^e siècle nommait le chemin aux abords d'Issigeac : la *Causada* ou la chaussée. Voir dom Fonteneau et le *Bulletin des antiquaires de France* cités par M. de Gourgues. Les noms de *via*, de chemin ferrat et de lebadé indiquent une voie antique. De Caudrot (*Cassinogilum*) à la Réole, le long de la Garonne, il existe des restes de l'ancien chemin romain appelé le chemin de la Vie (*Via*), emporté en grande partie par les incessants empiètements de la rivière. A Caudrot, il partait de la porte avec herse appelée encore Cataracta, et à l'entrée du faubourg d'Envie. Entre Bordeaux et Montferrand, la voie romaine s'appelle aussi le chemin de la Vie.

Si l'on examine la direction du chemin n° 21 dont nous venons de parler, et qui part du Limousin, on voit que ce chemin, s'il a subi et s'il présente aujourd'hui d'assez nombreuses déviations créées à l'effet de desservir des localités importantes ou plus récentes, telles que Bergerac, ville sur laquelle on l'a détourné, on constate aisément qu'au fond ce chemin ouvre et ouvrait, avant le chemin de fer, une immense voie de communication à travers le Limousin, le Périgord et l'Agenais, jusqu'à la Garonne. Il avait remplacé certainement la grande artère de la voie romaine, de laquelle je viens de tracer la direction de Limoges à Périgueux et qui courait en droite ligne du Limousin à travers le Périgord entier, de Firbeix à Vesuna, de Vesuna à Vern, dont elle coupait la forêt, où il en restait des vestiges, comme à Mercande, à Maisonneuve, à *Pont-Romieu* de Vern, dit M. Wlgrin de Taillefer, *Antiquités de Vésone*, II, 245. D'anciens titres la mentionnaient sous le nom de chemin ferré, ainsi qu'à Saint-Aubin de Mouleydier. Elle se rendait après par Issigeac à Trajectus ou passage sur la Dordogne. Là, aux abords de cette rivière, existe, commune de Mouleydier, un lieu encore appelé le Pont-de-l'Estrade, c'est-à-dire du grand chemin public, sur la rive droite. Nous identifions ainsi, comme l'a fait M. de Gourgues (p. XXXIV à XXXVIII de son introduction), le tracé de la voie antique avec la direction de l'ancien chemin empierré (*camí herrat*) détruit aujourd'hui et dont l'agger, construit pour la traversée de la plaine, commençait à 200 mètres du Port-du-Noyer ou du Port de Saint-Germain et Mons, (réunis naguère), Saint-Germain de Pont-Romieu, (Pont-Romieu, section de cette paroisse), où l'on franchissait la Dordogne, ainsi presque entre Saint-Germain et Mouleydier, le Trajectus des antiquaires du Périgord dont nous adoptons l'avis : le Trajectus était à 21 lieues de Vesuna, environ 47 kilomètres (46,650); Mouleydier en est distante de 48 kil. et Saint-Germain de 49, mais de clocher en clocher, de telle sorte qu'à Mouleydier, sur la rive droite de la Dordogne, où ce passage était placé, il n'y avait juste que les 47 kilomètres séparant Trajectus de Vesuna. Il restait encore des vestiges très reconnaissables de la voie à Saint-

Germain, et surtout au-dessous du Grand-Mons, après lequel elle disparaissait, de même que la continuation de cette voie passant par Issigeac, puis en Agenais, entre Castillonnès et Montflanquin, se perdait au milieu d'une immense plaine, dit Boudon de Saint-Amans dans ses *Études sur les antiquités du Lot-et-Garonne*, pages 22, 23, au sujet de « ce fragment de de voie romaine, très bien conservé, mais absolument isolé dans cette vaste plaine. » Si ce fragment, suite de la voie de Périgueux à Agen par Mouleydier (*Trajectus*), Issigeac, Eysses était ainsi isolé, c'est que, comme on vient de le voir, le chemin n° 21, qui suivait d'abord le tracé de la voie romaine, en avait été dévié pour diriger sur des localités nouvelles, des bastides récentes, sur Bergerac, etc. De là, l'origine du fragment de la voie antique resté isolé, perdu au milieu des champs près de Castillonnès, par suite de l'abandon, en ce point de cette même voie qui, autrefois, continuait directement d'Issigeac sur Eysses, sous les noms de *causada* et de *camin herrat*, deux ordinaires synonymes de chemin romain.

Dans son parcours dans la section du Grand-Mons, cette voie antique était connue dans cette commune sous son ancien et vrai nom de *voie* romaine, sous celui de la *causada* ou chaussée, aux abords d'Issigeac, dont elle traversait la forêt, de même que la route n° 21 qui continue toujours de Limoges et Périgueux, jusqu'à Agen. Près d'Issigeac, on en trouvait des parties bien conservées, surtout devant Ferrand, où la voie présentait d'énormes pierres sur ses accotements. En se rapprochant de la Dordogne, l'aggr partait du voisinage du Port-du-Noyer, avait environ la hauteur (1^m à 1^m et demi) et la largeur entre fossés (7 à 8 mètres) des voies romaines ordinaires, sur lesquelles roulaient des chars étroits tous de mêmes dimensions, de manière que les roues de chacun d'eux s'encastraient ou s'emboîtaient dans la même rainure creusée par un passage incessant, comme on le voit dans les ornières du large dallage des étroites rues de Pompéi. Dans le passage cité de son introduction, auquel nous nous référons, M. de Gourgues ajoute avec raison que cette ancienne route, se prolongeant ainsi jusque et au-delà de la

Dordogne (et j'ajoute jusqu'à la Garonne), identifie la voie de Vesuna à Aginum avec la direction de cet agger qu'il décrit avec soin et fait aussi identifier la station de Trajectus sur la ligne de Cahors à Périgueux, dit-il, (c'est celle d'Agen à Périgueux), avec Mouleydier, cette opinion étant corroborée « par l'existence d'une voie semblable sur l'autre rive de la Dordogne, dans la direction de Vesuna, » c'est-à-dire du prolongement naturel de la voie jusqu'à Périgueux.

On a vu que Leydet avait cherché Trajectum à Drañacum, Drayau sur Dordogne, commune de La Linde, au-dessous de Trémolat, au lieu de le voir près de Mouleydier et de Saint-Germain de Pont-Romieu, selon l'opinion bien fondée des antiquaires du Périgord. La Commission citée adopterait de préférence le Port-de-Couze, canton de Beaumont, mais avec le signe dubitatif? Mais le Port-de-Couze est plus éloigné d'Excisum de trois lieues gauloises ou de sept kilomètres que ne l'indique l'Itinéraire de 461, mettant Trajectus à 21 lieues ou 46*641 d'Eysses ou Excisum : car la Commission reconnaît que le Port-de-Couze est à 24 lieues ou 53* d'Excisum ou Eysses, dit ici avec raison la Commission, si, au sujet de la ligne de Bordeaux à Lyon, elle indique ce même point invariable Excisum ou Eysses avec le signe dubitatif? Saint-Amans, p. 21, avec d'Anville, *Notice de la Gaule*, p. 651, mettaient Trajectus à Pontour où la route qui se dirigeait d'Aginum vers le Lot, traversait la Dordogne et aurait abouti, d'après d'Anville, à Argentomagus, Argenton, dans le Berry, route presque entièrement détruite, ajoute Saint-Amans, à la réserve de quelques légères traces de cette voie encore conservées ou observées près de l'antique Eysses, placée au-dessus de Villeneuve-d'Agen, bastide construite vers 1260 et plus près du Lot. Mais ces traces d'une voie romaine sont les vestiges soit de celle de Périgueux à Agen et Cahors, par Eysses ; soit du chemin de César ou du *camin herrat*, qui se dirigeait directement d'Aiguillon à Cahors par cette même grande station d'Excisum à quadruple embranchement.

Toutes les indications ci-dessus, autres que celles de Mouleydier, sont erronées, ainsi que celle de La Linde, si on voulait y placer Trajectus. J'ajouterai un argument qui sem-

blerait peut-être favorable à l'avis de la Commission relatif au Port-de-Couze : c'est qu'on pourrait s'appuyer sur un titre de 1470 mentionnant un chemin de Couze à Périgueux, *iter quo itur de Coza versus Petragoras*. Mais chaque localité avait un petit chemin plus ou moins voisin pour se rendre de son centre vers un chemin plus important se dirigeant sur Périgueux : ainsi, de deux chemins partant de Mouleydier vers Périgueux, l'un court en droite ligne vers la Monzie-Montastruc, dans la direction de la forêt et le Pont-Romieu de Vern et de là sur Vesuna. De l'autre côté de la Dordogne, nous avons vu la voie traversant la forêt d'Issigeac, entrant dans l'Agenais, non loin de Castillonnès, où elle se perdait, atteignait directement Excisum-Eysses, près de Villeneuve-d'Agen, où elle se croisait avec la voie vers Cahors, comme le fait la route n° 21 avec la route n° 111 sur la rive droite du Lot de Clairac à Cahors. A Eysses toujours, la voie de Vesuna, dont on retrouvait là des vestiges, franchissait le Lot, pour se diriger sur Agen, rencontrait sur la rive gauche *lou camin herrat* ou chemin de César d'Aguillon à Eysses et Cahors. C'est là, au-dessus du confluent du Lot et de la Garonne, un territoire riche en monuments en ruines et en souvenirs : là se joignaient diverses voies, protégées par des établissements militaires, des remparts à Aguillon, un camp statif à Saint-Côme, sillonnées par des tours rondes ou carrées massives, telles que la Tourasse en ruines de Mars-en-Côme, qui a son pendant dans la Tour carrée appelée comme celles de la Saintonge, la Pirelonge, élevée sur les hauteurs de la rive gauche de la Garonne, entre Buzet et Damazan. Saint-Amans a décrit sommairement et donné les dessins informes de ces deux tours, desquelles, après examen sur les lieux, j'ai donné les coupes, plan et élévation, planche 16 de mon Album de ma découverte de Cassinogilum à Caudrot, parce qu'en cette localité il existait autrefois, comme à Gironde, une tour massive en briques. En avant de Caudrot s'élevait à la Manne (*Mansio* ?), dans Saint-Pierre d'Aurillac, une pyramide dite *Piroe-d'Aguillon*, à 51 kil. de Bordeaux ou 23 lieues, comme l'indiquait une colonne milliaire trouvée non loin de là : *Aginnum*, XXIII L.

Dans le voisinage d'Aiguillon on trouvait encore deux autres Tourasses, aujourd'hui renversées, et qu'on n'a pas signalées, l'une à Miramont de la Garrigue, l'autre à Bouran, sur la voie appelée *Camin Herrat* ou chemin de César d'Eysses ou de Villeneuve-d'Agen à Aiguillon, où la voie traversait la Garonne. Il y avait aussi dans la plaine Saint-Jean un emplacement appelé Camp-Ramoun, dont le nom, altéré sans doute, rappelle celui du Camp-Roumo, sur la hauteur en face du Mas, emplacement si riche en antiquités romaines.

Nous avons donné ces détails dans le but de montrer combien Vesuna et le Périgord avaient de nombreux et faciles moyens de communication avec les principales cités des Gaules, ainsi de ce côté du Lot et de la Garonne, avec Aiguillon, Eysses, Agen, et par ces stations avec les voies sur Nérac, Condom, l'Armagnac et la Gascogne, notamment avec le chemin de Sos à Aiguillon, Excisum, appelé la Ténarèzes, *iter Caesaris*, dit-on, lequel franchissait la Garonne à Thouars, allait rejoindre la route dite le chemin de César ou *lo camin herrat*, sur la rive gauche du Lot, qu'elle traversait pour aller d'Eysses à Dibona ou Cahors. Il y avait encore, dit M. de Saint-Amans, une autre voie directe d'Agen à Cahors par l'intérieur et de laquelle il restait des vestiges en avant d'Agen, qu'on observait à Lux, aux Tricheries.

Par Agen, Vesuna pouvait communiquer avec Toulouse, avec la voie d'Agen à Lectoure, à Saint-Bertrand-de-Comminges, où le prétendant roi Gondevald, réfugié, assiégé par les Francs, fut trahi et assassiné par ses avides et lâches partisans, en 585.

Par Bordeaux et Bazas, le Périgord pouvait entretenir d'utiles relations commerciales avec Dax, Bayonne et l'Espagne. Par Eysses, il pouvait rejoindre la grande voie de Bordeaux à Lyon, par Cahors ou Dibona, Eysses, Excisum, Agen et Bordeaux. Par Saintes comme par Limoges, on pouvait se rendre de Vesuna à Poitiers, Orléans, Tours, Paris, s'il n'y avait une route directe de Vesuna à Chassenon et Poitiers, le centre des voies principales reliant l'Aquitaine avec la Celtique, et si bien réparées pendant son long règne de 565 à 614 par Brunehaut, à la fois maîtresse des impor-

tantes cités de Limoges, Cahors, Clermont, Bordeaux, Béarn et Bayonne, au moins depuis 567 ou 568, jusqu'à ce que, par le traité d'Andelot, en 587, elle dut remettre à Gontran la plupart de ces cités ; elles furent revendiquées par son fils Childebert, bientôt investi par Gontran de l'héritage de ce roi par la remise que fit publiquement celui-ci de sa lance entre les mains de ce neveu et fils d'adoption, né de son frère Sigebert, tué par les sicaires de Frédégonde, et à l'exclusion de son autre neveu Clotaire II, le fils *prétendu* de son autre frère Chilpéric et de Frédégonde, duquel enfant Gontran avait d'abord grandement soupçonné l'illégitimité (1).

Nous avons rappelé, au sujet de Brunehaut, que cette reine, qui répara ou créa tant de grands chemins dans les régions de la Gaule soumises à sa domination, construisit aussi des églises, des monastères et des châteaux, notamment en Aquitaine. Le nom de la ville de Bruniquel, en Quercy,

(1) C'est Grégoire de Tours qui appelle *prétendu* fils de Chilpéric le fils de Frédégonde, âgé de quatre mois, et auquel Ansoâlde donna le nom de Clotaire II, en le proclamant roi. (*Lib. VIII, c. 31.*) Ce courageux évêque, qui traite Chilpéric, assassiné en 584 par ordre de sa femme, de Néron et d'Hérode de son temps et qui signale les crimes de Frédégonde, du vivant de cette reine morte seulement en 597, Grégoire de Tours dévoile les motifs de ses doutes sur la légitimité de Clotaire. On avait demandé au roi Gontran de tenir cet enfant sur les fonts de baptême. Trois fois Gontran était arrivé à la Noël, à Pâques et à la Saint-Jean, et trois fois on avait éludé de présenter Clotaire à la cérémonie. « Pourquoi me cacher cet enfant, dit le bon roi, s'il était réellement de notre race ? C'est plutôt le fils de quelque leude (de l'amant de la reine) ; je ne veux pas le reconnaître à moins de preuves certaines » (*VIII, c. 1.*) Frédégonde assembla trois évêques et trois cents des meilleurs hommes, qui jurèrent que Clotaire était le fils de Chilpéric. (*VIII, 9.*) Gontran se contenta de ce singulier affidavit, mais non Grégoire de Tours, qui traite Clotaire de *prétendu* fils de Chilpéric et rappelle une étrange circonstance, à savoir : que Frédégonde étant assise un jour à la table du roi Gontran qui la pressait en vain de continuer son repas, s'en excusa en disant : « Il faut que je me lève pour enfanter. » Ces paroles frappèrent de stupéfaction Gontran, qui savait que quatre mois auparavant elle avait déjà mis un enfant au monde. (*Lib. VII, c. 7, pages 420, 479, 480, 511 de la traduction Guizot, édition Alfred Jacobs.*)

aujourd'hui dans le Tarn-et-Garonne, près le château de Castelnau-de-Bretenous, a paru autoriser divers historiens, notamment Velly, I, p. 203, à attribuer à cette reine la fondation de cette localité, placée au confluent de l'Aveyron et de la Vère, à raison de l'apparence de l'étymologie de ce nom de Bruniquel, *Reginæ Brunechildis castrum*.

Mais en Périgord, on trouve également un Bruniquel ou Bourniquel, non loin de la bastide Molières, lequel nommé jadis Bruniquel (Lespine, archives de Cadouin en 1281, et Bruniquellum, Coutumier de Beaumont, 1286, et en 1285, dans la charte du roi anglais Édouard à la bastide de Molières), peut revendiquer aussi bien la même origine et la même reine Brunechild pour fondatrice, si l'on n'a d'autres preuves que la même raison d'étymologie. Brunehaut a pu bâtir un château dans ce dernier endroit, de même que dans le Quercy. Le chemin dit de la Reine ou de la Reine-Blanche, selon les paysans, dans le voisinage de Molières, pourrait de même être attribué à cette grande reine, devenue maîtresse du Périgord avec son fils Childebert, en 593, à la mort de Gontran, roi dont Childebert était l'unique héritier. M. l'abbé Goustat a, dans le tome X du *Bulletin* du Périgord, p. 644, émis cette même opinion. J'ajouterai que le chroniqueur mérovingien dont j'ai cité le passage inédit se borne à mentionner que le château construit en briques et pierres par Brunehaut était en Aquitaine, près d'une forêt giboyeuse et d'un cours d'eau, deux conditions qui se réunissent ici en faveur du Bourniquel et Bruniquel périgourdin, cette ville ayant été édifiée à proximité d'une forêt et d'une petite rivière, affluent de la Dordogne, la Couse. Je ne sais plus si c'est à la forêt ou au ruisseau que cet historien donne le nom de Lesonne. Les noms des cours d'eau ont subi les plus grands changements, de même que leur lit.

Nous avons dit que par Excisum ou Eysses, le Périgord pouvait rejoindre la grande voie de Bordeaux à Lyon par Dibona, Cahors, Diolindum, Excisum, Aginum, Fines, Ussubium et Burdegala.

Quant à Diolindum, que Leydet, lisant Brolindum, nom porté sur la seconde feuille de la carte de Peutinger et

remplacé par celui de Diolindum sur la troisième, voulait à tort placer au Breuil, au confluent de la Vézère, près du village de Sor sur Dordogne, à raison des restes d'un pont et d'une antique chaussée subsistant encore en cet endroit en 1764, et que Lamartinière mettait par une erreur plus grande sur la Garonne, d'après Wilfer, dit-il, nous déterminons cette station aux bords du Lot, comme l'a fait la Commission de la carte des Gaules, mais non à Duravel, ville qu'adopterait de préférence cette Commission, toujours toutefois avec le signe dubitatif : Diolindum, Duravel? Nous avons montré que si, près de Duravel, on aurait signalé les vestiges d'un camp romain, ce n'était pas là un motif suffisant pour y placer la mansion de Diolindum, sur des hauteurs très escarpées, à 150^m au-dessus du Lot, le camp établi à une telle élévation ayant plutôt pour destination de surveiller et de protéger la région et la route passant au bas dans la plaine. Nous avons à cet égard un autre exemple concluant au Mas d'Agenais, *Pompejacum castrum*, dit avec raison M. Longnon, *Géographie de la Gaule au VI^e siècle*, p. 552. Là, le camp romain statif, encore appelé *lou Camp Roumo*, est établi sur un haut plateau, à l'opposé et au-dessus du Mas et de la voie romaine de la rive gauche de la Garonne. Duravel peut être d'autant moins Diolindum, que cette station est indiquée par la Table à une distance de 19 lieues de Dibona ou Cahors, soit à 42^k150 et que Duravel n'en est éloigné que de 38 kilom.; que de plus, entre Excisum (nom d'Eysses encore au XIII^e siècle, *abbas de Exciso*, titres de 1254, 1279), et Diolindum, la Table indique 21 lieues ou 46^k672 et que Duravel n'est éloigné d'Eysses que de 16 lieues ou 35 kil., d'après la Commission. Nous placerions Diolindum à environ 5 kilomètres en aval et en deçà de Duravel et à environ 10 kilomètres plus haut, dans une localité ou disparue ou inconnue, aux extrêmes frontières des départements du Lot et de Lot-et-Garonne, entre et au-dessus de Condat, au confluent du Lot et de la Theize, et de Touzac, localité distante de Cahors de 43 kil., presque la même distance indiquée pour Diolindum, ou vers St-Martin-le-Rond.

La station de Fines, placée aux extrêmes frontières du

pagus des Nitiobriges et de celui des Vasates, de l'Agenais et du Bazadais (ce pagus dans la Gironde aujourd'hui), a été l'objet de nombreuses et diverses conjectures. Nous avons vu que Boudon de Saint-Amans place Fines vers Caumont, à Figneis ou Higneis (le patois gascon comme le saintongeais remplaçant l'F par H aspiré, ainsi *Camin herrat* pour *Camin ferrat*. Pour nous, nous voyons Fines dans Figneis ou Figuies aujourd'hui. Cette localité touche en effet aux naturelles et dernières limites de l'Agenais et du Bazadais, près et au-dessous de Mazerolles et de Romestaing (*Romana statio* ?) et non loin de Grignols, en Bazadais (Gironde), localité vers laquelle on croit fort que la voie de Bazas se dirigeait et qui pourrait être la station de *Tres Arbores*, à cinq lieues gauloises de Bazas, si ce n'est Casteljaloux, jadis en Bazadais.

Des savants agenais ont cru voir Fines dans Aiguillon, mais cette ville est en plein Agenais, loin de toutes frontières, le diocèse de Condom n'existant pas encore et compris d'abord dans celui d'Agen. C'est la faible distance indiquée par l'Itinéraire d'Antonin, entre Aginum et Fines, celle de 15 lieues ou 33*315 qui a fait chercher à tort à Aiguillon Fines qui n'indiquerait alors que les limites propres de la circonscription urbaine d'Agen et non celles de la *civitas Aginum*, métropole de tout le territoire des Nitiobriges. En cela, on se trompait encore : car d'Anville, *Notice des Gaules*, p. 366, dit qu'en suivant le cours de la Garonne, on n'arrive guère après 15 lieues qu'à Tonneins, sans atteindre le Mas d'Agenais, malgré son nom ; il suppose qu'à la place des 15 lieues indiquées entre Agen et Fines, il faudrait en mettre 20 pour trouver Fines tout près de la Garonne et pas trop loin du Mas. Mais : 1° 20 lieues ou 44 kil. ne suffisent pas pour atteindre les frontières de l'Agenais ; car il y a déjà environ 59 kil. du Mas à Agen et 71 d'Agen à Meillan, sur l'extrême limite de l'Agenais et du Bazadais ; 2° l'emplacement qu'indique la carte de d'Anville trop près de la Garonne n'est nullement sur les confins de ces deux diocèses, ce qu'exige pourtant le terme significatif et générique de *Fines*. Cette station devait être plus à l'intérieur et sur ces mêmes extrêmes frontières contiguës. Les 20 lieues sup-

posées étant encore insuffisantes, il est plus naturel d'admettre que dans la Table indiquant 73 lieues ou 163 kilom. environ entre Agen et Bordeaux, selon le tracé de la voie romaine, savoir : Aginum à Fines, XV; de Fines à Ussubium, XXIII; Ussubium à Sirione, XX, Cérons, Sirione à Bordeaux, XV (ou Sirione à Bordeaux, IX et Stomatias (St-Médard-d'Eyrans), VII=XVI, soit 74 lieues par la route de Bazas ou par la voie de Bordeaux à Jérusalem), il y a eu une transposition de chiffres effectuée par l'inadvertance des copistes qui réciproquement auront mis entre Ussubium et Fines les chiffres (XXIII), qui devaient être placés entre Aginum et Fines, au lieu de ceux de XV. C'est l'opinion formulée par Saint-Amans, pages 13 et 24, qui fait justement remarquer que cette transposition semble être démontrée par la seule inspection de la Table de Peutinger, où Vesubio est le double plus près de Fines (33 kil.) que Fines ne l'est d'Agen (51 kil.). Saint-Amans substitue par suite le nombre 24 à celui de XV, et place ainsi à environ trois lieues de la Garonne, avec la carte de Delille à Higneis ou Figneis, vers Caumont, la station de Fines, dont la dénomination n'est presque point altérée, dit-il, d'autant qu'avec cette rectification la distance, soit d'Agen, soit d'Ussubium et Fines, se trouve conforme à celle portée dans la Table et dans l'Itinéraire (1).

Nous plaçons *Fines* à Figuières d'Agenais, en face de Grignols, sur les frontières des Vasates et des Nitiobriges. La route qui, partant de Sainte-Bazeille et d'Hures à Grignols, longe ces frontières et passe près de Figuières, forme la ligne de démarcation entre le pagus et le diocèse d'Agen et le diocèse de Bazas, ligne dont le prolongement sépare, du côté des Landes et de l'Armagnac, le diocèse de Bazas de celui de Condom, dernier diocèse créé seulement au xiv^e siècle, aux

(1) Le texte porte XXIII lieues, soit 51 kil., et non XXIV ou 53 kil. Mais admettons ce chiffre, avec les XVI lieues portées sur la voie de Bazas : Saint-Amans trouve 70 à 74 lieues gauloises entre Bordeaux et Agen, lesquelles, réduites en lieues de France, n'en font que 35 ou 37, la lieue gauloise, dit-il, n'étant que de 1,500 pas. Mais la lieue gauloise équivalait à un mille et demi romain (1,480 + 741) ou 2,221⁵ ou 1,140 toises.

dépens de la partie méridionale de celui d'Agen. Il ne s'agit donc nullement d'un Fines placé sur une frontière entre le Condomois et le Bazadais.

Quant à Ussubium ou Vesubio, nous persistons à placer cette station dans la Gironde, à Hures, autrefois *Urs*, localité abondante en mosaïques, en antiquités romaines et en souvenirs. Jouannet a dit sans doute, dans sa *Statistique de la Gironde*, que Meilhan, en Agenais, aurait presque autant de droits que Hures pour qu'on l'identifiât avec Ussubium. Mais Meilhan, *Mediolanum*, ou l'ancien *Vellarum* ? a toujours été en Agenais *in* ou *juxta terminum Aginnensis urbis*, et Sainte-Bazeille, villa gallo-romaine très antique, autrefois en Bazadais, devrait même avoir à ce sujet la préférence sur Meilhan. Sainte-Bazeille est ou était aussi riche en souvenirs et en fragments romains et mérovingiens (Voir notre Album de la découverte de Cassinogilo à Caudrot, Gironde); elle a vu substituer à son nom primitif inconnu celui de la sainte martyre Basilia, qui, convertie au christianisme, y fut, dit-on, mise à mort par son propre père. Mais cette ville est sur la rive droite de la Garonne, ainsi que la Réole, où l'on a voulu aussi placer Ussubium. Or, cette station étant sur la rive gauche, on ne peut la trouver qu'à Hures.

Il faut remarquer ici que si nous avons raison de placer Fines à Figuières, en face de Grignols, arrivé sur ce point, on pouvait prendre la voie de Bordeaux à Jérusalem ou celle de Bazas qui pouvait se prolonger jusqu'à Grignols. On pouvait aussi rejoindre *le chemin Galien* : mais comme l'Itinéraire indique le passage par Ussubium, il fallait donc remonter le long de la frontière de Fines ou de Grignols jusqu'à Ussubium ou Hures, placé à peu de distance de la Garonne et où l'on rencontrait l'une des voies riveraines de ce fleuve. Mais notre détermination de ce Fines implique une route militaire romaine directe d'Agen à Aiguillon et à Fines par l'intérieur des terres, courant en droite ligne sur une longueur de 51 à 53 kil., indépendante des deux autres voies riveraines, soit la co-existence de trois grands chemins stratégiques dont la possession rendait les Romains maîtres absolus de tout le pays et à l'abri de toute surprise.

Nous prions nos lecteurs de nous suivre, notre carte sous les yeux, dans une excursion à travers les voies romaines de l'Aquitaine intéressant le Périgord que nous allons faire avec Grégoire de Tours, au sujet d'un événement historique remontant aux années 584 et 585. Elle montrera combien à cette époque lointaine les voies stratégiques rendaient faciles les communications, notamment à travers le Périgord. Il s'agit de l'entreprise de Gondovald, fils réel de Clotaire I^{er}, mais renié par ce roi à cause de ses doutes sur la moralité de la mère de ce jeune homme. Prince mérovingien chevelu, élevé d'abord comme tel, puis emprisonné à Cologne, il s'en échappa et se réfugia en Italie auprès de Narsès qui le maria et l'envoya à Constantinople. Là, il fut bien accueilli comme un prétendant à l'un des royaumes franks. Voyant en sa personne un moyen de s'immiscer dans les affaires intérieures des rois franks, la cour de Byzance encouragea ses prétentions. Brunehaut et son fils Childeburt, roi d'Austrasie, alors brouillés avec Gontran, prirent secrètement parti pour lui. Le duc Gontran Boson, qui devait le trahir, vint à Byzance et persuada à Gondovald de se rendre en France pour y reprendre son rang et la couronne. La majorité des seigneurs austrasiens écrivirent en sa faveur aux principaux évêques, d'abord à celui de Marseille, Théodore, qui lui fournit des chevaux. Aussi, le roi Gontran, après la chute de Gondovald, reprocha-t-il à cet évêque d'avoir introduit en Gaule un étranger pour soumettre le royaume des Francs à la domination de l'empereur. Gondovald, apprenant l'assassinat de Chilpéric et l'avènement, à l'âge de quatre mois, du prétendu fils de ce roi, partant de Marseille, se rendit à Avignon, auprès du duc Mommoie ; là, il réunit une armée et des trésors, notamment ceux enlevés à Rogonthe, fille de Frédégonde, trésors portés par des chameaux chargés d'or et d'argent. D'Avignon, il se dirigea vers Limoges pour aller de là se faire introniser à Paris. Il s'y rendit par la voie de Rodez et Figeac, ou par le chemin de Bordeaux à Lyon, passant par Cahors. Il s'arrêta à la ville appelée le Pont sur la Curelia, la Corrèze, Brive, ou Bridge, pont en celtique, c'est-à-dire à Brive-la-Gaillarde, où il se fit couronner roi.

De Limoges, il marchait sur Poitiers quand il apprit que le roi Gontran accourait de là avec son armée, et que Childebert, réconcilié avec Gontran, l'abandonnait. Il revint sur Saintes par la voie romaine remplacée par le *chemin Boisine*, puis par l'embranchement de Sarrum ou Charmant, sur Angoulême, deux villes dont les évêques se déclarèrent en sa faveur, comme allaient le faire ou l'avaient fait les évêques de Bordeaux, d'Agen, de Cahors. D'Angoulême, par la voie directe représentée par notre *chemin Peyrat*, Gondoald se rendit à Périgueux, où il maltraita l'évêque Charterius ? qui n'avait pas voulu le recevoir comme roi. Par la voie de Vesuna à Bordeaux, il se rendit auprès de l'archevêque de cette cité, Bertchramn, qui, quoique parent par sa mère du roi Gontran, favorisait Gondoald, ainsi que Garachaire, comte de Bordeaux. Il allait se diriger sur Toulouse. Cependant l'armée de Gontran, arrivée sur les bords de la Dordogne, apprit que Gondoald était en pleine fuite par la rive gauche de la Garonne, se rendant vers la ville forte de Lugdunum-Convenarum, St-Bertrand-de-Comminges. L'armée se précipita à la poursuite du prétendant par la rive droite de la Garonne. Les Franks franchirent bientôt avec leurs chevaux le fleuve à la nage, non sans perdre assez des leurs. Ils rencontrèrent sur leur route des chevaux fatigués ou fourbus et des chameaux chargés d'or et d'argent que Gondoald avait abandonnés dans sa fuite. Après cette riche capture, les Franks, se rendant dans une ville riveraine où saint Vincent d'Agen avait subi le martyre, trouvèrent les habitants enfermés dans l'église du saint avec toutes les richesses qu'ils y avaient entassées, dans la croyance que les Franks, convertis au christianisme depuis Clovis, ne violeraient pas cet asile sacré et la basilique d'un aussi grand saint. Mais les barbares franks, brisant les portes, mirent le feu à l'édifice et firent périr un grand nombre de personnes, après avoir pillé tous les trésors. De là, ils furent assiéger dans St-Bertrand-de-Comminges le malheureux Gondoald qui, trahi par ses avides et lâches partisans dont plusieurs, notamment Boson, avaient volé ses richesses et lui promettaient la vie sauve, fut assassiné par ce même duc Gontran

Boson, qui lui brisa la tête d'un coup de pierre. Les Franks, qui n'avaient pu emporter la ville d'assaut, y entrèrent alors, en massacrèrent les habitants, mirent le feu aux édifices, après avoir tout pillé, et ne laissèrent de l'antique cité que le sol calciné. Voilà ce que nous apprend Grégoire de Tours, notamment dans le livre VII de son *Histoire*, c. 25, 28, 31, 35.

La ville où saint Vincent avait souffert le martyre, située sur une colline, au-delà de la Garonne, c'est-à-dire sur la rive gauche de ce fleuve, est nommée dans ses actes *Castrum Vellanum, in agro Mereonensi* (Marmande ?) dans lequel s'élevait le grand temple de Vernemetis, dit l'évêque poète Fortunat, et d'où les prêtres païens faisaient descendre du temple dans la rivière un ballon lumineux qui remontait de la rivière dans le temple, miracle artificiel que saint Vincent empêcha par un autre miracle réel, qui causa sa mort : cette ville de Vellanum nous paraît être ou Meilhan, située aux extrêmes confins de l'Agenais et du Bazadais, ou la ville voisine et romaine du Mas d'Agenais. Les Franks, en 585, arrivèrent à la basilique de saint Vincent, à l'endroit où ce saint avait, dit-on, souffert le martyre, basilique située *juxta terminum Aginnensis urbis* (lire : *civitalis*), dit Grégoire de Tours.

La *Vie de saint Vincent* rapporte qu'après cent cinquante ans, le corps du martyre fut transporté de Vellanum à quatre ou cinq milles plus loin (entre neuf et onze kilomètres), au *Castrum Pompejacum*, où s'éleva aussi une église de Saint-Vincent, embellie par Léonce II, archevêque de Bordeaux, qui la fit couvrir en plomb. Ce *Castrum Pompejacum* serait plutôt le Mas d'Agenais, comme le déclare M. A. Longnon, (*Géographie de la Gaule, au VI^e siècle*, p. 552), et le Mas est sans doute aussi la place que ruinèrent et pillèrent les Franks, bien que ce ne fut pas là le Vellanum où saint Vincent avait subi le martyre, mais la place où son corps avait été transporté. A Vellanum, sur les ruines du temple païen de Vernemetis, le même Léonce, archevêque de Bordeaux, avait édifié une autre belle église dédiée au même saint Vincent, nous apprend le poète Fortunat (580-609), ami et contemporain de Léonce II. Cet archevêque était propriétaire d'une villa à

Premiacum, Preignac, et c'est sans doute depuis lui que tant d'églises, dans le voisinage de Langon, ont été consacrées à saint Vincent et que la Saint-Vincent est une fête locale et patronale des plus répandues dans toute cette région.

Arrivé à la fin de cette étude trop longue, je dois prévoir un autre reproche qu'on pourrait m'adresser, et y répondre, à savoir, que je n'ai en rien mentionné des voies secondaires reliant diverses localités du Périgord entre elles et avec certaines villes des pays ou départements voisins. Mais les données nous en ont paru trop incertaines pour les discuter, ces voies pouvant être ni d'origine gauloise, ni de construction romaine, et dater des ^{xii}^e ou ^{xiii}^e siècles aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e. Ainsi, Jouannet, dans sa Statistique de Sarlat, a émis la conjecture qu'une voie romaine directe de Vesuna et Sarlat à Cahors aurait traversé la plaine de Saint-Cyprien et passé à Constaty, localité qui a offert beaucoup d'antiquités, de mosaïques et d'ateliers de poterie, et dont le nom Constaty dériverait, selon lui, de *cum statione* ! Mais il n'y a dans cette étymologie fantaisiste rien qui fournisse une conjecture assez plausible pour autoriser à croire à la réalité d'une voie romaine de Sarlat à Cahors. Tout au plus, on pourrait penser qu'il pouvait exister un embranchement de Sarlat sur Gourdon, d'où pouvait partir une courte route rejoignant la voie de Cahors à Brive et à Limoges. Nous aurions supposé aussi une voie secondaire reliant Vesuna avec Brive sur cette voie de Cahors. Mais le Périgord était assez abondamment doté de voies de communication antiques certaines sans en rechercher d'incertaines. Parce qu'il y a un pont appelé Pont-Romeu, commune de Belvès, un chemin dit romain qui va à Roque-Amadour en passant par Saint-Amand-de-Belvès, il ne faut pas en conclure le passage d'une voie romaine dans ces localités ; ou bien on en trouverait beaucoup d'autres, tels que le Pont-Roumeu à Cadouin, le Pont-Romeu sur l'Auvézère, commune d'Antonne (le *Périgord illustré*). Nous croyons peut-être que, séduit par ces noms, on est allé trop loin dans ces conjectures.

Ainsi, un illustre savant, M. de Gourguès, après avoir

signalé le groupe des voies militaires antiques dont le point de départ est Poitiers et qui se dirigent sur Vesuna par deux autres routes, l'une par Angoulême, l'autre par Limoges (il oublie celle de Saintes), ajoute, p. XXXVII : « Au sud de Vesuna, deux directions aussi, l'une sur Agen par Trajectus, Mouleydier, et par Issigeac et peut-être une seconde par Port-Lena, Banes et Beaumont, l'autre sur Cahors directement, sans passer par Excisum, par la vallée de la Dordogne et Belvès. » Cet auteur cite dans son Dictionnaire, Banes, hameau de Beaumont, *vicus de Banas, Breviar. Sarlat*. Propre de saint Avit, v^e siècle, dont le légendaire vivait au vi^e. Mais il n'y a rien d'assez bien fondé dans ces conjectures pour en tirer quelque certitude. Nous ne demanderions pas mieux que de nous tromper dans nos critiques et de voir de plus heureux chercheurs trouver, à l'appui de ces hypothèses patriotiques, des indices ou des preuves et découvrir des traces de ces chemins supposés romains ou gaulois. Pendant notre trop court séjour au château de la Chapelle-Foucher et non Faucher, *nobile hospitium de Richemont-Chabans*, nous avons étudié sur place et cru retrouver d'autres voies secondaires, peut-être gauloises. Mais notre étude avait été trop rapide et trop incomplète pour nous arrêter à essayer d'indiquer le tracé de ces voies anciennes. Nous laisserons à d'autres plus compétents et plus heureux le soin de les rechercher et déterminer s'il y a lieu.

Louis-Charles GRELLET-BALGUERIE.



NOTE

SUR

DEUX SCEAUX PÉRIGOURDINS.

La présente note a pour objet de donner quelques détails sur deux sceaux périgourdins qui m'ont paru offrir un intérêt particulier.

I

SCEAU DE JEAN D'ASSIDE, ÉVÊQUE DE PÉRIGUEUX

(1168).

Dans mon ouvrage sur les sceaux se rapportant au Périgord (1), j'ai eu occasion de décrire celui de Jean d'Asside et de faire remarquer qu'il était le plus ancien sceau périgourdin connu *en empreinte originale* (2). Je l'ai découvert à la Bibliothèque nationale, dans un volume du fonds Clairambault (3); il est frappé sur le côté plat d'un bloc ovoïde de cire blanche, et il est parfaitement conservé. On en trouvera ci-contre un dessin reproduit d'après une épreuve photographique. Il m'a paru utile d'y joindre la transcription de la charte à laquelle il est appendu. Cette charte, d'une belle écriture très lisible, est également dans un état de parfaite conservation. Elle a pour objet un don

(1) *Sigillographie du Périgord*, 2^e édition, p. 355, n° 1,031.

(2) Celui de Raymond de Saint-Astier, évêque de Périgueux, est antérieur (1150), mais on n'en a qu'un dessin. (*Ibid.*), n° 1,030.

(3) Feu M. Demay, à qui je l'avais signalé, l'a compris dans son *Inventaire des sceaux de la collection Clairambault*, t. II, p. 52, n° 7,006. La charte se trouve dans le tome CCIX de la collection.

fait par l'évêque à Étienne, abbé de Saint-Amand-de-Coly, et au monastère de Saint-Amand, de la troisième partie de ce qui appartenait à Géraud de Mons sur l'église d'Archignac. En voici le texte :

Johannes, Dei gratiâ Petragoricensis episcopus, dilecto ac venerabili in Christo fratri Stephano, abbati Sancti-Amandi, et sibi canonicis successoribus in perpetuum. Justicie equitatisque ratio suadet piis votis promptus fauere, ut petitio que justa esse creditur, benignum consecuta favorem pium celerius solvatur effectum. Quippe, dilecte in Domino fili Stephane, abbas Sancti-Amândi, tam futuris quam presentibus notum fieri volumus quod nos, tum religionis intuitu, tum propter devotionem bonam quam erga nos te fratresque tuos habere cognoscimus, terciam partem quam Geraldus de Mons, sacerdos, habebat in ecclesia Sancti-Stephani d'Archanac, cum possessionibus ad eam pertinentibus, tibi et ecclesie Sancti-Amandi successoribusque tuis, consilio et assensu dilecti fratris nostri Archembaudi, archidiaconi, salva tamen in omnibus episcopali dignitate, donamus et eam et quietè perpetuo possidendam concedimus. Ut autem hoc donum nostrum inconcussum illibatumque permaneat, presentem paginam sigilli nostri auctoritate munimus et corroboramus. Huic siquidem donationi et concessioni interfuerunt et testes sunt : Petrus Morandi, ... ; Bernardus de Laiga, archipresbiter ; B. Rigaldi, canonicus de Briva ; Helias de Peirals ; Petrus de Betol, iunior ; Grimoardus de Plazac, canonici Sancti-Amandi ; Hugo, capellanus episcopi. Hoc vero factum est anno ab Incarnatione Domini M^o C^o LX^o VIII^o, Alexandro tercio papa ; Lodouico, rege Francorum ; Henrico, rege Anglorum, duce Aquitanorum et Normannorum.

II

SCEAU D'HENRI DE NAVARRE, COMTE DE PÉRIGORD

(1606).

Notre confrère M. le vicomte Gaston de Gérard a eu la bonne fortune de découvrir et l'obligeance de me signaler un sceau du roi Henri IV qui se rattache au Périgord. Ce sceau m'a suggéré quelques observations que je sou mets à la Société.

1



2



- 1° Sceau de Jean d'Asside, évêque du Périgord
- 2° Sceau du roi Henri IV, comte du Périgord

Voici tout d'abord la description du sceau :

Rond, 55^{mm}. — Provisions de l'office de notaire en la ville et juridiction de Sadillac, données à M^e Pierre Pauli par Bernard Charon, conseiller du roi, maître des requêtes ordinaires de son hôtel en son Etat de Navarre, vice-chancelier et garde des sceaux pour Sa Majesté en son comté de Périgord et vicomté de Limoges (Bergerac, 10 décembre 1606).

Légende. — HENRIC . DEI . GRA . REX . NAVARRE .
COMES . PETRAGOR . VICECOMES . LEMOVIC.

(*Henricus, Dei gratiâ rex Navarre, comes Petragoricensis,
vicecomes Lemovicensis.*)

Dessin. — Ecu coupé aux deux tiers de sa hauteur, ce qui forme comme un chef, lequel est parti de trois traits, soit quatre quartiers : Navarre, France, Albret (écartelé de France et d'Albret), Foix. Au-dessous, parti de deux traits, soit trois quartiers : au 1, coupé de Béarn et d'Armagnac ; au 2, Evreux ; au 3, écartelé en sautoir, d'Aragon en chef et en pointe, de Castille à dextre, de Léon à sénestre ; sur le tout du tout, Bigorre (1). Couronne royale fleurdelysée. L'écu embrassé de deux branches de laurier. Bordure d'oves.

(D'après un dessin dans le dossier Charon. Bibliothèque nationale, Mss., *Carrés de d'Hozier*, t. 173, p. 132. — On trouvera ce dessin reproduit dans la planche ci-contre).

On aura remarqué que dans la légende, Henri IV ne prend que le titre de roi de Navarre (où il régnait sous le nom

(1) Navarre : de gueules, aux chaînes d'or posées en croix en sautoir et en orle. — France : d'azur, à trois fleurs de lys d'or, 2 et 1. — Albret : écartelé de France et de gueules plain, qui est d'Albret ancien. — Foix : d'or, à trois pals de gueules. — Béarn : d'or, à deux vaches de gueules accornées, collotées et clarinées d'azur. — Armagnac : d'argent, au lion de gueules. — Evreux : de France, à la bordure componée d'argent et de gueules. — Aragon : d'or, à quatre pals de gueules. — Castille : de gueules, au château sommé de trois tours d'or. — Léon : d'argent, au lion de gueules. — Bigorre : d'or, à deux léopards de gueules.

d'Henri III); d'où l'on serait, au premier abord, conduit à penser qu'il n'était pas encore roi de France; cependant l'acte est de 1606, de beaucoup postérieur, par conséquent, à l'avènement d'Henri IV comme roi de France.

J'ai recherché à cette occasion quel avait été le *protocole* adopté par nos rois, dans la légende de leurs sceaux, pour les Etats ou provinces dont ils ont eu la souveraineté en dehors du royaume.

Plusieurs d'entre eux ont été simultanément, comme Henri IV, rois de France et rois de Navarre. Sur leurs sceaux on trouve toujours la mention des deux titres royaux. Il en est ainsi pour les rois capétiens Philippe IV, Louis X, Charles IV, Philippe V. Il en est de même pour les rois bourbons, depuis Louis XIII jusqu'à Charles X (1).

On peut citer en outre les sceaux ci-après :

Charles V. — Sceau delphinal, avec la légende :

.... FRANCORUM REGIS ET DALPHINI VIENNENSIS.

Louis XII. — ... « FRANCORUM, NEAPOLIS ET HIERUSALEM REX, DUX MEDIOLANI. »

François I^{er}. — Sceau delphinal : FRANCORUM REGIS, DALPHINI VIENNENSIS.

Le même. — Sceau pour le Milanais : MEDIOLANI DUX (ce qui précède est effacé).

François II et Marie Stuart. — Sceau collectif :

.... REGES FRANCORUM, SCOTIÆ, ANGLIÆ
ET HIBERNIÆ.

(1) L'Inventaire des sceaux des Archives nationales décrit deux sceaux d'Henri IV : ils sont tous les deux aux armes de France, sans addition des armes de Navarre.

Louis XIV. — Sceau pour le comté de Provence : LUDOVICUS XIII, FRANCIAE ET NAVARRAE REX, COMES PROVINCIAE (1).

On voit que le titre de roi de France, à cause de sa prééminence, est toujours mentionné, et toujours inscrit avant tous les autres.

Il paraît donc étrange que ce titre ne figure pas sur le sceau d'Henri IV décrit ci-dessus.

On peut dire, à la vérité, que si Henri IV était comte de Périgord, ce n'était pas en vertu de la succession de France, mais en vertu de la succession de Navarre, la maison de Navarre ayant hérité des maisons de Bretagne et d'Albret, qui avaient successivement possédé le comté de Périgord et la vicomté de Limoges.

Cette explication ne me semble pas toutefois satisfaisante. L'omission du titre de roi de France eût été contraire à tous les précédents et à la dignité même de la couronne.

Nous pensons qu'il y en a une autre, plus simple et plus rationnelle : c'est qu'on avait continué à se servir, après l'avènement d'Henri IV à la couronne de France, du sceau dont on faisait usage alors qu'il n'était que roi de Navarre.

A l'appui de cette dernière interprétation, je citerai un autre sceau d'Henri de Bourbon, alors roi de Navarre (1575). Ce sceau porte des armes identiques à celles du sceau qui nous occupe, dont il ne diffère que par ses dimensions moindres et par l'absence de légende (2).

Les mêmes armes, disposées de la même manière et dans le même ordre, se retrouvent sur divers sceaux dont furent revêtus, de 1581 à 1587, les actes du Conseil des finances de Navarre (3).

Mais en 1589, c'est-à-dire après l'avènement d'Henri

(1) Ce dernier sceau est mentionné dans le *Catalogue de la vente Charvet*, Paris, 1883. Les précédents sont décrits dans l'*Inventaire Douët d'Arcq*.

(2) Demay, *Inventaire des sceaux de Clairambault*, n° 6,672.

(3) P. Raymond, *Sceaux des Archives des Basses-Pyrénées*, n° 652 à 657.

de Navarre au trône de France, le blason fut modifié : à la série des quartiers placés en chef (Navarre, Bourbon, Albret et Foix), on en substitua une autre (France, Navarre, Albret et Foix) (1). Les armes de France occupèrent le premier rang.

Ce changement fut effectué au siège du gouvernement de Navarre; on négligea de l'opérer également pour le sceau dont il était fait usage en Périgord et en Limousin. De là l'emploi de ce dernier sceau, même après l'avènement d'Henri IV comme roi de France.

Ph. DE BOSREDON.

RECHERCHES INÉDITES D'ART ET D'HISTOIRE
SUR L'ABBAYE DE BRANTÔME (2).

L'ABBAYE DE BRANTÔME ET LA SEIGNEURIE DE BOURDEILLE

DEUXIÈME PARTIE.

LA GUERRE DES LÉGISISTES CONTRE BOURDEILLE.

I

Division de Bourdelle en deux seigneuries. — Deux châteaux et deux châtelains dans la même enceinte.

En prenant les choses à la lettre, l'arrêt de 1279 qu'avaient obtenu contre Bernard de Bourdelle l'abbé et le couvent de Brantôme mettait simplement dans leur dépendance féodale

(1) P. Raymond, *ibid.*, n° 658.

(2) Voir le *Bulletin*. Tome VI, page 147 (1879). — Tome VII, page 53 (1880). — Tome XVII, page 69 et page 219 (1890). — Tome XIX, page 112 et page 199 (1892). — Tome XX, p. 430 (1893).

un *castrum* du nom de Bourdeille (1) : *castrum*, terme équivoque, source de difficultés ultérieures. Ce mot signifiera, suivant les besoins de la cause, tantôt un château, tantôt une terre entière. D'Aguesseau n'y voit qu'un château ; l'abbé de Brantôme est évidemment d'un avis tout opposé. Pour nous, qui avons déjà pris parti sur le fond de la querelle en envisageant, avec l'illustre chancelier, l'oblation primitive faite à saint Sicaire comme un pur devoir de piété et de dévotion, nous attachons moins d'importance que les deux parties adverses à l'interprétation de ce terme élastique. Car une convention de ce caractère pouvait indifféremment porter sur l'ensemble ou sur une partie seulement du domaine assujéti, sans tirer à grande conséquence. Il est probable que, dans cet esprit, les contractants originaires n'avaient stipulé rien de précis. On remarquera qu'il ne subsistait de la convention aucun titre écrit, à la date où nous sommes, puisque c'est par voie d'enquête que les religieux venaient de faire leur preuve au parlement ; — une enquête qui avait duré six ans. En somme, il n'en coûtait pas plus au seigneur d'accepter la protection du saint pour la totalité de sa seigneurie qu'il n'en coûtait au saint de la lui octroyer dans cette mesure. Mais du moment que la suzeraineté de l'abbaye s'écartait de son principe spirituel, c'était une autre affaire : et, dès lors, la main-mise de saint Sicaire prenait une signification grave. On comprend que le vassal ait, dès lors, cherché à restreindre le plus possible la sphère de sa vassalité. On comprend aussi que le suzerain ait tenté de

(1) *Abbas et conventus dicebant quod castrum de Bordeliâ, quod idem Bernardus tenebat, erat de feodo suo....* [Judicatum fuit] *dictos abbatem et conventum intentionem suam super hoc sufficienter probavisse, et dictum castrum de Bordeliâ esse de feodo dictorum abbatis et conventûs, et ab eis teneri debere.* — Ce passage latin est extrait du travail de d'Aguesseau, qui n'en cite pas plus long. L'arrêt, non publié dans les *Olim*, est cependant ainsi mentionné dans la Restitution d'un volume des *Olim* de M. Léopold Delisle : Année 1279, n° 364. « Bourdeille est tenu en fief de l'abbé de Brantôme. (D. 30, v°.) » *Actes du Parlement de Paris* de Boutaric (1^{re} série en 2 volumes.)

l'étendre à ses plus larges limites. Tout compte fait, on est obligé de reconnaître que l'inféodation primitive avait ouvert aux religieux de Brantôme une brèche dans la place. L'arrêt de 1279 élargissait singulièrement ce passage. Saint Sicaire, qui, dans le temps, était entré là en fugitif, revenait maintenant en conquérant.

L'arrêt, toutefois, n'avait touché que Bernard de Bourdeille, qui n'était pas l'unique représentant de la maison de ce nom. Si tant est que la condamnation embrassât autre chose que son château, elle ne dépassait pas les limites de son propre héritage. En quoi consistait l'héritage ou la part de Bernard ? Cette part n'était pas, ce semble, de toute la terre de Bourdeille. La terre, dans sa totalité, comprenait environ seize paroisses en un seul bloc, plus des annexes écartées. Mais elle avait été, à une époque vraisemblablement récente, divisée en deux lots, et ces deux lots avaient formé dès lors deux seigneuries dans une seule terre. Le partage présentait cette singularité de faire deux corps distincts du château même de Bourdeille, de cette forteresse de premier ordre, « en bon pays et de légère garde, si comme dient les connaissers en ce, et aussi à grans proffiz des guez » (1), assise, telle qu'aujourd'hui, sur son pittoresque promontoire et enveloppée avec une apparence de parfaite unité dans la ceinture que nous avons encore sous les yeux. Il y avait donc deux châteaux en un seul. Bien plus, le bourg de Bourdeille, groupé et entassé autour de ces bâtiments, était aussi coupé en deux, et chaque seigneur en avait sa moitié. Quant au territoire seigneurial, il avait été divisé, selon toute apparence, d'après le même principe d'égalité, et, si les deux lots n'avaient pas la même étendue, ils devaient avoir la même valeur. L'un des domaines constituait ce qu'on a appelé le *comté*, l'autre la *baronnie*.

(1) Prise de possession de la comté de Périgord au nom du duc d'Orléans, le 26 juillet 1400. — *Bourdeille. La possession et état d'icelluy chastel*. (Preuves annexées à l'ouvrage de L. Dessalles, *Périgieux et les deux derniers comtes de Périgord*, p. 111.)

L'entrée de l'enceinte fortifiée de Bourdeille était au même endroit que la porte actuelle, dont l'architecture est certainement postérieure à 1279. Cette entrée était commune au comte et au baron. Après la porte, une avant-cour encore existante, et qui a dû garder sa disposition ancienne, était également commune aux deux châtelains. Cette cour franchie, ils avaient encore une même issue sur le terre-plein de la place forte, où se dressaient leurs manoirs respectifs. Des deux châteaux, il ne reste plus que celui du comte, à gauche de l'entrée. Le château du baron était à droite, à la pointe opposée du promontoire. Il faut, bien entendu, faire abstraction du logis Renaissance qui paraît avoir été construit entre ses deux aînés, empiétant un peu sur les bâtiments de la baronnie, qui ont totalement disparu. Ce qui subsiste du château du comte appartient à deux époques. De cette fin du ^{xiii}^e siècle, où notre récit nous a conduit, il reste le grand logis à deux étages composés chacun d'une salle immense : l'intérieur en était éclairé par des croisées gothiques. La cour oblongue et exiguë qui précède ce bâtiment est clôturée par de larges murailles où l'on retrouve emboîtés dans des constructions moins anciennes des fragments d'architecture de même style que le logis. Les adaptations postérieures au gothique sont du ^{xiv}^e siècle. Le donjon qui surgit d'un des angles de cette cour et les remparts extérieurs dans lesquels il vient confondre sa base sont du même temps. A la date où nous sommes, la guerre avait porté ses ravages sur ce point avancé de la forteresse, et la partie la moins ancienne fut édifiée pour la réparer. Ces réparations valurent au château comtal, qui s'appellera aussi le *château du roi*, le nom de *château neuf* de Bourdeille (1).

(1) Dans un dénombrement de 1541, fait devant le représentant du roi de Navarre, alors suzerain de Bourdeille, on trouve le seigneur de Bourdeille rendant hommage pour le *château neuf*. D'Aguesseau (T. VII, p. 544) dit : « Comme le sieur abbé de Vauban ne voudra pas sans doute appliquer cet hommage à la baronnie, il faudra nécessairement l'appliquer au comté. » Le *château neuf* était donc alors le château du comté. Il ne pouvait être question

Maintenant, si l'on veut avoir une idée approximative du domaine dépendant de ce château, on en trouve un aperçu authentique dans l'inventaire de 1400 dressé par Regnault de Sens, bailli de Blois, lors de la prise de possession par le duc d'Orléans du comté de Périgord, dans la mouvance duquel, on le sait, se trouva le comté de Bourdeille (1). Le paragraphe que je cite dessine suffisamment le domaine.

Cy-après s'ensuit l'estat des droiz, domaine, seigneurie, rentes et revenues de la chastellenie de Bourdeille à moy déclarées par Raymond Guibaut, lequel en fut prévost et fermier en l'année commençant à S. Jehan-Baptiste, l'an 1396, et finissent à la S. Jehan ensuivent, l'an 1397, desquelles rentes et revenues autre enseignement je n'ay pu trouver par deça.

Premièrement, dit led. Raymond que aud. lieu a chastel appartenent au conte, touchent à une place où souloit avoir chastel dont j'ai fait veue sur le lieu, comme dessus est dit, lequel fut abatu et apartenoit à Arnault, sire en partie de Bourdeille à cause de ses prédécesseurs, par lequel lieu a entrée commune entre le conte et led. Arnault et au-dessus entrée seconde oud. chastel du conte à lui appartenent, icelle entrée seconde et chastel seullement ; lesquelx deux lieux furent partiz et divisez ancien-

du château Renaissance, qui n'était pas encore construit. — On consultera avec fruit les descriptions qui ont été faites du château de Bourdeille, notamment celles de M. J. de Verneilh dans le compte-rendu des séances du congrès archéologique de France tenu à Périgueux en 1858 (p. 138 et suiv.) et dans le *Bulletin* archéologique du Périgord (T. XIII), accompagnées des beaux dessins de l'auteur. — Voir aussi ce qu'en dit M. Léo Drouyn dans le même compte-rendu du congrès (p. 155). — Je signale enfin la notice sur Bourdeille qui se trouve dans l'ouvrage de luxe *Les châteaux historiques de la France*, écrite par Paul Perret et illustrée par Sadoux (Paris, Oudin, 1879). Je me permets de dire que les illustrations en valent mieux que le texte. Là, l'expression *château neuf* désigne la construction Renaissance. — Il semble que les auteurs de ces notices n'aient, en parlant des deux châteaux, pensé qu'à ce dernier bâtiment et au château comtal encore existant. Ils ont fait abstraction du château de la baronnie, dont cependant les derniers vestiges n'ont disparu qu'à une époque récente.

(1) *Périgueux et les deux derniers comtes de Périgord*, par L. Dessalles. — Preuves, p. 130.

nement entre deux frères ; auxquels chasteaulx abatu et entier appartient droit de chastellenie commune entre led. conte et led. Arnault ; lesquels droiz et justice sont divisez entre eulx ; c'est assavoir que en lad. chastellenie appartenent seul et pour le tout, à monseigneur le conte, a 8 paroisses ; c'est assavoir, la paroisse de Biras, la paroisse de Bussac, la paroisse de Pui-de-Fourches, la paroisse de Valueil (*Valueil*), la paroisse de Félix (*Saint-Félix-de-Bourdeille*), la paroisse de Paussac (*Paussac*), la paroisse de Saint-Vivian (*Saint-Vivien*), la paroisse de Saint-Just et la moitié de la paroisse de Bourdeille, la moitié de la paroisse de Layelle (*Lisle*), la moitié de la paroisse de Bonaguet (*La Chapelle-Gonaguet*), jusques au Caillau, et la moitié de la paroisse de Lagulhac (*Léguillac-de-Cercles*).

On peut se faire aussi une notion générale de la part du baron d'après les hommages rendus au roi par ce dernier au xv^e siècle et que cite en passant d'Aguesseau, « pour » raison des seigneuries, terres et paroisses de Bourdeille, » de Saint-Julien, de Creyssac, de Boulouneix, de Saint- » Crépin, de Valueil et de Paussac. » (1) La brièveté de ces dénombremens ne permet pas de reconstituer chaque domaine dans son exacte circonscription. La mention de Paussac et de Valueil sur l'un et l'autre lot laisse entendre que les deux seigneurs avaient sur chacune de ces paroisses des droits entremêlés. On n'aurait, pour s'en convaincre, qu'à se reporter à un long procès qui surgit entre les deux maisons au xv^e siècle au sujet de la paroisse de Paussac, dont elles se disputaient la propriété et sur laquelle aucune d'elles paraît n'avoir eu de droit exclusif et universel. D'une façon générale, le comté avait ses terres au midi, sur la rive droite de la Drône, avec une pointe avancée du côté de La Chapelle-Gonaguet, jusqu'aux portes de Périgueux. La baronnie partait de la rive gauche de la Drône qui la baignait jusqu'à Brantôme : elle se développait vers l'ouest et le nord, précisément dans la direction du berceau des Maumont, et s'arrêtait aux environs de Mareuil et de Nontron. On constatera toutefois que Saint-Félix, point extrême vers le nord,

(1) *D'Aguesseau*. T. VI, p. 513.

est indiqué comme étant du comté (1). La baronnie avait, en outre, en commun avec l'abbaye, le pariage de Brantôme, c'est-à-dire des droits de co-seigneurie sur la ville et paroisse de Brantôme et sur les paroisses de Saint-Pardoux-de-Feix et de Cantillac. Il m'a paru suffisant d'esquisser ici cette délimitation dans un simple aperçu d'ensemble, le seul point utile à retenir étant la division de la terre de Bourdeille en deux seigneuries, quelles qu'en puissent être la valeur et l'étendue respectives. En somme, la terre de Bourdeille, dans sa totalité, présenterait approximativement sur la carte actuelle du département de la Dordogne, au nord-ouest, entre Mareuil et Périgueux, une configuration ovale d'une longueur de 25 kilomètres et d'une largeur de 15 kilomètres. Ce vaste domaine, si pittoresque, qui avait de beaux morceaux, mais des terrains ingrats, était celui dont le ministre Henri Bertin voulait, de moitié avec son frère Augustin, alors abbé de Brantôme, en l'agrandissant au midi, former un duché de Lisle, à la veille de 1789.

Quel était, en 1279, le seigneur de chacun de ces domaines ? Il semble résulter d'indications éparses dans de vieux titres et d'une généalogie de Bourdeille récemment publiée par la famille, qu'à la fin du XII^e siècle, ou au commencement du XIII^e, une dame Tarès de Montmorel ou mieux Tharie de Montmoreau, épousa, étant veuve, Hélié IV de Bourdeille, et qu'elle apporta le comté dans sa corbeille de mariage. D'où le tenait-elle ? Question que je ne me charge pas de résoudre. Dans cette hypothèse, Hélié IV avait sans doute

(1) M. le comte de Saint-Saud m'a fort obligeamment communiqué ses notes sur le domaine de Bourdeille. J'y relève un hommage qui montre qu'en effet Saint-Félix était dans la mouvance du comté, lequel appartient plus tard, comme on sait, au comte de Périgord : « 1306. — Marie Bayé a fait hommage au comte de Périgord pour les terres et possessions et mayne situé dans les paroisses de Félix et de Bourdeille. » (Arch. dép. de la Gironde. Série C. N° 4,143.) Les indications de cet utile dossier corroborent d'une façon générale la division ici adoptée. J'y vois aussi que le comté est qualifié de *chastellenie*. Comme ce terme est parfois appliqué à la baronnie, il ne faut donc pas lui donner une signification exclusive. Sans cela, il embarrasserait maintefois le chercheur.

en propre la baronnie, c'est-à-dire l'autre moitié de la terre de Bourdeille. L'arbre généalogique de la maison dit que les enfants de ce mariage furent au nombre de quatre, Hélié V, Ebles, Boson et Bernard (1). On pourrait admettre cette autre explication non moins plausible qu'Hélié IV, titulaire de l'ensemble, laissa, à sa mort, la dame Tharie, sa veuve, titulaire du comté. Quoi qu'il en soit, tout porte à croire qu'au décès d'Hélié IV, la baronnie échut à Hélié V, son fils, et que cet Hélié la transmit aussi par héritage à son fils, Hélié VI. Ce qui n'est pas douteux, c'est que, de l'autre côté, Ebles hérita de sa mère Tharie le comté de Bourdeille.

(1) *Maison de Bourdeille, en Périgord. — Filiation complète établie sur titres depuis 1044 jusqu'en 1893.* (Troyes. — L. Legleu. M DCCC XCIII.)

J'extraits de cet utile travail la partie qui se rapporte à la période dont je m'occupe ici. Je n'y change rien, si ce n'est la disposition typographique :

HÉLIE IV, chevalier.

Donation à l'abbaye de Chancelade conjointement
avec ses deux fils, Hélié et Ebles. Épouse Tarès de
Montmorel. Quatre fils :

HÉLIE V, seigneur de Bourdeille. EBLES, chevalier. BOSON. BERNARD.
Reçoit un hommage en 1230.

Trois fils :

HÉLIE VI, chevalier, EBLES. ITIER.
seigneur de Bourdeille. Il suit
saint Louis en Palestine en 1248
et fait son testament à Damielle
le 14 décembre 1249, (archives
du ch. de Bourdeille) y étant
tombé malade. Épouse Agnès
d'Albret. Quatre enfants :

HÉLIE VII, seigneur en partie EBLES. NADÉE, IMBERGE.
de Bourdeille. Transaction avec
abbess de Périgueux.
Hélié, Guillaume et Pierre de
Maumont en 1303. Fait son
testament le 28 décembre 1303.
Un fils unique : Guy.

Ici, un point me préoccupe, c'est qu'Ebles qui, dans la généalogie susdite, est le frère puiné d'Hélie V, soit désigné, dans plusieurs titres, comme le fils aîné de la dame Tharie (1). Hélie V aurait-il été d'un premier lit du père ? Passons. On risquerait de s'égarer dans ces origines obscures, où le généalogiste Chérin, dont les notes sont cependant si abondantes et si sincères, n'a apporté que des lueurs. Il est toutefois une question qu'il faut, dès à présent, résoudre, coûte que coûte, pour la clarté de cette étude. L'arrêt de 1279 fut-il rendu contre le propriétaire du comté ou contre celui de la baronnie ? D'Aguesseau, que je retrouve ici, après m'être écarté de lui un bon moment, apporte une dialectique si serrée à démontrer que l'arrêt de 1279 rendu contre Bernard porte sur la baronnie de Bourdeille, qu'il faut s'incliner devant ses raisons (2). Donc, à cette date, Bernard était propriétaire de la baronnie. Son droit de propriété pouvait être fondé sur un arrangement avec un des quatre Hélie sus-énoncés, héritier originaire. Ce qui me porterait à adopter cette explication, c'est qu'aucun Hélie ne figure dans les litiges domestiques de cette période et qu'il est établi qu'un Hélie de Bourdeille résidait dans le même temps à Brantôme, près de l'abbaye. Les Hélie étaient donc momentanément éliminés de la terre de Bourdeille. J'ai peur de glisser ici sur le terrain périlleux des conjectures, rigoureusement interdit en matière de généalogie. J'aboutis simplement à cette conclusion de fait, que c'est sur la part de Bourdeille appelée la baronnie et possédée par Bernard qu'en totalité ou en partie le Parlement avait reconnu et consacré la suzeraineté de l'abbé et du couvent de Brantôme.

(1) *Ebolus de Bordeliâ, primogenitus frater dicti Bernardi.* — (Olim. — T. II. Jugements de la Pentecôte de 1281. XLIX.). — *Defuncta domina dicta Tharis,...* *Eblo de Burdeliâ primogenitus et alii filii dictæ dominæ Tharis,* (Extrait des Archives de Pau par Lespine. Fonds Périgord. T. XXXIII, f° 203).

(2) Voir notamment sa première Requête. Œuvres. Tome VI, pages 521 et suivantes.

II

Le comté de Bourdeille tombé en commise au pouvoir de l'abbaye.

— Aliénation du comté par l'abbé en faveur de son frère.

Saint Louis, par arrêt de son Parlement, avait, comme on l'a vu, condamné au bannissement Ebles de Bourdeille, héritier du comté par sa mère Tharie et qualifié de chevalier comme son père, ce qui confirme qu'il eut, à un moment donné, rang d'ainé dans la maison. Son frère Boson mit alors la main sur l'héritage maternel. On connaît les méfaits de ce terrible aventurier, qui fut, à son tour, en 1269, condamné à un séjour de treize ans au-delà des mers. Le roi en personne avait rendu la sentence : le Parlement se permit de la censurer comme trop indulgente. Restait Bernard. Restait aussi la descendance du frère indiqué comme l'ainé, Hélié V. Mais cette descendance n'a rien à faire ici, pour l'instant. Elle paraît s'être temporairement installée, de guerre lasse, dans une résidence plus calme que le château des ancêtres, à Brantôme, à deux lieues de Bourdeille, et s'être ainsi retranchée dans une fidélité tardive à la couronne de France (1). Bernard, dévoué aux Anglais, eut

(1) Voici l'opinion très indécise de Chérin : « Il sembleroit qu'Hély de Bourdeille (Hélié VI) avoit possédé le château de Bourdeille, qu'il en avoit été chassé par Bozon de Bourdeille et qu'il espéroit de le recouvrer par le secours du vicomte de Limoges. Cependant cette conjecture ne s'accorde pas avec le silence qu'observa Hély de Bourdeille lors des procédures faites contre Bozon de Bourdeille, lequel fut condamné, en 1267 et 1268, par le roi saint Louis, à restituer à la vicomtesse de Limoges et aux seigneurs de Maumont ce qu'il leur avoit pris, sans qu'il y soit fait aucune mention d'Hély de Bourdeille, ni de plainte de sa part. Ce qui donne lieu de soupçonner qu'après la mort du vicomte de Limoges, arrivée en 1263, il avoit apparemment fait quelque accommodement avec Bozon de Bourdeille et en avoit tiré l'équivalent de ce qu'il avoit eu dans le château de Bourdeille. » — Mon humble avis est que l'arrangement se fit plutôt avec Bernard. Voici en outre qui confirme la résidence momentanée des Hélié à

naturellement la pensée de se mettre aux lieu et place de ses frères proscrits, dont le patrimoine se trouvait, en quelque sorte, en déshérence.

Evidemment, saint Sicaire avait été, dans le principe, institué à la fois le protecteur de la baronnie et du comté, c'est-à-dire de toute la terre alors dans une seule main. Car, on va voir l'abbé de Brantôme, à l'encontre des prétentions de Bernard sur cette dernière seigneurie, se lever en maître et la revendiquer, non seulement comme son fief spirituel, non seulement comme étant de sa mouvance temporelle et lui devant l'hommage lige, mais encore comme lui revenant en propriété pleine et entière par droit de *commise*. Le petit saint Sicaire, comme on l'appelle encore à Brantôme, croissait à vue d'œil et donnait raison au vieux proverbe : aux Innocents les mains pleines.

Pour combattre cette redoutable compétition, Bernard se retourna encore vers son suprême appui, le roi d'Angleterre. Mais il fut dit, dans un arrêt du Parlement rendu aux

Brantôme : « Il (Hélie VI) fit son testament à Brantôme le 19 des calendes de
» janvier 1270 par lequel il élit sépulture dans l'église de Brantôme auprès
» de son père et de ses ancêtres. » (*Papiers Chérin. Vol. 84. Verbo Bourdeille.* — *Bibl. nat.*) — Chérin dit plus loin : « Le lieu de Brantôme semble
» depuis ce temps (1263) avoir été la résidence ordinaire de cet Hély de
» Bourdeille, ainsi que celle de ses fils et petits-fils, comme l'habitation la
» plus sûre pour eux, quoiqu'ils fussent toujours en possession d'une partie
» de la châtellenie de Bourdeille : (cette résidence pourroit bien être le vrai
» fondement de la vassalité de ces seigneurs de Bourdeille, s'étant mis sous
» la protection de l'abbaye de Brantôme). » — Chérin n'a évidemment aucune
idée de l'origine de la vassalité : il semble avoir ignoré le procès où requit
d'Aguesseau. Il confond les deux châteaux et prend, à mon sens, le château
de la baronnie pour celui du comté. Au demeurant, quoiqu'il pense à tort
qu'il s'agisse ici du château du comte, il arrive, sauf cette rectification,
à confirmer notre manière de voir. « Les ancêtres d'Hély de Bourdeille
» (Hélie VII), dit-il en concluant, avoient possédé un château ou forteresse
» dans le château de Bourdeille, et la perte qu'ils en avoient fait apparem-
» ment pendant les guerres particulières du temps de Bozon avoient occasionné
» leur résidence à Brantôme et peut-être même leur dépendance de l'abbaye
» de Brantôme. » (*Ibid.*).

assises de la Pentecôte de 1281 (1), que le roi d'Angleterre n'aurait pas juridiction en ce cas. L'affaire fut donc retenue par le Parlement français. Ici, je traduis de mon mieux l'arrêt prononcé par cette cour de justice, après qu'elle eut ainsi proclamé son exclusive compétence. La décision ne s'était pas fait attendre ; car elle est des mêmes assises de la Pentecôte de 1281. Je cite, en tête, le sommaire qu'en a donné M. Léopold Delisle dans sa *Restitution d'un volume des Olim* (2) :

AN. 1281. — « Arrêt condamnant Bernard de Bourdeille à faire cesser tous les empêchements qu'il suscitait à l'abbaye de Brantôme dans la possession de la châtellenie de Bourdeille qui avait été commise au profit de ladite abbaye, dont c'était le fief, par suite du bannissement prononcé par saint Louis contre Ebles de Bourdeille, frère aîné de Bernard. »

L'abbé et le couvent de Brantôme ayant dit et exposé en justice, devant nous, contre Bernard de Bourdeille, écuyer, que le château et la châtellenie de Bourdeille étaient dans leur fief et qu'Ebles de Bourdeille, frère aîné dudit Bernard, avait été par notre très cher seigneur et père, Louis, roi de France, de glorieuse mémoire, banni de toute l'étendue de son royaume : — que ledit Ebles avait, en vertu d'une coutume de la terre, hérité dudit fief comme premier né, et l'avait en sa possession avant son bannissement, sous condition de fidélité et hommage aux abbé et couvent sus-nommés : — lesdits abbé et couvent ayant dit qu'à raison de ces faits, le fief leur revenait en commise, demandant à être entièrement délivrés des empêchements que ledit Bernard leur apportait dans ladite châtellenie, affirmant au surplus que, si ledit Bernard avait ou pouvait avoir un droit quelconque dans le fief susdit, la totalité en était échue en commise auxdits abbé et couvent, pour ce motif que, devant nous, ledit Bernard avait désavoué tenir d'eux le château de Bourdeille et avait déclaré faus-

(1) *Dictum fuit per arrestum quod rex Anglie de dicto Bernardo curiam non haberet.* (*Olim*. T. II, 1281. Jugements de la Pentecôte, XXVII). — Voir dans Rymer (*Fœdera*, etc. Tome I, 2^e partie, p. III) l'édit par lequel Edouard, fils aîné du roi d'Angleterre, prend Bernard de Bourdeille sous sa protection en 1269.

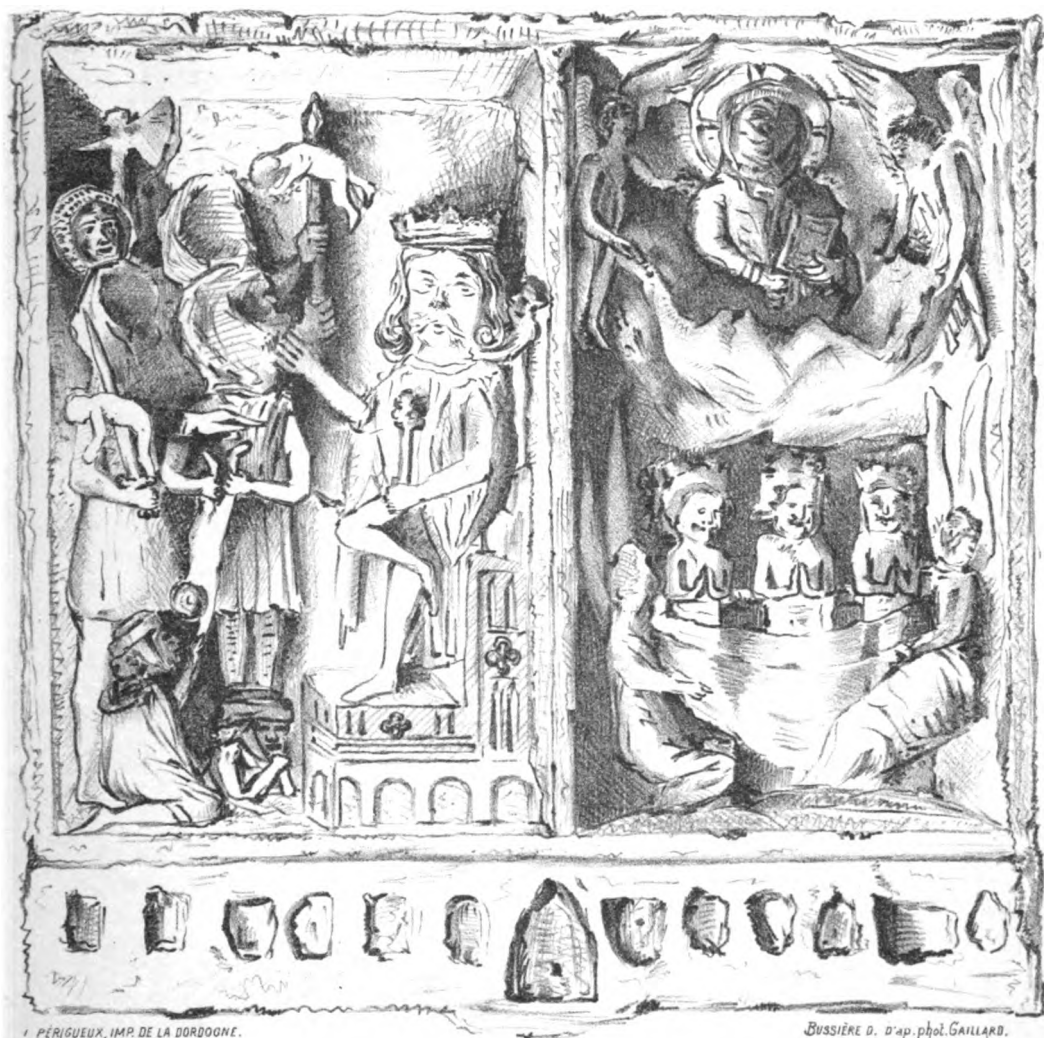
(2) *Actes du Parlement de Paris* de Boutaric. *Restitution*. N° 2,365.

sement le tenir de l'illustre roi d'Angleterre ; — Sur ce, lesdits abbé et couvent exhibaient devant nous nos lettres contre ledit Bernard, à raison desquelles et de beaucoup d'autres moyens proposés par eux, ils demandaient d'être délivrés des empêchements à eux apportés dans cette châtellenie : — puis, comme ledit Bernard, spécialement et expressément assigné à ce sujet devant notre sénéchal de Périgord, sur l'instance desdits abbé et couvent, n'avait proposé rien d'utile contre ce que dessus ; — comme ensuite, faute de droit fait par notre sénéchal dans la cause, le sus-nommé ayant interjeté appel par devers nous, s'était trouvé, par l'effet de cet appel et par jugement, relever de notre compétence, et que, cité devant nous en conséquence, il ne proposait rien d'utile contre ce que dessus ; — Finalement, par arrêt de notre cour, les deux parties ouïes et diligemment entendues dans les explications qu'il leur a plu de donner, il a été jugé que tous les empêchements apportés par ledit Bernard auxdits abbé et couvent dans ladite châtellenie cesseraient et que ces derniers seraient maintenus dans la possession de ladite châtellenie (1).

Cette pièce importante, dont je ne trouve aucune mention dans le procès du siècle dernier, laisse entendre que l'héritage de la dame Tharie, c'est-à-dire le comté, échu d'abord à Ebles de Bourdeille, était légitimement sorti des mains de ce dernier, après sa condamnation, et tombé de plein droit dans celles de la congrégation suzeraine. L'occupation ultérieure de Boson n'était donc envisagée que comme une possession violente. Elle conservait ce caractère dans la personne de Bernard, que la contiguité de son propre domaine et le sentiment de l'honneur des Bourdeille devait provoquer sans cesse à la revendication et à la vengeance. Mais l'arrêt de 1281 venait mettre un frein à ces mouvements si naturels en assurant à l'abbé et aux religieux de Brantôme la libre et entière jouissance de leur récente conquête. Il s'agit dans cet arrêt du château et de la châtellenie.

Ces deux termes embrassent-ils la terre entière de Bourdeille, baronnie comprise ? On serait tenté de le croire, étant donné surtout que cette décision fasse grief à Bernard du désaveu dont il s'est rendu coupable en déclarant tenir ses

(1) *Olim*. T. II. Jugements de la Pentecôte de 1281. — XLIX.



Bas relief primitif des INNOCENTS
dans l'Eglise de Brantôme

droits, non de l'abbaye, mais du roi d'Angleterre. C'était là aussi, dans l'ancien droit, un cas de *commise*. La *commise*, en effet, était la confiscation du fief servant, au profit du seigneur féodal, pour désaveu ou félonie du vassal, Il n'est pas interdit de supposer qu'il y avait entente entre l'abbé de Brantôme et la branche des Hélie qui convoitait la baronnie et qui la reprit peut-être de cette manière. Mais, de crainte de nous égarer dans de téméraires inductions, tenons-nous-en au comté. Il est certain que la félonie d'Ebles *commettait* au moins cette partie de Bourdeille à ses seigneurs féodaux, l'abbé et l'abbaye (1). L'arrêt du Parlement consacrait formellement cette dévolution.

Voilà donc Bernard de Maumont, à son avènement à l'abbaye de Brantôme, non seulement seigneur suzerain de la baronnie de Bourdeille, suivant l'arrêt de 1279, mais encore propriétaire du comté et peut-être de l'ensemble, suivant l'arrêt de 1281. Où s'arrêtera la fortune de cette famille? Où s'arrêteront ces représailles pacifiques, mais implacables, contre les meurtriers d'Adémar de Maumont? Les Bourdeille avaient lutté avec les armes. Les Maumont, aidés de la protection royale, combattaient avec les formes du droit. Nous sommes à la date où les légistes triomphent enfin des batailleurs. Quelques réserves qu'on fasse sur les procédés légaux de l'époque, c'est une grande date dans l'histoire de France. Les Maumont surent profiter des circonstances en politiques très avisés. Malgré les avantages

(1) L'annotateur des *Olim* voit dans cet arrêt l'application d'une coutume qu'aucun auteur n'a citée, savoir, que le vassal, banni ou condamné pour un crime capital, commettait son fief envers son seigneur immédiat : « La *commise* s'appliquait, il est vrai, à un grand nombre de cas, qui tous se rapportaient au devoir du vassal envers son suzerain ; mais, il ne s'agit pas ici de ces devoirs, car le bannissement ou la condamnation pour un crime capital ne pouvait être prononcé que par le roi. Le suzerain, ou le couvent de Brantôme, reentra donc en possession du fief, à cause d'un méfait commis par son vassal, mais qui ne lui avait porté aucun préjudice. » L'annotateur est-il certain de ce qu'il avance? Le crime commis par Ebles pouvait fort bien être un attentat à la fois contre le roi et contre les Maumont. (*Olim*. T. II. Note.)

acquis, le but de la famille n'était pas encore tout-à-fait atteint ; ses rancunes n'étaient peut-être pas entièrement satisfaites, sa convoitise non plus. Pourquoi ce comté de Bourdeille, devenu, pour ainsi dire, un bien de main-morte, un fonds de communauté par sa consolidation au domaine de l'abbaye, ne deviendrait-il pas un domaine privé et un propre des Maumont ? Le rêve était exorbitant. Il n'en fut pas moins réalisé.

L'abbé Bernard de Maumont se concerta avec son frère Gérard, le clerc du roi, que nous avons déjà vu au Parlement. A l'insu des religieux, tout en se portant fort pour eux et traitant au nom de la communauté entière, il fit à son frère, en bonne et due forme, donation du comté. Je crois même qu'il alla jusqu'à lui donner, dans cet acte, la terre entière de Bourdeille. Mais la donation dut être rectifiée plus tard ; et, en somme, il semble que la donation ne portât utilement que sur la moitié anciennement possédée par la dame Tharie. Il réserva, il est vrai, au couvent sa suzeraineté spirituelle en stipulant, comme abbé, en sa propre faveur et en celle de ses successeurs, la réinféodation du domaine, c'est-à-dire en exigeant que l'hommage lige fût rendu, tel que devant, par le titulaire du comté à l'abbaye de Brantôme. C'était pour l'abbaye une faible part d'empire, à côté de la pleine propriété qu'acquerrait le donataire. Instruits de la combinaison, les religieux du couvent se levèrent comme un seul homme contre leur abbé. Voici, d'ailleurs, le contrat qui suscita ces protestations ou ce qu'en ont pu déchiffrer les érudits. Je le traduis d'une copie qui se trouve dans les papiers Lespine et qui est prise elle-même sur l'expédition fort endommagée de l'acte original (1). C'est Gérard de Maumont, le bénéficiaire de la donation, qui parle :

..... [Ce château et cette châtellenie] de Bourdeille avec haute et basse-

(1) Bibliothèque nationale. Fonds Périgord. Tome XXXIII, n° 208. C'est l'acte inscrit aux Archives des Basses-Pyrénées sous ce titre assez mal appliqué : — « *Pariage entre Eblon de Bourdeille et l'abbé de Brantôme, sur la juridiction du lieu de Brantôme.* » (E. 704. Carton).

justice, ainsi que leurs droits et appartenances quelconques, ladite feue dame Tharie et ses époux, de son vivant et en son nom, les avaient tenus et possédés, et Ebles de Bourdeille, le premier né, et les autres fils de ladite dame Tharie, les possédaient après la mort de cette dame. Pour cause de félonies et de quantité de méfaits perpétrés et accomplis en grand nombre par ce même Ebles et par ses frères contre lesdits abbé et couvent, ces biens confisqués par ces derniers comme leur revenant et échus à eux en commise et à eux adjugés par jugement de la cour du Seigneur Roi de France, ils les ont donnés et concédés à nous et à nos héritiers ou ayants-cause par donation pure et simple pour être possédés en fief perpétuel.

Nous, dans cette sorte de donation, avons promis et promettons pour nous et pour nos héritiers et successeurs, à raison dudit fief, de faire tenir et observer tout ce qui est contenu ci-après, savoir : qu'à tous les abbés en particulier, au temps où ils en auront le titre, nous rendrons l'hommage lige avec serment de fidélité, que nous défendrons fidèlement l'abbé, le couvent et leurs biens, et que, dans les autres fiefs de ces derniers, en dehors dudit château et de ladite châtellenie, nous ni nos successeurs ne ferons d'acquisitions, et spécialement dans la ville de Brantôme et en dedans des limites de ladite ville, sauf la volonté et le consentement desdits abbé et couvent, et que nous n'exercerons aucune justice sur leurs hommes taillables et justiciables, habitant et résidant dans ladite châtellenie, non plus que nous n'exercerons de justice quelconque sur les autres individus ni sur les manouvriers dudit monastère, si ce n'est dans les cas... de déportation, relégation ou bannissement, ou bien de mutilation de membres ou autres [peñes] qui pussent ou dûssent être infligées

Nous promettons aussi que, si lesdits abbé et couvent dans l'avenir [étaient, en cas de guerre ou de procès, imposés par quelqu'un sur ledit château, nous les dédommagerions] de plaids et de guerre ; et que si nous nous trouvions nous-mêmes ou nos successeurs dans la circonstance de faire ou d'élever dans ledit château [ou dans la ville un fort], à l'avènement de chaque nouvel abbé, nous serons tenus de le remettre à ce dernier une fois seulement sur sa réquisition, de telle sorte qu'il ne puisse le garder que pendant un jour et une nuit et qu'il n'ait d'autre droit que d'y poser, en signe de seigneurie, sa crosse ou un autre emblème.

De même, nous promettons pour nous et nos successeurs que nous n'exigeons des hommes desdits abbé et couvent, demeurant ou devant demeurer à l'avenir dans ladite châtellenie, ni quêtes, ni tailles, ni blavage, ni clédage, ni main-d'œuvre, réservant seulement à nous, à nos héritiers et successeurs ou ayants-cause, le *commun* qu'il est accoutumé de lever et tous autres droits que lesdits hommes et les anciens officiers

ou percepteurs, sur serment qu'ils seront tenus de faire, reconnaitront avoir été imposés d'ancienne date, et lesdits hommes ne viendront à l'avenir aux assises de nos baillis ou de nos préposés [s'ils sont] appelés pour d'autres causes que les cas sus-énoncés.

De même, nous promettons que nous ne transférerons pas ledit château en des mains plus puissantes, si ce n'est du gré et de l'autorisation desdits abbé et couvent; et nous concédons à ces derniers ce qu'ils pourraient acquérir dans le fief de ladite châtellenie, sous réserve des devoirs et droits des nôtres dans lesdits fiefs.

De même, nous faisons remise et donnons décharge auxdits abbé et couvent, pour nous et nos successeurs, de tous les dépens et frais qu'au sujet dudit château, nous avons faits pour eux jusqu'à ce jour et que nous étions en droit de leur réclamer; et, pour l'observance de ce, nous obligeons spécialement nos héritiers et successeurs, et nous promettons d'observer toutes ces choses en vertu du serment que nous avons prêté, suppliant notre Excellent prince Seigneur Philippe, par la grâce de Dieu roi de France, qu'il lui plaise et qu'il daigne confirmer ce que dessus de son autorité royale.

En témoignage de ce qui vient d'être énoncé, nous avons commandé d'apposer notre sceau sur nos présentes.

Donné, le mercredi, la veille du bienheureux Hilaire, l'an du Seigneur 1283.

Fait et donné à Brantôme, dans la maison d'Hélie. (1).

Propriétaires accidentels et éphémères du comté, par la grâce de saint Sicaire, redevenus simples suzerains, par l'effet de la donation ci-dessus rapportée, on comprend que les religieux de Brantôme aient manifesté leur dépit d'une telle expropriation. Malgré la part seigneuriale, dès longtemps acquise, que le nouveau propriétaire de Bourdeille reconnaissait à l'abbaye et la protection qu'il lui promettait, malgré l'hommage lige avec serment de fidélité stipulé en faveur du chef de leur congrégation, les moines durent juger ce procédé comme une exploitation sacrilège de leurs

(1) Il s'agit ici sans doute de la maison qu'occupait depuis quelque temps à Brantôme la branche des Hélie, alors représentée par Hélie VII de Bourdeille, lequel va bientôt faire figure de propriétaire de la baronnie.

droits. Ils voyaient, nonobstant l'hommage réservé, leur récente conquête, en quelque sorte sécularisée entre les mains du frère de leur abbé, qui devait la passer à ses propres parents. Ils étaient joués. Sans doute, en envisageant les choses avec plus de calme, ils auraient pu se demander s'ils étaient en mesure de sauvegarder avec leurs propres moyens, même avec le secours de leurs puissantes reliques, une telle acquisition et si, par le nouvel acquéreur en si bonne posture auprès du roi, ils n'entraient pas aussi de plain-pied dans le giron protecteur de la royauté. Les Maumont, quelle que fût l'insatiable ambition de cette famille, pouvaient leur apparaître comme les instruments utiles de la politique de la couronne, qui faisait flèche de tout bois contre l'anarchie féodale. Car, un puissant obstacle à la pacification locale, un repaire de redoutables batailleurs, était comme abattu du coup. Mais, l'intérêt et la dignité froissée ne se paient pas de ces hautes raisons, qui ne sont senties que de la postérité.

III

Prise de possession violente de son abbaye par Bernard de Maumont. — Intervention du pape. — La paix signée à Marenil.

Les moines de Brantôme trouvèrent un allié résolu dans l'évêque de Périgueux, qui était alors Raymond d'Auberoche. Ce prélat vivait en rapports très tendus avec le sénéchal de Périgord : il semble qu'il fut favorable aux Anglais. Le sénéchal, s'inspirant sans doute de la pensée royale et des intérêts de la royauté, soutenait les Maumont. Il ne faut pas d'ailleurs perdre de vue que la terre de Bourdeille était contiguë à la seigneurie épiscopale, par le comté. L'évêque avait certains droits sur Bourdeille (1). On comprend que le

(1) Une bulle d'Urbain III, du 22 septembre 1187, ordonnait que l'évêque de Périgueux, alors Adhémar de La Tour, conservât tous les domaines dont son église jouissait et était appelée à jouir canoniquement, parmi lesquels étaient expressément cités les fiefs relevant de cet évêque, possédés par le

nouvel occupant du comté ait échangé avec son voisin un regard de défiance. Sans aller plus avant dans ces sentiments intimes, ce n'est pas sans une apparence de raison que l'évêque de Périgueux crut devoir à son tour élever son autorité contre l'abbé de Brantôme, revendiquant pour lui seul le droit de faire, au nom de l'abbaye, une donation et une réinféodation comme celles que venait de faire Bernard de Maumont. Mais, chef du diocèse, était-il le chef de l'abbaye ? Cette question allait maintenant se poser avec les autres. Il prit les devants et la trancha de sa propre autorité ; c'est ce qu'on appelait la juridiction de l'ordinaire : et, accueillant à bras ouverts les moines lui portant plainte contre leur abbé, il épuisa contre ce dernier toutes les armes qu'il paraissait tenir de sa situation hiérarchique. Ce fut une grosse affaire. Il vaut la peine de la suivre. Nous n'avons, pour en reconstituer les diverses phases, qu'à consulter les pièces qui sont aux Archives du Vatican et que l'abbé Lespine n'a eu garde d'omettre dans ses inestimables compilations (1). Car l'affaire alla en cour de Rome. Nous retrouvons d'abord un exposé des premières hostilités dans une bulle du pape Nicolas IV, du 12 septembre 1288, exposé apparemment rédigé d'après un rapport de l'évêque de Périgueux. Il ne faut donc prendre le résumé que j'en fais que comme l'écho d'une opinion intéressée.

Dans la dénonciation adressée à leur évêque, le prieur et les moines de Brantôme s'étaient plaints de la dilapidation de leurs biens par leur abbé, « dilapidation monstrueuse (*enormiter*) qui atteignait son comble dans cette absorption de la moitié de Bourdeille au détriment du monastère, spolié ainsi d'un revenu et d'un produit suffisants pour l'entretien

vicomte de Limoges, le sire de Gourdon, et ceux de Saint-Astier, d'Agonac, de La Roche-Saint-Christophe, d'Auberoche, de *Bourdeille*. (Dessalles. *Histoire du Périgord*, t. I, p. 284.) — On verra plus loin que l'évêque n'avait de droits suzerains que sur une faible partie de Bourdeille.

(1) Bibliothèque nationale. Fonds Périgord. T. XXXIII, folios 206 et suivants.

convenable de toute la congrégation. » L'évêque fit appeler l'abbé devers lui et lui demanda s'il était vrai qu'il eût détourné de la sorte le château de Bourdeille. — « Je n'ai fait, dit l'abbé, que travailler à la concession d'une partie de ce château à mon frère. Je lui en donnerais un meilleur, si je l'avais. » (1) Charitablement (*caritative*), l'évêque l'engagea à révoquer cet acte fait en fraude de ses propres droits. L'admonestation resta lettre morte. L'évêque alors lança contre le récalcitrant un mandement qui le suspendait de son administration spirituelle et temporelle et dégageait les religieux de tout devoir d'obéissance envers lui. Bernard de Maumont ne s'émut pas davantage de cette mesure et continua même à célébrer les offices. Cela dura trois ans. Ces trois années, durant lesquelles la querelle couva jusqu'à l'éclat final, paraissent comprises entre 1283 et 1288. Un nouveau brandon de discorde s'agita dans cet intervalle. Un canoniat fut assigné dans le chapitre de Périgueux à Hélie de Maumont, frère du nouveau concessionnaire du comté et du nouvel abbé de Brantôme. Par qui? Je l'ignore. Mais il semble que la main du sénéchal et partant du roi de France n'y fut pas étrangère. Ce qui est certain, c'est que, dans ce temps, le pape se plaignit à Philippe-le-Bel des molestations que le sénéchal faisait subir de ce chef à l'évêque de Périgueux et qui étaient suggérées par l'influence du nouveau sire de Bourdeille auprès du sénéchal (2). Ce fut sans doute cette circonstance qui poussa à bout la

(1) *Interrogatus ab eo utrum predictum castrum distraxisset, respondere curavit quod partem hujus dicti castri fratri suo prefato duxerat concedendam, adiciens quod donaret eidem castrum melius si haberet.*

(2) Dessalles rapporte ainsi cet incident, qu'il isole de tous autres (*Histoire du Périgord*, t. II, p. 74) : « En 1286, le pape Nicolas IV écrivit à Philippe-le-Bel, à propos des molestations que le sénéchal de Périgord faisait subir à l'évêque, au sujet d'un canoniat assigné à Hélie de Maumont dans le chapitre de Périgueux, le priant de mettre fin à ce trouble, qui provenait des mauvais renseignements donnés au sénéchal par Gérard de Maumont, frère d'Hélie et conseiller du roi. (Voir collect. Bréquigny. Vol. 18. Guienne. T. IX). » Il y a là une erreur de date ou de nom : Nicolas IV n'a été pape qu'en 1288.

patience de l'évêque. Cette fois, il convoqua l'official et, sur l'avis de cette juridiction, il rendit une sentence qui enlevait à Bernard de Maumont la direction du couvent de Brantôme et donnait aux religieux la faculté de nommer à sa place une personne idoine. Les suffrages de la congrégation se portèrent sur un moine de l'abbaye, Hélié de Fayole. L'évêque, trouvant l'élu parfaitement propre à ses fonctions, confirma sa nomination, et les religieux ne reconnurent plus d'autre abbé.

Bernard de Maumont avait laissé faire, sans bouger de son siège, continuant à dire la messe, résolu aussi dans sa résistance. Quels comptes devait-il à l'évêque, après tout ? Ce n'est pas à Périgueux qu'était son supérieur. Où donc ? En Auvergne, à la Chaise-Dieu, la métropole bénédictine. Le vieil abbé de la Chaise-Dieu, Ebles de Montclar, non moins préparé que les autres belligérants à entrer dans la mêlée, se leva de son siège abbatial et fit signe à l'évêque de Périgueux de s'effacer devant lui. On disputa quelque temps à l'amiable sur les prétentions respectives. La solution se faisait attendre. Pour en finir, d'accord avec les Maumont, l'abbé de la Chaise-Dieu appela à son secours le bras séculier. Les adversaires de l'évêque avaient dans le sénéchal de Périgord le bras tout disposé à les seconder. Il fallait des lettres royales pour le faire agir. On les obtint, « afin que ledit sénéchal, lui ou un autre ou d'autres, protégéât ledit abbé dans ses droits, biens et possessions, contre les perturbateurs et violents envahisseurs, quels qu'ils fussent. » A ce point où le différend prend une tournure dramatique, empruntons, dans une traduction aussi serrée que possible, le texte de la bulle de Nicolas IV (1), qui s'est encore à cet endroit approprié sans doute le récit de l'évêque de Périgueux :

Conformément à la demande dudit Gérard, le sénéchal envoya un cer-

(1) Bibl. nat. Fonds Périgord. T. XXXIII, f° 207. Copie prise par Lespine aux Archives du Vatican. (*Reg. cot. Nicolaus IIII. Bullarium. An. 9, II. Tome I, f° 41.*)

tain Johannet, sergent royal, pour l'exécution du contenu de ces lettres. Sur quoi, Johannet, ensemble avec l'abbé de la Chaise-Dieu et M^e Gérard et Bernard, accompagné d'une grande multitude de gens armés, se portant sur le monastère, au moment où l'abbé Hélié (de Fayole), revêtu de ses ornements sacrés, se disposait à officier solennellement, à l'autel des messes, dans l'église du couvent, ne craignit pas de le saisir violemment par un acte sacrilège, de l'entraîner hors du monastère, de le lier, et, ainsi lié et ignominieusement traîné vers un autre endroit, de le livrer auxdits M^e Gérard et abbé de la Chaise-Dieu ou à d'autres ou à un mandataire d'eux. Le prieur et la congrégation des moines de Brantôme furent, par le même Johannet et ses sergents, et aussi par l'abbé de la Chaise-Dieu, chassés du monastère non sans un débordement d'injures. Et ces mêmes Gérard et abbé de la Chaise-Dieu emmenèrent de cette localité, ci-dessus appelée Brantôme, avec une téméraire audace, ledit Hélié et un des moines dudit monastère qui avait été fait prisonnier, et dès lors, ledit Hélié n'a pu être vu d'aucun des siens, ni être retrouvé d'une manière quelconque. On dit qu'avec les fers aux pieds, ils sont détenus dans quelque château dudit M^e Gérard, gardés dans un affreux cachot.

Voilà pour l'exécution militaire. Une procédure en forme la compléta. S'appuyant sur les lettres royales, les abbés de la Chaise-Dieu et de Brantôme assignèrent au Sénéchal les moines de Brantôme. Ceux qui tenaient d'Hélié de Fayole des prieurés, prévôtés ou autres obédiences dépendant du monastère, en furent dépouillés et expulsés; les sergents firent main-basse sur tout ce qu'ils y trouvèrent; les moines qui, à l'arrivée du sergent Johannet, avaient, paraît-il, fermé les portes du couvent et fait obstacle à l'introduction de l'ennemi (*ne illuc idem Johanetus eorum introduceret inimicos*), furent par le sénéchal condamnés à mille livres tournois. La victoire de Bernard de Maumont était complète.

La cour de Rome, informée, s'émut de ce retour démesurément offensif. Nicolas IV, récemment promu pape, n'hésita pas à s'en plaindre au roi de France. Par lettres du 11 septembre 1288 (1), il lui demanda l'élargissement d'Hélié de

(1) Bib. nat. Fonds Périgord. T. XXXIII, p. 206. Copie de Lespine, d'après les Archives du Vatican. Vol. in-^{fo} coté. Formul. Joh. XXII, ^{fo} 393. Ep. 3195.

Fayole et du religieux qui avait partagé son sort. « Il ne convient pas, écrivait-il, que tu supportes de telles choses avec indifférence, du moment qu'elles déplaisent à Dieu, qu'elles nuisent au prestige du nom royal, qu'elles portent une grave atteinte à la liberté de l'Église et qu'elles ont notoirement pour effet une subversion sensible des intérêts de la religion, sans compter une dissipation grave des biens et des droits du monastère, pour la conservation desquels tu es tenu de montrer ta sollicitude. » Il le priait, en conséquence, de faire élargir immédiatement les prisonniers, afin qu'Hélie de Fayole pût poursuivre librement son compé-titeur et ses autres agresseurs et obtenir complète justice. Il terminait sa missive en réclamant une prompte satisfaction, faute de quoi il se verrait obligé, disait-il, « de recourir au remède, » au grand remède.

Nicolas IV, homme circonspect, « savant et bien intentionné » (1), avait donné cet avis menaçant au roi de France en faisant à part soi ses restrictions. Il était insuffisamment édifié sur le cas. Il voulut se renseigner par lui-même. Il prit en conséquence l'affaire en mains avec l'intention visible de ne pas brusquer les choses et d'éviter une faute. Au lendemain de la lettre à Philippe-le-Bel, par une bulle du 12 septembre 1288, il donna mandat à l'abbé de Saint-Ferme, du diocèse de Bazas, et au doyen de Saint-Hilaire de Poitiers, de citer les frères Maumont, l'abbé de la Chaise-Dieu, et même le sergent Johannet, à comparaître personnellement à sa propre audience pontificale, dans le délai de deux mois. Les autres délinquants étaient également assignés, mais avec faculté de se faire représenter. « Que s'ils dédaignaient de se rendre, disait-il à la fin, nous voulons non seulement qu'ils encourent dès lors sentence d'excommunication, mais encore que Gérard et l'abbé de la Chaise-Dieu et Bernard soient privés par le fait de leurs bénéfices ecclésiastiques, nonobstant toutes indulgences du siège apostolique,

(1) *Art de vérifier les dates*, p. 300.

générales ou particulières, quelles qu'en soient la forme et teneur. »

Gérald et Bernard se rendirent à l'appel pontifical. L'abbé de la Chaise-Dieu fut excusé par son grand âge et se fit représenter. La comparution des Maumont changea les dispositions de la papauté. Ces Maumont furent, ce semble, des tacticiens consommés. Les préventions de Nicolas IV tombèrent devant leurs explications, fournies d'ailleurs contradictoirement avec les mandataires du parti adverse. Le pape consacra ce changement d'opinion dans une lettre qu'il écrivit, le 15 mars 1289 (1), aux trois principaux accusés : « Par l'autorité des présentes, disait-il, nous vous absolvons de la citation personnelle telle qu'elle avait été formulée, et décrétons que vous en demeurez absous. » Il réservait cependant la question du canonicat de Périgueux, laquelle disparut bientôt du litige par la mort du chanoine Hélié de Maumont. Mais sa sympathie était visiblement acquise aux favoris du roi de France. On en voit la marque, en dehors de la solution propre du litige, dans la collation du titre de chapelains pontificaux qu'il fit peu après à Gérald de Maumont et à son autre frère Hélié de Maumont (2).

Le litige entra dès lors dans la voie amiable. Le pape comprit qu'il n'en trouverait la solution que dans des concessions réciproques. Par une bulle du 7 septembre 1289, il désigna Guillaume de Blaye, évêque d'Angoulême, comme arbitre chargé de concilier et de départager les deux camps. Le compositeur mit le temps à remplir sa mission : car il ne

(1) Fonds Périgord. T. XXXIII, n° 210. *Dilectis filiis Ebo de Casa Dei, Claromonten. et Bernardo Brantholmen. Petrag. Dioc. Monasteriorum abbatibus, ord. f. Ben., ac magistro Geraldo de Malomonte, cantori Ecclesie Bituricen.* — Ce titre de *Chantre de Bourges*, appliqué à Gérald et ajouté à tant d'autres, apparaît ici pour la première fois. — (Arch. du Vatican. Reg. cot. Nicol. IIII. Bullar. an I. II. Tome I, n° 103.)

(2) « *Magistros Geraldum et Heliam de Malomonte, capellanos nostros, fratres ipsius Bernardi,* » dit pour la première fois la bulle ci-après mentionnée du 7 septembre 1289. Ils ne furent donc pas nommés chapelains, comme dit M. de Laugardière, en 1294. (*Bulletin*, t. VII, p. 453.)

rendit sa sentence qu'en 1294, longtemps après la mort de Nicolas IV. Les prisonniers avaient été élargis dans l'intervalle : Hélié de Fayole figure, en effet, comme assistant dans le procès-verbal d'arbitrage.

Cet arbitrage fut précédé de pourparlers, qu'on pourrait appeler les *préliminaires de Marthon*. C'est dans la petite ville de ce nom, située en Angoumois, sur les confins du Périgord, que fut conclu, entre les parties adverses, une manière d'armistice, préalablement négocié par Hélié de Maumont, doyen d'Angoulême (1), fondé de pouvoirs de Gérard et de Bernard, ses oncles, et Guillaume Pierre, chanoine d'Évreux, fondé de pouvoirs de l'évêque de Périgueux et des moines de Brantôme. La paix fut, ce jour-là, 11 septembre 1293, véritablement conclue. Il y manquait cependant quelque chose. Car l'évêque d'Angoulême ne la consacra et scella qu'au bout d'un an.

La sentence définitive (2) fut rendue, le 10 août 1294, à Mareuil, en Périgord, non loin du premier rendez-vous, à plus proche distance, mais en dehors des territoires litigieux. Le couvent de Brantôme paraît avoir été convoqué en entier. Il est, en tout cas, représenté par seize religieux, procureur, prieur claustral, chantre, prieurs, prévôts et moines. Ils ont avec eux, bien entendu, l'évêque de Périgueux. Du côté opposé sont les deux frères, Bernard, abbé, et M^e Gérard de Maumont. L'assistance comprend aussi de nombreux témoins requis pour la sincérité de l'acte, parmi lesquels un seul laïque, noble homme Robert de Montbron, chevalier, du diocèse d'Angoulême. Enfin, les deux notaires, Guillaume Fabre *de Varno*, de l'Angoumois, et Pierre *de Belemys*, du Périgord, officiers publics, clerks de la sainte Eglise ro-

(1) Cet Hélié n'est pas celui précédemment mis en scène comme chanoine contesté de Périgueux. Le chanoine venait de mourir. On ne le voit donc plus figurer dans l'affaire. La sentence finale l'élimine ainsi : *Sublato de medio bonæ memoriæ magistro Heliâ de M.*

(2) Bibl. nat. Fonds Périgord. T. XXXIII, f^o 207. Copies prises par Lespine aux Archives de Pau, où la pièce était ainsi classée : Ch. 39. Cot. Bourdeille, n^o 5. Invent. Montignac, f^o 490, v^o.

maine (1). L'acte rapporte que la réunion se tint dans le cimetière de la localité (*in cimiterio ejusdem loci*). Il y a lieu de penser que les notaires n'instrumentèrent pas sur les tombeaux et que le mot *cimetière* signifie ici un bâtiment placé sur le terrain contigu à l'église, du genre de celui qui est visé dans une charte citée par Ducange, « *ad refugium tantum vivorum, non ad sepulturam mortuorum.* » Mais peu importe. La circonstance était grave, et grave aussi dut être le cadre dans lequel la paix fut solennellement conclue.

Le procès-verbal dans lequel fut monumenté cet accord est d'une étendue qui me fait reculer devant sa reproduction intégrale. La copie s'en trouve dans les papiers Lespine, où il est aisé de la consulter. Je me bornerai donc à un résumé des articles essentiels. L'évêque d'Angoulême reconnaît d'abord que le litige est à ce point embarrassant qu'on ne peut en préjuger l'issue judiciaire, et il proclame la bonne foi des parties adverses. En vertu de ses pouvoirs d'arbitre, il met radicalement à néant toutes les révocations, suspensions, excommunications et sentences prononcées, ainsi que toutes les procédures pendantes ou à suivre contre Bernard de Maumont, qu'il maintient formellement dans sa qualité d'abbé de Brantôme, indemne de tout préjudice. Mais, en même temps, il réintègre dans leur abbaye les moines expulsés et leur restitue leurs *administrations* avec les fruits y afférents depuis le commencement du litige, et dissout la congrégation qui avait pris leur place. Hélié de Fayole, élu naguère contre Bernard, sera particulièrement rétabli dans ses droits monacaux, c'est-à-dire dans son prieuré de Saint-Laurent-des-Combes, en Saintonge ; il est en outre pourvu du prieuré

(1) Voici les noms latins des parties présentes : *Raymundus Petragorensis, episcopus* ; — *Bernardus, abbas* ; — *magister Geraldus de Malomonte* ; — *Aymericus Pontii, procurator et præpositus* ; — *Guillelmus Rigaudi, prior claustralis* ; — *Petrus Berdi, canor* ; — *Helias de Fayolâ, Salamon Mote, Helias de la Brandâ, Helias de Chabanis, priores* ; — *Agnetus Paute, præpositus* ; — *Guillelmus de Manhac, P. Rollandi, Iterius de Goyas, Aymericus Pontii, junior, Guillelmus Arnaldi, Guillelmus Fulcaudi, Helias de la Brandâ, junior, et Raymundus Salvelli (ou Chanarelli), monachi.*

de Bourdeille; mais, tout cela, sous la condition que les religieux de Brantôme adresseront au Souverain-Pontife et au roi de France des lettres supplicatoires dans lesquelles ils reconnaîtront expressément et confirmeront « la donation et la réinféodation qui ont été faites de la moitié du château et de la châtellenie de Bourdeille, dépendances comprises, ayant appartenu jadis à la feue dame Tharie et à ses héritiers »; et, reproduisant dans sa sentence la teneur de ces actes que nous avons déjà vue, l'arbitre ordonne que cette partie du château, du bourg et de la châtellenie de Bourdeille reste à perpétuité à M^e Gérard et à ses héritiers, successeurs ou ayants-cause, sauf les droits et franchises que les moines se réservent dans cet acte même. Quant à l'évêque de Périgueux, à qui incombe aussi le devoir de ratifier la donation et la réinféodation de Bourdeille, la sentence lui reconnaît et lui restitue vaguement, sur tous les points non réservés, les pouvoirs qu'il avait sur l'abbaye de Brantôme avant la querelle. Elle est plus précise en imposant aux moines l'obligation d'assister aux synodes épiscopaux, à moins d'excuses plausibles. Elle rentre dans le vague en ordonnant qu'il ne soit fait aucune atteinte au monastère de la Chaise-Dieu, dans la sujétion et dans les droits qu'il dit avoir sur celui de Brantôme. Mais les reconnaissances faites à la Chaise-Dieu par Bernard de Maumont depuis son avènement ne sont pas reconnues comme ayant caractère de force perpétuelle.

Le reste de la sentence vise des points accessoires, qui montrent la rivalité latente existant de longue date entre les seigneuries contiguës de Bourdeille et de l'évêché. On limitera les châtellenies de Bourdeille et d'Agonac, cette dernière épiscopale. M^e Gérard fera deux hommages à l'évêque de Périgueux pour les lieux de Biras et de Puy-de-Fourches et pour un fief qu'il tient d'un sieur Guy de Rupé. L'évêque a d'autres fiefs dans la châtellenie et dans le bourg de Bourdeille : ces fiefs garderont leurs droits, sauf vérification.

Enfin, la sentence ordonne l'oubli réciproque des offenses et griefs, qui ne pourront revivre ni judiciairement, ni

autrement. « Que tous et un chacun, y est-il dit, soient dès l'instant libérés, quittes et indemnes et qu'ils se restituent mutuellement la paix, la grâce et l'amour. »

Les parties souscrivirent dans l'acte à toutes ces conditions. Au demeurant, Bernard de Maumont était consacré abbé de Brantôme, Gérard de Maumont propriétaire du comté de Bourdeille. Encore une fois, saint Sicaire avait conduit ses protégés à la victoire.

G. BUSSIÈRE.

(*A suivre.*)

GEOFFROY DE POMPADOUR

53^e Evêque d'Angoulême (1465-1470)

Evêque de Périgueux (1470-1486) et du Puy (1486-1514)

Président de la Cour des Aydes (1484)

Premier président de la Cour des Comptes (1485)

Grand aumônier de France.

PRÉFACE.

Un fruit, pour être mûr, doit n'avoir plus à emprunter de sève à l'arbre qui l'a nourri. Il faut que les rayons du soleil aient, tour à tour, caressé ses diverses faces et qu'il se détache tout seul du bois auquel la nature l'avait attaché.

C'est pour ne pas attendre patiemment le temps marqué par les saisons, que les jardiniers chargent souvent nos tables de fruits indigestes, dépourvus de saveur et qui produisent dans l'économie de notre organisme des effets tout opposés à ceux pour lesquels le Créateur nous les a donnés.

Mais il est aussi des fruits qui, arrivés à un certain point qui n'est pas encore la maturité, cessent de prendre toute qualité et risquent, s'ils ne sont cueillis à temps, de faire perdre au jardi-

nier le bénéfice de la faveur qu'on a coutume d'accorder à la nouveauté.

Tel est le cas de la notice que nous présentons aujourd'hui sur Geoffroy de Pompadour.

La plupart des notes qui nous ont servi à la rédiger, recueillies il y a bientôt quinze ans, attendaient, réunies en un dossier, que de nouveaux renseignements vinssent nous mettre à même de faire un travail complet sur cet intéressant sujet.

Nos recherches, depuis cette époque, n'ont pas notablement accru le nombre de nos fiches ; les archives de la Charente nous avaient livré tous leurs secrets ; celles de la Dordogne ne se sont guère enrichies ; mais il nous a été permis de vérifier l'exactitude de nos premières recherches, de fonder, d'appuyer sur des preuves nos jugements et de rectifier ceux d'historiens qui avaient écrit des faits dont ils ignoraient les causes.

Outre l'indécision quant aux dates les plus importantes de la vie de ce prélat, indécisions que nous sommes arrivé à faire disparaître, deux problèmes se posaient, qui, faute d'une solution satisfaisante, rendaient incompréhensibles ses actes les mieux connus.

D'abord, Geoffroy de Pompadour ne nous apparaît point, comme Georges d'Amboise, bouffi d'une ambition extrême ; les historiens laconiques de Périgord et d'Angoumois nous le représentent, dès le début de son pontificat, comme un évêque sage, adonné à l'étude des lettres et cultivant surtout des relations avec les doctes personnages de son diocèse. Comment donc a-t-il pu se trouver l'un des principaux inculpés dans un procès de haute trahison ?

Ensuite, et pendant près de douze ans, alors que nous savons qu'il est évêque de l'Église du Puy en Velay, nous le trouvons exerçant en même temps l'administration épiscopale dans le diocèse de Périgueux ; et cependant, durant la même période, un autre prélat, Gabriel du Mas, régulièrement investi, fait acte d'évêque sur le même siège. Comment l'Église de Périgueux se trouvait-elle pourvue de deux évêques exerçant simultanément les fonctions épiscopales ?

La première de ces questions trouve sa solution dans la connaissance que nous avons du genre de rapports qui s'établirent

entre le comte Jean et l'évêque Geoffroy dès son arrivée à Angoulême, rapports au sujet desquels il nous a été donné d'écrire un chapitre plein d'aperçus nouveaux.

Le second problème se trouve naturellement résolu par le rapprochement que nous avons pu faire de quelques fragments qui, séparés, n'étaient susceptibles que d'obscurcir l'horizon cherché.

En livrant à l'impression cette étude telle qu'elle est, en présentant sur la table ce fruit qui ne peut plus mûrir, nous pouvons nous accorder la satisfaction de dire que nous avons traité ce travail avec toute la conscience qu'il méritait.

Nous ne pouvons, hélas ! nous flatter d'avoir tout dit à son égard, surtout pour la période durant laquelle il administra l'église de Périgueux. Dans un précieux catalogue de sources qu'il a dressé pour les chercheurs de son pays, M. Ph. de Bosredon indique les cotes sous lesquelles nous aurions sans doute trouvé, à la Bibliothèque nationale, d'utiles matériaux (1). Les archives de Pau possèdent aussi, paraît-il, des documents importants intéressant le Périgord. Il ne nous a pas été possible de les consulter, mais nous avons l'espoir que la publication de ces pages déterminera quelqu'un des heureux possesseurs des trésors échappés à l'autodafé de Prunis, et qu'avait su, paraît-il, réunir feu M. Audierne, à nous livrer les secrets contenus en ces précieux manuscrits, appuyés des documents puisés aux sources précitées.

Nous n'avons pas jugé utile d'augmenter le nombre des citations, des notes et des renvois que nous avons semés en nombre déjà considérable au bas de ces pages ; ce n'est pas que nous n'ayons consulté une quantité d'auteurs bien plus importante, mais leur lecture ne nous a apporté aucun éclaircissement nouveau, aucune pièce d'intérêt réel.

La personnalité de Geoffroy de Pompadour fut généralement effacée par celles plus en vue et moins discrètes de contemporains auxquels il se trouva mêlé.

(1) Notamment un mémoire de Leydet (t. XXXII, p. 50) et un extrait de la généalogie de la maison de Pompadour communiqué par M. de Lambertye en 1789 (t. XXXI, p. 476).

Notre but a été, surtout, de définir le rôle que joua l'évêque de Périgueux dans les affaires publiques de son temps et les raisons qui l'amènèrent à y prendre part. Nous croyons avoir rempli ce programme.

Périgueux, le 7 décembre 1893.

Joseph MALLAT.

GEOFFROY DE POMPADOUR.

L'épiscopat de Geoffroy de Pompadour appartient par sa date à l'une des époques les mieux connues de l'histoire moderne. Les charges honorifiques, les emplois publics qu'occupa successivement cet évêque, les missions importantes qui lui furent, dans la suite, confiées le mêlèrent directement à des événements politiques dont il subit les diverses fortunes; et cependant son histoire est encore à démêler dans un chaos de notices contradictoires, dépourvues, la plupart, de documents ou de critique (1), et quelquefois égarées en des livres où l'on est tout surpris de les rencontrer (2).

Nos historiens locaux eux-mêmes, faute de documents suffisamment précis, assignent au pontificat de cet évêque des dates indécises qui ont fait naître la confusion entre les divers prélats de la même famille qui vécurent au xv^e siècle (3).

(1) *Chronique des évêques d'Angoulême*, par J.-H. Michon, p. 144. — *Nobiliaire du Limousin*, par l'abbé Nadaud. — *Estat de l'Eglise du Périgord*, par le P. Dupuy, t. II, p. 153.

(2) *Pierre Pontard*, évêque constitutionnel de Périgueux, par P.-J. Crédot.

(3) Vigier de La Pile. — *Histoire de l'Angoumois*, p. LXXV. — Gabriel de La Charlonie. — *Engolismensis episcopi*. Ed. Tricoire, p. 64. — Michon. *loc. cit.*, p. 144. — Dupuy, *loc. cit.*, p. 158 et suiv. — Quénot, *Statistique du département de la Charente*, p. 239.



La terre et seigneurie de Pompadour (1) fut, du ^{xiii}^e au ^{xvii}^e siècle, le titre en même temps que le siège d'une des plus anciennes familles nobles du Limousin, qui, sous les noms de Geoffroy et d'Hélie, donna à la France de nombreuses illustrations (2); l'Eglise lui doit plusieurs prélats (3) dont quel-

(1) Aujourd'hui commune d'Arnac-Pompadour, canton de Lubersac (Corrèze).

Le château de Pompadour (construit en 1026, est-il dit, à l'*Annuaire* Didot-Bottin, *départ. Corrèze*), sert aujourd'hui de haras et de dépôt d'étalons. Une station du chemin de fer de Paris à Toulouse (468 kil. de Paris), établie à Pompadour, dessert Arnac et plusieurs communes du canton de Lubersac.

(2) 1^e Geoffroy, seigneur de Pompadour, cinquième du nom, baron de Laurière, vicomte de Combourn, seigneur de Chanac, gouverneur du Limousin, était un des hommes les mieux en cour de son temps. Il épousa Suzanne Des Cars, dont il eut deux fils. L'un, Jean, mort vaillamment à l'âge de 26 ans, au siège de Mussidan (1569), à côté du jeune Timoléon de Cossé, duc de Brissac; l'autre, Louis, qui donna dans la Ligue et mourut en 1591. (*Chroniques de Jean Tarde*, annotées par le vicomte de Gérard);

2^e Hélie-Philibert de Pompadour, marquis de Laurière, seigneur de Bourdeix et de Nontron, fils de Jean-Hélie de Pompadour et de Charlotte de Fumel, mourut maréchal de camp et grand sénéchal de Périgord, le 26 juin 1683, laissant un fils, Léonard, colonel d'infanterie. (*Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, année 1886, sixième livraison);

3^e Hélie-Léonard de Pompadour, marquis de Laurière, baron de Nontron, grand sénéchal de Périgord, après la mort de son père (1683), qui épousa Gabrielle de Noailles, fille du duc de Noailles. — (*Le Château d'Ardennes*, par l'abbé Tricoire, et *Liste chronologique des sénéchaux du Périgord*, par M. Ph. de Bosredon. *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, année 1891.)

(3) 1^e Hélie de Pompadour, fils de Jean I^{er}, seigneur de Pompadour, et de Madeleine de Ventadour, évêque d'Aleth en 1448, de Viviers, en 1454; mort en 1477. (*Sigillog. du Bas-Limousin*, par Ph. de Bosredon et E. Rupin, p. 207, art. 285);

2^e Geoffroy, archidiacre de Sarlat, notaire apostolique, grand aumônier du roi et évêque de Périgueux en 1500, neveu de celui dont nous nous occupons;

3^e Autre Geoffroy de Pompadour, grand archidiacre de Périgueux vers

ques uns furent en même temps des savants distingués. Par ses alliances avec les familles de Lastours et de Laurière, dont elle paraît être la souche, avec celles de Combourn, de Ségur, de Ventadour, de Larochefoucauld, de Machat et des Cars, elle se maintint toujours à un rang très honorable que crut acquérir, en prenant le nom et les armes de la vieille famille limousine, la trop célèbre Antoinette Poisson, qui, du reste, n'hésitait pas à se servir, pour clore sa correspondance personnelle, du cachet de son royal amant.

La maison Hélié de Pompadour devint véritablement pé-

1510 (?), conseiller clerc au Parlement de Bordeaux vers 1530. On lit sa signature au bas d'une lettre du 10 novembre 1524 du chapitre de Périgueux à l'archevêque de Bordeaux sur l'élection de Jean de Plas comme évêque de Périgueux. Le 13 juillet 1530, il assista à l'entrée de Gabriel de Grammont. En juillet 1548, il résigna ses fonctions pour devenir conseiller maître des requêtes de l'hôtel du roi. Abbé de Saint-Maurin en 1548, évêque de Périgueux en 1551 (nommé, dit M. de Froidefond, *Armorial du Périgord*, le 20 octobre 1550, il prit possession de son évêché le 13 décembre 1551); il mourut en 1552 ou 1553, (*Armorial précité*, p. 397). — Notes de M. Villepelet dans le *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, année 1891, juillet-août.

Voici les lignes que lui consacre le P. Dupuy, t. II, p. 177 :

« Geoffroy de Pompadour du Chasteau Bouschet fut reçu dans la ville pour euesque avec les pompes ordinaires le 13 décembre; j'ay appris son extraction dans Chasteau Bouschet, maison noble du Lymousin qui est sur la frontière du Périgord ou l'on voyt dans une galerie de vieux pourtraicts des cinq enfans du sieur de Pompadour dont le troisieme est nostre euesque suivant l'inscription qui l'appelle aussi abbé de Saint-Maurin; »

4. Antoine de Pompadour, évêque de Condom, que certains auteurs disent frère de Geoffroy 1^{er}, évêque de Périgueux. Voici les paragraphes que lui consacre le GALL. CHRIST. que nous n'avons pu suffisamment contrôler pour les accepter ou les rejeter avec assurance :

Col. 546. — *Eccl. Lemov. decani* : « XXXV. Antonius de Pompadour postea episcopus Condomiensis. Nonnulli volunt fratrem Antonii fuisse

(?) Suivant la dédicace qu'on lit sur une édition de la *Sphère de Proclus* qui paraît être de cette époque et est ainsi conçue :

Blasius madronetus securiacus Gaufrido Pompadoren majeri archidiacono Petragoricensis iurisperito doctissimo sacrarumque legum professore collettissimo. (Biblioth. nat.)

rigouridine au commencement du xvi^e siècle, par le mariage de Geoffroy Hélié de Pompadour avec Suzanne des Cars, qui lui porta les seigneuries de Roussines et Teyjat, dans le Nontronnais.

La famille authentique de Pompadour paraît s'être éteinte en la personne de la marquise de Courcillon. Le marquis de Courcillon était fils du marquis de Dangeau, historiographe de Louis XIV. La marquise de Courcillon, née de Pompadour, apporta en dot, outre l'héritage de Pompadour, les terres de Nontron, Bourdeix, Pluviers et Piégut. Le marquis dissipa toute sa fortune, et la terre de Pompadour rentra

decanum, non ipsum Antonium; sed fortè uterque successive dignitatem obtinuit. Sammarthani fratres in Antonio de Pompadour ep. Condom. dicunt ipsum fuisse decanum Engolismensem, Robertum verò ejus fratrem fuisse decanum Lemovicensem. Neuter in chartul. Lemov. reperitur. »

Col. 906. — *Eccl. Condom. Episcopi* : « X. Antonius de Pompadour, Godefridi de Pompadour, Carcassonnensis episcopi pronepos, Eliæ Vivariensi qui eum sui testamenti executorem instituit an. 1477. Nepos, frater Godefridi Vivariensis, patrem habuit Golferium de Pompadour, matrem Isabellam de Comborno. (S'il en est ainsi, il n'y a pas de doute, il était frère de notre Geoffroy. Nous n'en avons cependant pas trouvé d'autre confirmation de valeur.) Primum fuit Parisiensis canonicus, Lemovicensis decanus, major archidiaconus Pictaviensis, protonotarius apostolicus; tandem promotus est ad Condomiensem episcopatum, 15 maii 1486. A fratre suo, Podiensi antistite testamenti curator elegitur 1493. Sed ante ipsum moritur V idus octobr. an 1496 ex fragmento nechrologii Condom. Quo eodem anno Sedem vacasse reperio. »

Col. 1028. — *Eccl. Engol. decani* : « XVI Antonius de Pompadour episc. Condom erat simul Engolismensis decanus. Die 18 januarii an. 1493 inter Octav. de San Gelasio et. Ant. de Pompadour, Engolism, decanum et episcopum Condomiensem sic convenit ut episcopus Engolismensis singulis annis 200 libras dicto Antonio solveret pro quarta parte proveniunt decano debitorum et pro jure sigilli ratione jurisdictionis, episcopo simul et decano communis.

5° Robert de Pompadour, doyen, d'Angoulême (") et de Limoges, grand archidiacre de Poitiers, abbé de Terrasson, mort en 1502 (*Gall. Christ.*, loc. cit., et La Chesnaye des Bois, t. XVI).

(") Relativement à cette assertion du *Gall. christ.*, v. *Notes, addit. et rectific.* de M. de Fleury, p. 19.

au domaine. Louis XV en fit don, plus tard, à la favorite à laquelle l'histoire a donné le nom de Madame de Pompadour.

Les armes de Pompadour et de Dangeau se voyaient brodées sur deux dalmatiques provenant de l'église de Piégut-Pluviers et qui furent vendues, il y a quelques années, chez Guillebaud, tapissier à Bordeaux.

1430-1470

L'évêque d'Angoulême.

Au commencement du xv^e siècle, le seigneur de Pompadour, chef d'armes et de famille, était Gollierus, Goffridus, Godefredus ou Geoffroy de Pompadour, époux d'Isabeau de Comborn, qui ne nous paraît pas avoir pris grande part aux affaires de son temps. Son fils aîné, Jean, II^e du nom, seigneur de Pompadour, Arnac, Chanac, etc., conseiller et chambellan du roi Louis XI, épousa, en 1453, Marguerite Chauveron, fille de Louis Chauveron, seigneur de Ris et de Laurière, et de Marie Tranchelyon, et mourut le 11 janvier 1502 (1).

Son second fils fut notre Geoffroy qui naquit au château de Pompadour, le 1^{er} mai de l'année 1430 (2). Il venait au monde au moment où, prisonnière des Anglais, Jeanne d'Arc, la libératrice de la France, commençait à suivre la voie douloureuse dans laquelle l'avaient jetée la cupidité de Jean de Luxembourg le besoigneux et la peur du duc de Bourgogne qui sentait le besoin de conserver des intelligences dans

(1) *Sigillogr. du Bas-Limousin*, art. 286, p. 208.

(2) M. Tricoire, dans ses notes à la suite de Gabriel de La Charlonie : « *Engolismensis episcopi* », *præcit.* dit d'après le doyen Mesneau, que Geoffroy avait un frère Robert qui était doyen d'Angoulême et eut plusieurs procès pour la juridiction spirituelle avec messieurs les évêques et surtout avec Robert de Montbron. — Rien ne nous autorise à nier cette assertion comme aussi rien ne nous a révélé que ce Robert fût frère de Geoffroy.

l'armée anglaise. Délivrée ou à peu près du souci de l'ennemi étranger, la France se réveillait glorieuse, mais encore inquiétée par les ambitions et les compétitions des trop puissants vassaux de la couronne.

Le second fils du seigneur de Pompadour fut, dès sa jeunesse, disent les historiens (1), confié aux soins d'excellents maîtres, entre les mains desquels il fit de si fortes et si rapides études dans les lettres, qu'il brillait entre les docteurs à un âge où beaucoup ne sont encore que des écoliers ; aussi son oncle, Hélié de Pompadour, évêque d'Aleth (2) le prit-il de bonne heure en affection, et tandis qu'il l'initiait aux études ecclésiastiques, il lui obtenait successivement les bénéfices de chantre et de vicaire général d'Évreux, et, dès son installation à l'évêché de Viviers, il l'appelait auprès de lui en qualité d'archidiacre (1454).

Les mérites du jeune archidiacre s'affirmèrent rapidement et les faveurs commencèrent bientôt à lui arriver nombreuses.

Chanoine, puis prévôt de l'église de Lyon (3), comte de

(1) Les notes de M. Audierne, à la suite de la réimpression du P. Dupuy, t. II, p. XX, et l'article consacré à Geoffroy, par Michon, dans sa *Chronique des évêques*, pages 144 et 145, ne sont que des traductions des anciens auteurs :

E teneris annis in florentioribus Gallie academiis liberalibus artibus educatus (est) adeo profecit ut inter doctiores ejus tempestatis homines veluti quoddam sidus litterarum claresceret. ENGOLISMENSES EPISCOPI, Auctore G. Carlonio.

A teneris sub optimis professoribus litteras didicit, tantumque progressum fecit, ut inter doctissimos illius ætatis eminerit. GALL. CHRIST., t. II. col. 1017.

Placé dans les meilleures universités du royaume, il fit de si grands progrès, qu'il passait pour un prodige parmi les plus érudits de son temps. HIST. DE L'ANGOUMOIS, par Vigier de La Pile. Ed. Michon, page LXXV.

(2) Voir supra, p. 171, note 3.

(3) « Fuit prior S. Cypriani, in diocesi Sarlatensi et prepositus ecclesie Lugdunensis (1463-1465-1468) in variis instrumentis S. Cypriani. (*Gall. christ.* tom. II, col. 1017). »

Lyon et prieur de Saint-Cyprien au diocèse de Sarlat, il fut, le 24 juillet 1465, appelé, par les suffrages du chapitre de Saint-Pierre et avec l'applaudissement unanime des habitants (1) du diocèse, à remplacer Robert III (de Montbron), sur le siège épiscopal d'Angoulême (2).

* *

Homme aussi affable que distingué, le jeune évêque d'Angoulême (3) sut, par le charme de ses manières, par ses mœurs douces et sa grande charité, s'attirer l'affection générale. Il devint le père des pauvres et le bienfaiteur de son église (4).

Geoffroy se lia d'amitié avec les hommes les plus savants de son époque et entrelint avec le comte Jean d'Angoulême (5) et Foulques de Laroche Foucauld des relations d'amitié et de dévouement qui ne furent rompues que par la mort (6).

Nous ne connaissons qu'un nombre restreint d'actes de son administration et en aurons rapidement fait l'analyse.

Il figure successivement en :

1467, dans un procès-verbal d'enquête relatif au droit de chasse qu'avaient, moyennant certaines redevan-

(1) « Deinde Engolismensis capituli et omnium civium applausu, in Roberti locum proventus est. » Ibid. — « Tot tantisque fortunæ et animi bonis cummulatus, omnium civium applausu, Roberti Monteberulphi loco successit. » *Engolismenses Episcopi*, p. 64.

(2) Robert de Montbron dont le dernier acte connu est du 6 février 1465 (n. st.) — Notes additionnelles et rectificatives au *Gall. christ.*, par P. de Fleury, p. 6, et Archives de la Charente, abbaye de St-Cybard.

(3) Il n'avait pas encore 35 ans.

(4) Michon, loc. cit. — G. de La Charlonie, loc. cit.

(5) Jean d'Orléans, dit le Bon, comte d'Angoulême, aïeul de François I^{er}.

(6) « Amicos habuit illustrissimos viros, Joannem comitem, et Fucaldum dominum de La Roche-Foucauld et de Marthon, Guidonis filium, episcopalis dignitatis assertores. » *Engolismenses episcopi*, loc. cit., et les traducteurs.

ces (1), les tenanciers de Vars, dans la forêt de Beaumont, appartenant à l'évêché (2);

1468, dans un acte d'échange entre Jean de Laroche foucauld et un chanoine de Saint-Pierre d'Angoulême (3);

1468, (le 11 juin) dans une transaction passée entre lui et noble et puissant monseigneur Jean, seigneur de Laroche foucauld, de Montignac-Charente et de Tourriers (4). Dans cet acte sont délimitées les deux seigneuries de Vars et de Montignac dont l'évêque est seigneur, et les droits des parties sont clairement établis.

Enfin, le 28 juin 1469, il reçoit un hommage pour des terres relevant de son évêché (5).

Il assista aux États généraux de France dont l'ouverture eut lieu à Tours le 6 avril 1467 et tint les grandes assises du diocèse en 1468 (6).

*
* *

A son arrivée dans le diocèse d'Angoulême, Geoffroy de Pompadour appela auprès de lui Jean de Plas, auquel il fit donner, avec un canoniat, la charge d'official d'Angoulême (7) et, dans son désir de s'entourer de conseillers éclair-

(1) « à la condition que les bêtes prises étaient de maille, c'est-à-dire âgées d'un an, d'en apporter le quartier de derrière au logis épiscopal. » *Exploration archéologique du département de la Charente, canton de St-Amand*. Lièvre, p. 109.

(2) Archives de la Charente, fonds de l'Evêché. — Vars.

(3) Id id. Chapitre de Saint-Pierre.

(4) *Terres et fiefs relevant de l'évêché d'Angoulême*. — Ed. Sene-maud, p. 18. L'auteur, très scrupuleux, n'indique point en quel fonds existe cet acte, mais il en donne le texte, ce qui est une compensation.

(5) Archives de la Charente, évêché d'Angoulême.

(6) Id. id. le 10 janvier 1469
(n. st.).

(7) Jean de Plas (ou de Planis, famille baronniale et très considérée de la vicomté de Turenne-Corrèze).

On ne compte plus, tant il est grand, le nombre de ceux de ses membres

rés, il conserva comme archidiacre Jean de Montbrun (1) et appela dans ses conseils des religieux d'un savoir éprouvé, tels, le vieil abbé de Saint-Cybard, Jean Pellereau, et l'abbé de la Couronne, Pierre d'Achard, administrateur prudent et zélé dont la fermeté réussit à rendre à cet antique monastère une partie de sa splendeur passée (2).

Son zèle pour la maison du Seigneur se traduit par des dons magnifiques. Il fit placer dans sa cathédrale un riche *ciborium* « *columnas elegantia operis insignes ante altare majus erexit* » (3). Il mit dans le chœur un pupitre monumental en

qui servirent avec distinction leur pays, soit dans l'armée, soit dans les ordres sacrés. Ses représentants actuels ne dérogent point ; il en est même qui paraissent avoir des ambitions excessives, lorsqu'arrivés au faite des honneurs et n'ayant, pour ainsi dire, plus rien à attendre en récompense d'une valeur qui n'a pas attendu le nombre des années, ils cumulent les titres à la gloire, échangent l'épée pour le froc, le bâton du commandement pour la modeste férule de l'enseignement et laissent reposer les grands cordons et les plaques d'ordres qui jadis constellaient si noblement leur poitrine jusqu'au moment où, pour rappeler à leur pays le respect qu'il se doit à lui-même et qu'il doit au moindre des citoyens, ils croient venu le moment de s'en revêtir de nouveau.

Jean de Plas, conseiller au Grand Conseil (il prêta serment pour cette charge le 11 mars 1508), plus tard ambassadeur en Ecosse. Nommé évêque de Périgueux en 1524 (par François I^{er}, dit M. Audierne), il permuta son évêché pour celui de Bazas le 4 août 1531. Il se démit de ce dernier évêché le 26 octobre 1534 en faveur d'Annet de Plas, son frère, abbé de la Couronne (v. *Sigillogr. ecclésiastiq. de l'Angoumois*), et mourut au château de Plas. Il fut inhumé à Curemonte, dans le tombeau de ses ancêtres, dit M. Audierne dans ses notes à la suite de son édition du P. Dupuy.

Comme évêque de Périgueux, Jean de Plas avait chargé Jean Ganisti, notaire apostolique, de faire une enquête tendant à la béatification du cardinal Hélie de Bourdeille, dont il avait été vicaire général.

(1) Jean de Montbrun était archidiacre en 1461 (31 juillet). Il l'était encore en janvier 1439 (n. st.), et assistait avec cette qualité aux grandes assises de l'évêché ; les auteurs du *Gallia christ.*, ne l'ont pas connu. — *Notes add. et rectific., præcit.* p. 12.

(2) *Histoire de l'abbaye royale de N.-D. de la Couronne*, par J.-P.G. Blanchet.

(3) *Engolismenses episcopi*, p. 64.

bronze, représentant une aigle, les ailes éployées (1), enfin, il dota la chapelle ou sacristie d'ornements dignes du culte divin : « *Dalmaticis vestibus divino cultui dicatis sacrarium exornavit* (2). »

Vigier de la Pile, en cela traducteur fidèle de Gabriel de La Charlonie, termine ainsi la courte notice qu'il consacre à Geoffroy de Pompadour : « *Il eut, sur la fin de sa vie* (3), » *des disputes avec des libertins qui s'étaient élevés contre son clergé. Il les arrêta par son mérite et sa sainteté* (4). »

Si nous sommes obligés de nous en rapporter à l'égard de cette assertion aux auteurs précités, nous avons des raisons de ne pas admettre leur paragraphe *in fine* : « *Hæc de Godofredo Pompadurio. De obitu illius nihil memoriæ proditum est.* »

Nous savons, en effet, qu'il passa de l'évêché d'Angoulême à celui de Périgueux, non pas en 1481, comme le dit le P. Dupuy (5), ni en 1472, suivant M. Michon (6), mais le 6 juillet 1470, par permutation avec Raoul du Fou, un autre jeune et savant évêque, bien en cour et recommandable par sa sainteté (7).

Mais avant de suivre à Périgueux l'évêque Geoffroy, il est intéressant de jeter un coup d'œil sur les cinq années qu'il vient de passer à Angoulême et d'étudier le caractère des relations qu'il s'y est créées (8), relations qui ne tarderont pas à le jeter dans la mêlée des partis politiques et à le faire impliquer dans un procès de haute trahison dont l'interven-

(1 et 2) *Engolismenses episcopi*, p. 64.

(3) Il faut lire : *Sur la fin de son épiscopat à Angoulême.*

(4) « *Sub finem vero episcopatus, quorundam impiorum hominum in cleri Engolimensis libertatem engruentium, generis splendore et vitæ sanctitate furorem infamiamque compescuit* » *Engolism. Ep. loc. cit.*, p. 64.

(5) *Estat de l'Eglise du Périgord*, t. II, p. 158.

(6) *Chronique des évêques d'Angoulême*, p. 145.

(7) V. mes *Notes biographiques sur Raoul du Fou*. Extr. du *Bulletin* de la Société historique et archéologique du Périgord, année

(8) V. ci-dessus, p.

tion du pape et la clémence du roi ne parviendront tout au plus qu'à adoucir la peine qu'il a encourue (1).

1463-1470

Geoffroy de Pompadour

DANS SA VIE PRIVÉE.

Geoffroy remplaçait à Angoulême un évêque savant dont le comte Jean d'Orléans qui, on le sait, fut, avec son frère Charles, un des hommes les plus lettrés de son siècle, avait fait un commensal du château d'Angoulême.

Notre évêque, nous le savons, avait fait de brillantes études, aussi le *bon comte* l'accueillit-il avec bonheur, et bientôt le jeune prélat prit auprès de l'auteur du *Cato Moralisatus* la place laissée vide par Robert III de Montbron.

Pendant sa captivité en Angleterre, le comte Jean s'était créé une riche bibliothèque « célèbre dans l'histoire littéraire de France », dit un savant bibliographe (2) et dont on conservait encore, en 1660, à la Chambre des Comptes de Paris, le catalogue, sous le titre : *Inventaire des livres trouvez en l'armoire de feu monseigneur le comte, le 1 iour de ianvier 1467 (V. st.)*.

Il amena ses livres avec lui et installa une partie de sa bibliothèque dans une salle du château d'Angoulême, dont il faisait sa résidence habituelle, tandis qu'il plaçait l'autre partie au château de Cognac qui était à peu près tombé en ruines (3) pendant le douloureux séjour de son propriétaire en Angleterre.

Cette bibliothèque, cette riche librairie, comme on disait en

(1) *Nouvelle biographie générale* du Dr Hœffer, t. II, p. 314, titre d'Amboise.

(2) Dissertation sur 60 traductions de l'Imitation de Jésus-Christ, par A. Barbier.

(3) François I^{er} à Cognac et son monument, par P. Lacroix (plaquette in-32. Angoulême s. d.)

ce temps, fournissait aux deux amis les éléments d'études dont ils charmaient les loisirs que leur laissaient les soins de l'administration. La bibliothèque du comte Jean se composait surtout de livres de théologie « de quoi il avoit son cabinet bien garny, ensemble d'autres bons liures (*Vie du bon comte Jean*, par du Port) » au choix desquels, du reste, l'avait aidé son confesseur Georges le Macalot « qui estoit religieux de l'ordre de Saint-Augustin, grand théologien et bien entendu au droict canon. (*id.*) ».

Jean d'Orléans et Geoffroy de Pompadour pouvaient donc étudier ensemble, et celui « qui preschoit ses domesticques » recevait les sermons de son évêque.

Ces deux âmes d'élite, devisant fréquemment ensemble sur les mêmes sujets, ne tardèrent pas à se lier d'une amitié étroite et forte.

D'autres personnages de marque, cultivant en même temps les sciences et les belles relations, formaient autour de Jean d'Orléans une petite cour où les joutes de l'esprit remplaçaient les tournois de la cour royale de Blois. Guy de Mareuil, seigneur de Villebois, le chevalier de Chambes (1), le grand sénéchal d'Angoumois, Yves du Fou (2), Pierre de Saint-Gelais (3), seigneur de Montlieu, n'étaient pas moins assidus que Foulques de La Rochefoucauld à venir s'entretenir avec notre comte et l'évêque Geoffroy des choses de l'esprit et entre-temps des événements politiques.

Le comte Jean était tuteur de son neveu le duc d'Orléans, que son père, le poète Charles d'Orléans, laissait orphelin à

(1) Jean de Iambes ou Chambes, conseiller et chambellan du roi, fils de Jean de Chambes et de Jeanne Chabot, époux de Marie de Chateaubriand.

(2) Grand veneur de France, fils de Jacques du Fou, gouverneur et sénéchal du Poitou et frère de Raoul, évêque de Périgueux, d'Angoulême et d'Evreux.

(3) Père d'Octavien, évêque d'Angoulême, et de plusieurs autres enfants distingués dans l'Eglise et dans les lettres, grand père de Mellin, le poète. Dans son testament, le comte Jean désigne messire Pierre de Saint-Gelay, chevalier, seigneur de Montlieu, comme son officier et pensionnaire.

l'âge de trois ans (1). Le bon comte avait une affection particulière pour ce jeune chef de la branche cadette des Valois. Les intérêts de la maison d'Orléans furent souvent le sujet des discussions des assemblées intimes du château d'Angoulême. Tandis que le futur roi Louis XII se livrait, dans la *cour du gouvernement*, aux ébats de son âge, avec son cousin Charles (2) et le jeune Jean de Brémond (3), le vieux comte, assis près de cette fenêtre historique du premier étage de la *tour de Valois* (4), surveillait leurs jeux enfantins. Auprès de lui prenait quelquefois place son ami l'évêque, auquel il faisait part des espérances qu'il fondait sur ces jeunes têtes et des craintes que lui inspirait l'avenir dans lequel il voyait toujours se dresser comme une rivale redoutable de la maison d'Orléans, la superbe maison de Bourgogne à laquelle le traité de Saint-Maur venait d'accorder un surcroît de puissance.

Il est vrai que Louis XI venait de donner une marque

(1) Fils de Charles, duc d'Orléans et de Milan, comte de Valois, de Blois, etc., mort à Amboise le 4 janvier 1465. Né en 1459, il mourut en 1496, gouverneur de Guyenne, après avoir tour à tour aidé et abandonné le parti de son cousin Louis.

(2) Ainsi que son frère, prisonnier à la bataille d'Azincourt, Charles d'Orléans demeura en Angleterre jusqu'en l'an 1440, qu'il fut racheté par 400,000 écus de rançon, dont le roi paya une partie. Dès son retour de captivité, il épousa la fille du duc de Clèves (1440), dont il eut ledit Charles et deux filles : Marie, mariée à Jean de Foy, et Anne, élue abbesse de Fontevrault en 1478.

(3) Fils de Pierre de Brémond, seigneur de Balanzac, et de Jeanne de Livron. Elevé à la cour du comte Jean en qualité d'enfant d'honneur du jeune comte Charles, Jean de Brémond devint conseiller, puis chambellan et maître d'hôtel de Louise de Savoie et de François I^{er} ; enfin vers 1507, capitaine et gouverneur des ville et château de Cognac, fonctions qu'il exerça jusqu'en 1514, qu'il fut nommé grand sénéchal d'Angoumois. — *Les gouverneurs de Cognac*, par P. Lacroix (plaquette in-18, Angoulême).

(4) *La vie de Très illustre et vertueux prince Jean comte d'Angoulesme*, par Jean du Port, sieur des Rosiers. A Angoulesme, par Olivier des Minières, 1569. Nouv. éd. publiée par J. F. E. Castaigne, in-8°. Angoulême, chez Lefraise, 1852.

particulière de son estime au comte d'Angoulême, lui octroyant « pour raison de sa personne, comme prince du sang et à cause de son droict de pairie » que les appellations du comté d'Angoumois ne ressortiraient plus au Parlement de Bordeaux « ains à celui de Paris qui est la Cour des Pairs de France ».

Malheureusement, sa santé, usée par un long exil, avait vieilli avant l'âge ce petit-fils, oncle et aïeul de rois. Le comte Jean sentit venir la mort avec sérénité et prit en toute connaissance ses dispositions à l'égard des affaires de sa maison (1). Nous nous faisons facilement une idée des recommandations particulières qu'il fit à l'évêque d'Angoulême touchant son pupille Louis, dont la mère, Marie de Clèves, n'était point femme à prendre part aux intrigues qui entouraient le trône de France et divisaient les grandes familles du royaume.

A compter de ce moment, la fortune de Geoffroy de Pompadour est liée à celle de la famille d'Orléans.

Le comte Jean mourut saintement dans son château de Cognac le 30 avril 1467, et fut, suivant le désir exprimé par son testament, inhumé dans la cathédrale d'Angoulême, dans le tombeau qu'il s'y était lui-même fait préparer, tombeau dont la description qui nous en a été conservée nous fait regretter la ruine par les soldats huguenots en 1562. Ses obsèques furent l'occasion d'une imposante manifestation de la part des populations de l'Angoumois et de magnifiques cérémonies funèbres dont le comte avait ordonné les détails (2).

(1) « Or, tout aussi que le bon comte Jean, assisté de l'Esprit de Dieu, auoit en reuelation du trespas de son fils Lys..... fut il aduertý du iour et heure de son décès par une grace spéciale de Dieu et peu commune aux autres hommes, sinon aux saints. » (*Ibid.*)

(2) *Ibid.*

1470-1486.

L'évêque de Périgueux.

D'après quels documents le regretté vice-président de la Société historique et archéologique du Périgord, M. A. de Froidefond, a-t-il écrit : « Je dois, de plus, insérer avant ces deux prélats (Geoffroy II et Geoffroy III, évêques de Périgueux) un autre Geoffroy de Pompadour, lequel avait fait son entrée épiscopale à Périgueux le 16 avril 1480 (1).

Le P. Dupuy, il est vrai, ne l'a pas connu avant l'année 1481 (2), mais les auteurs du *Gallia christiana*, bien qu'ignorant sa permutation avec Raoul du Fou, en 1470, avaient dit : « Geoffroy de Pompadour fut appelé à ce siège épiscopal (de Périgueux) avant l'année 1480 qu'on a, toutefois, coutume de compter comme la première de son pontificat. Il ressort cependant, indéniablement, des titres du monastère de N.-D.-de-Beaupuy que le 18 juillet 1473, il confirma le droit de patronat de la Grande-Sauve sur ce couvent et sur l'église de Saint-Martin-de-Pisou (3).

Cet acte, dont la trop sommaire analyse n'implique pas une entrée solennelle antérieure, est cependant une mention précieuse, étant connue la pénurie d'instruments ecclésiastiques anciens dans laquelle se trouvent les Archives de la Dordo-

(1) *Armorial de la Noblesse du Périgord*, art. n° 539, t. I.

(2) Nous trouvons que Geoffroy de Pompadour, surnommé de Chateau-Bouchet (terre féodale, située commune d'Angoisse, canton de Lanouaille) tint le baston pastoral de ce diocèse l'an 1481. (*Estat de l'Eglise du Périgord*, t. II, p. 158). »

(3) « Ad hanc cathedram vocatur ante annum 1480 qui tamen computari solet primum ejus pontificatus. Certe firmavit jus patronatus Silve Majoris in ecclesiis B. Martini de Pison, B. Marie Bello podio, etc.... 18 julii 1473, ex tabulis hujus monasterii. » (*Gall. christ.* t. II, col. 1482.)

gne (1). Nous n'en sommes pas moins dans l'ignorance complète des actes épiscopaux de notre Geoffroy entre les années 1470 et 1480.

Ce que disent, en effet, les auteurs que nous avons pu consulter ne nous instruit guère quant à la chronologie de ses faits et gestes. Nous savons, toutefois, mais par les Archives de la Charente, (fonds de l'abbaye de la Couronne), qu'en 1470, il devint prieur commendataire de N.-D. de la Faye(2) au diocèse de Périgueux, bénéfice qu'il conserva jusqu'en 1480. Il était abbé de Chancelade en 1482 et prieur de St-Jean-de-Côle (3).

(1) Il est à regretter qu'un dépôt public placé entre des mains aussi obligantes que celles de M. Villepelet soit aussi démuní de ces documents qui sont le seul stimulant des écrivains consciencieux.

(2) Paroisse de Léguillac, canton de Saint-Astier. Ce prieuré avait été fondé en 1209 par : 1° Grimoard, évêque de Comminges ; 2° Girard, évêque de Bayonne ; 3° Arnaud de la Faye, chanoine de Saint-Front ; 4° Jean, moine de la Grande-Sauve ; 5° Guillaume de la Faye, laïque, tous cinq frères, afin d'y établir un monastère et un hôpital pour les pauvres. Les religieux de La Couronne furent désignés pour recevoir cette fondation, et l'évêque et le chapitre de Saint-Etienne de Périgueux, la prirent sous leur protection. (*Histoire de l'abbaye royale de N.-D. de La Couronne*, par J. P. G. Blanchet, t. II, p. 103 et 104.)

(3) Nous ne saurions, en effet, conclure de ce que le R. P. Paulin des Prémontrés, dans son *Histoire de St-Jean-de-Côle* (Avignon, 1885), a omis de mentionner Geoffroy de Pompadour au nombre des prieurs de Saint-Jean-de-Côle, que cet évêque ne l'ait point été, car précisément aux dates indiquées, son ouvrage est en lacunes. Le P. Anselme, au rapport de Nadaud (*Nobiliaire du Limousin*, par Nadaud, continué par l'abbé Lecler, *loc. cit.*), indiquait à l'*inventaire manuscrit des titres de la maison de Pompadour*, notre Geoffroy, comme abbé (?) de Saint-Jean-de-Côle. Devons-nous avoir plus de confiance dans le P. Dupuy, qui dit : « Prieur de Celle en Périgord » ou dans les auteurs du *Gallia christiana*, (t. II, col. 734), disant : « Cellæ in pago Petragoricensi » ; nous sommes en peine de nous prononcer, le prieur de Celle dépendant de celui du Peyrat qui, lui-même, relevait de l'abbaye de Saint-Cybard, n'ayant laissé aucunes traces (et nous sommes heureux d'adresser ici nos remerciements au sujet des recherches qu'a faites à cet égard M. de Fleury dans les Archives de la Charente, dont le dépôt lui est confié). Quant à la note de M. Serrure, elle nous paraît prise dans M. Dessalles (*Histoire du Périgord*, t. III, p. 21), copiste du P. Dupuy, ou dans ce dernier lui-même, et n'ajoute aucune autorité aux arguments des partisans de l'une ou l'autre version.

Il nous paraît même évident que c'est, pour ce dernier prieuré, le seul du titre de Saint-Jean-Baptiste, parmi tous les bénéfices que posséda notre évêque, que fut fait le méreau de cuivre jaune au sujet duquel M. Raymond Serrure a inséré une courte notice dans le *Bulletin de la Société historique et archéologique de la Corrèze*, t. XV, 2^e livraison (1).

Le P. Dupuy continue ainsi sa notice sur l'épiscopat qui nous occupe : « Peu d'années après (1481), on commença l'établissement du couvent des pères Augustins hors la ville, par son consentement et de la communauté de la ville l'an 1483, à la promotion de FF. Jean et Prongentius de Villezaio, religieux de cet ordre : plusieurs bienfaiteurs contribuèrent à cet œuvre pie ; Jean Dupuy, sieur de Trigounan, donna le fonds où l'église fut bastie ; ce lieu fut béni par notre évêque Geoffroy, assisté de F. Pierre d'Abzac, de la maison de la Douze, religieux de l'ordre de Saint-Augustin, évêque de Rieux et du depuis, de Lactoure (2). »

A l'égard de cette fondation, les auteurs du *Gallia christiana* s'expriment ainsi : « Eo sedente, Augustiniani in urbe fundantur an. 1483, quorum ecclesiam benedixit Goffridus (3) ».

Cette même année 1483, l'évêque de Périgueux fut appelé par Charles VIII à dresser avec le sire de Maillé (4), son

(1) Ce méreau a pour nous le mérite de nous faire connaître les supports qu'avait adoptés notre évêque pour ses armes. Une face porte, en effet, au centre les armes de Pompadour posées sur une crosse tournée en dedans. *Supports* : Un lion à dextre et un griffon à senestre ; *légende* : G : DE : POMPADOUR ; l'autre porte entre deux cercles, l'inscription : SACTE IOANES BASTITAS  et au milieu, l'image de saint Jean, debout, nimbé et tenant l'agneau. Nous avons appris avec plaisir que cette pièce numismatique, d'un grand intérêt périgourdin, était devenue la propriété de M. Lespinas, de Périgueux, collectionneur distingué, dont le cabinet est déjà si riche de monnaies féodales.

(2) *Estat de l'Eglise du Périgord*, t. II, p. 158 et 159.

(3) Tome II, col. 1482.

(4) Aujourd'hui Luynes.

chambellan, et le sire du Fou, son grand veneur (1) l'inventaire des meubles de la feue mère du roi, Charlotte de Savoie, veuve de Louis XI, ainsi qu'il résulte : 1^o d'une procuration que lui avait donnée le 2 novembre Pierre de Bourbon, comte de Clermont, seigneur de Beaujeu, pour le remplacer comme exécuteur testamentaire de ladite Charlotte de Savoie (2) ; 2^o d'une quittance donnée à Amboise le 15 décembre 1483 (3).



Sous le pontificat de Geoffroy de Pompadour, d'importantes réparations furent faites à l'abbaye de Cadouin qui, rentrée en possession de sa précieuse relique (4), mais ne possédant pas les ressources nécessaires pour payer les dépenses qu'il était urgent de faire en vue de lui donner un asile décent, s'était adressée aux États du Périgord. Ceux-ci l'accueillirent ; mais comme ils ne pouvaient prélever aucun impôt sur la province sans une autorisation royale, ils la demandèrent et l'obtinrent. « Louis XI, dit M. Audierne (5), guidé par ses sentiments de dévotion, étant venu à Cadouin pour honorer le saint-suaire qu'il ne put voir sans verser des larmes, laissa dans le couvent plusieurs preuves de sa munifi-

(1) Coadjuteur honoraire de Marguerite de Rohan, à la tutelle de Charles d'Orléans, comte d'Angoulême jusqu'en 1467.

En 1467, il fut remplacé dans ces dernières fonctions par Jean I^{er}, sire de La Rochefoucauld et chambellan du roi.

(2) « Pour ce que obstant l'occupation qu'il a de présent pour les grans affaires du roy et du royaume, il ne pourroit vaquer à l'exécution du testament d'icelle feue dame ». *Catalogue d'une importante collection de curiosités autographiques* provenant du cabinet d'un amateur de province (?) 1887.

(3) Cette pièce, mise en vente par Charavay — Catalogue de mai 1886 — nous échappa pour un retard d'un courrier. Nous ignorons ce qu'elle est devenue.

(4) Le Saint-Suaire que les religieux d'Obazine, en vertu d'une ordonnance de Charles VII, avaient rendu aux moines de Cadouin le 10 juin 1463.

(5) *Notice historique sur l'abbaye de Cadouin*. Périgueux 1840, p. 29.

cence. Craignant que le nombre des religieux ne fût insuffisant pour rendre à cette relique les honneurs qu'elle méritait, ce monarque donna les revenus nécessaires pour l'augmenter, et, par ce bienfait royal, soixante religieux de plus trouvèrent place dans le couvent. »

M. Dessalles, auquel on reproche avec raison d'avoir souvent omis d'indiquer les sources auxquelles il a puisé, donne le détail suivant des libéralités de Louis XI envers Cadouin. « En avril 1482, il fit don à l'abbaye de Cadouin de 4,000 l. t. de rentes dont 1,300 assises sur Villefranche-de-Belvès, Montpazier, Beaumont, Molière et Bergerac, et le reste sur l'Agenais. Au mois de juin suivant, il accorda à cette abbaye le privilège de porter toutes les affaires judiciaires devant le sénéchal de Périgord au siège de Sarlat. (*Histoire du Périgord*).

Les restaurations faites à cette époque à l'abbaye de Cadouin, bien que assez habilement exécutées, n'augmentèrent pas le cachet de l'édifice du xii^e siècle. Nous étions alors, souvenons nous-en, à un moment où les progrès de l'architecture étaient moins favorisés que ceux de l'art de la guerre, et les seigneurs, qui aliénaient facilement leurs terres pour armer leurs soldats, n'encourageaient pas de leurs libéralités les architectes qui avaient presque assez à faire de relever les brèches faites par l'artillerie naissante.

L'église de l'abbaye de Brantôme fut également restaurée sous ce pontife et le cloître en fut bâti par Pierre de Piédieu, abbé dudit monastère (1).

*
* *

Député aux États généraux de 1484, notre évêque Geoffroy obtint, « de concert avec les autres députés (2) de la pro-

(1) *Notice sur l'abbaye de Brantôme*, par M. Audierne, 1842, p. 50 à 52.

(2) Ces députés étaient : pour le clergé, outre l'évêque de Périgueux, Bertrand de Cassagne, vicaire-général de Sarlat; pour la noblesse, Jean de Taleyrand, seigneur de Grignols, prince de Chalais; et pour le tiers-état, Jean Tricard. — Dessalles, *Histoire du Périgord*, t. III, p. 21.

vince, le maintien des immunités et franchises de la ville (1) ».

A prendre à la lettre le P. Dupuy, on croirait plutôt que l'évêque de Périgueux fut étranger à cette obtention. Sa phrase est, en effet, tournée ainsi : « L'évêque Geoffroy de Pompadour y assista pour le clergé de cette province avec les autres députés, *lesquels* obtinrent du roi la confirmation, etc..... »

On connaît assez les défauts du style du P. Dupuy pour admettre qu'il ait employé une tournure qui ne rend pas sa pensée ; mais on n'ignore pas davantage que, précisément au point de vue de ces franchises et de ces immunités, une querelle entre la Cité et le Puy-Saint-Front existait depuis le moyen âge et prenait, de temps en temps, une tournure aiguë. Cela peut nous permettre de prendre au mot l'auteur de *l'Estat de l'Eglise de Périgord* et de croire que le statut de 1477, qui réglait les élections municipales et attribuait au Puy-Saint-Front un maire et six consuls, tandis que la Cité n'avait droit qu'à un consul, n'avait pas tranché la difficulté à la satisfaction générale.

Remarquons en passant combien les habitants de Périgueux tenaient à ces confirmations de privilèges. Ils venaient d'obtenir « ou moys d'octobre, l'an de grâce Mil CCCC quatrevingt trois » des lettres royaux donnés à Blois par Charles VIII et portant confirmation de tous leurs privilèges (2) ; mais ils ne voulurent pas laisser passer, sans en profiter, l'occasion que leur offraient les États et le voyage de leurs députés.

Après la clôture des États généraux, notre évêque, avant de rentrer dans son diocèse, demeura quelque temps à la cour. Il avait à y rendre compte des missions dont il venait de s'acquitter. En récompense des soins qu'il y avait apportés, il reçut le titre de président de la Cour des Aydes, au-

(1) *Armorial de la Noblesse du Périgord*, loc. cit.

(2) Archives de la ville de Périgueux.

quel vint, un an plus tard (1485), s'ajouter la charge de premier président de la Cour des Comptes.

Membre du Conseil du roi et son grand aumônier, il fit partie des commissions les plus importantes, fut souvent délégué pour des affaires délicates et vauqua spécialement aux négociations relatives au cardinal de Balue. « Il paraît s'être créé, surtout au sein du Conseil, une grande spécialité dans les questions de monnaies et de finances (1). »

Mais tandis que les faveurs royales pleuvaient, pour ainsi dire sur lui, notre évêque n'oubliait pas les liens qui l'unissaient à la famille d'Orléans et particulièrement au jeune et chevaleresque duc qui, malgré les sages conseils de sa sainte épouse (2), n'aspirait qu'à prendre au gouvernement la part à laquelle lui donnait droit sa naissance.

Notre évêque avait, du reste, trouvé dans Alain d'Albret, comte de Dreux et du Périgord, un auxiliaire de la politique du duc d'Orléans et un opposant à celle d'Anne de Beaujeu.

Aussi, lorsque lui parvinrent ses lettres de provision pour l'évêché du Puy, auquel il venait d'être élu (1486), se trouvait-il en prison, inculpé du crime de haute trahison et déféré au Parlement de Paris.

Joseph MALLAT.

(A suivre.)

V A R I A .

MANDEMENT DU ROI HENRI IV

CONCERNANT L'ÉLECTION DE PÉRIGUEUX.

On nous permettra de faire précéder le mandement que nous avons trouvé aux Archives départementales de la Gironde, série C, (Enregistrement des Édits royaux au bureau des Finances de Guyenne),

(1) Nadaud, *Nobiliaire du Limousin*, nouv. éd., t. II, p. 472.

(2) Sainte-Jeanne de Valois, fille de Louis XI.

du nom de quelques-uns des membres de l'Élection de Périgueux à la fin du xvi^e siècle. C'est une liste incomplète, que nous avons composée d'après nos recherches en divers lieux, car nous n'avons pas eu encore connaissance de tableau officiel des membres de ce tribunal administratif :

Geoffroy Girard de Langlade, reçut le 29 mai 1599 des provisions d'Elu en remplacement de Raymond, son père résignataire, lequel avait succédé comme président, en 1586, à Jean de Puybertrand, pour qui l'office avait été créé en décembre 1578.

Pierre Reynier, seigneur de Glane, est Elu dès octobre 1595; en 1599, il se qualifie de *premier Elu*.

Jean de Montozon eut des provisions d'Elu le 13 novembre 1599 en remplacement de Jean du Chesne; son fils Jean de Montozon lui succéda le 8 mai 1629.

Jean du Mas fut nommé Elu le 6 juillet 1599 en remplacement de Raymond Robert. Ces Robert étaient d'une famille qui se transmettait les charges dans l'Élection. Le 15 janvier 1542 (v. s.), Jean Bordes, seigneur de Vessac, receveur des tailles en l'Élection, cède pour 4,500^{fr} son office à son gendre Jean Robert, dit Michy, bourgeois et marchand de Périgueux, fils d'Arnaud. (Bernard de Saulière, Elu, est présent à l'acte de cession.) Ce Jean mourut vers la fin de 1588. En 1621, Jean Robert était procureur du roi en l'Élection, et en 1662, Raymond Robert en était greffier triennal.

Barthélemy Gontrand reçut le 5 septembre 1597 des provisions d'Elu pour un office nouvellement créé.

R. de Saint-Sever fut nommé receveur des tailles en 1599 en remplacement de Barthélemy Gontrand, nommé Elu. Ce Gontrand, déclaré rebelle, avait été destitué en 1590, et remplacé par Dominique de Tollis. Il reprit plus tard son office.

En 1599, Pierre de Peyrarède, conseiller du roi, était contrôleur en l'Élection.

Jean Mourcinq sieur de Groulier était conseiller en l'Élection à la fin du xvi^e siècle.

« HENRY, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre,

» A Nos amez et féaux conseillers les trésoriers de France et généraux de nos finances establys à Bourdeaux, salut.

» Nos bien améz les officiers de Perigort Nous ont faict remontrer que en tout led. pays et sénéchaussée de Perigort, qui est de grande estendue, il n'y a que leur seulle Ellection establye en notre Ville de Perigueux, au

moyen de quoy leurs charges en sont d'autant plus onéreuses à cause de l'assidu travail qu'ils sont contraincts de randre pour l'exercice de leurs dits offices, mesme durant l'yver, que les commissions pour l'assiette et deppartement de nos tailles leur sont envoyez..... de telle fasson que nos deniers n'en sont aucunement diminuez ni retardez ; de quoy ils ont touiours porté tous le soin et dilligence qu'ils sont teneuz, sans que jusques à présent il leur esté pourveuz d'aucuns deniers pour le payement du bois et chandelle... N'estant raisonnable que telle despanse se fasse à leurs despans...

Nous ayant très humblement supplié.... leur voulloir ordonner la somme de soixante-six escuz deux tiers des deniers provenantz des deffaulx et amandes..... A ces causes, desirant leur subvenir..... Nous mandons et commandons par ces présentes que s'il vous appert qu'il n'y aye aucuns deniers destineez pour le bois, chandelles et aultres menuz nécessités du bureau de lad. Ellection..... leur fournir et bailler ce que leur sera necessaire, jusques à la somme de soixante-six escuz deux tiers par les receveurs de nostre dommaine.....

» Donné à Paris, le 18^e jour de mars l'an de grâce mil cinq cens quatre-vingt-dix-neuf.

» Ainsy signé par le roy en son conseil,

» LUILLIER. »

» Enregistré au Bureau des Finances de Guyenne, le 18 février 1600. »

Pour copie conforme :

C^{te} DE SAINT-SAUD.

(Archives départementales de la Gironde. C. 3807, f^{os} 30, v^o, et 31).



Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente le Sceau de Jean d'Asside, évêque de Périgueux, et celui d'Henri de Navarre, comte du Périgord ; — et la 2^{me}, un Bas-relief primitif des Innocents, dans l'église abbatiale de Brantôme.

Le Gérant responsable, J. BOUNET.

Impr. de LA DORBOCNE, anc. Dupont et C^e.

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD.

Séance du jeudi 5 Avril 1894.

Présidence de M. de Roumejoux, président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle du Musée.

Sont présents : MM. l'abbé Brugière, l'abbé Combe, Délugin, Dujarric-Descombes, Charles Durand, l'abbé Gran-ger, Mallat, de Peyronny, de Roumejoux et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la mort de notre honoré confrère, le vicomte Louis de Segonzac, décédé au château de Sorel, dans l'Oise, chez son fils, à l'âge de 81 ans. Il appartenait à une des plus anciennes familles du pays et des plus justement considérées. Il possédait en Périgord la belle terre de Segonzac, où il aimait à revenir tous les ans pour répandre le bien autour de lui et diriger avec zèle une exploitation agricole des mieux entendues. Déjà, au siècle dernier, un de ses aïeux qui s'intéressait au progrès, aux améliorations utiles, avait obtenu du roi l'établissement d'un haras important à Segonzac.

De son côté, M. DURAND nous annonce aussi que M. Dupuy, conservateur des archives de Bergerac, dont il fut l'organisateur passionné, est décédé le 5 mars en cette ville.

« M. Dupuy, nous dit-il, dont M. Charrier, notre aimable et très affectionné confrère, continue les traditions de zèle et de dévouement, a consacré au classement des anciennes archives de Bergerac, trente années d'un labeur qui ne s'est démenti aucun instant et que n'a rebuté aucune difficulté. A ce titre seul, il aurait droit à la reconnaissance de notre Société. Mais en dehors de ses travaux importants, des notes nombreuses qu'il a publiées, nous nous plaisons surtout à reconnaître en lui l'archiviste toujours disposé à se rendre utile aux nombreux chercheurs, qui jamais ne s'adressèrent en vain à son inépuisable complaisance. Aussi, pour ces divers motifs, vous demandons-nous, Messieurs, de vouloir bien vous associer aux regrets émus que nous fait éprouver la perte de l'érudit, modeste et affable qui, pendant plusieurs années, a fait partie de notre Société. »

L'assemblée exprime d'unanimes regrets.

Notre bibliothèque a reçu dans le courant du mois dernier les ouvrages suivants :

Le *Compte rendu* du trente-troisième exercice de la Société de secours des Amis des Sciences, séance publique annuelle tenue le 17 mai 1893, brochure in-8°, Paris, Gauthier-Villars et fils, imprimeurs-libraires, 1893 ;

L'Anthropologie, 1894, tome V, n° 1, janvier-février, (abonnement), in-8°, Paris, Masson, éditeur ;

La Revue archéologique, troisième série, tome XXIV, janvier-février 1894, (abonnement), in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur, contenant la suite du *Recueil de cachets d'oculistes romains* par notre correspondant M. le capitaine Espérandieu ;

Les *Extraits des procès-verbaux des séances du Comité historique des monuments écrits*, depuis son origine jusqu'à la réorganisation du 5 septembre 1848, un volume broché in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1850, contenant, pages 237, 267 et 297, des propositions de MM. Jules et Martial Delpit de publier soit un recueil de documents extraits des archives d'Angleterre, soit les Rôles gascons, français et normands, conservés à la Tour de Londres ;

Le *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques, section des sciences économiques et sociales*, année 1893, in-8°, Paris, Imprimerie nationale, 1894, où, à la page 269, la section examine les propositions favorables faites par la Commission de la Révolution pour la publication des *Procès-verbaux des séances du Directoire* par M. Debidour; et où, à la même page, il est question d'un rapport sur une demande de souscription à l'ouvrage de M. Tarde, *Les transformations du Droit*;

La *Bibliographie des travaux historiques et archéologiques*, publiés par les Sociétés savantes de la France, dressée sous les auspices du Ministère de l'Instruction publique par Robert de Lasteyrie, avec la collaboration d'Eug. Lefèvre-Pontalis et de Bougenot, tome II, 4^e livraison, in-4°, Paris, Imprimerie nationale, 1893;

La *Bibliothèque de l'École des chartes*, tome LIV, sixième livraison (novembre-décembre 1893), in-8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard et fils, 1893;

Le *Bulletin de l'Académie d'archéologie de Belgique*, 4^e série des Annales, 2^{me} partie, tome XV, in-8°, Anvers, imprimerie V^{re} de Backer, 1894;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, année 1893, n^o 3, in-8°, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier, 1894;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome X, n^o 151, premier et deuxième trimestres de 1893, in-8°, Orléans, Herluison, libraire-éditeur;

La *Revue historique et archéologique du Maine*, tome XXXIV, année 1893, second semestre, un volume broché in-8°, Mamers, Fleury et Danguin, imprimeurs; Le Mans, Pellechat, libraire-éditeur, 1893; contenant, pages 92 et suivantes, des *Lettres inédites du P. Mersenne à Peiresc*, publiées et annotées par notre infatigable correspondant M. Tamizey de Larroque, et page 340, un article bibliographique du comte de Bastard, concernant les *Recherches sur la noblesse du Périgord* I, publiées en 1890 par M^{me} la marquise de Cumont;

Le *Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure*, tome XXXII, année 1893, premier semestre, in-8°, Nantes;

La *Revue de Saintonge et d'Aunis*, bulletin de la Société des

Archives historiques, XIV^e volume, 2^e livraison, 1^{er} mars 1894, in-8°, Saintes, M^{me} Mortreuil, libraire ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 1^{re} livraison 1894, janvier-février-mars, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon administrative et commerciale, contenant la suite du mémoire de M. Decoux-Lagoutte sur les hommes illustres de Treignac : *Pierre Rodier*, chancelier de France, évêque de Carcassonne ;

Le *Bulletin archéologique et historique de la Société archéologique de Tarn et-Garonne*, tome XXI, année 1893, quatre fascicules in-8°, Montauban, imprimerie Forestié, renfermant, page 309 et suivantes, un *Guide archéologique de l'excursion en Périgord et en Quercy*, du 25 au 30 septembre 1893, par M. le chanoine Pottier ;

La *Revue des langues romanes*, 4^e série, tome VII, n^{os} 1-2-3, janvier mars 1893, in-8°, Montpellier, et Paris, Pedone-Lauriel, libraire-éditeur ;

Le *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes*, 13^e année, 2^e série, n^o 9, 1^{er} trimestre 1894, in-8°, Gap, imprimerie Jouglard ;

De M. le capitaine Émile Espérandieu, *Inscriptions antiques de la Corse*, petit in-8° de 160 pages, Bastia, imprimerie et librairie Ollagnier, 1893 ;

De M. Haillecourt, inspecteur honoraire d'Académie, deux brochures, l'une de son beau-frère, feu le docteur Paul Durand, président de la Société archéologique d'Eure-et-Loir, *Le sarcophage de Salone*, in-8° de 24 pages, Chartres, imprimerie Édouard Garnier, 1874 ; et l'autre, de M. Julien Durand, greffier du tribunal de la Seine, *Peintures de l'église de Bethléem*, extrait du *Bulletin monumental*, 1884, in-8° de 16 pages, Tours, imprimerie Paul Bousrez ;

De M. Tamizey de Larroque, sa notice nécrologique d'*Adolphe Magen* (1818-1893), in-4° de 23 pages, Agen, imprimerie V^e Lamy, 1894 ;

De M. Philippe de Bosredon, *Le conciliateur de la Corrèze*, du samedi 19 août 1893, où est publié un article de M. Philibert Lalande sur *La grotte de Miremont* ;

De M. Mallat, le numéro du 24 mars 1894 de *la Semaine*

religieuse de Périgueux, contenant son article *A propos de Jeanne d'Arc*, et une plaquette de sept pages intitulée : *Le concile de Périgueux de 1365*, in 8°, Périgueux, imprimerie Cassard frères ;

De M. de Maynadié, le numéro du 10 mars 1894 de *la Semaine religieuse de Périgueux*, qui publie son article sur *Une chapelle à Pombonne au XVIII^e siècle* ;

Et de M. Charles Durand, le numéro du 7 mars dernier de *L'Indépendant*, de Bergerac, où est inséré un article nécrologique sur *Michel Dupuy*.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

La Revue des autographes de mars et d'avril 1894, dirigée par M. Eugène Charavay fils, signale parmi les pièces à vendre quelques unes nous touchant :

1° Une quittance sur parchemin signée, du 17 septembre 1610, de François d'Esparbès, vicomte d'Aubeterre, maréchal de France, un des plus fidèles compagnons d'armes d'Henri IV, mort en 1628 : c'est un reçu de la somme de 150 livres pour ses appointements comme lieutenant de Blaye, pendant un mois et demi, à 36 jours le mois ;

2° Une intéressante lettre d'A.-L. de Gontaut, duc de Lauzun, puis duc de Biron, compagnon de Lafayette dans la guerre de l'Indépendance américaine, général en chef des armées de la République, guillotiné en 1793. Elle est datée de Strasbourg, le 15 novembre 1792. Il prie la Convention d'épargner sa femme, dont il est séparé depuis quinze ans ;

3° Une belle lettre datée de Saint-Michel (Vosges), le 3 septembre 1631, et adressée à M. Lefèvre, intendant de Lorraine, par Jacques Nompar, duc de Caumont La Force, maréchal de France, un des plus illustres capitaines protestants des règnes d'Henri IV et de Louis XIII, sauvé sur le cadavre de son père à la Saint-Barthélemy. Il l'invite à remettre les amendes imposées à M^{me} de Removille par M. de Campremy ;

4° Une curieuse lettre écrite sept jours après la déclaration de guerre de l'Espagne à l'Angleterre, au marquis de Lan-

geron, chargé de l'organisation des troupes pour l'Amérique, par J.-H. Bouchard d'Esparbès d'Aubeterre, maréchal de France, commandant en Bretagne, né en 1714, mort en 1788. Elle est datée de Brest, le 2 juillet 1779. « J'ai bien de l'impatience, écrit-il, de savoir M. d'Orvilliers réuni aux Espagnols et de le voir arriver dans la Manche » ;

5° Une très intéressante lettre, datée de Cambrai, le 25 mai 1705, de François de Salignac de Fénélon, archevêque de Cambrai, au comte de Loewenstein, parent de Dangeau, et chargé d'affaires de l'Électeur de Cologne, Joseph-Clément de Bavière. Il le félicite de prendre en main les intérêts de l'Électeur de Bavière (qui n'avait plus d'États) et souhaite que ce prince prenne au sérieux ses devoirs d'évêque et reçoive enfin les ordres. (Saint-Simon raconte en effet comment le prince bavarois, aussi laid que mondain, fut consacré par Fénélon en 1707). « Il faut seulement souhaiter qu'un prince, qui est naturellement si bon et qui a d'ailleurs tant de religion, se tourne tout entier vers la profession qu'il veut embrasser » ;

6° Des lettres des deux frères Mounet, artistes du Théâtre-Français, originaires de Bergerac.

M. Étienne Charavay nous envoie également le catalogue d'une collection d'autographes à vendre à la salle Drouot, parmi lesquels est une lettre datée de La Haye, le 15 décembre 1726, et écrite au bourgmestre de Leyde par Gabriel-Jacques de Salignac, marquis de La Mothe-Fénélon, célèbre général et diplomate, neveu de l'archevêque, né en 1688, tué à la bataille de Raucoux en 1746. Le Père Ange, desservant de l'école catholique des Carmes de Leyde, étant mort, le marquis de Fénélon demande, au nom de la tolérance, que le Père Paul, son successeur, puisse le remplacer sans faire acte de soumission au prétendu évêque d'Utrecht. Il invoque les maximes d'une sage tolérance. « Je comprends même que cette maxime a des privilèges particuliers dans la ville de Leyden, où les études qui y fleurissent attirent des hommes de toutes les nations et de toutes les religions, en sorte que s'il ne se trouvoit pas actuellement d'église

pour ceux qui professent la pure catholicité, il seroit de l'intérêt de la ville de contribuer à l'établissement d'une qui leur convînt... »

M. l'abbé GOULARD, élu membre titulaire dans la dernière séance, adresse ses remerciements à la Société.

L'assemblée apprend avec plaisir que notre confrère M. Samuel Pozzi a été promu officier de la Légion-d'Honneur à l'occasion de l'Exposition de Chicago. Elle lui envoie ses félicitations.

M. l'abbé GRANGER croit avoir entendu dire à M. le Président, dans une de nos dernières réunions, que les habitants du Quercy avaient énergiquement résisté à la domination anglaise, lorsque, par suite du mariage d'Eléonore de Guyenne avec Henri duc de Normandie, l'Aquitaine passa aux Anglais. Il ajoutait qu'ils avaient poussé leur antipathie jusqu'à refuser de reconnaître la sainteté de saint Louis, pour avoir cédé, en 1259, leur pays à l'Angleterre, et qu'encore, après le traité de Brétigny, en 1360, ils avaient refusé de reconnaître cette souveraineté; qu'en 1362, en effet, lorsqu'il fut question de livrer Cahors aux Anglais, les consuls protestèrent auprès de Jean Chandos, délégué du roi d'Angleterre, et que le roi de France se crut obligé de nommer commissaire, pour cette circonstance, le maréchal de Boucicaut, afin d'empêcher une collision possible; les consuls de Figeac, Catus, Moissac, Lauzerte, Moncuq s'étaient associés à la protestation de la ville de Cahors. En 1364, les seigneurs du Périgord font de même, ainsi qu'on peut le lire dans le P. Dupuy, t. II, p. 114, édition de 1842.

M. l'abbé Granger a fait des recherches constatant que si la Cité de Périgueux a été quelquefois anglaise, les habitants du Bourg du Puy Saint-Front ont toujours résisté à cette domination. Il a trouvé ces renseignements dans un manuscrit non signé de la bibliothèque de Périgueux qui contient de courtes biographies de tous les évêques jusqu'à M^{re} de Francheville et est en quelque sorte la continuation du P. Dupuy. Il profite de l'occasion pour demander que ce

manuscrit soit publié avec des annotations par l'un de nos confrères.

En terminant, M. l'abbé Granger pense « qu'il est acquis à l'histoire que les Périgourds, au moins les habitants du Puy-Saint-Front, résistèrent pendant trois siècles à la puissance des Anglais et refusèrent constamment de subir le joug de l'étranger par fidélité à la royauté de France, mais il n'est point dit que les habitants du Périgord aient refusé de reconnaître la sainteté de saint Louis, à cause de la cession qu'il fit du Périgord aux Anglais, d'autant que la sainteté du roi était déjà populaire en France de son vivant, dit le pape Boniface VIII, dans son discours de canonisation. »

M. LE PRÉSIDENT n'a fait que répéter sur l'occupation anglaise, ce qu'on lit dans tous nos auteurs, le P. Dupuy, Des-salles, etc.

M. DE BAILLET nous communique quelques réflexions qui lui ont été suggérées par le dernier mémoire de M. Grellet-Balguerie, sur les voies romaines en Périgord.

« La direction de la voie de Périgueux à Agen, écrit-il au Président, après le passage de la Dordogne au Port du Noyer, traversait dans toute sa longueur le territoire de Saint-Germain de Pontroumieu, aujourd'hui commune de Saint-Germain-et-Mons.

» Le chemin vicinal n° 1, de cette commune est établi jusqu'à la vieille tour de Mons, sur le parcours même de la voie romaine dit Chemin-Ferrat.

» Il reste une lacune du chemin vicinal n° 4, de près d'un kilomètre de longueur, comprise entre la Dordogne et la partie réparée, que la commune se propose de faire exécuter. On voit encore en suivant le chemin vicinal, sur certains points, des accidents de terrain, qui témoignent que le chemin avait, par le passé, une largeur plus grande que celle actuelle.

» Sur la lacune qui doit être réparée pour compléter le chemin, là où les riverains n'ont pas cédé à la tentation de l'em-

pièlement, on trouve les indices de la voie et de la construction telle qu'elle était faite par les Romains.

» Je me souviens, il y a longtemps, avoir accompagné M. de Gourgues, qui parcourait la ligne pour l'étudier et en connaître la direction, son attention fut attirée sur ce point, probablement mentionné dans l'article qu'il publia à la suite de sa visite, je crois, dans les *Annales archéologiques de France*.

» Les restes des débris de la voie romaine vont disparaître dans la commune, au grand avantage, d'ailleurs, des intérêts de la circulation, par les réparations que la vicinalité se propose. Quand le projet de cette réparation a été présenté au conseil municipal, il a été demandé que le tracé suivît la direction de la voie romaine, dont les empiètements ont fait des déviations, et qu'il fût établi au point de départ du Port du-Noyer, un poteau indiquant que c'était la voie romaine. Une souscription, agréée par le conseil, a été faite dans ce but.

» Ce but me paraît entrer dans les vues et l'esprit de notre Société, qui pourrait peut être influencer auprès de l'administration pour en assurer la réalisation. »

M. LE PRÉSIDENT nous lit une seconde Note sur la tour de Vésone pour en commenter le plan très exact qui a été relevé par les soins de M. Godard, directeur des travaux de la ville. L'ensemble de ce plan paraît être celui-ci : une tour entourée d'une enceinte circulaire formant une colonnade encadrée dans un vaste parallélogramme contenant les bâtiments accessoires. « Nos hypothèses, dit-il, restent les mêmes sur la manière dont on entrait dans ce temple et sur l'attribution des différentes salles dont on aperçoit une partie des amorces. Une de ces salles se trouve avoir un mur double qui a excité la curiosité des visiteurs. Cet espace était un passage, une rue longeant la dernière enceinte du péribole. Le puits desservait évidemment ces bâtiments et se trouvait probablement dans une cour intérieure.

» Ces fouilles considérables et bien conduites ont eu pour résultat de nous donner ce que nous n'avions pas, un plan de

tout l'édifice. Maintenant des fouilles entre les murailles jusqu'au sol antique s'imposent, et je demanderai à cet effet à la municipalité l'autorisation de fouiller une des salles à nos frais : nous y consacrerions 5 à 600 francs dans lesquels la Société française d'Archéologie participerait pour 150. »

Le plan en main, M. le Président récapitule les nouvelles découvertes et les objets trouvés, médailles romaines, débris de marbres, restes de stucs multicolores, fragments de poteries communes et d'amphores, et des viretons de différentes formes, prouvant que des combats se sont livrés là à toutes les époques.

L'assemblée consultée vote en principe la subvention sans en fixer le chiffre, pour permettre de fouiller une des salles, tout en regrettant que la Société ait été tenue jusqu'à présent à l'écart et n'ait pas été associée à la direction de ces travaux.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL présente un petit objet, du moyen âge, provenant aussi de ces fouilles : il est en fer mince, en forme d'écu antique, surmonté d'une boucle par laquelle il était suspendu, croit-on, au cou des oiseaux ou des chiens de chasse, pour les faire reconnaître de leur propriétaire. Il est écartelé, mais il porte des armoiries tellement frustes, écrasées, qu'il est impossible de les déterminer.

M. LESPINAS, empêché d'assister à la réunion, nous a transmis la note suivante :

« Dans une des dernières séances de la Société, en décrivant dix deniers trouvés près de Nontron, je priais les personnes qui trouveraient dorénavant des monnaies de les soumettre à notre examen. Cet appel a été entendu, et j'ai pu depuis, grâce à l'obligeance de M. Martial de Roffignac, analyser une énorme quantité de doubles tournois de Louis XIII, parmi lesquels se trouvaient cinq ou six pièces intéressantes, dont une pièce de légat frappée à Avignon. A part les *quattrini* d'Urbain VIII, frappés au nom du cardinal Barberini et pour

imiter les doubles deniers, très communs en Périgord, on trouve dans notre pays peu de monnaies des légats ; grâce à M. Pasquet, propriétaire à Ajat, je peux vous soumettre une autre monnaie des légats, qui prouve que déjà au xvi^e siècle, des relations s'établissaient entre Avignon et le Périgord.

» En faisant pratiquer des fouilles dans les ruines de la Garde-Galan, (commune d'Ajat, près Thenon), ancien prieuré dépendant de l'abbaye de Ligeux, M. Pasquet mit à jour deux objets qu'il a offerts au Musée municipal de Périgueux : 1^o Une clef assez bien conservée du xvi^e siècle ; 2^o une monnaie de billon assez fruste, mais très intéressante ; c'est une monnaie du pape Clément VIII (Aldobrandini) 1592-1605, pour Avignon et au nom de Sil. Sarellus, vice-légat. En voici la description : *Clemens VIII Pont. Max.* dans le champ l'écusson aux deux clefs accosté de deux A. et surmonté d'une tiare. — Au revers, une croix pattée, cantonnée de deux lions et de deux rosaces. *Sil. Sarellus viceleg. Aven. 1593.* (Poey d'Avant, n^o 4334.) »

M. DE SAINT-SAUD nous mande qu'il est allé au Congrès de Sorbonne représenter la Société avec MM. de Chantérac, Champeval, Gaston de Gérard, Mallat et de Manthé. « En ce qui concerne mes confrères, je vous signalerai une communication de M. de Manthé sur les mesures agraires du Périgord, du Bordelais, de l'Agenais et du Bazadais. J'ai pris deux fois la parole, une première fois pour répondre à la 3^e question du programme de la section d'histoire, signalant deux curieux livres de raison de la famille de Brons. Je donnerai prochainement l'un d'eux aux Archives départementales, de la part du vicomte Pierre de Pelleport. La seconde fois, à la section de géographie, pour donner un résumé de mes excursions géographiques de 1877 à 1893 dans les Pyrénées Catalanes, Aragonaises et Cantabriques.

» Cette 32^e session a été clôturée dans le grand amphithéâtre de la nouvelle Sorbonne, par la lecture d'une très intéressante étude agricole sur les populations de l'Amérique du Nord, par M. Levasseur, et par un remarquable discours de M. Spuller, ministre de l'Instruction publique.

Le *Journal officiel* ayant annoncé, ajoute LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL, que les Archives de la Dordogne possédaient le livre de raison de la famille de Brons, qui sera donné seulement dans quelques mois par M. le vicomte de Pelleport, M. de Raynal lui écrit pour avoir des renseignements sur cette suite d'actes qu'il contient de 1522 à 1786. « J'aurais le grand désir de savoir si, parmi ces actes, il en existe établissant des alliances entre les de Brons et la famille de Raynal, de Reynal ou Chaudru de Raynal. Ce dernier nom est celui de la famille dont je suis aujourd'hui, depuis la mort de mon père, le chef, mais il s'est orthographié de Raynal et de Reynal. Nous sommes originaires de Salignac. »

M. de Richemond, archiviste de la Charente-Inférieure, écrit également au SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL pour savoir s'il a des documents sur la maison des La Rochebeaucourt, seigneurs de Soubran en Saintonge, et s'il existe encore des représentants de cette famille. Ce renseignement serait utile à un ancien maire de la commune de Soubran, qui veut en écrire la monographie.

M. le Secrétaire-général n'a pas de papiers concernant cette famille dont les descendants mâles ont disparu depuis longtemps. Il ne pourra indiquer à son collègue que l'*Histoire généalogique et chronologique de la maison royale de France*, du P. Anselme, tome IV, p. 567 ; tome V, p. 19 ; tome IX, p. 145 ; le *Dictionnaire* de Moréri, article Chabot-Jarnac ; le *Nobiliaire du Limousin*, de Nadaud, tome IV, p. 38, et Noulens, *Documents historiques sur la maison de Galard*.

M. DUJARRIC-DESCOMBES fait don à la Société de deux copies de testaments, prises dans les archives du Fraisse, commune de Terrasson, et provenant des papiers laissés par deux membres regrettés de notre bureau, MM. de Froidefond et Riboulet.

Le premier testament, daté du mois de septembre 1260, est celui d'Hélène, veuve de R. Vigier ; le second, du dimanche après la Saint-Barthélemy, 1333, est celui de Raymond du

Fraisse, damoiseau de Terrasson. Les deux testateurs choisissent le cloître du monastère de Terrasson pour le lieu de leur sépulture.

Ce dernier testament, à part quelques legs en faveur du chapelain de Saint-Julien de Terrasson et de l'« édifice », de l'église et du pont de Terrasson, des églises voisines, etc., ne saurait présenter l'intérêt du premier acte, par lequel la veuve du chevalier Vigier fait un double legs en faveur de la restauration des églises, cathédrale et abbatiale de Périgueux.

Le texte de ce précieux document sera publié dans le *Bulletin*, avec les commentaires dont notre confrère a cru devoir l'accompagner.

M. CHAMPEVAL nous envoie la suite des devis concernant les travaux de peinture faits au château d'Hautefort au xvii^e siècle ; il y joint un inventaire dressé en 1530 par Jean d'Hautefort, gouverneur pour le roi de Navarre en ses comté de Périgord et vicomté de Limoges, des cloches des églises et chapelles des châtellenies d'Auberoche, Excideuil, Ans, Hautefort, Thenon et La Mothe.

M. André MAISONNEUVE-LACOSTE nous adresse aussi la copie d'un procès-verbal rédigé le 6 avril 1694 par le juge royal, civil et criminel de Thiviers, au sujet des droits de préséance, à l'église ou à la procession, le jour des Rameaux et le Vendredi-Saint, que se disputaient le seigneur de Vaucocour, gouverneur de la ville et prévôté de Thiviers, et Gaston Mosnier, écuyer, sieur de Planeaux, et sur la plainte du premier.

Cette pièce sera publiée dans le *Bulletin*. Notre confrère l'accompagne d'une analyse des testament et codicille de M. Léonard Mosnier, chevalier, seigneur baron de Planeaulx, reçus par Boudet, notaire à Paris, les 31 mars et 2 avril 1785. Ces derniers actes, trop peu anciens, n'offrent pas d'intérêt historique.

En terminant, M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL signale le baptême d'un juif prussien qui se fit dans la paroisse de Saint-

Silain, à Périgueux, le 20 février 1789. Le sacrement lui est administré après qu'il eût été examiné « tant sur les sentimens que sur la connoissance des principaux mystères de la foi catholique et sur tout ce qui regarde le baptême. » Moïse Lion, juif de naissance et de religion, âgé de 43 ans, originaire de Berlin, fixé à Périgueux depuis quatre mois, prend comme nom de baptême Jean-Baptiste. C'était un baptême *in extremis*, puisque le néophyte meurt quatre jours après, le 24 février, laissant son épouse Rébecca. (*Inventaire des archives de Périgueux*, série GG. 134, p. 374.)

Notre honoré confrère M. Ludovic SARLAT nous adresse son 952^e sonnet : *Un poète à un archéologue*, par lequel il désire nous prouver « que dans ses moments de loisir, il s'occupe, mais à sa manière, d'archéologie. »

Enfin, M. LE PRÉSIDENT nous entretient de l'excursion archéologique de cette année, qu'il fixe au 25 juin. Le premier jour, les voyageurs partiraient de Bergerac pour visiter Monbazillac, Colombier, Issigeac, Lauzun, Eymet; le second jour, Puyguilhem, Saussignac et Gardonne.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.



Séance du jeudi 10 Mai 1894.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. l'abbé Combe, A. Délugin, Dujarric-Descombes, Dubet, Gauthier, l'abbé Granger, le docteur Ladevi-Roche, Mallat, de Roumejoux et l'abbé Brugière.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu depuis le mois dernier les ouvrages suivants :

L'Annual report of the Board of regents of the Smithsonian institution showing the operations, etc. *Report of the U. S. national museum.* Washington, government printing office 1891, grand in 8° relié ;

The chronology of the cathedral churches of France by Barr Ferrée, member Société de l'histoire de France, Paris, in-4°, New-York, 231, Broadway, 1894 ;

La Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XIV^e volume, 3^e livraison, 1^{er} mai 1894, in-8°, Saintes, M^{me} Mortreuil, libraire ;

Le Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, tome XLI, in-8°, Limoges, imprimerie V^{re} H. Ducourtieux, 1894.

Ce volume renferme une carte féodale de la frontière du Périgord et du Bas-Limousin, par M. J.-B. Champeval, avec des notes précieuses sur plusieurs paroisses du Périgord.

La *Revue des langues romanes*, 4^e série, tome VII, avril 1894, tome XXXVII de la collection, in-8°, Montpellier, Paris, G. Pedone-Lauriel ;

Le temps décimal, par J. de Rey-Pailhade, ingénieur civil des mines, brochure in-8° de 36 pages ; imprimerie Gauthier-Villars, quai des Grands-Augustins, 55, Paris ;

De M. le docteur Collignon, médecin major à l'Ecole de guerre, sa brochure sur l'*Anthropologie de la France*. — *Dordogne, Charente, Corrèze, Creuse, Haute-Vienne*, in-8°, Paris, 1894, extrait du tome I (III^e série), 3^e fascicule des *Mémoires de la Société d'anthropologie de Paris* ;

Les fouilles de la tour de Vésone, à Périgueux, par M. Dujarric-Descombes, brochure in-8° de 20 pages, février 1894, Périgueux, imprimerie de la Dordogne ;

De M. Charrier, conservateur des archives municipales de la ville de Bergerac, *Les jurades de la ville de Bergerac*, tome III (1553-1577), un vol. broché in-18, de 406 pages, Bergerac, Imprimerie générale du Sud-Ouest, 1894.

M. Dujarric-Descombes rendra compte de cette nouvelle et intéressante publication de notre confrère M. Charrier.

Le Périgourdin, éphémérides de Périgueux, par M. Ivan de Valbrune ; n° 17, mars-avril 1894, une feuille in-8°, Périgueux, imprimerie Cassard frères ;

Enfin, divers catalogues, circulaires, etc., dont prennent connaissance les membres présents.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT nous lit la lettre d'invitation qui lui a été adressée, ainsi qu'aux membres de notre Société, pour assister au congrès qui sera tenu à Saintes et à La Rochelle (Charente-Inférieure), du 29 mai au 6 juin, par la Société française d'Archéologie.

M. de Roumejoux communique le programme, en exprimant le désir qu'on réponde à cette flatteuse invitation.

La Société archéologique de Sens va célébrer ses *noces d'or* et nous invite aussi, par la voix de notre Président, à y assister. Cette fête du cinquantenaire aura lieu à Sens les

mardi et mercredi, 20 et 21 juin 1894, et sera suivie, le 22 juin, d'une excursion à Pontigny et à Saint-Florentin. Notre président fait remarquer qu'à l'époque fixée plus haut, plusieurs de nos membres seront également en excursion ; il verrait néanmoins avec plaisir qu'on pût se rendre à cet appel bienveillant.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture « d'un travail remarquable de M. Laffitte sur la crypte de Saint Astier qui a paru dans le *Journal de la Dordogne* du 7 mai ; il y a peu de choses à ajouter à sa description d'une exactitude parfaite et à laquelle il faut reconnaître une méthode sûre et une clarté qui met les objets sous les yeux. Cette crypte en a remplacé une plus ancienne, ainsi qu'on peut le reconnaître à certains indices de construction et de réparations ; le fait le plus intéressant de ces recherches a été la découverte d'un tombeau contenu dans un autel dont la date est très ancienne. Les restes contenus dans ce petit sarcophage n'ont pu appartenir qu'à un personnage vénéré pour ses vertus chrétiennes et ils ont été transportés là d'un autre lieu, car un corps nouvellement mort n'aurait pu entrer dans ce coffre en pierre qui ne mesure que 0^m68 de long, 0^m45 de largeur sur 0^m23 de profondeur, — et nous savons que le corps de Saint-Astier fut transporté du lieu de la sépulture primitive en une nouvelle église plus grande et plus rapprochée de la rivière ; cette translation aurait eu lieu par Raoul de Couhé, évêque de Périgueux, mort en 1013, et qui avait fait élever une nouvelle église dont on voit encore quelques restes près du clocher. Cette supposition mérite qu'on s'y arrête et qu'elle soit étudiée avec soin ; en tout cas, nous émettons le vœu que cette crypte soit restaurée et dégagée de l'amoncellement d'ossements et de débris de toute sorte qui l'obstruent au grand détriment du respect dû non seulement au personnage dont nous parlons, mais aussi aux nombreux restes de ceux qui ont été jetés là sans souci de la dignité humaine. »

M. DUJARRIC-DESCOMBES lit une ordonnance de Charles IX au sujet des sépultures des Calvinistes à Périgueux.

Voici le résumé de ce document qui paraîtra aux *Varia* :

Les habitants de la ville et des faubourgs de Périgueux, qui étaient de la religion prétendue réformée, avaient été molestés à l'occasion des sépultures de leurs coreligionnaires. Obligés d'acheter un terrain pour le convertir en cimetière, ils n'en avaient pas moins été encore l'objet de vexations de la part des catholiques, et les précautions prises par la municipalité et la vigilance des magistrats étaient restées impuissantes contre la haine des partis. Charles IX, à qui s'adressèrent les Calvinistes, rendit une ordonnance datée de Blois, le 10 novembre 1571, qui paraissait devoir rétablir la paix ; si elle put exister, ce ne fut pas pour longtemps, comme on peut en juger par les désordres qui eurent lieu quelques années après, les Calvinistes étant devenus maîtres de la ville.

M. GAUTHIER communique à la Société un testament d'un ancien membre de sa famille, Hugues Gauthier, vicaire perpétuel de la vicairie de Notre-Dame-de-Pitié, 1725. Ce document, en raison de son étendue, sera donné aux *Varia*. Faisons connaître ici brièvement les faits qui s'y rapportent : dans le cimetière de Nailhac, on voit les ruines d'une ancienne chapelle appartenant à la famille Gauthier, qui conserve une plaque de marbre portant cette inscription : « La chapelle de N.-D.-de-Pitié, fondée par messire Jean Gauthier, l'an 1506 et réédifiée par Elie Gauthier l'an 1601. » Cette plaque a été extraite des murs en ruines de ladite chapelle dont la famille Gauthier possède encore l'emplacement. Par testament du 27 janvier 1725, Hugues Gauthier, vicaire perpétuel de N.-D.-de-Pitié, élit sa sépulture dans cette chapelle, le long du tombeau de feu J. Gauthier, son oncle, premier fondateur. Il assure pour la vicairie une maison, un jardin et une vigne. Ces biens furent adjugés par jugement épiscopal, en 1734, à M. de la Baronnie et contrairement aux réclamations du curé et de la paroisse de Nailhac.

M. Gauthier nous signale encore la découverte au village de Tous-Vents, commune de Nailhac, d'un assez grand nombre d'auges en pierre, indiquant en ce lieu la présence d'un ancien cimetière. Plusieurs de ces tombeaux renfermaient des vases ou des fioles en verre qu'il n'a pu acquérir. Il espère néanmoins, dans une prochaine séance, pouvoir en présenter à la Société.

M. LE PRÉSIDENT remercie notre confrère de ses communications.

Et ensuite il nous montre le beau portrait d'un évêque, de la fin du dernier siècle, œuvre en biscuit de Sèvres et faisant partie d'un reliquaire. Il lui a été envoyé par M. Barbancey, avec prière de le déterminer. « Nous ne croyons pas, dit M. MALLAT, que cet évêque soit de Périgueux, ni de Bordeaux, les armes des derniers évêques de ces deux villes n'ayant aucun rapport avec celles qui sont figurées sur le cachet en cire rouge qui est dans le cadre, au-dessous du portrait. Ces armes sont très effacées : nous croyons y voir un animal (vache ou bœuf).... une gerbe de blé accostée de deux abeilles ou de deux fleurs de lys.... Ce cadre fait partie d'un reliquaire qui appartient à M. le curé de St-Martial-d'Artenset. Ni M. le curé, ni M. Barbancey n'ont de données sur l'origine ou la provenance de cet objet, qui a été trouvé dans le presbytère de St-Martial. »

On présente quelques observations relatives à l'excursion archéologique dont il a été question à la dernière séance et l'on en fixe la date définitive aux 25 et 26 juin prochain. Un programme ultérieur en fera connaître les détails.

Il reste à procéder à l'élection de deux candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. le comte Soffrey de Beaumont, au château de la Roque,

par Saint-Cyprien, présenté par M. le comte de Saint-Saud et M. le comte Georges de Beaumont ;

M. Maurice Lacombe, boulevard Malesherbes, 20, à Paris, présenté par MM. Dujarric-Descombes et Dubet.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-Adjoint,
H. BAUGIÈRE.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.



UNE DAMOISELLE PÉRIGOURDINE DE 1424

DESSINÉE A LA PLUME PAR LE GREFFIER DU CONSULAT.

Les greffiers du consulat de la commune de Périgueux qui se succédèrent du ^{xiv}^e au ^{xvii}^e siècle, avaient la coutume d'orner, de dessins à la plume, la plupart des lettres initiales des délibérations qu'ils transcrivaient sur leurs registres mémoriaux. Quelques-uns de ces dessins sont fort beaux et dénotent, chez leurs auteurs, outre une rare sûreté de main, un réel talent de composition.

Le *Petit Livre Noir* (1), le *Livre Jaune* (2), renferment de véritables œuvres d'art calligraphiques ; le *Livre Vert* (3), dont les inscriptions s'étendent de 1618 à 1716, comprend un grand nombre de dessins peints à l'eau, — véritables aquarelles, — naïves il est vrai, pour la plupart, mais offrant néanmoins un très vif intérêt.

(1) Archives de Périgueux, BB. 13.

(2) id. BB. 14.

(3) id. BB. 15.

Quelques-uns de ces derniers dessins présentent, en outre, une importance incontestablement très grande pour nos anciennes familles périgourdines. Ils indiquent, en effet, à chaque nouvelle nomination de maire et consuls, les blasons des élus, et cette succession d'armoiries peintes n'est pas sans constituer un armorial local dont les indications doivent être considérées comme très précieuses.

Parmi les dessins figurant dans cette longue série de délibérations, qui embrassent une période de près de quatre siècles, notre attention a été surtout retenue par une page superbe du *Petit Livre Noir*; — le folio 98, recto, — que nous avons l'honneur de communiquer, aujourd'hui, en fac-simile réduit aux deux cinquièmes, à la Société historique et archéologique.

Cette page dont le motif principal représente le dessin à la plume d'une de nos très arrière-grand'mères, une « damoiselle » périgourdine de 1424, en tous ses atours, nous paraît, en dehors de son exécution matérielle que nous reconnaissons très hardie, avoir une très grande valeur au point de vue de l'histoire du costume féminin français.

Le préambule de la délibération où figure le dessin en question, débute ainsi :

« *In nomine sancte et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus sancti, amen. Gloriose Virginis Marie, gloriosissimi Frontonis apostoli* ».... etc.

Nous arrêtons là notre transcription dont la suite a peu d'intérêt en l'affaire et a trait à la nomination des maire et consuls pour l'année 1424.

C'est dans la lettre initiale I que le greffier du consulat a dessiné debout, — sur un semis de fleurs de lys, une plume d'oie à la main gauche et écrivant sur un registre placé devant elle la formule du préambule de la délibération : « *In nomine sancte et individue Trinitatis* »..., etc., — la damoiselle qui nous occupe.

Celle-ci est une élégante, réunissant tous les caractères

distinctifs de la femme à la mode du commencement du xv^e siècle :

Poitrine « greslette », épaules basses, cou long, taille haute et très fine, hanches tombantes, arrière-bras délicats et bien déliés (1).

Les qualités de forme étaient, on le voit, pour satisfaire à la mode du moment, en nombre redoutable. Aussi, malheur à la femme qui, par des charmes épais, ne pût réaliser ce type. Elle ne dut très certainement pas, — il lui en adviendrait sans doute autant aujourd'hui, — échapper aux fines railleries de ses très gracieuses compagnes mieux favorisées par la nature.

Afin de faciliter la description du costume de notre Périgourdine, nous le diviserons en trois parties :

LE VÊTEMENT. — LA COIFFURE. — LA CHAUSSURE.

VÊTEMENT.

La première moitié du xv^e siècle fut, pour le vêtement français, malgré l'état calamiteux que valut à notre pays l'occupation anglaise, une ère de luxe inouï. Aux robes montantes succédèrent, dans le costume féminin, dès le commencement du siècle, les robes décolletées.

Un vêtement de cette forme pare notre damoiselle. Sa robe, faite d'étoffe souple, est légèrement décolletée, avec large ceinture ornée de bijoux, et revers de fourrure au corsage. Lacée à l'aide de trois lacs sur le devant et tombant en larges plis de la taille aux pieds, elle paraît se terminer en longue traîne. Une fine chemisette (gorgière) de gaze, bouillonnée, est posée sur la peau, sous les revers de fourrure du corsage, et recouvre la gorge. Les manches, très amples,

(1) Viollet-le-Duc, *Dictionnaire raisonné du mobilier français*.



MAGISTER

Sancti et individue unitatis patris et filii et spūs sancti. Magni
gloriosi virginis marie gloriosissimi promissio quia paruo me
tuo in curia celestis de dno xpi filium beatissimum peruenit. Item
dñi angelus quatuordecim milia altissimo quarto placuit fieri dñi
et promissio, magis et confiteri. Vult et curare quicquid sit et sequi.

Helias de pñno dñi magis

Immo de modo
Iohann de iudeo
Ch de magis
Iohann de iudeo
Iohann de iudeo
Iohann de iudeo
Iohann de iudeo

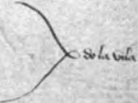


Isti qui sequuntur habent clauem
aperturam aperturam
Immo de modo a la clau et
la quanda aperturam
Iohann de iudeo
Iohann de iudeo a la clau et la quanda
aperturam
Immo de modo a la clau et la quanda
aperturam
Iohann de iudeo a la clau et la quanda
aperturam

Immo de modo
Immo de modo

Isti qui sequuntur fluxum supra dictam obtemperant

Iohann de iudeo
Iohann de iudeo
Iohann de iudeo
Iohann de iudeo
Iohann de iudeo



Immo de modo
Immo de modo

Immo de modo
Immo de modo

Immo de modo
Immo de modo
Immo de modo
Immo de modo
Immo de modo

tombent très bas et sont serrées aux poignets par des galons simulant double bracelet.

Le vêtement de dessous, auquel ne nous initie pas le greffier du consulat, devait comprendre une « robe linge », chemise de lin, de toile ou peut-être même de soie, telle qu'on la portait alors, longue, — à manches fermées.

Les jambes devaient aussi être pourvues de bas de chausse ou simplement de bas, et par conséquent, il semble superflu de l'ajouter, de jarretières.

A cette époque, un modèle très élégant, en soie brodée, était adopté. Il était formé par un large galon se terminant en cordelières tressées, serré sur les bas de chausse au-dessous du genou, croisé sous le jarret et venant s'attacher au-dessus du genou. Ces jarretières étaient attachées par une boucle ou simplement nouées.

Notre Périgourdine, mise avec une très élégante recherche, devait certainement porter un riche modèle de cet attribut de toilette absolument indispensable à la femme. Rien n'empêche de supposer que ce fût celui-là même que nous décrivons.

COIFFURE.

La coiffure de notre damoiselle comprend un escofflon à cornes, posé sur une coiffe indépendante, véritable serre-tête décoré de perles sur son pourtour, qui enserre sa chevelure et forme deux proéminences à droite et à gauche de la tête.

Du dessus et en arrière de l'escofflon, décoré de passementeries et de perles, s'échappe un long voile de mousseline légère, — portant des broderies à sa base, — dont on peut suivre les ondulations jusqu'au bas de la manche gauche.

L'escofflon, au commencement du xv^e siècle, fut porté concurremment avec le hennin, coiffure singulière affectant soit la forme d'un cornet revêtu de drap d'or, de velours, de satin, de perles et surmonté de bijoux, d'où s'échappait un

voile de mousseline légère ; soit la figure de cornes couvertes également d'un voile.

Ces deux coiffures, dont les formes s'agrandirent bientôt et finirent par atteindre des proportions extravagantes, produisirent toujours, en raison des longs voiles diaphanes qui les enveloppaient, le plus piquant effet. Elles faisaient ressortir la beauté et la fraîcheur du teint et donnaient au cou une grâce charmante.

Aussi les prédicateurs, dans les chaires, ne manquèrent-ils pas de tonner contre ces affluets inventés, disaient-ils, pour la perte des âmes ; mais ils eurent, semble-t-il, tout loisir de tonner.

Sans doute, cette sorte de mise à l'index ne contribua pas seule à la durée de cette mode qui persista jusque vers 1470, — nous ne voulons pas le prétendre ; — sa grâce, en dépit de toutes les objurgations, explique seule, pensons-nous, une aussi longue faveur.

Nous n'avons pu découvrir, dans la toilette de notre Périgourdine, un attribut cher aux dames de nos jours. Nous voulons parler de la boucle d'oreilles. Il n'y a là rien qui puisse surprendre. Pendant tout le moyen-âge, les femmes ont des voiles, des guimpes ou des chaperons qui couvrent les oreilles. Il n'existait par suite aucune bonne raison de porter un bijou qui eût été caché. Aussi notre damoiselle en est-elle dépourvue.

CHAUSSURE.

La longueur de la robe de notre Périgourdine recouvre ses pieds et cache sa chaussure. Ses pieds, si on en juge par ses autres extrémités vues, étaient certainement très petits et possédaient de fines attaches, ainsi qu'il convient. Sa chaussure comprenait sans nul doute des souliers à la poulaine, chaussure dont la vogue est comprise entre 1390 et 1440 et fut, pendant cette période, portée par les deux sexes.

La poulaine était un allongement démesuré de la pointe des souliers ou de la bottine. Divers édits défendirent bien

de façonner ces sortes de chaussures; mais, malgré l'interdiction des « trop outrageuses poulaines », celles-ci ne furent pas de sitôt abandonnées; au contraire, leur exagération alla croissant. Aussi l'étiquette en régla-t-elle bientôt la longueur. Les gens de bas étage les pouvaient porter de la longueur d'un demi-pied, les bourgeois d'un pied, les chevaliers d'un pied et demi, les barons de deux pieds. Quant aux princes, ils les portèrent, — naturellement, — aussi longues que bon leur sembla.

Notre damoiselle ne fit certainement pas exception à la règle générale, et elle dut même, en raison de sa qualité de citoyenne d'une cité dont les habitants étaient vassaux nobles de la Couronne et ne relevaient que du Roi, porter des poulaines de la longueur d'au moins deux pieds, ce qui, on en conviendra, représente une longueur de chaussure déjà bien raisonnable.

Tels sont les attributs du costume de notre Périgourdine de 1424, dont la description paraîtra peut-être un peu longue, mais que nous n'avons pas cru devoir écourter davantage, par crainte de la rendre trop obscure. Nous serions heureux que ces quelques détails, joints à notre reproduction, pussent intéresser nos confrères de la Société historique et archéologique du Périgord.

Ch. DURAND.



GEOFFROY DE POMPADOUR

53^e Evêque d'Angoulême (1465-1470)

Evêque de Périgueux (1470-1486) et du Puy (1486-1514)

Président de la Cour des Aides (1484)

Premier président de la Cour des Comptes (1485)

Grand aumônier de France.

(Suite.)

1483-1488

Le Procès.

Les fonctions qui lui étaient confiées, les charges et les honneurs dont il était revêtu retenaient beaucoup à la cour et à Paris l'évêque de Périgueux.

Le duc d'Orléans, émancipé par son mariage avec Jeanne de Valois, continuait avec lui les relations amicales commencées à Angoulême ; mais un autre prélat, Georges d'Amboise, évêque de Montauban (1), dont l'âge était plus en rapport avec celui du jeune Louis, et qui savait mieux flatter son caractère hasardeux (2), prit sur lui une grande influence.

L'historien du cardinal d'Amboise (3) dit que : « si la cour » n'étoit pas une école où le jeune prélat pût se former à la

(1) Né en 1460. — Mort le 25 mai 1510.

(2) « Jeune homme plein de fougue et de vaillance, mais inconsidéré, léger, brillant chevalier en qui semblaient renaître les qualités et les défauts de son aïeul, le premier d'Orléans. » *Nouvelle histoire de France*, par Edmond Py, t. II, liv. 5^e, chap. III.

(3) *Vie du cardinal d'Amboise*, par Legendre. — Amsterdam, 1726.

» vertu, il y apprit à se bien conduire et à ne parler qu'à » propos. » Ce ne sont guère là des traits caractéristiques, et nous aimons à croire que Legendre a reconnu que Georges d'Amboise apprit aussi à la cour à soigner ses intérêts au point d'oublier jusqu'à la plus élémentaire prudence, et que, s'il sut ne parler qu'à propos, il y eut, dans sa vie, une circonstance où il eût dû se priver d'écrire.

En épousant la sœur de Charles VIII, Louis d'Orléans, déjà oncle du roi, était devenu son beau-frère. Cette double parenté désignait le duc pour la régence ; mais il fallait compter avec Anne de Beaujeu, sa belle-sœur, fille aînée du feu roi, « fine et desliée s'il en fut oncques, dit Brantôme, et vrait pourtraict de son père Louis XI. » Celui-ci, du reste, qui l'appréciait, en recommandant le roi au sire de Beaujeu, avait voulu confier à elle-même la direction et l'instruction de son frère. Il était sûr qu'elle continuerait et maintiendrait sa politique.

Quant au jeune Charles VIII, il avait bien l'âge fixé pour régner sans tutelle (1) ; mais le pauvre prince en était incapable. Faible et maladif, soit par ménagement de la part de son père, soit, plutôt, de crainte d'éveiller en lui des sentiments d'ambition, il l'avait tenu dans une complète ignorance.

La dame de Beaujeu prit donc les rênes du gouvernement, et pour obtenir la confirmation de la régence, dont elle s'emparait virtuellement, elle convoqua les États généraux qui se réunirent à Tours (2) le 15 janvier 1484. (n. st.)

Anne convoqua directement les cardinaux et les princes du sang, deux grands officiers de la couronne, les douze anciens pairs de France et les seigneurs dont les domaines étaient le plus considérables. Les autres membres du clergé,

(1) Il était né le 30 juin 1470.

(2) Orléans avait été primitivement désigné pour la tenue de cette assemblée. A la demande de la régente, ce fut à Tours, dans le palais de l'archevêché qu'elle fut réunie.

de la noblesse et des bourgeois est laissé à l'élection. Ces élections ont lieu par bailliage et par sénéchaussée.

Nous avons vu que l'évêque de Périgueux fut, aux États de Tours, l'un des délégués du clergé de sa province. Il dut avoir un moment de joie intime en voyant, à la séance d'ouverture, sur la même estrade que le roi, le duc d'Orléans occuper la place que lui assignait son rang.

Les cahiers contenant les « griefs, oppressions et molestations du pauvre peuple » et les demandes de réformes sont délibérés en des assemblées particulières, et trente-six commissaires sont nommés pour en rédiger un cahier unique qui se divise en cinq chapitres concernant : le clergé, la noblesse, le commun, la justice, la marchandise.

Mais avant de présenter leurs doléances ou leurs remontrances sur ces matières, les États ont une importante question de gouvernement à résoudre : celle de la régence.

Une liste leur a été présentée le 6 février, contenant les noms des membres d'un conseil royal à former.

L'assemblée, quelque temps partagée sur le point de savoir s'il lui appartient de prendre quelque décision à cet égard, et après avoir entendu de fort beaux discours en l'un et l'autre sens, décide finalement que la dame de Beaujeu restera auprès du jeune roi comme elle y a été jusque-là ; qu'un conseil sera donné au roi et qu'il sera composé suivant la liste qui a été communiquée à la séance du 6 février ; qu'en l'absence du roi, la présidence de ce conseil sera donnée au duc d'Orléans ; en l'absence de celui-ci, au duc de Bourbon (1), et par défaut de celui-ci, au sire de Beaujeu.

Ce conseil, auquel on donna le nom de *Conseil Étroit*, était composé de :

Le comte d'Albret ;
Le comte de Dunois ;
Jacques de Saint-Paul, seigneur de Torcy ;

(1) Auquel Anne de Beaujeu venait de faire conférer les titres de connétable de France et de lieutenant général du royaume.

Louis d'Amboise, évêque d'Alby ;
Philippe de Crèvecœur ;
Pierre de Rohan, maréchal de Gié ;
Jean de Hangest ;
Antoine de Chateauneuf, baron du Lau ;
Jean de Baudricourt, gouverneur de Bourgogne ;
Odet d'Aydie, comte de Comminges ;
Aymar de Poitiers, seigneur de Saint-Valier ;
Geoffroy de Pompadour, évêque de Périgueux ;
Philippe de Commines, seigneur d'Argenton.

La dame de Beaujeu avait obtenu en partie ce qu'elle désirait. Les États furent clos le 14 mars ; mais elle n'attendit même pas la dispersion des députés pour faire rentrer dans le Conseil ses amis particuliers. Elle rappela d'anciens conseillers de Louis XI et peupla le Conseil de légistes et de financiers. Le registre des séances du Conseil Étroit nous montre l'évêque de Périgueux constamment cinquième et sixième sur la liste des membres présents (1).

Le duc d'Orléans pouvait rester à la cour et prendre dans les affaires du royaume une part d'autant plus prépondérante que le connétable Jean de Bourbon, avec une adresse qui le tint à l'abri de toutes poursuites, faisait cause commune avec lui. Il préféra prendre une attitude d'opposant, et chercha un appui dans le Parlement. Il mettait à faire échec à la sœur du roi un point d'honneur auquel la France entière devait s'associer. Il ne réussit pas, et il n'y a pas lieu d'en être surpris, puisque, tant dans le Conseil qu'au Parlement, les créatures à la dévotion de la dame étaient assez nombreuses pour intimider les timorés qui, ainsi que cela s'est toujours vu, ne se prononcent au grand jour que lorsqu'ils sont assurés de quel côté est la fortune.

Louis commença alors cette série d'intrigues, ces luttes sans autre objet que la satisfaction d'un sentiment de dépit qui le firent déclarer rebelle et l'obligèrent à se réfugier

(1) Mss. de la Bibl. nat. anc. fonds, cote 9824.

auprès de François II, duc de Bretagne (1); mais en s'éloignant, il laissait à la cour des amis dévoués. C'étaient d'abord le duc de Bussy et son frère Georges d'Amboise; c'était le comte d'Angoulême, son cousin et compagnon d'enfance, ce Charles d'Orléans qui lui fut toujours si dévoué et eut cependant la prudence de ne laisser aucune trace reprehensible de sa participation dans l'intrigue; c'étaient enfin Philippe de Commines et Geoffroy de Pompadour, le grand aumônier du roi.

L'adresse, l'habileté, l'élégance du duc d'Orléans faisaient une vive impression sur le jeune roi qui se sentait attiré vers lui plutôt que vers la grave et sérieuse Anne de Beaujeu. Georges d'Amboise vivait dans une intimité complète avec Charles VIII; il sut en profiter pour développer en lui ces sentiments d'admiration pour son beau-frère, en l'entretenant fréquemment de ses prouesses et passes d'armes et de chevaux.

Un jour, dit-on, tandis que l'évêque de Montauban récitait ses heures, le roi l'interrompit pour lui dire : « Faites savoir au duc d'Orléans qu'il poursuive son entreprise et que je voudrais bien être avec lui. »

Tandis que Georges d'Amboise mettait discrètement le roi dans les intérêts de Louis, son frère Bussy et le duc lui-même, Charles d'Orléans et le comte d'Albret intriguaient auprès de leurs amis et de tous les mécontents qu'avait déjà faits la politique autoritaire de la dame de Beaujeu. Ils sentaient derrière eux l'appui moral de la bourgeoisie et du peuple auprès desquels le duc d'Orléans était très populaire, tandis que la régente se les était aliénés par la façon cavalière dont elle avait traité les résolutions prises par les États de 1484.

Les coups de main armée, trop timidement tentés, ne

(1) Nous n'avons pas l'intention de rapporter ici des événements qui intéressent plutôt l'histoire de France que notre sujet particulier; aussi abrégeons-nous le récit des intrigues du duc d'Orléans que chacun connaît dans leurs péripéties.

réussissaient qu'à verser inutilement un sang généreux et à faire pâtir des villes de querelles dans lesquelles elles n'avaient pour ainsi dire rien à voir. Aussi l'évêque de Montauban persuada-t-il au roi de se laisser enlever pour échapper, lui disait-il, au honteux esclavage où le tenait M^{me} de Beaujeu. Le roi y avait consenti, et tout était préparé lorsque le complot fut découvert par la trahison d'un courrier (1).

« Mais, dit le P. Dupuy, la tante du roi ne dort pas ; elle découvre les principaux conjurés. » Notre évêque de Pompadour, l'évêque de Montauban, avec le seigneur de Bussy, son frère, et Philippe de Commines, sont convaincus par leurs propres lettres, arrêtés et incarcérés, tandis que le duc d'Orléans, privé de ses pensions et de ses gouvernements, mais en sûreté sur les terres du duc de Bretagne, en appelle aux seigneurs et aux princes du royaume.

Cependant, le procès des prisonniers est aussitôt et avec grand éclat déferé au Parlement de Paris, qui nomme des commissaires pour l'instruire. Mais le pape Innocent VIII est informé de l'instruction ouverte contre deux évêques. L'affaire du cardinal de Balue est encore trop récente et Innocent ne veut pas laisser perdre les effets de la ferme conduite qu'y a tenue Élie de Bourdeille. Il s'empresse d'envoyer de Rome des commissaires pour prendre la direction de la cause en ce qui concerne Georges d'Amboise et Geoffroy de Pompadour. Ces commissaires, dont nous regrettons de ne pas connaître les noms, étaient porteurs d'instructions précises de la cour de Rome. La fermeté et la prudence leur étaient particulièrement recommandées. Après avoir présenté au roi de France lui-même les lettres du pape, ils demandèrent à interroger les accusés.

L'ouvrage du P. Dupuy, dépourvu de toute critique, est cependant, en plusieurs passages relatifs à notre évêque, favorable à la régente et presque hostile à ses victimes ; ainsi, dit-il, que les commissaires de Rome « ayant ouy les

(1) *Nouvelle biographie générale*, publiée par Firmin Didot frères, sous la direction du Dr Hoeffer. — 1855, t. II, p. 314.

prélats et reconnu leur conspiration par trop criminelle, se rendirent de juges avocats pour obtenir du roi leur pardon, qui, se témoignant vraiment roi clément, se contenta de confiner les évêques à quelque canton de leur diocèse (1). »

La vérité est que les juges instructeurs de cette cause célèbre, après un long examen de tous les mémoires produits au procès, après d'innombrables interrogatoires, tant des inculpés détenus à Meung-sur-Loire que de témoins appelés de toutes les provinces du royaume, après un échange de volumineux rapports entre la cour de France et la chancellerie du pape, furent très embarrassés pour établir la culpabilité des prélats. L'argumentation de ceux-ci était, du reste, très claire et très nette. Ils ne pouvaient être convaincus, disaient-ils, de conspiration ni de trahison ; ils n'avaient point conspiré contre le roi puisqu'ils avaient pour principal complice le roi lui-même, ce qui ne put être nié. Ils n'avaient point trahi leur pays puisque, membres du Conseil donné au roi par la nation, ils avaient pour coaccusé le président de ce Conseil, agissant dans les intérêts mêmes du royaume et de la royauté.

En somme, il résultait clairement du procès que les évêques, coupables d'avoir pris part à une conjuration, n'avaient agi qu'en vue d'aider le roi MAJEUR à se soustraire à la TUTELLE de sa sœur ; aussi le pape obtint-il facilement que la peine de prison prononcée contre les deux évêques fût transformée en un internement dans leur diocèse et leur éloignement des charges publiques (2).

Comme conséquence de cette sentence, Geoffroy de Pompadour se démit de sa charge de président de la Cour des Aides et remit à Jean de Lubières (3) celle de premier pré-

(1) *Estat de l'Eglise du Périgord*, loc. cit.

(2) « Ea tamen lege ut extrà episcopatum suorum fines non egrederentur, ex tractatu de formulis judiciorum contrà episcopos majestatis reos, gallice scripto, etc... » *Gall. christ.* loc. cit.

(3) Le P. Anselme dit au contraire : « Pendant sa détention, il s'opposa, le 3 novembre 1487, à ce que Jean de Lubières, chevalier, eût sa charge, etc. » *Hist. de la Maison de France*, t. VIII, p. 242.

sident de la Cour des Comptes; mais il conserva le titre de grand aumônier de France qu'il avait été, dit-on, le premier à porter.

Le procès fini, et les formalités nécessaires remplies, Geoffroy de Pompadour rentra dans son diocèse du Puy, où il devait purger son exil. Cet exil dura pour lui l'espace d'environ un an et prit fin, sans mesure spéciale de clémence, avec la disgrâce des principaux impliqués. Voici comment les choses se passèrent :

Après la bataille de Saint-Aubin du Cormier (28 juillet 1488), François II de Bretagne, bloqué avec son hôte dans le château de Nantes, fut obligé de capituler. L'intrigant Georges d'Amboise, relégué dans son diocèse de Montauban, fit jouer tous les ressorts pour obtenir sa mise en liberté et celle du duc d'Orléans. « Ce qui fit tomber toutes les préventions contre le duc, c'est qu'il s'employa avec un dévouement généreux (1) à faire conclure le mariage du roi avec la riche héritière de Bretagne, la princesse Anne, sur l'esprit de laquelle il avait toute influence (2). » Il revint à la cour où il fut comblé d'amitiés.

La faveur du duc rejaillit sur d'Amboise, qui fut nommé archevêque de Narbonne, puis de Rouen (1493) à la recommandation expresse du duc d'Orléans. Celui-ci, devenu plus tard roi de France sous le nom de Louis XII « ne trouvoit décent ni à honneur à un roi de France de venger les querelles du duc d'Orléans » sut cependant se souvenir des services qui lui avaient été rendus.

Georges d'Amboise devint le conseiller de tous les moments de Louis XII. Cardinal et grand ministre du royaume, il s'employa activement à obtenir la rupture du premier mariage de son souverain et la conclusion d'un second avec Anne de Bretagne. Aiguisée par de si brillants résultats, l'ambition du cardinal d'Amboise ne se sentait pas satisfaite.

(1) Il était lui-même très épris de la fière Anne qu'il épousa, du reste, plus tard, après son divorce avec Jeanne de Valois.

(2) *Nouv. biogr. gén.* Hoeffler, loc. cit.

Il brigua le suprême pontificat. La tiare lui échappa et il mourut en 1510, cinq ans avant son roi, cinq ans après l'avoir fait proclamer PÈRE DU PEUPLE par les Etats de Tours, la seule représentation nationale qui n'ait fait entendre aucune plainte ou doléance ; hâtons-nous d'ajouter que cette assemblée eut pour principal organe le cardinal d'Amboise.

Geoffroy de Pompadour n'avait pas les mêmes ambitions que Georges d'Amboise. La reconnaissance du roi de France pour les services rendus ne parvint pas à le rappeler à une vie publique active, et à part quelques missions de confiance qu'il ne put refuser et dont il s'acquitta avec bonheur, il consacra le reste de sa vie à l'administration des deux diocèses de Périgueux et du Puy ainsi que de l'Hôtel-Dieu d'Amboise, dont il fut nommé administrateur en 1495. Nous savons, toutefois, par les nombreuses mentions qui sont faites de son nom dans les actes du Grand Conseil (1) que les hommes d'Etat de son temps recouraient fréquemment à ses lumières avant de prendre une décision, et que sa science et son jugement sûr et droit furent souvent mis à contribution. Louis XII et son ministre d'Etat, le cardinal d'Amboise, entretenaient avec lui une correspondance qui, paraît-il, existe encore dans quelques cartons de la Bibliothèque nationale.

Les poursuites exercées contre lui et les condamnations prononcées n'ont cependant pas ruiné le crédit de l'évêque du Puy, et il continue à être considéré comme un personnage capable de rendre des services, puisqu'avant que lui soient officiellement rendues les faveurs du pouvoir, les moines de Saint-Amand-de-Boixe, souhaitant de se donner un puissant protecteur, le nommaient abbé (commendataire) de leur monastère (2); de plus, et nous allons voir comment il conserva l'administration du diocèse de Périgueux, dont cependant il n'était plus évêque.

(1) « Le Grand Conseil fut établi par Charles VIII, en 1492. Dans son premier établissement, il ne connoissoit que des affaires qui concernoient les finances et la guerre. » (*Almanach royal*, année MDCCXLV, p. 161.)

(2) Il l'était encore, en 1513, et probablement à sa mort en 1514.

1486-1514

L'évêque du Puy.

Jean V de Bourbon (1), abbé de Cluny et évêque du Puy, étant mort à Saint-Rambert le 2 décembre 1485, les chanoines de l'église du Velay élurent à l'unanimité, le 7 décembre suivant, Pierre de Chalancon, grand archidiacre de Rodez, protonotaire apostolique, prévôt de l'église du Puy, fils du puissant vicomte de Polignac. Mais Charles VIII, en vertu des prérogatives de la Couronne dans les élections des évêques aniciens, nomma de son côté l'évêque de Périgueux, son conseiller et grand aumônier. De là un procès devant le siège apostolique. Pierre de Chalancon, se prétendant régulièrement élu, produisit les délibérations et le procès-verbal d'élection du chapitre ; le roi de France argua de ses droits et produisit de son côté les titres desquels résultaient ces droits. L'affaire fut rapidement examinée et prit fin par l'expédition des bulles d'Innocent VIII (ides de mars 1486), qui confirmaient la nomination faite par le roi.

Geoffroy de Pompadour se rendit à Senlis, le 22 juillet, pour prêter serment au roi et fit son entrée solennelle dans sa ville épiscopale le 28 septembre de la même année.

Pierre de Chalancon ne se déclara pas battu et mit opposition à la prise de possession du siège épiscopal (2); aussi l'évêque dut-il revenir à Paris attendre le règlement de ce nouveau litige. Mais au lieu d'un envoi en possession ce fut une *prise de corps* qui lui fut signifiée, et c'est devant le

(1) Fils du duc de Bourbon.

(2) « Denique, anno 1486, Aniciensi donatus est episcopatus.... Attamen ei plurimas lites movit Petrus de Chalancon, protonotarius apostolicus, electus Anicii episcopus quarum actus adservantur in archivo castri de Volta Podemniaco (La Voulte de Polignac). » *Gall. christ.*, t. II, col. 734.

Parlement de Paris qu'il dut se présenter pour répondre de son immixtion dans les affaires du duc d'Orléans.

Notre évêque avait une tête organisée de sorte à faire front à plusieurs orages, et tandis que Pierre de Chalançon, d'un côté, les commissaires du Parlement, de l'autre, l'accablaient de leurs appointements et de leurs cédules (on dirait aujourd'hui de leur papier timbré), lui, l'arbre dont on se dispute les branches au moment où la cognée attaque le tronc, adressait au pape une supplique afin de conserver les bénéfices dont il était titulaire (1).

Mais, chose d'autant plus notable qu'elle est moins fréquente dans les annales de l'Eglise et qu'elle arriva à un moment de la vie de Geoffroy, que les historiens ont qualifié de disgrâce, l'administration du diocèse de Périgueux qu'il quittait lui demeura confiée jusqu'en l'an 1198.

Les auteurs sont très obscurs sur ce point, et nous nous sommes un moment demandé comment nous arriverions à l'éclaircir. Voilà ce que nos recherches nous ont amené à découvrir :

Gabriel du Mas, d'une noble famille de Provence (2),

(1) « Mais, quittant notre diocèse, il ne voulut pourtant se décharger de plusieurs bénéfices importants qu'il possédait, suppliant le pape Alexandre sixiesme qu'il lui fut permis de retenir, avec l'évêché du Vellay, les abbayes de Saint-Amand-de-Boixe, de N.-D.-de-Chancelade, les prieurés de Saint-Cyprien en Sarladais, de Saint-Jean-de-Côle en Périgord, les prévôtés de Saint-Pardoux et d'Arnac, un canonicat et prébende en l'église de Lyon. Ce qui lui fut accordé par le pape Alexandre, l'an 9^e de son pontificat. » (Dupuy, *Estat de l'Eglise du Périgord*, t. II, p. 161-162.)

(2) « Dont les armes (*d'azur à une fasce d'or accompagnée de 3 besants de même posés 2 et 1*) sont les mêmes que celles qui furent sculptées sur les bornes limitant l'ancienne juridiction de la seigneurie de Périgueux, suivant accord fait en 1490 entre l'évêque et la ville. Plusieurs de ces bornes existent encore en Périgord, notamment au Saut-du-Chevalier, commune de Coulounieix. On y voit gravées en relief, d'un côté les armes de l'évêque Gabriel du Mas et de l'autre celles de la ville. » (*Armorial du Périgord*, art. 353, p. 335.)

nommé évêque de Périgueux en remplacement de Geoffroy de Pompadour, était évêque de Mirepoix (1), trésorier de la Sainte-Chapelle de Bourges et abbé de N.-D. des Pierres en Berry (2). Sa nomination ne fut point agréée du chapitre qui se pourvut en cour de Rome (3).

Le saint-siège confirma Gabriel du Mas dans son évêché de Périgueux ; mais les choses ne marchèrent pas vite et le diocèse ne pouvait rester sans administrateur. C'est pourquoi Geoffroy demeura chargé de son administration jusqu'à ce qu'enfin, en 1499 (n. st.), Gabriel du Mas, qui ne se piqua pas de laisser la mémoire d'un évêque résident, se décida à faire son entrée épiscopale (4).

La querelle entre le Puy-St-Front et la Cité était, avons-nous dit, toujours pendante. Messieurs du corps de ville (*Urbicus*

(1) *Gall. christ.*, éd. de 1656, t. III, p. 740. « *Episcopi Mirapicenses* 1474. — Gabriel du Mas, provius bullâ Sixti IV. Idibus aprilis an 4 pontificatus, transiit posthac adetracoricensem Pepiscopatum, ex actis consistorialibus Vaticanis. »

(2) M. Audierne, dans son *Périgord illustré*, p. 383, avait inséré une note ainsi conçue : « Il y en a qui donnent pour successeur immédiat à Gabriel Dumas (sic) Michel Gaillard, trésorier de la Ste-Chapelle de Bourges. » Ceux qui avaient écrit cela avaient évidemment mal lu un instrument dans lequel le nom du mandataire était pris pour celui du mandant. Dans ses notes à la suite du P. Dupuy, t. II, p. 21, M. Audierne n'en dit plus rien. Il nous apprend seulement que Gabriel du Mas mourut « dans le Berry, sa patrie, au commencement de juillet 1500. »

(3) « *Renuntiatur Petrocoriensis 15 junii 1486 in chartulariis Vaticanis in libro cui titulus Pater, habetur instrumentum, fol. 37, quo asseritur possessionem iniisse 20 januar. 1498. Isque annus non arithmeticis notis sed litteris conscribitur. Quod certè stare nequit, nisi de possessione per seipsum sumpta id intelligitur, cum jam per alium sumsisset.* » (*Gall. christ.*, t. II, col. 1482.)

(4) 20 janvier 1499 (n. st.) l'évêque fut reçu à la *Porte romaine* par le maire et les consuls auxquels il prêta serment en la forme usitée. De là il se rendit à la cathédrale accompagné par les magistrats municipaux, le juge-mage et les seigneurs barons de l'évêché. Plusieurs seigneurs, les officiers et les nobles de la sénéchaussée et du diocèse se joignirent au cortège. — Dessalles, *Histoire du Périgord*, t. III, p. 33.

Au sujet de cette entrée solennelle, nous nous sommes demandé comment il se fait qu'aucun auteur périgourdin n'ait donné l'intéressant récit des di-

magistratus) trouvèrent dans le désaccord entre l'évêque pourvu et le chapitre une occasion d'être désagréables aux chanoines et conclurent avec Gabriel du Mas une transaction sur sa juridiction (1490). Le *Gallia christiana* et ses copistes ne nous en disent pas plus long et nous le regrettons. M. Dessalles, avec cette concision qui est le défaut de son livre, nous laisse comprendre qu'il a eu entre les mains soit l'acte lui-même, soit une copie, ou, au moins, une bonne analyse (1); mais quels que soient les soins que nous avons mis à découvrir cette pièce, elle nous a jusqu'à présent échappé.

Gabriel du Mas ne vint donc dans son diocèse qu'en 1499, encore ne paraît-il guère y avoir séjourné, puisqu'il mourut dans le Berry au milieu de l'année suivante. Cependant, dès 1492, il avait fait acte d'évêque. Les archives de la famille de La Douze conservent un acte qui en fournit la preuve. Ce

verses cérémonies de son installation, qu'on trouve d'après un procès-verbal dressé par notaires, aux pages 130 à 135 de la 4^e partie de la *Guienne historique et monumentale* de Alex. Ducourneau. (Bordeaux, 4 tomes en 2 volumes in-4^e, Coudert, 1844.) Ce récit, de onze colonnes en petit texte, est des plus intéressants, puisqu'il nous révèle des usages et des mœurs que sans lui nous ne connaîtrions pas; puisqu'il nous indique le nom et le titre de chacun de ceux, dignitaires, ecclésiastiques ou nobles, clercs ou laïcs, qui y assistèrent, enfin, puisqu'il nous rapporte les paroles, les discours prononcés en cette circonstance. Il mériterait d'être reproduit en son entier dans quel qu'un des recueils qui formeront plus tard les matériaux de l'histoire du Périgord. L'intérêt, d'après ce que nous venons d'en dire, n'en est pas sensiblement augmenté par la description savante des dix-neuf mets servis à l'évêque par le seigneur de La Douze; mais c'est un ensemble de choses curieuses minutieusement racontées qu'il serait utile de ne pas laisser égarées dans un livre où l'on songe peu à les aller chercher.

(1) « Une discussion survenue entre l'évêque et la ville au sujet des limites de leurs juridictions fut réglée par des experts, et les limites furent déterminées du côté d'Agonac, du côté de Coursac et du côté de Bassillac. Il est dit, en outre, dans l'acte rédigé à cette occasion, que l'évêque aura le droit de faire exécuter ses sentences dans un lieu près du palais épiscopal de la Cité, avec cette réserve que la ville pourra toujours prendre dans l'intérieur dudit lieu, les criminels lui appartenant et les enfermer dans ses prisons pour y être jugés. » (*Histoire du Périgord*, t. II. p. 29 et t. III, p. 12.)

sont les *Lettres d'investiture* par lesquelles l'évêque de Périgueux confère à Guillaume d'Abzac la cure de Saint-Victor de La Force (1), délivrées et datées « *in monasterio nostro de Petris* », en présence de Jean de Bussières, curé de l'église d'Issac « *nostre Petragoricensis diocesis*. »

Cet acte n'est évidemment pas un fait isolé, non plus que l'hommage que reçut le même Gabriel, en 1497, de Hugues de Savar, seigneur de Lacôme, qui se rendit à Bourges pour voir son suzerain.

Du reste, Gabriel du Mas se servait, dès 1490, d'un sceau à ses armes, surmontées d'une mitre et d'une crosse et timbrées du chapeau épiscopal, ayant pour légende :

S . GABRIELIS . EPI . PETRAGOR .

(Voir *Sigillographie du Périgord*, par Ph. de Bosredon, 2^e édition, n° 1,040, p. 359.)

Nous sommes désormais fixé sur cette existence simultanée de deux évêques exerçant leur autorité, à des titres différents, sur le même diocèse, et lorsque nous lirons dans les auteurs, soit en français, soit en latin, que Geoffroy conserva « *administrationem episcopatus Petragoricensis* », nous, n'aurons plus que de l'admiration pour la sagesse de l'évêque du Puy qui, dans cette circonstance délicate, sut éviter toutes

(1) « Gabriel, Dei et sancte sedis apostolice gratiâ episcopus Petrogoricensis, dilecto nobis in Christo Magistro Guillermo de Abzaco, in jure canonico licenciato, salutem in Domino sempiternam..... cum itaque parochialis ecclesia Sancti Victoris de La Force, nostre Petragoricensis diocesis, cujus collatio, provisio et omnimodo dispositio ad nos pleno jure spectat et pertinet.....

... Datum in monasterio nostro de Petris, Bituricensis diocesis, die undecima mensis maii, anno Domini millesimo quadringentesimo nonagesimo secundo. Presentibus ibidem venerabilibus viris, domino Johanne de Buxeria rectore ecclesiæ de Yssaco, nostre Petrogoricensis diocesis, et Jacobo de Lussay, scutifero, Lemovicensis diocesis, testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis. »

ces difficultés dont le moyen âge, en des cas analogues, nous a présenté de nombreux exemples.

Geoffroy de Pompadour, évêque du Puy, n'avait pas recouvré une faveur de condescendance, ni simplement celle due à ses mérites. C'était l'affection du roi et de la cour qui lui était rendue, et Charles VIII tint à lui en donner quelques marques publiques. On remarqua beaucoup, en effet, les démonstrations particulières que donna le roi à son grand aumônier lorsque, sur l'invitation de la ville, en rentrant de sa campagne d'Italie, il vint au Puy faire un pèlerinage à « l'image de Notre-Dame. »

Lorsque le roi avait « formé le dessein de passer en Italie, à la conquête du royaume de Naples, » il avait confié à l'évêque Geoffroy le soin de « faire l'aliénation de quelques domaines de Languedoc afin de subvenir aux dépenses des armées qu'il convenait de lever à ce sujet. » Le roi profita de son voyage au Puy pour exprimer à l'évêque la satisfaction qu'il avait eue de cette opération et lui fit délivrer « (le 21 juillet 1495) mandement du duc de Bourbon pour être remboursé des 1,100 livres qu'il avait avancées de ce fait » (1). L'année suivante, le roi nommait l'évêque du Puy administrateur de l'Hôtel-Dieu d'Amboise.

Charles VIII mourut accidentellement le 7 avril 1498. Geoffroy assista à ses funérailles ; puis, aussitôt rentré dans sa ville épiscopale, il fit célébrer un service solennel dans la cathédrale du Puy pour le repos de l'âme du feu roi (10 mai 1498).

L'avènement au trône de Louis XII fut évidemment une cause de joie pour l'évêque du Puy, et ses 63 ans ne l'empêchèrent pas de se rendre aux cérémonies du sacre qui eut lieu à Reims le 27 mai.

Par la mort de Gabriel du Mas, arrivée en l'année 1500

(1) *Histoire généalogique de la maison royale de France*, par le P. Anselme, t. VIII, p. 242.

(n. st.), le siège épiscopal de Périgueux se trouvait de nouveau vacant, et Louis XII s'employa activement (1) à le faire donner au neveu de l'évêque du Puy, autre Geoffroy de Pompadour (2), fils de Geoffroy, seigneur de Pompadour et de Château-Bouchet, et de Marguerite Lasteyrie. Ses instances furent couronnées de succès, et le pape Alexandre VII lui adressa ses lettres de provision le 20 juillet 1500. Ce Geoffroy, connu dans le catalogue des évêques de Périgueux sous le nom de Geoffroy II de Pompadour, fit son entrée épiscopale le 12 novembre 1503, disent les auteurs (3).

L'évêque du Puy assista, en 1489, au contrat de mariage de son neveu, Antoine, seigneur de Pompadour. Il fut, avec son frère Jean II, désigné par le roi pour l'exécution des articles du mariage entre Gaston de France, fils du vicomte de Narbonne, et Anne de Navarre, dressé à Pau le 24 avril

(1) Voici en quels termes il écrivait à ce sujet à ses « chers et bien amez les maire, consulz, bourgeois, manans et habitans » de sa ville de Périgueux :

« De par le Roy, chers et bien amez, si toust que nous auons esté aduertis du trespas de feu vostre dernier evesque de Perigueux et desirans de toute nostre affection que nostre amé et feal conseiller et grant aumosnier Geoffroy de Pompadour soit pourveu dudit euesché, auons escript jà par deux soyz a ceux du chapistre de ladite église (*sic*), et encores escriuons presentement par nostre amé et feal conseiller ordinaire en nostre grant conseil, maistre Richard nepueu, leur prions si très acertes que nous pouuons que nostre dit grant aumosnier vueillent eslire en leur futur euesque, etc.

» Signé : Loys. »

Voir Notes de M. Audierne à la suite de la réimpression du P. Dupuy, t. II, p. XXI.

(2) Voir *Suprà*, p. 171, note 3.

(3) Le « *Procès-verbal de l'entrée solennelle de Geoffroy de Pompadour, évêque de Périgueux*, » existe, du reste, à la Bibliothèque nationale, fonds Prunis et Leydet, t. XII, F, folio 120. Le P. Dupuy ajoute qu'il vécut jusqu'en 1514, « mais ne continua pas cette charge au-delà de 1503. Il fait une confusion évidente avec la date du décès de son oncle. M. Audierne dit à propos de ce Geoffroy : « Sa nomination devint litigieuse entre lui et Jean de Bourdeille, de Montagnier, qui avait été nommé par le chapitre. Ce dernier se désista généreusement. (*Périgord illustré*, p. 383.) »

1499 (1). En 1502, il fut institué par son frère usufruitier de son héritage. En 1503, il fit une pieuse fondation, dans l'église de Lyon, dont il était prévôt (2). En 1510, il maria son neveu, François de Pompadour, vicomte de Comborn, à Anne de La Rochefoucauld, fille de son vieil ami François et de Louise de Crussol (3). Enfin, nous le retrouvons, malgré son âge avancé, assistant en 1511 au mariage de sa nièce Françoise de Pompadour avec le seigneur de Las Tours, en Limousin (4). L'évêque du Puy est plusieurs fois cité dans les pièces du procès du maréchal de Gié (5).

Sous son épiscopat, un dominicain, le F. Pierre Geoffroy Quentin, prêcha avec succès, au Puy, la dévotion au cha-pelet.

Deux grands jubilé furent publiés, l'un en 1502, l'autre en 1513 ; le premier fut célébré par l'Eglise du Puy avec une pompe et un concours de pèlerins particulièrement remarquables (6).

Comme grand aumônier de France, Geoffroy règlementa, par une ordonnance en date du 14 juin 1493, les revenus et les quêtes, ainsi que l'administration intérieure de l'hospice des Quinze-Vingts.

Les auteurs du *Gallia christiana* nous apprennent qu'en 1503, il fonda, de ses deniers personnels, dans l'église de Pompadour (*sic*), un chapitre de huit chanoines et de deux clercs « *constans usus auctoritate cardinalis de Ambosiâ, sui famularis, qui erat legatus in toto Franciæ regno.* »

Par son testament du 14 février 1493, Geoffroy avait fait

(1) Vaissette. — *Histoire du Languedoc*, t. V, p. 73.

(2) *Gallia christiana*, loc. cit.

(3) *Sigillographie du Bas-Limousin*. Art. n° 287. De ce mariage fut Geoffroy V de Pompadour qui eut pour fils Jean et Louis, desquels nous avons parlé en la note 2 de la page 171 ci-dessus.

(4) *Gallia christiana*, loc. cit.

(5) *Trésor de chartes de Bretagne*. Procédures politiques du règne de Louis XII. Imprimerie nationale.

(6) « *Tanta convenit peregrinorum multitudo ex Italia, Hispania, etc., ut 95 homines oppressi sint.* » (*Gallia christiana*, t. II, col. 735.)

élection de sépulture dans l'église d'Arnac, de laquelle il était prévôt et où il avait également fondé et doté quatre chapelles (1).

Deux testaments qu'il fit plus tard (2 octobre 1505 et 19 avril 1514) confirment le premier et y ajoutent quelques libéralités nouvelles pour les églises ou couvents dont il avait possédé les bénéfices.

1514

Mort de Geoffroy de Pompadour.

Sur les dernières années de sa vie, l'évêque du Puy, âgé et peut-être infirme, avait obtenu, pour l'aider dans l'accomplissement des devoirs de sa charge, la nomination comme évêque *in partibus* de Troyes (2) de son vicaire général et vieil ami Jean de Boulenc dit de Pressurès, cordelier, qui, avant de devenir moine, était resté longtemps chanoine de l'Eglise du Puy. C'est lui qui l'assista dans ses derniers moments, disent les auteurs dont il est difficile de contrôler les affirmations. Nous savons qu'à partir de l'année 1502, l'évêque du Puy résidait habituellement au château de Monistrol-sur-Loire, habitation de campagne des évêques du Puy, et que c'est là qu'il se préparait à la mort, par une vie retirée et tout entière consacrée à des actes de piété.

Geoffroy de Pompadour avait fourni une carrière longue et bien remplie. Les vingt-cinq dernières années de sa vie avaient suffi, et au-delà, à effacer l'ombre qu'un attachement peut-être impondéré, mais assurément très pur dans son but et très patriotique, avait pu jeter sur le midi de cette figure qui, si elle ne brilla pas d'un plus vif éclat, si elle se tint dans un effacement voulu et comme au second plan, n'y fut

(1) *Ibid.*

(2) L'évêché de Troyes est suffragant de celui du Puy.

retenu que par un sentiment de modestie que ne parvinrent à vaincre ni les instances de son puissant ami le cardinal d'Amboise, ni les sollicitations réitérées de son roi.

Geoffroy s'éteignit dans le Seigneur, le 8 mai 1514, âgé de quatre-vingt-quatre ans, au moment où Louis XII, son ancien pupille, venait de conclure avec le pape Léon X la trêve d'Orléans qui mettait fin à cette guerre d'Italie que l'évêque du Puy n'avait point dû conseiller.

Les auteurs ne sont pas d'accord sur le lieu de sa mort. Tandis qu'il en est qui disent que c'est à Paris qu'il rendit le dernier soupir, d'autres, et nous sommes porté à les croire mieux renseignés, affirment que c'est au château de Laurière, propriété de son frère Jean II (1) dont, nous venons de le voir, il était usufruitier.

Suivant son désir, il fut enterré dans l'église de Saint-Pardoux-d'Arnac, proche du château de Pompadour, près du maître autel. Sur son tombeau fut placée une grande plaque de cuivre sur laquelle le défunt était représenté revêtu des ornements sacrés de sa charge. Autour de son image on lisait cette inscription :

« Cy gist reverend père en Dieu messire Geoffroy de Pompadour, évesque du Puy, en Auvergne, comte de Velay, licentié en chescun droict, grand aumosnier de France, premier president des comptes. conseiller des Roys Louis XI, Charles VIII et Louis XII. Plein de prudence, science et autres vertus ; lequel après avoir rescu LXXXIV ans moins huit jours, trespassa le VIII jour de may l'an M.DXIV. Priez Dieu pour son âme (2). »

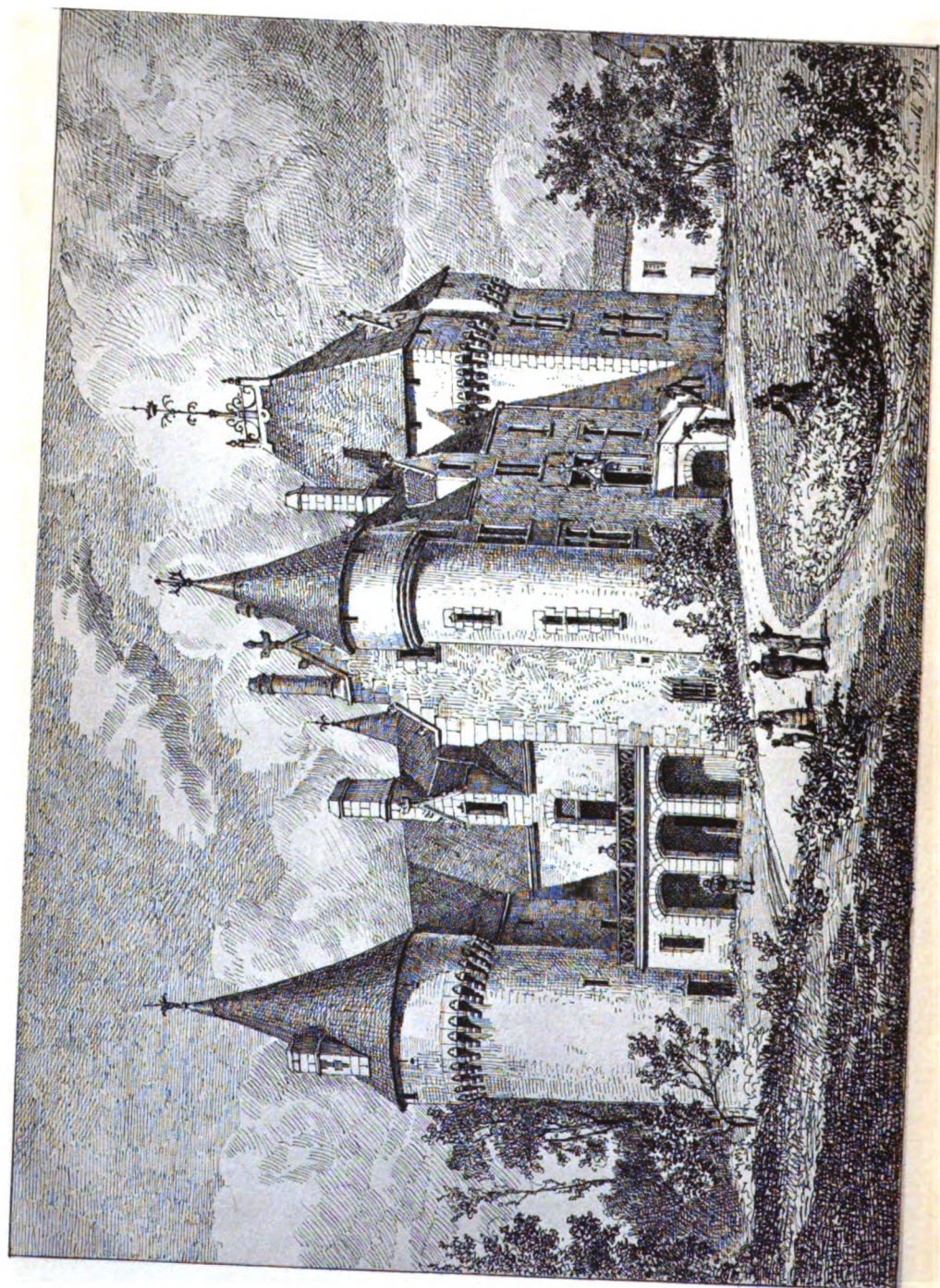
Geoffroy n'oublia pas en mourant les diverses églises qu'il avait administrées pendant près de 50 ans que dura sa vie épiscopale et fit à chacune d'elles des legs importants (3).

Joseph MALLAT.

(1) V. *suprà* p. 171, note 3.

(2) V. *Animadversiones*, col. XLIII du t. II du *Gall. christ.*

(3) *Gall. christ.*, t. II, col. 735.



CAUSERIE ARCHÉOLOGIQUE.

LE CHATEAU DE MONTCHEUIL.

Lorsqu'on suit la ligne du chemin de fer d'Angoulême à Nontron, presque aux portes de cette ville, entre la halte de St-Martin-le-Peint et la gare de Nontron, on aperçoit sur la droite, à quelques centaines de mètres de distance, hissé sur un coteau aux pentes boisées dominant de verles prairies, le château de Montcheuil. Ce n'est qu'une courte vision ; car on le voit à peine pendant une minute et il ne faut pas manquer l'occasion. Mais on le voit fort bien quand on est prévenu et qu'on le guette au passage.

La vallée du Bandiat, que suit la voie ferrée pendant une trentaine de kilomètres, est très peuplée de châteaux dont celui de Montcheuil clôt la série. Marthon, avec son donjon roman et sa moitié de château de la plus belle architecture du temps d'Henri II ; Feuillade, où l'église romane fait passer sur le peu d'intérêt du castel son voisin ; Varaignes, dont le château, en apparence insignifiant, renferme une cour intérieure du plus grand style Renaissance ; La Chapelle-Saint-Robert, ancien et pittoresque logis de maître de forge du temps de Louis XII qui a vu, très récemment, remplacer son pavillon à machicoulis et ses fenêtres en croix, par une élégante construction moderne ; Javerlhac, dont le château a conservé, grâce à Dieu, ses tours, ses lucarnes et ses toits aigus, le tout d'un assez bon style gothique des premières années du xvi^e siècle, et enfin Puymauger, création moderne, d'une fantaisie originale sinon d'un style très pur, et Jommelières, grande villa, commode, sans prétentions, qui remplaça, il y a une quarantaine d'années, le castel des anciens maîtres de forges ; tels sont, sans parler des charmes de la jolie vallée du Bandiat, les points qui sollicitent, au passage, l'attention des voyageurs. Je parle, bien entendu,

de ceux qui aiment à voir les choses intéressantes, au besoin celles qui ne le sont pas, et savent regarder aux portières de leur wagon, quand ils parcourent une ligne pour la première fois.

Pour ceux-là, il ne serait pas inutile qu'ils s'arrêtassent aux stations de Marthon, de Varaignes et de Javerlhac, où ils trouveraient des sujets d'étude, de photographies et de dessins, qui les dédommageraient du temps perdu en route. Bien qu'il n'y ait pas de station à Montcheuil, il n'est pas difficile de s'y rendre par Nontron. Mais le trajet est un peu long pour une simple promenade et, malgré l'attrait de la jolie petite église romane de St-Martial-de-Valette, devant laquelle on passe, le château n'a pas précisément un très grand intérêt pour les purs archéologues, la proportion des constructions récentes l'emportant sur les anciennes. Mais pour les simples touristes ou les gens du monde, qui préfèrent aux ruines branlantes, couvertes de lierre, démantelées, les habitations en parfait état d'entretien qui, avec la silhouette, les dispositions et l'ornementation du moyen âge, ont la blancheur, l'élégance et le confort des choses modernes, qu'ils ne manquent pas d'aller à Montcheuil. Ils y trouveront un modèle très réussi de restauration intelligente, de parfaite entente des exigences de la vie actuelle, dans un cadre redoré du xv^e siècle.

Il faut avoir connu ce château il y a vingt ans, pour bien apprécier les heureuses transformations qu'il a subies depuis cette époque. Les plus extraordinaires sont assurément celles qui se sont appliquées au plateau sur l'extrémité duquel il est construit. Avant que le baron Paul de Montcheuil eût entrepris les travaux considérables qui ont si complètement changé l'aspect des lieux, ce plateau mal nivelé, aride, rocailleux, montrant, parmi quelques rares touffes d'herbes desséchées et d'arbrisseaux rabougris, la roche calcaire dont il était presque exclusivement formé, faisait songer involontairement à l'Arabie Pétrée, que je calomnie peut-être, ne la connaissant que sur sa mauvaise réputation. Aujourd'hui, la transformation est complète. Le château est entouré de pelouses verdoyantes, de massifs

de fleurs et d'arbres de toutes essences, poussant à qui mieux mieux. Il a suffi de défoncer profondément le rocher, de le remplacer par d'excellente terre végétale, d'y amener, au moyen d'un béliet hydraulique, l'eau d'un étang situé à un niveau très inférieur, d'appeler un bon dessinateur paysagiste, de tracer sur le sol ainsi fertilisé de belles allées sablées pour créer un parc charmant.

Ces travaux si bien entendus et, il faut bien le dire, si dispendieux, ne sont pas les seuls qu'ait fait exécuter M. de Montcheuil dans la terre dont il porte le nom. Il a mené de front, avec une rare persévérance et un égal succès, les améliorations agricoles et la restauration du château. Bien que l'archéologie n'ait rien à voir dans les premières, on me pardonnera d'en avoir dit quelques mots. Tous tant que nous sommes dans notre Société archéologique du Périgord, ne prenons nous pas intérêt aux choses de l'agriculture, surtout quand elles se rattachent de si près aux anciennes demeures, qu'elles embellissent et complètent.

Celle dont nous nous occupons, et que nous cherchons à faire connaître, se compose, comme le montre le dessin publié par le *Bulletin*, d'un corps de logis à trois fenêtres à meneaux de pierre et à deux étages, flanqué à droite d'un gros pavillon carré, couronné de mâchicoulis, et à gauche d'une tour ronde. Perpendiculairement à ce corps de logis, dans le milieu duquel s'ouvre la porte d'entrée principale, s'allonge, comme la barre d'un T, un autre bâtiment, accompagné d'une galerie à balustrade flamboyante, terminé à son extrémité donnant sur la vallée, par un pignon aigu orné de crosses végétales, et flanqué d'une assez grosse tour ronde à mâchicoulis. Toutes ces constructions, en partie refaites ou exhausées, mais en conservant le plus possible les anciens murs et le plan primitif, sont surmontées de charpentes en tiers point couvertes de tuiles plates et de lucarnes en pur style de la fin du xv^e siècle qui, en éclairant les combles, jouent, avec les tuyaux de cheminées et les girouettes, un rôle décoratif du meilleur effet. J'espère qu'en regardant mon dessin, on se sera rendu compte de la situation du château. Placé à l'extrémité du

plateau sur une déclivité du sol, il a, du côté de la vallée, son premier étage au niveau du rez-de-chaussée de sa façade principale.

Il m'est arrivé souvent, dans ma longue carrière de dessinateur et d'antiquaire, de revoir, après leur restauration, des monuments que j'avais connus et étudiés dans leur état primitif ; bien des fois, j'ai eu à regretter des réparations qui en avaient dénaturé l'aspect et le style. A Montcheuil, je n'ai rien éprouvé de pareil, au contraire. Sans rien perdre de son caractère qui n'avait, il faut bien l'avouer, rien de particulièrement intéressant, au point de vue de l'art, le château, remis à neuf, a singulièrement gagné, et me paraît de tous points préférable, comme architecture, comme aménagements intérieurs et comme confort, à ce qu'il était auparavant. Une seule chose n'a pas changé : c'est la bonne hospitalité que j'y recevais il y a cinquante ans et dont je retrouve aujourd'hui, chez la génération nouvelle, les excellentes et cordiales traditions.

Le fils de mon vieil ami et confrère artistique, M. Léo Drouyn, est l'architecte qui a dirigé les travaux de restauration. Digne héritier du beau talent de dessinateur et de la science archéologique de son respectable père, il a étudié avec amour le vieux castel périgourdin et l'a rajeuni et embelli avec une intelligence d'artiste et un respect du style qu'on ne saurait assez louer. Rien dans les constructions ne choquera l'œil exigeant des antiquaires, sinon leur blancheur immaculée ; mais c'est un défaut qui passera vite, et, dans cent ans, on sera embarrassé de leur donner une date.

On le sera moins pour les intérieurs, bien qu'ils aient été traités avec plus de soin et de recherche que les façades extérieures, simplement construites, ainsi que les tours, en moellons revêtus de crépissages, comme elles l'étaient dans le principe. On ne s'est pas cru tenu pour les salons à l'unité du style. Il n'est pas facile de décorer et de meubler un château dans le goût du xv^e siècle, où, d'ailleurs, on le faisait au fond de nos provinces, de façon très sommaire et peu confortable. Nous sommes devenus plus exigeants. Mais on peut conserver une certaine harmonie de décoration qui

atténue le contraste inévitable entre l'extérieur et l'intérieur.

A Montcheuil, on s'est tiré à merveille de cette difficulté. La transition entre le vestibule, la galerie tendue de tapisseries, l'un et l'autre de style ancien, ainsi que la belle cheminée de la galerie et le salon qui leur fait suite, n'a rien de choquant. Les deux premières pièces cependant, avec leurs boiseries gothiques, leurs poutrelles peintes, leurs vitraux discrètement colorés et les tapisseries à personnages, du *xvii^e* siècle, aussi fraîches qu'au temps de Louis XIV, sont d'un tout autre style que le salon franchement Louis XVI; mais grâce aux peintures des lambris, à l'heureux arrangement des tentures et, pour tout dire, à la beauté de l'ameublement et des bronzes, le tout s'arrange très bien et constitue un ensemble satisfaisant où rien ne détonne.

Tout pittoresque qu'il soit, le château de Montcheuil ne fut jamais un grand château et n'avait pas, avant sa restauration, autant de logement qu'aujourd'hui. Aussi avait-on éprouvé anciennement le besoin de lui donner des logements supplémentaires. Un grand bâtiment, séparé par une quarantaine de mètres du manoir principal, renferme un certain nombre de pièces habitables, de greniers, de débarras et une charmante chapelle voûtée sur nervures compliquées, qui, malgré son état d'abandon, a conservé son vieil autel de pierre. Ce petit sanctuaire, contemporain du château, serait facile à remettre dans son état primitif et sera certainement restauré avant longtemps.

Une série de dépendances fait suite à la chapelle : écuries, étables, ferme, le tout dans de vastes proportions, et parmi ces bâtiments, un peu confus d'aspect, un manège couvert, à arcades, où les anciens seigneurs de la maison d'Aydie, qui le bâtirent, dressaient leurs chevaux et faisaient de la haute école. C'était tout-à-fait de mise dans la patrie des d'Abzac et chez des parents de ces nobles et célèbres écuyers. Je ne connais que La Chapelle-Faucher qui ait conservé son manège, plus grand, ce me semble, que celui de Montcheuil, mais du même temps et du même genre.

L'histoire de ce castel nontronnais, qui relevait, comme tant d'autres, de la baronnie de Nontron, n'offre pas un très

grand intérêt et il ne s'y rattache pas, que je sache, de souvenirs dramatiques. Malgré les machiculis de sa tour et sa situation favorable à la défense, il n'avait pas été construit pour soutenir des sièges. Peut-être un château antérieur occupait-il le même emplacement ; — car ce fief de *Montcheuil* est mentionné bien avant la date du château actuel, — en tous cas, celui-ci était, comme on disait jadis, tout au plus à l'abri d'un coup de main, et ce coup de main, s'il fut tenté, n'a pas laissé de traces dans les chroniques nontronnaises. Mais si les événements manquent, il est facile, grâce au *Nobiliaire limousin* de Nadaud, de reconstituer la liste des seigneurs qui ont bâti le château et l'ont successivement possédé.

Martial Audier, conseiller au Parlement de Bordeaux, issu d'une famille limousine, que Nadaud qualifie d'illustre et qu'il dit originaire d'Angleterre, était seigneur de la châtellenie de Montcheuil à la fin du xv^e siècle. Il épousa, en 1515, Françoise *Pastourelle*, de la ville de Nontron, où les Pastoureaux, très riches, possesseurs de nombreuses terres féodales, après avoir eu, pendant quelques années, la baronnie de Nontron vendue, par Alain d'Albret à Dauphin Pastoureaux, à pacte de rachat, occupaient un rang considérable. C'est à cet Audier que doit être attribuée, sans hésitation, la construction du château actuel, entre 1495 et 1515. Le style de l'architecture n'a rien encore de celui de la Renaissance, et le château, eût-il été bâti, — ce qui à la rigueur est possible — dans les premières années du règne de François I^{er}, qu'il n'en appartiendrait pas moins à l'art du xv^e siècle. Bertrand Audier, descendant de Martial, avait épousé Antoinette Pourtent, fille et héritière du seigneur de Vaugoubert. De ce mariage vinrent deux filles, dont l'aînée, Marguerite, se maria, en 1615, avec Guy d'Aydie, chevalier, seigneur de Bernardières. C'est ainsi que l'illustre maison des comtes de Ribérac joignit à sa terre nontronnaise de Bernardières, assiégée jadis par Duguesclin, — ce qui n'est pas un mince honneur, — celles de Montcheuil et de Vaugoubert, qu'elle possédait encore pendant une grande partie du xviii^e siècle. Mais du château de Bernardières, il ne reste que des ruines,

tandis que Vaugoubert et Montcheuil, restaurés l'un et l'autre et embellis par leurs restaurations, sont, bien plus que sous les d'Aydie, de fort belles demeures.

La terre de Montcheuil fut achetée en 1754 par m^{re} Thibaud Moreau, seigneur de Villojalet, président des trésoriers de France de la généralité de Poitiers. A cette époque, elle avait passé par une alliance à la maison de Sainte-Aulaire et fut vendue 140,200 livres par M^{re} J. J. de Beaupoil, baron de Montcheuil. Les fils de M. de Villejalet, qui ont formé trois branches, occupèrent des charges de conseiller et de président au Parlement et à la Cour des Aides de Guienne. La branche de Saint-Martial est éteinte, mais celles de Saint-Martin et de Montcheuil ont encore de nombreux représentants. C'est à cette dernière qu'appartient le baron Paul de Montcheuil, dont je viens de décrire les beaux travaux et que je me réjouis, malgré la différence de nos âges, de compter au nombre de mes amis, après avoir eu avec sa famille, depuis ma jeunesse, les meilleures relations.

B^{on} DE VERNEILH.



ÉTUDE SUR UN MÉMOIRE

FOURNI PAR ANNET DE SAINT-AULAIRE

POUR LES ENFANTS DE LAURIÈRE

XVI^e SIÈCLE

En 1891, s'éteignait à Bergerac, dans la personne d'un vieillard de 80 ans (1), une des plus anciennes familles du Périgord.

Les Laurière, en effet, remontent bien haut dans notre

(1) Louis-Léon de Laurière.

histoire. Dès le XII^e siècle, nous les trouvons possesseurs de la terre de Lanmary, qu'ils gardèrent jusqu'en 1550, époque où elle passa par mariage dans la maison de Saint-Aulaire. Le chef de la famille était, en 1554, Étienne de Laurière, chevalier de l'ordre du Roi, seigneur de Ferrand (1) et de la Gouderie, qui épousa cette année-là Helix de la Porte de Chanteyrac, dont il eut un fils, Raymond, et une fille, Hélène, depuis dame de la Cipierre. Étienne de Laurière (2) épousa en secondes noces Françoise du Lau, veuve elle-même d'Annet de Belcier, dont elle avait eu une fille, Déborah, mariée en 1580 à Raymond de Laurière. De sa seconde femme, Étienne de Laurière eut deux fils, Antoine et autre Antoine, et deux filles, Gasparde et Blanche.

Le but que nous nous proposons aujourd'hui est d'étudier un document où les personnages précités vont jouer un rôle.

Ce document, que nous avons puisé dans les papiers du dernier des de Laurière, est une espèce de compte de tutelle dressé par les soins d'Annet de Saint-Aulaire, époux de la veuve de Raymond de Laurière, et dont voici le titre :

« ESTAT de la despence, fraies et fournitures exposé par Annet de
» Saint-Aulayre, escuyer, sieur de Lanmary, Fontanilles, Saint-Méard,
» Douchapt et autres places, et damoiselle Bora de Belcier, dame desdits
» lieux, son espouje, tant pour feu Marc-Anthoyne de Laurière, fils et
» héritier de feu Ramond de Laurière, vivant escuyer, sieur de Ferrand,
» son père, mary en premières nopces de lad. damoiselle, sa mère, que
» pour Anthoyne de Laurière, à présent escuyer, sieur dud. lieu de
» Ferrand, ayant recueilly la succession dud. feu Marc-Anthoyne, son
» nepveu, Blanche et Gasparde de Laurière, ses sœurs, et dud. feu
» Ramond de Laurière, soit pour leur nourriture, entretenement d'habits,
» subvention à leurs nécessités que sommes de deniers payées à leur
» decharge, puis (depuis) le troysiesme de novembre mil cinq cent quatre-
» vingt et sept, que le dit sieur Ramond décédâ jusques au temps ci-
» après cotté comme s'ensuyt. »

(1) Repaire noble dans la commune d'Issigeac.

(2) Étienne de Laurière était le neveu direct, par sa mère, et peut-être le filleul, d'Étienne de La Boétie.

Les lecteurs du *Bulletin* retrouvent ici une vieille connaissance dans Annet de Saint-Aulaire, qui figure dans l'*Inventaire de Lanmary*, publié il y a quelques années par M. de Montégut, comme l'un des tuteurs des enfants de son frère Antoine.

Notre manuscrit poursuit ainsi :

PREMIÈREMENT.

« 1. Dict led. sieur de Fontanilles qu'ayant le dit feu sieur Ramond de Laurière esté bléssé et rencontré par le feu sieur de Carlus au moys d'octobre mil cinq cent quatre-vingt et sept, il fut porté au chasteau de Marouate, où lad. dammoiselle estant allé auroyt envoyé quérir les sieurs de Muguet, medecin, m^{re} Pierre Fournier, chirurgien, et m^{re} Martial Orfaure, appotiquayre de la présent ville de Perigueux, pour le pansser et médicamenter, où ils auroyent exposé six journées chacun, tant pour aller, séjourner que retourner. Pour lesquelles leur auroyt esté payé ensemble pour les médicaments appliqués par les dits chirurgiens et appotiquayre et pour la despense de celui qui seroit venu exprès pour les chercher la somme de six vingts livres pour ce cy..... VI ^{xx} l.

Nous aurions désiré plus de détails sur la rencontre des sieurs de Laurière et de Carlux. Faut-il y voir un duel, chose fort commune à l'époque, malgré l'arrêt du Parlement, du 16 juin 1559, ou une de ces attaques à main armée dont nos contrées étaient journellement le théâtre dans ces temps de troubles?..... Notre manuscrit est absolument muet à cet égard.

Quoi qu'il en soit, l'affaire eut probablement lieu vers le 28 ou 29 octobre (puisque le déplacement des chirurgiens fut de six jours et que le blessé mourut le 3 novembre) et non loin du château de Marouate, où il fut transporté. Marouate (1) appartenait alors à la famille de Chabot et venait d'être réparé sinon construit en partie. Comme nous le verrons plus loin, le château possédait une petite garnison, bien qu'il fût incapable de soutenir un siège en règle.

(1) Fief de la châtellenie de Montagrier. .

Deux ans avant sa mort, Raymond de Laurière avait fait son testament par lequel il instituait sa femme héritière universelle, lui substituant l'ainé de ses enfants « *si Dieu lui faict la grâce d'en avoir* », et au cas où il n'en aurait pas, sa succession reviendrait à ses frères et à leurs enfants jusqu'à la quatrième génération.

Fait digne de remarque et assez commun à cette époque où la puissance paternelle gardait encore toute sa vigueur, Raymond de Laurière donne pouvoir à sa femme de déshériter ses enfants et ses frères en cas d'ingratitude de leur part : « *j'ai moy mesme comme deshérités, et deja desherite* » *ceulx qui lui seront désobéyssans en tout ce que Dieu, le* » *devoir et la nature leur commandent.* »

Le sieur de Laurière laissa un enfant de 2 ans, Marc-Antoine, qui paraît avoir été maladif et ne vécut que quelques années. Sa succession devint la source de nombreux procès entre sa mère, remariée à Annet de Saint-Aulaire, et ses oncles paternels.

« 2. Et estant le d^t sieur de Ferrand decedde au d^t lieu de Marouate fust necessaire fayre conduire et porter son corps à St-Meard-de-Dronne pour y estre enterré. En quoy faisant auroyt esté despendu, soit pendant sa demeure aud^t lieu de Marouate, aux allées et venues, pourvoir à l'inhumer, faire venir des prestres prier Dieu pour son âme, avoir des cierges de cyre, faire sonner les cloches des paroisses circonvosines, faire dresser des branquarts, salaiier les serviteurs et servantes dudict lieu qui l'avoient servi, mesme *les soldats estant aud^t chasteau*, que aultres frais urgents et necessaires, tant pendant sa d^{te} maladie que pour la d^{te} conduite au d^t St-Meard, la somme de cent livres. Pour ce..... C l.

« 3. Auroyt aussi esté payé et despendu pour l'enterrement dud. feu sieur de Ferrand aud. lieu de Saint-Meard où furent appelés et convoqués les plus proches parents dud. feu, avec le plus grand nombre de prestres qu'il fust possible, la somme de cent cinquante livres tant pour les cierges, chapelle ardante, despenses desdits parents, leur train despenses desdits prestres, payement d'iceux, que aultres personnes employées pour cet effaict, que aussy pour les aumosnes faictes pour le salut de l'âme dud. defunct. Pour ce cy..... CL l.

« 4. Semblablement auroyt payé et despendu ladite dammoiselle de Fontanilles pour les oblegats faicts au quarantiesme jour, aud. lieu de Ferrand

ou pareille assemblée et convocation auroyt esté faite la somme de cent livres. Pour ce cy..... C l.

» 5. Item, dict led. sieur de Fontanilles qu'il auroyt convenu à ladite damoiselle son espouje achapter ses habits de deuilh, ensemble de sa fille de chambre, ses laquay, recepveur et negociateur de sa maison et autres serviteurs d'icelle, arnecher son aquené (haquenée) et entretenir led. deuilh de tous habits à eux necessaires pendant un an entier et plus, ou elle auroyt employé et despandu la somme de cinq cent livres. Pour ce cy..... V c l.

» 6. Comme aussy auroyt despandu et payé pour faire les honneurs et bout de l'an du deced dud. feu sieur de Ferrand ou tous les plus proches parents auroyent aussy esté appelés avec le plus grand nombre de prestres qu'il auroyt esté possible, y ayant plusieurs cierges et torchos de cyre, joint les aumosnes qui furent faictes suyvant la volonté dud. feu sieur de Ferrand, la somme de deux cent cinquante livres. Pour ce..... II c L l.

» 7. Dict aussy led. sieur de Fontanilles que lui et la dicte dammoiselle son espouje auroient nourry et entretenu d'allimants le dict feu sieur Marc-Anthoyne de Laurière, fils dud. feu sieur Ramond et de lad. dam^{le} avec sa nourrice tant pendant qu'il alletoyt, qu'après son alletement et puis le vingt septième janvier mil cinq cent quatre vingt et neuf qu'il lui fust pourveu de tuteur de la personne du sieur de Pommiers jusques à la fin de l'année mil cinq cent quatre vingt et seize que le dit feu sieur Marc-Anthoyne decedda, qu'est huit années entières auquel temps icelluy sieur de Pommiers rendit compte de l'administration par luy faicte de ses biens au sieur de la Doudonnie pourvu de curateur audict sieur Anthoyne de Laurière, à présent sieur de Ferrand et pour lad. nourriture employé et despandu pour une chascune desd. huit années la somme de troys cents livres qu'est en tout, deux mille quatre cents livres. Pour ce cy..... II^m III c l.

» 8. Auroyt aussy esté payé et despandu pour chascune desd. huit années pour l'entretènement d'habits dud. feu sieur Marc-Anthoyne comme pour robbes, chappeaux, chemises, souliers, propoints et autres choses à luy urgentes et necessaires selon sa qualité y compris le sallayre de lad. nourrice, la somme de cent livres, revenant pour lesd. huit années à la somme de huit cent livres. Cy..... VIII c l.

» 9. Semblablement auroyt esté despandu et payé, pour le dict sieur Marc-Anthoyne la somm : de deux cent livres pour subvenir aux malladyes à luy survenues pendant lesd. huit années, mesme à celle de laquelle il mourust tant aux médecins, appotiquayres et chirurgiens que autres personnes employées aux occurrences desd. maladies, soit pour leurs jour-

nées et vaquations, médicamants que despauces aux allées et venues. Pour ce..... II c l.

» 10. Davantaige auroyt esté payé et despandu pour l'enterrement dud. feu sieur Marc-Anthoyne, funérailles et obsèques auxquelles furent appelés et convoqués les plus proches parents dud. feu sieur, ensemble le plus grand nombre de prestres qu'il fut possible tant lhors dudict enterrement, quarantesme jour que bout de l'an, la somme de troys cents livres tant pour les cierges et torches de cyre, despants desd. sieurs parents susdits, prestres, payement d'iceux que aultres personnes employées à ces fins que aussy pour les aumosnes faictes pour le salut de l'âme dud. defunct. Pour ce cy..... III c l.

Selon la teneur du testament de Raymond de Laurière, sa succession, par suite du décès de son fils unique Marc-Antoine, passa à son frère Antoine qui paraît avoir été, comme nous le verrons plus loin, une « tête brûlée. »

» 11. Dict davantaige led. sieur de Lanmary avoir nourri et allimanté lesd. dammoiselles Blanche et Gasparde de Laurière, sœurs dud. sieur de Ferrand depuis le troisieme novembre mil V c IIII xx VII que led. feu sieur Ramond de Laurière, leur frère décédâ jusques en lad. année mil cinq cent quatre vingt seize que led. feu sieur Marc-Anthoyne leur neveu décédâ, avec une chambrière pour les servir et habiller, auquel temps lad. dammoiselle Gasparde s'en alla à la maison de feu Monsieur de la Cothe qu'est neuf années entières de demeure, pour laquelle nourriture auroyt esté despandu annuellement la somme de quatre cent livres, revenant pour les d.neuf années à trois mil six cent livres. Cy... III^m VI c l.

» 12. Item la somme de mil neuf cent livres pour l'entretènement d'habits des dites dammoiselles et salayre de lad. chambrière pendant les dites neuf années qu'est pour chascune d'icelles deux cent livres, employées à l'achapt de plusieurs robbes, cotilhons, rabats, rubans, dentelles, piquadilles (1), chemises, chausses, souliers et plusieurs autres menues ardes à elles necessaires durant le dict temps que aussy pour avoir fait apprendre lesd. dammoiselles à coudre, lire et escrire pendant iceluy par Catherine Cabrière dicte Montflanquine, du bourg de Brassac. Pour ce cy..... M IX c l.

Les articles 13 et 14, sans intérêt, sont consacrés à rele-

(1) Picadilles, petits festons de bordure (Quicherat, *Hist. du costume en France*, p. 457).

ver les dépenses générales de Blanche et d'Antoine de Laurière.

» 15. Et pour son entretènement (1) d'habits et de son laquay pendant et durant les dites années, onze en nombre, assavoir de pourpoints, chausses, manteaux, chapeaux, chemises, rabats, souliers, bottes, esperons, saintures et autres choses à luy necessaryes, la somme de deux cent livres par an. Qu'est..... II^m II s l.

» 16. Dict aussy led. sieur de Fontanilles que lorsque led. sieur de Ferrand fust en volonté de faire le voyage en la ville de Metz, il luy convinst achapter ung cheval, la somme de seize escus vallants quarante huit livres..... XLVIII l.

Le manuscrit ne nous dit pas ce qu'allait faire le sieur de Ferrand « en la ville de Metz » (2), mais il nous met au courant des préparatifs de son départ :

» 17. Pour faire rembourer la sèle dud. cheval et racommoder les arçons, fust payé à un maistre celier..... XX s.

» 18. Pour ung paire de *tricouyes* (?) de toile de Laval, avec la façon..... XXV s.

» 19. Ung paire de bottes, cent sols, cy..... C s.

» 20. Ung paire d'esperons..... XX s.

» 21. Une sainture et pendants ouvrés soye et fil d'or et broderie..... VIII l.

» 22. Ung chapeau de couleur avec le cordon..... III l. X s.

» 23. Ung (*sic*) paire de souliers..... XX s.

» 24. Item fust donné aud. sieur de Ferrand pour faire sond. voyage, quarante escus vallant six vingts livres, cy..... VI xx l.

» 25. Pour sa despanee allant voir et prendre congé des dammoiselles de Puymartin et Lafaye, ses parantes, trois livres cinq sols... III l. V s.

(1) Il est question d'Antoine,

(2) La ville de Metz avait pour gouverneur le duc d'Epemon et était occupée par des compagnies composées en majeure partie de Gascons ou tout au moins de méridionaux. Il y eut pendant toute cette fin du xvi^e siècle un mouvement continu des provinces du Midi vers le pays Messin. Il semblait que le gouvernement du duc d'Epemon fût la meilleure école de guerre pour les gentilshommes.

(Note de M. le chanoine de Carsalade du Pont).

Nous passons les articles 26 à 54, ils ne renferment rien d'intéressant.

Le sieur de Ferrand partit pour Metz vers la fin de l'année 1598, et en était revenu le 3 novembre 1600, comme nous le voyons par l'article suivant :

» 55. Dict de plus led. sieur de Fontanilles qu'estant led. sieur de Ferrand, de retour de la ville de Metz ou il estoit allé comme il a esté cy devant dict, il fust necessaryre lui achapter troys aunes troys quarts de serge de Beauvais, couleur du Roy (1), de Dantressailh, marchand, le troiesme novembre mil six cent, pour luy faire ung habit, laquelle serge avec les doublures, passements, soye et autres fournitures y compris la façon, cousterent quarante deux livres..... XLII l.

» 56. Pour une sainture et pendant de marrouquin couverte de soye noire et broderie, cinq livres. Cy..... V l.

» 57. Ung chapeau en couleur avec les cordons et broderies.... V l.

» 58. Deux chemises de toylle fine, trois livres. Cy..... III l.

» 59. Pour quatre paires de souliers, à diverses fois, fust payé..... III l XVI s.

» 60. Depuis lequel retour led. sieur de Fontanilles auroyt nourry et entretenu led. sieur de Ferrand jusques à la fin de l'année mil six cent ung avec ung sien serviteur et ung cheval, qu'est ung an quelques moys que led. sieur de Ferrand se retira. Pr la despance et nourriture desquels demande lui estre taxé quatre cent livres. Cy..... III l.

Antoine de Laurière se retira à Ferrand où sa sœur Blanche vint le rejoindre en 1608. Notre manuscrit se faisant l'écho des justes revendications du sieur de Fontanilles, nous montre, en 1610, Antoine s'étant emparé « de son autorité privée » des propriétés de Ferrand et de la Gouderie, et en ayant chassé les fermiers « *par force et violence*. » Il va même plus loin : ayant pris possession des maisons que la dame de Fontanilles possédait en la cité de Périgueux et qui provenaient de la succession de feu Raymond de Laurière, il

(1) La couleur du Roy ou bleu de roi était fort à la mode à l'époque, comme on peut le voir dans une liste que donne d'Aubigné. La serge était aussi très bien portée, surtout la serge à double envers. (Voy. *Histoire du costume en France*.)

les loue, en vend d'autres, et l'on dit même qu'il en démolit une et en emporta les matériaux.

Le sieur de Fontanilles et sa femme réclamèrent leurs droits et des dommages-intérêts « pour n'avoir joui n'y ha-
» bité aucune desdites maisons comme ils désiroient et s'y
» loger occunement allant et venant en la présente ville [ce]
» qui leur cause eycessive despance. »

Ici se termine le manuscrit, mais non les démêlés entre le sieur de Fontanilles et le beau-frère de sa femme, et ce n'est qu'à la date du 29 juillet 1616, que les parties, désirant terminer le procès qu'ils ont pendant au Parlement de Bordeaux, nomment des arbitres qui, quelques jours après, ordonnent que les deux tiers des biens, qui avaient appartenu à Raymond de Laurière, seraient adjugés à Antoine de Laurière, et qu'Annet de Saint-Aulaire, seigneur de Fontanilles et son épouse, payeraient audit de Laurière 500 livres à lui léguées par Françoise du Lau, sa mère.

Cette étude n'aurait pas de bornes si nous désirions suivre encore nos infatigables processifs qui ne s'arrêteraient pas en si beau chemin, mais, outre que cela manquerait d'intérêt, il est temps de prendre congé du lecteur qui a bien voulu nous suivre jusqu'ici. Nous ne terminerons cependant pas sans remercier M. Charrier, l'archiviste de Bergerac, qui nous a été d'un grand secours pour la lecture de ces documents, et M. le chanoine de Carsalade du Pont, dont les encouragements nous sont précieux.

J. DU RIEU DE MAYNADIÉ.

V A R I A .

ORDONNANCE DE CHARLES IX

AU SUJET DES SÉPULTURES CALVINISTES A PÉRIGUEUX (1571).

Le P. Dupuy mentionne le premier enterrement de protestant qui ait eu lieu à Périgueux, celle de l'enfant d'un cordonnier limousin établi depuis

peu dans la ville, qui fut porté « en cachettes à la sépulture, sans y appeler le convoi ordinaire des ecclésiastiques. »

Bien qu'ils n'eussent jamais formé à Périgueux qu'une très faible minorité, les protestants ne tardèrent pas, à la faveur des nouveaux édits, à se livrer publiquement à toutes les pratiques religieuses de leur secte. On les vit là, comme dans le reste de la Guyenne, affecter de se rendre en foule aux enterrements de leurs coreligionnaires pour braver les catholiques, qui, de leur côté, ne surent se contenir. Les précautions prises par la municipalité, la vigilance des magistrats devinrent impuissantes contre la haine des partis.

Au mois d'avril 1567, les protestants s'adressèrent à Charles IX, qui envoya en Périgord, pour apaiser les troubles, le maréchal de Bourdillon et Renaud de Beaune, maître des requêtes de l'hôtel du roi, depuis archevêque de Bourges. Ces deux personnages permirent aux plaignants d'ensevelir leurs morts hors de la ville, dans le cimetière qui avait été béni pour les pauvres au XII^e siècle, en face du lieu où le fameux ministre Brossier avait tenu son premier prêche. Le comte Des Cars, lieutenant du roi en Périgord, confirma le droit accordé aux protestants.

Cette concession exaspéra les catholiques, qui entravèrent par tous les moyens l'exécution de l'ordonnance. Le marquis de Villars, lieutenant-général en Guyenne, crut devoir intimer aux protestants d'avoir dans les quatre mois à acheter un emplacement, qui leur servirait à l'avenir de cimetière particulier, avec permission de le clore de murailles hautes de quatre pieds. Quand ils eurent ce nouveau cimetière, les molestations des habitants recommencèrent; et, comme chaque enterrement donnait lieu à de nouveaux scandales, les protestants s'adressèrent encore au roi, qui leur rendit justice par l'ordonnance suivante, datée de Blois le 10 novembre 1571 :

« CHARLES, par la grâce de Dieu roy de France, au seneschal de Perigort ou son lieutenant, salut.

« Les habitants de la ville et faulxbourgs de Perigueux qui sont de la religion pretendue reformée nous ont fait remonstrer qu'au mois d'avril mil cinq cens soixante-cinq defunct nostre tres cher et amé cousin le s^r de Bourdillon, mareschal de France, et nostre amé et feal conseiller et maistre des requestes de nostre hostel maistre Regnault de Beaune, par nous envoyés au pais de Perigort pour pourveoir aux desordres qui y estoient; lors estans en la ville de Perigueux, permirent aux exposantz ensepvelir les corps des deffunctz estans de la dicte religion au cimetière des Paouvres, qui est hors la dicte ville; et le vingt-huictiesme jour de septembre, le compte Descars, nostre lieutenant en Périgord, estan en la

dicte ville de Périgueux, ordonna que les exposantz useroient des sepultures que ilz auroient accoustumé au cymetiere des Paouvres et non alheurs, ce que les exposantz auroient faict ; et le vingt septiesme jour de decembre mil cinq cens soixante-dix, estant nostre tres cher et amé cousin le marquis de Villars, nostre lieutenant general en Guyenne, ordonna que les exposantz achepteroient de gré à gré dedans quatre mois ung lieu dedans ou dehors de la dicte ville de Perigueux, pour y faire enterrement des mortz de la dicte religion, et leur permist faire clore de murailhes le dict lieu acquis de quatre piedz hors de terre et ce pendant leur faire enterrer les dicts mors au dict cymetiere des Paouvres. Suyvant ceste ordonnance et permission les exposantz auroient acquis ung petit lieu dans la dicte ville pour y faire leurs sépultures, mais les catholiques empescherent les exposantz à faire les dictes sepultures tant au lieu qu'ilz ont acquis suyvant l'ordonnance de nostre dict cousin qu'au dict cymetiere des Paouvres, dont il s'en pourroit ensuyvre quelque trouble ou scandalle, nous suppliant et requerant pourveoir sur ce. Nous, par l'advis de nostre conseil, leu et veu les ordonnances de nos dicts cousins le mareschal de Bourdilhon, conte Descars et marquis de Villardz et le contraict d'acquisition faict par les exposantz du dict lieu et place y attaché soubz le contrescel de nostre chancelier, avons, en approuvant et autorizant les ordonnances et permission de nos dicts cousins, ordonné et ordonnons que les exposantz fairoient ensepvelir les corps de ceulx de la dicte religion pretendue reformée au dict lieu par eulx acquis dans la dicte ville en la forme prescrite par dicts edit et ordonnances de nostre dict cousin de Villars, sans qu'ilz soient ne puissent estre en ce empeschés par les catholiques ne aultres pour quelque cause que ce soit. Sy vous mandons et enjoignons par ces presantes que de l'effaict dicelles vous faictes souffrir et laisser les dicts exposantz joyr et user plainement et paisiblement, procedantz contre les infracteurs et qui contreviendront a nos dicts edict et ordonnances que contre infracteurs dicelles et aultrement par telle et si rigoreuze pugnition que ce soit exemple a tous aultres. Le tout nonobstant opposition ou appellations quelconques et sans prejudice dicelles pour lesquelles ne voulons estre differé, dont nous avons retenu et réservé, retenons et réservons a nous et a nostre dict privé conseil, la cognoissance, et l'avons interdicte et defendue, interdisons et defandons a nostre court de parlement de Bourdeaux et tous aultres juges par ces presantes que nous mandons au premier nostre huissier ou sergent leur presenter de par nous sy besoiing est. Car tel est nostre plaisir, nonobstant quelzconques edictz, ordonnances, restrinctions, mandemens, defences et lettres à ce contraires. Mandons et commendons à tous nos justiciers, officiers et subjectz qu'à vous en ce faisant soit obey et a nos dicts huissiers ou sergens sans pour ce demander aulcune permission, *placeat*,

visa ne pareatis. Donné à Bloys le dixiesme jour de novembre l'an de grace mil cinq cens soixante unze, et de nostre règne le unzième.

Ainsin signé : Par le Roy estant en son conseilh :

« DE LOMENTE. »

Si l'intervention royale ne parvint pas à rétablir l'ordre si fréquemment troublé à Périgueux, les calvinistes, devenus quatre ans plus tard maltres de la ville, lui firent payer chèrement les vexations dont ils avaient été l'objet.

Nous n'avons pu savoir à quel endroit fut transféré le cimetière des religionnaires.

Quant à l'ancien cimetière des pauvres, — où l'on n'enterra plus personne désormais (1), — Guillaume Le Boux, évêque de Périgueux, par son ordonnance du 20 janvier 1673, devait le déclarer pollué et profané. Le chapitre le mit en vente sans pouvoir trouver d'adjudicataire. Une transaction de 1768 en transféra la propriété à la ville pour y tenir des marchés, à la charge de servir au curé de St-Hilaire une rente annuelle de 6 boisseaux de froment. Ces marchés n'ayant pas réussi, la municipalité se décida, en 1786, à aliéner cet emplacement devant lequel on avait édifié le couvent des Récollets, où est actuellement l'École normale de la Dordogne, à l'est du chemin des Barris.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

MON 952° SONNET.

UN POÈTE A UN ARCHÉOLOGUE.

De tous nos châteaux-forts vous savez l'historique ;
Le style de chacun vous est très familier,
Et de leur plus ancien possesseur au dernier
Vous pourriez nous tracer le portrait véridique.

(1) A dater du XVIII^e siècle, le cimetière des pauvres fut transféré près de l'église Saint-Hilaire, sur la place actuelle de l'Abattoir, et il servit aux inhumations jusqu'à l'époque de la Révolution. Voir les registres paroissiaux de Saint-Hilaire, dans les archives municipales de Périgueux.

Là c'est du Byzantin, ici c'est du Gothique ;
Voici du Henri-Deux, là du François-Premier...
Et vous déchiffreriez aisément, tout entier,
Le parchemin le plus obscur, le plus antique.

Mais moi, quand par hasard quelque vieux parchemin,
Une charte, un édit me tombe sous la main,
Je vois sa teinte jaune et sa noble poussière ;

Et de l'ancien castel qui depuis six cents ans
Supporte avec fierté les injures du temps,
Ma Muse aime à chanter la couronne de lierre.

Ludovic SARLAT.

NÉCROLOGIE

M. MARIAUD.

M. Mariaud était né à Digne (Basses-Alpes). Entré tout jeune encore dans la Trésorerie d'Afrique, il conquit rapidement l'estime, la confiance et l'attachement du distingué trésorier payeur général d'Alger, le même qui avait organisé les services du Trésor lors de la conquête ; lequel conserva toujours les mêmes sentiments pour son subordonné.

Durant son long séjour en Algérie, M. Mariaud, observateur persévérant et perspicace, artiste toujours, fit de nombreuses études sur la population indigène, ses mœurs et sur ce beau pays. Il a laissé de nombreux opuscules révélant l'esprit chercheur, ami du pittoresque, dépeignant, avec autant de bonheur que de vérité, sa couleur locale, les types attrayants. Puissamment aidé par son talent de dessinateur, ses eaux-fortes et ses dessins à la plume d'une rare finesse complètent heureusement une œuvre vraiment intéressante.

Commensal et ami de nos principaux chefs militaires d'aujourd'hui, jeunes aussi alors, tous lui ont toujours depuis témoigné les mêmes marques d'attachement : c'est assez dire en quelle estime ils tenaient l'homme et son caractère.

Appelé à la perception de Brantôme en 1862, il fut, dix-neuf ans après, en 1881, nommé en la même qualité à Cintegabelle, dans la Haute-Ga-

ronne. C'est là qu'il prit une retraite laborieusement acquise. Partout il a laissé les meilleurs souvenirs ; mais ils sont restés plus particulièrement vivants dans notre contrée, où il avait su se créer de nombreuses et solides amitiés.

Retiré à Digne, son pays natal, la mort l'a surpris toujours travaillant fidèle à sa devise : Labeur et Etude.

F.



Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente une Damoiselle périgourline en 1424 ; — la 2^e, le château de Montcheuil.

Le Gérant responsable, J. BOUNET.

Impr. de LA DONNÉE, anc. Dupont et C^e.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Du 27 Mai 1894.

Présidence de M. de Roumejoux, président.

La séance est ouverte à sept heures et demie du soir dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. Aublant, Audemard, l'abbé Brugière, Coulombeix, Crédot, le marquis de Cumond, Antony Délugin, Maurice Doursout, Dujarric-Descombes, le marquis de Fayolle, le docteur Gaillardon, Grenier, le docteur Ladevi-Roche, Lespinas, Léon du Pavillon, l'abbé Prieur, du Repaire, de Roumejoux, Eugène Roux, le comte de Saint-Légier, de Saint-Pierre, Robert Villepelet et Villepelet père.

Le procès-verbal de la séance du 10 mai est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT annonce qu'aux termes de l'article 8 de nos statuts, il va être procédé au renouvellement annuel du bureau et invite les membres à apporter dès maintenant leurs bulletins à l'urne, qui restera ouverte jusqu'à la fin de la séance.

Notre bibliothèque a reçu dans le courant de ce mois les ouvrages suivants :

Le *Journal des Savants*, cahiers de janvier, février, mars et avril 1894, quatre fascicules in-4°, Paris, Imprimerie nationale : le fascicule d'avril, dans ses Nouvelles littéraires, signale la publication du tome X des *Mémoires de Saint-Simon* par M. de Boislisle, dans la collection des *Grands écrivains de France*. Parmi les appendices qui enrichissent ce volume est une longue note rédigée par M. de Chantérac sur *Uranie de la Cropte-Beauvais, comtesse de Soissons*, pour la défense de cette dame contre une légende malveillante dont Saint-Simon s'était fait l'écho ;

La *Revue des Etudes grecques*, tome VI, n° 25, janvier-mars 1894, in-8°, Ernest Leroux, éditeur ;

L'Anthropologie, 1894, tome V, n° 2, mars-avril, in-8°, Paris, Masson, éditeur, (abonnement), contenant, page 193, une analyse des mémoires insérés dans le second volume du Congrès international d'archéologie et d'anthropologie pré-historiques de Moscou, et où il est dit que « MM. Paul Girod » et Élie Massénat ont rédigé une note sur de *Nouvelles » fouilles préhistoriques dans la vallée de la Vézère*. Pour eux, » il y a continuité absolue entre tous les termes de l'âge » du Renne ; dans la vallée de la Vézère, l'hiatus entre cet » âge et l'époque néolithique est des plus nets » ;

La Géographie, revue générale des sciences géographiques paraissant le jeudi et ayant pour rédacteur en chef notre compatriote M. Gaston Dujarric, n° du 19 avril et du 17 mai 1894, in-4°, Paris, librairie africaine et coloniale, André et C^{ie}, rue Bonaparte, 27 ;

Le fascicule du premier trimestre de la *Société de Borda, Dax (Landes)*, dix-neuvième année (1894), in-8°, Dax, imprimerie-reliure Hazael Labèque, contenant, page 45, des réflexions de notre correspondant M. le comte de Chasteigner au sujet des découvertes faites à Saint-Vincent de Xaintes ;

La *Revue des langues romanes*, quatrième série, tome VII, n° 5, mai 1894, in-8°, Montpellier et Paris, Pedone-Lauriel, éditeur ;

La *Revue épigraphique du midi de la France*, n° 73, janvier, février, mars 1894, in-8°, Lyon, imprimerie Savigné, à Vienne (Isère), renfermant, page 283, un compte-rendu bibliographique, que nous reproduirons, du volume de M. le capitaine Espérandieu, sur les *Inscriptions antiques de Périgueux*, par M. Allmer, correspondant de l'Institut ;

La *Revue des autographes*, de M. Eugène Charavay fils, n° de mai 1894, in-8°, Paris ;

De M. l'abbé Chaminade, maître de chapelle à la cathédrale, sa brochure sur *Le R. P. Guillaume-Joseph Chaminade (1761-1850)*, fondateur de la Société de Marie, in-8°, Périgueux, librairie Spinoni-Fourgeaud, 1894 ;

De M^{lle} de Froidefond, vingt brochures ou placards de l'époque révolutionnaire en Périgord, qui viendront compléter les ouvrages précédemment donnés, et qui consistent en lettres, adresses, proclamations, procès-verbaux de séances de club, discours, listes des notables, et cahiers de réclamations de l'ordre de la noblesse des sénéchaussées du Périgord.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. MALLAT, absent de Périgueux pour des affaires de famille, se fait excuser de ne pouvoir assister à notre assemblée générale.

M. le comte Soffrey DE BEAUMONT, élu membre titulaire dans la dernière réunion, adresse ses remerciements à la Société.

M. MARMIER a bien voulu extraire à notre intention deux passages du *Carnet de la Sabretache*, « revue militaire rétrospective », fascicule de janvier 1894, p. 40-42, qui reproduit une lettre du prince de Beauvau, datée de Versailles le 27 décembre 1744, et relative à son régiment des Gardes Lorraines. Dans le premier, on lit :

« Je finirai par vous rappeler deux graces que M. le prince de Conty

demande pour des officiers du régiment et que M. de Chauvelin doit solliciter en son nom.

» L'une est de faire passer à M. de Menou la gratification de 100 écus qui fut envoyée après l'affaire de Montalban pour M. de Mondessai, qui avait été tué raide : ce M. de Menou, homme de condition, de mérite et pauvre, reçut un coup de fusil en travers du corps et d'une main à l'affaire de La Chenal ; cette blessure ayant été malheureuse, les blessés n'eurent rien, celui-cy est estropié, et sa blessure lui a beaucoup coûté. »

Et plus loin :

« J'oubliais une affaire dont on a parlé cet été à M. d'Argenson qui l'avait trouvée juste : c'est au sujet d'une pension dont jouissait le chevalier de Bar, capitaine au régiment du Perche, qui a été tué au siège de Coni. Cette pension lui avait été accordée pour récompense de n'avoir pas voulu passer en Espagne où le cardinal Alberoni l'appelait, et pour l'aider à se soutenir dans le service.

» Cette famille de Bar est des plus distinguées du Périgord et dans une extrême pauvreté. Il a laissé un frère au régiment qui a été 23 ans lieutenant, et qui, depuis qu'il a une compagnie, s'est très bien conduit à la retraite de Coni. M. le prince de Conty s'est intéressé aussi pour que la pension de son frère lui passât. »

M. LE PRÉSIDENT a reçu de M. Philippe de Bosredon la lettre suivante :

Saint-Cloud, 12 mai 1894.

Monsieur et cher Président,

A la séance du 1^{er} février dernier, vous avez bien voulu annoncer à la Société que j'allais entreprendre (ce sont les termes du procès-verbal) une bibliographie générale du Périgord.

Permettez-moi de vous demander une rectification.

Tous nos confrères savent que c'est vous qui avez entrepris la bibliographie de notre province, et que vous avez posé les bases et fourni les éléments essentiels de ce travail dans votre *Essai de bibliographie périgourdine*.

Je ne me suis donc pas chargé d'*entreprendre* la bibliographie du Péri-

gord, mais seulement de vous donner mon concours pour un recueil plus complet, s'il est possible, et en tous cas plus détaillé, auquel notre honorable et érudit secrétaire-général M. Villepelet veut bien collaborer pour sa part en mettant à votre disposition les innombrables notes qu'il a recueillies pendant une période de trente années.

Mon rôle se réduit donc à être votre auxiliaire et celui de M. Villepelet. Je tâcherai du moins d'être un auxiliaire utile.

Je suis convaincu, d'ailleurs, que nos confrères répondront avec empressement à l'appel que vous leur avez fait, et que, grâce à ces efforts communs, nous arriverons à dresser un catalogue bibliographique digne d'un pays qui a vu naître, sans parler de bien d'autres illustrations, Montaigne et Fénelon.

Veuillez agréer, etc.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL maintient le mot *entreprendre* qui, appliqué au travail énorme que commence notre infatigable vice-président, peut être employé sans exagération. En publiant son *Essai*, M. de Roumejoux n'a jamais eu la prétention de faire un travail définitif, complet, de bibliographie. M. de Roumejoux et lui se considèrent tout simplement comme les auxiliaires de M. de Bosredon.

M. LE PRÉSIDENT profite de l'occasion pour faire un nouvel appel au zèle de tous nos confrères; il prie, en conséquence, tous ceux qui ont publié des écrits quelconques d'en envoyer la liste à l'un de nous trois, avec toutes les indications bibliographiques nécessaires, le titre, le format, la date, le nom de l'imprimeur ou éditeur, le nombre de pages, les noms et prénoms de l'auteur, le lieu et la date de sa naissance, etc.

Il prie aussi la Société de voter un crédit de 300 francs pour le travail matériel que M. de Bosredon aura à faire dans les bibliothèques de Paris, notamment pour la transcription des articles du *Manuel* de Brunet, qui devront être reproduits textuellement ou au moins par extraits; pour rechercher dans les grands catalogues d'Angleterre et d'Allemagne les traductions des œuvres de Montaigne et de Fénelon, et pour rechercher également à la Bibliothèque

nationale les ouvrages dont le titre ou la date ou même l'existence laisse place à des doutes.

L'assemblée consultée vote le crédit.

M. LE PRÉSIDENT demande un autre crédit de 350 francs pour lui permettre de fouiller une des salles situées près de la tour de Vésone, bien qu'il craigne de n'y rien découvrir ; il obtiendra une petite somme de la Société française d'Archéologie, et, à l'aide des deux sommes réunies, il sera en mesure d'opérer quelques fouilles.

Après discussion, le crédit est voté.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL rappelle qu'il y a plusieurs années, la Société a voté un crédit de 200 francs, qui n'a jamais été employé, pour des fouilles à ouvrir au tumulus dit *la Calotte*, près de Verteillac. Il croit que la fouille serait intéressante et qu'à coup sûr elle donnerait des résultats.

M. LE PRÉSIDENT demande un autre petit crédit de 30 francs, pour aider à déblayer la crypte de l'église de Saint-Astier de l'amas informe d'ossements et de tessons de poteries qui l'encombrent. Il lit à cette occasion une note sur la découverte d'un petit cercueil en pierre et d'un autel qui y a été récemment faite et dont il a parlé à la séance précédente. Suivant lui, cet autel a été construit pour enfermer un coffre de pierre contenant les ossements d'un personnage, et ce personnage a été porté là à une époque très reculée, peut-être au ^x^e siècle. Les ossements qui ont été si pieusement déposés dans cet autel étaient ceux d'une personne reconnue sainte non seulement par le peuple, mais aussi par l'Eglise ; il n'aurait pas suffi de la notoriété publique pour que les chanoines de Saint-Astier eussent osé offrir le sacrifice de la messe sur ces reliques. « Nous ne voulons rien préjuger, poursuit le Président, n'ayant pas de documents précis ; mais ne pourrait-on voir le corps de saint Astier dans ces restes vénérables et vénérés par les

générations passées ? Il serait prudent de vérifier avec un homme de l'art si tous les ossements renfermés dans ce petit ossuaire sont complets, car le P. Carles nous dit qu'en 1652, on vénérât dans l'église de Saint-Astier des reliques de ce saint patron, sa tête et ses bras. Or, il faudrait savoir si le crâne dont nous avons constaté la présence est complet et si les deux bras du squelette sont entiers. Si une portion du crâne et des bras manque, ce serait une donnée en faveur de notre hypothèse, les chanoines ayant pu n'exposer à la vénération des fidèles qu'une partie des reliques dont ils avaient la garde. »

M. le docteur LADEVI-ROCHE demande aussi qu'un homme de l'art soit appelé à cette vérification.

L'assemblée le désigne et vote le crédit de 30 francs.

M. le docteur BARBANCEY nous transmet l'inscription qui se trouve sur la cloche de Carsac telle qu'elle lui a été remise par M. le curé de Saint-Martin-de-Gurson :

A FULGURE, TEMPESTATE, DEFENDE NOS, DOMINE.

Il demande en même temps au Secrétaire-général si nous avons la chanson de la *Guillaneou*, et s'il existe un travail à ce sujet et des indications autres que celles que l'on trouve dans Le Roux de Lincy, *Proverbes français*, tome I^{er}, p. 3, 1839; dans Rabelais, livre II; dans l'*Intermédiaire des Curieux*, xxv^e année, n^o 569, etc.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL lui a répondu que notre confrère M. Léon Clédat, avait dû publier, dans la *Revue de philologie française et provençale*, une étude sur cette chanson et la notation musicale. Quant à l'inscription de la cloche de Carsac, elle contient une formule assez répandue qui est une sorte d'encouragement à sonner pendant les orages. Aussi ne faut-il pas s'étonner que cette imprudente tradition se conserve encore dans un grand nombre de paroisses.

M. DE MONTEIL nous envoie aussi une copie de l'inscrip-

tion de la cloche de Cherval, dont il a été question dans une séance de la Société, il y a quelques années.

AU . NOM . DE . LA . TRES . SAINCTE . TRINITE . JE . FUS . FAITE . AU . MOIS .
DE . P . 1699 . ET . DÉDIÉE . A . S^t . MARTIN . P . DEC . E . FUT . P

(1). JEAN . DE . LA . GEARD . C . S . DE . CE . LIEU . ET . DE . S^t . MARTIAL . ET .

(2). G . S . DANG . FUT . M . ANNE . ROBINET . DAME . DESHORTES . ETAIT .
EPOUSE . DU . S . DAME . MARGUERITE . DE . LA . TOUSCHE . ETAIT

(3) C . G . P . R . MAIN . LE . ROY . JUGE . P . SEGUIN .

P . D . SICAIRE . BOS

AB . OMNI . MALO . LIBERA . NOS . DOMINE .

ERAT . CAPP . GUILL . SEGUIN .

FAITE . PAR . ESTIENNE BARBAU .

« Au-dessous du dernier mot de la légende est une Immaculée Conception en relief ; au côté opposé, une croix posée sur trois gradins fleurdelysés ; au centre de la croix, une Vierge avec le croissant sous ses pieds, tenant l'enfant Jésus dans ses bras ; au-dessous de la Vierge, sur tige de la croix, trois têtes d'anges ailés. »

Notre honorable confrère, à qui le Secrétaire-général avait fait appel dans son procès-verbal du 1^{er} mars dernier, au sujet d'un sceau ayant appartenu à un de Lageard, seigneur de Cherval, lui répond en ces termes, en lui envoyant une empreinte dudit sceau :

« Je comptais, en effet, tôt ou tard en entretenir notre Société, mais je désirais que le sceau lui-même, ou à son défaut une empreinte, pût ac-

(1) Jean de Lageard, chevalier, seigneur du Bourbet, St Martial-de-Viveyrols, Beauregard, Gréznac, et conseiller du roi en tous ses conseils, marquis de Cherval, grand sénéchal d'Angoumois, né le 15 avril 1650 ; mousquetaire du roi de 1672 à 1675 ; épousa le 7 septembre 1683, Marguerite de La Touche, fille de François de La Touche, chevalier, seigneur de Creyssac, et de Renée de Caillères, mourut le 22 janvier 1711.

(2) Une sœur de Jean, Nicole de Lageard, avait épousé, le 26 août 1693, Jacques de Poncet de Robinet. La marraine de la cloche, Anne Robinet, était peut-être de cette famille. (?)

(3) La première lettre est un C. — La troisième est mal venue à la fonte et pourrait être un P, un B ou un R.

compagner ma communication. Or, il y a à peine quelques jours que cela m'est devenu possible.

» Des fouilles opérées, il y a cinq ou six ans, à quelques mètres du chevet de l'église de Cherval, probablement sur l'emplacement de l'ancien cimetière, firent découvrir, parmi des ossements, ce sceau ayant évidemment appartenu à un membre de la famille de Lageard. Le propriétaire du terrain sur lequel il fut trouvé s'en empara et chercha à en tirer le plus d'argent possible : c'est ainsi qu'il parla de *cinq mille francs* à notre vice-président, M. de Bosredon ; mais il fut heureux, ces jours derniers, de le céder pour la somme plus modique de vingt-cinq francs à l'un de nos confrères pour lequel il offrait un intérêt particulier.

» Peu de temps après sa découverte, je pus, grâce à la complaisance d'un tiers, me procurer une empreinte de cette curieuse pièce, et je m'empressai de l'envoyer à M. de Bosredon qui en donna une description dans son ouvrage de la *Sigillographie du Périgord*, édit. 1891, page 186, n° 537.

» Ce sceau est rond ; le diamètre du filet extérieur est de 35 millimètres ; la gravure, en creux, a conservé toute sa netteté. Les armes des Lageard — d'azur au lion d'argent, armé et lampassé de gueules et au croissant d'or posé au canton senestre du chef, — sont serties dans une bande portant l'inscription qui vous a été signalée :

SIGILLUM . DOMINI . DE . CHARVARTO . EQUITE .

» L'écu est timbré d'un casque de profil ; les émaux ne sont pas indiqués. L'ensemble de cette pièce, autant que la forme des lettres et du casque, me sembleraient indiquer le commencement du *xiv^e* siècle. (?)

» Je ne puis rien dire de précis sur l'époque où les Lageard entrèrent en possession de la terre de Cherval dont ils portèrent les titres de comte et marquis ; mais j'ai de fortes raisons de croire qu'elle devait leur venir, comme celle de Gréznac, soit par acquisition, soit par alliance, des seigneurs de Mareuil, suzerains de la plupart des terres environnant Cherval (1). Hélie de Lageard est le premier du nom qui me soit connu. C'est aussi le premier que signalent La Chesnaye, d'Hozier, O'Gilvy, etc. Mais ces généalogistes ont fait de telles erreurs sur cette famille,

(1) Guy II de Mareuil était le prédécesseur de Laurent de Lageard dans la charge de sénéchal d'Angoumois.

qu'il n'est pas permis de leur accorder grande créance. Geoffroy (dont parle M. de Fleury) était le petit-fils d'Hélie. Celui-ci naquit en 1458. Seigneur du Bourbet, Cherval, St-Martial, Jouvelles, La Chapelle-en-Périgord (1), licencié ès-lois, conseiller au parlement de Bordeaux, avocat général de la ville d'Angoulême, il fut maire de cette ville en 1504, (liste des maires et échevins de la ville d'Angoulême dressée par Sansom, avocat au parlement), puis échevin jusqu'en 1539. Il mourut conseiller au parlement de Bordeaux, en 1542. Il avait été député en 1506, vers le roi Louis XII pour traiter du mariage de sa fille Claude avec François de Valois, comte d'Angoulême, son héritier présomptif à la couronne de France. Hélie signa au mariage de François I^{er}. Le 9 novembre 1508, il fit, au parlement de Bordeaux, hommage à Guy de Mareuil de l'hôtel noble de Jouvelles (situé à Angoulême, rue d'Arcole, n° 10), garennes, rentes et autres dépendances. Il avait épousé Claire Merlier, dont il eut 3 enfants : Laurent, Jehanne (mariée à Jean de la Chassaigne, seigneur de Chastellux), Marguerite, mariée au sire des Essarts, (texte latin de 1485 : « *Helias, scutifer, domicellus loci de Charvallo, Margarita ejus filia, Andreas des Essarts ejus gener...* »)

» Son fils, Laurent de Lageard, fut conseiller au parlement de Bordeaux en 1542, à la mort de son père, fut pourvu de la charge de sénéchal d'Angoumois. (Cette charge ne devait plus sortir de sa famille ; les États d'Angoumois en 1789 furent présidés par Pierre de Lageard, sénéchal). Il fut ambassadeur d'Henri II vers Edouard VI d'Angleterre. Vigier de la Pile rapporte tout au long les lettres flatteuses qui lui furent adressées par le roi à Amboise, le 9 mars 1555. Il mourut en 1561, laissant de son mariage avec Gabrielle de Salignac-Fénelon onze enfants dont l'aîné est Geoffroy. Celui-ci succéda à son père dans la charge de sénéchal en vertu d'une dispense d'âge en date du 1^{er} février 1561. Il épousa Geneviève Arnaud, fille d'Arnaud de Laborie, sieur de La Chadurie, La Treille, en Périgord, et de Marie Miron de Baudrais (Saintonge).

» Je pense que le sceau qui nous occupe a dû appartenir à l'un des auteurs de Laurent de Lageard et non à lui-même ou à l'un de ses descendants. Car Laurent de Lageard et sa femme Gabrielle de Salignac-Fénelon, et après eux leurs descendants, ont été ensevelis dans l'église de Cherval un peu en avant et à gauche du chœur. Or, le sceau a été trouvé *en dehors* de l'église et probablement au lieu de la sépulture de celui des Lageard, auquel il avait appartenu.

(1) Les terres de Cherval et La Chapelle étaient encore, il y a deux ans, dans la famille de Lageard, aujourd'hui éteinte.

» Ce n'est pas la première fois, d'ailleurs, que des fouilles exécutées au pied de notre vieille église de Cherval, ont amené la découverte d'objets intéressants, et j'ai déjà eu le plaisir d'envoyer à notre Musée, provenant du même lieu, une très remarquable plaque de ceinturon ou fibule, ornée d'entrelacs mérovingiens d'un dessin très pur et d'une conservation parfaite. »

L'assemblée remercie M. de Monteil de sa communication.

De son côté, M. GENDRAUD veut bien nous envoyer la copie d'un marché fait en 1696, au château du Bourbet, entre Jean de Lageard, chevalier, seigneur de Cherval, Saint-Martial-de-Viveyroux, partie de Grézignac et autres places, conseiller du roi et son grand sénéchal d'Angoumois, et Antoine Maignat, maître tapissier, de la ville de Périgueux, par lequel celui ci s'engage à raccommoder des tapisseries du château du Bourbet, neuf pièces de tapisserie fine représentant l'histoire de Joseph et neuf pièces de verdure. Il devra livrer les premières dans quatre mois, à la Toussaint, et les secondes, le jour des Rois. Ledit seigneur de Cherval lui paiera la somme de 200 livres qu'il viendra prendre au Bourbet. Le tapissier mettra les toiles nécessaires aux dites tapisseries « en par ledit seigneur fournissant lesd. toiles et un tailleur pour les coudre que ledit seigneur nourrira l'un et l'autre, pendant qu'ils mettront lesdites toiles sans donner autre chose audit Maignat. »

Cette pièce intéressante sera publiée dans le *Bulletin*.

M. BUSSIÈRE nous adresse la troisième et dernière partie de son substantiel mémoire sur l'abbaye de Brantôme et la seigneurie de Bourdeille; il y traite de la décadence de la suzeraineté abbatiale sur Bourdeille. Dans son chapitre I^{er}, il nous révèle les circonstances dans lesquelles les héritiers de Gérard de Maumont cèdent le comté de Bourdeille au roi de France; dans le second, il nous montre la baronnie restée mouvante de l'abbaye, et le comté, propriété du roi (1307-1343), du comte de Périgord (1343-1400), du duc d'Orléans (1400-1445); puis il nous donne une analyse de la transaction

du 3 février 1479 entre l'abbé et le baron au sujet de l'hommage dû à saint Sicaire ; enfin, dans le troisième, il nous fait suivre le comté aux mains des d'Albret, Françoise de Bretagne l'ayant porté en dot, en 1456, à Alain, qui le vendit, en 1480, à François de Bourdeille. Les Bourdeille sont ainsi redevenus propriétaires de la totalité de leur domaine. Maintenant que la baronnie et le comté de Bourdeille sont réunis sur la même tête et sur la tête d'un Bourdeille, comme jadis, l'abbaye de Brantôme va-t-elle reprendre sa suzeraineté sur le bloc ? Non. Saint Sicaire vient d'être réduit, par le traité de l'année précédente, à sa part stricte d'autorité sur la seule baronnie. Il n'en sortira pas. Son influence a produit tout son effet, et les abbés de Brantôme tenteront vainement de la ressusciter. Ses titres seront affirmés de temps en temps sur le papier, mais c'est tout.

Ce mémoire paraîtra dans une de nos prochaines livraisons.

M. DE SAINT-SAUD offre aux Archives du département de la Dordogne, de la part du vicomte Pierre de Pelleport-Burète, légataire du dernier des Brons-Cézérac, les papiers concernant la famille sarladaise de Brons et comprenant deux registres du xvi^e et du xvii^e siècle, un terrier et un livre de famille, et une vingtaine de pièces sur papier, un inventaire des titres de noblesse de la famille de 1635, des testaments du xviii^e siècle, six lettres autographes des deux derniers évêques de Sarlat, et la grosse, sur parchemin, de l'acte de vente, du 17 avril 1632, d'une des plus belles maisons de Sarlat, par dame Elisabeth de Vienne, veuve de M. François de Montmorency, vicomte de Bouteville, gouverneur de Senlis, à messire François de Brons, écuyer, seigneur de Laromiguière, capitaine d'une compagnie de 200 arquebusiers, époux de damoiselle Bertrande de Vayssières, cousine germaine de la dame comtesse de Montmorency-Bouteville, venderesse.

Notre honorable confrère est heureux d'avoir pu obtenir de son ami M. de Pelleport le don de ces papiers.

M. l'Archiviste départemental exprime sa gratitude parti-

culière et il priera M. le Préfet de remercier officiellement M. de l'elloport-Burète de son don généreux. Il se fera d'ailleurs un plaisir en cette occurrence d'être l'interprète des sentiments de M. le Ministre de l'Instruction publique.

M. GRENIER met ensuite sous les yeux de l'assemblée un instrument en silex, d'énorme dimension, trouvé au Fleix, qui présente un intérêt de curiosité, mais dont il est difficile de déterminer l'usage.

Puis M. LE PRÉSIDENT donne ses dernières instructions sur l'excursion archéologique des 25 et 26 juin. Le premier jour, départ de Périgueux à 5 heures 25 du matin, et arrivée à 7 heures 28 minutes à Bergerac, où l'on visitera la ville, l'église Saint-Jacques, les vieilles maisons, les archives communales. La caravane se mettra en route à 9 heures pour Gardonne, Saussignac, Théobon, Puyguilhem et Eymet.

Le second jour, on visite Eymet, le château, les couverts, les vieilles maisons, et on part à 11 heures pour se rendre à Lauzun, à Issigeac et rentrer vers 7 heures à Bergerac.

A cette occasion, M. DE SAINT-SAUD, qu'un deuil récent empêche d'assister à la réunion, envoie au Président, au nom de M. Gustave CHARRIER et au sien, des renseignements qu'ils ont découverts dans les archives municipales de Bergerac sur une des plus anciennes maisons de la ville dont on semble, jusqu'à présent, avoir ignoré le nom.

« Nos confrères, dans leur excursion, écrivent-ils, iront certainement voir la vieille demeure gothique qui appartient à M. Redon, marchand drapier, et à M^{me} veuve Béchet. Elle fait l'angle de deux rues, la rue *Gaudra* qui descend de la mairie (dont le nom vient d'un moulin donné à la ville par Charles VII, le 12 décembre 1450, pour avoir « la première » secoué le joug de l'Anglais); et la rue *des Fontaines* qui se dirige vers les fontaines de Fonpeyre et des Mazeaux. Les grands arceaux ogivaux de ce logis sont cachés derrière la devanture du magasin, que l'obligeant propriétaire ouvre pour les faire voir.

» Cette maison appartenait, dès le xv^e siècle, à la famille de Bourzès (le nom s'écrit aussi Bourzeys, Borgès, Bourgès), ancienne dans la bourgeoisie noble de Bergerac, et pourtant peu connue puisque le savant et regretté M. de Froidefond ne la cite pas dans l'*Armorial du Périgord*. Elle portait : d'azur à 3 croissants d'argent, et fut maintenue dans sa noblesse lors de la *Recherche* de 1666-71, nous est-il appris par le volume XVI du Fonds Périgord à la Bibliothèque nationale.

» Cette maison noble, dite de Bourzès, avec tour et moulin, assis et situés en la ville de Bergerac, confrontant avec la grande rue par laquelle on va de la fontaine appelée la Fontpeyre vers la « maison commune de lad. ville » de deux côtés, et avec la maison de Domergue Gaulchier et les hoirs de feu Jehan Pinet, marchand, et ainsi décrite avec ses confrontations (qui nous ont permis de la retrouver) dans deux contrats de mariage. L'un, du 2 juin 1488, est celui de Marguerite de Bourzès, fille de feu Régnaud, et de Bratharine (*sic*) de la Plasse avec honnête homme Jean Boschaud, en présence de discrète et religieuse personne Hélie de Bourzès, et de Mathurin de Bourzès, frère de l'épouse. Ce contrat est en minute dans les actes notariés conservés aux Archives municipales. Nous avons trouvé par hasard le second contrat formant la couverture en parchemin d'un des livres de jurades ; il est du 28 janvier 1553 et donne les articles de mariage de noble François de Bourzès, magistrat au Présidial, avec Antoinette Dumas, fille d'honorable maître Bernard, juge de Grignols et Vern (?) et de noble Marguerite de Merle.

» En outre, dans le répertoire des archives de Bergerac, dressé en 1788, M. Charrier a trouvé, à la page 78, les notes suivantes concernant les rentes dues à la ville par la famille de Bourzès pour faire, le jour de la Pentecôte, l'aumône de la *Carita*, en l'année 1466 :

1^o « Bernat de Borgès paguet per lo moli de sa part de Vilate (moulin attenànt à la maison en question, où se trouve actuellement l'usine électrique) qu'es devant la fon de las Canellas, ou Fon-

Peyre, que se confronte en las oustal del dict de Bourgès, dè doas parts et en l'hostal de noble Johan d'Abjat, et en l'hostal de Ramond et Aymond de la Balma (La Baulme), frayres, paguet 6 pogr^{es} froment 6 pogr^{es} seigle ou mesture. »

2^o « P. Pinet Faure paga per l'hostal en que demora près de la porte de Mallec que se confronte en l'hostal del noble home Johan d'Abjat (Abzac), de per darey en l'hostal de Bernat de Bourgès, Royère en mech, et en l'hostal de Pey et de Guilhem Fournier, frayres, et en la grand carreyra publica per laqual on va de la Fon-Peyrat à la dita porta de Malbec (ou maison commune), 6 pogr^{es} de seigle. »

3^o « Mossens Eymond et Renaud de Bourgès, tenanciers del moly Gaudra (voir ce que j'en dis plus haut) pagan à la Caritat, per lo dict moly, loqual es en la villa de Brageyrac, sur lo riou del Caudau, que se confronte en l'hostal de Johan Godibe, et d'autre part en l'hostal de M. Bernat Delvergne et de sa molier, Maria de Lalana, de doas parts, et en la grand carreyra per loqual l'on va de la Fon Peyra en portal de Malbec, paguen deux septiers de mesure. »

» Pensant que ces notes pourraient vous être de quelque utilité pour l'excursion projetée, nous avons cru devoir vous les adresser. »

M. LE PRÉSIDENT exprimera sa gratitude à nos deux confrères.

Conformément à l'article 5 de nos statuts, le bureau propose de nommer membre correspondant M. le chanoine Pottier, président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne.

La proposition est agréée par l'assemblée.

Après un dernier appel aux votants, M. LE PRÉSIDENT prononce la clôture du scrutin et procède immédiatement au dépouillement des bulletins, qui donne les résultats suivants :

Sont élus pour 1894-1895 :

Président : M. de Roumejoux ;

Vice-présid. pour l'arr. de Périgueux, M. le M^{re} de Fayolle;
— Bergerac, M. Élie de Biran ;
— Nontron, M. le baron de Verneilh ;
— Ribérac, M. Dujarric-Descombes ;
— Sarlat, M. Philippe de Bosredon ;
Secrétaire-général, M. Villepelet ;
Secrétaires adjoints, M. l'abbé Brugière ;
— M. l'abbé Prieur ;
Trésorier, M. de Saint-Pierre.

M. LE PRÉSIDENT, se faisant l'interprète du bureau tout entier, remercie la Société de la nouvelle marque d'estime dont elle vient de l'honorer en le continuant dans ses fonctions ; il s'efforcera, pour sa part, de la mériter par son zèle et son impartialité dans la direction d'une aussi importante association.

La séance est levée à dix heures du soir.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.

Séance du jeudi 5 Juillet 1894.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle habituelle.

Sont présents : MM. le marquis d'Abzac de La Douze, l'abbé Brugière, Dujarric-Descombes, le marquis de Fayolle, l'abbé Granger, Lespinas, Raoul de Peyronny, de Roumejoux, le comte de Saint-Saud et Villepelet.

Le procès-verbal de l'assemblée générale du 27 mai est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la mort de notre confrère, M. le comte Ferdinand de Roffignac, qui était des nôtres depuis la fondation de la Société et qui s'intéressait particulièrement à nos études. Depuis longtemps, la maladie l'empêchait de sortir, mais il aimait qu'on allât le voir, et ceux qui le connaissaient avaient pu remarquer sa parfaite courtoisie et sa distinction.

Suivant un pieux usage, une notice sera consacrée à sa mémoire.

L'assemblée exprime d'unanimes regrets.

Notre bibliothèque a reçu, pendant le mois dernier, les ouvrages suivants :

Les *Discours* prononcés à la séance générale du congrès des Sociétés savantes, le samedi 31 mars 1894, par M. Levasseur, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, et par M. Spuller, ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, brochure in-4°, Paris, Imprimerie nationale, 1894 ;

Le *Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*, année 1893, n° 2, in 8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur, contenant, page LXXVII, quelques mots prononcés, dans la séance du 10 juillet 1893, par le président de la Section, M. Edmond Le Blant, à l'occasion de la mort de M. Michel Hardy, dont il fait un éloge mérité ;

Le *Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*, année 1893, n°s 3-4, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur, contenant, page 497, la communication, par M. Dujarric-Descombes, de *Lettres d'attribution de cour souveraine en faveur du présidial de Périgueux par le cardinal de Bourbon* (1590); et, page 499, l'hommage à la Section, par M. Villepelet, de sa *Notice sur M. Michel Hardy, président de la Société historique et archéologique du Périgord* ;

La *Revue archéologique*, troisième série, tome XXIV, mars-

avril 1894, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur (abonnement), renfermant la suite du *Recueil des cachets d'oculistes romains*, par notre correspondant M. le capitaine Espérandieu ;

Le *Bulletin et les Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France*, année 1893, tome XX, deux volumes in-8°, à Paris, chez Champion, libraire ;

La *Table décennale des publications de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France*, deuxième série, 1884-1893, brochure in-8°, à Paris, chez Champion, libraire ;

La *Revue de la Société des Etudes historiques*, quatrième série, tome XI, 59^e année, 1893, un volume broché in-8°, Paris, Ernest Thorin, éditeur ;

La *Revue des langues romanes*, quatrième série, tome VII, n° 6, juin 1894, tome XXXVII de la collection, in-8°, Montpellier et Paris, Pedone-Lauriel, libraire éditeur, contenant, page 273, des extraits d'une lettre adressée à la *Revue scientifique* par M. de Lacaze-Duthiers, à propos de la réforme de l'orthographe ;

Le *Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes*, 13^e année, deuxième série, n° 10, 2^e trimestre 1894, in-8°, Gap ;

De M^{lle} de Froidefond, le *Nobiliaire de Ponthieu et de Vimeu*, par le marquis de Belleval, deuxième édition, un volume broché in-4°, Paris, librairie Bachelin-Deflorenne, 1876 ; et six brochures, l'*Abrégé de la généalogie historique et critique de la maison de La Roche-Aymon*, pour servir au Supplément ou continuation de l'Histoire généalogique et chronologique de la Maison de France et des Grands officiers de la Couronne, in-folio, à Paris, de l'imprimerie de la veuve Ballard et fils, imprimeurs du roi et de M^{se} le comte d'Artois, 1776, réimprimé à Bordeaux, chez Lavigne jeune, 1839 ; une généalogie des *Chapiteau de Rémondias*, Angoumois, seigneurs de Rémondias, de Guissale, de l'Isle d'Espagnac, du Vignau, de la Jomerie, du Breuil de Fayard, des Planes, de Chevalerias et du Fauriat, in-4°, Paris, imprimerie Chaix ; la *Généalogie de la maison de La Marthonie, en Périgord*, in-4°, Lagny, imprimerie de Vialat, 1855 ; la *Généalogie historique et authentique des familles de Bonfils et de Lapeyrouse-Rochon*, suivie d'un appendice sur la maison de Montholon, in-8°, Besançon,

imprimerie de Dodivers, 1856 ; les *Maisons de Bremond d'Ars et de Meaux*, notices extraites de l'*Ouest aux croisades*, par H. de Fourmont, tome III, pages 302 à 312, in-8°, Nantes, Vincent Forest et Emile Grimaud, imprimeurs éditeurs, 1867 ; et la *Généalogie de la famille du Saillant du Luc*, branche cadette de la maison de Lasteyrie, en Bas-Limousin, in-8°, Montmédy, imprimerie de Pierrot-Caumont, 1875 ;

De M. l'abbé Léoïs Dupuy-Péyou, curé de Chenaud, cinq de ses brochures, *L'archiprêtre Noël*, poème, in-8° de douze pages, Périgueux, imprimerie Cassard frères, 1877 ; *Les joyaux de la Reine des Cieux* ou litanies, hymnes et antiennes à la sainte Vierge, paraphrasées en sonnets, 3^e édition, in-8° de VI-82 pages, Toulouse, Edouard Privat, libraire éditeur, 1880 ; *Six mois au pays des Yankees*, esquisses rimées, in-8° de 64 pages, Paris, Edouard Rouveyre, libraire éditeur, 1880 ; *Léysiades* ou mon journal de poète, 3^e édition, revue et corrigée, in-8° de 184 pages, Toulouse, Edouard Privat, libraire éditeur, 1882, et *Le Carnet d'une Muse*, deuxième édition, in-8° de 79 pages, Toulouse, Edouard Privat, libraire éditeur, 1882 ;

De M. de La Douze, une brochure in-8° de 19 pages, ornée de huit planches, sur *Les fouilles de Belval*, notes sur les sculptures gallo-romaines découvertes à Belval Bois-des-Dames (Ardenne), par Roger Graffin, ancien élève de l'Ecole pratique des Hautes Etudes ;

De M. Piette, sa brochure sur *L'époque éburnéenne et les races humaines de la période glyptique*, in-8°, Saint-Quentin, imprimerie Charles Poette, 1894 ;

Et de M. Louis Lévesque, le n° du 15 juin 1894 de la *Revue poitevine et saintongeaise*, in-8°, Saint-Maixent, imprimerie Reversé, contenant *Un document campanaire périgourdin du XVI^e siècle, conservé en Poitou*, par Joseph Berthelé.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL fait remarquer que M. Berthelé confirme l'idée qu'il avait émise avec doute, dans la séance d'avril, en présentant ce document de la part de M. Cham-

peval. Il pense qu'il se rattache à un fait historique d'intérêt général : l'enlèvement des cloches des églises catholiques par les Protestants pendant les guerres de religion. Ce serait, suivant lui, le tableau des « études préliminaires » d'une de ces *razzias* ; mais alors la date du document serait inexacte, elle devrait se placer entre les années 1559 et 1563. La cote et la date inscrites sur l'original sont postérieures au document lui-même.

A ce propos, M. l'abbé BRUGIÈRE nous assure que la spoliation organisée administrativement à l'époque de la Révolution a causé plus de dommages.

La même *Revue poitevine et saintongeaise*, dans son compte-rendu du Congrès archéologique de France tenu à Saintes, nous apprend qu'à la séance du 31 mai, M. de Roumejoux a lu « un mémoire dans lequel il a déclaré ne pas croire à un art mérovingien proprement dit. Il a présenté le dessin de plusieurs objets dont il s'est servi comme point de départ, et à l'aide desquels il a établi des comparaisons. Il y voit l'origine de quelques sculptures ornementales antérieures à l'an 1000. »

M. Maurice LACOMBE, élu membre titulaire dans la séance du 10 mai, remercie la Société d'avoir bien voulu l'admettre au nombre de ses membres.

A l'occasion de la publication de notre dernier *Bulletin*, mai-juin, M. DUJARRIC-DESCOMBES demande à relever une inexactitude que M. du Rieu de Maynadié a commise dans ses intéressantes notes sur le duel qui amena devant Maroite la mort de Raymond de Laurière.

Il dit que Maroite appartenait, en 1587, à la famille de Chabot. Cette terre était encore la propriété d'Antoine de Montagrier, mort vers 1615. Ce fut Claude de Montagrier, l'une de ses filles, qui, ayant hérité de Maroite, l'apporta dans la famille de Guy Chabot, son mari.

M. Dujarric ajoute que M. Mallat, dans le même *Bulletin*, exprime le désir que le procès-verbal de l'entrée à Périgueux de l'évêque Gabriel Dumas, si curieux par les détails qu'il

renferme, soit reproduit dans un recueil périgourdin. Or, ce document que l'historien de Geoffroy de Pompadour n'a vu que dans la *Guienne historique*, a été publié depuis dans le *Calendrier de la Dordogne*, année 1874, et dans l'*Echo de la Dordogne*, numéro du 13 mai 1873.

M. le Président de la Société des Archives historiques de la Gironde nous informe que son association prépare, pour 1895, sous les auspices de la ville de Bordeaux, un volume d'autographes de personnages marquants de Bordeaux et de la Guyenne, qui sera un précieux et curieux apport à l'histoire et à la paléographie du Sud-Ouest, entre les années 1080 et 1800. « La Société des Archives, ajoute-t-il, espère ainsi montrer une fois de plus qu'une entreprise difficile et nouvelle n'est pas au-dessus des forces des Sociétés de province. Mais, indépendamment de la composition, elle doit songer à la diffusion de son ouvrage, qu'elle veut et peut donner à bas prix, à raison des subventions qu'elle a reçues. Néanmoins, ses frais, extrêmement considérables, ne seront couverts que si elle trouve un nombre suffisant de souscripteurs. Elle a pensé que vous voudriez bien l'aider à faire connaître, tant aux membres de votre Société qu'aux lettrés de votre région, une œuvre dont les pièces ci-jointes vous donneront quelque idée..... »

M. DE SAINT-SAUD croit que notre Société ne peut pas se dispenser de souscrire à cet ouvrage pour donner à sa voisine un témoignage de bonne confraternité. Il croit aussi qu'elle devrait s'abonner à la publication des Archives historiques de la Gironde qui en est à son 28^e volume, ce recueil contenant une multitude de documents qui, pour nous, offrent un grand intérêt.

« Je me permettrai, Messieurs, continue-t-il, d'appeler votre attention sur ces publications. Cette Société, ne faisant pas d'échanges de publications, nous ne recevons pas ses importants volumes. Les finances de notre Société nous permettraient, il me semble, de figurer au nombre de ses membres associés : nous recevrons ainsi, pour notre bibliothèque, les livres si documentés qu'elle imprime, et cela

pour la somme relativement modeste de 12 francs le volume. (Il en paraît un par an.) Les chartes, les documents inédits qu'elle publie ont une très grande importance pour toute la Guyenne, à laquelle, outre des relations constantes, le Périgord fut annexé au xvi^e siècle. Pour vous donner une idée de ce que renferment les volumes de cette Société, je vous dirai que le dernier, le tome 28, contient 27 arrêts du Parlement de Bordeaux rendus au rapport de deux Périgourdins célèbres, La Boétie et Montaigne, avec le fac-simile de l'écriture de ces deux parlementaires. On remarquera surtout combien l'écriture de Montaigne est en avance d'un siècle sur celles de son époque.

» J'aurais voulu vous analyser les procès-verbaux faits par les députés aux États de la Généralité de Guyenne en la ville d'Agen, en 1561, avec les répartitions des sommes votées, mais cela m'entraînerait trop loin. Sachez que la sénéchaussée de Périgord, représentée par « François Maliard (1) » est citée dans 17 passages. Il s'agissait, comme l'explique parfaitement M. Fallières dans une courte note précédant la transcription de ces pièces, de remplacer par un subside équivalent l'impôt extraordinaire de cinq sous par muid de vin, voté par les États généraux de Pontoise, quelques mois auparavant. Mais de grandes discussions s'élevèrent à ce sujet, les députés de Bordeaux tenant à l'impôt sur le vin, et tout ne se passa pas aussi facilement qu'on l'espérait; on se réunit de nouveau à Gourdon, et Charles IX sanctionna les décisions prises. »

Après discussion, la proposition de M. DE SAINT-SAUD est adoptée, et il est prié de nous servir de parrain auprès de la Société.

M. le Ministre de l'Instruction publique nous envoie le

(1) Probablement François de Maillard, écuyer, seigneur de Lafaye, conseiller du roi au présidial de Périgueux, député aux États généraux de Blois.

programme du 33^e congrès des Sociétés savantes, fixé dès maintenant au mardi 16 avril 1895.

« Depuis quelques années, écrit-il au Président, les Sociétés savantes ont été invitées à soumettre au congrès les objets d'étude qu'elles jugeraient utiles de voir figurer au programme. Elles ont peu répondu, jusqu'à présent, à cette invitation. Il serait cependant très désirable qu'elles prissent une part plus grande à la rédaction des programmes : le nombre et l'importance des communications y gagneraient à coup sûr et les séances puiseraient dans une telle collaboration des éléments nouveaux d'intérêt. Je vous prie donc de vouloir bien appeler sur ce point spécial toute l'attention de vos collègues, afin que les délégués se mettent en mesure d'indiquer, au cours du prochain congrès, à leurs bureaux respectifs, les sujets de nature à être proposés aux recherches en 1896. La connaissance des ressources scientifiques de leur région facilitera cette partie de leur tâche et me rendra leur concours particulièrement précieux.

» La distribution préalable de l'ordre du jour, inusitée autrefois, a produit, lors de la dernière réunion, les meilleurs résultats. Aussi je n'hésite pas à maintenir un principe dont l'excellence est aujourd'hui démontrée. Je m'efforcerai même d'accroître les effets de son application, en prévenant les auteurs plus tôt encore, si c'est possible, des jours et heures de leurs lectures. Mais je ne pourrai réaliser ce dessein qu'en avançant le moment où les manuscrits seront examinés par la section compétente du Comité des Travaux historiques et scientifiques.

» Veuillez donc avoir l'obligeance, Monsieur le Président, de communiquer sans retard le programme ci-joint aux membres de votre Société. Ils auront ainsi, *jusqu'au 1^{er} février*, tout le temps nécessaire pour préparer et rédiger leurs mémoires. Mais, le *1^{er} février sera la date extrême* à laquelle les documents traitant des études inscrites au programme, et destinés par conséquent aux séances de l'après-midi, devront être parvenus *in extenso* au Ministère.

» En ce qui concerne les travaux étrangers au programme, exposés plus spécialement dans les séances du matin, je demande aussi l'envoi, *au 1^{er} février, dernier délai*, du manuscrit complet, ou d'une analyse détaillée, s'il s'agit de communication verbale.

» Dans les deux cas, tout manuscrit ou toute analyse devra m'être transmis, revêtu de votre visa, sous le timbre du 1^{er} Bureau de la Direction du Secrétariat et de la Comptabilité.

» Vous comprendrez certainement, Monsieur le Président, tout le bénéfice que les séances du congrès retireront d'une jurisprudence précise et à laquelle aucune exception ne sera admise. Vous vous joindrez à moi,

je n'en doute pas, pour engager vos collègues à s'y conformer de la façon la plus scrupuleuse, et je vous remercie à l'avance de ce que vous ferez personnellement pour en assurer l'observation.

» Recevez, Monsieur le Président, etc. »

A cette circulaire était joint le programme suivant :

SECTION D'HISTOIRE ET DE PHILOGIE.

1° Transformations successives et disparition du servage.

2° Anciens livres de raison et de compte. Journaux de famille.

3° Signaler, dans les archives et bibliothèques, les pièces manuscrites ou les imprimés rares qui contiennent des textes inédits ou peu connus de chartes de communes ou de coutumes.

Communiquer, autant que possible, les originaux.

Adresser, dans tous les cas, au Comité :

Une copie du document, collationnée et toute préparée pour l'impression selon les règles qui ont été prescrites aux correspondants ;

Une courte note indiquant la date certaine ou probable du document, les circonstances dans lesquelles il a été rédigé, celles de ses dispositions qui s'écartent du droit consigné dans les textes analogues de la même région, les noms modernes et la situation des localités mentionnées, etc.

4° Rechercher à quelle époque, selon les lieux, les idiomes vulgaires se sont substitués au latin dans la rédaction des documents administratifs.

Dépouiller systématiquement les fonds d'archives appartenant à une localité ou à une circonscription nettement limitée, dans lesquels on peut constater la substitution de la langue vulgaire au latin, comme comptes administratifs, actes et sentences judiciaires, délibérations municipales, minutes notariales ou autres documents officiels. Établir à quelle date la substitution s'est opérée dans ces diverses catégories de pièces. Distinguer aussi entre l'emploi de l'idiome local et celui du français, et fixer à quelle date le second a remplacé le premier. Dans les territoires qui ont appartenu successivement à des États différents, indiquer la corrélation ou l'absence de corrélation entre les idiomes employés et les régimes politiques.

5° Divertissements publics ayant un caractère de périodicité régulière et se rattachant à des coutumes anciennes, religieuses ou profanes ; rechercher de préférence ceux qui sont particuliers à une région, et indiquer quelles différences ou quelles analogies ils présentent avec les jeux ayant existé ou subsistant encore dans d'autres parties de la France.

6° Étudier quels ont été les noms de baptême usités suivant les épo-

ques dans une localité ou dans une région; en donner, autant que possible la forme exacte; rechercher quelles peuvent avoir été l'origine et la cause de la vogue plus ou moins longue de ces différents noms.

Dépouiller les registres paroissiaux, les minutes des notaires, les registres des municipalités, les actes d'assemblée, les cadastres, ou tout autre fonds d'archives suffisamment abondant, en établissant, pour chaque époque, la proportion numérique des divers noms, celle des noms simples, doubles et multiples, celles des noms empruntés au patron de la paroisse, aux autres saints du diocèse, au pays lui-même, aux familles princières ou seigneuriales de la région, aux courants d'opinion politique, aux modes littéraires, aux souvenirs patriotiques. Rechercher dans quelle proportion ont été suivis, selon les époques, les divers usages consistant à donner à l'enfant le nom du parrain ou celui de la marraine, celui d'un ascendant, etc. Pour les noms particuliers à une région et peu connus ailleurs, indiquer exactement les formes en langue vulgaire et en latin. Pour les noms pris en dehors de la région, indiquer les différentes modifications de forme et chercher l'origine.

7° Origine et histoire des anciens ateliers typographiques en France.

Faire connaître les pièces d'archives, mentions historiques ou anciens imprimés qui peuvent jeter un jour nouveau sur la date de l'établissement de l'imprimerie dans chaque ville de France, sur les migrations des premiers ateliers typographiques et sur leur production.

8° Recherches relatives à l'histoire de la marine française.

Dépouiller particulièrement les archives notariales des villes maritimes, les archives des chambres de commerce ou d'autres dépôts pouvant contenir des correspondances et des actes relatifs à la marine royale ou à la marine marchande et privée.

9° Recherches relatives au théâtre et aux comédiens de province depuis la Renaissance.

10° Établir comment se faisaient, dans une région déterminée, le transport des correspondances et la transmission des nouvelles avant le règne de Louis XIV.

11° Recueillir les indications sur les mesures prises au moyen âge pour l'entretien et la réfection des anciennes routes.

12° Étudier, dans une circonscription électorale de 1789, bailliage, sénéchaussée ou ville, la convocation des États généraux, les élections et les cahiers.

13° Étudier les délibérations d'une ou de plusieurs municipalités rurales pendant la Révolution, en mettant particulièrement en lumière ce qui intéresse l'histoire générale.

14° Étudier, dans un département, dans un district ou dans une com-

mune, le fonctionnement du gouvernement révolutionnaire institué par la loi du 14 frimaire an II.

15° Étudier, dans un département ou dans un canton, le fonctionnement du régime de la séparation de l'Église et de l'État sous le Directoire et sous le Consulat jusqu'au Concordat.

SECTION D'ARCHÉOLOGIE.

1° Rechercher les épitaphes, inscriptions de synagogues, graffites en langue et en écriture hébraïques qui n'ont pas encore été signalés ou ont été imparfaitement publiés jusqu'à présent.

2° Rechercher les inscriptions arabes, épitaphes, dédicaces de mosquées, légendes de portes, de minbar, etc., antérieures à la conquête turque, qui se trouvent dans l'un des trois départements algériens ou dans la Régence de Tunis.

3° Rechercher les sarcophages ou fragments de sarcophages sculptés, d'origine chrétienne ou païenne, et non encore signalés, qui peuvent exister dans des collections publiques ou dans des propriétés particulières.

4° Rechercher en France et dans l'Afrique française les mosaïques antiques ou du moyen âge non relevées jusqu'à cette heure et dont on possède les originaux ou des dessins.

5° Signaler les monuments ou objets antiques conservés dans les musées de province et qui sont d'origine étrangère à la région où ces musées se trouvent.

Par suite de dons ou de legs, bon nombre de musées de province se sont enrichis d'objets que l'on est souvent fort étonné d'y rencontrer. Dans nos villes maritimes en particulier, il n'est pas rare que des officiers de marine ou des voyageurs aient donné au musée de la localité des antiquités, parfois curieuses, qu'ils avaient recueillies en Italie, en Grèce, en Orient. Quelques villes ont acquis de la sorte de fort belles collections dont elles sont justement fières. Un beaucoup plus grand nombre ne possèdent que quelques-unes de ces antiquités étrangères à la région, et ces objets, isolés au milieu des collections d'origine locale, échappent bien souvent à l'attention des érudits qui auraient intérêt à les connaître. Ce sont surtout ces objets isolés qu'il est utile de signaler avec dessins à l'appui et en fournissant tous les renseignements possibles sur leur provenance et sur les circonstances qui les ont fait entrer dans les collections où on les conserve actuellement.

6° Signaler les actes notariés du xiv^e au xv^e siècle contenant des renseignements sur la biographie des artistes, et particulièrement les mar-

chés relatifs aux peintures, sculptures et autres œuvres d'art commandées soit par des particuliers, soit par des municipalités ou des communautés.

Il est peut-être superflu de faire remarquer que la meilleure façon de présenter les documents de ce genre au congrès serait d'en faire un résumé, où l'on s'attacherait à mettre en relief les données nouvelles qu'ils fournissent à l'histoire de l'art, et à faire ressortir les points sur lesquels ils confirment complètement ou contredisent les renseignements que l'on possède d'autre part.

7° Dresser la liste, avec plans et dessins à l'appui, des édifices chrétiens et des monuments sculptés d'une province ou d'un département, réputés antérieurs à l'an 1000.

La longue période qui s'étend de la chute de l'empire romain à l'an 1000 est, pour l'histoire de l'art en France, la plus obscure. On ne pourra y apporter quelque lumière qu'en dressant une statistique des monuments présumés appartenir à cette époque et en en discutant ensuite l'âge avec soin. C'est aux habitants de la province de réunir les éléments de cette enquête.

8° Étudier les caractères qui distinguent les diverses écoles d'architecture religieuse à l'époque romane, en s'attachant à mettre en relief les éléments constitutifs des monuments (plans, voûtes, etc.).

Cette question, pour la traiter dans son ensemble, suppose une connaissance générale des monuments de la France, qui ne peut s'acquérir que par de longues études et de nombreux voyages. Aussi n'est-ce point ainsi que le Comité la comprend. Ce qu'il désire, c'est provoquer des monographies embrassant une circonscription donnée, par exemple un département, un diocèse, un arrondissement, et dans lesquelles on passerait en revue les principaux monuments compris dans cette circonscription, non pas en donnant une description détaillée de chacun d'eux, mais en cherchant à dégager les éléments caractéristiques qui les distinguent et qui leur donnent un air de famille. Ainsi, on s'attacherait à reconnaître quel est le plan le plus fréquemment adopté dans la région; de quelle façon la nef est habituellement couverte (charpente apparente, voûte en berceau plein cintre ou brisé, croisées d'ogives, coupoles); comment les bas côtés sont construits, s'ils sont ou non surmontés de tribunes, s'il y a des fenêtres éclairant directement la nef, ou si le jour n'entre dans l'église que par les fenêtres des bas côtés; quelle est la forme et la position des clochers; quelle est la nature des matériaux employés; enfin, s'il y a un style d'ornementation particulier, si certains détails d'ornement sont employés d'une façon caractéristique et constante, etc.

9° Rechercher, dans chaque département ou arrondissement, les monuments de l'architecture militaire en France aux diverses époques du moye

âge. Signaler les documents historiques qui peuvent servir à en déterminer la date.

La France est encore couverte de ruines féodales dont l'importance étonne les voyageurs. Or, bien souvent de ces ruines on ne sait presque rien. C'est aux savants qui habitent nos provinces à décrire ces vieux monuments, à restituer le plan de ces anciens châteaux, à découvrir les documents historiques qui permettent d'en connaître la date et d'en reconstituer l'histoire. Les monographies de ce genre, surtout si elles sont accompagnées des dessins nécessaires pour leur intelligence, seront toujours accueillies avec faveur à la Sorbonne.

10° Signaler, dans chaque région de la France, les centres de fabrication de l'orfèvrerie pendant le moyen âge. Indiquer les caractères et tout spécialement les marques et poinçons qui permettent d'en distinguer les produits.

Il existe encore dans un grand nombre d'églises, principalement dans le Centre et le Midi, des reliquaires, des croix et autres objets d'orfèvrerie qui n'ont pas encore été étudiés convenablement, qui bien souvent même n'ont jamais été signalés à l'attention des archéologues. C'est aux savants de province qu'il appartient de rechercher ces objets, d'en dresser des listes raisonnées, d'en retracer l'histoire, de découvrir où ils ont été fabriqués, et, en les rapprochant les uns des autres, de reconnaître les caractères propres aux différents centres de production artistique au moyen âge.

11° Rechercher dans les monuments figurés de l'antiquité ou du moyen âge les représentations d'instruments de métier.

On sait combien il est souvent difficile de déterminer l'âge des outils anciens que le hasard fait parfois découvrir. Ce n'est qu'en s'aidant des peintures et sculptures où les artistes de l'antiquité et du moyen âge en ont figuré qu'on peut établir avec quelque certitude les caractères propres à ces objets aux diverses époques de notre histoire.

12° Rechercher les centres de fabrication de la céramique dans la Gaule antique. Signaler les endroits où cette industrie s'est perpétuée depuis l'antiquité jusqu'à nos jours.

Les vases, les statuettes de terre cuite, que l'on ramasse sur tous les points de l'ancienne Gaule sont le plus souvent des produits de l'industrie indigène. Les noms gaulois que l'on relève sur beaucoup de marques de potiers suffiraient à le prouver. Mais on est très mal fixé encore sur les centres de fabrication où les habitants de la Gaule allaient s'approvisionner. C'est un point de l'histoire industrielle de notre pays qu'il serait intéressant d'étudier. Il y aurait lieu de rechercher en même temps si ces anciens établissements de potiers n'ont pas survécu à l'époque antique et

si, comme on l'a constaté pour d'autres industries, une partie des centres de production céramique que nous trouvons au moyen âge ne sont pas établis sur les mêmes lieux où nos ancêtres gallo-romains avaient installé leurs fours bien des siècles auparavant.

13° Recueillir des documents écrits ou figurés intéressant l'histoire du costume dans une région déterminée.

On connaît aujourd'hui dans leurs traits essentiels les principaux éléments du costume de nos pères. Mais, à côté des grandes lois de la mode, que l'on observait partout plus ou moins, il y avait dans beaucoup de provinces des usages spéciaux qui influaient sur les modes. Ce sont ces particularités locales qu'on n'a guère étudiées jusqu'ici, sauf pour des époques très voisines de nous. Il serait intéressant d'en rechercher la trace dans les monuments du moyen âge.

14° Dresser, pour un département, un arrondissement ou un canton, la liste des objets intéressant l'histoire ou l'archéologie qu'il conviendrait de mettre sous la sauvegarde de la loi du 30 mars 1887.

La loi du 30 mars 1887 a décidé qu'il serait fait un classement des objets appartenant à l'État, aux communes, aux fabriques et autres établissements publics, dont la conservation présente un « intérêt national » au point de vue de l'histoire ou de l'art. La Commission des monuments historiques, chargée de faire ce classement, ne peut, par ses seuls moyens, arriver à découvrir tous les objets curieux qui gisent ignorés dans le fond de nos campagnes, et chaque jour l'incurie de ceux qui en ont la garde, la rapacité des brocanteurs, le mauvais goût de gens zélés mais ignorants, font disparaître ou dénaturer les monuments les plus précieux. C'est aux archéologues habitant la province à se faire les défenseurs de ces richesses, à en dresser la liste, à en apporter des photographies et des dessins au Comité, qui se fera un devoir de les publier et qui sera heureux de servir d'intermédiaire entre la Commission des monuments historiques et les personnes qui ont souci de sauvegarder cette part trop peu connue du patrimoine national.

En attendant que M. LE PRÉSIDENT puisse nous apporter son rapport sur la dernière excursion archéologique, il nous montre plusieurs objets qui ont été donnés à la Société pendant ce voyage :

Par M. l'abbé Caussade, curé de Fonroque, une hachette en bronze, trouvée au Fricandou, commune de Fonroque ;

Par la légataire de M^{lle} Alary, une bague en bronze de l'époque mérovingienne.

Par M. Ramond, conseiller général du canton d'Eymet, une plaque de ceinturon en bronze, du x^e ou xi^e siècle ;

Et par M. l'abbé Pramit, curé d'Eymet, un Christ en bronze, avec le petit jupon, du xii^e siècle, trouvé dans un tombeau près de l'église d'Eymet, et ressemblant beaucoup à ceux qui sont plaqués sur les croix processionnelles.

L'assemblée est fort reconnaissante à ces généreux donateurs.

M. LE PRÉSIDENT ajoute que M. Tessonnière leur a montré une tête d'Hercule trouvée dans son jardin, à Eymet, et M. le curé de Fonroque, un sceau qu'il croit être celui du prieuré de St-Jean-de-Côle.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL dit que M. le curé de Fonroque pourrait comparer avec les divers sceaux décrits dans la *Sigillographie du Périgord*, 2^e édition, pages 404 et 405.

M. DUJARRIC-DESCOMBES nous communique des notes du marquis de Saint-Astier sur la formation des régiments levés en Périgord sous l'ancienne monarchie et commandés par des Périgourdins, depuis le xvi^e siècle jusqu'à Napoléon I^{er}. Ce travail d'histoire militaire, tout nouveau pour nous, sera publié dans le *Bulletin*.

M. DE SAINT-SAUD nous dit ensuite qu'en dressant la table des procès-verbaux de la Société, il a vu dans le tome IV, page 79, que M. Galy avait soumis un fragment d'une histoire inédite de Périgueux par un bourgeois inconnu. Qu'est devenu ce manuscrit ? Ne serait-ce pas celui de Jay, dont Chevalier de Cablanc eut connaissance pour rédiger son histoire ? Dans cette même page, il est question de généalogies manuscrites données à la Société et transmises par elle à M. de Froidefond pour les compléter. Je n'ai trouvé nulle part mention du retour des pièces : M. de Froidefond les a-t-il rendues et où sont-elles ? »

M. DUJARRIC fait observer que ces pièces ont pu être com-

muniquées à la Société sans être données, comme il arrivait souvent dans ce temps-là.

A cette occasion, M. l'abbé GRANGER demande une rectification à l'ancienne table. On y a inscrit, sous la rubrique de Château-l'Évêque, le nom de sa paroisse, le nom d'un emplacement situé commune du Change, d'après M. de Mourcin, dit en effet *le Château de l'Évêque* et *le Château l'Évêque*, mais qui n'a rien de commun avec sa paroisse, tome IV, page 206.

« La lecture de ces procès-verbaux, poursuit M. DE SAINT-SAUD, a appelé mon attention sur une communication faite, en 1883, tome X, page 35, par M. l'abbé Rabois-Bousquet, qui signale une figure à Issigeac, sculptée dans une muraille et nommée *Issigeac*, rappelant celle qu'on surnommait *M. de Périgueux* sur la maison au coin de la place du Coderc et de la rue Salinière. Je vous dirai qu'à Parcou, le peuple appelle encore *M. et M^{me} de Parcou* deux petites têtes sculptées dans le bas d'une fenêtre Renaissance de cette localité.

» Je regrette que nos procès-verbaux actuels soient parfois laconiques dans la mention d'articles publiés dans les revues étrangères échangées avec les nôtres, soit qu'ils concernent le Périgord, soit qu'ils émanent de Périgourdiens. Dans la séance du 10 mai dernier, il est simplement dit que le dernier volume de la Société archéologique du Limousin « renferme une carte féodale de la frontière du Périgord et du Bas-Limousin, par M. J.-B. Champeval, avec des notes précieuses sur plusieurs paroisses du Périgord. » Ceci n'est certes pas une critique à l'adresse de nos zélés et érudits président et secrétaire général, qui savent donner à nos procès-verbaux une tournure si scientifique et intéressante. Ce n'est qu'un *desideratum*.

» Mais pour en revenir à l'étude de M. Champeval, elle me paraît mériter une mention particulière, je dirais même une analyse. On sera un peu étonné de voir sur cette carte la vicomté de Limoges arriver aux portes de Périgueux, le pointillé qui la limite allant encore à l'ouest, au-delà d'Antonne et de Trignonan. Elle donne tous les fiefs du comté de Montignac, et beaucoup de détails sur les châtelainies d'Hautefort, Auberoche, Ans, Excideuil, Thiviers, sans cependant en

déterminer les limites respectives, ce qui eût été un travail extrêmement difficile, sinon impossible. Quoi qu'il en soit, on doit savoir gré à M. Champeval d'avoir étudié si consciencieusement la partie orientale de notre province. Les documents annexés ne comprennent pas moins de 36 pages, et proviennent en grande partie du chartrier d'Hautefort. S'il nous est permis d'exprimer un regret, c'est que M. Champeval n'ait pas réservé ce travail à notre *Bulletin*, l'œuvre étant beaucoup plus périgourdine que limousine, malgré les mots *vicomté de Limoges* qui sont imprimés sur toute la partie est et nord-est de la carte d'une région comprise cependant dans la Sénéchaussée et l'Élection de Périgueux. »

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pense que les comptes-rendus de nos séances ont plutôt le défaut d'être trop longs et que ce serait dépasser les limites d'un procès-verbal que d'y faire la critique ou l'analyse d'un ouvrage reçu par notre bibliothèque : l'indication doit suffire.

Il est ensuite procédé à l'élection de trois candidats qui demandent à entrer dans notre compagnie.

Après trois votes par mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Achille Cousset, pharmacien à Eymet, présenté par M. d'Escatha et M. de Roumejoux ;

M. Coyral-Lapradelie, capitaine au 21^e régiment d'artillerie, à Poitiers, présenté par M. le capitaine de Béler et M. de Roumejoux ;

Et le P. de Pascal, rue de Commaille, 4, à Paris, présenté par M. Gaston de Gérard et M. l'abbé Montet.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.

NOTE

sur

LA CRYPTÉ DE L'ÉGLISE DE ST-ASTIER.

Nous sommes allé, appelé par M. Lafitte, visiter la crypte de l'église paroissiale de Saint-Astier, décrite par lui dans le *Journal de la Dordogne* du 7 mai. Nous avons peu de choses à ajouter à ses notes qui sont d'une exactitude parfaite et auxquelles nous devons reconnaître une méthode sûre et une clarté qui met les objets sous les yeux. Nous lui empruntons sa description, ce qu'il nous permettra, car nous ne saurions mieux faire, et nous lui en laissons le mérite, ce qui est de toute justice. Nous en supprimerons cependant les préliminaires que l'on trouvera toujours dans le journal et nous arriverons immédiatement à la partie descriptive.

La permission de faire des fouilles ayant été généreusement accordée, des ouvriers ont été mis à l'ouvrage, le lundi 30 avril dernier. Ils ont débouché un soupirail situé extérieurement sous le grand vitrail du milieu du sanctuaire. Nous avons pu, sans trop de difficulté, nous glisser, comme une foule d'autres, dans l'intérieur de la crypte aux trois quarts remplie d'ossements et de matériaux divers.

En voici la description :

C'est une vaste salle en demi-lune affectant sensiblement la forme du sanctuaire superposé. Elle est protégée par une voûte paraissant avoir une grande épaisseur et d'un arc très surbaissé, comme beaucoup d'anciennes voûtes romaines. Elle mesure 9^m80 dans sa plus grande longueur, c'est-à-dire dans la partie qui la sépare, au-dessous, de la nef supérieure. Elle a 5 mètres 20 dans son axe le plus large et n'a pas moins de 2 mètres 85 de haut. Un gros pilier carré, d'environ 0 mètre 70 de côté, construit postérieurement à la crypte et placé au centre de celle-ci, permet à son plafond de supporter les plus lourdes charges.

Deux soupiraux, aujourd'hui bouchés, comme celui par lequel nous sommes descendus, donnaient jadis un jour très suffisant, tandis que deux escaliers, situés aux deux extrémités de la chapelle souterraine, en

permettaient l'accès. Le premier existe encore. Il aboutit directement sous le siège actuel du prêtre officiant, tout près de la balustrade de la sainte-table. Il était fermé par une porte double en chêne dont les deux panneaux, joints par de gros clous rivés, peuvent encore tourner sur leurs gonds. Cette porte s'ouvre, en venant de l'intérieur de l'église, sur un long palier qui occupe tout le côté droit de la crypte. On descend, par trois marches, de ce palier sur le sol de celle-ci.

Du côté opposé était une autre porte aujourd'hui murée et pareille à la première. La pioche des ouvriers l'ayant ouverte, nous avons aperçu la naissance d'un second escalier, cité plus haut, dont deux ou trois marches à peine subsistent et qui paraissent déboucher dans une sorte de couloir, aujourd'hui complètement obstrué par des terres de remblai. A gauche de cet escalier, les ouvriers ont découvert une cavité de forme rectangulaire, remplie de terres et de pierres, mais dans laquelle il a été impossible de continuer les fouilles, vu la solidité douteuse des dalles de l'église qui en formaient le plafond d'arrivée. La prudence ayant conseillé de s'arrêter, on a fait les travaux de consolidation qu'elle nécessitait et l'on a suspendu les recherches de ce côté.

Était-ce là l'ouverture des caveaux conduisant sous l'église ? — Ceux-ci n'existent-ils plus, ou bien le sous-sol de la nef est-il comblé par les matériaux provenant des diverses démolitions ? — Nous n'avons pu le savoir et nous aurions eu le regret de voir notre descente souterraine presque sans résultat, si une découverte que, jusqu'à nouvel ordre, nous considérons, à tous égards, intéressante, n'était venue, dans une large mesure, récompenser nos efforts.

Dans la partie de la crypte comprise entre les deux soupiraux, qui correspondent supérieurement au grand vitrail de gauche et à celui du milieu du sanctuaire, nous avons remarqué un petit massif de maçonnerie qui émergeait de quelques centimètres du monceau d'ossements et de matériaux entassés en cet endroit.

Après l'avoir fait déblayer, nous avons constaté qu'il avait 1^m10 de long, 0^m70 de large et environ 0^m85 de haut. La percussion nous ayant fait supposer qu'il pouvait être creux, nous avons essayé de l'entamer avec précaution. Nous ne pouvions croire à un cercueil, étant donnée la dimension singulière du massif. Une couche de crépissage l'entourait entièrement. Après avoir enlevé celle du dessus, fort épaisse, nous avons aperçu un couvercle en dos d'âne que nous avons soulevé. Il recouvrait une petite auge en pierre dans laquelle étaient déposés en tas les ossements d'un personnage adulte et de forte taille. Ces ossements étaient légèrement humides et très friables au toucher. La moindre pression

exercée, surtout sur les os de la boîte crânienne, les faisait immédiatement céder sous les doigts.

La petite auge avait 0^m68 de long, 0^m45 de large et, seulement, 0^m23 de haut. Nous avions d'abord pensé que ce petit massif de maçonnerie était un autel. Or, la forme inusitée, du petit ossuaire, la presque certitude qu'il n'y en a pas d'autres dans le bloc total, la hauteur à laquelle il est placé dans ce dernier, tout cela est venu corroborer notre première idée, et la trouvaille suivante l'a confirmée encore davantage.

Dans le coin opposé à la crypte, au milieu d'un amoncellement de matériaux, nous avons trouvé la table dudit autel ayant les mêmes dimensions et portant incrustée sur son parement, la cavité dans laquelle nous avons pensé que devait être la pierre sacrée.

Nous avons ensuite remarqué une coïncidence qui nous a beaucoup frappé.

La petite auge en pierre, au lieu d'être placée rigoureusement au milieu du bloc de maçonnerie, puisqu'elle était plus petite que lui, était au contraire établie d'un seul côté, du côté droit; et la cavité que nous avons supposée être destinée à la pierre sacrée, dans la table de l'autel trouvé plus loin, n'était pas non plus percée au centre de la pierre.

Quoi qu'il en soit, supposant : 1° que nous avions bien un autel devant nous ; 2° que les ossements déposés dans cet autel devaient être ceux de quelque personnage célèbre par ses vertus ; 3° que si ce personnage avait échappé à la dévastation générale, c'était parce que les dévastateurs avaient ignoré son existence dans ce grossier morceau de maçonnerie ; 4° qu'ils avaient, du reste, arraché la table et profané les reliques de la pierre sacrée, c'est-à-dire les seules qu'ils y avaient cru être enfermées ; faisant, dis-je, toutes ces suppositions, nous avons, avec un soin religieux, enlevé, un à un, tous ces précieux ossements, invoquant mentalement le personnage mystérieux dont nous touchions les restes et les avons déposés sur le rebord de l'autel pour nous livrer à l'examen du sol de l'auge. Mais nous n'avons aperçu aucune inscription, aucune lettre, aucune marque, si frustes fussent-elles, qui nous permissent de savoir en présence de quelles reliques nous nous trouvions, si reliques il y a.

Nous avons donc, avec des précautions infinies, replacé les ossements où ils étaient et exercé une surveillance de tous les instants, pour que les nombreux visiteurs qui se sont succédés dans la chapelle souterraine se contentassent de les regarder sans les toucher.

Et maintenant, quels sont ces ossements ? A quel être vénérable appartiennent-ils ?

Il convient de remarquer que tous les matériaux qui encombrant actuel-

lement la crypte ont été jetés pêle-mêle, il y a une trentaine d'années, par les soupiraux alors ouverts, lorsqu'on a détruit l'ancien cimetière qui régnait autour de l'église, et que les pillards ont dû laisser la crypte absolument nue et vide, sauf le bloc renfermant l'auge.

Les restes du personnage que nous avons trouvés dans celle-ci doivent provenir d'une première sépulture d'où on les a sortis pour les réinhumer dans ce que nous persistons, jusqu'à plus ample informé, à appeler *l'autel*. Il fallait donc qu'ils fussent plus précieux que les autres et que l'on attachât une grande importance à leur conservation.

Nous désirons ardemment qu'un jour vienne où quelque archiviste dévoué, quelque chercheur hagiologue découvre dans des papiers cachés un nom et des titres que nous avons nous-même vainement cherchés.

Peut-être sera-ce toute une révélation ! Peut-être, un jour, les habitants de Saint-Astier apprendront-ils, avec une joie pieuse, que les ossements que nous avons touchés avec une religieuse émotion et replacés avec un soin jaloux dans leur linceul de pierre, sont ceux d'un *saint ermite du Périgord* que les fidèles de son temps avaient en haute estime et que la génération future ira vénérer à son tour !

En attendant, nous faisons des vœux pour que messieurs les membres de la municipalité et de la fabrique de la paroisse de Saint-Astier, étroitement unis dans une même pensée artistique et religieuse, prennent des mesures suffisantes pour poursuivre la recherche d'antiques caveaux et la restauration d'une crypte plusieurs fois séculaire. L'ouverture des uns et la restauration de l'autre ne pourraient qu'ajouter un nouveau lustre à leur vieille collégiale.

La crypte dont nous nous occupons en a remplacé une plus ancienne qui a été remaniée à peu près entièrement vers la fin du xv^e siècle, lors des grandes adjonctions qui furent faites à l'édifice tout entier ; en effet, les deux portes qui donnaient accès de l'intérieur du chœur à la crypte, des deux côtés de l'autel, montrent l'accolade typique de cette époque et un pilier central soutenant la voûte presque aplatie de cette crypte, à son milieu, est aussi de la même époque. La pierre des réparations des escaliers et de ce pilier carré est la même et la taille *smillée* (1) est identique ; pour constater

(1) *Smiller*, piquer la pierre ou le grès avec le marteau appelé *smille*. Nous croyons que cet usage a été abandonné, car nous ne voyons pas ces piqures dans les constructions modernes, où tout est plat et lisse, froid et dur. Ces piqures donnaient à la pierre un aspect plus doux.

l'ancienneté de cette salle souterraine, il ne reste que l'arrachement d'une voûte dont le départ n'est pas le même que celui de celle que nous voyons et un banc de pierre qui en fait le tour comme dans les églises romanes. Il serait à désirer que l'on enlevât les dalles qui recouvrent ces deux passages pour les remettre au jour, cela permettrait de nettoyer cette crypte de l'amas informe d'ossements, de tessons de poteries, de terraille qui l'encombrent et qui ne permettent pas de voir le pavé de cette intéressante confession; et si nous disons confession, c'est à dessein, car l'autel, et c'en est un découvert par M. Lafitte, a été construit pour enfermer un coffre de pierre contenant les ossements d'un personnage; ce personnage a été porté là à une époque très reculée, peut-être vers le ^x^e siècle si la moulure de la table de l'autel est considérée comme romane, formée de deux cavets renversés, un peu aplatis, moulure que nous trouvons dans les plus anciens monuments du Périgord du ^x^e siècle : Saint-Front, le donjon et l'église d'Agonac, Ligneux, Simeyrols. La forme du couvercle du tombeau est prismatique et un peu obtuse; elle porte sur un de ses rampants un signe extérieur gravé peu profondément, simulant un édicule surmonté d'une croix. Les parois de ce coffre sont, nous a-t-il semblé, parsemées de signes irréguliers que nous croyons intentionnels et qui ont la forme de lambdas; nous laisserons là un point d'interrogation, ces sigles pouvant être des A de forme onciale. En tout cas, et certainement les ossements qui ont été si pieusement et avec tant de précautions déposés dans cet autel étaient ceux d'une personne reconnue sainte, non seulement par le peuple, mais aussi par l'Église, il n'aurait pas suffi de la notoriété publique pour que les chanoines de Saint-Astier eussent osé offrir le sacrifice de la messe sur ces reliques, car l'Église n'admet comme telles que celles qui sont avérées par elle; l'usage d'élever des oratoires sur les tombeaux des saints remonte aux premiers siècles de l'Église (1). Donc, nous sommes en présence d'un saint, local

(1) Abbé Martigny, *Dictionnaire des Antiquités chrétiennes*, article autel et article reliques.

probablement, transporté d'ailleurs, plusieurs années ou siècles après sa mort, dans un oratoire élevé pour lui et recouvert d'un édifice plus considérable ; cet édifice est le monument actuel dont l'origine remonte à Raoul de Couhé qui tint le siège épiscopal de Périgueux dans les premières années du XI^e siècle.

Malheureusement, M. Lafitte, dans ses recherches, et moi ensuite avec lui, n'avons rien trouvé de concluant qui nous ait permis d'identifier la personnalité du mort, renfermé dans cette boîte de pierre, sur laquelle avait été établie une dalle sacrée pour en faire un autel. Toutes les suppositions sont permises, et en tout cas, nous croyons convenable de demander à la municipalité et à la fabrique de Saint-Astier de remettre en un ordre décent cette confession, lieu de prière et de sainteté où leurs ancêtres ont, à n'en pas douter, souvent prié le personnage si pieusement placé dans cet autel. Nous ne voulons rien préjuger, n'ayant pas de documents précis ; mais ne pourrait-on voir le corps de Saint-Astier dans ces restes vénérables et vénérés par les générations passées ?

Il serait prudent de vérifier, avec un homme de l'art, si tous les ossements renfermés dans ce petit ossuaire sont complets, car le P. Carles nous dit qu'en 1652, on vénérât, dans l'église de Saint-Astier, des reliques de ce saint patron, sa tête et ses bras. Or, il faudrait savoir si le crâne dont nous avons constaté la présence est complet et si les deux bras du squelette sont entiers. Si une portion du crâne et des bras manquent, ce serait une donnée en faveur de notre hypothèse, les chanoines ayant pu n'exposer à la vénération des fidèles qu'une partie des reliques dont ils avaient la garde.

Nous associant au vœu exprimé par M. Lafitte, nous appelons sur ces faits l'attention de M. le doyen de Saint-Astier et des prêtres compétents du diocèse qui, si nombreux, étudient notre histoire religieuse. Il y aurait à donner du corps à la légende locale et aux notes du P. Carles et de M. l'abbé Audierne, qui rapportent que les restes de Saint-Astier furent transportés d'un oratoire primitif dans une nouvelle église construite plus près de la rivière, et qu'à son retour

de la Palestine, Raoul de Couhé se rendit à Saint-Astier pour la translation des reliques de ce saint. Raoul de Couhé mourut en 1013.

Souvenons-nous qu'en ces matières, il faut agir avec la plus grande circonspection.

A. DE ROUMEJOUX.



SIÈGE ET PRISE D'HAUTEFORT

PAR RICHARD CŒUR-DE-LION.

29 Juin - 6 Juillet 1183.

I

Le duché de Guyenne prospérait dans une longue période de richesse et de paix sous la brillante dynastie des comtes de Poitiers. La cour et la noblesse rivalisaient de luxe et de plaisirs ; le commerce et l'agriculture se développaient sans la moindre entrave ; les belles-lettres trouvaient dans le palais des ducs, non seulement des encouragements généreux, mais encore des admirateurs enthousiastes et parfois d'éclatants modèles.

Plus de deux cents troubadours ont illustré cette courte période de notre histoire par des œuvres qui sont en partie arrivées jusqu'à nous, œuvres légères ne dépassant pas ordinairement les limites du *sirventès*, du lai, ou de la tenson, mais empreintes souvent d'une cadence merveilleuse et d'une élégante poésie.

Les provinces voisines regardaient d'un œil d'envie la prospérité croissante du duché de Guyenne ; la race franque surtout, dont les rois ambitieux rêvaient déjà l'unité de la

France, semblait rechercher l'occasion de transformer l'Aquitaine indépendante en une annexe du royaume franc. De là naissaient de fréquentes rivalités, qui se manifestèrent souvent dans les productions littéraires du moyen âge. L'esprit poétique des deux nations était si différent !

Tandis que les troubadours résumaient en quelques stances habilement rimées toute la verve de leur imagination méridionale, les trouvères se plaisaient dans des œuvres de longue haleine, et produisaient des chansons de geste qui comptaient parfois jusqu'à vingt mille vers.

Le caractère sérieux du Nord devait finir par dominer l'esprit léger de la Guyenne ; mais que de guerres, que de luttes il faudra pour arracher du cœur des Aquitains le souvenir et l'amour des comtes de Poitiers !

Cependant Guillaume X sentait la mort s'approcher et se lamentait à la pensée qu'il ne laisserait pas un fils pour continuer les traditions de sa race ; redoutant pour son cher duché les rivalités de succession, il crut faire acte de sagesse en mariant sa fille Éléonore avec le futur roi de France (1).

Éléonore était la digne héritière des Guillaume. Brillante comme eux, poète comme eux, elle avait comme ses ancêtres un esprit séduisant ; elle aimait les tournois, les grandes fêtes, les plaisirs princiers. Toute la Guyenne l'adorait, et les jongleurs chantaient ses louanges jusque dans les plus petits hameaux.

Nous avons encore des arrêts rédigés en latin par Éléonore, aux temps où cette reine des troubadours présidait en personne la cour d'amour de Guyenne. Villemain s'est permis d'affirmer qu'au point de vue de la pureté du style et de la correction du langage, — il ne parle pas de la doctrine, — ces singuliers arrêts peuvent être comparés aux meilleures œuvres de saint Thomas d'Aquin (2).

Lorsque la bien aimée duchesse quitta la cour de Poitiers, ce fut un deuil général dans toute la province. C'était à bien

(1) Œuvres de Suger, publiées par Leroy de la Marche, p. 145.

(2) *Cours de littérature française au moyen âge*, t. I, p. 15.

juste titre, un avenir prochain le prouvera, qu'on la regretta et qu'on la pleurait ainsi. Son séjour à la cour de France dura douze ans environ ; elle eut deux filles de son mariage avec Louis VII ; malgré la présence de ces trois enfants, l'union des deux époux ne paraît pas avoir été longtemps empreinte de tendresse. Quelques chroniqueurs reprochent à la reine Eléonore une légèreté de mœurs dont l'histoire a contesté les preuves. Elle suivit le roi de France en Terre-Sainte et la calomnie se plut à lui donner pour amant l'émir Saladin, qui n'avait pas atteint, encore en ce moment là, sa dixième année !

Quand Louis VII fut revenu dans son royaume, il voulut visiter l'Aquitaine ; mais il reçut un accueil empreint d'une telle antipathie, qu'il renonça tout à la fois à sa conquête et à sa bien légitime épouse. Il fit valoir quelques liens de parenté et divorça en 1152.

Deux mois plus tard, jour pour jour, Eléonore épousa Henri, comte d'Anjou, qui devint bientôt après Henri II, roi d'Angleterre, et c'est ainsi que la domination anglaise s'établit pour trois cents ans sur la Guyenne (1152-1453).

Au point de vue de la sympathie des deux nations, autant valait pour l'Aquitaine la cour de Paris que la cour de Londres ; la haine que les sujets d'Eléonore avaient pour Louis VII se reporta sur Henri II, à qui l'on donnait avec un accent de mépris le surnom de Roi du Nord.

Eléonore et Henri II vécurent longtemps en bonne intelligence ; mais le roi finit par délaisser la reine, plus âgée que lui de douze ans. La paix du royaume disparut en même temps que la paix du foyer.

L'Aquitaine prit fait et cause pour sa chère duchesse, qui, de son côté, s'attacha trop souvent à faire partager par ses fils la haine qu'elle voua tout à coup à celui qu'elle avait tant aimé.

Plusieurs révoltes furent ainsi suscitées par la reine, qui cherchait les prétextes les plus futiles et les plus indignes pour faire prendre les armes à ses fils contre leur père. Il est juste de dire qu'il suffisait au roi de paraître devant ses en-

fants pour leur imposer son autorité royale et les faire aussitôt rentrer dans le devoir.

Le Roi du Nord était le plus puissant monarque de l'Europe. Il réunissait à la couronne d'Angleterre le duché de Normandie, le comté d'Anjou, le duché d'Aquitaine, et il avait fait son fils Geoffroy duc de Bretagne, en le mariant avec la fille de Conan IV.

Henri II était extrêmement violent, mais il joignait une activité dévorante et une remarquable sobriété à une vaste intelligence et à une instruction très variée. Il consacrait ces rares qualités à assurer le bonheur de son peuple et la grandeur de sa race. Il apporta toujours dans l'administration des provinces du continent une sollicitude, une prudente bienveillance que presque tous ses successeurs ont sagement imitée, et c'est ainsi que le duché de Guyenne s'attachera bientôt par des liens solides à la couronne anglaise.

Inquiet de voir l'ascendant que la reine exerçait autour d'elle et le fâcheux usage qu'elle faisait de son influence, Henri II eut la funeste pensée de s'attirer l'amour de ses enfants en faisant entre eux le partage de ses provinces et de ses honneurs (1169-1170). Henri Court-Mantel, l'ainé, fut associé à la couronne et sacré roi ; Richard Cœur-de-Lion fut fait duc de Guyenne et comte de Poitiers ; Geoffroy, nous l'avons déjà dit, était devenu duc de Bretagne. Jean Sans-Terre, encore enfant, recevra plus tard le royaume d'Irlande. Tandis que Richard et Geoffroy exerçaient une autorité réelle sur leurs provinces, Henri n'avait qu'un titre sans aucun pouvoir.

La reine Eléonore trouva dans ce malencontreux partage de nouveaux et puissants moyens de discordes ; profitant de ce que le roi séjournait ordinairement en Angleterre, elle restait en Aquitaine, suscitant de continuelles révoltes ; mais Henri II voulut mettre un terme à ces intrigues ; il envoya des messagers en France avec ordre de s'emparer de la reine ; ils la trouvèrent déguisée sous un costume de guerrier et la ramenèrent auprès du roi. Elle expia ses fautes par vingt années de captivité dans le couvent de Winchester.

Eléonore captive ne tarda pas à être remplacée dans son

rôle infernal par le plus célèbre des troubadours périgourdins, par Bertrand de Born. L'acte de violente autorité accompli par Henri II, en 1173, ne réussit donc pas à mettre la race des Plantagenets à l'abri des fatales destinées qui, suivant de vieilles légendes, devaient à perpétuité peser sur elle.

Bertrand de Born employa son puissant génie à continuer l'œuvre criminelle de la reine Eléonore. C'est ainsi qu'il mérita le terrible châtiment auquel il est resté soumis dans l'*Enfer* du Dante. Au milieu des condamnés, on remarque avec effroi son buste décapité ; il porte sa tête de la main droite comme un falot, et de cette tête tranchée le poète prononce ces sombres paroles :

« Voyez mon horrible supplice ; j'ai donné de mauvais conseils au jeune roi ; j'ai mis les fils aux prises avec le père, et parce que j'ai séparé des personnes que le sang unissait, je porte, hélas ! ma tête séparée du buste sur lequel elle devait reposer ; ainsi s'observe en moi la loi du Talion (1). »

II

Henri Court-Mantel était le plus brillant des enfants d'Henri II ; il avait un physique des plus agréables, l'esprit très prompt et séduisant ; il était plein d'élégance et de hardiesse ; il avait les manières les plus distinguées qui se puissent voir, et toutes ces qualités princières étaient encore rehaussées par une largesse, une générosité sans pareille.

Bertrand de Born avait connu le jeune roi, ainsi qu'on l'appelait depuis son couronnement, pour le distinguer d'Henri II, pendant un séjour de quelques mois fait par le noble troubadour à la cour d'Argentan, sur l'invitation de Richard Cœur-de-Lion.

Bertrand avait d'ailleurs gardé triste souvenir de cette

(1) *Inferno*, § 27, v. 118.

hospitalité royale ; il l'avait acceptée dans l'espoir de trouver en Normandie les grands plaisirs et les folles largesses que Raymond de Toulouse avait, peu de temps avant, prodigués dans sa cour de Beaucaire ; mais il n'avait vu chez le comte de Poitiers que le ciel nuageux du Nord et les yeux bleus de Marguerite d'Angleterre, sœur de Richard, femme d'Henri le Lion, mère d'Othon IV, qui sera le glorieux vaincu de Bouvines. Il revint en Périgord, protestant contre l'avarice de Richard, vantant les brillantes qualités du jeune roi, et disant que sans le gentil corps de la princesse « Léna » il serait mort d'ennui. Bertrand aimait à se flatter. Marguerite eut sans doute quelque coquetterie pour le poète aimé de son frère ; mais elle n'apprécia sûrement pas d'une manière plus intime ce vieux troubadour de cinquante ans.

A peine revenu de la cour d'Argentan, Bertrand s'attacha dans toutes ses poésies à fomentier la révolte d'Henri Court-Mantel contre le roi son père et contre le duc d'Aquitaine ; il se plaisait à répéter souvent qu'avec ce prince valeureux « on verrait les hauts barons toujours irrités entr'eux ; alors on aurait la douce joie de vivre en de perpétuels combats, où seraient tranchés mille écus, faussés ou rompus heaumes, hauberts, hoquetons ou pourpoints ; vers le ciel voleraient les tronçons d'épée, et les eunemis tomberaient souvent et menus. »

Bertrand possédait une modeste châtellenie près de l'étang de Born ; il partageait en outre avec ses deux frères et les sires de Lastours la propriété indivise du château d'Hautefort, qualifié par les chroniqueurs de l'époque : *castrum valde inexpugnabile* (1). Il a défini lui-même sa puissance militaire en disant dans un *serventès* que nous reproduisons plus loin : « Nous sommes trente guerriers, tous avec » la cape trouée, tous seigneurs et co-propriétaires agissant » par amour de guerre acharnée ; nous n'avons jamais reçu » d'argent, mais bien force coups bons à faire entrer le » métier dans notre poitrine toujours exposée. »

(1) *Poésies complètes de Bertran de Born*, par A. Thomas, p. xxix.

La véritable puissance de Bertrand de Born consistait à savoir exciter par ses *serventés* merveilleusement rimés et cadencés l'ardeur chevaleresque de ses contemporains ; mais il encensait un jour ceux qu'il avait flagellés la veille, et à qui sans scrupule et sans juste motif il adressait bientôt après de nouvelles injures.

Henri Court-Mantel ne sut pas résister à l'influence de ces vigoureux *serventés* ; subissant l'entraînement général de ces chansons guerrières, il souleva la révolte de quelques barons de Guyenne qu'il réunit autour de lui dans le château du Dorat. Il leur dit que son frère Richard, oubliant qu'il était duc d'Aquitaine, négligeait sa province pour donner tous ses soins à la Normandie et à l'Anjou, qui ne lui appartenaient pourtant pas. On venait de le voir en effet tenir pendant un hiver entier sa cour au château d'Argentan, et dans ce moment même il faisait construire à grands frais une forteresse à Clairvaux, dans l'Anjou.

Il fit observer que la Guyenne était bien plus heureuse sous la dynastie des Guillaume, et il leur conseilla de se soulever avec lui contre Henri II et Richard pour le reconnaître comme leur unique chef et suzerain.

Les seigneurs d'Aquitaine étaient trop pénétrés d'amour et de reconnaissance envers les anciens comtes de Poitiers, pour reculer devant les propositions du fils d'Eléonore, et tous ensemble ils jurèrent fidélité au jeune roi.

La nouvelle de cette révolte parvint rapidement en Angleterre ; elle surprit le vieux roi pendant qu'il s'occupait avec sa sollicitude habituelle d'établir sur des bases que les siècles ont respectées les lois et l'administration du royaume.

Philippe-Auguste disait en parlant d'Henri II : « Le roi d'Angleterre ne navigue et ne chevauche, il vole. »

L'arrivée du vieux monarque en Aquitaine fut tellement rapide et imprévue qu'elle déconcerta les conjurés et surtout leur jeune chef ; celui-ci se rendit auprès de son père, demanda merci, et obtint avec son pardon une assez forte somme d'argent, avec laquelle il alla dans les états voisins

prendre une brillante part aux joutes guerrières des tournois et des cembels.

Mais ses complices restaient gravement compromis devant leur puissant souverain. Bertrand de Born se fit l'interprète de leurs sentiments indignés dans un *sirventès*, qui, bientôt après, chanté par les jongleurs et les ménestrels, suivait de tous côtés les traces du jeune prince, et faisait naître dans son cœur de vifs sentiments de honte et de remords.

« Je ne puis tarder plus longtemps à faire un nouveau *sirventès*, tant j'ai désir d'exprimer et de répandre ma pensée. J'en ai certes un sujet bien nouvel et bien triste ; car le jeune roi retire les revendications faites à son frère Richard, sous prétexte que son père le lui a commandé. Il a donc eu la main forcée. Mais s'il est satisfait de n'avoir aucune terre sur laquelle il commande, qu'il soit le roi des lâches ; car c'est un lâche celui qui se contente de vivre des salaires, des rentes ou des redevances qu'on lui sert.

» Roi couronné qui portes la livrée d'autrui, tu ne ressembles guère aux héros de nos chansons qui se sont couverts de gloire !

« Tu mens aux Poitevins, et tu les traites en truand ; tu n'es pas digne de leur amour. Ce n'est pas en dormant qu'on gagne ou qu'on garde un royaume.

« Je veux donner un conseil à Richard, quoiqu'il ne me le demande pas : Que jamais, pour son frère, il ne trompe ses vassaux ! Il peut aujourd'hui assiéger sans pitié leurs châteaux, les détruire et les brûler de tous côtés, pendant que le jeune roi joute avec Philippe-Auguste. Je voudrais que le comte Geoffroy fût le premier né et qu'à lui appartenissent royaume et duché ; car lui du moins est un preux chevalier. »

III

Il ne fallut pas longtemps pour que ce chant perfide et menaçant arrivât dans les cours de France, de Champagne et de Bourgogne ; Henri Court-Mantel, recevant en public des reproches aussi bien mérités, fut pris d'un violent remords ; il sentit s'agiter son âme et son épée, et résolut de revenir immédiatement à la tête des conjurés.

Mais avant de rentrer en Aquitaine, il chercha des alliés

parmi les princes voisins. Le duc de Bourgogne et le comte de Champagne lui promirent de se joindre à lui vers le milieu de l'été. Philippe-Auguste, son beau frère, lui donna de sérieuses espérances sans vouloir cependant prendre un engagement formel.

Après s'être ainsi procuré de puissants auxiliaires, le jeune roi fit connaître à Bertrand de Born ses résolutions nouvelles et les alliances qu'il apportait à la cause des seigneurs aquitains ; il le suppliait en même temps de corriger par un *serventés* élogieux le mal qu'il venait de faire à sa renommée.

Bertrand lui répondit aussitôt :

« Je chante, parce que le roi me l'a demandé lorsqu'il a connu mes menaces à l'occasion de la guerre, de ce grand jeu qui vient d'être engagé ; nous verrons, quand la partie sera terminée, auquel des fils du vieux roi doit appartenir la terre.

» Le jeune roi aurait seul bientôt maté le comte (1) s'il n'était pas aussi fortement entouré ; mais il l'enserrera, le contiendra de telle sorte, que l'Angoumois lui sera de force enlevé, la Saintonge lui sera ravie, et il fuira jusqu'au Finistère.

» Qu'on le laisse faire à sa volonté, que personne ne vienne à son aide, et le comte ne se désenferrera pas ; jamais nous n'aurons vu sanglier, blessé par les chasseurs, plus irrité que lui ; mais personne ne voudra de son corps.

» Je reconnais que les fils de notre vieux roi ont péché ; ils l'ont retenu pendant deux années éloigné de son palais d'Angleterre ; je conviens même qu'il a été trahi par tous, sauf par Jean-Sans-Terre.

» Mais les Aquitains se sont entendus et se sont révoltés contre lui ; imitant en cela la conduite des Lombards, ils préférèrent être bien traités par un roi que tyrannisés par un comte.

» Je regarde la partie comme gagnée par nous ; car nous délivrerons l'échiquier des piétons d'Anjou ; tous partiront effrayés, sans demander congé.

» C'est en Limousin que la guerre va s'engager ; elle se terminera plus haut ; car entre France et Normandie, vers Gisors ou Neufmarchie, je

(1) Richard Cœur-de-Lion, comte de Poitiers.

veux qu'on entende tout à la fois crier et Arras !! et Montjoie !! et Dieu aide !! (1)

» Nous vaincrons la raison avec la folie, nous Limousins joyeux, qui voulons que l'on donne et que l'on rie. Que le Normand ennuyé dise lorsqu'il sera parti, qu'il ne reviendra pas.

» Je trouve que le roi de France est mal conseillé et qu'il se conduit plus mal encore ; il paraît n'être qu'étamé, alors que nous voudrions qu'il fût doré ; s'il ne vient pas en aide à son beau-frère (2), il souffrira dans sa réputation.

» Français qui êtes braves parmi tous et les plus renommés, montrez que vous voulez être les alliés demandés par le jeune roi ; car vous ne serez jamais appréciés, si vous n'êtes pas dans la mêlée.

» Le duc de Bourgogne a dit qu'il nous aiderait cet été ; avec le concours de la Champagne, ils seront bien cinq cents armés, et lorsqu'ils seront là, tous, bien équipés, non, le comte de Poitou ne se plaindra pas.

» Le roi, qui combat pour ses droits, gagne de nouveaux titres à son héritage : Charlemagne a conquis l'Espagne, et l'on parlera toujours de lui. Dans les combats et les largesses, un roi trouve en même temps les provinces et la gloire.

» Seigneur Geoffroy, le comte de Poitou agrandira votre royaume de Bretagne et le jeune roi se rendra glorieux depuis Tolède jusqu'en Allemagne. »

Ce bouillant chant de guerre n'était pas un vain cri de fanfaron. Les seigneurs d'Aquitaine, en apprenant le retour à de plus généreux sentiments d'Henri Court-Mantel et du comte Geoffroy, avaient senti se réveiller leur courage ; lorsqu'ils surent que le duc de Bourgogne et le comte de Champagne enverraient de nombreux chevaliers à leur aide, ils furent pleins d'espérance ; mais ils jugèrent prudent de lier les conjurés entr'eux par un serment solennel.

Tous les puissants seigneurs révoltés se donnèrent rendez-vous à Limoges ; le jeune roi et son frère étaient au milieu d'eux ; ils se réunirent dans la vieille abbaye de St-Martial ; et la main levée sur le missel, ils jurèrent tous de vaincre

(1) *Arras*, cri de guerre des Flamands ; *Montjoie*, cri des Français ; *Dieu aide*, cri des Normands.

(2) Henri Court-Mantel avait épousé Mathilde, sœur de Philippe-Auguste.

ou de mourir ensemble et de ne faire aucun accord les uns sans les autres ; on vit ainsi s'avancer tour à tour jusqu'à l'autel de Saint-Martial tous les plus grands seigneurs de la province :

Hélie V, dit Taleyrand, comte de Périgord ; Hélie, dit Taillefer, comte d'Angoulême ; ses deux frères, Guillaume et Archambeaud d'Angoulême ; Gaston VI, vicomte de Béarn ; Adhémar V, vicomte de Limoges ; Centule I^{er}, vicomte de Bigorre ; Eble V, vicomte de Ventadour ; Raymond II, vicomte de Turenne ; Archambeaud V, vicomte de Comborn, Foucaud d'Archiac, Geoffroy de Lusignan, Bertrand de Born, etc., etc.

IV

De toutes les révoltes qui avaient déjà troublé le royaume et la famille d'Henri II, aucune ne s'était présentée sous un aspect aussi menaçant. Mais il est difficile d'expliquer pour quel motif. Bertrand de Born faisait savoir à tous par son *serventés* quels étaient les alliés qui devaient donner leur secours aux conjurés et quelle était la date exacte de leur arrivée en Guyenne.

Le vieux roi d'Angleterre et Richard, ainsi prévenus, ne voulurent pas se laisser surprendre ; ils appelèrent tous les vassaux restés fidèles à la couronne et cherchèrent aussi des alliés. L'empressement avec lequel ils réunirent leurs forces prouve qu'ils avaient bien compris l'un et l'autre la gravité de cette nouvelle révolte des Aquitains, qui devait être la dernière révolte d'Henri Court-Mantel.

A la tête des vassaux répondant à l'appel de Richard s'avancait l'archevêque de Bordeaux, témoignant par sa présence au camp du roi d'Angleterre qu'Henri II, en se soumettant avec une humilité parfaite à toutes les exigences du Saint Père, avait suffisamment expié le meurtre de Thomas Becket.

A la tête des alliés était Alphonse II, roi d'Aragon.

La guerre ne ressemblait pas alors à ce qu'elle est

aujourd'hui ; les chevaliers seuls prenaient une part active aux combats ; ils étaient suivis d'un ou plusieurs écuyers portant leurs armes et menant en laisse le dextrier ou cheval de bataille ; mais quand « le noble jeu » s'engageait, les écuyers se portaient en arrière et le combat se livrait comme une série de duels entre les nobles guerriers.

Il n'y avait pas ordinairement de non-nobles dans les armées ; cependant, au ^{xii}^e siècle, on comprit la nécessité d'éclairer la marche des chevaliers avec des fantassins et ce soin fut confié à des *archers*.

En même temps, la conduite des sièges nécessita le concours d'une artillerie rudimentaire, et les *arbalétriers* furent créés.

Ces archers et ces arbalétriers étaient, surtout au début, dans une très faible proportion relativement au nombre des chevaliers ; on les recrutait comme soldats à gages, et ils venaient ordinairement du Brabant, de la Suisse ou du Béarn, les *sirventés* de Bertrand de Born montrent qu'il en venait aussi du pays compris entre Tours et Saumur ; le troubadour les désignait sous le nom de Piétains de Valéc.

Aussitôt que l'armée royale eût été suffisamment organisée, le vieux roi, sans attendre un jour de plus, s'avança vers Limoges, bien décidé à faire souffrir à la ville toute la rigueur d'un siège, jusqu'à ce qu'elle eût ouvert ses portes, livré les rebelles et démoli sa forteresse. Fidèle à ses habitudes de promptة décision, il ne voulait pas laisser aux alliés de Henri Court-Mantel le temps de donner aux révoltés le secours de leurs forces.

Surpris encore une fois par la rapide entrée en campagne de son père, le jeune roi laissa le commandement à son frère Geoffroy et au vicomte de Limoges ; il jugea plus utile au succès de sa cause d'attendre hors de la ville l'arrivée de ses alliés, en se chargeant de la mission, souvent peu délicate et toujours difficile, de recueillir l'argent nécessaire à la conduite de la guerre.

Dans ce but, il ne craignait pas de recourir aux pires expédients ; il dépouilla les églises, pressura les couvents et vint couronner ces tristes exploits en s'emparant du riche trésor

de Rocamadour, l'un des sanctuaires les plus vénérés du monde entier au ^{xii}^e siècle (1). La légende du pays, entrant à cet égard dans des détails que l'histoire n'a pas enregistrés, raconte qu'après avoir accompli ce dernier sacrilège, Henri Court-Mantel aperçut à la porte d'entrée d'une des principales chapelles de Rocamadour la célèbre Durandal, offerte à Notre-Dame par Charlemagne après la mort de Roland, son neveu bien aimé. Le prince enleva de ses mains la précieuse relique, la vendit à un juif et la remplaça par une épée sans valeur, restée depuis ce jour-là scellée dans le mur à la place de Durandal.

Henri Court-Mantel et son escorte remontaient à cheval et se disposaient à fuir, laissant les moines dans la consternation, lorsque tout à coup le son mystérieux d'une cloche se fit entendre.

À la voûte de la vieille chapelle se trouve aujourd'hui suspendue comme autrefois une cloche miraculeuse en fer forgé, qui s'ébranle seule, s'il faut en croire la tradition séculaire, lorsque Notre-Dame veut secourir un malheureux en danger de mort éternelle.

Henri se sentit frémir à cet appel de la Providence, et, partant aussitôt avec sa suite, il franchit au galop, dans les chemins pierreux du Causse, les trois à quatre lieues qui séparent Rocamadour de Martel.

Il arriva fiévreux et haletant aux portes de cette ville; il reçut l'hospitalité d'un riche marchand, Etienne Fabri, qui, le voyant sous l'influence d'une fièvre ardente, mit sa chambre à sa disposition.

L'inquiétude gagna bientôt tout l'entourage du prince; les plus sombres pressentiments se répandirent dans tout le pays et des messagers furent envoyés dans toutes les directions.

Bertrand de Born arriva l'un des premiers à l'appel du jeune roi; les prieurs de Dalon et du Vigéois, les évêques de Cahors et de Tulle arrivèrent peu de temps après.

(1) Lingard, *Histoire d'Angleterre*, t. I, p. 503.

Henri II reçut la cruelle nouvelle sous sa tente, en face des murs assiégés de Limoges ; il ne douta pas un instant de l'exactitude du message, voyant sans aucun doute dans le coup terrible qui menaçait sa famille le juste châtement mérité par son fils et la triste destinée qui ne cessait d'accabler la race des Plantagenets. Il voulait se mettre immédiatement en route ; mais ses conseillers ne partageaient pas sa confiance en la sincérité des messagers ; redoutant une nouvelle trahison, ils engagèrent le vieux roi à ne pas se rendre à l'appel qui lui était adressé.

Malgré ses pressentiments, Henri II céda devant ces vives instances, et, faisant appeler l'archevêque de Bordeaux, il lui remit son anneau royal, en lui confiant la mission de le porter lui-même, avec toute la rapidité possible, à son malheureux fils, comme un témoignage de son amour et de son pardon.

La maladie du jeune roi avait fait de terribles progrès ; une fièvre incessante le tenait constamment agité, sans troubler cependant sa raison. Docile aux exhortations des prélats qui l'entouraient, il avait fait pieusement l'aveu de ses crimes et le sacrifice de sa vie. Il attendait avec une vive impatience l'arrivée de son père, et ce fut avec un sentiment de profonde reconnaissance qu'il reçut son message et son anneau.

Il s'entretint longtemps avec l'archevêque de Bordeaux, puis il appela ses écuyers ; il leur donna l'ordre d'attacher une corde à ses reins, et de trainer son corps du lit sur lequel il était étendu jusque sur une couche de cendre qu'il avait fait répandre au milieu de sa chambre.

Il fit ensuite devant tous ceux qui l'entouraient un nouvel aveu public de ses fautes ; il baisa plusieurs fois l'anneau de son père, et après avoir envoyé un suprême adieu à sa mère captive, il rendit le dernier soupir.

Cette scène dramatique s'accomplit dans la nuit du 11 au 12 juin 1183. Le voyageur que ces récits des temps passés intéressent pourrait voir encore à Martel, dans la vieille maison d'Étienne Fabri, la chambre dans laquelle Henri Court-Mantel expira sur un lit de cendres, à la lueur de torches fumeuses.

V

Bertrand de Born exhala sa douleur dans deux chants plaintifs, qui figurent parmi les chefs-d'œuvre de la littérature romane au xii^e siècle ; l'un des deux a été publié dans le *Bulletin* de la Société archéologique, tome XVII, page 168, et admirablement traduit par M. Clédât.

Le second nous semble empreint d'une douleur plus naïve et plus sincère ; il mérite bien d'être aussi reproduit :

« J'arrête mes chants dans le deuil et dans les larmes ; je resterai toujours silencieux, car j'ai perdu mon sens et ma raison en perdant le meilleur des rois qui fût jamais au monde. Généreux et beau parleur, brillant cavalier, de belles manières et de doux accueil, il nous recevait tous avec grand honneur. Je crains que la douleur ne m'étouffe et ne me tue, et je vais disant sans cesse : Oh ! Dieu ! veuillez le recevoir à côté de saint Jean.

» Vous auriez été, seigneur, si vous aviez plus longtemps vécu, le roi des courtois et l'empereur des braves ; on vous appelait le jeune roi et vous étiez des jeunes et le père et le guide. Et haubert et dague, et beau bougeron, helme et gonfanon et pourpoint et soie, et joie et amour seront perdus pour tous et nul ne les retiendra, car ils vous suivront, ils partiront avec vous, et tous les chevaliers devraient en faire autant.

» Bien recevoir et donner sans cesse bon repos et bon accueil, grand train payé, gens bien tenus, dons et largesses, ne nuisant jamais à personne ; manger en musique de viole et de chant avec preux compagnons hardis et puissants, dont vous étiez le meilleur. Voilà ce que l'on trouvait chez vous, et personne ne gardera rien dans ce siècle malheureux, en raison de cette année funeste qui s'était présentée sous de belles apparences.

» Seigneur, en vous tout était parfait, tous vous avaient désigné comme le meilleur roi qui eût jamais porté le bouclier, comme le plus audacieux et le plus brave dans les tournois. Dans le temps de Roland, comme avant lui, on ne vit jamais homme aussi preux et si bien guerroyant, ni dont la renommée s'imposa si fort dans le monde ; et de même si Roland revenait, ou si l'on cherchait partout avec soin, du Nil au soleil couchant.

» Seigneur, je veux, pour vous, renoncer à la joie, et tous ceux qui vous ont connu devraient, à cause de vous, rester tristes et muets. Jamais

la gaieté ne pourra chasser ma douleur. Anglais et Normands, Bretons, Irlandais, Guyens et Gascons et les Angevins sont dans la douleur comme les Manceaux et les Tourrains. Les Français jusqu'à Compiègne ne cessent de pleurer, comme les Flamands de Gand jusqu'au Port-de-Wisan. Ils pleurent eux-mêmes, les Allemands !

« Les Lorrains et les Brabançons, à leur retour, auront grande douleur en nous voyant. Je n'estime pas un besan ou la coque d'un gland ce monde où nous devons tous avoir tant de douleur, nous tous qui sommes affligés par la mort du bon roi valeureux. »

La traduction ne peut donner une idée exacte du ton désolé, de l'allure larmoyante de ces strophes si habilement cadencées et rimées ; mais elle montre tout au moins ce qu'il y avait de tristesse et de désespoir dans le cœur de ce rude guerrier, qui jamais n'avait su chanter l'amour.

Bertrand de Born composa sans doute ces deux chants plaintifs pendant que, pour exécuter les dernières volontés d'Henri Court-Mantel, il conduisait lui-même les dépouilles mortelles du prince à Rouen ; mais le convoi funèbre avait fait à peine quelques journées de marche, lorsque des messagers vinrent annoncer à Bertrand que Richard Cœur-de-Lion et Alphonse II se dirigeaient rapidement vers Haute-fort.

Le noble troubadour abandonna le triste cortège qui fut conduit au Mans, le peuple reçut en grande pompe le corps du jeune roi qui traversa la ville, porté par des chevaliers, et fut provisoirement déposé dans une église. Le vœu du prince reçut plus tard sa formelle exécution sur la réclamation de l'archevêque de Rouen, qui le fit ensevelir dans sa cathédrale avec les honneurs royaux.

Lorsque la nouvelle de la mort d'Henri Court-Mantel parvint à Limoges, l'infortuné monarque, dans l'aigreur de sa désolation, donna l'ordre aux ingénieurs de conduire le siège avec un redoublement d'énergie ; il voulait faire expier aux seigneurs enfermés dans la ville la responsabilité de la révolte de son fils.

Le siège d'un château-fort ou d'une enceinte consistait alors à envelopper la place pour empêcher son ravitaillement,

puis à l'aide de diverses machines on frappait les murs soit avec des blocs de pierre, soit avec des béliers, jusqu'à ce qu'on ait produit une brèche; en même temps, des ingénieurs construisaient des tours en bois qui, par des manœuvres de force étaient amenées auprès du point d'attaque; dans ce but, on comblait les fossés devant cette partie des remparts. Des guerriers hardis montaient au sommet de la tour, et pendant que des archers ou des arbalétriers éloignaient les assiégés, on s'efforçait de prendre pied dans la place.

Henri II n'eut pas besoin de détruire l'enceinte de Limoges. Lorsque Geoffroy et les seigneurs conjurés connurent la mort du jeune roi, ils manifestèrent la plus vive douleur et se laissèrent bientôt aller au plus complet découragement. Geoffroy n'hésita pas à se présenter devant son père; il se jeta pleurant à ses pieds et demanda merci.

Bientôt après, le 24 juin 1183, la ville ouvrit ses portes; le roi fit grâce à son fils, mais il ordonna que le château fût rasé sous ses yeux.

C'est alors que Richard et Alphonse se dirigèrent vers Hautefort, pendant que Henri II et quelques fidèles chevaliers suivaient de loin le gros de l'armée, escortant les machines de siège et recevant la soumission des seigneurs révoltés.

La colère du roi s'apaisait devant les témoignages de sympathie qu'il rencontrait partout sur son passage; mais son ardent désir de vengeance se concentrait de plus en plus sur le château d'Hautefort et sur Bertrand de Born, qu'il regardait à juste titre comme ayant été le mauvais conseiller et le mauvais génie de son fils. En ordonnant à Richard d'aller le surprendre et l'attaquer dans son repaire, il lui avait fait jurer de ne pas abandonner la place sans s'être emparé de la forteresse et du châtelain.

Le 29 juin, Richard et Alphonse II arrivèrent sous les murs d'Hautefort; le château s'élevait sur le même emplacement qu'aujourd'hui, il était par conséquent protégé par les mêmes défenses naturelles, les mêmes escarpements et les mêmes fossés, mais il était en outre enfermé dans un mur d'en-

ceinte très élevée et très épais. Une tour et un vaste donjon composaient le centre de cette forteresse, qui passait alors pour imprenable.

Bertrand de Born était rentré dans son château depuis quatre ou cinq jours à peine, lorsque l'arrivée des ennemis fut signalée, mais il n'avait pas perdu son temps.

On était au moment des moissons; il avait fait porter dans l'enceinte d'Hautefort toutes les récoltes des seigneurs conjurés du pays environnant.

Lorsque le duc de Guyenne et le roi d'Aragon arrivèrent devant la citadelle, ils trouvèrent les champs sans récoltes, et les châteaux du voisinage dépourvus de toutes les ressources utiles en temps de guerre.

La ligue de la paix et trêve de Dieu, organisée par les évêques dans tous les diocèses de France, pour combattre et anéantir le terrible droit de guerre privée, était alors à l'apogée de sa force; grâce à l'impulsion de l'évêque Frotaire, le Périgord était entré l'un des premiers dans ces vues généreuses (1).

Le roi Louis-le-Gros avait accepté cette organisation telle que l'Eglise l'avait faite; il en était devenu le véritable chef dans son royaume; bientôt après, en 1137, le roi d'Angleterre, Etienne, l'avait à son tour reconnu dans ses états.

Richard Cœur-de-Lion adopta sans hésiter cette magnifique institution, que l'on doit regarder comme le principal événement du ^x^e siècle, et dès qu'il montera sur le trône, imitant les exemples de Louis-le-Gros et d'Étienne, il sanctionnera toutes les prescriptions des conciles à l'égard de la paix et trêve de Dieu, par un acte solennel que l'histoire a conservé.

En vertu de ces prescriptions, les agriculteurs, les marchands, leurs maisons et tout ce qu'elles renfermaient étaient à l'abri des réquisitions de guerre.

« Si deux seigneurs, écrit M. E. Sémichon, si deux princes guerroyaient, ils ne pouvaient, même chez leurs ennemis, attaquer ni les choses sain-

(1) Sémichon, *La paix et la trêve de Dieu*, t. I, page 10.

tes, ni les clercs, ni les gens de travail, ni les commerçants, ni les laboureurs, ni leurs possessions. Le fléau de la guerre était limité aux chevaliers, à leurs soldats gagés, à leurs châteaux, à leurs instruments de guerre ; et les hommes de Dieu ou de travail pouvaient vivre en repos chez les seigneurs en guerre, à côté de la destruction et du carnage. »

Celui qui tuait, brûlait, détruisait ou volait, manquait aux lois de l'Eglise et aux serments donnés. Il s'exposait à de terribles représailles, car le peuple, fort des droits de sa vaste et puissante association, se serait immédiatement soulevé avec l'assistance des évêques, contre tout chef d'armée qui aurait violé la paix de Dieu.

Henri II et Richard étaient trop habiles pour s'exposer à une pareille éventualité.

Cependant le château d'Hautefort était à peine investi, que déjà les Aragonais commençaient à se plaindre de l'insuffisance de leurs subsides.

Alphonse II était un brillant poète, dont tous les troubadours chantent les louanges, à l'exception cependant de Bertrand de Born, qui a porté sur sa conduite royale et sa conduite privée les jugements les plus sévères ; il avait contre lui des griefs très légitimes.

Le roi d'Aragon, manquant de vivres pour son armée, pensa qu'en sa qualité de protecteur et d'ami des poètes il pouvait en toute confiance s'adresser au châtelain d'Hautefort ; ne mettant pas en doute la générosité chevaleresque du troubadour périgourdin, il lui envoya des messagers pour lui demander des secours.

Bertrand reçut, avec une étonnante courtoisie, les émissaires d'Alphonse, et donna généreusement les vivres nécessaires à ses ennemis ; par une lettre adressée au roi d'Aragon, il le pria à son tour d'obtenir de Richard que les machines de siège fussent déplacées, car on paraissait vouloir démolir une partie du mur d'enceinte ébranlé déjà dans une autre attaque.

Alphonse II trahit la confiance du troubadour. A peine les vivres d'Hautefort étaient-ils distribués, que déjà les béliers étaient dressés devant le point faible des remparts.

Bertrand de Born assistait impuissant et furieux à la brèche qui s'élargissait ; il se vit bientôt dans la cruelle nécessité de demander merci, et, le 6 juillet 1183, il se rendit à discrétion. Le noble troubadour, qui savait exprimer avec une poésie merveilleuse tous les sentiments de son âme, adressa le *sirventès* suivant à Richard Cœur-de-Lion :

« Non, bien que j'aie perdu la partie, je ne me décourage pas jusqu'à ne plus chan'er et ne plus m'égayer, jusqu'à ne plus m'efforcer de reconquérir Hautefort, que j'ai dû livrer au comte de Poitiers, puisqu'il l'a voulu.

» Pour demander merci, je suis allé au-devant du comte, et le comte, en me faisant grâce, m'a retenu pour m'embrasser. S'il n'écoute pas les calomniateurs, il ne me fera pas souffrir d'avantage, quoi qu'il l'ait bien juré l'an passé.

• Envers moi se sont parjurés les trois palatins, les quatre vicomtes du Limousin, les deux efféminés du Périgord, les trois comtes sours d'Angoulême, Centule, Gaston, tous les barons qui m'avaient donné leur parole, le seigneur de Dijon, le comte Breton et le sire Raymond d'Avignon. Jamais un seul d'entr'eux ne m'a rendu service.

» L'ami qui ne me rend pas service n'a pas pour moi plus de valeur que l'ennemi qui ne me fait aucun mal. Dans l'antique moutier de Saint-Martial, de nombreux seigneurs m'ont engagé leur parole sur un missel. Chacun d'eux m'a promis qu'il ne ferait aucun accord sans moi, et puis ils n'en ont pas tenu compte. Cela n'est certes pas bien ; je le déclare par ma foi.

» Mais si le comte est avenant pour moi, s'il se montre généreux, dans la défense de mes intérêts, je serai toujours vaillant pour lui, fidèle comme l'or, humble et dévoué. Qu'il fasse donc avec moi, ainsi que fait la mer. Lorsqu'il tombe dans les flots un objet de valeur, la mer le garde pour elle ; mais elle rejette sur le sable ce qui ne peut lui servir à rien, ainsi faut-il que le baron obtienne grâce, et si le comte a pris, il voudra bientôt rendre.

• Je veux demander au comte que ma maison me soit par lui remise à garder ou qu'il me la donne en toute propriété (1). Tous les barons se sont montrés traitres envers moi, je ne pourrai pas rester avec eux sans discussions. Le comte peut facilement me gagner à sa cause, et vers lui je reviendrai pour le servir et l'honorer ; je ne voulais pas le faire avant que le sieur Aymar ne m'ait abandonné.

(1) C'est-à-dire qu'il me rende Hautefort comme fief ou comme alleu.

« Dame au cœur jaloux de promettre et de donner, puisque vous ne voulez pas me recevoir, accordez-moi du moins un baiser, vous pouvez ainsi me rendre encore heureux et, si Dieu me protège, me guérir de toutes mes douleurs. »

VI

Dans ce XII^e siècle, si souvent qualifié de barbare, la poésie exerçait sur l'esprit et sur les décisions des princes une influence étonnante.

Emu par l'accent d'humble soumission de Bertrand de Born, Richard se laissa fléchir ; mais il avait juré solennellement à son père de se montrer intraitable, et ne voulant pas violer son serment, il fit conduire le sire d'Hautefort prisonnier auprès du roi. Il est bien vraisemblable que les messagers du duc portaient quelques paroles de bienveillante intervention en faveur du malheureux vaincu.

Bertrand se rendit compte du succès de sa démarche, et dans un nouveau *sirventès* adressé à Geoffroy, duc de Bretagne, il s'efforce d'obtenir aussi son concours auprès d'Henri II. Il appelait Geoffroy du nom de Rassa.

« Rassa, ce sont eux les seigneurs, les chefs de compagnie, les barons de la contrée, qui les premiers ont accepté la paix dont je veux vous parler. S'ils ont fait un pas avec vous, de quel crime suis-je coupable, moi qui n'ai pas recouvré ma terre ?

« Nous sommes ainsi trente guerriers, tous à la cape trouée, tous seigneurs et co-propriétaires, agissant par amour de guerre acharnée, qui n'avons jamais reçu d'argent, mais bien force coups d'épée bons à faire entrer le métier dans notre poitrine toujours exposée.

« Puis, ils me laissent derrière, les braves comme les poltrons, après m'avoir mis en la mêlée ; et quand ma terre est ravagée, brûlée, désolée, ils me disent, ces gens de Turenne, de faire valoir mes droits, s'il me plait.

« Jamais ne s'enrichit le portier qui tient sa porte close ; ainsi feront dorénavant les arbalétriers, puisque la paix sera dans le pays et qu'on ne donnera plus de solde. Ce seront les chiens et les lévriers du comte, qui dorénavant auront ses faveurs. L'autour et le faucon, le cor et le tambour, les braques et les limiers, les arcs et les flèches barbées, les pour-

points et les capes fourrées ; les bottes de Salisbury ne seront plus d'aucun usage.

« J'ai cherché depuis Montpellier jusqu'à l'Océan salé, et je n'ai pas trouvé un seul baron dont la valeur fût irréprochable. Il n'en est pas dont la prouesse ne soit tachée en quelque quartier ou sur le milieu de l'écu. Un seul plaisait sur toutes ses faces, c'était... le jeune roi. »

Bertrand de Born s'était assuré d'avance, par cette diplomatie poétique, l'appui de Richard et de Geoffroy, lorsque, arrivé dans le camp de Henri II, il fut amené captif devant le roi.

Le vieux monarque reçut Bertrand sous son pavillon, et lui témoigna dès son approche la colère dont son âme était abreuvée ; mais le voyant pâle et tremblant il lui dit :

« Tu t'es vanté de n'avoir jamais besoin de la moitié de ton bon sens.

« C'est vrai, répondit Bertrand, je l'ai dit, et quand je l'ai dit, c'était la vérité. »

« Il me semble cependant, reprit le roi, que tu n'en as pas aujourd'hui plus qu'il ne t'en faudrait. »

« Vous l'avez dit, sire, il me manque aujourd'hui cruellement. »

« Où l'as-tu donc mis ? demanda le roi. »

« Ah ! seigneur, répondit en pleurant le troubadour, le jour où le jeune roi, votre fils si valeureux a rendu l'âme, j'ai tout perdu, le savoir, le bon sens et l'esprit. »

Et se laissant aller à toute sa douleur, Bertrand fondit en larmes.

Le roi, profondément troublé par l'habile réponse du troubadour, et tristement ému par le témoignage d'amour qu'il donnait à son fils, se pâma tout à coup de douleur. Ses serviteurs s'empressèrent autour de lui, et lorsqu'il reprit ses sens, il aperçut dans le coin de sa tente Bertrand qui pleurait toujours.

« Ah ! lui dit-il, mon fils vous aimait plus que personne au monde, et moi, par amour pour lui, je veux vous rendre tout ce que vous avez

perdu : la liberté, vos terres, Hautefort. Je vous donne en plus cinq cents marcs d'argent pour relever les murs de votre château.

Bertrand se jetant aux pieds du roi, lui dit :

« Comment, sire, vous me rendez Hautefort ?

» Oui, lui dit Henri II, tu l'avais par félonie, tu l'auras dorénavant par juste titre. »

« Grand merci, seigneur, reprit Bertrand, bien me plait votre jugement.

Il n'oublia pas de faire reproduire cette sentence sous un titre régulier ; et il remercia le roi dans un *sirventès* dont voici la première strophe :

« Non, je ne suis pas pressé de faire un *sirventès* ; mais je le fais sans aucun regret. Mon esprit et ma verve ont retrouvé toute leur libre allure, depuis que j'ai reconquis mes avantages et que j'ai eu le bonheur de conjurer tous mes dangers ; je le sais aujourd'hui, le comte et le roi ne me feront aucun dommage..... »

Ainsi finit, par un acte de royale clémence, la dernière révolte d'Henri Court-Mantel ; mais la générosité des deux princes ne devait pas empêcher Henri II et Richard Cœur-de-Lion de mourir l'un et l'autre victimes de nouvelles insurrections.

R. DE BOYSSON.



LA MARQUE DE FRANÇOIS TEXIER,

IMPRIMEUR A PÉRIGUEUX.

Nous avons essayé de faire connaître en quelques pages récentes (1) la vie et les travaux du premier typographe établi à Périgueux, Jehan Carant.

A ce père de l'imprimerie périgourdine succéda Jehan Texier, dont le nom figure honorablement, de 1511 à 1531, parmi les prud'hommes de la ville de Périgueux.

On lui attribue avec vraisemblance l'impression du *Manuel* ou rituel du diocèse. D'après le canoniste Gibert, qui le cite plusieurs fois dans son *Histoire de l'Église sur le sacrement de mariage* (1725), cet ouvrage aurait été imprimé en 1509, sous l'épiscopat de Geoffroy de Pompadour. Tout porte à croire que c'est le rituel que possède la bibliothèque de Périgueux : malheureusement les soixante-huit premiers feuillets manquent à cet unique exemplaire, relié aux armes de Macheco de Prêmeaux.

François Texier devait continuer avec succès les traditions paternelles. C'est lui qui, en 1536, a publié cette grammaire d'Itier, dont on n'a encore indiqué que le titre, et a donné une seconde édition du rituel, avec les corrections et les changements reconnus nécessaires. Il a d'ailleurs qualifié ainsi lui-même le nouveau rituel destiné au diocèse : *Accuratè castigatum ac emendatum multis aliisque officiis de novo additis*.

Il n'est point douteux que Foucaud de Bonneval n'ait été

(1) *Maître Jehan Carant, prototypographe de la ville de Périgueux*. Paris, imprimerie Fommarty, 1893, in-8°. Aux renseignements complémentaires que nous avons fournis sur les descendants de Jehan Carant (*Bulletin*, XX, 362), on peut ajouter que Héliès Carant fut en 1540 un des huit prud'hommes de Périgueux, et que Pierre Carant siégea parmi les bourgeois et marchands au conseil général qui, le 23 février 1582, reconnut les services rendus à la ville par son maire Chilhaud des Fieux.



C Manuale seu instructo-
 rium curatorū continens sa-
 cramenta ecclesie et modus
 ea administrandi cum pluri-
 bus aliis documentis.

*Ex Libris
 Congregationis Missionis*

Domus

Cenomanensis



vide

Missae folio CXI.

(anonam



l'initiateur de cette publication. Ce prélat, qui fut un bienfaiteur de Périgueux, aimait à propager par l'imprimerie les livres utiles à son clergé. Six ans auparavant, étant évêque de Bazas, il avait fait imprimer un bréviaire à l'usage de ce diocèse par le limousin Claude Garnier. Il prépara aussi pour le Périgord un *Missel*, dont l'existence nous a été révélée par le catalogue de la bibliothèque de M. de Prémeaux ; l'impression en fut achevée quelques mois après sa mort (1541).

Le rituel de Périgueux a joui d'une certaine réputation. Dans son *Traité des superstitions qui regardent les sacrements*, J.-B. Thiers lui a emprunté divers passages, notamment au sujet de l'usage répandu en Périgord, de bénir du vin aux baptêmes et mariages et d'en faire boire aux enfants nouvellement baptisés, ainsi qu'aux fiancés. Le théologien de Vibraye ne range point parmi les superstitions ces cérémonies, qui ont été depuis retranchées des anciens rituels, où l'ignorance et la simplicité de leurs rédacteurs avaient introduit plus d'une singularité. Les recommandations à faire au prône sont exposées en patois dans ce manuel, dont un exemplaire, ayant appartenu aux missionnaires du Mans, est aujourd'hui l'une des curiosités de la bibliothèque publique de cette ville, où il est catalogué sous le n° 1314.

Ce volume se distingue par sa belle impression en caractère gothique, rouge et noir, format in-4°. Il renferme 119 feuillets chiffrés. Au verso du 109°, au bas d'une gravure sur bois à plusieurs compartiments, représentant le voyage des mages guidés par l'étoile et l'offrande de leurs présents à l'Enfant Jésus, se trouve l'achevé d'imprimer, qui est à la date du 23 avril 1536.

Grâce à M. Claudin, il nous est permis d'apprécier le talent typographique de François Texier, ainsi que celui de Carant. Le savant libraire parisien, en échange de précieuses communications faites par M. Cailliac, a envoyé à notre bibliothèque municipale quelques photographies des premiers spécimens de notre imprimerie locale.

Notre obligé confrère M. Durand a bien voulu reproduire pour nous le frontispice et le titre du rituel de

1536, dont nous sommes heureux de mettre le double dessin sous les yeux de nos lecteurs.

C'est au-dessous du titre : *Manuale seu instructorium curatorum : continens sacramenta ecclesie et modus ea administrandi cum pluribus aliis documentis*, que se trouve la marque de François Texier. Elle consiste en une grande et belle fleur de lys, tirée en rouge, d'où sortent des branches au haut desquelles sont posés deux oiseaux de chaque côté. Au milieu des ornements qui en décorent le bas sont les initiales de notre imprimeur : F. T.

Le tout est entouré d'un encadrement xilographique très ornementé, où l'on peut voir, d'un côté, Eve chassée du paradis par l'ange, neuf figures de saints et de saintes ; et, au-dessous de la marque de l'imprimeur, Jonas vomé par la baleine.

A ce frontispice nous joignons le dessin du titre principal du manuel, au-dessous duquel Texier a représenté la scène de la Nativité du Sauveur dans l'étable de Bethléem, gravure dont la touchante et naïve simplicité est de nature à donner une idée avantageuse de l'habileté de notre troisième typographie.

Jusqu'à ce jour, l'on ne connaissait d'autre marque typographique de Texier fils que celle tirée en rouge sur le rituel de la bibliothèque du Mans. Nous en signalerons une seconde, tirée dans la même forme et de la même manière, mais en noir, cette fois, sur un petit opuscule, que M. Durand a découvert à Bergerac dans les gardes d'un vieux livre. Elle figure en tête d'un poème latin du carme Baptiste Mantouan sur le martyre de sainte Lucie.

Cette plaquette de huit pages petit in-8° est intitulée : *F. Baptiste Mantuani carmelite theologi dive Lucie agon*. Le bas de la première page a été malheureusement coupé avec des ciseaux qui ont probablement ainsi fait disparaître la date de cette publication jusqu'alors ignorée.

La découverte de ce nouveau produit des presses de François Texier ajoutera une page intéressante à l'histoire de l'imprimerie périgourdine.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

Manuale seu instructoriū curatorū: continens sa-
 cramenta ecclesie. Et modū ea administrādi. Cum plu-
 ribus alijs documentis. Unde habetur in legenda pa-
 tris nostri sanctissimi Frontonis apostoli: qui fuit pri-
 mus episcopus Petragerarū: q̄ christus sepeliendo
 Martham hospite suam: cum dicto sancto Frontone.
 Ipse tenebat codicē in manu: faciendo officiū sepultu-
 re dicte sancte Marthe: ad denotandū q̄ nos debem⁹
 semper habere libzū istuz faciēdo officiū: q̄ memoria ho-
 minis labilis est: vt habetur in actibus apostolorū. pri-
 mo capitulo. Incepit iesus facere: et docere.



LE CHATEAU D'HAUTEFORT

AU XVII^e SIÈCLE,

AU POINT DE VUE ARTISTIQUE ⁽¹⁾

(Suite.)

IV. — 1587. Devis des ouvrages de peinture.

Qu'il convient faire *pour monsieur Descars*, en sa maison, scize en Périgort, appelée *Essidel* (Excideuil).

Et premièrement, fault peindre le plancher ou plat fondz de quatre chambres, cabinets ou garde-robbes de la grandeur de 16 thoises de long, icelle peinture faire d'azur, d'or et d'autres couleurs bonnes, fines, plus ezquises que faire ce pourra.

Item, de faire la peinture en chacune des dictes chambres d'une frize de crotesque tut autour d'icelle chambre, jusques à la tapisserye. Aussy icelle peinture faicte de bon or et bonnes peintures fines et mectre de l'azur partout où mestier sera.

Item, de peindre aussy de bonne peinture fine une chapelle voultée de vingt pied de large et trente de long, icelle voulte peinte d'azur et semée d'esthoiles d'or ou d'argen, selon qu'il sera advisé, et faire approchans du naturel, quatre evangelistes, avec quatre aultres saints qui seront mis et paints dedans la dicte voulte : les dictes figures pintes et enrichies d'or es lieux et endroicts que besoing sera.

Item, de peindre tout le tour de la muraille de la dicte chappelle, aussy en bonne et fine peinture, *de l'Histoire de la passion de nostre Seigneur*, et y mectre de l'or, aussy où besoing sera, comme au bordure des acoustremens dedans, de costés, et autres lieux.

Item, de peindre aussy les planchers des autres chambres de la dicte maison aux dicts lieux et endroictz qui seront monstrez à l'ouvrier cy-aprez nommé, aussy en bonnes peintures, peindre(?) ensemble les fenestres et portes des dictes chambres, suyvnt les peintures qui ont esté monstrez au dict ouvrier, et qui sont deppeinz en la maison de monsieur le conte

(1) Voir les livraisons du *Bulletin* de septembre-octobre 1893 et janvier-février 1894.

de Maulevrier, sise en ceste ville de Paris, et ce, jusques à telle quelles qu'il semblera au dict s^r Descars.

Fut présent, Sept Du Fossé, m^e peintre à Rouen, demeurant de présent ès dict faulxbourgs de Saint-Germain-des-Prés, rue du Four, près l'église Saint-Sulpice, qui en recognoit et confesse avoyr promis et promet à hault et puissant seigneur messire François comte Des Cars, chevallier des ordres du roy, conseiller en ses conseil d'Estat et privé, cappitaine de cent hommes d'armes de ses ordonnances, estant de présent logé rue des Petitz-Champs, paroisse de Saint-Eustache, à ce présent, le dict acceptant de faire et parfaire bien et deuement, au dire d'ouvriers et gens à ce congnoissans, tous et chacuns les ouvraiges de peinture préveuz et déclairez au devys cy-dessus escript, et ce, en la maison dudict s^r comte devant desclairé, avec des peintures, matières et estoifes y spécifiez, desquels le dict Du Fossé promet livrer à ses despens bonnes, loyales et marchandes et fines, jouxte et conformément aux peintures et pourtraitz qui sont mis es mains du dict Du Fossé, et qui ont esté paraphez par son prédécesseur *ne varietur* et remplir les murailles et cing de devises et histoires en peintures d'or et asur *sy* les trées (*sic*) de telles devises qu'il plaira au dit s^r.

Ceste promesse et marché faictz, assavoir, pour la peinture des 4 chambres et cabinetz ou garderobbes premiers déclairez, de la somme de 50 escuz d'or sol ; et où il se treuvoit plus grande quantité que le nombre des choses cy-dessus déclairez, le dict Du Fossé en sera païé par le dict s^r conte, au prorata du pris susdict. Aussi, s'il y avoit moins de longueur ou largeur, en desduire et rabatre à icelluy Du Fossé aussi au prorata dudict pris.

Et pour la peinture de la chappelle, telle quelle est devisée cy-dessus, de la somme de 70 escuz d'or sol.

Et pour les planchers de chacune des aultres chambres que le dict s^r conte fera peindre et vernir, à raison de 5 escuz sol, pour chaccune travée d'icelluy plancher, y compris les fenestres et portes d'icelles.

Sur lesquelz pris, le dict s^r comte Descars a payé et avancé au dict Du Fossé, et que de luy a confessé et confesse avoir eu et receu en plusieurs sommes, premièrement, de la somme de 30 escuz d'or sol, et icelle baillée en pareille espèces d'escuz, le tout en or et le reste à quoy se montera les dictz ouvraiges le dict s^r Descars a promis promet et bailler exprès au dict Du Fossé à feur et mesure qu'il travaillera à iceulx et qu'il en aura affaire pour commencer à iceulx, il promet partir de dans le jour de lundi prochain et faire en sorte qu'il soit au lieu et maison du dict s^r conte devant déclairez, dedans le 20^e jour de ce présent moys, et besongner à iceulx ouvraiges sy fort et incóntinant

qu'il sera arrivé, luy et peindre la dicte besougne sans discontinuer, jusques à plaine exécution d'icelle.

A ce faire, vint et fut arresté Jehan Lescuyer, garde des fossaires (*faussaires*) qui sont conduitz et menez ès galères du roy, demeurant faulxbourg de Saint-Germain-des-Prés, près l'église de Saint-Sulpice, duquel s'est constitué et constitue pleige et caution et respondant pour le dict Du Fossé, pour la dicte somme de XXX ^{vv} (30 écus) d'or sol pour luy payé et avancé, pour icelle rendre et restituer audict s^r conte, ou faulte y avoir de faire les dicts ouvraiges, et n'en commencer, et ayant ledict Du Fossé faict desdits ouvraiges, jusques à la concurrence de la dicte somme sera et demeure le dict Lescuyer quite et deschargé de la présente promesse et obligation, promet et le dict Du Fossé son temps, etc. (*sic.*)

Faict et passé en la maison du dict s^r conte Descars, devant déclairé, le 5^e jour de mars mil V^e IIII ^{xx} sept (1587), avant midy.

Double. Ledict Lescuyer déclarant ne savoir escrire n'a signé.

Signé DESCARS, DE BRIQUEL, LEROY.

Et à côté, en guise de signature, une sorte de cartouche accosté et garni d'initiales : S. D.

Original, pièce en papier, du chartrier de M. le duc Des Cars, au château de La Roche de Brand, près Poitiers. Ce chartrier a été naguère transféré au château de Sourches, dans le Maine.

V. — Inventaire des cloches par Jean d'Hautefort, 1530 (1).

C'est l'inventaire du nombre des cloches et prix du métaill d'icelles, trouvées et estants aux esglises paroissielles et aux cy dessous escriptes

(1) M. Villepelet a eu l'aimable attention de nous faire remarquer que d'après M. Berthelé, *Revue poitevine et saintongeaise* du 16 juin 1894, cette date est inexacte. Le document a été dressé entre les années 1559 et 1563 en vue d'une razzia à faire par les protestants pendant les guerres de religion.

Malgré l'assertion de M. Berthelé, nous ne nous croyons pas autorisé à changer la date par nous transcrite sur le document et sur deux autres inventaires analytiques qui le rappellent.

Nous avons de plus sous les yeux, pour les années 1533, 1534, 1538, des mentions d'autres missions données par le roi au même Jean d'Hautefort, son gouverneur, en vue, par exemple, de l'établissement des garnisons en Périgord et Limousin, etc.

en commencé faire par nous Jean d'Hautefort, seigneur du dit lieu et de la Mothe, gouverneur pour le roy de Navarre en ses comté de Périgord et viconté de Lymoges, commis et député à faire le dict inventaire par Mr le sénéchal de Périgord, comme il appert par nostre commission en dacte du 23^e jour de novembre dernier (au dos, 1530), signé : Guy de Chabot ; Jay, greffier (1).

Et 1^e la *chastellenie* d'AUBEROCHE :

Appartenant au roy de Navarre,

En la paroisse et esglise paroissielle *Du Change*, ont esté trouvées 4 cloches ; la plus grande du poids de 20 quintaux de métalh ; la 2^e de 3 quintaux ; la terce de 2 quintaux et la quarte du poids de 80 livres ou environ, comme ont certifié et attesté M^e Gabriel Foucaud, Guillaume Laborde, Gabriel Gontrand, Mathieu d'Abzac, et Estienne Dudy, scindicqs et habitants de ladite paroisse (2).

Lesquelles cloches et métalh d'icelles, les dessus m'ont promis mener, porter et conduire en la ville de Périgueux, ou ailleurs où sera le bon plaisir du roy, nostre sire, toutes fois que par le dict seigneur ou commissaire d'iceluy leur sera commandé, soubz obligation de leurs personnes et biens, comme il appert par instrument reçu par Mespoldè, greffier de la juridiction d'Auberoche. Prix, 80 livres, en marge. [Montant de l'indemnité, évidemment.]

En la paroisse de *Lumeyrac*, a esté trouvé 3 cloches ; la plus grande, du poids de 2 quintaux et 1/2 ; la 2^e du quintal et 1/2, et la tierce du

(1) Archives de M. le marquis et de M^{me} la marquise de Cumont, à la Roussière, près Coulonges, liasse 21, n^o 31 du fonds d'Hautefort ; car le chartrier se divise : 1^o en fonds de Cumont, pour le Maine ; 2^o en fonds Champien, de Picardie pour les d'Humières, etc. ; 3^o en fonds d'Hautefort pour les d'Hautefort et les Damas. Ce trésor de vieux titres est assorti d'une triple bibliothèque.

(2) Malgré nos recherches, nous ne savons quelle suite fut donnée à cette réquisition pour la défense du pays, qui, on le voit, et à notre grande surprise, avait devancé la main mise de la grande Révolution. Nous n'avons trouvé aucune autre pièce relative à cette affaire, probablement demeurée à l'état de projet. Cette liste nous montre le groupement par châellenies, etc, les fabriciens en exercice, et révèle l'importance respective des paroisses et des clochers qui se mesure encore d'ailleurs au nombre et à l'ampleur des cloches. M. Berthelé, naguère archiviste à Niort, s'est beaucoup occupé des fondeurs et des inscriptions de cloches en Poitou et ailleurs. On trouvera aussi des indications de ce genre pour le Bas-Limousin dans les plaquettes de M. l'abbé Poulbrière et dans celles de M. le baron de Rivière, pour l'Albigeois.

poids de 2 quintaux, comme ont certifié et attesté moyenant serment, Pierre Migou, Léonard Bonelye, Bernard Chartroule, Pierre Martin, Denis Balande et Guillaume Chambrays, qui ont promis (1) les dites cloches porter et conduire comme dessus, comme appert par l'obligacion reçue par le dit Mespolède... 6" (6 livres.)

En l'esglise paroissielle de *Montaignac*, etc., 2 cloches, l'une du poids de 6 quintaux de mestailh, l'autre de 4 quintaux, comme ont certifié, Antoine Laval, Antoine, dit *lou Petit*, et Bertrand de Platz, Pierre Bernard et Guillaume Faulcon, scindicqs et habitans de la dite paroisse qui ont promis comme dessus..... 10".

En l'esglise paroissielle de *Saint-Anthoine*, a 2 cloches, du poids toutes 2 de 4 quintaux de métalh... Attestation de M^e Antoine de Glane, Jean de Glane, Pierre Audy, Jeannot du Breuilh, et Jean Amelyne, habitants du dict..... 4 liv.

: En l'église paroissielle de *Blis*, 3 cloches du poids de 8 quintaux de métalh, certifié par M^{rs} Guillaume Mihoc et Hélyes Seguy, notaires; Mathieu Chinaguet et Reynaud du Mas, habitants de la paroisse.. 8 liv.

En la chapelle de *Born*, annexe de Blis, s'est trouvé 2 petites clochettes du poids d'un quintal de métalh chacune.

En l'esglise paroissielle *St-Crespin*, 3 cloches : la 1^{re} de 20 quintaux, la 2^e de 6 et la 3^e de 4..... 30 liv. argent.

En la paroisse d'*Eyliac*, 4 cloches dont une de 20 quintaux; deux de 3 quint. chascune et la 4^e de demi-quintal..... 26 "

Egl. par^{lie} de *Milhac*, 3 cloches : 1^o de 25 quintaux, 2^o de 3 quintaux, 3^o de 2 quintaux..... 30 "

Egl. de *Cubjac*, 3 cloches : de 7 quintaux, de 3 et de 2 quint. 12 "

Egl. par^{lie} de *St-Pierre-de-Chignac*, 2 cloches, de 6 et de 5 quintaux..... 11 "

(1) Nous devons consigner ici une réflexion qui nous vient, à savoir que ces noms de petits propriétaires cultivateurs sont presque tous de la Corrèze : *Bonélye* et *Chartroule*, d'ALLASSAC; *Balande*, des environs de SEILHAC, jadis Bertlandus; Chambrays, de CHAUMEIL. Nous savons par des reconnaissances féodales et par ailleurs, qu'après diverses périodes des guerres anglaises, le Périgord attira du Bas-Limousin des emphytéotes qui vinrent y prendre à rente ces vignobles (abses) incultes et ruinés, les remettre « à bastizon chaude », comme on disait à Bellac, en 1500, c'est-à-dire y rebâtir et garnir de cheptel à leurs frais en payant peu de rente au début naturellement, au seigneur appauvri lui-même, qui les encourageait par là à devenir ses tenanciers et à peupler sa terre dévestie.

En la *chastellanye* d'EYSSIDEUIL, qui appartient au roy de Navarre :

En l'esgl. par^{lie} de *St-Thomas*, dans la ville d'*Eyssideuil*, il y a 3 cloches : la 1^{re} de 12 quint., la 2^e de 7, la 3^e de 3 quint..... 22 "

Esgl. par^{lie} de *St-Meard* : 3 cloches : 1^o de 18 quint. et les 2 autres de 4 quint. chascune..... 26 "

comme l'ont attesté M^e Simon Giroudou, presbtre vicaire dudit, etc.

Esgl. par. *St-Raphael* : 2 cloches, de 6 et de 4 quint..... 10 "

Esgl. *St-Martial* : 3 cloches, dont 1 de 4 quint. et 2 de 2 quint. chascune..... 9 "

Esgl. de *Preyssac*, 4 cloches : la 1^{re} de 3 quint., la 2^e de 2, les 3^e et 4^e de 2 quint. chascune.

La chapelle de *St-Martin-la-Roche*, 1 p^{ie} clochette, pesant 60 livres..... 60 " prix (*sic*)

L'esgl. par. de la *Noailhe*, 3 cloches : 1^o de 15 quint., 2^e de 2, 3^e de 1/2 quint. et 2 petites eschelles (*sic* pour *esquilles*, clochettes) de poix de 1/2 quintal chascune.

Esgl. d'*Anlhac*, 2 cloches de 6 et 5 quint..... 12 "

Esgl. par^{lie} *St-Panthaly-d'Exideuilh*, 2 p^{ies} cloches de 2 quint. chascune..... 1 "

certifié par F^{ois} Du Puy escayr (escuyer) s^r de Trignonan.

Esgl. par. de *Colaures*, 4 cloches de 14 quintaux toutes 4.... 14 "

Esgl. par. de *Dussac*, 3 p^{ies} cloches de 8 quint. toutes 3.... 8 "

Esgl. par. *St-Vincens*, 2 cloches de 10 quint. et 1/2 toutes 2.. 3 "

Chastellanye d'ANS, appartenant au roy de Navarre :

Esgl. par. de *La Boyssière*, a cloches, poisans toutes ensemble 20 quint..... 20

Esgl. par. de *St-Orsse*, 4 cloches pesant 35 quin. toutes 4.... 35 "

Esgl. par. de *Montbayol*, 1 p^{ie} cloche de 2 quint..... 2 "

Esgl. par. de *Guabilhou*, 1 cloche de 5 quint..... 5 "

Esgl. par. de *Chorgnac* (Chourgnac), 2 petites cloches, chascune de 1 quintal..... 2 "

Esgl. du *Temple-Lacguyon*, 2 petites cloches d'1 quintal et 1/2, toutes 2..... 1 "

Esgl. par. de *Granges*, 4 cloches : 1^o de 40 quin., 2^e de 4, 3^e et 4^e de 1 quin. chascune..... 16 "

Esgl. par. de *La Chapelle-St-Jehan*, 2 petites cloches de 3 quin., toutes 2..... 3 "

Esgl. par. de *St-Rabier*, 5 cloches : la 1^{re} de 10 quin., 2^e de 5, 3^e une eschine du poix de 40 livres, 4^e une autre petite de 4 livres (*sic*), 5^e et une plus petite, du poix de 1/2 livre..... 16 "

Esgl. par. du *Cern*, 3 cloches : 1^{re} de 17 quin., 2^e de 2 quin. et 1/2, 3^e de 1/2 quin..... 21 "

Les chastellanies d'AUTEFORT, THENON et LA MOTHE :

Esgl. par. de *St-Anyen-d'Autefort*, 3 cloches : la grande de 20 quin. et 2 de 2 quin. chacune..... 24^{te}
selon attestation de maistre Gabriel Pasquet, notaire, M^o Jⁿ Lacoste, n^{ro}, M^o P^{re} de Lage, presbtre, etc., habitants de la paroisse, et ont promis porter, mener et conduyre le métal où le bon plaisir du roy sera.

Esgl. par. de *Nailhac*, 3 cloches : 1^o de 14 quin., 2^o et 3^o de 2 quin. chacune..... 18 "

L'esgl. du *Temple de Laigue* (Le Temple-de-l'Eau), 2 cloches, d'1 quintal et de 1/2 quintal..... 2 "

En la chappelle de *St-Eloy-d'Autefort*, 2 petites cloches de 2 quin. 1/2, toutes 2 (en tout).

En la chapelle *St-Jean-d'Autefort*, 1 petite clochette de demi quintal..... 2 "

En l'esgl. par. de *Charves*, 2 cloches : 1^o de 3 et 2^e de 2 quin. 5 "

Au *mostier de Cubas*, une petite cloche d'un quintal et une autre petite campane pour les religieuses, de 30 livres..... 30 "

En l'esgl. par. du dict lieu, 2 petites cloches d'un quintal chacune..... 2 "

En l'esgl. de *La Noailhete*, 2 cloches, de 3 quin., toutes 2..... 3 "

En l'esgl. par. de *St-Martial*, 2 cloches de 1/2 quint..... 4 "

En l'esgl. par. d'*Abzac*, 4 cloches poisant toutes 4, 20 quint... 20 "

En l'esgl. par. de *Fossemaigne*, 3 cloches, dont l'une de 23 quin., l'autre de 15 et la 3^e de 8, et une petite cloche d'un quintal.

Et en la chapelle *St-Georges-de-Bonneval* (par^{isse} de Fossemagne), 2 petites cloches de 3 quintaux.

En l'esgl. par. de *Thenon*, 3 cloches, poysant toutes 3, 20 quint.

Et en la chapelle *Sainct? au Jarri-Peagier*, 1 petite cloche de 2 quint. (1).

En l'esgl. par. d'*Azirac*, 5 cloches pesant toutes 20 quintaux.

La pièce finit là-dessus. (2).

J.-B. CHAMPEVAL.

(Extraits à suivre.)

(1) Le Jarri-Pigier, entre Thenon et Montignac. Voyez notre récente carte. Ce nom revient à celui de chêne où on levait le péage sur la route. Les souvenirs de fiscalité sont toujours ce qu'il y a de plus vivace.

(2) Comme nous avons cité le sculpteur Branier ou mieux Brunier, il semble urgent de dire qu'on pourra vraisemblablement l'identifier tout-à-fait avec

V A R I A .

POÉSIE SATIRIQUE D'UN PÉRIGOURDIN

DÉCOUVERTE DANS LA BIBLIOTHÈQUE DE PUYRASEAU.

Réponse aux

Il lant en poésie.
Ar teint en cramoisy.
C'est ton malheur qui m'a choisy
Pour l'obiet de ta frenesie ,
Gouiat des soldatz d'Appollon,
Meschant rimeur, bon violon ;
Aujourd'huy ie fairay paroistre
Ton ignorance tout à nu,
Et ie te veux faire cognoistre
Que tu ne m'as pas bien cogneu.

Tes rimes sans art et sans ordre
Monstrent ton peu de jugemant,
Et tu m'aboya seulemant,
Alors que tu pancas me mordre ;
Fat à l'endroit et à l'envers ,
Tez impertinas et sotz vers
Ne méritent pas qu'on les voye.
Ta plume, escrivant sans raison,
N'estoit pas la plume d'une oye,
Elle estoit celle d'ung oison .

Gabriel Brunier, m^e sculpteur, conjoint dès 1683 avec Catherine Degude, habitants vers et probablement à Bellac (Haute-Vienne), B. 34, inventaire en préparation des archives de la préfecture à Limoges. Le même fonds signale à Bellac et environs Joseph Brunier, prieur de Vacqueur, 1690. (B. 37.), etc. Pierre Brunier, s^r de Prozat, marchand (à Bellac, apparemment), 1660, etc..., sans parler de L. Brunier des Coutures, receveur particulier des contributions indirectes à Limoges, en 1819.

Tes conceptions mal conioinctes
Me permettent de m'en moquer.
Tes vers ne peuvent me piquer,
Puisqu'on n'y voit aucunes poinotes,
Petit gentilhomme de foin,
Qui n'as veu Mars que de bien loin;
Affin de te randre plus sage,
Je veux t'advertir pour ton bien
De parler tousiours ton langage
Et ne parler iamais le mien.

Mieux que ces peintres que l'on prise,
Qui faisoient à peyne ung pourtraict,
Tu fais ung tableau d'ung seul traict,
Mais c'est celui de ta sotize;
Ung de tes motz faict asses voir
L'extraict de ton peu de sçavoir;
Tous lez lieux où l'on se renomme
Ne sont pas proches de tes pas
Et ne passes pour honneste homme
Qu'entre ceux qui ne le sont pas.

La couardise est peincte en huile
Sur tous les endroictz de ton corps,
On te prendroit pour le recordz
De quelque gros sergant de ville;
Le fert qui pant à ton costé
A faict veu de virginité,
Mesme aux guerres que faict la France.
Tu crains de l'enrhumer à l'air,
Et sans avoir commis d'offence,
Il faict abstinence de chair.

Franc bourgeois d'ung petit village,
Il fault t'excuser désormais
Si tes piedz ne furent iamais
Où ne peust aller ton courage;
Tu n'es pas né pour la valeur,
Le canon te faict plus de peur
Qu'aux gens de guerre ung escriptoire,
Et tu crains tellement ce nom,
Que si chascung te vouloit croire,
On brusleroit le droict canon.

Une inutile resverie
Constipe tes sens nuict et iour,
Et tu n'as iamaïs veu la Cour
Que celle d'une maisterie;
L'on cognoist à ton entretien
Qu'à la ville tu ne sçais rien
Et qu'aux champs tu sçais peu de chose
Ainsin mal meublé du cerveau,
Dans le temps des métamorphoses,
On eust peu te changer en veau.

Vray diminutif de noblesse,
Tes actions sentent le gueux,
Estant sorty de Perigueux
Sans avoir payé ton hostesse;
Mais toutefois la pauvreté,
Ton meuble d'hiver et d'esté,
Doibt pour toy prandre la parolle :
Le barbier qui feust diligent
A te pancer de la v.....
Eust autrefois tout ton argent.

Lorsque ta rime satirique
M'accuse de quelque default,
Tu crois autrement qu'il ne fault
Et doibz passer pour une clique,
Je confesse que les humeurs
Des pedans qui gastent lez mœurs
Peuvent voir ez moy leur contraire,
Je suis libre, mais vertueux,
Et ne pance iamaïs bien faire
Que quand ie ne fais pas comme eux.

Jay veu le Grand Livre du monde,
Et mez amis seront tesmoings
Que ie lez sers à tout le moins
D'une humeur franche et toute ronde :
Je peux dire sans vanité
Que mes escriptz ont mérité
Quelque louange légitime,
Et cognu des grandz mieus que toy
Ilz ont heu souvant de l'estime
Per celle qu'ilz ont faict de moy.

Au lieu d'avoir l'ame offensée
De tez escriptz mal mesurés,
Je les veux randre tous dorés.
Mais c'est à la chere pencée
Ainsin ie tire à mon profit
Ce que ta mesdisance fist,
Et c'est à tort que ie mesprise
Ta rime faicte de travers.
Le derrière de ma chemise
Est bien redevable à tes vers.

Pour copie conforme :

BON DE VERNEILH.

QUERELLE DE PRÉSEANCE

ENTRE LES SEIGNEURS DE VAUCOCOUR ET DE PLANEAUX

DANS L'ÉGLISE DE THIVIERS.

D'après une information faite par M. Jean Noël, sieur du Gravier, bourgeois, juge royal, civil et criminel en la ville et prévôté de Thiviers, il est dit :

« Aujourd'hui 6^e avril 1694, pardevant nous juge (comme ci-dessus), environ les 9 heures du matin, sur la requizition que nous a faicte Justain, l'un des domestiques du seigneur de Vaucocour, gouverneur de ceste ville, de nous vouloir transporter en son chasteau pour y prandre et requierir sentence et plainte,

» Sur laquelle remonstrance nous, juge royal susdit, nous sommes présenté au domicile de Justain, accompagné de nostre greffier, aud. chasteau de Vaucocour, où estant s'est présenté en personne messire François de Vaucocour, chevalier, seigneur de Vaucocour et autres places, gentilhomme ordinaire près la personne du Roy, mareschal de ses camps et armées, gouverneur de la ville et prévosté de Thiviers, habitant en son chasteau, lequel nous a dict et remonstré qu'estant allé dimanche dernier, jour des Rameaux, à l'esglise paroissiale dud. Thiviers pour y assister à l'office et ensuite à la procession solempnelle qui cy devoit faire à la fin dudit office..... ; quand la procession a commencé de marcher, led. seig^r

gouverneur ayant pris son rang de préséance ordinaire, après les prestres, et ayant marché le premier à la sortie du cœur où se seroit présenté Gaston Mosnier, escuyer, et sieur de Planeaux, lequel estant sorti de son banq, se seroit avancé avec précipitation du costé où étoit led. seigneur gouverneur, et, après l'avoir repoussé avec violence de sad. place et rang de précéance, auroit icelles pris et occupé, ce qui auroit obligé led. seigr de luy dire : « Vous ne penssez pas à ce que vous faictes de me voulloir » occuper mon rang de précéance, et vous devriez vous souvenir que dans » la derniere et semblable occasion, vostre tentative a esté inutile suivant » les ordres que vous avez reçus de la part de monseigr de Bezon, intend. » dant. » A quoy led. seigr de Planeaux auroit répondu que les ordres qu'il avoit receu n'estoit que des lettres de complaisance, et qu'autrement, il ne connoissoit point d'ordre d'intendant et qu'il prétendrait tenir led. rang comme il fect, avec la mesme opiniatreté et violence, ce qui obligea les prestres de cesser la procession et de retourner sur leurs pas pour empescher l'escandalle qui se faisoit, après avoir dict aud. seigr de Planeaux que c'estoit indessan d'interrompre la dévotion publique. Ce que considérant, led. seigr plaignant se seroit retiré à sa place, après avoir protesté de ses pouvoirs par devant les puissances supérieures sur les troubles que continuoit de luy faire led. seigr de Planeaux sur ses droits de précéance attachés à sa charge de gouverneur, comme il l'a faict plusieurs fois sa plainte, laquelle il nous a prié faire plus tôt, attendu nostre absence de la ville de Thiviers, sur laquelle requiers permission d'informer et nous administrant tesmoins. »

M. Noël, sieur du Gravier, octroya acte aud. seigneur de sa plainte et permit d'informer.

Cet acte est signé, outre par M. Noël, de Barailhier, greffier.

Mais le seigneur de Planeaux ne s'en tint pas là, et renouvela la même scène le Vendredy-Saint, qui suivit ce dimanche des Rameaux, ainsi qu'il est constaté par acte du même juge, ainsi libellé :

« Environ une heure après mydy, le 7^e d'avril 1694, au parquet et auditoire royal de la d^e ville, s'est présenté led. seigr de Vaucocour, lequel, en continuant sa plainte pardevant nous cy-dessus, nous a dict et remonstré que ce matin et au jour de Vendredy-Saint, estant allé à l'esglise paroissiale pour y assister à l'office qui s'y devoit faire, à la fin duquel led. seigr gouverneur ayant voulu aller à l'adoration de la croix et s'estant à cet effet présenté au pied de l'ostel, seroit survenu le seigr de Planeaux, lequel, ayant poussé du coude le seigr gouverneur et se seroit avancé avec précipitation et auroit mesme pris la croix et icelle enlevée, icelle bezée, et après remize sur le marchepied de l'ostel, n'ayant pas mesme attendu que le sieur Bargier, vicaire de Thiviers, eut esté à l'adoration de lad.

croix et auroit, par conséquent, empêché ledit seig^r gouverneur de jouir des droits de prééance que luy donne sa qualité de gouverneur, duquel trouble et empeschement led. seig^r nous a faict sa plainte, requiert permission de continuer son information sur led. nouveau trouble affreux, en nous administrant tesmoins, ayant offert d'assigner par devant nous, pour dire et déposer vérité sur lesd. trouble et empeschemen, Jean Bourdineau, bourgeois, Jeanvieux, praticien. »

Après cela, audition des témoins et procès-verbal de cette audition. — D'abord comparait Jean Noël, maître apothicaire, sur la citation à lui faite, par le sieur Gaillard, procureur du seigneur gouverneur, qui atteste les mêmes faits. — Ensuite, Aubin Sudrie, maître cordonnier, habitant de lad. ville. — Enfin, Jean Bourdineau, bourgeois dudit Thiviers, alléguant aussi la même chose. Ces témoins furent cités par exploit de Marsaud, sergent royal.

André MAISONNEUVE-LACOSTE.

BIBLIOGRAPHIE.

ESPÉRANDIEU. — INSCRIPTIONS ANTIQUES DE PÉRIGUEUX, publication de la Société historique et archéologique du Périgord, Périgueux, 1893, un vol in-8°, 125 pages, 11 planches.

Les inscriptions antiques de Périgueux, au nombre d'un peu plus de cent, non compris une quinzaine d'inscriptions fausses, émanées toutes de la pestilente fécondité de l'infect sieur Beaumesnil, appartiennent généralement aux deux premiers siècles de notre ère.

Quelques-unes nous ont conservé des souvenirs de l'époque nationale persistants sous la domination romaine, soit dans des noms de personnes, tels que *Adbogius*, *Adnameto*, *Luguselva*, *Reveta*, *Senocarus*, *Ulattius* (mais non *Comelissus* quand même écrit avec DD barrés, ni *Coinagus*, l'un et l'autre admis d'emblée par Creuly, mais évidemment grecs), soit dans des noms de divinités : *Vesunna*, la déesse homonymie du chef-lieu de la cité, honorée conjointement avec la déesse latine Tutèle, *Tutela Vesunna*, d'un temple de bonne heure réédifié à neuf et accompagné d'un portique ; un dieu *Cobledulitavus* identifié avec Apollon et sous la protection duquel étaient placés des thermes publics, rétablis par la libéralité d'un opulent seigneur pétrucore, un dieu-fontaine *Telo*, le Toulon, à un

quart de lieue de Périgueux, et une déesse-fontaine *Stanna*, dont le temple commun, entouré d'une enceinte renfermant deux basiliques et d'autres accessoires plus ou moins décorés, était dû à la munificence d'un riche particulier; des Mères ou des Nymphes associées à Jupiter et appelée *Minmantiae*, apparentées sans doute à des *Minmandutiae* de Béziers; on ignore leurs attributions.

Les inscriptions publiques font connaître un milliaire de l'empereur Florian qualifié, on ne voit guère pourquoi, de *dominus orbis et pacis*; plusieurs légionnaires : un tribun dont la légion n'est pas indiquée, un centurion de la légion VIII *Augusta* en garnison dans la Germanie Supérieure, un soldat sans autre désignation; puis encore un cavalier d'une aile auxiliaire attachée à l'armée de la haute Germanie.

Les Petrucores, — orthographe constante des inscriptions, contrairement à l'orthographe « Petrocores » des documents littéraires, — étaient inscrits dans la tribu *Quirina*.

Les inscriptions municipales nous montrent, comme premiers magistrats de la cité, des duumvirs. Faute de plus amples renseignements, il est permis de supposer que la succession hiérarchique s'y composait des trois degrés ordinaires ascendants : la questure, l'édilité, le duumvirat *juri dicundo*. Deux pétrocures, le père et le fils, ayant probablement parcouru cette hiérarchie jusqu'à son échelon le plus élevé, ont été délégués à l'autel de Rome et d'Auguste du confluent de la Saône et du Rhône et y ont obtenu l'un après l'autre la présidence d'une session annuelle. L'un d'eux, le fils, est le bienfaiteur par qui furent relevés de leurs ruines le temple de Vesunna et les thermes de Cobledulitavus; la cité reconnaissante lui a érigé, au confluent, ainsi qu'à son père, à son frère et à sa sœur, un groupe de statues les représentant. Un duumvir a donné de ses deniers des eaux prises sur sa propriété et l'aqueduc les conduisant à la ville. D'autres donateurs ont contribué à l'embellissement de Périgueux par des constructions ou des réparations d'édifices que l'état fragmentaire des inscriptions gravées pour en garder le souvenir ne permet pas de déterminer. Les citoyens romains, ne représentant sans doute qu'une minorité de la population, s'étaient organisés en une corporation sous la tutelle d'un curateur; plusieurs personnages portent le titre de *curator civium Romanorum*; c'est un d'eux qui a ajouté au temple de Telo et de Stanna l'enceinte et les deux basiliques ci-dessus rappelées. Une corporation de bouchers, *laniones*, apparaît dès le temps de Tibère, et un merveilleux effort de perspicacité est parvenu à découvrir sous cette corporation de bouchers une société secrète de sévirs augustaux! Un potet de terre illustré d'un graffite était une caisse de monnaies de lupins à l'usage d'une petite académie de versificateurs.

Les inscriptions funéraires, sans rien présenter de saillant, ne sont pas dépourvues de tout intérêt. Les noms qui s'y montrent les plus répandus sont ceux de *Pompeius* et de *Julius*, ce qui nous reporte aux premiers temps de la domination romaine. Une épitaphe se terminait par cette sentence philosophique : *Οὐδείς ἀθάνατος*, « Personne n'est immortel », qui se retrouve au bas d'une épitaphe de Lyon.

Quelques épitaphes sont gravées sur des pierres d'appareil qui ont dû faire partie de monuments construits ; quelques autres sur des cippes carrés avec base et couronnement faisant saillie ; mais la plupart des tombeaux sont des stèles à fronton triangulaire, dont les ornements habituels sont un croissant ou une pomme de pin ou même le buste du défunt. Il y a un exemple de l'*ascia*.

Il est très digne de remarque que l'épigraphie de Périgueux n'a jusqu'à présent fourni aucune trace certaine de christianisme.

A. ALLMER,

Correspondant de l'Institut.

(Extrait de la *Revue épigraphique du midi de la France*, n° de janvier, février, mars 1894.)



Deux planches accompagnent cette livraison : La 1^{re} représente la Marque de François Texier, imprimeur à Périgueux ; — et la 2^e le Frontispice et le Titre du Rituel de 1536.

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 2 Août 1894.

Présidence de M. de Roumejoux, président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle accoutumée.

Sont présents : MM. le marquis d'Abzac de La D uze, l'abbé Brugière, Antony Délugin, Dujarric Descombes, le docteur Ladevi-Roche, de Roumejoux et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT nous annonce la mort subite de notre confrère M. Condaminas, ancien conseiller à la Cour de Dijon, décédé à Lanouaille, où il passait la saison d'été. Notre honoré confrère, l'un des assidus de nos séances, avait un esprit distingué, comme chacun de nous a pu en juger ; il a publié, dans ces dernières années, une très bonne monographie du couvent de la *Visitation de Périgueux*. Une notice nécrologique, retraçant sa carrière, sera consacrée à sa mémoire dans notre *Bulletin*.

Des regrets unanimes accueillent cette triste communication.

Notre bibliothèque a reçu pendant le mois dernier les ouvrages suivants :

Le *Bulletin de l'Académie d'Archéologie de Belgique*, XVI, 4^e série des Annales, 2^e partie, in-8°, Anvers, imprimerie V^{re} de Backen, 1894 ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, année 1893, n° 4, et année 1894, n° 1, deux fascicules in-8°, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier ;

Le *Journal des Savants*, cahiers de mai et de juin 1894, deux fascicules in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

L'Enquête sur les conditions de l'habitation en France, les maisons-types, avec une introduction de M. Alfred de Foville, membre du Comité des travaux historiques et scientifiques, un volume broché in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur, 1894 ;

La Bibliothèque de l'École des chartes, revue d'érudition consacrée spécialement à l'étude du moyen âge, tome LV, 1^{re} et 2^e livraisons, janvier-avril 1894, un fascicule in-8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome X, n° 152, troisième et quatrième trimestres de 1893, in-8°, Orléans, Herluison, libraire éditeur, contenant, pages 404 et suivantes, le résumé d'une communication faite par M. Grellet-Balguerie, le 19 septembre 1890, à l'Académie des Inscriptions, et dans laquelle notre érudit correspondant revendique, en faveur de la France, la paternité de la chanson de geste intitulée *Waller d'Aquitaine*, dont l'auteur serait un moine de l'abbaye de Fleury, Gérauld ;

Le *Bulletin de la Société Nivernaise des lettres, sciences et arts*, troisième série, tome VI, XVI^e volume de la collection, premier fascicule, in-8°, à Nevers, chez Mazon, libraire, 1894 ;

Les *Mémoires de la Société Eduenne*, nouvelle série, tome XXI, un volume broché in-8°, Autun, imprimerie Dejussieu, père et fils, 1893 ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, du 1^{er} trimestre 1894, in-8°, Poitiers, imprimerie Blais, Roy et C^{ie} ;

La Revue de Saintonge et d'Aunis, bulletin de la Société des Archives historiques, XIV^e volume, 4^e livraison, 1^{er} juillet 1894, in-8°, Saintes, M^{me} Mortreuil, libraire, où est signalé, page 242, l'envoi par M. de Roumejoux de deux pièces sur les Authon : 1^o contrat d'échange entre François, marquis de Bourdeille, et Antoine d'Authon, de la terre des Bernardières, 9 février 1505 ; et 2^o vente par Antoine d'Authon, seigneur dudit lieu, à Jean de Mérillac, licencié ès lois,

notaire et greffier civil et criminel, du château et seigneurie des Combes, 27 février, 1506 ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, siège à Brive, tome XVI, 2^e livraison, avril-juin 1894, in-8°, Brive, Marcel Roche, imprimeur ;

Les 2^e, 3^e et 4^e fascicules des 2^e, 3^e et 4^e trimestres du tome XVIII de la *Société archéologique de Bordeaux*, brochure in-8°, Bordeaux, Feret et fils, libraires éditeurs, V^e Cadoret, imprimeur, 1893 ;

Le fascicule du deuxième trimestre de la dix-neuvième année (1894) de la *Société de Borda, Dax (Landes)*, in-8°, Dax, imprimerie-reliure Hazael Labèque, 1894, où sont indiqués, pages 100 et 101, deux *Discours* prononcés à Bayonne, en 1793, par Pinet aîné, représentant du Peuple près l'armée des Pyrénées-Occidentales et les Départements environnants, l'un le 29^e jour du premier mois de l'an 2 de la République, à l'occasion d'une pompe funèbre (sic) en l'honneur de Marat et Pelletier. — A Bayonne, de l'imprimerie de Duhart-Fauret, l'an 2^e de la République. In-8° de 15 pages ; et l'autre, dans la ci-devant église cathédrale de Bayonne, jour de la fête de la raison de cette ville, in-8° de 8 pages ;

Le *Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France*, série in-8°, n° 13, séances du 28 novembre 1893 au 20 mars 1894 inclus, Toulouse, Paul-Édouard Privat, libraire éditeur ;

La *Revue des langues romanes*, 4^e série, tome VII, n° 7, juillet 1894, in-8°, Montpellier et Paris, Pedone-Lauriel, libraire éditeur, où, à la page 340, est annoncée la préparation de la bibliographie du Périgord : « les membres de la Société des langues romanes apprendront avec plaisir qu'on y trouvera le catalogue des publications de son infatigable secrétaire, M. Chabaneau. Puisse l'auteur avoir à y mentionner le *Nostradamus* depuis si longtemps préparé par M. Chabaneau ! » ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1894 (juillet), 110^e livraison, in-8°, Valence, imprimerie de Jules Céas et fils ;

De M. Pierre Meller, la *Capitation des domestiques des membres du Parlement et de la Cour des aides de Bordeaux*, 1702,

in-4° de 31 pages, Bordeaux, imprimerie Gounouilhon, 1894, extrait du XXVIII^e volume des *Archives historiques de la Gironde* ;

De M. Charles Durand, *Une damoiselle périgourdine de 1424*, dessinée à la plume par le greffier du consulat de Périgueux, un exemplaire du tiré à part sur papier de fil, in-8° de 8 pages, Périgueux, imprimerie de la Dordogne, 1894 ;

Et le *Programme proposé au congrès provincial de décentralisation*, qui, à l'occasion de l'Exposition de Lyon, s'ouvrira dans cette ville au mois de septembre 1894, brochure in-16 de 30 pages, Lyon, imprimerie Mougin-Rusand.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le Directeur des Beaux-Arts nous informe que la 19^e session des Sociétés des Beaux-Arts des départements s'ouvrira, en 1895, à l'École des Beaux-Arts, rue Bonaparte, n° 14, en même temps que la réunion des Sociétés savantes, c'est-à-dire le mardi 16 avril 1895.

Les mémoires préparés en vue de cette session devront être adressés à la Direction des Beaux-Arts, rue de Valois, n° 3 (bureau de l'Enseignement et des Manufactures nationales), avant le 10 février 1895, terme de rigueur, pour être soumis à l'examen du Comité des Sociétés des Beaux-Arts, chargé de désigner ceux qui pourront être lus en séance publique.

La durée de chaque communication sera de vingt minutes environ ; pour les mémoires trop étendus, les auteurs se borneront à en donner un résumé.

« Je ne crois pas utile de vous rappeler longuement, poursuit M. le Directeur, ce dont l'expérience des sessions précédentes vous a fait juge, à savoir, le caractère particulier des études que le Comité des Sociétés des Beaux-Arts apprécie et accueille de préférence. La mise au jour de documents inédits sur les artistes ou les monuments de nos provinces, tel est le but que doivent se proposer les délégués des Sociétés des départements désireux de prendre part aux sessions annuelles. »

M. le chanoine POTTIER, président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, élu membre correspondant dans notre dernière assemblée générale, adresse ses remerciements à la Société. « Vous appartenir désormais, nous écrit-il, est pour moi une vive satisfaction. » Il profite de l'occasion pour nous inviter à nous joindre à sa Société dans le beau voyage qu'elle projette de faire du 19 août au 9 septembre 1894, dans le nord de la France, à Aix-la-Chapelle, Cologne, la Belgique et la Hollande.

La Société des Archives historiques de la Gironde nous annonce que, dans sa séance du 25 juillet dernier, elle a élu la nôtre comme membre correspondant, sur la présentation de MM. Léo Drouyn et Francisque Habasque. Le Secrétaire-général remerciera de cette aimable attention.

M^{me} DE PRESLE nous envoie pour M. Mallat le dessin des armoiries de la famille de Grimoard de Beauvoir du Roure de Beaumont Brison. Elle explique que ces armoiries ont été portées par la famille très anciennement et qu'il est fort probable qu'Urbain V les portait déjà. « C'est le chêne seul, ajoute-t-elle, qui est sculpté au-dessus de la porte du collège du Roure, à Avignon. Il est très possible que, dans une autre occasion, l'écusson de gueules au chef denché d'or ait été aussi le seul reproduit. »

De son côté, M^{me} la marquise DE CUMONT veut bien aussi nous donner quelques éclaircissements généalogiques sur Geoffroy de Pompadour, à propos des deux articles de M. Mallat. « Je m'y prends trop tard pour vous dire que j'aurais pu lui fournir quelques documents. Les familles d'Hautefort et de Pompadour sortaient d'une même souche, les Lastours, et les deux familles ont eu tant d'alliances directes et indirectes que leur histoire est presque commune.

» Les articles sont très intéressants, et je n'ai à cet égard qu'un seul document, c'est une lettre du roi Louis XII écrite à Jean, 2^e du nom, seigneur d'Hautefort, gouverneur du Périgord et du Limousin, lui demandant d'appuyer de tout son

pouvoir l'élection à l'évêché de Périgueux de Geoffroy de Pompadour.

» Quant à la généalogie des Pompadour, elle est très difficile à débrouiller, mais j'ai pu m'y reconnaître, grâce à mes archives. M. Mallat s'y est trompé et a confondu les branches.

» Les premiers seigneurs de Pompadour étaient Lastours : un Hélié épousa une héritière de Pompadour et en prit le nom. Quatre branches sont sorties de cette souche : la branche aînée et celles de Laurière, de Villesèque et de Châteaubouchet. Contrairement à ce que dit M. Mallat, la branche de Châteaubouchet était formée bien avant l'alliance des Cars. La marquise de Dangeau hérita seulement de la branche de Laurière. Celle de Châteaubouchet a fini dans les Machat. Mais la branche aînée a fini par deux filles, la marquise d'Hautefort et la marquise d'Espinay Saint-Luc. J'ai le testament de Françoise de Pompadour, marquise d'Hautefort, qui mourut sans enfant en 1726 ; elle laissa Pompadour à M^{lle} de Choiseul qu'elle avait élevée, et à son défaut au prince de Conti. Ce dernier hérita peu après de M^{lle} de Choiseul, qui mourut jeune, et il vendit Pompadour au roi.

» Quant à la branche de Châteaubouchet, à laquelle appartenaient nos deux évêques, le second était fils d'une demoiselle d'Hautefort, et c'est à son sujet qu'est écrite la lettre de Louis XII que je possède. Si vous désiriez mettre cette lettre dans le *Bulletin*, je vous en enverrais une copie, de même que si M. Mallat avait besoin de plus de détails sur la maison de Pompadour, je lui communiquerais ce que je sais ; mais je pense que c'est trop tard et je le regrette. »

Dans une seconde lettre du 14 juillet dernier, M^{me} de Cumont envoie les copies de trois lettres de Louis XII à Jean d'Hautefort qu'elle possède. Il y en a surtout deux qui lui paraissent intéressantes. « Vous en disposerez pour les mettre dans le *Bulletin* si vous le voulez, mande-t-elle au Président.

» Je trouve une autre erreur généalogique à relever dans les articles de M. Mallat. Geoffroy de Pompadour put bien

assister aux mariages d'Antoine, de François et de Françoise de Pompadour ; mais ces trois personnages appartenaient à la branche aînée de sa famille et n'étaient pas ses neveux ; ils étaient ses parents à un degré assez éloigné. »

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL dit qu'il a communiqué, il y a quelques mois, au Comité des travaux historiques quatre lettres closes inédites de Louis XII aux maire et consuls de Périgueux sur le même sujet, afin de leur faire savoir qu'il aurait pour très agréable l'élection de Geoffroy II de Pompadour au siège épiscopal. Les lettres fournies par M^{me} de Cumont pourront être publiées à la suite de la communication du Secrétaire-général dont elles seront en quelque sorte le complément.

M. DUJARRIC-DESCOMBES dit ensuite qu'en parcourant les volumes déjà parus du catalogue des *Actes de François I^{er}*, il a relevé quelques détails intéressants pour nos annales périgourdines.

Il cite notamment les dates des provisions de l'office de sénéchal du Périgord accordées :

Le 1^{er} février 1516 (*alias* 1517) à François de Saint-Marsault, l'office étant devenu vacant par la mort de Bertrand d'Estissac ;

A Amboise le 17 août 1526 à Antoine de Montpezat au lieu du précédent décédé ;

A Paris le 10 décembre 1532 à Charles de Gaing, seigneur de Linards ;

Le 3 septembre 1543 à Jacques d'Escars, gentilhomme de la chambre du Dauphin ;

Et à Limours le 19 mars 1545 à Guy Chabot, seigneur de Montlieu ;

François I^{er} récompensait souvent ses serviteurs par le don des offices de notaires ou sergents mis à sa disposition.

C'est ainsi qu'en 1537, on le voit donner deux offices de notaire royal et de sergent en Loudunois à Claude Le Poulcre, « enfant de cuisine de bouche du roi », pour les vendre à son profit.

M. Dujarric signale un don de ce genre qui ajoute une page curieuse à l'histoire du notariat en Périgord, c'est celui qui fut fait le 31 juillet 1546 à Gilles Legrand, « fournisseur d'œufs frais du roi », de l'office de notaire royal à Bergerac, vacant par la mort de Pierre Pinel. On ignore le nom de l'acquéreur de cette étude.

Notre confrère indique enfin les lettres de naturalité signées le même jour à Fontainebleau par François I^{er} en faveur de Chrétien Agrippa, natif de Cologne, docteur en médecine à Périgueux.

Si cet Agrippa, devenu notre compatriote, observe-t-il, n'eut pas l'immense renommée de Corneille Agrippa, que Louise de Savoie avait nommé son médecin, il fut du moins, en exerçant paisiblement son art à Périgueux, plus heureux que son parent, qui avait terminé dans un hôpital de Grenoble quelques années auparavant sa vie errante et tourmentée.

Puis, M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL communique un état des dépenses que fit le seigneur de La Douze, accompagné de quatre laquais et suivi de six chevaux, pour un voyage de Bordeaux et de Nérac, où il portait les pièces de son procès contre le seigneur des Bories, au commencement de février de l'année 1608. Desmaisons, qui tient les cordons de la bourse, prend note de tout, en bon comptable, aussi bien des acquisitions de souliers et de bas de toile pour les laquais à Bergerac, que du prix des harengs, des huîtres et de l'eau-de-vie que l'on envoie à M^{me} de La Douze à Verng. Les chevaux qui se fatiguent ont besoin souvent de mesures d'avoine de surcroît et de réparations de harnais, de selles ou de sangles. A Bordeaux, M. de La Douze fait habiller et coiffer Périgord, chausser Fidèle, fabriquer des sacs et des besaces de toile pour mettre l'argent, et avant de partir pour Nérac, il distribue des cadeaux aux clercs de son procureur et de son avocat et des aumônes aux pauvres, comme tout le long du chemin. Ces dépenses, jointes à celles des hôtelleries et des passages de rivières, produisent un total de 676 livres 6 sols, pour une absence de quinze jours.

Ces comptes de voyage seront publiés dans le *Bulletin*.

M. LE PRÉSIDENT nous lit ensuite son rapport sur la dernière excursion archéologique qu'a faite la Société dans le Bergeracois, le 25 et le 26 juin. Il passe en revue, l'un après l'autre, les monuments visités : l'église Saint-Jacques de Bergerac, détruite en grande partie en 1576 et entièrement rebâtie en 1685 ; la maison Redon, du ^{xiv}^e siècle, située à l'angle des rues Gaudra et des Fontaines ; la maison Peyrarrède, connue aussi sous le nom de maison Henri IV, construite en 1604 avec une tourelle en encorbellement ; sa cour faisait partie du couvent des Récollets ; un des côtés du cloître, en forme de promenoir, subsiste encore, les colonnes qui soutiennent l'auvent sont cannelées et de forme élégante ; leur légèreté ne permet pas de croire qu'elles aient jamais pu supporter d'arceaux.

De Bergerac, passant par Gardonne, les excursionnistes se rendent au château de Gageac, qui paraît dater du ^{xiv}^e siècle et est bien conservé ; au château de Saussignac, grande construction du commencement du ^{xvii}^e siècle, qui occupe une des extrémités du bourg ; au château des Tours de Lenvège, qui n'a subi aucun changement depuis sa construction, à la fin du ^{xiii}^e siècle ; au château de Fayolle, construit au ^{xvi}^e ; à Théobon (Lot-et-Garonne), presque entièrement reconstruit au ^{xvii}^e, et dont les plafonds en boiserie moulurée peints, la rampe d'escalier en fer forgé et une cheminée en pierre, avec les armoiries des Gontaud, sont assez beaux.

La Société visite ensuite la forteresse de Puyguilhem qui joua un rôle important au ^{xiv}^e siècle, dans la guerre contre les Anglais ; la petite église romane de Sainte-Eulalie, annexe d'Eymet, et les collections de M. Ramond, conseiller général, et elle arrive à Eymet, où elle vient coucher le premier jour.

Le lendemain, elle voit en détail la jolie bastide d'Eymet, fondée par Alphonse de Poitiers, vers 1270-1272, et qui a conservé son aspect primitif, avec sa place de vaste étendue, entourée de maisons à arcades ; le château, avec ses nombreux remaniements ; le donjon élevé au ^{xiv}^e siècle ; l'église moderne de Notre-Dame ; les collections intéressantes du

curé de Fonroque, M. l'abbé Caussade ; le château de Lauzun, reconstruit au xvii^e siècle, et ses deux belles cheminées ; Briday ; le château de Monbazillac, grand parallélogramme, flanqué de quatre tours rondes, intacte construction du xv^e siècle, et la caravane rentre à Bergerac, d'où elle se disperse par les trains du soir.

Notre confrère M. DE MANTHÉ exprime au Président le vif regret de n'avoir pu assister à cette excursion. « J'eus été heureux, lui mande-t-il, de visiter encore une fois, avec mes collègues de la Société archéologique du Périgord, cette ruine des Tours de Lenvège, que j'appelle mon château, sans en être le moins du monde propriétaire et sans que personne ne s'en soit fâché jusqu'ici. Depuis quelques années, je cherche à appliquer, dans le détail, à ce vieux monument ainsi qu'à son voisin du bourg de Saussignac, les quelques idées générales qu'on a sur la vie intime d'une seigneurie, d'une famille noble et de la population rurale qui vivait à son entour, dans les divers siècles du moyen âge et de l'ancien régime. Cela, en rectifiant les idées souvent préconçues, en les éclaircissant et en les complétant, comme il convient, pour les accompagner ensuite de faits précis, d'une histoire complète et détaillée de la seigneurie de Saussignac.

» Ai-je besoin de vous l'avouer, Monsieur le Président ? C'est dans un but des plus intéressés que je vous fais ces ouvertures. C'est pour vous faire sentir combien je serais reconnaissant à vous et à ceux de mes collègues du Périgord qui pourraient me donner l'*indication* des pièces touchant mon sujet. Un document *ad hoc*, paraissant sans valeur pour d'autres, peut devenir pour moi de la plus grande importance.

» J'ai analysé la collection Lespine qui renferme de rares pièces empruntées aux archives du château de Saussignac ; mais tout n'est pas là, et je suis persuadé que si je n'avais pas recours à votre obligeance, bien des choses m'échapperaient. Beaucoup de chartiers seigneuriaux placés en lieu sûr pendant la Révolution, ont été sauvés du pillage et de l'incendie. Quelques-uns, légués aux archives des départe-

ments, ont été fondus dans les séries qui les composent, et d'autres sont allés grossir les collections de quelques amateurs qui, le plus souvent, négligent de les faire connaître, n'en profitent pas et ne savent qui en faire profiter.

» Aux approches de la Révolution, la marquise de Pons fit transporter à Paris, dans son hôtel de la rue Neuve-Saint-Augustin, paroisse Saint-Roch, le chartrier de son château de Saussignac. Qu'est-il devenu depuis ? N'en voyant aucune trace dans les archives des départements, je suis persuadé que s'il n'a pas été détruit, il fait partie de quelques collections particulières, de celle peut-être d'un allié de la maison de Pons Saint-Maurice, habitant Paris.

» Je vous serais infiniment obligé, Monsieur le Président, et ma gratitude serait très grande si vous vouliez bien faire part de mes réflexions à la Société qui peut-être pourrait me mettre sur la trace d'une découverte très précieuse pour moi. »

Pour l'objet de son étude, M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pense que notre confrère M. de Manthé pourrait consulter avec fruit les papiers judiciaires de la juridiction secondaire de Razac-Saussignac, qui sont aux Archives de la Dordogne, et, pour une époque plus ancienne, le *Chartrier de la maison de Pons*, récemment publié par M. Georges Musset, bibliothécaire de la ville de La Rochelle, et aussi les sources auxquelles a puisé M. Jules Chavanon, attaché à la Bibliothèque de l'Arsenal, pour rédiger, cette année, sa thèse de l'École des chartes, sur *Renard VI, sire de Pons*, lieutenant du roi en Poitou, Saintonge et Angoumois, conservateur des Trêves de Guyenne, vicomte de Turenne et de Carlat, seigneur de Ribérac, etc. (1348-1427).

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat qui demande à entrer dans notre compagnie.

Après un vote à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. l'abbé Pramil, chanoine honoraire, curé-doyen d'Eymet,

présenté par M. Hoarau de la Source et M. le comte de Saint-Saud.

La séance est levée à trois heures du soir.

Le Secrétaire-Général,
FERD. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.

Séance du jeudi 6 Septembre 1894.

Présidence de M. DUJARRIC-DESCOMBES ,
vice-président.

La séance est ouverte à midi et demi dans la salle ordinaire.

Sont présents : MM. l'abbé Brugière, Dujarric-Descombes, le marquis de Fayolle, Maurice Féaux, Gauthier, le marquis de Lagarde, Lespinas et Villepelet.

Le procès-verbal de la précédente réunion est lu et adopté.

M. DUJARRIC-DESCOMBES, qui ne s'attendait pas à présider, fait appel à l'indulgence de l'assemblée.

M. DE ROUMEJOUX s'excuse par écrit de ne pouvoir assister à la séance ; il a été forcé de faire une courte absence.

M. LE PRÉSIDENT a le pénible devoir de nous annoncer la mort de deux confrères, de M. Edmond Borie, ancien commis principal à la préfecture de la Seine, décédé le 10 août dernier à Saint-Astier, où il s'était retiré. Par sa courtoisie, il s'était attiré les sympathies de toutes les personnes qui avaient eu l'occasion de l'approcher, aussi bien à Paris qu'à Périgueux et à Saint-Astier.

Notre autre confrère, M. le docteur Henri Parrot, officier de la légion-d'honneur et officier de l'instruction publique,

qui est mort le 31 août, était un de nos membres fondateurs. Il suivait nos travaux avec intérêt, mais ses nombreuses occupations, ses nombreux clients l'empêchaient d'assister à nos réunions. Il était, en effet, tout dévoué à ses malades, et depuis ses débuts, à Périgueux, lors de l'épidémie de la suette milliaire, en 1841, jusqu'à l'année dernière, où ses jambes lui ont refusé tout service, il ne les a guère quittés. Il a aussi pensé aux malades pauvres, auxquels il lègue une bonne part de ses propriétés.

Des notices nécrologiques seront consacrées à la mémoire de chacun de nos confrères.

L'assemblée exprime de sympathiques regrets.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

L'Anthropologie, 1894, tome V, n° 4, juillet-août, in-8°, Paris, Masson, éditeur (abonnement), contenant, page 485, un compte rendu, par M. Topinard, du volume du docteur R. Collignon, médecin-major à l'Ecole de guerre, qui avait été chargé, en 1892, de suivre les opérations du conseil de révision dans la Dordogne, sur *l'Anthropologie de la France : Dordogne, Charente, Corrèze, Creuse et Haute-Vienne*, Paris, 1894 ;

La Revue archéologique, troisième série, tome XXIV, mai-juin 1894, in 8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur, contenant un article de M. Salomon Reinach, avec héliogravure, sur une *Statuette de terre cuite de la collection Pozzi*, et la suite du *Recueil des cachets d'oculistes romains*, par notre correspondant le capitaine Espérandieu ;

L'Album archéologique de la Société des Antiquaires de Picardie, 9^{me} fascicule, in-4°, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier, 1894, renfermant cinq belles héliogravures, et *La Picardie historique et monumentale*, Amiens : édifices civils, maisons particulières, maisons hospitalières et religieuses, fortifications ; notices par Auguste Janvier, un fascicule in-4°, avec de superbes planches, Amiens, imprimerie Yvert et Tellier 1894 ;

Le *Recueil de la Commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure et Société d'archéologie de Saintes*, 4^e série, tome II (7^e livraison, tome XII de la collection), juillet 1894, in-8°, Saintes, imprimerie Hus, renfermant le compte rendu du Congrès archéologique tenu à Saintes et à La Rochelle, du 28 mai au 6 juin dernier, et dont il sera dit un mot tout à l'heure par M. de Fayolle ;

Le *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 2^e livraison 1894, avril-mai-juin, in-8°, Tulle, imprimerie Crauffon, contenant la suite du mémoire de notre confrère M. Edouard Decoux-Lagoutte, sur les *Hommes illustres de Treignac* ;

Les publications de la *Société archéologique de Montpellier*, 2^e série, n° 1, in-8° de 76 pages ;

La *Revue des langues romanes*, 4^e série, tome VII, n° 8 et 9, août-septembre 1894, un fascicule in-8°, Montpellier et Paris, Pedone-Lauriel, libraire éditeur ;

Le *Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers (Hérault)*, deuxième série, tome XVI, 2^e livraison, in-8°, Béziers, imprimerie générale Sapte, 1894 ;

La *Revue épigraphique du midi de la France*, n° 74, avril, mai, juin 1894, in-8°, rédigée par notre savant correspondant M. Allmer, correspondant de l'Institut, conservateur honoraire du Musée épigraphique de la ville de Lyon, in-8°, imprimerie Savigné, à Vienne (Isère) ;

De M. J. du Rieu de Maynadié, un exemplaire tiré à part de son *Etude sur un mémoire fourni par Annet de Saint-Aulaire pour les enfants de Laurière* (xvi^e siècle), extrait du *Bulletin de la Société*, in-8° de onze pages, Périgueux, imprimerie de la Dordogne, 1894 ;

Et de M. Armand de Termes, ancien maire de Laforce, ancien conseiller municipal de Prigonrieux, une plaquette in-8° de quatre pages, intitulée *L'église de Prigonrieux en Périgord*, et dans laquelle il explique comment un membre protestant de sa famille, Pierre Franc de Ferrière, a préservé cette église de la destruction pendant la Révolution

Des remerciements sont votés aux donateurs.

Un catalogue publié à Bruxelles, avenue du Midi, 39, par MM. Michaud et C^{ie}, experts, et intitulé *Cabinet de numismatique et de timbrologie*, n° de mai 1894, nous signale quatre monnaies gauloises des Petrocorii :

1° Tête à droite, CONTOVTOS, R. sanglier à droite. Bronze. 10 fr.

2° Tête à droite, ATECTORIX, R. laureau à droite. Bronze. 10 fr.

3° Tête à droite, ANICCOIOS, R. sanglier. Bronze. 10 fr.

4° Tête à droite. R. guerrier. Bronze. 6 fr.

La *Revue des autographes*, d'août-septembre 1894, que nous envoie M. Eugène Charavay fils, indique une lettre historique, datée de Bergerac, le 20 avril 1620, et écrite à M. de Fresche par Armand de Caumont La Force, grand-maître de la garde-robe de Louis XIII, maréchal de France, né vers 1585, mort en 1675. Il le croit instruit par les membres de l'assemblée de Bergerac et par M. de la Devèse « des préparatifs qu'on fait contre Monsieur de la Force et le Béarn. J'espère que Dieu les garantira tous deux des maux qu'on leur procure. » Il lui adresse la liste de leurs amis dans la province pour la remettre à son frère M. de Castelnau. (Les protestants se soulevaient à cause du rétablissement du catholicisme en Béarn, et le connétable de Luynes se préparait à marcher contre eux).

M. Étienne Charavay nous envoie également le catalogue d'une collection de lettres autographes à vendre, parmi lesquelles deux nous touchent : une intéressante lettre de Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, à M. Vanfrouard, datée de Conflans, le 17 octobre 1773, et relative à un paiement que le marquis de Luzignan se refuse de faire au marquis de Brunoy. La seconde est une lettre à un ami, datée de Neuilly, le 10 octobre 1870, et écrite par le célèbre général Hippolyte-Publius Renault, surnommé *Renault l'arrière-garde*, tué à Champigny. Elle est écrite un mois et demi avant sa mort. Il regrette que les circonstances le privent des conversations où il avait puisé beaucoup de force.

C'est dans les moments suprêmes que l'on a besoin de s'entretenir. Il est éloigné de sa bibliothèque, mais il a emporté avec lui les *Maximes* de Joubert, qu'il lui a données il y a vingt ans. « Je les lis quand le canon me donne un peu de répit, et la lecture de ce philosophe aide à maintenir la virilité de l'âme. »

M. LAPRADELIE, capitaine d'artillerie, et M. l'abbé PRAMIL, élus membres titulaires dans de précédentes réunions, adressent leurs remerciements à la Société.

M. GAUTHIER demande la permission de rectifier deux dates au sujet de deux pièces qu'il a communiquées à la séance du 10 mai dernier, d'abord du testament d'un ancien membre de sa famille, Hugues Gauthier, vicaire perpétuel de la vicairie de Notre-Dame de Pitié, daté du 27 janvier 1525. Le rédacteur du procès-verbal du 10 mai donne 1725 au lieu de 1525.

Puis il dit que la chapelle de Notre-Dame de Pitié fut fondée par messire Jean Gauthier, curé de Nailhac, en 1506, tandis qu'elle le fut en 1505, et réédifiée par messire Elie Gauthier, curé de Nailhac, en 1601, au lieu de 1600.

Acte est donné à M. Gauthier de sa rectification.

M. DE FAYOLLE veut bien nous signaler ensuite, dans le compte rendu du Congrès archéologique de Saintes, les questions qui nous intéressent particulièrement. Le savant bibliothécaire de Poitiers, M. Lièvre, qui a fait une étude spéciale des piles pleines, des *fana* de l'époque gauloise, et qui a de nouveau visité Pirelonge, fait ressortir l'importance des résultats que les fouilles ont donnés : « Grâce aux recherches de la Société d'Archéologie, on peut définitivement mettre Pirelonge à son rang dans une série de monuments qui procèdent d'une même idée, dont M. Lièvre décrit les évolutions successives.

» Au pied de la pile, les fouilles ont révélé l'existence d'un mur qui l'enveloppait de trois côtés, au nord, à l'ouest et au midi, ne laissant entre lui et la tour massive qu'un

» couloir de 0^m90 de large. Octogone à la base, ce mur de-
» vient circulaire à 0^m50 au-dessus du pavé. D'autres piles
» étaient de même pourvues d'une sorte de chemin de ronde,
» tout juste suffisant pour le passage d'un homme. Des son-
» dages ont en outre fait reconnaître une seconde enceinte,
» ayant cinq ou six ares de superficie et que longeait au nord
» la chaussée de Saintes à *Novioregum*.

» M. Lièvre, qui a déjà émis l'opinion que les piles sont
» des menhirs en blocage, en trouve une nouvelle preuve
» dans les constatations faites à Pirelonge. Il cite, en effet,
» un certain nombre de menhirs qui étaient entourés d'un
» cercle de pierres ou d'un mur, ou même pourvus, comme
» notre pile, d'une double enceinte.

» Les piles massives, comme Pirelonge, ne sont pas les
» derniers représentants de cette antique famille de monu-
» ments. M. Lièvre y rattache les hautes tours creuses du
» Vieux-Poitiers, de Vésone, de la Rigale (commune de
» « Villeteureix), d'Autun, et aussi les temples de Saint-Gervais,
» de Chassenon et de Sanxay. Tous sont des monuments
» litholatriques, mais qui ont subi des appropriations, dont
» la plus importante a consisté dans l'aménagement d'une
» niche, puis d'une cella pour loger la divinité, lorsque, sous
» l'influence des Romains, les Gaulois arrivèrent à l'anthropo-
» morphisme, étranger à leur ancien culte. »

Comme il a été dit dans le procès-verbal de notre séance du 5 juillet, M. DE ROUMEJOUX ne croit pas à un art mérovin-
gien : il a lu au Congrès un mémoire intéressant dans lequel
il établit des comparaisons entre les ornements et les monu-
ments d'époques anciennes ; il a montré des dessins et donné
la description d'une table trouvée dans la Dordogne qui lui
a servi de point de repère pour établir cette comparaison et
pour fixer l'origine de quelques sculptures ornementales an-
térieures à l'an 1000, par exemple la table de communion
de Tocane-Saint-Apre.

A ce même Congrès, M. Brutails a fait une communication
intéressante sur les églises du Périgord.

Ce que ne nous dit pas M. DE FAYOLLE, ajoute le Secrétaire-général, c'est que lui-même y a fait de justes observations sur l'abside de l'église de Rioux qui lui a rappelé le système d'ornementation employé à l'extérieur des églises d'Auvergne ; sur la voûte du donjon de Pons, les corniches saillantes entre les fenêtres et le chemin de ronde ; sur une charmante habitation du xvi^e siècle, à Ars, dans l'île de Ré, avec tourelles aux angles et bustes en relief, et sur l'église, partie romane, partie gothique, etc.

Dans ces jours de courses, M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL croit à propos de faire connaître à l'assemblée des extraits d'un livre de comptes de 1608 de la seigneurie de La Douze, relatifs à des achats et à des ventes de chevaux. Les comptes paraissent tenus avec une scrupuleuse exactitude par le régisseur Monteil ou Du Monteil, de Verng. Voyons d'abord les acquisitions de chevaux de luxe :

« *Chevaux de carosse achaptés.* — Le 5 du mois de juilhet, ay achapté du sieur Pierre Pelisson et de son compagnion, merchans de Metz, quatre chevaux d'Alamanye bays pour la carosse, et me cotent d'achapt mille livres : pour le payement de lad. somme luy ay donné lettre adressante à monsur Paty de Bourdeaux pour le payer, et sur led. marché a promis bailhier une belle arquebuzze pour ma mes-tressc. » (Folio 141.)

Le comptable a même le soin de constater les dons faits à M^{me} de La Douze :

« Le 15^e octobre 1608, Monsieur de Chamberet autrement Monsieur de Beaumont est venu icy et a donné à ma maistresse un petit cheval naing alezan monstade (1), la queue et le crain blanq et une belle estoille au fron, for bon et beau, petit cheval de pas, et un beau chien couchant qui s'appelle Ratisset.

» Depuis ledict jusques au 18^{me} decembre audit an 1608, Madame a thué devant Ratisset trante perdrix, de quoy en a thué neuf en l'air.

» Plus le sabmedy XX^e decembre deux perdrix devant Ratisset. »

Maintenant, voici les chevaux plus communs dont il faut

(1) Harnaché ?

se débarrasser en les menant à la foire de la Saint-Georges, à Châlus (23 avril), encore si renommée et si suivie par les habitants de la région nord du département :

« Mémoire des polins, vieilles cavales, que j'ay mandé à mon recepveur de Lastours de vendre à ceste foire.

» Premièrement a vandu deux courtaux gris du chariot que je luy avoit envoyé et comme il m'a mandé les avoir vandus.

» Les cavalles qu'il faut mener à la foire qui sont vieilles :

» La Roande ; la cavalle de Vallade ; la cavalle de Lioubon et un polin de trois ans, qui est gasté d'un pied ; un polin du Bru de Monbeyssier de trois ans, qui ne vaut guière ; la cavalle de Burlatou, qui a demeuré quatre ans sans porter qui est vieille ; la cavalle d'Eycepte qui est fort vieille ; la cavalle de Catynand de Brumas ; la cavalle de Clamenchon qui est fort vieille. »

C'est encore par des registres de cette nature qu'on apprend les anciens usages : le 16 décembre 1608, le seigneur de La Douze achète à Verng 5 pourceaux qu'il envoie, comme étrennes, le 17, à Périgueux, aux hommes d'affaires qu'il occupe :

« Ung pour Monsieur de Jehan, advocat ; un autre à M. Charon ; un autre à Bouchier ; un autre à M. Fournier, chirurgien ; et l'autre à M. Boudry, apothicaire ; c'est pour leur pension de ceste présente année. »

Le même comptable nous fait connaître la quantité de vaisselle d'étain qu'il achète en quelques mois pour Verng et pour La Douze :

Le XXIII^e jour de febvrier 1608, j'ay achapté de M^e Hellie Bouchier, pintier de Périgueux, que son filz m'a aporté en ce lieu de Verng, troys douzaines de plas moyens, une douzaine de grandz platz, troys douzaines de syettes, le tout poysant a poix de marc six vingtz douze livres demye ; et luy ay donné de vexelle cassée trente deux livres demye, parce n'y a que un quintal qu'il fault payer. Sur ce ont receu dix huitz pistoletz (1) vallant soixante troys livres, laquelle vexelle a esté demeurée à Verng entre les mains de Jehan de Bernard.

» Plus a esté prins dudict Bouchier deux douzaines de grandz plas

(1) Monnaie de la valeur de 3 fr. 50.

poysantz soixante cinq livres pour envoyer à La Douze que je payeray aud. Bouchier.

» Ce jourd'huy vingt huitiesme may 1608, j'ay achepté de M^e Helies, le pintier de Périgueux, six douzenes et quatre placetz et six douzenes et dix aseptes, le tout poizant deux cens et seze livres que m'en faict payer douze solz de la livre. De quoy de lad. vecelle ou de celle qu'il me delivra dernièrement à Verg, je luy reste de tout compte soixante et quatorze livres quatorze solz, de tout ce qui me pourroit avoir vandu jusques a sejourduy et de lad. somme luy en ay donné une sedeulhe. »

A côté de ces dépenses d'entretien de maison sont celles du mobilier :

» Le premier de jehanvyer 1609, j'ay achepté ung tour de lict du broudeur de Perigueux que couste quarante livres que promis de le payer en bled sur le mounyer de Perigueux.

» Ledict jour, luy ay donné a fere le pavilhon du *Corpus Domyny* et luy ay avancé six livres huit solz. »

Enfin, nous savons comment l'instituteur de Verng occupait ses loisirs :

» Le troysiesme de mars [1608] au regen du bourg pour m'avoir acoustré un paire de bas de soye vingt solz. »

M. LE PRÉSIDENT rappelle ensuite qu'en 1889, il a fait don aux archives de la Société d'une lettre de Charles-Prudent de Bec-de-Lièvre, évêque de Nîmes, écrite de Paris le 18 janvier 1738, six jours après son sacre, à M. Chiniac de La Morelie, magistrat à Périgueux.

Il nous offre aujourd'hui une lettre du même personnage, alors qu'il était vicaire général de Macheco de Prémieux. Le sceau porte des armes abbatiales qu'on ne peut déterminer. Cette lettre, datée de Périgueux le 10 avril 1736, est adressée à l'abbé de La Douze, prieur de La Faye. Le grand vicaire s'excuse de ne pouvoir se rendre à une invitation à souper au prieuré, à cause des visites qu'il doit faire à Andrivaux, Annesse et Beaulieu, où il est attendu.

L'abbé de Bec-de-Lièvre était né à Nantes, en 1705. Il est mort peu d'années avant la Révolution, sur le siège épiscopal de Nîmes, laissant dans le midi de la France l'exemple d'une vie sainte et vénérée par 50 ans d'œuvres de bienfaisance. Plusieurs établissements de charité, fondés par lui, y subsistent encore.

L'assemblée remercie M. Dujarric-Descombes.

Enfin, il est procédé à l'élection de trois candidats qui demandent à entrer dans nos rangs.

Après trois votes à mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membres titulaires de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. l'abbé Mathieu Durand, curé de Tayac, près les Eyzies, présenté par M. Gabriel Lafon et M. de Roumejoux ;

M. Henri de Guignard, vicomte de Saint-Priest, rue Villamilon, 2, à Saint-Maixent (Deux-Sèvres), présenté par le capitaine de Béler et M. de Roumejoux ;

Et M^{lle} Terrein, institutrice libre, rue de la Nation, à Périgueux, présentée par M. Féaux et M. de Saint-Pierre.

La séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DÚJARRIC-DESCOMBES.



RECHERCHES INÉDITES D'ART ET D'HISTOIRE
SUR L'ABBAYE DE BRANTÔME (1).

L'ABBAYE DE BRANTÔME ET LA SEIGNEURIE DE BOURDEILLE

3^e PARTIE

Décadence de la suzeraineté abbatiale.

I

Gérald de Maumont maître de Saint-Pardoux-la-Rivière.
— Ses héritiers cèdent le comté de Bourdeille au roi de France.

Entre ses châtellenies du Limousin, Châlus-Chabrol, Chalusset et Courbefy, qu'il devait à la générosité de sa puissante protectrice, Marguerite de Bourgogne, vicomtesse de Limoges, et cet imposant comté de Bourdeille, qu'il venait de conquérir par des subtilités légales, Gérald de Maumont avait, non moins à propos, mis la main sur un morceau fort appréciable, qui parachevait son empire dans la région qu'on pourrait appeler les *Marches du Périgord*. Cette acquisition, qui reliait, en quelque sorte, ses possessions limousines à celles de Bourdeille contiguës à la banlieue de Périgueux, était la terre de Saint-Pardoux-la-Rivière, sise dans la châtellenie de Nontron. Le bourg de Saint-Pardoux était voisin du berceau des Maumont : il fallait bien que les Maumont plantassent, là aussi, leur bannière féodale. Ce fut encore par la grâce très efficace de la vicomtesse Marguerite, ou plutôt par l'ingénieuse interprétation de ses volontés dernières qu'il obtint cette précieuse enclave. En effet, Margue-

(1) Voir le *Bulletin*. Tome VI, page 147 (1879). — Tome VII, page 53 (1880). — Tome XVII, page 69 et page 219 (1890). — Tome XIX, page 112 et page 199 (1892). — Tome XX, page 430 (1893). — Tome XXI, page 140 (1894).

rite de Bourgogne, châtelaine de Nontron et conséquemment propriétaire de Saint-Pardoux, était morte en 1290, laissant un testament dont elle confiait l'exécution à Gérard de Maumont et dont la clause essentielle, quant à la terre de Saint-Pardoux, était la fondation dans cette localité d'un couvent de femmes de l'ordre de Saint-Dominique. M. de Laugardière, dans ses inestimables *Essais sur le Nontronnais*, a fourni sur cette création les documents les plus abondants et les plus précis (1), donnant ainsi le méritoire témoignage de l'utilité de telles monographies locales. On y voit que, par l'effet du testament de Marguerite, sa seigneurie de Saint-Pardoux fut, en 1292, scindée en deux parties, dont la moindre fut attribuée au monastère naissant et la partie dominante aux possesseurs de la forteresse. Cette forteresse, Gérard de Maumont se la réserva, naturellement, quitte à la restituer un jour aux vicomtes de Limoges. L'empreinte féodale laissée par les Maumont sur ce coin de terre se retrouve dans le nom de La Salle-Maumont, qui désignait un fief, avec château, dans le bourg même de Saint-Pardoux-la-Rivière.

Des sommets de Courbefy, point culminant de la chaîne occidentale des collines du Limousin, antique limite du pays des Pétricoliens (2), Gérard de Maumont pouvait voir se dérouler devant lui, à perte de vue, la plus riche partie de sa conquête. Le creux des vallons, qui s'élargissaient de plus en plus, en descendant vers le midi dans la direction des régions fertiles, lui indiquait à vol d'oiseau le cours de la jolie rivière de Drône, naissant dans sa sauvage terre limousine et, pour ainsi dire à ses pieds, mais plus loin serpentant dans les plus riants paysages, baignant tour à tour ses meilleurs

(1) R. de Laugardière, *Essais topographiques, historiques et biographiques sur l'arrondissement de Nontron*. (*Bulletin*, t. IX, pages 577 et suivantes).

(2) De nombreux auteurs ont vu dans la désinence de Courbefy le mot *Fines* qui exprime une limite consacrée de longue date. (V. de Gourgues. — *Dordogne. Noms anciens de lieux du département*. Introduction, pages 12 et 13.)

bourgs, ses meilleurs repaires, la belle abbaye de son frère et ce fier château de Bourdeille, terre promise où il était entré triomphant, sans coup férir. En contemplant cette pittoresque entrée du Périgord, qui fut, comme on disait jadis, la grande galerie des bandes féodales, vaste champ de bataille où, depuis des siècles, le choc des armes n'avait cessé de retentir, il pouvait en effet s'applaudir d'avoir atteint son but, les mains nettes, sinon de violences, tout au moins de sang humain. Il faut lui faire honneur de ce pacifique résultat. Il est un hommage aussi que nous devons rendre, au passage, à la mémoire de ce petit-fils de paysans. L'acte de 1292 dans lequel il se faisait faire la part du lion dans son arrangement avec le couvent de Saint-Pardoux, stipulait en sa faveur, outre tant d'autres avantages, le droit de conserver pour lui et ses successeurs les vignes qu'il avait fait planter dans le territoire de Saint Pardoux, du côté de son château de Chalus-Chabrol, dernier confin de la zone viticole, et le droit de les augmenter à sa convenance, d'acheter des terres et de faire toutes autres acquisitions dans ce territoire, en vue de l'extension à donner à son vignoble et de nouvelles plantations de cette nature (1). Honneur donc au vigneron !

Gérald de Maumont se rendit à Paris pour faire hommage à Philippe-le-Bel de sa terre de Saint-Pardoux (2). Il saisit sans doute dans ce voyage l'occasion de se faire confirmer dans les bonnes grâces du roi. On a vu les hautes approbations qu'il obtint du reste de sa conduite.

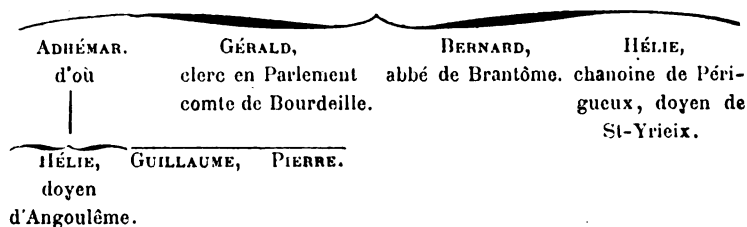
« En conséquence, dit Chérin, il jouit paisiblement pen-

(1) « *Concessit etiam nobis et heredibus et successoribus nostris vineas quas fecimus plantare in territorio Sancti-Pardulphi versus castrum nostrum de Chaslus Chabrol et quod possimus eas quandum nobis placuerit augmentare et terras emere vel alias acquirere in dicto territorio et in dictis vineis augmentandis et ampliandis aut de novo faciendis seu plantandis* » (R. de Laugardière, *loc. cit.*)

(2) L'abbé Carles. — *Monastère de Saint-Front, cathédrale de Périgueux.* (1871.) — P. 49.

dant sa vie de ce château de Bourdeille et de ses dépendances et, après lui, ceux du nom de Maumont, ses héritiers. » D'Aguesseau (1) se trompe lorsqu'il avance que c'est à ses enfants qu'il transmet son comté de Bourdeille. « Il en laissa trois, dit-il, Élie, Guillaume et Pierre de Malomont. » On ne peut admettre que le chapelain du pape, chantre de Bourges, clerc en Parlement, ait été marié. Il y avait, à vrai dire, des prêtres mariés au XIII^e siècle. Mais ils sortaient de la discipline établie depuis Grégoire VII et formaient une rare exception. Je crois donc que les héritiers de Gérard furent les fils de son frère Adhémar, la victime de Boson de Bourdeille, et qu'il faut établir ainsi la parenté :

Quatre frères.



En 1303, l'abbé de Brantôme, Bernard, était encore de ce monde, exerçant non moins paisiblement son autorité dès lors incontestée, et satisfait, au surplus, de la gloire de sa maison. Mais Gérard, son frère, était mort. Bernard ne prétendit rien dans sa succession. Les neveux et héritiers de Gérard, comme propriétaires du comté de Bourdeille, passèrent, le samedi avant le dimanche de *Lactare* 1303, avec noble homme Hélié de Bourdeille (Hélié VII), seigneur de l'autre partie de la châtellenie, une transaction aux termes de laquelle ils autorisaient Hélié à faire bâtir une maison ou forteresse dans sa portion de châtellenie ou à réédifier celle que son père ou ses devanciers y avaient eue, à condition

(1) D'Aguesseau, t. VI. p. 502. (1^{re} requête.)

qu'il fit ratifier la transaction par son fils Guy de Bourdeille, lorsque celui-ci aurait atteint l'âge voulu (1). Sur quoi, Chérin fait cette réflexion : que les ancêtres d'Hélie de Bourdeille avaient possédé un château ou forteresse dans le château de Bourdeille et que la perte qu'ils en avaient faite apparemment dans les guerres particulières du temps de Boson avait occasionné leur résidence à Brantôme « et peut-être même leur dépendance vis-à-vis de l'abbaye. » Cette dernière hypothèse doit être rejetée pour les raisons qui ont été déjà exposées. Mais le reste de l'observation est justifié par les présomptions les plus concordantes.

Hélie VII rentrait donc, selon toute vraisemblance, dans le château de ses pères, après une dépossession assez longue, et recueillait le bénéfice de sa confiance dans la fortune des Maumont et de sa conversion au parti du roi de France. Il s'était trouvé parmi les tenants de Philippe-le-Bel, lors de l'ajournement donné au roi d'Angleterre par le sénéchal de Périgord, en 1293 (2). Les Bourdeille resteront désormais français. Le roi n'aura plus à prendre ombrage de leur turbulence. Il est non moins sûr des Maumont. Il avait l'œil cependant, sinon sur les châtelains, du moins sur leur château, qui commandait un passage si important entre Limoges et Périgueux. Il regardait aussi, non sans convoitise, ces places fortes de Châlus, de Chalusset, qui étaient les clefs du Périgord et du Limousin. Une contestation qui surgit entre les ayants droit de la succession de Gérard de Maumont, relativement à l'attribution de ses biens, lui suggéra l'idée de les mettre d'accord en se rendant acquéreur de leurs places fortes. L'un des trois héritiers, Hélie, doyen d'Angoulême, venait de mourir, laissant pour exécuteur testamentaire, Guillaume de Chanac, officiel de Paris. Les deux survivants nantirent ce haut personnage de leurs pouvoirs, et, en l'an 1307, Philippe-le-Bel, traitant avec lui par échange, se rendit acquéreur du comté de

(1) Bibl. nat. — *Manuscripts Chérin*. Vol. 31. — Page 22.

(2) Dessalles, *Histoire du Périgord*, t. II.

Bourdeille, des châtelainies de Châlus-Chabrol et de Chalusset et donna en place aux Maumont les seigneuries de Châteauneuf, en Auvergne, et de Moret, dans le diocèse de Sens (1).

Dans l'acte de donation du comté, passé en 1283 entre l'abbé et les religieux de Brantôme, d'une part, et Gérard de Maumont de l'autre, on a vu que ce dernier s'était interdit « de transférer son château de Bourdeille en des mains plus puissantes, si ce n'est du gré et de l'autorisation desdits abbé et couvent. » La sentence de 1294, en confirmant cette donation, en avait confirmé toutes les clauses. Les contractants de 1307 passèrent outre à l'interdiction. Les religieux ne furent appelés à donner aucun consentement. La mort de Bernard, leur abbé, paraît remonter à cette date (2). En tout cas, ni lui ni son successeur ne donnèrent non plus leur adhésion. Cette adhésion eût été sans doute refusée de toutes parts ; car le comté de Bourdeille, passé aux mains du roi, cessait, de plein droit, d'être assujéti à un hommage quelconque envers l'abbaye.

Les religieux de Brantôme n'espéraient pas sans doute que le roi de France, devenu propriétaire d'une seigneurie vassale de leur abbaye, vint faire à leur égard acte de vassalité, comme eut dû le faire, en ce cas, un simple mortel. Il est à croire que le roi n'eut cure d'un tel devoir. D'Aguesseau examine la situation juridique faite à l'abbé par l'acquisition royale. Toutes les fois qu'un fief passait entre les mains du roi, il se présentait deux tempéraments : ou bien le roi commettait un sujet capable de rendre l'hommage en ses lieu et place et de s'acquitter de ses autres devoirs de fief, ou bien il donnait une indemnité au seigneur suzerain, indemnité que le seigneur n'était pas en droit de refuser. « Telle était la jurisprudence qui s'observait dans le royaume lorsque le roi fit l'acquisition du comté de Bourdeille,

(1) D'Aguesseau. — T. VI, p. 503. — V. aussi Chérin. — M. Clément-Simon s'est mal expliqué sur cet échange.

(2) *Gallia christiana*. — V^e Bernard de Maumont. (Tome II).

c'est-à-dire en l'année 1307 » (1). Il n'apparaît pas que Philippe-le-Bel ait fourni une compensation, sous l'une ou l'autre forme. Quant à l'idée qu'il ait rendu directement l'hommage à l'abbé de Brantôme, d'Aguesseau la repousse avec hauteur, au nom des principes qu'il est chargé de défendre.

« On a toujours cru, dit-il, que la majesté des empereurs ou des rois ne devait jamais s'abaisser aux pieds de leurs sujets, pour s'acquitter d'un hommage que les uns ne pouvaient rendre et que les autres ne devaient pas recevoir. C'est ce que répondit l'empereur Frédéric I^{er} à un seigneur particulier qui lui demandait l'hommage : « *Non teneri se* » *fidelitatem facere, cum omne hominum genus sibi fidelitatem* » *debeat* (qu'il n'était pas tenu à l'hommage, du moment que l'hommage lui était dû par tout le genre humain). » Nos rois, qui ont le caractère et le pouvoir d'empereurs dans leur royaume, n'ont pas été moins jaloux de cette prérogative, qui est, pour ainsi dire, un apanage inséparable de la souveraineté » (2). L'abbaye de Brantôme voyait donc s'évanouir la dernière apparence de ses droits fugitifs sur le comté de Bourdeille.

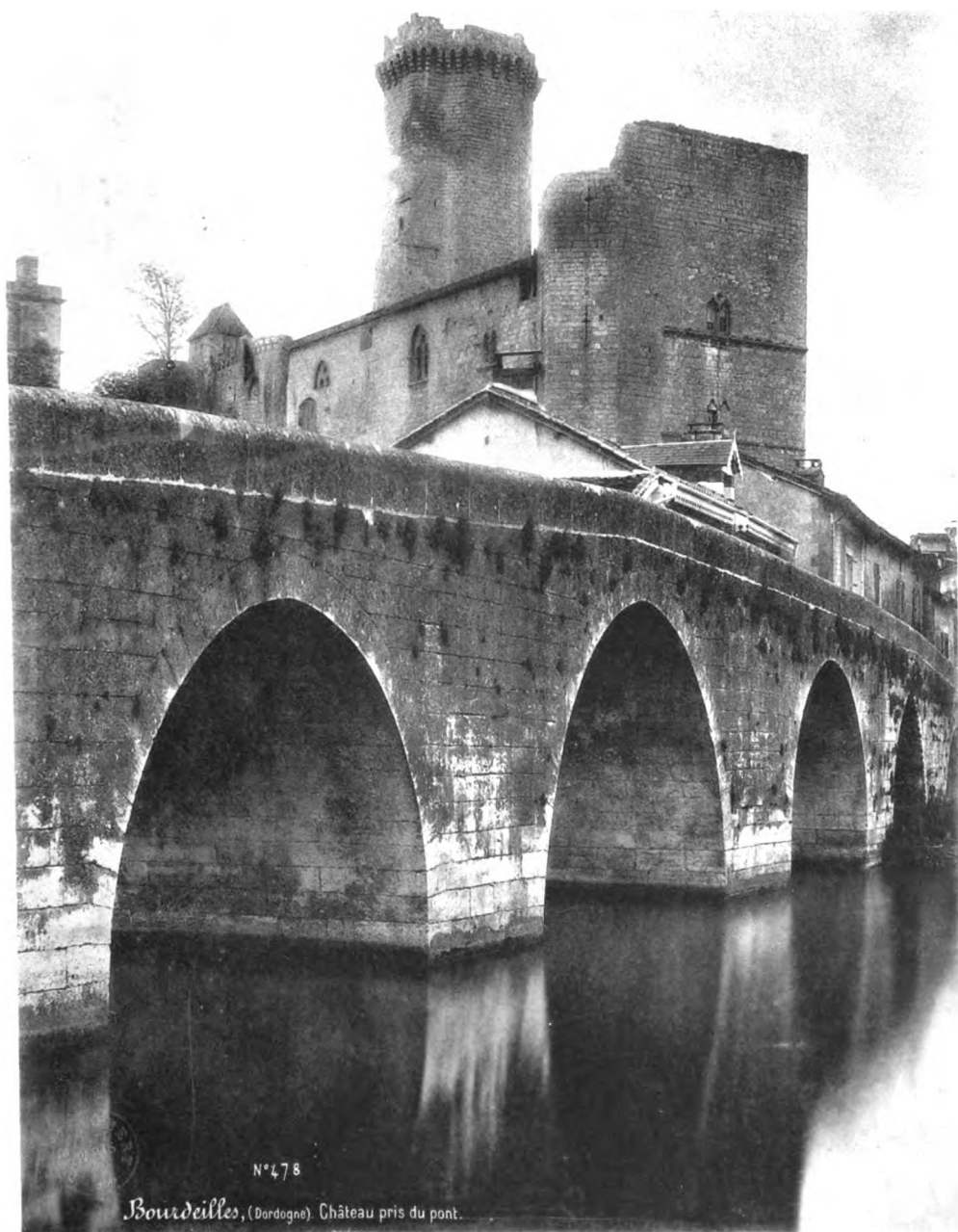
II

Émancipation du comté. — Le pariage de Brantôme. — Procès et accord sur les devoirs de la baronnie. (1479.)

Le roi de France, propriétaire du comté de Bourdeille, dispensé par son autorité souveraine de tout devoir féodal vis-à-vis de l'abbaye de Brantôme, n'en restait pas moins assujetti à un importun voisinage, à la promiscuité de cette place forte sur laquelle se dressaient côte à côte son château comtal et celui du sire de Bourdeille, propriétaire de la baronnie. J'entends bien que le roi ne fit pas en personne l'expérience de cette gênante communauté. Mais ses gens, ses

(1) D'Aguesseau. Tome VI, page 531.

(2) *Ibid.* page 529.



N°478

Bourdeilles, (Dordogne). Château pris du pont.

PHOTOTYPIE BERTHAUD.

3, RUE CADET, PARIS.

officiers veillaient. Par eux, la politique royale fut nécessairement amenée à faire sentir la continuation de son influence sur ce coin de terre qu'elle ne s'était approprié que par ce qu'il méritait d'être surveillé. Aussi bien, la fierté des Bourdeille n'avait pas abdiqué devant le royal intrus. La royauté avait cru, dès l'abord, devoir mettre sa marque puissante sur son acquisition. C'est sans contredit à ce moment que, sur l'ordre de Philippe le-Bel, furent bâtis le donjon et l'avant-corps du château comtal, constructions qui sont, pour ainsi dire, soudées à ces constructions plus anciennes, dont le dessin ci contre montre la masse imposante au-dessus du vieux pont sur la Drône. L'avant-corps, dont on ne voit qu'un des côtés, se perd dans la perspective du dernier plan. Par le donjon surtout, le roi affirmait son autorité. Hélie VII de Bourdeille se sentit-il humilié de cette démonstration ? Incontinent, il prit aussi la truelle, ne voulant pas que son château fit trop piteuse figure à côté de celui du roi. Il s'apprêtait à donner ou à rendre à son repaire un cachet de puissance féodale, quand survinrent les officiers royaux qui lui firent défense de continuer ses travaux.

Chérin (1) résume les textes relatifs à cette procédure. Il nous dispense d'y recourir. « Hély, dit-il, présenta requête » au Roy sur l'injustice de cet arrêt, exposant que lui et ses » prédécesseurs avoient joui du droit de haute et basse justice dans le domaine où il faisoit bâtir une tour. Il » croyoit être en droit d'élever cet édifice. Sa requête fut » admise, et Sa Majesté, — poursuit respectueusement le savant généalogiste, — Sa Majesté, la même année, 1308, lui » permit, non seulement d'achever la voûte d'une tour qu'il » avoit commencée et de couvrir la voûte de cette tour, » mais même de faire en ce lieu les ouvrages qui y seroient » nécessaires. Ce sont les termes précis portés dans la » permission du Roy. »

(1) *Manuscripts Chérin*. Vol. 34. — *Verbo Bourdeille*, f° 7 v°. (Bibliothèque nat.)

Les gens du roi, néanmoins, ne perdaient pas les maçons de vue. Le fier baron abusa sans doute de la permission, et ses travaux durent, petit à petit, prendre une tournure exagérée. Le voisin mit le holà. Il fit rendre par son parlement un arrêt qui réduisit les constructions à une proportion décente.

« Vu, dit l'arrêt (1), l'enquête à laquelle il a été procédé à ce sujet ; — Attendu qu'il en est résulté que les constructions et édifications desdits forts et bâtiments nous étaient à ce point préjudiciables, ainsi qu'à notre château, que ledit château et sa propre forteresse se trouvaient dominés par la forteresse et les bâtiments commencés déjà en ce même endroit par ledit Hélié ; — Attendu que, par l'autorité de notre puissance supérieure, nous pouvons légitimement détruire et, à plus forte raison, empêcher tous travaux qui pourraient nuire à nos places fortes, — Il a été ordonné par jugement de notre Cour, nonobstant les raisons quelconques proposées du côté dudit Hélié, que tous les bâtiments susdits qu'il a édifiés de la sorte s'arrêtent et demeurent arrêtés en tel état qu'ils ne puissent avoir aucun commandement sur notre château et la forteresse d'icelui » (2).

La maison de Bourdeille, dont cet arrêt réfrénait encore une fois l'essor, n'avait plus qu'à se tenir tranquille dans la limite des droits certains qu'elle avait sauvés du naufrage. Son indépendance politique était annihilée. Il lui restait cette baronnie qui devenait dès lors une simple exploitation seigneuriale, avec les devoirs et les avantages féodaux attachés à tout fief de condition moyenne. Parmi ces devoirs subsistait l'hommage dû à l'abbé de Brantôme, lieutenant de saint Sicaire, hommage redevenu, par la force des choses, notamment par la réintégration des Hélié dans leur patrimoine, ce qu'il était aux temps primitifs, c'est-à-dire un pur hommage de dévotion, impuissant désormais à dériver de son principe.

(1) Olim. T. II. 1308. LXXXVI.

(2) *Omnia prædicta sic per eum ædificata reponentur et reposita tenebuntur in tali statu quod dicto castro nostro et ipsius fortalicio nulla tenus vossent obesse.*

Mais on sait que la baronnie et le couvent n'avaient pas entre eux que ce lien mystique. Ils possédaient en commun une seigneurie en pariage, la co-seigneurie dite de Brantôme, qui englobait aussi une banlieue de quelque étendue. La composition de cette propriété indivise dut subir maintes variations à travers les siècles, depuis sa lointaine origine jusqu'en 1789 (1). Une telle association était une source de conflits. Mais on faisait des accommodements. Je reproduis ci-après le résumé qu'a fait Chérin, au vu des pièces originales, d'une transaction intervenue à ce sujet en 1324 (2). Il donne une idée de la complexité des droits respectifs. L'égalité de ces droits est particulièrement troublée par la stipulation d'un hommage plein imposé au baron de Bourdeille à l'égard de l'abbé de Brantôme, hommage absolument indépendant des devoirs dus à saint Sicaire. Le traité est conclu entre Hélié VIII de Bourdeille, petit-fils d'Hélié VII et fils de Guy, représenté par son tuteur et curateur, d'une part, et l'abbé Séguin et le couvent de Brantôme, d'autre part :

Hély de Bourdeille est qualifié de noble homme et seigneur de Bourdeille dans une transaction passée le samedi après la fête de l'Épiphanie de l'année 1324, entre lui assisté de Robert de Brohac, son tuteur et curateur, et l'abbé Séguin et les moines de Brantôme, par laquelle on voit qu'après avoir réglé leurs droits de juridiction haute et basse en communauté ou pariage sur les paroisses de Brantôme et sur les paroisses de Saint-Pardoux (Saint-Pardoux-de-Feix), d'Avaleuil (Valeuil), de la Roche (3), de Ramefort, de Bourdeil-

(1) En dernier lieu, le pariage était composé, comme je l'ai dit dans la deuxième partie de ce travail, de la ville et paroisse de Brantôme et des paroisses de Saint-Pardoux-de-Feix et de Cantillac (*Almanach de Guyenne de 1764*). Il était un peu plus étendu au xiv^e siècle.

(2) *Manuscrits Chérin*. (Bibl. nat.) Vol. 34. *Verbo cit.*

(3) Ce doit être La Roche, près Agonac, ancien repaire noble avec justice sur un quart de la paroisse de Sorges, mais je n'affirme rien. Car cet endroit est distant d'une douzaine de kilomètres du groupe formé par les autres localités désignées dans l'énumération.

les, Bélonis (Boulouneix), de Bella-Aquâ (Bellaygue) et de Saint-Crispin (Saint-Crépin), il les quitte de 10 setiers de vin que lui et ses prédécesseurs *propter domus de Burdelii* avaient coutume de percevoir, chacune année, dans le vignoble de la ville de Brantôme sur quelques-uns de ses habitants : — qu'en récompense de cela, l'abbé et les religieux lui font remise et aux siens de 20 sols de rente qu'il leur devait annuellement, à cause du legs que leur avait fait Hély de bonne mémoire, son aïeul, pour deux anniversaires qu'ils doivent faire chaque année, tant pour le salut de son âme que de ses parents et prédécesseurs, ce qu'ils promettent de continuer également à l'avenir, lui faisant aussi remise de 2 setiers de vin qu'il leur doit tous les ans, à la mesure de Brantôme, pour raison d'une plaide sise dans la ville de Brantôme, près de la maison d'Aymery de Vigonac.

Les autres conventions énoncées dans cet acte sont que la justice de la juridiction, tant à Brantôme qu'aux autres lieux ci-dessus nommés, sera exercée communément entre les parties par un juge qu'elles choisiront et institueront, pour cet effet, avec un sergent et un sceau pour sceller en leur nom les actes et sentences de leur juridiction commune, et dont les émoluments appartiendront au viguier (de Brantôme) et au seigneur de Bourdeille; — qu'on fera une prison infra des murs de cette ville, pour y renfermer les malfaiteurs et ceux desdits lieux, et qu'aucun emprisonnement ne sera fait de quelqu'un qui ne sera point de la ville que du commun consentement du seigneur de Bourdeille et du viguier, lesquels, pour raison de leur pariage, auront, dans un lieu convenable, des fourches patibulaires pour l'exécution des criminels; — qu'audit abbé de Brantôme resteront la supériorité et ressort de toutes causes et appellations, suivant la coutume ancienne, en toute juridiction haute et basse sur Brantôme et sur ce qui y appartient au seigneur de Bourdeille, lequel et ses successeurs, pour cette raison, seront tenus de lui faire hommage plein et à ses successeurs, comme ses vassaux, et le même abbé aura toute la juridiction de Saint-Pardoux et de Cantillac, et le seigneur de Bourdeille aura celle de Saint-Crépin.

La baronnie de Bourdeille restait donc, à divers titres, la vassale de l'abbaye. Mais c'en était fait de la vassalité du comté. Il s'était pourtant écoulé à peine quelques années depuis que le propriétaire passager de cette portion de Bourdeille, Gérard de Maumont, s'était soumis à l'hommage lige

avec serment de fidélité (1) envers l'abbé de Brantôme. Cela s'était fait sous le couvert de la politique royale et avait produit les effets qu'on a vus. Le roi, en se substituant aux Maumont, s'était naturellement affranchi de ce devoir, sans rien changer aux autres résultats. Il n'y avait qu'à s'incliner. Mais voilà que bientôt le roi songe à se défaire de sa nouvelle acquisition. L'intérêt qu'il avait eu à tenir dans sa main le comté de Bourdeille a perdu, ce semble, peu à peu de son importance, si bien qu'un jour vient où Philippe VI de Valois, neveu de Philippe-le-Bel et continuateur de sa politique, profite d'une occasion avantageuse pour s'en dessaisir en faveur du comte de Périgord. Nous sommes en 1338, au moment où le roi, devenu par donation propriétaire de la terre de Bergerac, s'y heurte à certains droits qu'y possèdent les comtes de Périgord. Ce n'est, toutefois, qu'en 1343 qu'en échange de ces droits, il leur livre le comté de Bourdeille. L'une et l'autre partie gagnait sans doute au traité. Mais le baron de Bourdeille ne gagnait rien à changer de voisin, car il ne pouvait songer davantage à contrebalancer le puissant seigneur dont l'immense propriété venait s'accroître d'un précieux lambeau arraché à l'antique patrimoine des Bourdeille. Quant à l'hommage lige contracté par Gérard de Maumont, en faveur de Brantôme, le nouvel acquéreur ne songea, pas plus que le roi, à s'y assujettir. Le baron demeura l'hommager unique, hommager spirituel envers le lieutenant de saint Sicaire, hommager temporel envers le coseigneur de Brantôme.

J'ai émis l'opinion que la branche des Hélie ou des barons avait de grandes obligations à l'abbaye de Brantôme, qui l'avait aidée vraisemblablement à se tirer d'affaire dans la tourmente où avait été si violemment éprouvée la fortune de la maison de Bourdeille. On avait vécu en bons voisins, peut-être en commensaux à Brantôme, pendant l'orage. Aussi n'est-il pas téméraire d'avancer que les hommages tem-

(1) *Homagium litgium cum juramento fidelitatis*. (Voir la traduction de cet engagement à la partie II, § II, du présent travail.)

poriels stipulés en faveur de l'abbé acquittaient, dans une certaine mesure, une dette de reconnaissance comme l'hommage à saint Sicaire acquittait une dette de piété. Ces deux hommages furent longtemps confondus dans un même cérémonial. Ce n'est que plus tard qu'on tiendra à préciser leurs caractères respectifs. Du premier procès-verbal détaillé de cet acte géminé de vassalité dont on ait conservé le texte (1), procès-verbal qui remonte à 1364, il résulte, en somme, que le 5 du mois d'avril de ladite année, Archambaud de Bourdeille fit hommage plein à dom Hélié de Brantôme, comme lieutenant de saint Sicaire pour la moitié des château et bourg et lieu de Bourdeille et qu'il lui rendit du coup le même devoir pour la moitié de sa juridiction haute et basse de Brantôme et pour les autres lieux mentionnés dans le pariage qui avait été fait, en 1324, entre le prédécesseur de cet abbé et feu noble Hélié de Bourdeille, père de lui Archambaud.

Il y est spécifié de quelle manière s'accomplissait alors l'ensemble de la cérémonie : « L'abbé, revêtu de son habit, » était debout, sa crosse à la main, devant l'autel de saint » Sicaire, et le seigneur de Bourdeille aussi debout, tête nue » et les mains jointes, devant l'abbé, qui reçut son hommage » en le baisant à la bouche, selon l'usage ordinaire. — Pré- » sents à ce : nobles Gui de Creissac, Guillaume Hélié et Hé- » lie de Verdel, chevaliers ; Boson de la Bardie, Guillaume » de Mareuil, seigneur des Bernardières, Guy de Monvel et » Guillaume de la Gouette, donzels, qui en furent les té- » moins. »

La ville de Brantôme, comprise dans le pariage, se trouvait ainsi avoir deux seigneurs. Pour elle, le sire de Bourdeille paraît avoir été de trop. Il faut tenir compte de la flerté bourgeoise qui s'accroissait de plus en plus. C'était, à vrai dire, affaire de pur sentiment, car les deux coseigneurs ne faisaient qu'un seigneur. Mais l'amour propre, non moins que l'intérêt, gouverne les actions humaines. Peut-être aussi

(1) Voir *Manuscripts Chérin*, vol. 34, *verbo cit.* (Bibl. nat.).

les bourgeois de Brantôme faisaient-ils peu de cas d'un gentilhomme soumis à des manifestations de vassalité envers leur abbé. Peut-être l'abbé favorisa-t-il en secret leur résistance. Toujours est-il qu'en 1428, Arnaud de Bourdeille s'étant présenté devant la ville de Brantôme pour y faire son entrée, à titre de haut, moyen et bas justicier, les habitants lui fermèrent leurs portes, et qu'il dût se retirer. L'affaire s'arrangea.

« Il y retourna l'année suivante, le 14 janvier 1429. Guy de Brohac, abbé de Brantôme depuis 1409, vint au-devant de lui avec ses religieux, la noblesse et la commune de ce lieu, pour lui rendre les honneurs qui lui étaient dus, reconnaissant alors que le seigneur de Bourdeille avait dans Brantôme haute, moyenne et basse justice. Le lendemain, 15 de ce mois, les habitants lui payèrent, comme seigneur de ce lieu, le droit annuel appelé *Locorum*. Le 16, ils lui demandèrent pardon à genoux, les mains jointes, de la rebellion qu'ils lui avaient faite, l'année précédente, et ils lui acquittèrent l'amende qui leur avait été imposée pour ce sujet. Après quoi, le seigneur de Bourdeille et l'abbé de Brantôme conjointement jurèrent sur l'autel de saint Sicaire de conserver ces habitants dans leurs privilèges et libertés et reçurent d'eux, tant nobles que religieux et autres, un serment de fidélité portant que tous s'obligeaient également d'obéir au seigneur de Bourdeille, soit ensemble, soit séparément, et de recevoir les domestiques de ce seigneur dans Brantôme de nuit comme de jour. Cette cérémonie finie, il se rendit avec l'abbé au lieu où se tenait la juridiction. Ils recommandèrent ensemble aux officiers de justice de la rendre bonne et brave aux habitants, et de tout ce qui vient d'être rapporté le seigneur de Bourdeille fit dresser un procès-verbal, dans lequel il est qualifié chevalier seigneur de Bourdeille et de Brantôme (1).

Il s'était accompli auparavant un événement considérable qui avait fait passer de nouveau le comté de Bourdeille, toujours distinct de la baronnie, sur la tête du roi de France. Le parlement avait prononcé au profit de la couronne la confiscation du comté de Périgord, dont dépendait le comté de Bourdeille. L'histoire des faits qui amenèrent cette mesure

(1) *Manuscrits Chérin*, vol. 34, *verbo cit.* (Bibl. nat.).

est connue (1). On sait aussi la suite. Charles VI fit don des biens confisqués à son frère, Louis, duc d'Orléans, par lettres patentes du 23 janvier 1399, où l'on trouve pour la première fois cette partie de la terre de Bourdeille qualifiée de comté. La baronnie de Bourdeille changeait encore une fois de voisin, mais restait ce qu'elle était. Le baron continua à rendre l'hommage à l'abbé, dans les conditions usitées. Un cartulaire, produit dans le procès du XVIII^e siècle (2), énonce qu'en 1464, Arnaud de Bourdeille rendit à l'abbaye de Brantôme un hommage pareil à celui de 1364.

Mais, l'accord fait par tolérance mutuelle sur le mode de prestation du double hommage spirituel et temporel ne pouvait s'éterniser. Peu après cette date de 1464, on voit s'élever à ce sujet entre le baron et l'abbé un grave litige devant le parlement de Bordeaux. Le sire de Bourdeille consentait bien à rendre l'hommage stipulé dans la transaction relative au pariage, c'est-à-dire l'hommage temporel. Quant au devoir spirituel, il s'y refusait avec énergie, se fondant sur la solennité de l'hommage que l'abbé voulait exiger de lui. L'abbé soutenait que l'hommage devait lui être rendu en forme d'hommage plein, avec serment de fidélité (*cum juramento fidelitatis*), cet hommage étant pour lui abbé et non pour saint Sicaire. Et pour bien caractériser sa prétention, il entendait le recevoir désormais sans être revêtu d'aucun ornement sacré, le seigneur de Bourdeille étant, au surplus, « tenu lui faire serment de fidélité accoutumé être fait en tous hommages. » De son côté, le baron prétendait « qu'il n'était tenu faire ledit hommage en cette forme, mais à monsieur saint Sicaire, et à l'abbé de ladite abbaye, comme son lieutenant, étant devant l'autel dudit saint, revêtu et tenant sa crosse en la main, et ledit seigneur de Bourdeille étant debout, et sans serment de féauté (3). »

(1) *Périgueux et les deux derniers comtes de Périgord*, par L. Dessalles, 1847.

(2) D'Aguesseau, tome VI, p. 511.

(3) D'Aguesseau, tome VI, p. 506.

La contestation fut longue et dut embarrasser les juges. Il fallut en venir à un accommodement, dont les médiateurs furent Hélié de Bourdeille, archevêque de Tours, oncle du baron en cause, et Geoffroy de Pompadour (1), évêque de Périgueux, supérieur ordinaire de l'abbé. La transaction est du 5 février 1479. Notre travail n'étant pas un recueil de documents originaux, mais une simple coordination de faits justifiés par des titres, il suffira, sans remonter aux sources, d'emprunter à d'Aguesseau les termes qui précisent la convention, quant à l'objet qui nous occupe :

Au lieu que par les actes précédents, dit l'avocat du roi avec pièces à l'appui, on avait confondu dans un seul hommage la moitié de la justice, ou autrement le pariage de Brantôme et la moitié du repaire de Ramefort avec celui de Bourdeille, on commença par cette transaction à mettre une différence considérable entre ces hommages, et il fut réglé que celui du pariage de Brantôme et du repaire de Ramefort, se ferait « *genibus flexis, capite discooperto, zonâ amotâ, manibus complois*, — à genoux, la tête découverte, sans le ceinturon, les mains jointes, » — avec serment de fidélité.

Il n'en est pas de même de l'hommage du lieu de Bourdeille (l'hommage à saint Sicaire)..... On convient : 1° que l'abbé, en recevant cet hommage, ne sera tenu d'être revêtu, ni avoir d'autre habillement que le grand habit abbatial qu'il porte, ni aussi d'avoir sa crosse, pour ce que les vêtements de sainte église sont ordonnés pour le service de Dieu, et non pour recevoir hommage de personne ; 2° qu'au surplus, on suivra la forme de l'hommage contenu dans celui d'Archambaud de Bourdeille, de l'année 1364 ; 3° on règle ce qui regarde le serment de fidélité demandé par l'abbé et refusé par le sieur de Bourdeille, et on le règle en ces termes : « Et pour ce que mondit sieur de Bourdeille dit et prétend qu'il n'est tenu faire serment de fidélité à mondit sieur de Brantôme, en sera fait un instrument à part, que toutes et quantes fois qu'il apparaîtra par aucun ou aucuns autres hommages précédant ou subséquant les dessusdits, ou autrement dûment, que

(1) *Manuscripts Chérin*, vol. 34, p. 22 (note). — Je livre ce menu fait à notre confrère M. Mallat, qui dans son intéressant travail sur Geoffroy de Pompadour, en cours de publication dans le *Bulletin*, 1894, p. 185, dit n'avoir pas trouvé trace des actes épiscopaux de cet évêque de 1470 à 1480.

lesdits sieurs de Bourdeille aient fait, ou soient tenus faire ledit serment de féauté, ou accordé en ce autre forme, mondit sieur de Bourdeille et ses successeurs seront tenus de faire à mondit sieur de Brantôme et ses successeurs ledit serment de féauté en autre forme sur ce accordée (1). »

Ainsi, le sieur de Bourdeille, continue d'Aguesseau, gagne presque entièrement sa cause par cet accommodement, puisque l'on convient que l'hommage sera rendu à saint Sicaire et non à la personne de l'abbé, conformément à l'acte passé par Archambaud, et que l'on exempte ce seigneur du serment de fidélité, jusqu'à ce que l'abbé ait rapporté les titres en vertu desquels il puisse l'y assujettir, ce qu'il n'a pas encore fait, et qu'apparemment il ne fera jamais : il n'y a qu'un seul chef que l'abbé gagne par cet accommodement, c'est la dispense de se revêtir d'habits pontificaux pour recevoir l'hommage de Bourdeille.

En exécution de cette transaction, ce seigneur rendit l'hommage qui est le dernier titre de l'abbé de Brantôme : il est de la même date que la transaction, et est absolument conforme à celui de 1364, excepté que l'abbé reçoit cet hommage sans être revêtu des ornements sacerdotaux (2).

C'est cette transaction qui devait servir de base aux conclusions de d'Aguesseau dans le procès soutenu contre le roi par l'abbé de Vauban, et à l'arrêt final que rendit le parlement de Paris. Mais, avant d'arriver au terme de cette querelle, il n'est pas sans intérêt de suivre rapidement et, pour ainsi dire, à vol d'oiseau, à travers les trois siècles qui sont encore devant nous, les destinées communes de l'abbaye de Brantôme et de la maison de Bourdeille.

(1) Ce qui revient à dire, de la part du baron : « Quand vous aurez établi que je vous dois pour Bourdeille autre chose qu'un hommage de dévotion, je m'exécuterai et vous prêterai serment de fidélité. En attendant, restons-en là. » — Le serment de fidélité était l'expression la plus étendue de la vassalité.

(2) D'Aguesseau, tome VI, pages 565, 566 et 567 (*passim*).

III

Les Bourdeille redevenus propriétaires de la totalité de leur domaine (1480). — La Confiance. — Désuétude de l'hommage à saint Sicaire.

Au moment où cette convention de 1479 mettait les choses au point entre la baronnie de Bourdeille et l'abbaye de Brantôme, l'autre portion de Bourdeille, le comté, qui n'avait d'ailleurs aucun intérêt direct à la transaction, n'était déjà plus aux mains du duc d'Orléans. Cette seigneurie avait suivi le sort du comté de Périgord, vendu à Jean de Bretagne, vicomte de Limoges, qui en avait pris possession le 10 décembre 1445. Le propriétaire de la baronnie était, à cette date rétrospective, Arnaud II de Bourdeille. Nous voyons, en même temps, cet Arnaud gouverneur du château du comté. C'est lui qui fit la remise de la forteresse au nouveau châtelain, par lequel il fut confirmé dans sa charge de gouverneur. En somme, les Bourdeille étaient restés là, opiniâtrement fixés sur leur rocher, dans des alternatives de bonne et de mauvaise fortune, donnant un respectable exemple d'attachement au herceau familial.

Ils s'étaient singulièrement relevés, à partir de cet Archambaud dont il a été déjà parlé et qui fut, en outre, seigneur de La Tour Blanche. Quoiqu'on ait de lui un acte de foi et hommage, du 9 février 1369, où il avoue tenir d'Edouard, prince d'Aquitaine, fils du roi d'Angleterre, « le chastel, ville, chastellenie et appartenances de La Tour Blanche, en la sénéchaussée d'Angoulême (1), » il faut croire Brantôme lorsqu'il dit de lui et de son fils Arnaud I^{er} « qu'ils servirent fort bien leurs roys de France, encontre les Anglais (2). » La

(1) *Bulletin*, tome VIII, 1881. Notes historiques sur des fiefs du comté de Périgord relevant de l'évêché d'Angoulême, par A. de Massougnès. (Pièces justificatives, VIII), page 223.

(2) *Œuvres complètes de Brantôme*, (édit. histoire de France), tome X, p. 66. Opuscules.

preuve en est, à l'égard d'Archambaud, dans une ordonnance rendue au nom du roi par Duguesclin, le 9 avril 1375, lui restituant tous ses biens, dont les Anglais l'avaient dépouillé (1), et, à l'égard d'Arnaud, dans la marque de confiance que lui donna le roi en faisant de lui son sénéchal de Périgord. Mais la plus haute expression du relèvement de la famille fut dans la progéniture du sénéchal, notamment dans notre Arnaud II ci-dessus mentionné, « ce brave Arnaud de Bourdeille, comme dit Brantôme, dont les histoires parlent de luy, qui fut fait chevalier devant Fronsac (2), » et dans le cardinal Hélié de Bourdeille, successivement évêque de Périgueux et archevêque de Tours, qui honora ces deux sièges par ses vertus et dont la mémoire, je dois le dire, resta en meilleure odeur auprès de la postérité qu'auprès de son arrière-neveu, le célèbre chroniqueur, très marri (3) des générosités qu'il fit aux églises au détriment de sa famille. L'abbaye de Brantôme fut évidemment parmi ces bénéficiaires. Car nous voyons le prélat et l'abbé dans de tels termes qu'ils sont faits ensemble prisonniers par les Anglais, sur le chemin de Périgueux à Saint-Antoine-d'Auberoche, vers 1450 (4).

On comprend que, dans cet état de la maison, le baron de Bourdeille, capitaine ou gouverneur du château comtal, n'eût

(1) *Maison de Bourdeille en Périgord*. (Filiation complète, déjà citée.) — L'auteur de cette généalogie attribue à Archambaud l'honneur de la résistance opposée aux Anglais, lors du siège de Bourdeille, de 1369. Il n'a peut-être pas pensé qu'Archambaud, à ce moment, n'était pas propriétaire du château principal, c'est-à-dire de la forteresse.

Archambaud ne paraît avoir joué aucun rôle dans ce siège. Il n'est pas question de lui dans Froissart, pourtant plein de détails à ce sujet. (Liv. I, partie II, chap. 164, 165 et 176.)

(2) *Brantôme*, tome V, p. 393. Des couronnels français,

(3) *Brantôme*, tome III, pages 111 et 112 (le grand roy François,) et p. 66 (Opuscules).

(4) P. Dupuy, *l'Estat de l'Eglise du Périgord*, tome II, p. 145. Brantôme et le P. Dupuy font d'Arnaud II un sénéchal de Périgord. Il n'est pas cependant à la suite de son père Arnaud I^{er}, dans la liste des sénéchaux de M. Ph. de Bosredon.

pas l'air d'un simple gardien, malgré qu'il fût aux gages du comte. Observons qu'il avait aussi les titres de seigneur de La Tour Blanche, de Brantôme, de Coutures, de Bourzac, de Beauronne, de Douzillac et autres lieux. En ajoutant à toutes ces qualités celle de premier baron du Périgord, il portait sans trop d'humiliation les clefs du château fort. Il surveillait du même œil le comté et son domaine. Son autorité propre et son autorité d'emprunt lui donnaient les apparences d'une autorité complète. Ces apparences n'allaient pas tarder à devenir une réalité.

En 1456, Françoise de Bretagne, unique héritière du comté de Périgord, avait épousé Alain d'Albret, qui n'avait alors que dix ans. Elle lui avait porté en dot cette partie de son riche patrimoine et avec elle le comté de Bourdeille. Avec le temps, Alain d'Albret devint un grand personnage. Suffisamment pourvu de toutes façons, il n'eut garde de conserver, à titre de propriété, ce tronçon de seigneurie dont il avait laissé la surveillance à son voisin. Ce voisin était, en 1480, François, fils d'Arnaud (1). Conjointement avec sa femme, il lui vendit le comté par acte du 10 janvier de la même année.

Voici la substance de ce contrat :

1^o La seigneurie qu'on y vend y est dénommée le château, qui appartenait à Alain d'Albret et à Françoise de Bretagne, auprès de l'ancien château que François de Bourdeille, acquéreur, avait au même lieu, et l'on y ajoute ensuite la

(1) Notre érudit vice-président, M. Dujarric-Descombes, à qui je dois rendre cet hommage, qu'il m'a inspiré l'idée du présent travail en m'indiquant les deux mémoires de d'Aguesseau, a publié ça et là dans le *Bulletin des documents ou des articles excellents à consulter*, relativement à l'histoire si intéressante de la maison de Bourdeille, qui est à faire. Voir notamment, au tome XI, p. 381 : *Montre des nobles de la baronnie de Bourdeille, vers 1470*, et tome XIII, p. 322 : *Historique de la propriété du comté de Périgord*. Dans ce dernier article, on voit François de Bourdeille en telle situation de fortune qu'après le comté de ses aïeux, il achète à Alain d'Albret les terres de Celles et de Bertric (1484).

portion de la ville, des bourgs et châtellenie de Bourdeille, qui appartenait au comte et à la comtesse de Périgord.

2° Les bornes de ce qui est vendu sont aussi marquées dans le même titre, qui porte que la seigneurie de Bourdeille, vendue par Alain d'Albret et par Françoise de Bretagne, sa femme, « va jusqu'à la rivière de Drône, à partir de la ville de Périgueux, telle qu'elle se tient et s'étend jusqu'au château, et jusqu'à la portion de la ville, des bourgs et de la châtellenie dudit seigneur de Bourdeille, acquéreur. »

3° Le prix de cette vente est de quatre mille écus d'or pur, marqués au coin du roi de France.

4° Les conditions principales de cette vente sont : premièrement, que l'acquéreur rendra l'hommage lige de ce qu'il acquiert à Alain d'Albret et à ses successeurs au comté de Périgord ; et, en second lieu, que les appellations des sentences rendues par le juge de cette partie de Bourdeille seront relevées par le juge du comté de Périgord (1).

Bien que signataire du contrat de vente, Françoise de Bretagne vit cette aliénation avec dépit. Elle craignait sans doute que le comte de Périgord, son mari, ne se fût imprudemment dépouillé d'une place forte plus sûre entre ses mains qu'entre celles d'un vassal dont la famille avait joué envers les vicomtes de Limoges le rôle que l'on sait : « Il y a, » dit un inventaire analytique du xvii^e siècle (2), un mémoire » attaché audit contract contenant comme, en présence des » témoins nommés audit mémoire, ladite dame Françoise » de Bretagne proteste de la nullité dudit contract, disant » que souvantesfois, elle avoit esté sommée par ledit sire » d'Albret, son mary, d'en faire ladite vendition, à quoy elle

(1) Résumé de d'Aguesseau. Tome VI, pages 508 et 509, d'après la pièce originale qui est aux Archives des Basses-Pyrénées.

(2) Je dois à M. le comte de Saint-Saud la communication d'une copie de cette précieuse nomenclature qui se trouve en quatre cahiers manuscrits aux Archives de la Gironde (G. 4143). Elle est inscrite sous ce titre dans l'inventaire imprimé : xvii^e siècle. *Analyse d'actes conservés aux archives de la Chambre des Comptes de Pau et pouvant servir à déterminer la consistance du domaine de Périgord.* — L'un de ces cahiers concerne exclusivement Bourdeille.

» n'avoit voulu consentir, mains craignant de lui déplaire,
» elle estoit contrainte de le faire, protestant de se pourvoir,
» elle et ses enfants, en temps et lieu. » Alain d'Albret, qui
avait en tête des affaires encore plus graves (1), n'eut cure
de cette protestation. Sa femme mourut d'ailleurs cette même
année 1480.

Maintenant que la baronnie et le comté de Bourdeille sont réunis sur la même tête, et sur la tête d'un Bourdeille, comme jadis, l'abbaye de Brantôme va-t-elle reprendre sa suzeraineté sur le bloc ? Non. Saint Sicaire vient d'être réduit, par le traité de l'année précédente, à sa part stricte d'autorité sur la seule baronnie. Il n'en sortira pas. Son influence a produit tout son effet. Elle est désormais caduque, et les abbés de Brantôme tenteront vainement de la ressusciter. Les choses sont arrangées de manière à ce qu'on n'ait plus besoin de lui. Aussi n'est-il plus question, pendant des siècles, du fameux hommage. Le sire de Bourdeille rend l'hommage de droit commun à son suzerain naturel, qui est, jusqu'à Henri IV, le comte de Périgord, et, à partir d'Henri IV, le roi de France ; de telle sorte que, quand on parle du roi, dans l'espèce, c'est comme si l'on parlait du comte de Périgord, et réciproquement, le comté ayant été finalement rattaché à la couronne.

Arrivés à l'ère contemporaine de Pierre de Bourdeille, le célèbre abbé nous arrête nécessairement au passage, d'autant plus qu'il a exercé une influence décisive sur ces relations de l'abbaye de Brantôme et de la seigneurie de Bourdeille. Sa prise de possession de l'abbaye, en 1558, marque en effet une péripétie des plus intéressantes dans ces fluctuations féodales, où l'on ne sait, par moments, quel est celui, du seigneur ou de l'abbé, qui est le suzerain ou le vassal. L'avènement d'un Bourdeille au siège abbatial, à cette date

(1) Sur la vie et la fortune ascendante de ce personnage (*homo grossus, aspectu ferox, rusticanus in personâ*), on consultera avec fruit le curieux travail de M. Clément Simon : *Alain d'Albret et la succession de Bretagne*. (Congrès scientifique de France. Pau, 1873. T. II, pages 233 et suivantes.)

où les Bourdeille sont redevenus une puissance, ne pouvait évidemment que favoriser leur émancipation, si déjà elle n'était pas complète. Elle le fut désormais à ce point que les rôles s'intervertirent du tout au tout et que l'abbaye, qui avait conquis la seigneurie, en devint, sinon en droit, du moins en fait, la très humble et très obéissante servante. En deux mots, voici comment.

Les abbés, à partir de François I^{er}, n'étaient plus à l'élection des religieux, mais à celle du roi de France. Peu d'accord en cela avec la plupart des écrivains canoniques, Brantôme a glorifié cette mesure en un dithyrambe débordant (1). La royauté avait épuisé l'action utile qu'elle pouvait retirer des couvents. Maintenant, elle donnait les couvents à ses gentilshommes, c'est-à-dire à des laïques, qu'elle pourvoyait ainsi des bénéfices ecclésiastiques, qu'elle revêtait du titre d'abbés, mais qui n'avaient sur la congrégation aucune autorité. Ils n'avaient qu'à faire rentrer leurs revenus. A ces fins, le moyen pour eux le plus commode était d'instituer, à leur place, un religieux, membre ou non de la congrégation, qui devenait l'abbé spirituel au regard des moines et le régisseur temporel au regard du gentilhomme. C'est ce qu'on appelait la *confiance*, sujet digne d'une étude spéciale, que le cadre de ce travail nous permet à peine d'effleurer.

Brantôme ne s'avisa de prendre un mandataire de cette nature qu'en 1583, après avoir géré lui-même son abbaye pendant vingt-cinq ans. Son premier confidentiaire paraît avoir été Lespinasse, à qui succéda Pierre Petit, dit la Coutancie, qu'il appelle le sieur Coutagno (2). Est-ce de Lespinasse qu'il parle lorsqu'il raconte qu'un méchant homme, qu'il ne nomme point, fit empoisonner « meschamment et

(1) Brantôme. *Hommes illustres et grands capitaines français*. — *Le grand Roy François*. (T. III, pages 107 et suivantes.)

(2) Je rétablis le mot d'après la phonologie locale. La Coutancie est un hameau sis dans le canton de Mareuil-sur-Belle et voisin de la ville de Brantôme. « Je donne et lègue à maistre Pierre Petit, dict le sieur Contanho.... » *Brantôme. Testament*. (T. X, p. 124.)

innocemment son abbé titulaire, un très homme de bien, certes ? (1) » A la mort de Brantôme (1614), Pierre Petit resta en place. Le *Gallia christiana* le mentionne comme le successeur de Brantôme (2). Ce n'est pas tout-à-fait la vérité. Le successeur de Pierre de Bourdeille, dans la jouissance du bénéfice, fut son neveu, Henri de Bourdeille, nommé Henri I^{er} dans la généalogie de la famille, fait marquis d'Archiac par lettres patentes du 4 mars 1609. Petit resta son simple régisseur jusqu'en 1622, date à laquelle, dit le *Gallia christiana*, « il contracta mariage. » Il ne saurait y avoir d'équivoque, malgré la construction amphibologique de la phrase latine. C'est le confidentiaire qui convola, et non le seigneur, qui était marié depuis 1604. Dans la nomenclature des abbés, nous voyons encore, sous le numéro XXXIV, à la suite de ce « Pierre IX Petit », un Arnaud Barbut (Arnaldus II Barbut), qui fut uniquement le confidentiaire d'Henri de Bourdeille. « M. de Bourdeille (Henri I^{er}), lit-on dans les *Preuves* de la » généalogie de Bourdeille, extraites du cabinet Clairambaud (3), jouit pendant le cours de sa vie de l'abbaye de » Brantôme sous des noms de confidentiaires. » Après Barbut, qui céda la place en 1633, on voit paraître Henri Faucher, XXXV^e abbé, encore simple régisseur. Il gouverne d'abord sous Henri de Bourdeille, qui ne meurt qu'en 1642. Il gouverne ensuite sous le fils d'Henri, Claude de Bourdeille, plus connu sous le nom de comte de Montrésor, qui avait d'autre part, tout laïque qu'il fût, la riche abbaye de Lannoy, en Beauvaisis. « Outre cette abbaye, disent les *Preuves* de » Clairambaud, le comte de Montrésor possédoit aussi celle » de Brantosme, devenue comme héréditaire dans sa » maison (4). »

Est-ce par compromis ou par complaisance que le pouvoir royal fermait les yeux sur cette simonie, condamnée par

(1) *Brantôme (Le grand roy François)*. T. III, p. 116.

(2) *Gallia christiana*. Tome II, p. 1495.

(3) Appendice des *Œuvres de Brantôme* (Édition Buchon). T. II, page 666.

(4) *Ibid.* T. II, page 677.

l'Église, et contre laquelle il fut amené lui-même à se prononcer, dès l'avènement de Louis XIII, du vivant même de Brantôme ? Cet édit de 1610 paraît être resté lettre-morte. En tout cas, il n'exista pas pour les de Bourdeille, et l'abbaye de Brantôme, pour employer les termes mêmes de d'Aguesseau, qui touche à ce sujet en passant (1), fut ainsi « possédée par cette maison qui se l'était appropriée depuis longtemps par une confidence criminelle. » Dans ces conditions, les revendications féodales de l'abbaye vis-à-vis de Bourdeille n'étaient naturellement pas de mise. Un gentilhomme ne pouvait condescendre à se faire l'hommager de son régisseur. L'hommage s'éteignit en la personne du seigneur par une sorte de confusion. Saint Sicaire n'eût plus voulu, comme lieutenant, d'un abbé réduit à cet état de domesticité. Sa protection s'était retournée vers les Bourdeille. Dans cette période de délivrance, ils lui rendirent le seul hommage compatible avec leur dignité reconquise. On y voit le nom de *Sicaire*, attribué pour la première fois comme nom de baptême à trois membres de la famille. C'était l'acquit anodin, mais expressif, d'un devoir ramené par la nature des choses à ses proportions originelles, pure satisfaction de religion ou de conscience (2).

Toutefois, saint Sicaire n'a pas expressément renoncé à ses droits. Ses titres sont affirmés, de temps en temps, sur le papier. C'est ainsi que, dans un hommage rendu, le 27 sep-

(1) D'Aguesseau. Tome VI, p. 504. — Voir *ibid.*, p. 549, et tome VII, p. 56. — Chopin (*Traité de la Police ecclésiastique*, traduite du latin par Tournet. — Paris. 1662. Tome IV, p. 37.)

(2) André de Bourdeille, marquis d'Archiac, sénéchal de Périgord, frère de notre abbé, eut six enfants. L'aîné, Henri 1^{er}, qui continua la filiation directe, eut à son tour :

1^o *François-Sicaire*, vicomte et marquis de Bourdeille et d'Archiac, en qui s'éteignit la branche aînée des Bourdeille et qui légua son titre et ses biens à Claude II, son cousin, de la branche de Mastas (testament de 1668) ;

2^o Claude, comte de Montrésor, mentionné comme 36^e abbé de Brantôme, dont la fortune passa aussi dans la branche de Mastas.

La branche de Mastas commence à Claude 1^{er}, fils d'André, sus-nommé, qui eut huit enfants, parmi lesquels *Henri-Sicaire* (1605-1636) et *François-Sicaire* (1611-1640) — On ne trouve pas d'autres *Sicaire* dans la famille.

tembre 1541, par François de Bourdeille, fils du précédent et père du chroniqueur, au roi de Navarre comme comte de Périgord, il est fait abstraction « d'un surplus » de la terre qui serait mouvant de l'abbé de Brantôme (1). Je ne pense pas qu'il s'agisse ici de l'hommage relatif au pariage. Bien plus tard, en 1624, dans un aveu solennel rendu par Henri de Bourdeille aux commissaires nommés par le roi pour la vérification de son ancien domaine de Navarre et de Périgord, le vassal reconnaît d'abord que la terre de Bourdeille est tenue en fief du roi, comme comte de Périgord ; mais il en excepte ensuite la baronnie de Bourdeille, qu'il dit être dans la mouvance « des reliques du précieux corps et innocent martyr saint Sicaire de Brantôme. » Simples énonciations sans portée et sans effet. L'abbé de Brantôme ne songe pas à s'en prévaloir. Et le roi continue seul d'être reconnu seigneur suzerain de Bourdeille. Nouveaux hommages au roi, en 1666, en 1679, sans exceptions ni restrictions. Mais, dans un aveu présenté le 7 septembre 1680, on vit reparaître inopinément l'énonciation inquiétante qui s'était fauillée dans l'aveu de 1624. C'est assurément ce son de cloche qui réveilla enfin l'attention des abbés de Brantôme « après un sommeil de plus de deux siècles » (2).

Il ne faut pas croire toutefois que saint Sicaire fût déchu de tout prestige. Il était encore l'objet d'un culte fervent à Brantôme. Seulement, sa tutélaire influence était passée des grands au commun des mortels, et le seul hommage qu'il reçût était celui de la foi populaire. Voici ce qu'en écrivait, en 1836, un frère Girard, dans une notice sur l'abbaye (3) qu'il adressait au P. Robert Quatremaire, religieux bénédictin à Saint-Germain-des-Prés :

« Il est certain que Charlemagne, fondant le monastère, y laissa le

(1) Inventaire communiqué par M. de Saint-Saud, déjà cité.

(2) D'Aguesseau. Tome VI, pages 515 et 516.

(3) Bibliothèque nationale. Fonds latin. N° 12,663, pages 134 à 140. — Recueil de pièces sur l'histoire de divers monastères bénédictins formé au xviii^e et au xix^e siècle et intitulé : *Monasticon Benedictinum* (verbo *Brantôme*). — Voir aussi Fonds Périgord. T. XXXIII, p. 180.

corps de saint Sicaire (*Sycarius*, en latin), Innocent, que nous nions avoir esté le fils d'Hérode. Ses reliques sont dans une très belle, grande et ancienne chässe, couverte de lames d'or et d'argent doré, enrichie de très belles pierreries. Sa feste est très célèbre dans le païs, le second de may, où il se fait un très grand concours de peuple ; et, comme on luy a grande dévotion, aussi sent-on souvent son secours par de fréquents miracles, particulièrement sur les possédés ou ceux qui sont à l'article de la mort, lesquels il tire comme du sépulchre, d'où vient que, le jour de sa feste, on voit à la procession quantité de personnes affublées dans leurs suaires, qu'ils luy ont voués dans leur maladie et qu'ils offrent au retour de la même procession. Il est compté comme Patron (1), quoyque ce soit saint Pierre, l'esglise estant dédiée sous le nom de ce saint apôtre. »

Saint Sicaire ne tira pas du sépulcre ce qui ne pouvait être ressuscité, même par un miracle. Il ne fit pas revivre le moyen âge en plein xviii^e siècle. Le marquis de Jumilhac, qu'on a vu se rendre adjudicataire, en 1701, du domaine entier des Bourdeille, eut beau, d'entente avec l'abbé de Vauban, se soumettre d'emblée à l'antique hommage pour la totalité de sa seigneurie et trancher ainsi du fils de paladins, lui fils de simples maîtres de forges ; ce simulacre de retour des croisades n'eut pas de lendemain, ou plutôt son lendemain fut l'intervention du roi dans le procès né des prétentions de l'abbé de Brantôme et la consécration des droits revendiqués par la couronne. Le roi, en somme, par l'organe de d'Aguesseau, son porte-parole, auquel il faut revenir une dernière fois, avant de clore cette étude, ne disputait pas à l'abbé le privilège platonique de recevoir d'un seigneur un témoignage de piété à l'adresse d'un saint. C'était là affaire de pures convenances religieuses ; l'on pouvait même, sans inconvénient, laisser revivre dans cet esprit la cérémonie tombée en désuétude. Mais le roi entendait

(1) L'antiquité de ce patronage est établie, en dehors de ce qui a été dit dans la première partie de ce travail, par un extrait du Rouleau de Bertrand de Baux (vers 1181) : — « 110. *Titulus Sancti Petri et Sancti Sicarii Brantomensis.* » (*Rouleaux des Morts du IX^e au XV^e siècle*, par Léopold Delisle. — 1866. — P. 889.)

que cette manifestation de piété ne pût, en aucun cas et dans une mesure quelconque, se prêter, comme elle l'avait fait jadis, à « une usurpation cachée sous le voile de la religion. » Il entendait rester le seul seigneur féodal de Bourdeille. Ce point admis, d'Aguesseau devient très accommodant :

La nature du fief étant une fois connue, rien n'est plus facile que de concilier les titres du roi avec ceux de l'abbé. Il ne faut que reprendre pour cela le grand principe établi par le sieur de Marea que les hommages de dévotion sont plutôt des effets d'une soumission religieuse que des actes d'une sujétion féodale ; et, par conséquent, le droit que l'église acquiert par ces actes n'est point incompatible avec celui qui appartient au véritable seigneur féodal : ce sont deux droits différents, mais non pas contraires, qui, bien loin de se détruire l'un l'autre, se concilient parfaitement : le vassal a deux maîtres, à la vérité, mais d'un ordre différent ; et, comme les devoirs de la religion n'ont rien de contraire à ceux de la société, et que le même homme peut être en même temps fidèle à Dieu et fidèle à son prince, rien n'empêche aussi que la même personne ne soit engagée à l'église par un serment de dévotion et à un seigneur temporel par une investiture féodale... Ainsi, il n'y a aucun inconvénient que le seigneur de Bourdeille s'avoue toujours vassal du roi, quoi qu'il ait consacré une partie de son fief à l'église de Brantôme, sous un nom qui n'a que l'apparence d'un fief et qui, dans le fond, n'est qu'une soumission religieuse et de pure dévotion (1).

Conclusion simple et profonde, qui valait un arrêt. Le spirituel et le temporel, trop souvent confondus, quoique de nature essentiellement différente, se voyaient peu à peu ramenés à leur légitime sphère d'influence et d'action. Ce n'est pas tout que d'admirer le « *Rendez à César* » de l'Évangile. Il faut de telles intelligences pour le comprendre et l'appliquer.

G. BUSSIÈRE.

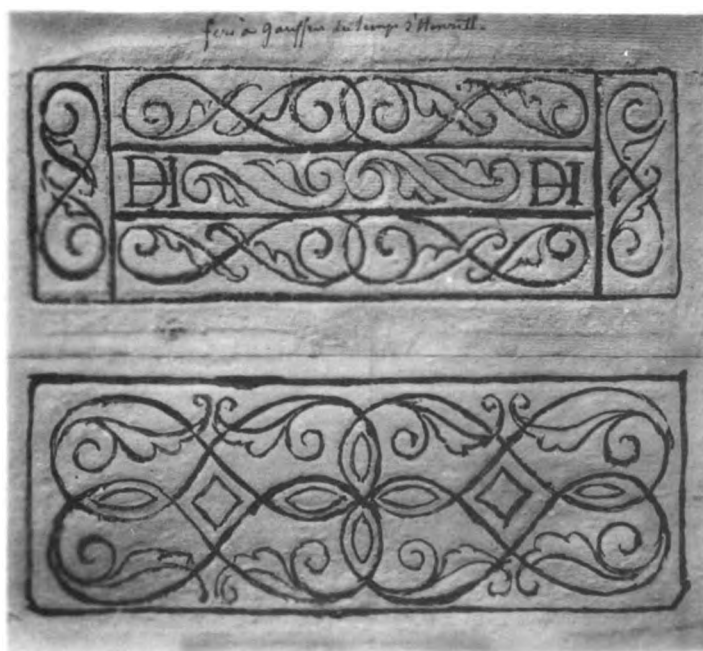
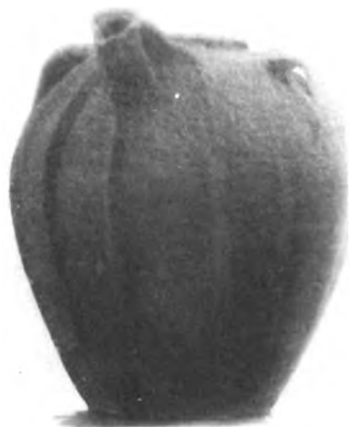
(1) D'Aguesseau, t. VII, 2^e requête.

CAUSERIE ARCHÉOLOGIQUE.

C'est d'archéologie *culinaire* que je me permets d'entretenir aujourd'hui les lecteurs du *Bulletin*. Je leur ai assez souvent parlé de châteaux et d'églises, de châteaux surtout, en les engageant à aller voir les monuments, dont mes descriptions ne leur donnaient qu'une idée très incomplète. Ce conseil a été suivi; car chaque année, plutôt deux fois qu'une, des excursions ont été organisées sous la direction de chefs expérimentés, et, si j'ai le regret de ne pouvoir me joindre à mes confrères plus jeunes et plus ingambes que moi, je tiens à leur dire que les comptes rendus de leurs promenades archéologiques, aux quatre coins du Périgord, m'ont toujours extrêmement intéressé.

Mais il est un genre d'excursions que je me permets parfois, sans sortir de ma maison, et que j'engage mes collègues à faire dans les leurs. Il s'agirait tout bonnement de descendre dans leurs cuisines et de vérifier leurs casseroles et leurs chaudrons. Cette vérification pourrait s'étendre aussi aux dépôts de vieilles ferrailles et de cruches hors de service qui gisent dans la poussière des greniers, et devant lesquels on passe d'ordinaire en évitant de s'y arrêter. Peut-être leurs recherches seront-elles infructueuses, peut être aussi auront-elles pour résultat d'heureuses trouvailles; c'est, en tous cas, une sorte de sport très inoffensif, peu coûteux, et que je recommande pour les journées d'hiver, quand la neige et la pluie forcent de rester chez soi. On a parfois sous la main, sans s'en douter, de véritables magasins de bric-à-brac qu'on ne songe pas à fouiller; c'est pour en avoir eu l'idée, l'hiver dernier, que je suis en mesure d'offrir au *Bulletin* quelques vieilleries, que je m'en veux d'avoir si longtemps méconnues.

Et d'abord, ce fer à gaufres qui, détourné depuis bien des



PHOTOTYPIE BERTHAUD.

9, RUE CADET, PARIS.

CRUCHE ET GAUFFRIER

DU CHATEAU DE PUYRASEAU

années de sa destination première, servait dans nos pêches d'étang à saisir les anguilles entre ses deux plaques et ne les laissait pas échapper. L'estampage que j'en ai envoyé à la Société archéologique, et qu'elle n'a pas jugé indigne d'être reproduit, en donne une idée plus exacte que les plus longues descriptions. Je ne le décrirai donc pas; mais je ferai remarquer, parmi les rinceaux dont il est orné, le chiffre H-D entrelacé, qui dénote le règne d'Henri II, et celui, de la main gauche, de Diane de Poitiers. C'est donc un ustensile qui remonte incontestablement au milieu du xvr^e siècle, ce qui est un âge respectable. A la rigueur, on y ferait encore des gauffres.

La cruche à huile qui l'accompagne ne pourrait pas rendre les mêmes services, son fond étant percé; mais elle n'en est pas moins, dans ses parties essentielles, absolument intacte. Ses anses, les côtes saillantes en forme de feuilles qui renforcent ses parois et la décorent, son col étroit et le bec par lequel on versait l'huile, tout cela est sans la moindre avarie, ce qui fait l'éloge de la terre et du potier. C'est peut-être une illusion de propriétaire; mais il me semble que cette cruche, haute de 0,40^e, avec un diamètre de 0,40^e, est d'un galbe irréprochable et vaut mieux, de toutes façons, que les bonbonnes de fer-blanc dans lesquelles on met aujourd'hui les provisions d'huile. Il est même injurieux pour elle de la comparer, en quoi que ce soit, aux récipients modernes ayant la même destination. Sa forme a un mélange d'élégance et de force qui pourrait la faire servir de modèle à des vases purement décoratifs et, avec la patine bronzée dont les siècles l'ont revêtue, elle ne paraît pas du tout destinée à un usage vulgaire. Les siècles?... Combien en a-t-il passé sur ses panses arrondies? C'est une question assez malaisée à résoudre, les points de comparaison étant nécessairement très rares en cette fragile matière. Cependant je ne crois pas la trop vieillir, en l'attribuant aux premières années du xvr^e siècle, sinon à la fin du xv^e, tant je lui trouve des formes gothiques. En tous cas, elle ne déparerait aucune collection de poteries anciennes, et je n'en connais pas de ce modèle archaïque.

C'est au xvi^e siècle assurément qu'appartient une poissonnière de cuivre qui est encore en activité de service et qui a vu cuire bien des générations de carpes et de brochets. Longue de 0,60^e, large de 20 environ, ayant les angles arrondis, elle rappelle exactement les poissonnières modernes. Mais en y regardant de près, ce que j'avoue n'avoir fait que depuis peu de temps, on s'aperçoit qu'elle porte, sur ses côtés et sur le fond, une série de rinceaux de pur style Renaissance très artistement martelés. Car cette décoration, dont on ne se doute pas au premier abord, perdue qu'elle est au milieu d'une batterie de cuisine souvent fourbie et étincelante, est entièrement exécutée au marteau. Les chaudronniers de notre temps ne se donnent pas autant de peine, et ils ont bien raison. Le poisson cuit tout aussi bien dans du cuivre uni et sans tant de façons qui demandent du temps et du goût. Mais c'est ici qu'il faut admirer les ouvriers du xvi^e siècle qui tenaient à donner, même aux ustensiles les plus vulgaires, un caractère artistique, sans négliger d'ailleurs le côté pratique et utilitaire.

Voilà encore, mais j'ai le regret de n'en pas donner un dessin, une simple bassinoire qui sert encore à chauffer les lits et qui porte sur son couvercle, percé de trous en forme de trèfles et de cœurs, des feuillages saillants, exécutés au repoussé, d'un joli effet décoratif, et contemporains d'Henri IV. Et enfin, pour terminer cet inventaire, où je ne comprends pas les landiers massifs, fort vieux aussi et ornés tant bien que mal par le forgeron qui les façonna aussi artistement qu'il put, voici un pilon de cuivre. Il servait à piler du sucre ou du poivre, je pense, car il ne sert plus à rien du tout. Haut d'une vingtaine de centimètres, large en proportion, son apparence est exactement celle d'une cloche renversée. Même silhouette, mêmes moulures finement profilées, et ce qui me décide à en parler, même décoration de fleurs de lys saillantes et de fleurons. Il ne lui manque qu'une inscription circulaire et un battant, car, pour le son, il n'a rien à envier aux cloches les plus argentines. Quelle date lui assigner ? Je n'en sais rien ; mais il est certainement du xvii^e siècle, sinon plus ancien.

Ce *Voyage autour de ma cuisine*, qui n'a, hélas! rien de commun avec le *Voyage autour de ma chambre*, d'un célèbre écrivain, est terminé. Je voudrais qu'on ne le trouvât pas trop long. Et cependant, il l'eût été bien davantage, si, au lieu d'une cuisine vulgaire, sans aucun caractère, j'avais eu la bonne fortune d'en parcourir une comme celle de l'abbaye de Fontevault, aussi belle qu'une église, ou simplement comme celle du château des Bories, qu'un respect excessif et quelque peu suranné du droit féodal, a fait passer, il n'y a pas longtemps, du dernier marquis de Saint-Astier dans d'augustes mains. Comme j'aurais volontiers décrit ses voûtes, la colonne centrale qui les supporte, la grande cheminée à rôtir un bœuf et cette suie séculaire qui a si harmonieusement noirci les murailles de cette sorte de monument qui rappelle les salles capitulaires des monastères du moyen âge. Mais il faut bien savoir se contenter de ce qu'on a, et c'est pourquoi, qu'elles soient monumentales ou non, j'engage mes confrères à se promener parfois dans leurs cuisines et à bien regarder leurs chaudronneries. Ils y feront à coup sûr des trouvailles du genre de celles dont je demande encore pardon à la Société archéologique de l'avoir entretenue.

B^{on} DE VERNEILH.

LA RÉVOLTE DU PAPIER TIMBRÉ

ADVENUE A BERGERAC

en 1675 (1).

M. Philippe de Bosredon, dans ses observations sur le papier timbré du comté de Montfort, publiées par le *Bulletin*

(1) Le *Progrès de Bergerac*, n^{os} des 8, 15, 18 et 29 juin 1881, a publié, sous la rubrique : *Une émeute à Bergerac, le 4 mai 1675*, un article comprenant le procès-verbal, objet de la présente communication. Ce procès-verbal, toutefois, a été incomplètement reproduit et les faits qu'il vise imputés à tort à une révolte due à un impôt de gabelle ou de sel.

Nous avons revu cette page de l'histoire de Bergerac, et en restituant

de la Société historique et archéologique du Périgord (1), parlant de certains troubles que suscita, en Guyenne, l'impôt du papier timbré, expose, d'après plusieurs lettres écrites soit par M. de Sève, intendant à Bordeaux, à Colbert, ou par le maréchal d'Albret à ce ministre, qu'il y eut « quelques désordres à Bergerac. » Malheureusement, dit-il, le rapport annoncé par M. de Sève sur ce désordre n'a pas été conservé, et, ajoute-t-il, nous avons vainement recherché les détails que le maréchal d'Albret annonçait à Colbert à ce sujet.

Nous pensons intéresser M. de Bosredon, dont nous compléterons ainsi, sur ce point, les notes si curieuses relatives au papier timbré de Montfort, ainsi que la Société historique du Périgord, en lui communiquant aujourd'hui, non point le rapport de M. de Sève à Colbert, rapport qu'il ne nous a pas été donné de retrouver, mais le procès-verbal dressé par les maire et consuls, de la « sédition et esmotion » advenue à Bergerac, au sujet de la mise en vigueur de l'impôt sur le papier timbré.

Afin de faciliter l'intelligence du procès-verbal visé, nous rappellerons, en notes brèves, que le papier timbré qui forme un des plus importants chapitres de nos budgets et se chiffre par une somme ronde annuelle, revenant à l'Etat, de 60 millions de francs, n'est entré dans le système fiscal de la France qu'avec les plus grandes difficultés. Aux premiers temps de son application, certaines contrées ne consentirent à acquitter ce droit qu'à la suite de répressions terribles et de sanglantes exécutions.

En Bretagne, en Guyenne, l'opposition populaire contre les nouveaux édits revêtit un caractère tout particulier de

aujourd'hui aux faits visés leur véritable caractère, en reproduisant *in-extenso* ledit procès-verbal d'après le relevé que nous en avons soigneusement fait sur la minute annexée au Livre des jurades de 1675 (archives de Bergerac, Layette I, n° 106), nous pensons produire le travail inédit requis par les statuts de notre Société.

(1) Année 1884, tome XI, 5^e livraison.

sauvagerie, et, dans ces provinces, l'autorité royale faillit même en être gravement compromise (1).

C'était au commencement de l'année 1675, Louis XIV sortait à peine de la campagne de Hollande. Le budget de l'Etat, déjà obéré par les dépenses extravagantes de la cour et les constructions fastueuses du Grand Roi, se trouvait en présence d'un déficit considérable que le génie de Colbert devait s'efforcer de combler, et le ministre s'était vu dans la dure nécessité d'ajouter de nouvelles charges à celles sous lesquelles, depuis longtemps, gémissaient les populations (2).

Parmi ces charges figurait le monopole du tabac à 20 sols la livre, l'établissement du papier timbré à 1 sol la feuille et la marque de la vaisselle d'étain à 1 sol la pièce.

Ces trois dernières inventions fiscales venant à la suite de la réformation des eaux et forêts, de la recherche de la noblesse, de la réformation du domaine, des devoirs de contrôle et toutes leurs augmentations, des devoirs d'affirmations, des taxes des francs fiefs, des offices, des arts et métiers, etc., atteignaient les plus basses classes comme les plus hautes, car l'usage du tabac était déjà général dans le peuple; c'était le peuple aussi, plus que la classe aisée, qui usait de la vaisselle d'étain, et enfin il n'était personne qui, un jour ou l'autre, n'eût besoin de fixer authentiquement par l'écriture légale, ses conventions, ses obligations ou ses dernières volontés. Aussi ces trois taxes, venues d'ailleurs après tant d'autres, comblèrent la mesure et poussèrent

(1) M^{re} de Sévigné, dans ses inimitables lettres, recueillies et annotées par M. Monmerqué, tome IV, n° 479, s'exprime ainsi au sujet des troubles de Guyenne :

« Vous savez les misères de cette province (la Bretagne). Il y a 10 » ou 12,000 hommes de guerre qui vivent comme s'ils étaient encore au-delà » du Rhin. Nous sommes tous ruinés ; mais qu'importe nous ?...

» Nous ne sommes pas seuls misérables : on dit qu'on est encore pis en » Guienne »

(Lettre du 20 décembre 1675, adressée au comte de Bussy-Rabutin).

(2) Octave Noël, *La ronde du papier timbré*.

le mécontentement des masses jusqu'à cette colère désespérée d'où jaillit la sédition (1).

Des troubles éclatèrent à cette occasion, dès le mois de mars 1675, dans plusieurs provinces de France; à Bordeaux surtout et à Bergerac, ils furent très graves. Maîtresse de la première de ces villes pendant cinq jours, du 26 au 30 mars, la rébellion s'y porta à d'affreux excès et contraignit le parlement à pactiser en quelque sorte avec elle. A Bergerac, les 3 et 4 mai (2), elle contraignit, sous les plus épouvantables menaces, les maire et consuls, assistés du procureur royal, à déclarer, — ils ne le firent, il est vrai, que sous le bon plaisir du roi, — qu'à l'avenir le papier timbré ne serait plus en usage dans ladite ville et juridiction.

Cette taxe, pourtant, n'était pas nouvelle. Dès 1655, sous le ministère de Fouquet, le gouvernement en avait ordonné l'établissement. Mais cet édit ne reçut qu'une exécution incomplète ou partielle. Certaines provinces, en possession de privilèges précédemment concédés ou par suite de contrats librement passés entre elles et la Couronne, s'en étaient affranchies moyennant une redevance annuelle ou un don gratuit fixé par les Etats.

« Une semblable situation, sous un gouvernement décidé
» à tenter tous les efforts pour faire disparaître les inégalités
» politiques qui entravaient sans cesse l'exercice du pouvoir
» et pour faire prévaloir le principe de l'unité dans les parties
» éparses de la monarchie, ne pouvaient être longtemps du
» goût d'un prince absolu comme Louis XIV; et Colbert, fidèle
» interprète de la pensée de son souverain, ne laissait échapper aucune occasion de couronner son œuvre organisatrice
» par l'abolition de ces privilèges fiscaux qui exemptaient
» des charges publiques quelques provinces au préjudice des
» autres.

(1) *La révolte du papier timbré en 1675*, par M. de la Borderie.

(2) Quelques jours à peine après le départ du régiment d'infanterie d'Albret qui, en quartier d'hiver à Bergerac, avait quitté cette ville le 1^{er} mai. (Jurade du 18 mai 1675.)

» Les nouveaux impôts furent donc appliqués à toutes les
» contrées sans distinction, et les fermiers eurent l'ordre d'en
» percevoir le montant sans égard pour les engagements
» pris, pour les droits acquis et la parole donnée (1). »

C'est le récit détaillé, sous une forme pittoresque et très mouvementée, des troubles que l'application de cet impôt suscita à Bergerac, que donne le procès-verbal des maire et consuls que nous avons l'honneur de communiquer aujourd'hui à la Société historique du Périgord.

CH. DURAND.

PROCÈS-VERBAL

de la sédition et esmotion arrivées en ville le 3 may ; du bon ordre de messieurs les Maire et Consuls pour arrêter ceste esmotion ; la prise des cheffz d'icelle et récit de leur condamnation les ungs à mort, en galères et fustigés.

Aujourd'hui quatriesme du moys de may mil six cent soixante-quinze, nous Pierre-Front de Chilhaut (2), conseiller du roy en tous ses conseils, lieutenant-général en la cour de la sénéchaucée de la présente ville, maire d'icelle ; Léonard Caleau, sieur de la Mothe, advocat en la cour, bailli de Puignilhem, premier consul et recepveur des deniers comungs de la présente ville ; Mathieu Planteau et Jean Picot, aussy consuls de la dite ville ; ostant assemblés dans la maison noble de Consulat d'icelle, au subject de l'esmeute et sédition cauzés, le jour d'hier, dans la présente ville, par un très grand nom-

(1) Octave Noël, ouv. cité.

(2) Pierre-Front de Chilhaut, seigneur d'Adian (Dian, commune de Notre-Dame-de-Sanillac, ancien repaire noble relevant de la ville de Périgueux), descendait d'Antoine, frère de Jean Chilhaut, libérateur de la ville de Périgueux, qu'il reprit sur les religionnaires le 26 juillet 1581.

En considération de leurs services, Antoine et Jean Chilhaut furent anoblis par lettres du roi Henri III, datées du mois de mars 1584.

(*Histoire généalogique et héraldique des pairs de France*, etc., par M. le chevalier de Courcelles. T. VI, p. 158.)

bre de femmes tant de la ville, faux-bourgs, que lieux circonvoysins ; assistés de quelques artisans et gens de peu qui estoient acourus au bruit cauzé par l'emportement et violence des dites femmes ; à cause de quoy n'ayant peu, le jour d'hier, en faire le procès-verbal nécessaire par l'obligation que nous avons de dissiper la sédition et restablir le calme et la tranquillité par nostre présance et nos soins ; tant en la présente ville, faux-bourgs, que èz environs d'icelle ; aurions, à présent, fait procès-verbal de ce que, le jour d'hier, environ troys heures après midi, plusieurs femmes de la lye du peuple et quelques artisans c'estoient atroupés, et, estans entrés dans la maison de Charles Balhol, comis à la distribution de papier thimbré scise dans la présente ville et proche le ruisseau du Caudou qui passe dans icelle, auroient enlevé ledit papier, de quoy estans advertis ; nous maire et consuls, nous serions portés au devant ladite maison, aux environs de laquelle aurions veu une grande multitude de femmes et quelques hommes parmy elles qui crioient à pleine teste : Vive le roy sans gabelle ! et quelques-unes d'icelles ayans des grands couteaux à la main, d'autres des espées, quelques-unes des pistolets ou mousquetons et d'autres des cailhoux et des gros bastons, qui montoient et dessendoient de la maison dudit Balhol ; et d'autres occupoient ladite rue et les advenues d'icelle, en telle sorte que nous, mayre et consuls, aurions heu bien de la peyne de passer à travers la foule de ceste populasse et, nous avançans vers la porte de ladite maison, aurions veu que quelques hommes et femmes jettoient des rames de papier thimbré par les fenestres d'icelle, que celles qui estoient dans la rue, ramassoient et jettoient dans le ruisseau qui passe joignant ladite maison et, bien que nous leur eussions représenté à diverses foyes, que c'estoit du papier qui devoit estre employé, conformément à la volonté du roy, pour l'expédition des actes de justice, auquel elles ne devoient toucher ; mesme, leur ayans fait commander de ce retirer et icelles menasser de les emprisonner et faire chastier comme séditeuses, ceste multitude grossissant tousjours n'auroit nullement escouté nos remonstrances au contrère, continuant leurs cris de : Vive le roy sans gabelle ! nous auroient empesché l'entrée dans ladite maison pour faire cesser l'enlèvement dudit papier qu'icelles continuoient de jeter par la fenestre ; et, estans enfin montés dans ladite maison, aurions trouvée icelle remplie desdites femmes qui achevoient de jeter les dernières rames dudit papier thimbré, qui estoit dans un cabinet desdites chambres, et s'atachoient à enfoncer les coffres et portes du grenier de ladite maison, et, les ayans ensuite obligées de sortyr de ladite maison,

aurions aprins que les dites femmes, parmy lesquelles c'estoient meslés plusieurs hommes armés d'armes à feu, bastons à deux bouts, halebardes, portuzanes, haches, cousteaux de bouchier, vergades de bapeliens, marteaux, fourches, crochets de fer, busches, etc., estoient au-devant la porte du palais qui vouloient enfoncer icelle pour enlever, disoient-ils, maistre Jean Lespinasse, greffier au contrerolle des exploits, et ses registres dudit contrerolle. Et M. Daniel Prioreau, conseiller et procureur du roy au présent siège c'estant joint à nous, nous aurions acouru audit palais et aurions trouvé la grande ruhe remplie par lesdites femmes et hommes qui enfonsoient lesdites portes du palais, à travers lesquelles ayant fait effort de passer pour nous opposer à la violence de ladite populasce, quelques-uns d'iceux auroient brisé et rompu les tables d'une boutique dudit palais et d'autres ayans passé par derrière et enfonssé les portes de la sale d'audiance et monté dans le greffe où estoient les papiers et registres du sénéchal civil, criminel et bailiage de la présente ville, depuis l'année mil six cent cinquante-six, que ledit Lespinasse a exercé ledit greffe; tant sur les affermes à lui faites par les propriétaires d'iceux que depuis la réunion des greffes au domaine de Sa Majesté, ensemble les registres du contrerolle desdits exploits, dont aussy il estoit fermier; avec tous les meubles, papiers, or, argent et autres effets appartenans audit Lespinasse; nous serions entrés dans ledit palais à l'ouverture qui en fust faite de la porte qui est au-devant la grande ruhe et aurions veu ceste populasce qui comensoit à deschirer les papiers des enquestes et contrerolle et papier du greffe et iceux jettoient dans la ruhe avec les meubles dudit Lespinasse. Et nous maire et consuls, ayans passé à travers ladite foule, serions montés en haut dans les chambres où habite ledit Lespinasse et aurions fait sortir des dites chambres les femmes et hommes qui estoient en icelles; et estans au bas, nous nous serions veus encerrés de toutes parts d'une sy grande multitude d'hommes et femmes armés comme dessus, qui c'estoient saisis de l'avenue et escalier dudit palais, et s'oposoient à nostre passage, partie desdits hommes et femmes c'estant jeté sur nous, maire et consuls sus-dits, nous auroient contraint de sortir du palais, tant que les autres auroient continué de pilher la dite maison et jeter les meubles et papiers du greffe par les fenestres, ce qui nous auroit obligé de faire aller les sieurs Caleau et Planteau, consuls, faire prendre les armes et venir à notre secours; et lesdits sieurs Caleau et Planteau nous estans venus joindre avec quelques bourgeois, et fait porter des espées, nous aurions, tout d'un temps,

mis l'espée à la main contre ceste populasse qui continuoit tousjours leurs cris de : Vive le roy sans gabelle ! jetoient les papiers dudit greffe et meubles par les fenestres, dont ladite ruhe estoit desjà jonchée de partie d'iceux ; et les autres, les transportoient hors la porte Lougadoyre dans un brazier allumé pour les consumer, avec les meubles dudit Lespinasse ; l'aurions poussée hors la dite ruhe jusques hors l'endroit où estoit anciennement ladite porte Lougadoyre (1) et serions retourné audit palais chasser les hommes et femmes qui continuoient le susdit pillage et deschirement des papiers du greffe. Et estans advertis que ceste populasse estoit allée au couvent des pères Jacobins soubz prétexte d'y trouver des gabelleurs ; nous maire et consuls, nous nous y serions acheminés avec quelques bourgeois armés, et aurions trouvé le couvent remply d'hommes et femmes qui visitoient par tous les endroits d'icelui soubz prétexte, comme ils disoient, qu'il y avoit des gabelleurs dans ladite maison. Et les ayans fait sortir, partie desdits hommes et femmes seroient allés au devant des pères Carmes pour faire pareilhe visite, continuant partout des cris de : Vive le roy sans gabelle ! et obligeans tous ceux qu'ils rencontroient à crier de mesme. Ledit sieur de La Mothe, premier consul, le sieur Labone, major de la ville et plusieurs autres bourgeois estant allés audit couvent, auroient contraint ceste troupe de séditieux de sortyr dudit couvent tandis que nous, maire et consuls, estans au-devant de la porte Lougadoyre, distribuions les bourgeois qui avoient pris les armes soubz des capitaynes et posions des corps de garde aux avenues de la présente ville, ayant fait publier, à son de trompe, une ordonnance portant enjontion à tous les bourgeois et habitans de la présente ville et faux-bourgs, de ce rendre en armes dans les corps de garde de chasque quartier, et à toute sorte d'estrangers de sortyr de la présente ville et faux-bourgs, incontinent et sans délai, à peine d'estre déclarés perturbateurs du repos public et de punition exemplaire. Et, sur l'avis qu'une partie de ceste populasse estoit entrée par une avenue du costé de Malbec et, par la bresche de Doublet, dans la maison de André Gillet, où elle pilloit et enlevoit le blé et barriques de vin, meubles et autres choses d'icelluy, nous y serions acouru et aurions trouvé la ruhe proche de ladite maison remplie d'hommes et femmes armés de toute sorte d'armes, criant : Vive le roi sans gabelle ! et les ayans ataqués l'espée à la main, aurions chassé iceux et fait sortir plusieurs hommes et

(1) A l'entrée de la rue Neuve actuelle, face à l'église Notre-Dame.

femmes de ladite maison qui avoit esté déjà pilhée et les portes d'icelle rompues. Et ensuite, nous estans retirés dans la présente maison, acompagnés du reste de la bourgeoisie qui n'estoit pas dans les corps de garde, aurions passé la nuit à visiter les postes, faire des patrouilhes dans la ville et faux-bourgs, et envoyé des cavaliers par toutes les avenues aux environs de la présente ville pour baptre l'estrade et voyr s'il ce faisoit d'atroupements contre le service du roy, repos et tranquillité de la présente ville; et à mesme temps député M^e Jean Grenier, advocat en la cour, et s^r Pierre Escot, marchand, bourgeois et habitans de la présente ville, devers monseigneur le maréchal d'Albret, gouverneur de la présente province, pour l'informer de l'esmeute et sédition arivés en la présente ville et suplier mon dit seigneur le maréchal de vouloyr nous envoyer ses ordres pour nous garantir des insultes que ceste populasse et paysans de la campagne nous pourroient faire; de vouloir nous acorder son intercession près de Sa Majesté pour esviter son indignation sur l'atroupement, esmeute et sédition, enlèvement du papier thimbré, registres du contrerolle, papiers du greffe et pilhage tant des meubles appartenant audit Lespinasse, que ceux dudit Gillet et brulement desdits meubles et papiers; et de voyr monseigneur de Sève, intendant de la province, à mesmes fins. Et ce jourd'hui, matin, après avoyr visité les postes et corps de garde et trouvé la bourgeoisie sous les armes; nous, estant revenu dans la présente maison, seroient survenus dans la plasse de Malbec, au devant de la présente maison, les nommés Jean Vachier dit Léon et Jean Vachier dit Bochart, frères, bouchers-chevriers, Burin et autres, lesquels nous auroient dit que ceste populasse que nous avions chassée le jour d'hier, hors de la présente ville estoit atroupée; et qu'ils venoient de leur part, nous desclairer que si nous ne voulions pas faire publier une ordonnance portant que le papier et le contrerolle des exploits ne seroit plus en usage dans la présente ville, faux-bourgs et jurisdiction et que les arts et mestiers ne seroient plus demandés à la présente communauté; ils aloient chercher les gens du pariage pour ce joindre à eux; qu'ils brusleroient les maisons de la campagne et esgorgeroient tous les bourgeois et habitans qu'ils trouveroient, et tascheroient de ce rendre mestres de la présente ville, pour icelle pilher et brusler; et, au cas que ladite ordonnance leur fust accordée sous les asseurances que nous, maire et consuls, ledit procureur du roy leur donnerions, que tout ce qui c'estoit passé le jour d'hier, et ce jourd'hui demeureroit assoupy, le tout publié et affiché aux quantons et carrefours de ladite ville et faux-bourgs et copies signées

de nous et dudit s^r procureur du roy à eux remises ; ils protestoient de la part de toute leur troupe, qu'ils se retireroient chascun dans leur maison et à leur travail.

Et ayant assemblé dans la présente maison de ville, les plus notables bourgeois et quelques gentils-hommes du voisinage qui c'estoient joints à nous, depuis le jour d'hier, pour servir le roy et la présente communauté, aurions, comme forssés, et pour esviter de plus grands maux, fait une ordonnance portant que, sous le bon plaisir du roy, le papier thimbré et contrerolle des exploits ne seroit plus en usage dans la présente ville et juridiction, ni les arts et mestiers demandés à la présente communauté ; et que tout ce qui c'estoit fait et passé le jour d'hier, à l'ocasion du désordre cauzé par la populasce, demeureroit estaint et assoupy, sans que aucun homme et femme, qui y auroit assisté, fust recherché à l'advenir ; avec comandement à tous bordiers, vigneron, paysans et autres personnes, hommes et femmes des paroisses circumvoysines, qui c'estoient assemblés, de ce retirer chascun en leur maison, et de ne venir plus en la présente ville, à peyne de punition. Laquelle ordonnance signée de nous maire et consuls, et dudit sieur procureur du roy, auroit esté publiée et affichée aux quantons et carrefours de la présente ville, et copies imprimées remises à divers particuliers pour les remettre à ladite populasce. Et ce fait, aurions employé la présente journée à faire visite de la présente ville et faux-bourgs d'icelle, pour obliger tous les estrangers, qui estoient dans icelle, par une autre ordonnance, d'en sortyr incontinent, à peyne de punition ; et déffiance aux marchans de vendre ny débiter de poudre, bales ny autres munitions de guerre, à aucuns estrangers ; et après passé la nuit à visiter les corps de garde, fait patrouille dans la ville et faux-bourgs, et des rondes aux avenues d'icelle, sans qu'il se soit passé aucune chose qui puisse troubler le repos public ; aurions fait et dressé le présent procès-verbal, pour servir que de raison.

Signé : DE CHILLAUD, lieutenant-général, maire ;
CALEARD, premier consul.

Et advenant, le cinquiesme du dit mois de may jour de dimanche, nous maire et consuls, ayant visité de bon matin les corps de garde et postes, et estant adverti par diversses personnes qui venoient de la campagne, que tout estoit dans la tranquillité, et que toute ceste populasce estoit séparée et retirée ; nous estant rendu dans la présente maison avec le dit sieur procureur du roy, gentils-hommes et un

grand nombre de bourgeois, aurions trouvé à propos de faire prendre les armes aux dits bourgeois avec ordre, néantmoins, à un chacun d'iceux, de ce tenyr prest au premier ordre et se rendre, avec leurs armes, dans la présente maison, pour faire se que par nous leur seroit ordonné pour le service du roy et conservation de la présente communauté; et despeché Jean Blachier, sergent de ville, devers les dits sieurs Grenier et Escot, députés, pour présenter de nostre part à monseigneur le maréchal d'Albret, nos lettres qui l'informoient de la contraincte et nécessité où nous nous estions trouvés d'accorder à la dite populasse, la sus dite ordonnance, pour prévenir les maux qui pouvoient s'en ensuivre, et supplier mon dit seigneur le maréchal d'intercéder envers sa Majesté, pour en obtenir la confirmation, sur les assurances que nous demeurerions tousjours dans la fidélité que nous devons à son service, et dans l'obeissance des commandements de mon dit seigneur le maréchal, dont nous lui avons fait nos protestations par nostre lettre, et donné charge aux dits sieurs députés de lui en porter les assurances; et l'après disner, nous maire et consuls, accompagnés des dits gentils-hommes et d'un grand nombre de bourgeois, aurions passé par tous les endroits de la présente ville et faux-bourgs et environs de la dite ville, et fait visite dans les cabarets et autres maisons circonvoisines s'il y avoit des paysans ou autres personnes étrangères, et n'en ayant trouvé aucuns, nous sommes retirés en la présente maison où nous avons fait et continué le présent procès-verbal, pour servir que de raison.

Signé : DE CHILLAUD, maire;
CALEAUD, premier consul.

Et advenant, le lundy sixiesme du dit mois de may, environ les six heures du soyr, les dits sieurs Grenier et Escot, députés, estans revenus de Bourdeaux, nous auroient apporté une lettre de mon dit seigneur le maréchal d'Albret, portant qu'il avoit esté informé de la sédition arrivée en ville le 3 du présent mois, sur la conduite que nous avions tenue pour arrester la sédition et faire cesser le désordre, dont il informera Sa Majesté; et que, au surplus, nous apprendrions ce que nous aurions à faire par le sieur Villedon, lieutenant de ses gardes. Et ayant esté devers le dit sieur de Villedon, et icellui asseuré des dispositions que toute la communauté avoit pour s'employer à l'égard des ordres de mon dit seigneur le maréchal; et nous maire sus dit, ayant seu particulièrement du dit sieur de Villedon, les intentions de mon dit seigneur le maréchal, aurions arrêté de pren-

dre nostre temps, avec luy, pour mieux faire réussir nos desseings, pour satisfaire mon dit seigneur le maréchal, et tacher de disculper la présente communauté de la faute qu'on pourroit lui imputer pour n'avoyr, par les bourgeois, plus vigoureusement agy, à l'exemple de nous maire et consuls. Et ayant passé les septième et huitième du présent moys dans l'attente de réussir, aurions appris que monseigneur de Sève, intendant de la province, s'aprochoit de la présente ville, avec deux régiments de cavalerie de Lachau, et des dragons jaunes, qui desjà estoient arrivés à la Mothe Montravel ; aurions escript au dit seigneur intendant, pour le supplier de vouloir différer son arrivée en la présente ville, et d'y envoyer les dites troupes qui pourroient ruyner les maisons, pour satisfaire au désir qu'avoit mon dit seigneur le maréchal de faire arrester les chefs de la sédition aux fins d'en faire une punition exemplaire ; et, ayant sceu par la responce du dit seigneur intendant, qu'il venoit loger avec les deux régiments, au bourg de Gardone et de Gageac, où c'estoit fait quelque esmeute parmy le peuple qui avoit bruslé le registre du contrerolle des exploits, et qu'il seroit le lendemain, neufviesme du dit moys, en la présente ville pour faire arester les coupables. Nous, maire sus dit, aurions arrêté avec le dit sieur Villedon, que nous fairions monter à cheval quarante des bourgeois les plus résolus, et, sous prétexte d'aler au dit lieu de Gardone, voyr le dit seigneur intendant, prandrions l'heure et le temps de retourner en la présente ville pour arrester les chefs de la sédition. Et deffait, les bourgeois estant à cheval, nous aurions donné ordre aux sieurs Lamothe et Planteau, consuls, d'observer si les dits chefs de la sédition estoient dans la présente ville, et leur ayant recomandé le secret, veu l'importance de l'affaire qui, dans la suite, faisoit le salut général de la présente communauté, leur aurions dit que nous attendrions, dans une heure, de recevoir de leurs nouvelles par icelluy qui se trouveroit de nostre part, au bout du pont du costé du faux-bourg. Et, estant partis avec ledit sieur Villedon et les dits bourgeois, au nombre de quarante, aurions passé sur le pont de la rivière de Dordogne, et serions alés jusque au delà la Cavaille (1) ; et, voyant qu'il estoit desjà nuit, aurions dit au sieur Pierre Labonne, major de la ville, de faire marcher en escadron nostre troupe, à laquelle ayant représenté que la sédition arivée le troisième du présent moys et an, dans la présente ville, ayant attiré l'indignation de monseigneur le maréchal sur la communauté, faute par

(1) Commune de Saint-Laurent-des-Vignes.

les bourgeois de c'estre joints aux magistrats qui avoient fait leurs efforts pour empescher l'enlèvement du papier thimbré, le deschirement des registres du contrerolle des exploits, le pillage et incendie des papiers du greffe ; nous debvions craindre l'aprophe de mon dit seigneur l'intendant de la province, avec les deux régiments de cavalerie et de dragons qui devoient demeurer à Bergerac, jusques à ce qu'ils se fussent saisis des sédicioux ; il nous estoit important de faire quelque tentative de les arester prisonniers avant l'arrivée de mon dit seigneur l'intendant ; que par ceste action vigoureuse, quoi que plaine de risque, nous réparerions la faute que nous avions faite, sauverions nostre ville de l'acablement que le logement des deux régiments de cavalerie et des dragons pourroient nous causer ; et nous remetrions dans les bonnes grâces de mon dit seigneur le maréchal, et empescherions le chastiment que quelques-uns de la bourgeoisie debvoient attendre de leur négligence à repousser la sédition avec les magistrats qui s'en estoient esforcés ; et iceux exortés de vouloir s'employer de toute leur forse pour saistr les chefs de la sédition, dont la punition exemplaire fairoit le salut de nostre communauté et contiendrait toutes les autres villes de la province dans la fidélité et la soumission deues à Sa Majesté. Et, le dit sieur Villedon les ayant, de sa part, asseurés que rendant se service au roy, mon dit seigneur le maréchal nous continueroit ses protections, et nous procureroit des nouvelles grâces de la Cour ; iceux, unement, nous auroient protesté qu'ils estoient tous disposés d'employer leurs vies pour le service du roy et la satisfaction de mon dit seigneur le maréchal. Et, pour ne perdre pas de temps nous serions retournés sur nos pas vers le faux-bourg de la présente ville où ayant fait quatre brigades de nostre troupe, nous, maire sus dit, nous serions avancé vers l'entrée du dit faux-bourg où cellui que nous avions envoyé devers les sieurs de la Mothe et Planteau, consuls, nous ayant raporté qu'ils s'aprochoient de nous, et les ayant joints, aurions seu que les nommés Jean Vachier frères et Grialou estoient dans leurs maisons, et qu'ils n'avoient pu descouvrir si le nommé Burin estoit dans la sienne, parce qu'on l'avoit veu passer après nous, dans le dit faux-bourg, avec un fusil et une espée. Sur quoy, leur ayant donné ordre de se saistr de la porte du pont, du costé du dit faux-bourg, et ne laisser passer aucun jusques à nostre venue, nous serions retournés devers nostre troupe de laquelle, ayant pris une brigade à la teste de laquelle estoit le dit sieur Labonne, major ; et le sieur Villepontoux, consul, la troisième et réservé la quatrième pour le sieur Planteau, aussi consul ;

nous serions aпроchés de la porte du dit pont, où nous attendoit le sieur de Lamothe et quelques autres bourgeois ; et, ayant fait venir le sieur Pinet consul du faux-bourg, et à icellui laissé en garde nos chevaux et de nostre troupe, aurions marché chacun de nous à la teste desdites brigades réunies en troys ; nous maire, sus dit, avec le dit sieur Labonne, vers la maison de Jean Vachier, dit Léon, et le sieur Villepontoux, vers la maison du dit Grialou, et, estant au devant la maison du dit Jean Vachier, dit Bochard, le dit sieur Labonne ayant tasché de l'obliger à sortir d'icelle et icelluy ayant refusé ; nous maire, sus dit, lui aurions fait commandement d'ouvrir sa porte et ce remettre entre nos mains, ce qu'il auroit refusé de faire ; et à mesmetemps appelé à son secours le dit Burin et autres. Et nous maire, sus dit, ayant commandé de forcer la porte et crié aux bourgeois de prendre les armes, de metre des chandelles alumées aux fenestres, fait investir les avenues de la dite maison et commandement au dit Burin de ce remettre entre nos mains, ce qu'il auroit offert de faire ; et defait, seroit descendu et ouvert la porte ayant un fusil à la main, à dessein de tirer sur quelqu'un de nous. Et, le dit sieur Labonne l'ayant saisy, nous l'aurions envoyé prisonnier dans la présente maison. Et, plusieurs bourgeois estant acourus en armes, aurions fait enfoncer la porte de la maison du dit Bochard, lequel auroit tiré divers coups de pistolet sur nous et nostre troupe, e', craignant que pourroit en thuer quelques-uns, nous aurions commandé aux bourgeois de tirer sur luy, et fait metre des personnes dans les maisons circonvoysines ; quelques-uns desquels auroient tiré divers coups sur le dit Bochard, lequel faisant effort de ce sauver par les toits des maisons aboutissantes à la sienne, les avenues desquelles ayant fait investir, tandis que ceux qui avoient enfoncé sa porte, montoient dans la dite maison, et faisoient recherche du dit Bochard ; lequel estant dans un grenier et voyant venir les sieurs Lentilhac, Escot et Pichot, et autres, auroit lasché un coup de pistolet qui auroit perssé le chapeau du dit Escot, le quel, ce nonobstant, aurait joint le dit Bochard, et à l'ayde des autres qui estoient avec luy l'auroient saisy et, par nostre ordre, dessandu au bas de la dite maison, d'où le faisant conduire dans la présente maison de ville, les dits sieurs Villedon, Labonne et Planteau, qui avoient pris le dit Jean Vachier, dit Léon, et le sieur Villepontoux qui avoit pris le dit Grialou, c'estant joints à nous, avec plusieurs bourgeois en armes, qui estoient acourus à nous à la première alarme ; nous serions tous rendus en la présente maison ; et, à mesme temps, envoyé les compagnies de bourgeois dans les corps de garde des avenues de la présente ville, et prié le sieur de Villedon de partyr avec le sieur Planteau

et quelques bourgeois, pour aler devers le dit seigneur intendant au dit bourg de Gardone, l'advertir de la prinse des dits séditieux et le supplier ne point amener de troupes, puisque nous estions en estat de garder la présente ville de toute sorte d'insultes et retenir les prisonniers jusques à ce qu'il en auroit ordonné. Et cependant, aurions envoyé des bourgeois, sous la conduite du dit sieur Villepontoux et Labonne, major, pour saisir et arrester d'autres séditieux et quelques femmes qui avoient trempé dans la dite sédition ; lesquels auroient amené les nommées Annete Delmilhal, Jeanne Biscauron, Léonie Vachier, sœur du dit Vachier, et quelques hommes et femmes que nous aurions fait garder dans la présente maison, et continué des patrouilles dans les rues, et fait battre l'estrade, de temps en temps, es environs de la présente ville, jusques au retour des dits sieurs de Villedon et Planteau qui nous auroient apporté une lettre du dit seigneur intendant, qui tesmoignoit la satisfaction qu'il avoit de la prinse des séditieux, et qu'en ceste considération, il n'amèneroit en ceste ville que deux compagnies de cavalerie et renverroient les autres troupes, et, après avoir passé le reste de la nuit à visiter les corps de garde et postes des avenues, aurions fait commandement aux bourgeois qui auroient des chevaux, de ce tenir prêts pour aler au-devant du dit seigneur intendant avec le dit sieur de Villedon, sous le commandement du dit sieur Planteau, consul. Et nous, maire et consuls, nous estant rendus, quelque temps après, dans le faux-bourg de la Magdalene, aurions veu revenir les bourgeois à cheval au nombre de cent six, faisant escorte au dit seigneur intendant, lequel estant dessandu de cheval, au bout du dit faux-bourg, vis-à-vis le simetière Saint-Michel, nous, maire et consuls, en chaperon, l'aurions salué et fait compliment de la part de la communauté au sujet de la sédition arrivée en ville, les soins que nous aurions pris pour la faire cesser, l'ordre que nous aurions tenu pour saisir et arrester les chefs de la sédition et quelques femmes qui avoient participé à icelle ; et supplié ne vouloir point imputer à la bourgeoisie aucun manquement de zelle ni de fidélité au service du roy, dont chacun avoit donné des preuves. Et, après avoir reçu une responce du dit seigneur intendant, très obligeante, tant sur la conduite que nous, maire et consuls, aurions tenue, pour faire cesser le désordre et dissiper l'esmeute, que nostre résolution à prendre les dits séditieux ; et nous avoir assuré qu'il en informerait Sa Majesté, nous rendroit envers elle toute sorte de bons offices ; déclaré qu'il vouloit restablir le collège de ceste ville, et, après la punition des coupables, nous espargner du logement des compagnies de cavalerie qui devoient arriver dans la présente ville ; nous

serions remontés à cheval, et aurions acompagné le dit seigneur intendant, icelui tenant le droit ; et nous, maire sus dit, la gauche, précédés de nostre troupe de cavalerie, les bourgeois et habitants du faux-bourg estant le long des ruhes en haye, soubz les armes et criant : Vive le roy ! Et ayant passé le pont de Dordogne, aurions trouvé la bourgeoisie de la présente ville, aussi soubz les armes, en haye le long des ruhes, criant tous : Vive le roy ! jusques à l'hostellerie de l'Estoile où le dit seigneur intendant avoit desjà envoyé son train et pris logis, où lui ayant fait des nouvelles protestations de fidélité au service de Sa Majesté, et obéissance à ses ordres, icellui nous auroit de nouveau assuré d'employer ses soins pour nostre avantage, envers Sa Majesté, et tesmoigné estre bien ayse de voyr nostre bourgeoisie en si grand nombre soubz les armes ; et nous auroit chargé de leur ordonner de les poser, faire ouvrir les boutiques, et prendre garde à la seureté des prisoniers à l'instruction du procès desquels il aloit travailler incessamment ; et à quoy il se seroit ocupé les neuf, dix, onze et douzième jour suivans et jusques au treizième, que c'estant rendu dans le palays de la présente ville, acompagné de nous, maire et lieutenant-général, du sieur de Lamothe, consul et advocat, en robe, précédés des sergents de ville, des sergents royaux et huissiers du présent siège, et les sieurs Porcher, lieutenant criminel, de Chapelle, baily, de Villepontoux et Eyma, advocatz, c'estant trouvés au dit palays ; le raport du dit procès criminel instruit à la requeste du sieur Prioreau, procureur du roy, auroit esté commencé et continué par le dit sieur lieutenant criminel, le lendemain quatorziesme et enfin jugé par le dit seigneur intendant et autres soubz le quinzième du dit moys, portant par jugement souverain que, pour réparer les crimes de sédition et esmotion populayre, le cadavre de feu Jean Vachier, dit Bochart qui 'estoit mort des blesseures receues lors de sa prinse, seroit traisné sur une claye par les quantons et carrefours de la présente ville, et ensuite exposé à la voyrie sur une rouhe qui seroit dressée au lieu de la maladrerye ; et les nommés Jean Vachier dit Léon, et Sauvart dit Grialou, pandus et estranglés à la plasse de la Lóngadoyre, et leurs corps exposés sur une rouhe au lieu du portal Saint-Jean ; le sieur Vergne dit Burin, condamné aux galères perpétuelles ; les dites Anete Delmilhac et Jeanne Biscauron à estre fustigées par les quantons et carrefours, et banies hors la généralité de Bordeaux ; à elles enjoint de garder leur ban, à peine de la hart, et à l'esgard des dits Mounet, la Montauban, la Cavallièrre, la Bordière de M. Eyma Frigiguel, la Caprenaude et la Gabriaule ayant la lèvre fendue, leurs complices ; qu'il sera fait perquisition de leurs personnes

et leurs biens saisis et annotés, et le dit jour quinziesme du dit mois au dit an, le sus dit jugement a été prononcé à Colombet, curateur du cadavre de Jean Vachier dit le Bochart, et aux dits Jean Vachier dit Léon et Gabriel Sauvant dit Grialou qui ont esté remis ès mains de leurs confesseurs ; et les dits Vachier et Sauvant immédiatement exécutés ; et le lendemain, seizième, à Anete Delmilhac, Jeanne Biscaron et Jean Vergne dit Burin, aussi prononcé et exécuté.

Après l'exécution du dit jugement, le seigneur intendant (1) se seroit retiré de la présente ville le lendemain, seiziesme du dit mois, et auroit fait partir les compagnies de cavalerie, fort satisfait de la punition des dits séditeux, et de la conduite de nous, maire et consuls, qui l'aurions acompagné avec plusieurs bourgeois, jusques au chasteau de la Forsse, d'où estant de retour, aurions continué le dit présent procès-verbal, pour servir à telles fins que de raison ; les jour, mois et an que dessus.

*Signé : DE CHILLAUD, maire ;
PINET, consul.*

RÉPARATION DES TAPISSERIES

DU CHATEAU DU BOURBET.

*Prix fait pour racommoder les tapisseries du Bourbet, bailhées
par monseigneur de Cherval à Anthoine Maigniat.*

(1696)

Ce jourdhuy dixiesme du mois de juilhet mil six cent nonante-six, après midy, au chasteau du Bourbet, paroisse de Cherval en Périgord, pardevant le notaire royal soubsigné et presents les tesmoins bas nommés ont esté presens et personnellement constitués Messire Jean de Lageard, chevalhier, seigneur de Cherval, St-Martial-de-Viveyroux, partie de Grezignac et autres places, conseiller

(1) Pendant son séjour à Bergerac, M. de Sève reçut, en présent de la communauté, deux barriques de vin, du poisson, gibier et autres choses. De plus, les maire et consuls « ont bruslé deux flambeaux de cire jaune pour aler, les soirs, au logis de mon dit seigneur l'intendant, et ce retirer ». (Jurade du 18 mai 1675.)

du roy et son grand senechal d'Engoumois, demeuran au dit chasteau du Bourbet, d'une part, et Anthoine Maignat, metre tapissier, habitan de la ville de Périgueux, parroisse S^t-Sillain, d'autre part, entre lequel dit seigneur et Maignat a été convenu le marché qui sensuit, scavoir que led. Maignat a promis de racommoder deux garnitures de chambre de tapisserie consistan la premiere en neuf piesses de tapisserie fine ou est listoire de Jozeph, et l'autre consiste en autre neuf piesses de verdure qui font en tout dix-huit piesses; lesquelles led. Maignat s'oblige de reparer et fournir toutes les choses necessaires pour cella et les randre sy completes que rien ny manque et mesme de refaire toutes les boredures d'en haut et denbas de la tapisserie fine seulement, laquelle tapisserie fine il racommodera la premiere, et s'oblige de la randre achevée et complete dans le jour et feste des Toussaint prochain venan; et à lesgard des neuf piesses de verdure, il s'oblige aussy de les randre prestes et completees dans le jour des Roys aussy prochain venan, et ne melera aucune sorte de fillet, sinon dans les reprizes seulement. Serat permis aud. seigneur de Cherval de faire voir et visiter lad. tapisserie par tel maistre qu'il luy plaira, et en cas qu'il y manque que chose led. Maignat serat tenu comme il s'oblige de refaire le tout, apayne de tous despans, dommages et interets et mesme par corps, et pour faire tout l'houvrage cy-dessus a dire de maistre comme dit est, led. seigneur a promis de bailher et payer aud. Maignat la somme de deux cens livres sans estre tenu de fournir aucune chose, payable, scavoir la somme de onze livres lorsque led. Maignat aura racommodé la premiere piasse, et ainsy de piasse en piasse pareille somme de onze livres jusque a la dernière piasse, pour laquelle il serat payé treze livres pour parfaire l'entiere somme de deux cens livres, laquelle somme de treze livres restante pour la dernière piasse. Led. Maignat serat tenu de les venir prendre au chasteau du Bourbet et de mettre les toilles necessaires auxd. tapisseries en par led. seigneur fournisan lesd. toilles et un tailleur pour les coudre que ledit seigneur nourrira l'un et l'autre pendant qu'ils mettrons lesdites toilles sans donner autre chose audit Maignat, ayant esté ainsy convenu entre eux. Tout ce que dessus a esté ainsy stipullet et accepté par lesdites parties qui ont promis le tout entretenir a payne de tous despans, dommages et interet et pour ce faire ils ont obligé et hipotequé tous et chacuns leurs biens présens et futurs et on renoncé a toutes exceptions et remedes a ce contraires, moyen ou faveur. Ce quoy faire de leur vouldoir et consamment ils on esté jugés et condempnés sous le scel royal par le notaire sousigné juré d'icel-

lui. Fait en présence de Jean Pawdrenie, precepteur et de Pierre Roulede, cuisinier, demeurant au présent château, tesmoins connus, qui ont signé avec lesdites parties. (Signé :) Cherval, A. Maigniat, Roulede et Desespinaisse, notaire royal héréditaire.

Ensuite est écrit : Contrôlé à Bourza au R. v. f. 25 n. 485 le 17 juillet 1696 (signé :) J^d Lacour.

Pour copie conforme :

GENDRAUD.

VARIA.

NOTE SUR LA PRISE DE BERGERAC.

LE 24 AOÛT 1345.

La date de la prise de Bergerac par les Anglais, commandés par le comte de Derby, a donné lieu à des dissertations et à des discussions nombreuses que nous ne suivrons pas. M. Bertrand, dans une réfutation de l'ouvrage de M. Félix Ribadieu, *Les Campagnes du comte de Derby en Guyenne*, prouve que la date du 24 août 1345, adoptée par dom Vaissette, est la véritable; M. Labrousse, dans son livre : *Bergerac sous les Anglais*, accepte cette date tirée du *Livre velu de Libourne*; elle est confirmée d'une manière irréfutable par une délibération des consuls de la ville de Martel, dont nous avons déjà donné le texte. Si cette ordonnance eût été connue plus tôt, elle eût mis fin à toute discussion, et nous sommes heureux, infime chercheur, de la porter à la connaissance des écrivains qui s'occupent de cette période de notre histoire. Cette pièce, tirée d'un registre volumineux dont l'authenticité ne peut être mise en doute, met fin à tout conflit et corrobore d'une manière certaine l'opinion de ceux qui ont accepté sur d'autres preuves la date du 24 août 1345.

De plus, nous avons trouvé à la bibliothèque de Cahors un acte sur parchemin, en original, qui donne des détails précieux sur les faits qui ont suivi la prise de Bergerac; il n'en précise pas le jour malheureusement (cet acte est du 4 septembre 1345). C'est une réquisition des consuls de Cahors aux chanoines de la cathédrale d'avoir à entrer pour la troisième partie aux réparations urgentes à faire aux remparts de la ville, en vue d'une attaque menaçante des

Anglais. Le mot *pridie* que l'on y lit s'applique à la date de la lettre ou cédule écrite le lendemain de la prise de Bergerac pour prévenir les habitants de Cahors. « Des témoins oculaires et l'évidente vérité du fait attestent que la ville de Bergerac qui, parmi toutes les autres villes du pays périgourdin, était à juste titre réputée grande, populeuse et très forte, fut prise hier par les gens du roi d'Angleterre... » Évidemment, nous le répétons, le mot *pridie* dont la signification est absolue, se rapporte à la date de la rédaction de la lettre d'avis qui fut faite le lendemain de la réduction de Bergerac, et non à celle de la réquisition. Ce qui mettrait la prise de Bergerac au 3 septembre.

Pour nous, l'intérêt de ce document consiste dans les détails qu'il donne sur les excès et dommages commis par les Anglais et que Froissart passe sous silence. Quoique quelques-uns des écrivains qui se sont occupés de la vie de Froissart aient tenté de le déclarer impartial (1), Froissart, ne cherchant que ses plaisirs et à se procurer des documents au moyen des grandes relations qu'il s'était faites dans ses voyages, devait, plutôt que d'être désagréable aux seigneurs anglais, au prince Noir, à la reine femme d'Edouard III, qui l'avaient si bien reçu, céler la vérité en n'en parlant pas quand elle pouvait être défavorable à ses hôtes. C'était un moyen sûr de conserver l'amitié des personnages avec lesquels il a toute sa vie aimé à vivre.

Aux pages 57 et 58 de *Bergerac sous les Anglais*, M. Labroue croit pouvoir affirmer, d'après les auteurs qu'il cite, que Bergerac fut pris de force, pillé et rançonné, ainsi que le pays alentour. La réquisition des consuls de Cahors en est une preuve qui ne peut laisser de doute. Nous donnons cette pièce *in extenso*, la jugeant à tous les points de vue intéressante, quoiqu'elle n'ait pas été rédigée pour nous, mais elle éclaire un point de notre histoire. Nous ne croyons pas devoir la traduire, laissant à chacun le soin d'en tirer ce qui lui conviendra.

A. DE ROUMEJOUX.

In nomine Domini. Amen. (2) Notum sit universis et singulis hoc instrumentum publicum inspecturis quod anno Incarnationis eiusdem

(1) Notamment M. Debidour, notre compatriote.

(2) Bibliothèque de Cahors. — Archives municipales. — Cote FF. 94. — 4 septembre 1345.

mill^o ccc^o quadragesimo quinto, die quarta mensis septembris, apud Caturcum in claustro cathedralis ecclesie dicti loci, regnante excellentissimo principe domino Philippo, Dei gracia Francorum rege, in presencia mei notarii infrascripti et testium subscriptorum personaliter existentes et constituti honorabiles viri domini Raymundus del Toron, miles, Sicardus Johannis, domicellus, Guillonus de Caselis, Ludovicus de Masmaran, Laurentius dels Prats et Jacobus del Calhau, consules anni presentis civitatis Caturci pro se et aliis conconsulibus suis dicte civitatis. Ibidem prenominati domini consules pro se et aliis conconsulibus suis et universitate civitatis predictae requisiverunt venerabiles et discretos viros dominos Petrum Fabre, archidiaconum maiorem in dicta cathedrali ecclesia Caturci, Guilhardum Alquerii, Benedictum Johannis, Rocgerium de Cambalone, Raymundum de Casetis, Guilhelmum de Suris, Hugonem de Antegiaco, Johannem Beraldi et Gualhardum de Pogeto, canonicos dicte cathedralis ecclesie Caturci, ibidem in dicto claustro presentes et congregatos et requestam suam fecerunt prout in quadam papiri sedula scripta quam michi infrascripto notario mox ibidem dicti domini consules tradiderunt plenius et latius et continetur cuius quidem sedule tenor talis est : oculata fides et patens rei veritas innuunt et testantur qualiter villa de Brayayraco, que preceteris villis et civitatibus patrie Petragorensis preheminiens, magna, populosa et robusta, erat merito reputata, per gentes regis Anglie pridie fuit debellata et fortuna novercante eorum dominio subiugata et postmodum capta dicta villa per quem modum processerunt et se habuerunt dicti inimici inhumaniter novit Deus quia interficiendo gentes utriusque sexus, pueros, juvenes, valetudinarios atque senes, nulli etati parcendo, monasteria, ecclesias, sanctuaria et cetera loca sacra et religiosa violando et depredando, virgines deflorando, matronas, coniugatas, religiosas et alias probas et honestas mulieres deturpando et violando, et totam earum substantiam absorbendo aliaque excogitata inaudita et detestabilia crimina et flagicia perpetrando et nedum dictam villam de Bragayraco, imo villas et castra circum quoque existencia usque ad castrum de Badafollo, quedam ex ipsis voluntarie et libenti animo utpote dictum castrum de Badafollo et quedam alia cum minis et terroribus ex nunc dictorum inimicorum domino et hoberdientie sunt suiecta et sic totam patriam usque ad sex leucas de Caturco detinent dampnabiliter occupatam. Et prout nos consules civitatis Caturcensis, tam ex fide dignorum relacione quam aliis coniecturis didiscimus et sumus latius informati dicti inimici sunt intencionis et iactarunt se dictam civitatem expugnare, et quo Deus advertat eam suo

dominio subiugare licet profecto nos et tota nostra universitas et cives dicte civitatis que à tempore citra quo christiana religio in regno Francie triumphavit, fainus et sumus fideles domui et corone regali Francie et in eadem fidelitate et constancia sumus et erimus in eternum ac vivere volumus atque mori, volumus que et proponimus Deo propicio ad laudem et comodem regie celestiadis et totius regni sui dictis inimicis rebellare viriliter, corpora propria et bona exponere indubie non verentes quodque dicta Catarcensis civitas clausuris et fortalicis reparacionibus et structuris celeribus et necessariis prout patet per facti experiencias indiget inimmensum eo quia turres et monia et alia fortalicia civitatis que in diversis partibus ex vetustate nimia sunt dirupta et quedam ex ipsis minantur ruinam et vallata et fossata antiqua sunt quasi in maiori parte propter edificia adequata et ex eo etiam quia ab altera parte dicta civitas que multum debilis est et aperture sunt magne structe et clausure ultra modum sumptuose cum matura diligencia faciende que omnia infinitas expensas et labores incredibiles desiderant et exposcunt rursus universitas et cives seculares dicte civitatis Caturei tam de et pro subsidio et guerris domini nostri Francie regis et dampnis exinde subsequitis quod pro aliis oneribus dicte universitatis sunt et fuerunt adeo depauperati, oppressi multipliciter et gravati, quod eorum bona mobilia non sufficerent ad construcciones et reparaciones predictas nisi nobis et sibi subveniant et prestetur auxilium aliunde quamvis nos et cives seculares dicte civitatis cum familiis et uxoribus nostris veccemus et prestemus, ac Deo duce quantum fuerit nostra possibilitas prestavimus opem cum solita diligencia circa ista. Unde nos consules predicti attendentes quod in expensis factis et faciendis de et pro construccione et reparacionibus murorum, turrium, fortalicionum et fossatorum dicte civitatis singulares persone ecclesiastice et seculares commorantes in dicta civitate et bona immobilia habentes et possidentes in eadem debent et tenentur de iure et regni et patrie consuetudine pro modo facultatum suarum, saltem dicte ecclesiastice persone in peccuniam contribuere et subvenire et quod nullus a tali vel consimili contribucione et subsidio potest seu debet se aliquatenus excusare. Et vos venerabiles viri domini canonici et capitulum ecclesie Caturensis qui habetis et possidetis in dicta civitate et eius pertinentiis in redditibus, censibus canonicis, pensionibus et logueriis annuis cum directis dominiis, domibus, hospiciis, prediis et aliis bonis patrimonialibus et immobilibus usque ad valorem et equipollentiam tercię partis vel circa omnium ceterorum bonorum immobilium totius civitatis et civium predictorum ad predictas construcciones et repara-

ciones, licet per nos sepe fueritis requisiti, nolitis in aliquo contri-
buere vel subvenire quod cedit et redundat manifeste in dicti domini
nostri regis vilipendium et totius regni sui dampnum, preiudicium et
iacturam et infinita scanda et pericula et vestri inhobediencia et
contradictione in dicta civitate Caturei et in tota patria occitana
hobedienti dicto domino nostro regi in promptu innuunt emergenda
ea propter vos canonicos dicte ecclesie pro vobis et nomine et vice
capitali vestri pro nobis et nomine ac vice universitatis dicte civitatis
et sub debito fidelitatis quo estis astricti et tenemini domino nostro
regi requirimus quatenus tam pro tuicione et concervatione ecclesie
vestre et bonorum vestrorum et dicti vestri capituli quam pro evi-
denti et urgenti necessario comode dicti domini nostri regis et totius
regni sui et fidelium regnicolarum suorum de propriis bonis dicti
vestri capituli seu vestrarum personarum que quidem bona sunt
procul dubio opulenta subveniatis, liberetis et tradatis terciam partem
omnium expensarum factarum et faciendarum pro et ratione structu-
rarum et reparacionum murorum, fossatorum et fortaliciorum predic-
torum et in ipsas constructuras et reparacionem integraliter conver-
tendas cum revera attento valore patrimonum vestri capituli, quod
est valde pingue et optimum ut prefertur vos de dicta tercia parte et
longe ultra predictis reparacioni et constructure et in universitati
predicte teneamini equaminiter subvenire. Protestaverunt quod
expresse tam pro iure regio et regni sui quam pro dicta universitate
Caturei quod si ob defectum solucionis predictae constructiones et
reparaciones retardarentur aut aliquod dampnum quod absit evenire
contingerit quod ad dampna et interesse in dictis bonis et rebus
habeatur recursus ad restauracionem et relevamen omnium premis-
sorum per hoc tamen non intendimus aliquid imponere seu indicare
contra ecclesiasticas libertates neque aliquam indictionem facere
personis ecclesiasticis set bonis et rebus immobilibus et mere realibus
et que habetis et possidetis in civitate Caturei predicta et pertinenciis
suis de quibus in dicta sedula contentis et aliis predictis dicti domini
consules pro se et nomine quo supra requisiverunt me notarium infra
scriptum, ut eis conficerem publicum instrumentum quod eis concessi.
Quam quidem sedulam predictam dicti domini canonici habuerunt
pro lecta et ad finem ut supra contentis in eadem deliberare possent
ut dixerunt petierunt copiam ipsius sedule per me infrascriptum nota-
rium in forma publica et aliorum prescriptorum sibi fieri que per me
fuit ipsis concessa prout ex meo publico officio de jure poteram et
debebam quibus actis predicti domini canonici ad respondendum
contentis in dicta sedula si respondere teneantur prefatis dominis

consulibus diem crastinam hora tercię in dicto claustro duxerunt assignandam dictis dominis consulibus dicentibus ibidem se de responsione ipsorum dominorum canonicorum alias non curare nec dictam diei assignacionem admittere intendebant, cum ipsi domini canonici nullam potestatem haberent nec eorum intersit ad assignacionem diei procedere super hiis ut dixerunt. Acta fuerunt hec ut supra testibus presentibus ad premissa vocatis et rogatis, venerabili et discreto viro domino Raymundo de Mota, licenciato in legibus, nobili Jacobo Johannis, domirello, discreto viro magistro Guaufrido Dengolisma, juriperito, magistro Petro de Asterio, Petro Glandieras, Laurencio de la Teischendiria et Helia de Bec, civibus Caturci ut dixerunt et me Petro de Truderia, clerico, auctoritate regis notario publico qui ut prefertur requisitus de premissis, hoc instrumentum publicum recepi et in prothocollo meo notavi et exinde per dictis dominis consulibus extraxi et grossavi signoque meo solito sequenti signavi in fidem et testimonium omnium premissorum.

BIBLIOGRAPHIE

LES JURADES DE LA VILLE DE BERGERAC.

Extrait des registres de l'hôtel-de-ville, tome III^e (1).

Notre laborieux collègue M. Gustave Charrier, le digne successeur de M. Michel Dupuy à la conservation des archives municipales de Bergerac, poursuit avec succès le cours de la publication qu'il a commencée depuis deux ans, des extraits des livres mémoriaux de cette ville. C'est le troisième volume de cette inappréciable collection qu'il vient d'offrir à la Société historique et archéologique du Périgord.

A l'occasion du premier recueil relatif aux événements accomplis à Bergerac depuis le xiv^e siècle jusqu'à la fin du siècle suivant (2),

(1) Bergerac, imprimerie générale du Sud-Ouest, 1894, un volume in-8° de 406 pages.

(2) *Bulletin*, tome XIX, p. 441.

nous nous sommes livré à quelques critiques de détail que la difficulté de lire les textes romans pouvait justifier. Mais aujourd'hui, en présence de documents français, choisis avec un discernement qui lui fait le plus grand honneur, nous n'avons que des compliments à adresser au sympathique éditeur. Le seul tort qu'il ait eu à nos yeux, c'a été de consacrer la moitié de sa *Préface* à une nouvelle discussion au sujet de la lettre écrite devant Mouleydier par Du Guesclin aux consuls de Bergerac, dont, grâce à M. Durand, nous avons pu donner le texte complet (1).

Le nouveau recueil contient les extraits des jurades comprises entre les années 1533 et 1577.

Avant cette période, les consuls de Bergerac n'avaient eu d'autres soucis, comme le fait remarquer M. Charrier, que de conserver dans leur intégrité les privilèges, les franchises et les libertés de la ville.

De graves événements viennent maintenant agiter Bergerac. C'est une véritable révolution qui se produit sous l'influence de la Réforme dans cette riche contrée du Périgord. A travers les délibérations consulaires de ces temps orageux, l'on peut suivre le progrès des idées nouvelles, qui se trahissent d'abord par les plus regrettables excès et font bientôt de si nombreux prosélytes dans la bourgeoisie locale que l'administration de la ville finit par passer dans les mains des protestants.

Dans ces pages mouvementées des annales de Bergerac se presse une foule de détails des plus curieux. Ici, il est question de la réparation des édifices publics, de l'organisation des écoles, de l'établissement de nouvelles charges, des cérémonies religieuses, des procès

(1) *Bulletin*, tome XX, p. 459.

Nous savons gré à M. Charrier de ses corrections. Pour que le texte donné par nous soit définitif, il y a donc lieu d'y rétablir certaines lettres : *r* à la place de *l* dans *coussols*; *a* dans la première syllabe de *sehurement*; *l* au lieu de *b* dans *vibvres*; *m* au lieu de *n* dans *prions*; d'ajouter un *x* à *Dieu* et de supprimer l'*r* dans *mercredi*.

Ces quelques mots mal orthographiés ne sauraient altérer le sens de cette lettre historique, qui est rendue inintelligible dans *Bergerac sous les Anglais* par la suppression de ces mots importants : *pour ce que ceux du dedans avoient rompu les trêves*. Cette rupture des trêves explique seule la présence du connétable devant Mouleydier. M. Charrier a cru devoir remplacer par des points ce membre de phrase, que la maculation du papier ne lui avait pas permis de lire.

de la ville, du premier livre sorti de la première presse; là, des dépenses occasionnées par le passage du roi de Navarre, la réception de Charles IX, auquel Bergerac doit la création de son collège; l'envoi de députés vers de hauts personnages, comme pour l'entrée à Périgueux de l'évêque Jean de Lustrac (et non de Lestrac); plus loin, les conférences de la paix dite de Bergerac qui devait arrêter pour un temps une guerre fratricide, etc.

M. Charrier a été bien inspiré en joignant aux jurades qui se rapportent à ces événements de la fin du xvi^e siècle, la copie de lettres des principaux personnages amenés par les circonstances à y jouer un rôle, comme François I^{er}, Charles IX, Catherine de Médicis, Henri de Navarre et le maréchal de Bouillon.

Il est inutile de redire ici l'intérêt qui s'attache à de pareils documents, qu'on peut appeler humains. Il n'en est pas qui donnent plus d'animation à la chronique du passé : elle leur doit de pouvoir emprunter, pour ainsi dire, aux choses mêmes la couleur et la vie. Ce sont les actes de la vie publique, les institutions sociales et les diverses manifestations de l'esprit qui montrent l'homme et, par conséquent, le peuple, bien mieux que les faits de guerre et les incidents de la diplomatie. On reprend heureusement cette méthode d'écrire l'histoire qui est la bonne, parce qu'elle est la vraie.

Aussi quelle reconnaissance ne doit-on pas aux archivistes qui, comme M. Charrier, mettent aux mains des travailleurs des instruments aussi précieux. Que de temps et de labeur il leur épargne en consacrant ses loisirs à nous révéler un passé qui, sans lui, serait encore enfoui dans les poudreuses armoires de l'hôtel-de-ville de Bergerac ! Il est rare de rencontrer des hommes aussi sincèrement pénétrés de l'importance qu'il y a à faire connaître le trésor des archives provinciales qui sont, en définitive, la base la plus sûre d'une histoire nationale complète. La Société historique du Périgord ne peut qu'encourager M. Charrier à persévérer dans sa louable entreprise.

A. DUJARRIC-DESCOMBES.

NÉCROLOGIE

JEAN-EDMOND BORIE.

Les obsèques de M. Borie ont eu lieu, le 12 août dernier, à Périgueux. Il était décédé, l'avant-veille, à Saint-Astier, où sa famille et ses amis s'étaient donné rendez-vous pour assister au service funèbre et accompagner ensuite le corps à l'ancien cimetière de notre ville, où ce sympathique collègue avait manifesté le désir d'être enterré pour y reposer à côté des siens.

Jean-Edmond Borie était né à Périgueux, en 1828. Il avait trente ans environ lorsqu'il quitta notre ville, pour entrer dans l'administration de la préfecture de la Seine, où il allait passer près de la moitié de son existence. C'était l'employé modèle, ne connaissant que son devoir et ne voulant se recommander que par ses bons et loyaux services.

Le 1^{er} avril 1889, M. Borie, arrivé au grade de commis principal de première classe, était admis à faire valoir ses droits à la retraite, et il quittait Paris et les nombreux amis qu'il comptait là-bas, pour venir s'installer ici, voulant finir ses jours auprès de ses sœurs, M^{mes} Paradol et Boc-Lonlaygue, et de ses neveux, MM. Frédéric et Raoul Paradol, dont il avait vécu si longtemps séparé.

A l'exemple du regretté M. Pierre Magne, son compatriote et son ami, Edmond Borie avait une tendresse particulière pour sa ville natale, et surtout pour le vieux Périgueux de son enfance, dont il était heureux de s'entretenir avec les anciens, ceux qui ont connu le Gravier, le moulin de Saint-Front, la tour Barbecane, etc. Depuis 1881, il était membre de la Société historique et archéologique du Périgord. Nos travaux, auxquels son état maladif l'empêchait de prendre une part active, l'intéressaient vivement, et maintes fois plusieurs d'entre nous bénéficièrent de ses remarques et de ses observations précieuses. Ajoutons, pour démontrer que le défunt était bien des nôtres, que la collection de nos annales, classées et tenues avec soin, figurait à la place d'honneur dans sa bibliothèque de lettré.

L'aîné de ses neveux, M. Frédéric Paradol, ayant acheté le greffe de la justice de paix de Saint-Astier, M. Borie était allé s'établir auprès de lui, comptant que l'air de la campagne remettrait sa santé

altérée par les trente ans de vie sédentaire qu'il avait menée à Paris. C'est là qu'il est mort à l'âge de 66 ans et ayant à peine goûté au repos qu'il avait si bien gagné.

Saluons pieusement le cercueil de ce collègue, à l'esprit doux, tranquille, et qui, avec ses goûts modestes et son humeur conciliante, trouva le moyen de quitter la terre sans y avoir rencontré un ennemi.

Périgueux, le 15 août 1894.

L. H.

LE DOCTEUR HENRI PARROT.

Le docteur Henri Parrot, décédé le 30 août, était né le 11 janvier 1811 et s'était fixé, en 1832, à Périgueux, où il a exercé la médecine jusqu'en 1893, à la grande satisfaction de ses nombreux clients, qui, grâce à son esprit et à son dévouement, devenaient bientôt ses amis.

Après avoir fait de solides études littéraires au collège de Périgueux qui a fourni des hommes distingués dans les sciences, les lettres, les arts, la politique et l'armée, il se rendit à Paris pour étudier la médecine.

Comme couronnement de ses études médicales, M. Parrot fit une thèse fort remarquée sur la *Monomanie homicide*.

Il n'existait sur cette maladie aucun ouvrage complet, si l'on excepte, comme il le dit, « la note de M. Esquirol qui, d'ailleurs, n'a pas tout le développement que désireraient ceux qui connaissent sa haute » portée sur cette matière. »

Puis, il vint s'établir, en 1832, auprès de son vieux père et de sa vieille mère, qu'il aimait tendrement, comme il fut lui-même tendrement aimé de son fils, à Périgueux, où l'attendaient de nombreux succès et une brillante clientèle.

Jusqu'à la dernière année de son existence, il fut sur la brèche et ne s'arrêta que lorsque ses jambes refusèrent tout service; mais il conserva jusqu'à la veille de sa mort toute son intelligence, et ne cessa jusqu'à ses derniers jours de s'intéresser aux choses de l'esprit.

Très apprécié de ses maîtres et notamment du professeur d'accouchement, le célèbre Capuron, il reçut d'eux de précieux encouragements.

J'ai même sous les yeux une lettre de ce professeur, dans laquelle je relève ce passage :

« Je vois par là que tout ce que je vous avais prédit s'est accompli.

« Cela me porte à vous annoncer que vous aurez encore bien d'autres succès. Vous n'avez qu'à vouloir, et avec les talents que vous avez, soyez assuré que vous irez loin.

« J'attends avec impatience le mémoire que vous préparez pour l'Académie ; je m'en servirai pour vous faire inscrire au nombre des candidats qui sollicitent le titre de membre correspondant de cette Société. Personne ne mérite mieux que vous de lui appartenir ; j'espère que cette justice vous sera rendue aux prochaines élections. Travaillez donc et continuez à vous distinguer, comme vous avez fait. Comptez sur mon appui et sur ce qui dépendra de moi.

» Tout à vous ,

« CAPURON. »

Voilà, certes, une lettre qui fait autant d'honneur au professeur qu'à l'élève.

Aussi n'est-il pas étonnant que le docteur Parrot, dès son arrivée, fût considéré comme un excellent accoucheur et qu'il ait pendant longtemps conservé à ce titre la première place parmi ses confrères dans notre ville.

Abstraction faite de ses mérites, c'est à ses relations qu'il faut aussi rapporter une grande partie de ses succès dans une carrière qu'il honora en s'honorant lui-même.

En effet, l'administration du département était entre les mains d'un préfet dont le nom est resté légendaire par l'esprit et les connaissances encyclopédiques. Et si je suis bien renseigné, le professeur Capuron, appelé pour M^{me} Romieu, parla avec tant de bienveillance de son élève si distingué, que M. Romieu l'invita le jour même à dîner, à la préfecture, avec son professeur.

L'esprit, la conversation spirituelle, littéraire et savante du jeune docteur séduisirent ce préfet qui, en administration fut aussi bon qu'un autre et qui peut-être brillerait encore aujourd'hui parmi nos préfets contemporains.

A partir de ce jour, Romieu et le docteur Parrot étaient de vrais amis que l'esprit gaulois et les connaissances étendues dans les sciences, les arts et même la médecine, lièrent d'une indissoluble amitié jusqu'à la mort du premier.

Dès lors, le docteur fut de toutes les parties fines de la préfecture, où coulait le champagne et l'esprit avec lui, et d'où la maladie du cœur de Romieu ne chassait pas la gaité.

Il fut aussi de toutes les fêtes. Il n'est donc pas étonnant qu'il fût vite apprécié dans le monde et que sa clientèle devint des plus étendues. Il devint en même temps que le médecin de la préfecture le médecin à la mode.

Et d'ailleurs, si Romieu fut pour beaucoup dans les succès du docteur Parrot, si Louis Veuillot et son ami M. Magne ont pu aussi le mettre en évidence, il faut bien reconnaître que le docteur Parrot avait eu le bonheur d'étudier la médecine à l'époque des Broussais, des Andral, des Cruveilhier, des Bouillaud, alors que la médecine française jetait sur le monde son plus vif éclat.

Dès son début dans la carrière, son intelligence élevée, ses connaissances médicales profondes, sa grande compétence littéraire et artistique le firent rapidement apprécier du public et de ce préfet spirituel qui, dans ses nombreuses lettres à son ami, datées de Paris, de Chaumont, de Tours, se plaisait non seulement à aborder les questions politiques et littéraires, mais à agiter aussi, comme il le faisait à Périgueux, des questions de physiologie, de médecine, d'astronomie et d'anthropologie qu'il traitait, il faut le reconnaître, avec infiniment d'esprit ; ce qui n'empêcha pas ce préfet d'être un excellent et très aimable administrateur et de laisser dans notre département de très bons souvenirs.

Le titre de médecin de la préfecture avait naturellement désigné le docteur Parrot aux successeurs de Romieu. Il lui valut les places dont l'administration pouvait disposer et qu'il était parfaitement digne d'occuper. Aussi devint-il successivement :

Médecin des prisons en 1839 ;

— de l'hospice en 1849 ;

— du lycée en 1851 ;

— de l'administration des tabacs en 1863, et plus tard président de la commission départementale d'hygiène.

L'amitié de M. Magne lui fit obtenir le titre de médecin de la C^{ie} d'Orléans en 1857.

Il fut, en outre, médecin de différents établissements et de diverses sociétés.

Il a conservé ces nombreuses situations jusqu'au moment où l'impossibilité de marcher et de remplir sa mission lui a fait un devoir de se retirer.

A la fin de l'année 1892, il adressa au président de la commission administrative de l'hospice sa démission de médecin, en invoquant son âge et sa santé.

Il ajoutait :

« Ce n'est pas sans émotion et sans regret que je quitte un établissement d'où j'ai retiré les profits scientifiques les plus précieux et que je me sépare d'un personnel avec qui je n'ai eu que les rapports les plus sympathiques. »

Mais pour le récompenser de ses longs et dévoués services, qui lui avaient valu en 1890 (7 juin) le titre de médecin en chef de l'hospice, la commission refusa d'accepter cette démission.

Il faut bien, d'ailleurs, reconnaître que partout, dans les différents services qui lui furent confiés, c'était l'exactitude même.

Aux prisons, à l'hospice, au lycée, à la Cl^{ie} d'Orléans, partout il arrivait à l'heure militaire.

Ce travail professionnel ne l'empêchait pas, grâce à son activité étonnante, de se mettre au courant de la politique, des œuvres littéraires du jour ; d'entretenir des correspondances très suivies et très remarquables avec Romieu et Louis Veuillot, et de s'occuper des affaires de notre ville, qui avait alors comme conseillers municipaux de vrais Périgourdins.

Il resta conseiller, pendant 25 ans environ, d'une manière presque continue.

Envoyé pendant l'épidémie de suette de 1841 et 1842, par le préfet, à Mareuil, pour combattre cette maladie, il se dévoua avec les docteurs de Pindray et Amédée de Lacrousille, l'étudia sérieusement, et, pour faire cesser l'épouvante de ceux qui croyaient à la contagion, chercha à se l'inoculer, mais sans succès. Il fit de cette maladie l'objet d'un mémoire important qu'il présenta à l'Académie et fut décoré.

En 1863, il devint officier de la Légion-d'Honneur, et, en 1870, officier de l'instruction publique.

Son ouvrage, à son apparition, eut un très grand succès, d'autant mieux que cette maladie était à peu près inconnue, et qu'il était écrit d'une manière remarquable.

Plus tard, il fit un excellent traité élémentaire d'hygiène, écrit du style qu'on lui connaît et qu'on lisait comme un roman.

Ses qualités ont été souvent méconnues : sous des apparences brusques se cachait un grand cœur que ses malades et ceux qui ont pu l'approcher de près savaient bien vite apprécier. Aussi avait-il su se créer de vives amitiés.

Chez M. Parrot, comme je l'ai déjà dit, à côté du médecin, il y avait le lettré, le critique que Romieu avait rapidement apprécié.

Et je reviens à l'époque où les relations suivies par correspondance succédèrent à ces relations de chaque jour, à ces fêtes intimes de la préfecture où la gaité administrative n'avait pas encore abdiqué, où elle était moins solennelle que de nos jours ; à ces jours heureux des Vuillot, des Sauveroches et de Magne, le ministre éminent qui se retira à la chute de l'empire, la tête haute, sans avoir trafiqué du pouvoir, qui prêta son concours à la défense nationale et dont le nom placé sur une de nos principales rues, par reconnaissance publique, fut enlevé grâce aux haines politiques les plus basses.

C'était la première phase de la vie du docteur Parrot, celle où la gaité, les succès, la renommée marchaient de pair.

Dans cette période, M. Parrot éprouvait les jouissances les plus pures de l'esprit dans ces correspondances avec Romieu et Louis Vuillot.

J'ai entre les mains une partie des lettres de Romieu et de Louis Vuillot au docteur Parrot. Elles seraient à reproduire entièrement ici pour faire comprendre les relations de ces hommes qui s'estimaient, s'appréciaient, s'aimaient, et qui jetèrent chez nous un si vif éclat.

Je me contenterai de faire quelques extraits de ces lettres si spirituelles et si fines de Romieu, auxquelles ne cédaient en rien, à coup sûr, par la finesse et par l'esprit, celles du docteur, qu'il ne m'est pas donné de pouvoir reproduire.

Romieu, demandant quelques conseils médicaux à son ami, ajoutait :

« Mais il faut que l'oxygène soit bien complaisant pour continuer à faire visite à un aussi stupide appareil respiratoire. »

Dans une autre lettre : « Aux détails réjouissants que vous me donnez, je vois, disait-il, que la gaité périgourdine n'a pas fini avec son ex-préfet. »

Les journaux politiques ayant parlé d'un de ses ouvrages : « Et Périgueux ne m'annonce pas, fut-ce à côté des cautères Leperdriel. »

Faisant allusion à un article du docteur sur une de ses brochures : « Il est vrai qu'un ami écrit avec une autre plume que l'habituel critique. »

A propos de sa prise de possession de la préfecture de Tours :

« J'ai reçu hier, entre autres corps savants, le personnel de l'École

préparatoire de médecine, et il s'en est peu fallu, à la suite de la conversation qui s'est établie, qu'on ne me reçût docteur à l'unanimité. Si la robe du tourangeau Rabelais était encore dans sa patrie, on me l'eût fait endosser à coup sûr. »

Relativement à la publicité du *Spectre rouge*, qui fit tant de bruit en son temps :

« Merci mille fois de tous vos compliments, lui disait-il. Vous savez le prix que j'y attache. Car je n'écris que pour le suffrage de bien peu de gens d'élite dont vous faites partie. Je voudrais bien aller vous voir ; mais tandis que, selon vous, mon talent grandit, le ventricule gauche de mon cœur diminue, et les fatigues me deviennent plus impossibles. »

« Tâchez donc de trouver un procédé pour élargir les valvules qui s'oblitérent. »

Dans une de ses lettres se trouve cette pensée :

« Le soupçon tue le bonheur ; la confiance le ranime et l'éternise. »

Je finis par ce dernier extrait :

« Moi, je pratique la philosophie, cette science que Dieu donne pour fortune aux âmes jeunes et aux esprits droits. »

Je pourrais aussi donner quelques extraits de la correspondance de Louis Veuillot, qui fut peut-être son meilleur ami et qui surtout chercha à calmer la si grande douleur de M. Parrot, après la mort de son fils unique, si tendrement aimé, sur lequel il fondait toutes ses espérances, et qui fut victime de la guerre de 1870.

M. Parrot accueillit cet irréparable malheur avec une profonde douleur, mais avec une résignation toute chrétienne, ce dont peuvent témoigner les extraits d'une lettre du 10 mai 1871 en réponse à celle de son ami Veuillot, datée du 7 mai :

« Cher Henri, lui disait Veuillot, dans ce long désastre qui nous sépare de tout et qui fait qu'en vérité chacun est mort, je n'avais pas appris ta cruelle part ; hier seulement j'ai su que tu n'avais plus ton fils. Je connais ton cœur, j'ai connu ce beau et aimable garçon, et j'ai pleuré quatre enfants ; toi-même tu ne pourrais pas me peindre ta douleur plus grande que je ne la devine, mon pauvre ami ! Toute ma vieille amitié éclate, tous nos jeunes souvenirs se réveillent.

Combien je voudrais être près de toi. Je te dirais que ton fils n'est pas mort, non, non mille fois, mon vieil ami ! Il a vécu, et il n'est pas mort, je le sais bien. J'ai passé par là ; je sais que mes filles et leur mère ne sont pas mortes

La mort nous cache ou plutôt nous voile un moment et légèrement ces êtres chers qui bientôt redeviennent présents et d'une certaine manière visibles. Tu connaîtras et tu goûteras cette merveille de Dieu.. . . .

Prie le bon Dieu, mon cher Henri. Jo sais que tu le fais ; fais-le toujours, et pour toujours, et rendons grâce.

Cette douce main de nos enfants, qui habitent avec Dieu, nous fera doucement franchir ce reste de mauvais chemin de la vie où nous avons été engagés. Nos pleurs acquittent de vieilles dettes qui n'avaient pas été payées. Nous embrasserons, dans le sein de Dieu, nos enfants libérateurs de leurs pères.

» Tout à toi.

» Louis VEUILLLOT. »

C'est une page exquise de philosophie chrétienne, bien faite pour relever l'âme abîmée du docteur Parrot, et à laquelle ce dernier répondit le 10 mai 1871 :

« Que je te remercie, mon cher ami, pour ta bonne, pour ta sainte lettre que tu viens de m'écrire. Mets la au nombre de tes bonnes actions, car elle a adouci cette affreuse douleur que tu as connue, toi aussi, pauvre et vieil ami. Oui, tu as raison, et je le crois, nos enfants sont au ciel, ta digne femme est au ciel ; ils y sont tous, et ils prient pour ceux qui restent sur cette triste terre. Tu as raison, mon vieux camarade, ils ont mieux valu que nous, et nos larmes paient des dettes. Oui, mon pauvre Armand, mon enfant chéri vit près de Dieu. Sa vie a été si honnête et sa fin si courageuse et si sainte, qu'il a conquis déjà la récompense éternelle.

» Il était beau, tu le dis, et je m'oublie à le répéter. Mais il était autant aimable dans le vrai sens du mot. Tout le monde ici l'aimait, et tout le monde l'a pleuré. Il était bon fils et fils tendre et gracieux ; il était honnête, il était bon camarade, il était charitable, il était brave. Brave, car il est tombé en faisant plus que son devoir. Au lieu d'attendre les brancardiers, il a traversé, malgré la supplication de ceux qui l'entouraient, une vraie pluie d'obus pour aller secourir ses camarades blessés. Pendant les six jours de son agonie, il ne pensait qu'à son père, à sa mère, à la patrie et à Dieu. Il a reçu les sacre-

ments dans toute la liberté de son intelligence, et je me demande si le pauvre enfant, qui est le mien, n'est pas tout à la fois un héros et un saint.

» Tu vois, cher et vieil ami, que mes souvenirs de jeunesse se réveillent aussi dans mon cœur pour que je me laisse aller à cet accès d'orgueilleuse tendresse. Aussi j'effacerais tout ce que je viens de dire d'excellent sur ce pauvre enfant, si tu n'étais pas le vieux camarade que je n'ai cessé d'aimer et qui me fait aujourd'hui sentir si doucement la puissance de son cœur et de son esprit.

.....

» Je vais chercher ces précieux restes pour les déposer dans un caveau, au-dessus duquel sera construite une chapelle. Je lui faisais construire, à Puyabry, une maison où je voulais installer tout ce qui aurait pu lui plaire, et c'était bien juste, tant il me donnait de satisfaction. J'ai arrêté cette construction ou plutôt je l'ai modifiée de façon à en faire une œuvre. Cette œuvre n'aura pas pour but seulement d'honorer sa mémoire, mais celui surtout de continuer sa dernière action, qui a été une action de dévouement et de charité.

» Tout à toi et pour toujours.

» HENRI PARROT. »

Ces deux lettres me dispenseront de puiser dans le reste d'une correspondance assez étendue entre les deux amis.

Elles prouvent combien le malheur grandit la foi et nous montrent aussi que les grandes infortunes engendrent souvent de grandes et généreuses inspirations.

C'est, en effet, à la suite de la perte si vivement sentie d'un fils tendrement aimé, et après la lettre si pleine de foi de Veuillot, que le docteur Parrot a eu l'idée de créer un orphelinat qui fera vivre son nom en le faisant bénir.

Docteur A. DE LACROUSILLE.

Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente le Pont et le Donjon de Bourdeilles ; — et la 2^e, une Cruche et un Gauffrier du château de Puyraseau.

Le Gérant responsable, J. BUNET.

Périgueux. — Impr. DE LA DORDOGNE (anc. Dupont et C^e).

SÉANCES MENSUELLES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Séance du jeudi 4 Octobre 1894.

Présidence de M. de Roumejoux, président.

Sont présents : MM. le marquis d'Abzac de La Douze, le marquis de Chantérac, Dujarric-Descombes, le marquis de Fayolle, Gauthier, le docteur Ladevi-Roche, Lespinas, de Roumejoux et l'abbé Brugière.

Le procès-verbal de la séance du jeudi 6 septembre est lu et adopté.

Notre bibliothèque a reçu dans le courant du mois dernier les ouvrages suivants :

Le *Journal des Savants*, cahiers de juillet et août 1894, deux fascicules in-4°, Paris, Imprimerie nationale ;

Le *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France*, deux volumes in-8°, brochés, 1892-1893, Paris, C. Klincksieck, libraire ;

La *Revue des Études grecques*, tome VII, n° 26, avril-juin 1894, un volume in-8°, broché, Ernest Leroux, éditeur ;

La *Revue historique et archéologique du Maine*, tome XXXV, année 1894, premier semestre, un volume broché, in-8°, Mamers et Le Mans, 1894 ;

Le *Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes*, treizième année, deuxième série, n° 11, troisième trimestre 1894, Gap, 1894 ;

Le *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, deuxième

trimestre de 1894, in-8°, Poitiers, imprimerie Blais, Roy et C^{ie} ;

Les *Bulletin et Mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente*, année 1893, sixième série, tome III, un volume in-8°, broché, Angoulême, chez Coquemard, libraire, 1894.

Ce volume renferme la suite du pouillé historique du diocèse d'Angoulême, par M. l'abbé J. Nanglard, vicaire-général. Il y est souvent question du Périgord.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M^{lle} TERREIN, institutrice libre à Périgueux, élue membre titulaire dans la dernière réunion, adresse ses remerciements à la Société.

M. le marquis DE CHANTÉRAC, rappelant une note insérée au tome XXI, page 258, du *Bulletin*, y apporte la rectification suivante :

« La note sur Uranie de la Cropte-Beauvais, comtesse de Soissons, a été faite par M. de Boislisle, le savant éditeur des *Mémoires* de Saint-Simon ; M. de Chantérac lui a fourni de nombreux renseignements tirés des archives de sa maison. »

Dans nos séances précédentes, M. LE PRÉSIDENT a entretenu la Société de la crypte de l'église de Saint-Astier, dans laquelle il a fait, avec M. Lafitte, la découverte d'un tombeau paraissant offrir un grand intérêt. On peut lire une de ces communications au tome XXI, page 289 et suivantes. La Société décida qu'avec les autorisations nécessaires on déblayerait la crypte et on examinerait le tombeau. Des fonds furent votés à cet effet.

Le 28 septembre dernier, les membres désignés se sont rendus à Saint-Astier, et, après avoir rempli leur tâche, ils ont dressé le procès-verbal suivant :

Du 28 septembre 1894, à deux heures de l'après-midi.

Sur la demande de la Société archéologique de la Dordogne, il a

procédé à l'examen de la crypte située sous le sanctuaire de l'église de Saint-Astier, renfermant un tombeau dont il s'agissait de déterminer la date.

Étaient présents : MM. de Roumejoux, président de la Société archéologique ; M. l'abbé Brugière, curé de Coulounieix, délégué par M^{gr} l'évêque ; M. le docteur Ladevi-Roche, chargé par la Société de l'examen médical des ossements ; M. l'abbé Lafon, vicaire de Saint-Astier ; M. Paradol, capitaine d'infanterie, greffier du juge de paix ; M. Latitte, membre de la Société archéologique de la Charente ; M. le docteur Pelletier ; M. Mon tozon-Brachet, trésorier du conseil de fabrique de Saint-Astier ; M. Baldou pharmacien, et M. Laforest, entrepreneur.

Après avoir pénétré dans une crypte, éclairée par trois petites fenêtres, nous avons trouvé construit contre le mur regardant au levant un petit autel en pierre de taille haut de 0^m85 et long de 1^m14, sur une largeur de 0^m70 ; les parements de la maçonnerie sont formés par un simple parpaing, grossièrement assemblés. La table de l'autel, qui était descendue, paraît avoir été coupée dans sa longueur pour s'adapter aux petites dimensions de l'autel. Elle est en pierre du pays, et, par suite de son raccourcissement, la cavité creusée dans la table et destinée à recevoir la pierre sacrée se trouve fortement portée d'un côté et n'est plus ainsi au milieu.

Au-dessous de cette pierre, noyé en partie dans la maçonnerie, on voit apparaître un sarcophage renfermé dans le massif de la maçonnerie.

Ce sarcophage comprend une auge en pierre, provenant des carrières du pays, longue de 0^m83, sur 0^m60 en haut et 0^m54 en bas, profonde de 0^m22 et d'une épaisseur variant de 0^m06 à 0^m07. Elle est recouverte d'une pierre de taille en forme de toit, qui a été retaillée à sa partie inférieure et qui est épaisse de 0^m15 dans la partie la plus forte.

Le cercueil, en pierre, est fermé à sa partie inférieure par une pierre rapportée. Cette fermeture anormale a été nécessitée par le raccourcissement de l'auge en pierre.

Le cercueil, le couvercle, la pierre de l'autel ayant été régulièrement coupés pour pouvoir s'accorder entr'eux, il est à présumer que ce tombeau a dû être transporté d'un endroit inconnu et ainsi mutilé pour être adapté au petit emplacement qui lui était réservé.

Il faut remarquer que tandis que la partie de l'auge correspondant à la tête n'est point protégée par la maçonnerie, au contraire la partie correspondant aux pieds, n'étant protégée que par une plaque assez menue et libre, a été garnie d'une maçonnerie protectrice assez importante.

Le couvercle étant brisé en trois fragments, réunis par du mortier, cha-

que morceau a été enlevé séparément, et alors on a eu sous les yeux les ossements qu'il renfermait.

Les ossements étaient disséminés dans l'auge sans aucun ordre. En voici la liste :

1° Bolte crânienne, comprenant un frontal, deux pariétaux, un occipital incomplet, un fragment de temporal. Soudures indiquant un sujet d'un grand âge.

2° Un fémur droit incomplet.

3° Un tibia droit complet.

4° Moitié du bassin gauche.

5° Un tibia complet gauche.

6° Un humérus gauche.

7° Un humérus droit.

8° Un radius droit.

9° Un fémur gauche.

10° Moitié du bassin droit.

11° Un fragment boîte de crâne.

12° Une partie omoplate gauche.

13° Un radius gauche.

14° Un péroné droit.

15° Un péroné gauche.

16° Un coccyx.

17° Nombreuses côtes, clavicule, rotules, calcanea, astragales.

18° Un fragment de maxillaire inférieur, avec trois petites molaires très usées.

De l'inspection attentive des ossements, il résulte qu'ils ont appartenu à un homme de taille au-dessus de la moyenne, d'un âge avancé, et que, vu leur peu de consistance, leur grande friabilité, ils doivent remonter à une époque fort reculée.

Puis les ossements ont été replacés dans le cercueil en pierre où ils se trouvaient et le couvercle a été exactement replacé au-dessus.

Signé à l'original :

F. LADEVI-ROCHE, A. DE ROUMEJOUX, *président de la Société archéologique du Périgord* ; H. BRUGIÈRE, Hilaire LAFITTE, docteur A. PELLETIER, M. BALDOU, J. LAFON, *vice* ; F. PARADOL, MONTOTON-BRACHET et F.-L. LAFOREST.

M. le marquis DE FAYOLLE, laissant de côté la question d'identification des ossements, présente quelques obser-

ventions sur le massif de maçonnerie qui contenait le sarcophage. D'après lui, c'était un autel et non un tombeau, puisque le cercueil a été coupé à l'une de ses extrémités pour s'adapter aux dimensions plus restreintes du massif; s'il s'était agi d'un tombeau, c'est le massif qui se serait accommodé aux dimensions du cercueil. Du moment où l'autel renfermait un corps, ce corps était, d'après une règle absolue de l'Eglise, celui d'un saint. L'usage de dire la messe sur les tombes des martyrs remonte aux premiers temps du christianisme; mais pendant tout le moyen âge, on établit des autels sur les tombes des saints, comme Suger à Saint-Denis. Cependant, l'autel de Saint-Astier, tel qu'il se présente à nous, n'offre aucun caractère qui permette de préciser l'époque de sa construction et doit être plus récent que la crypte. En effet, sur tout le pourtour de la muraille intérieure règne un stylobate contre lequel est plaqué l'autel, ce qui démontre qu'il lui est postérieur. Il est vrai que l'emplacement de l'autel sur un des côtés de la crypte est anormal et que, paraît-il, on a trouvé dans l'axe de la crypte, sous la fenêtre, des traces certaines de l'autel, qui aurait été transporté sur le côté, à la suite de la construction du pilier destiné à renforcer la voûte et qui gênait le célébrant. Mais là aussi le stylobate existe sans interruption. Ce fait expliquerait pourquoi, rien dans les matériaux qui composent l'autel et dans leur agencement, n'est caractéristique d'une époque reculée, car le pilier n'est pas antérieur au ^{xv}^e siècle. M. Lafitte a trouvé dans les décombres une table d'autel qui s'adapte aux dimensions de l'autel, et M. de Roumejoux a reconnu que les moulures qui la décorent peuvent remonter au ^{xi}^e siècle. Mais cette table, serait-elle du ^{xi}^e siècle, ne peut pas permettre de dater l'autel, car elle n'a pas été faite pour lui. En effet, un trou carré est pratiqué sur sa surface pour recevoir une pierre sacrée, et ce trou, au lieu d'être au milieu de la table, se trouve sur l'un des côtés, ce qui prouve qu'elle a été réduite à l'une de ses extrémités et qu'elle devait couvrir un autel plus grand. De plus, on ne comprendrait pas pourquoi on aurait placé une pierre contenant des reliques sur un autel qui était lui-même un reliquaire. Il

serait agréable de croire que l'autel primitif était plus grand qu'il ne l'est aujourd'hui et qu'en le déplaçant on réduisit ses dimensions, ce qui obligerait à couper à la fois le sarcophage et la table de l'autel ; mais il paraît que les vestiges de cet ancien autel correspondent aux mesures actuelles, ce qui ne permet pas d'admettre cette solution.

A propos du tombeau et de la crypte de l'église de Saint-Astier, l'abbé BRUGIÈRE donne lecture d'un passage curieux de la charte de fondation de l'abbaye de Saint-Astier par Robert le Pieux, roi de France, en 1013. (Fonds Lespine, t. XII.)

Dans cette charte, dont Leydet donne le texte, d'après une copie du temps, il est dit que le solitaire saint Astier était évêque de Périgueux. Voici ce passage :

• Hic namque memoratus pater, ut antiqui ferunt, et locorum status, ubi mansit, monstrat hujus loci incola fuit hereticam vitam ducens soli Deo militare studuit : queque vita ejus et actio (habebatur incognita) testimonio tamen probatissimorum virorum potest probari, qui visis miraculorum signis que per eum Dominus ad ejus tumulum et in loco ubi degens angelicam duxit vitam dignatus est operari, eum inter eximios confessores beatitudinis obtinere premium, et quamvis sit incognitum à quo episcopo hic locus prius fuerat consecratus, credendum est tamen verissime hunc de quo loquimur patrem quia in vitâ suâ in honore principis apostolorum hanc construxit basilicam : que pro antiquâ vetustate ad solum corruens a quodam precellentissimo presule Tolosano nomine Islono in hunc in quo cernitur statum est reparata : hec ita esse nulli incertum est....

Signum regis ROTBERTI, anno regni eius XXV, ab incarnatione vero Domini anno millesimo XIII.

S. ✠ Domni Radulfi, episcopi.

S. ✠ Domni Sezuini, archiepiscopi.

S. ✠ Grimardi, episcopi.

S. ✠ Hisloni, episcopi.

S. ✠ Grimardi, vicecomitis. — S. ✠ Raimundi, fratris ejus.

S. ✠ Aimerici. S. ✠ Arnaldi. S. ✠ Geraldi. S. ✠ Helie. S. ✠ Gauzfredi, vicarii, etc. »

Traduction du passage de la charte.

« Ici, en effet, ce Père, déjà nommé, comme le rapportent les anciens et le prouve aussi l'état des lieux où il a demeuré, avait établi sa demeure et y mena la vie érémitique, s'appliquant à ne servir que Dieu seul. Sa vie et son action, quoique entièrement cachées, peuvent être attestées par le témoignage des hommes les plus respectables qui, ayant vu les miracles que le Seigneur voulut bien opérer à son tombeau et dans les lieux où il avait mené cette vie angélique, ont cru qu'il avait reçu la couronne bienheureuse parmi les saints confesseurs.

» Quoique l'on ne sache pas exactement quel fut l'évêque qui, le premier, consacra ce lieu, on peut cependant très vraisemblablement croire que ce fut ce bienheureux Père. De son vivant, en effet, il éleva cette basilique en l'honneur du Prince des Apôtres. Étant tombée de vétusté, elle fut rétablie dans l'état où nous la voyons aujourd'hui par un éminent évêque de Toulouse, Islon. Tout le monde sait bien que les choses se passèrent ainsi.... »

Saint Astier vivait vers la fin du vi^e siècle. En recherchant les noms des évêques de Périgueux qui ont vécu à cette époque, on trouve : 1^o *Carterius* (Chartier), qui assista au concile de Mâcon en 583. Il signe ainsi les actes de ce concile : « *Carterius episcopus ecclesie Petrocorice subscripsi.* » (Labbe, tome V, page 988). Ce nom de *Chartier* se rapproche infiniment du nom par lequel les gens du pays désignent Saint-Astier ; 2^o divers catalogues portent aussi comme évêque de Périgueux *Austerius* (1). Il vivait en 629, et il en est question dans la vie de saint Désiré, évêque de Cahors (2). Ce nom d'*Austerius* diffère peu d'*Asterius*, par lequel on désigne notre saint. *Austerius* et *Carterius* pourraient bien être le même personnage, et la confusion ne serait pas surprenante, à cause des ténèbres qui enveloppent notre histoire religieuse à cette époque.

L'assemblée écoute avec intérêt cette communication et croit que la question mérite examen.

(1) *La Gallia christiana*, Du Temps, etc.

(2) *Idem* et Labbe.

Parmi les reliques enlevées par les Frondeurs à la prise de Saint-Astier, en 1652, on signale dans le procès-verbal du 9 juillet de cette même année *les gants de saint Astier*. On sait que les gants étaient une partie du vêtement réservé aux évêques et aux abbés. (Voir le *Chroniqueur du Périgord et du Limousin*, année 1856, p. 48.)

Personne ne demandant la parole, la séance est levée à deux heures du soir.

Le Secrétaire-Adjoint,

H. BRUGIÈRE.

Le Président,

A. DE ROUMEJOUX.

Séance du jeudi 8 Novembre 1894.

Présidence de M. DE ROUMEJOUX,
président.

La séance est ouverte à midi et demi, dans la bibliothèque de la Société.

Sont présents : MM. l'abbé Brugière, l'abbé Chastaing, le marquis de Cumond, Dujarric-Descombes, Duvergier de Hauranne, le marquis de Fayolle, l'abbé Goustat, le docteur Ladevi-Roche, Lespinas, l'abbé Prieur, de Roumejoux et Villepelet.

Le procès verbal de la précédente réunion est lu et adopté après quelques rectifications.

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL comptait convoquer aujourd'hui la Société, pour la dernière fois, dans cette salle de l'ancien couvent des Augustins qui l'a vue naître et prospérer ; mais elle était déjà envahie, sinon par les démolisseurs, du moins par les démérageurs. Il voulait dire un

dernier adieu à cette salle où, depuis vingt ans, sans interruption, se sont tenues toutes les réunions, présidées avec tant de compétence et d'autorité par nos regrettés confrères le docteur Galy et Michel Hardy; où sont venus s'asseoir à la table du bureau, avec une assiduité exemplaire, le bon abbé Bernaret, le marquis de Fayolle, Alfred de Froidefond, dont la mémoire nous reste chère, et enfin où sont venus causer familièrement d'histoire locale tous les fidèles, aujourd'hui disparus, de nos séances mensuelles.

Il tenait à consacrer un dernier souvenir à cette salle avant que le pic du démolisseur ne l'ait entièrement détruite.

Notre bibliothèque a reçu, dans le courant du mois dernier, les ouvrages suivants :

Le Bulletin de l'Académie d'archéologie de Belgique, 4^e série des Annales, 2^{me} partie, tome XVII, in-8°, Anvers, imprimerie V^{re} de Backer, 1894 ;

L'Anthropologie, 1894, tome V, n° 5, septembre-octobre, un fascicule in-8°, Paris, Masson, éditeur ;

La Revue archéologique, troisième série, tome XXV, juillet-août 1894, in-8°, Paris, Ernest Leroux, éditeur, contenant, page 8, *Le premier chapitre de saint Jean et la croyance à ses vertus secrètes*, par notre savant correspondant M. Edmond Le Blant, et, page 44, la suite du *Recueil de cachets d'oculistes romains* de M. le capitaine Espérandieu ;

La Bibliothèque de l'École des chartes, tome LV, troisième et quatrième livraisons, mai-août 1894, un fascicule in 8°, Paris, librairie d'Alphonse Picard et fils, contenant, page 365, un article bibliographique de M. Brutails sur les deux premiers volumes de M. Charrier, *Les jurades de la ville de Bergerac, tirées des registres de l'hôtel-de-ville*, 1892-1893, deux volumes petit in-8° carré ;

Les Bulletin et Mémoires de la Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine, tome XXIII, un volume broché, in-8°, imprimerie Marie Simon et Cie, 1894 ;

Le Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure, tome XXXII, année 1893, deuxième semestre, in-8°, Nantes, 1894 ;

Le *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, tome XLII, un volume broché, in-8°, Limoges, imprimerie et librairie limousine V^e Ducôurtieux, 1894, contenant un supplément de M. Philippe de Bosredon à ses *Notes pour servir à la Sigillographie du département de la Haute-Vienne*, un dessin du château de Nieul par M. le baron de Verneilh, et plusieurs articles de nos correspondants, M. l'abbé Arbellot, M^{rs} Barbier de Montault, M. Champeval et M. Louis Guibert ;

Le *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, tome XVI, 3^e livraison, juillet-septembre 1894, in-8°, Brive, Marcel Roche, imprimeur, contenant un article de M. Ernest Rupin, justement indigné par un acte de vandalisme qui vient d'être commis dans la Corrèze, la *Démolition de l'église d'Ayen* ;

La *Revue de Saintonge et d'Aunis*, bulletin de la Société des Archives historiques, XIV^e volume, 5^e livraison, 1^{er} septembre 1894, in-8°, Saintes, M^{me} Mortreuil, libraire, renfermant deux articles bibliographiques de M. Louis Audiat, l'un, page 350, sur le livre de M. l'abbé Brugière, *Le clergé du Périgord pendant la période révolutionnaire*, et l'autre, page 397, sur la notice biographique publiée par M. l'abbé Pécout, *Jean-Marie du Lau, archevêque d'Arles, né en Périgord*, Périgueux, imprimerie Cassard, 1892, in-8°, 157 pages, avec portrait ;

Le *Recueil de la Commission des Arts et Monuments historiques de la Charente-Inférieure et Société d'archéologie de Saintes*, 4^e série, tome II (8^e livraison, tome XII de la collection), octobre 1894, in-8°, Saintes, imprimerie Hus ;

Le fascicule du troisième trimestre de la *Société de Borda, Dax (Landes)*, dix-neuvième année (1894), in 8°, Dax, imprimerie-reliure Hazael Labèque ;

Le *Bulletin périodique de la Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts*, quatrième volume, n^o 12, in-8°, Foix, imprimerie V^e Pomiès, 1894 ;

La *Revue des langues romanes*, 4^e série, tome VII, n^o 10, octobre 1894, in-8°, Montpellier et Paris, Pedone-Lauriel, libraire-éditeur, contenant, page 478, un article bibliographique de M. Chabaneau sur les tomes II et III, *Las Mocedades del*

Cid, de Guillen de Castro : — *Mystères provençaux du xv^e siècle* de la *Bibliothèque méridionale*, publiée sous les auspices de la Faculté des lettres de Toulouse ;

Le *Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme*, année 1894 (octobre), III^e livraison, in-8°, imprimerie de Jules Céas et fils ;

La *Revue épigraphique du midi de la France*, n^o de juillet, août, septembre 1894, in-8°, publiée à Lyon par M. Allmer, membre correspondant de l'Institut, imprimerie Savigné, à Vienne (Isère) ;

De M. le comte de Saint-Saud, trois brochures dont deux concernent ses excursions dans les sierras d'Espagne, *Los Picos de Europa* (Monts Cantabriques), étude orographique (1890-1893) par le comte de Saint-Saud et M. Paul Labrousse, *Partie cartographique et calculs* par le colonel Prudent, extrait de l'Annuaire du Club alpin français, 20^e volume, 1893, in-18, Paris, typographie Chamerot et Renouard, 1894 ; — les *Pics d'Europe* (Pyrénées Cantabriques), conférence publique donnée dans l'amphithéâtre de l'Athénée de Bordeaux, le 21 février 1894, extrait du Bulletin n^o 35 du Club alpin français (section du sud-ouest), in-18, Bordeaux, imprimerie veuve Cadoret, 1894 ; — et les *Anoblissements et nominations par les vicomtes de Limoges*, in-8° de cinq pages, Limoges, imprimerie veuve Ducourtieux, où sont signalés les anoblissements de Joseph-Jean du Chastain de Bergerac, et de Jean-François-Guillaume de La Jugie, capitaine du château d'Excideuil ;

Et de M^{lle} Terrein, *l'Histoire de Charles VI, roi de France*, par M. l'abbé de Choisy, à Paris, chez Jean-Baptiste Coignard, imprimeur et libraire ordinaire du Roy, 1695, un volume in-4°, relié en veau brun, aux armes de Daniel de Francheville, évêque de Périgueux.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL annonce à ses confrères que M. le comte de Saint-Saud a été élevé à la dignité de commandeur de numéro (ce qui correspond au grand-officier) de l'ordre d'Isabelle la Catholique, par décret du 28 juin 1894, pour la part qu'il a prise au congrès de Huelva ; et que M. le mar-

quis de Fayolle a été élevé à la dignité de commandeur ordinaire de l'ordre d'Isabelle la Catholique, par décret du 16 avril 1894, pour sa participation au congrès de Huelva et ses travaux archéologiques sur les expositions de Barcelone en 1888 et de Madrid en 1892.

L'assemblée exprime ses félicitations pour les deux dignitaires.

Notre bibliothèque a également reçu la *Revue des autographes* d'octobre et de novembre 1894, d'Eugène Charavay fils, où sont indiquées plusieurs pièces concernant Fénelon :

1^o Une lettre datée de Paris le 11 juin 1698 et adressée par Louise-Julie de la Tour d'Auvergne de Bouillon, dite Made-moiselle de Château-Thierry, femme de François-Armand de Rohan, prince de Montbazou, à son oncle le cardinal de Bouillon, 14 pages in-folio. Celui-ci est menacé d'une nouvelle disgrâce que le duc de Bouillon veut lui éviter. Ce dernier l'a défendu près de Louis XIV qui a répliqué : « Le cardinal de Bouillon est bien à plaindre et bien malheureux » de se trouver dans ce temps-ci à Rome, jescay qu'il est fort » ami de M. de Cambray... Il ne pense pas comme on pense » ici et comme je le souhaite. » Si le livre des Maximes n'est pas condamné, le Roi en fera retomber la faute sur le cardinal de Bouillon ; on l'accuse d'embrouiller l'affaire et de rendre favorable à Fénelon la congrégation du Saint-Office. « Vos véritables amis sont consternés ; le père Bourdaloue, » le père Gaillard, M. de Chaulnes et M. de Caderousse sont » désolés ; ils vous conjurent de dissiper la tempeste à quel- » que prix que ce soit et de ne pas mettre votre gloire à périr » pour sauver le livre de M. de Cambray. » — « Les interro- » gations du misérable Lacombe, qui ne craint pas de se dé- » grader par avouer des choses abominables avec les extra- » vagances de M^{me} Guyon, font yci un renouvellement d'ai- » greur contre M. de Cambray. » Le voyage de l'abbé de Polignac à Cambrai a produit un fâcheux effet.

2^o Six lettres adressées de Paris au cardinal de Bouillon, du 26 mai au 7 juillet 1698, par Ch. d'Albert d'Ailly, duc de Chaulnes, gouverneur de Bretagne, ambassadeur à Rome,

ami de M^{me} de Sévigné, mort le 4 septembre 1698. Dans la première du 26 mai 1698, il dit : « Nous sommes icy dans une » grande agitation sur la décision de l'affaire de M. de Cambray ; il ne seroit pas prudent de vouloir pénétrer les sentimens du Saint-Office ; mais bien des gens croient que le » partage des vœux sera suivy par quelque mezzo-termine. » — Le 2 juin 1698, il lui donne des nouvelles de l'abbé de Polignac et du chevalier de Sillery ; il lui conseille de ne pas imiter le cardinal de Noailles et de défendre Fénelon dans le Collège des cardinaux : « M. de Paris, par sa dernière lettre à M. de Cambray, est un peu sorti de son naturel et » mesme un peu violemment. » — Le 7 juin 1698, Bossuet a persuadé Louis XIV et M^{me} de Maintenon d'écarter du duc de Bourgogne les amis de Fénelon, il en donne l'ordre à M. de Beauvilliers ; les disgraciés sont « les abbés de Beaumont et » de Langeron, sous-précepteur et lecteur, et messieurs du » Puy et de Leschelle, gentilshommes de la manche ; le Roy » a nommé en leur place M. Vitman, recteur de l'Université, » et M. Lefevre, docteur de Sorbonne, pour sous-précepteur » et lecteur, et messieurs de Puységur et Mauviel, pour gentilshommes de la manche. » — Le 11 juin 1698, il lui adresse une lettre de la princesse de Rohan-Montbazon, qui l'éclairera sur le déchaînement général contre l'archevêque de Cambrai et le cardinal de Bouillon. — Le 7 juillet 1698. *La Gazette de Hollande* plaisante sans doute en avançant que la congrégation du Saint-Office a défendu à Bossuet de continuer à écrire. Il semblait cependant prévoir cette interdiction dans son dernier écrit à Fénelon.

3° Une curieuse lettre du fabuliste populaire, Pierre La-chambeaudie, dans laquelle il donne sa biographie.

4° Une lettre intéressante de l'auteur des *Philippiques*, Lagrange-Chancel, à sa femme, datée de Périgueux, le 11 février 1719, par laquelle il lui annonce qu'étant dans l'obligation de s'éloigner, il la prie de vouloir bien se charger du soin de « notre maison et de notre petite famille. » Il déclare avoir écrit cette lettre en présence de MM. de Campagnac et de La Borde, qui ont signé comme témoins.

5° Une spirituelle épître de Jules Claretie, de l'Académie

française, administrateur du Théâtre-Français, en réponse à la demande de son autographe.

6° Parmi les documents, est un vidimus par l'official de Périgueux, du 22 octobre 1292, de lettres patentes de Philippe-le-Bel, données à Melun le 1^{er} février 1291 (1292), approuvant la fondation d'un monastère de Dominicaines, à Saint-Pardoux, par Marguerite de Bourgogne, vicomtesse de Limoges. La pièce est coupée sur un des côtés et par suite incomplète.

De son côté, M. Etienne Charavay nous envoie le *Catalogue d'une collection de lettres autographes* qu'il est chargé de vendre à la salle Drouot le 17 novembre et dans laquelle figure :

1° Une lettre autographe signée, datée de Paris le 10 novembre 1699, du poète Boileau (à Brossette?)

TRÈS PRÉCIEUX AUTOGRAPHE. — Boileau s'excuse de ne pas lui avoir écrit plus tôt à cause du prodigieux accablement d'affaires que lui a laissé la mort de Racine. Il le remercie de l'envoi du *Télémaque* de M. de Cambray. « Il y a de l'agrément dans ce livre et une imitation de l'Odyssée que j'approuve fort. L'avidité avec laquelle on le lit fait bien voir que si on traduisoit Homère en beaux mots, il feroit l'effet qu'il doit faire et qu'il a toujours fait. Je souhaiterois que M. de Cambray eut rendu son Mentor un peu moins prédicateur et que la morale fust répandue dans son ouvrage un peu plus imperceptiblement et avec plus d'art. Homère est plus instructif que lui, mais ses instructions ne paroissent point préceptes et résultent de l'action du roman plutôt que des discours qu'on y estale. Ulysse par ce qu'il fait nous enseigne mieux ce qu'il faut faire que par tout ce que lui ni Minerve disent. La vérité est que le Mentor du *Télémaque* dit des choses fort bonnes quoi qu'un peu hardies et qu'enfin M. de Cambray me paroist beaucoup meilleur poète que théologien, de sorte que si, par son livre des *Maximes*, il me semble très peu comparable à saint Augustin, je le trouve par son roman digne d'être mis en parallèle avec Héliodore... » — *Cette lettre est une des plus curieuses qu'on connaisse de Boileau.*

M. DUJARRIC-DESCOMBES fait remarquer que cette lettre a été publiée dans les *Œuvres complètes de Boileau-Despréaux*, Paris, Mesnard et Desenne, 1820, tome III, pages 204-205.

2° Une très belle lettre d'Alexandre-Angélique de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, puis de Paris, député de Reims à la Constituante, cardinal, grand-aumônier de Louis XVIII, datée de Paris le 13 janvier 1815, et adressée à un de ses neveux, où il le félicite de la mission dont il a été chargé par l'empereur de Russie.

3° Une lettre du prince Charles-Maurice de Talleyrand, le célèbre diplomate, à Louis XVIII, datée de Paris, août 1815, et qui est un important document historique, tout relatif à l'organisation de la Chambre des Pairs. Talleyrand s'attache à faire ressortir l'intérêt qu'il y a à créer des pairies héréditaires dont les titulaires seraient tout naturellement les premiers intéressés à défendre l'existence du trône.

M. DE FAYOLLE veut bien signaler à M. l'Archiviste départemental une pièce sur parchemin, en parfait état de conservation, qu'on cherche à vendre : c'est un contrat d'échange passé à Pau, le 27 août 1506, entre le roi de Navarre, Jean d'Albret et Jean Dubousquet, son chancelier et trésorier-général. Le roi cède à Jean Dubousquet la terre de Faux, au royaume de Navarre, en échange du domaine du Pouget, sis en Périgord ; mais comme le roi redevait à Jean Dubousquet une somme de 80 livres tournois de monnaie française, ledit Dubousquet continuera pendant quatre ans à percevoir tous les revenus du domaine du Pouget, à charge de payer au roi de Navarre, pendant ce laps de temps, une rente annuelle de 200 livres tournois.

Au bas de la charte sont appendus les sceaux du roi Jean d'Albret et de Jean Dubousquet.

M. l'Archiviste départemental entrera en pourparlers pour acquérir ce titre de propriété si le possesseur n'en demande pas un prix exagéré.

M. le vicomte DE SAINT-PRIEST, élu membre titulaire dans une de nos précédentes réunions, adresse ses remerciements à la Société.

M. CHARRIER nous prie de rectifier un passage de la communication du Président sur les monuments visités dans la

ville de Bergerac (*Bulletin* de septembre-octobre 1894, p. 345, lignes 7, 8, 9 et 10). Il dit : « La maison Peyrarède, con- » nue aussi sous le nom de maison Henri IV, construite en » 1604 avec une tourelle en encorbellement ; *sa cour faisait partie du couvent des Récollets, etc...* » Il faudrait dire dans cette énumération : « *la cour faisant partie du couvent des Récollets, etc.* »

Cette rectification est indispensable, suivant M. Charrier, pour que l'on ne croie pas que M. de Roumejoux ait voulu dire que la cour de la maison Peyrarède faisait partie du couvent des Récollets, lorsque les deux immeubles sont séparés par une distance d'au moins 400 mètres.

M. DUJARRIC dépose sur le bureau la table décennale, 1884-1893, des mémoires du *Bulletin* dont il a bien voulu se charger, formant 1190 fiches. Elle sera, comme la précédente, publiée sur deux colonnes et remise immédiatement à l'imprimeur.

L'assemblée remercie notre laborieux vice-président.

D'autrepart, M. Philippe DE BOSREDON mande au Président qu'il travaille sans relâche à la Bibliographie du Périgord et qu'il fait tous ses efforts pour arriver à une nomenclature aussi exacte et aussi complète que possible. « Il va sans dire que je donnerai des soins particuliers aux articles relatifs à nos grands écrivains périgourdiens, Fénelon, Montaigne, Brantôme, etc. A propos de Fénelon, je tiens à vous dire que notre honoré confrère M. le marquis de Chantérac nous a rendu un service signalé, en mettant à ma disposition le catalogue de son inappréciable bibliothèque fénelonienne. Le recueil qu'il a formé comprend les éditions les plus remarquables, les plus anciennes, les plus rares, des écrits de l'illustre prélat. Le catalogue à lui seul est déjà un document bibliographique du plus haut intérêt. Je ne doute pas que notre Société ne soit très reconnaissante, comme moi-même, de l'obligeance de M. de Chantérac.

» Plusieurs de nos confrères m'ont donné ou promis leur concours. Grâce à ces bienveillants collaborateurs, et avec

beaucoup de temps et beaucoup de patience, nous arriverons je l'espère, à un résultat, sinon parfait, du moins assez satisfaisant. »

La Société est heureuse d'unir sa gratitude pour M. de Chantérac à celle de M. de Bosredon si bien exprimée.

M. LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL rappelle, en passant, que la bibliothèque de Fénelon est aujourd'hui à la ville de Saintes.

M. le Président, qui avait récemment fait appel à la compétence de M. DE BOSREDON pour identifier un petit sceau rond, de 0^m,0 22 millimètres, trouvé par M. Chaulet, négociant, à Saint-Astier, près de la gare, en a reçu la réponse suivante :

« J'ai examiné le joli petit sceau que vous avez bien voulu me communiquer ; la légende ne présente aucune difficulté, et vous l'avez transcrite très exactement sur la petite note jointe à l'empreinte :

✠ S. GANTO DESTISHAC.

» Les armes sont un palé de six pièces au lambel de six pendants mouvants du chef. Or, Estissac porte précisément un palé (d'or et d'azur) de six pièces. Ce sceau paraît être du milieu du xiv^e siècle, car il est celui de Gantonnet d'Estissac, mentionné dans une ordonnance des paiements rendue à son profit par « Loys, fils du roy de France, frère de Monsieur le Roy et son lieutenant en pays de Languedoc. » L'ordonnance adressée à Étienne de Montméjan, trésorier des guerres, est datée d'Agen, 6 août 1370 ; elle se trouve dans le dossier Estissac à la Bibliothèque nationale. (*Pièces originales*, t. 1080.)

M. le comte DE SAINT-SAUD, qui promet de nous apporter aussi, à la prochaine séance, la table analytique de nos procès-verbaux des vingt premières années, nous envoie, en attendant, quelques courtes communications.

« Dans la *Revue catholique de Bordeaux*, dit-il, n^o du 25 septembre 1894, on lit que *Les constitutions synodales du*

diocèse de Bazas, imprimées à La Réole par Jean Maury ou Maurus, au commencement du xvr^e siècle (la date de 1500 indiquée par le P. Lelong semble un peu avancée), auraient pu être rédigées à Brantôme. Ces constitutions communiquées au clergé bazadois, furent publiées sous l'autorité du cardinal Amanieu d'Albret, *abbé de Brantôme*, évêque de Bazas. La dédicace de ces statuts, revisés par Philippe Varagius, évêque de Tagaste et vicaire général de Bazas, porte en effet *in fine* ces mots : *Brentolmii, idibus octobris.* »

Notre zélé confrère nous signale, en même temps, la découverte à Torcy d'une médaille de Jeanne d'Arc prétendue ancienne et donne les raisons qui doivent faire douter de l'antiquité de cette médaille. Il veut bien nous apprendre également qu'à Esmans, canton de Montereau (Seine-et-Marne), on a découvert la trace d'une voie romaine, celle de Sens à Lutèce, établie par Agrippa, et des squelettes d'individus de l'époque préhistorique, ayant une taille gigantesque atteignant parfois 2^m33 environ.

A ce propos, M. DUJARRIC-DESCOMBES fait observer que cette dernière indication ne s'accorde pas avec celle fournie par les deux travaux de MM. Manouvrier et Rahon, publiés, en 1893, dans les *Mémoires de la Société d'Anthropologie* de Paris, qui ont permis de classer parmi les légendes les prétendues races de géants relatées par quelques auteurs.

La taille des anciennes races humaines, d'après le tableau indiquant les tailles moyennes, présenté par ces deux savants, qui, parmi les ossements étudiés par eux, ont compris les découvertes de Chancelade, de Laugerie, la Madeleine et de Cros-Magnon, n'était pas très différente de la nôtre.

Chancelade.....	1 m. 59.
Laugerie.....	1 m. 65.
La Madeleine.....	1 m. 66.
Cros-Magnon.....	1 m. 71.

La taille la plus élevée serait celle de l'homme néolithique de Menton qui monte à 1 m. 73.

M. LE PRÉSIDENT nous lit ensuite une notice sur l'église de Sergeac, dont une partie serait, suivant lui, du ^x^e siècle, et dont il nous fait une description détaillée, en nous signalant ses sculptures archaïques; sa façade à pignon extrêmement simple, avec sa porte à plein cintre et à plusieurs arcades; son clocher central, barlong, fortifié vers le ^{xiv}^e siècle et couronné de mâchicoulis; son chevet terminé par un mur droit renforcé par une sorte de ressaut dont le sommet était probablement fortifié par des créneaux; à l'intérieur, la nef, le transept, le chœur, les colonnes, les ornements des chapiteaux, etc. A gauche, sont une chapelle ajoutée au ^{xv}^e siècle, qui reçoit le jour par une baie à meneau central, et les fonts baptismaux, qui peuvent être attribués à la même époque.

L'assemblée désire qu'une photographie accompagne cette étude.

De son côté, M. l'abbé PRIEUR nous apporte la notice qu'il nous avait promise depuis longtemps sur la chapelle à pèlerinage de Notre-Dame de Douchapt, située en face de la fontaine de St-Pé, de l'autre côté de la route, et reconstruite en 1892. L'ancien monument devait, selon lui, remonter aux premières années du ^{xvii}^e siècle, si l'on s'en rapporte aux quelques monnaies de l'époque trouvées dans les fouilles; mais, faute de documents le concernant, il a été forcé d'en écourter l'histoire.

Cette notice paraîtra dans le *Bulletin* avec une planche.

Puis, notre confrère nous parle d'une statue en pierre de Notre-Dame-de-Pitié, « conservée dans l'église de Saint-Pierre-de-Chignac. Le P. Carles, dit-il, en la mentionnant, avait exprimé le regret de la voir mutilée. M. l'abbé Lavialle, curé-doyen de Saint-Pierre, a eu l'heureuse idée de la faire restaurer et de la rendre au culte. Elle sera désormais une des pieuses curiosités de sa paroisse. Il n'y a pas de doute qu'elle ne remonte à une très haute antiquité. Ses lignes roides, sans élégance, attestent l'enfance de l'art, et la physionomie, quoique grossièrement sculptée, respire bien ce charme de piété naïve, qui est dans la tradition du moyen-

âge. La réparation, confiée à M. Peracini, fait le plus grand honneur à son goût d'artiste et témoigne d'une véritable intelligence de la statuaire archaïque. Cette statue est maintenant placée en avant du chœur, sur un piédestal de structure massive, dans le style du ^{xr} siècle, — et une inscription latine consacrera bientôt le double souvenir de sa mutilation et de sa restauration. Les anciens de la paroisse racontent qu'elle fut trouvée dans les fouilles qui furent faites pour la construction du second bas-côté de l'église, il y a quelque vingt-cinq ou trente ans. Jusqu'ici c'est la seule donnée historique que nous ayons sur cette vierge vénérable. »

M. DE FAYOLLE ne pense pas que cette statue remonte à une aussi haute antiquité ; on ne connaît guère de *Pieta* avant le ^{xv} siècle.

M. HERMANN nous envoie la copie de lettres de rémission, de 1686, accordées à Guillen Bernard dit La Jarte ou de La Jartre et à son frère Thomas Bernard, lesquels avaient commis un homicide en état de légitime défense, et dans une note préliminaire, il nous explique les différences qui existaient dans l'ancien droit entre les lettres de pardon et les lettres de rémission. Celles-ci étaient, en effet, nécessaires alors même « que le crime avait été commis pour cause raisonnable et dans la nécessité d'une légitime défense » ; si elles n'étaient accordées, « on serait puni d'homicide ». Ces lettres devaient être enregistrées, entérinées par les tribunaux, les cours, s'il s'agissait de gentilshommes, les présidiaux et bailliages, s'il s'agissait de roturiers. » Ces tribunaux appréciaient si les lettres étaient conformes « aux charges et informations » ; s'il n'y avait point concordance, ils passaient outre au jugement, « la Majesté Royale ayant été trompée. » Les lettres accordées aux frères Bernard, qui seront publiées dans le *Bulletin*, furent définitivement enregistrées, le 29 mai 1688, au registre des patentes du greffe royal de la sénéchaussée de Périgueux, en conséquence de la sentence rendue en la présente cour, du 22 mars 1687, du consentement du procureur du roy. »

M. DE MAYNADIÉ veut bien nous envoyer aussi un *Etat des revenus et charges du chapitre cathédral de Périgueux*, vers 1781, qu'il a découvert en classant les archives d'une famille du Périgord. Cette pièce se trouvait dans un volumineux dossier concernant un procès du chapitre contre ses fermiers qui ne le payaient pas. La première partie fournit la liste complète des paroisses où ledit chapitre avait des baux à ferme, des rentes ou des dîmes. La seconde partie énumère les charges soit pour le service de l'église, soit pour les rentes à payer, soit pour les obits ; mais la balance finale n'existe pas. Cette pièce intéressante sera insérée au *Bulletin*.

Notre honorable confrère profite de cette occasion pour nous prier de faire une petite rectification à son *Etude sur un mémoire fourni par Annet de Saint-Aulaire pour les enfants de Laurière* (xvr^e siècle). Etienne de Laurière n'était pas, comme il l'a dit à tort dans la seconde note, le neveu d'Etienne de La Boétie, mais simplement son parent. (*Bulletin*, t. XXI, p. 244.)

Il reste à procéder à l'élection d'un candidat.

Après un vote par mains levées, M. LE PRÉSIDENT déclare admis membre titulaire de la Société historique et archéologique du Périgord :

M. Cazalas, capitaine du génie, détaché à l'Ecole supérieure de guerre, à Paris, présenté par M. Délugin et M. Dujarric-Descombes.

La séance est levée à deux heures et demie du soir.

Le Secrétaire général,
Ferd. VILLEPELET.

Le Président,
A. DE ROUMEJOUX.

NOTE SUR RAMNULFE,

ÉVÊQUE INÉDIT DE PÉRIGUEUX,

L'un des deux évêques de Périgueux restés inconnus avant Frotaire,
et sur les deux premiers co-fondateurs ou continuateurs
de la basilique de Saint-Front après Frotaire,
entre 991 et 1020.

M'étant occupé de recherches sur les évêques de Périgueux, mais ne consultant que l'ancien *Gallia christiana*, à défaut de l'ouvrage magistral de Gams, encore si rare en province, j'avais cru avoir découvert, mais après bien d'autres, Agius, évêque de Périgueux, vivant en 614, et un autre évêque de cette antique cité, Erménomaris, lequel assista au concile de Bordeaux en 663, d'après le Manuscrit d'Albi, que j'avais été consulter dans cette ville, et qui nous a révélé les noms de beaucoup d'évêques de la seconde et de la troisième Aquitaine, restés inconnus jusqu'à ces derniers temps. On pourrait encore trouver, en 641-642, le nom de Marcus, autre évêque de Périgueux, mentionné dans une bulle prétendue du pape Jean IV, contre-signée à cette date à Rome par un grand nombre d'évêques de la Gaule, environ 56, censés réunis en concile familial, et au nombre desquels figure ce Marcus à côté de saint Amand, évêque de Tongres (mort le samedi 6 février 661 ou dans la nuit du samedi au dimanche), et de beaucoup d'autres grands évêques contemporains bien connus. Que cette bulle, rapportée par Pardessus dans ses *Documents et diplômes de l'époque mérovingienne*, II, 71, soit apocryphe, comme il le déclare, on n'en peut douter. Mais, toutefois, une réflexion frappe : c'est que le faussaire fabricant de cette bulle devait être habile, très instruit, bien au courant des noms de ces évêques contemporains de saint Amand. J'ai eu, en effet, la curiosité de comparer, le *Gallia christiana* et depuis l'ouvrage de Gams en mains, les noms des 56 évêques, ou au moins de ceux de ces évêques sur lesquels on a des documents certains, avec

les noms des évêques énumérés dans le texte de la prétendue bulle de Jean IV. Tous les noms des évêques contemporains connus à cette date, de 641-642, concordent parfaitement avec ceux des évêques dont cette bulle donne la liste, sauf une légère différence dans l'orthographe, différence assez favorable au document argué de faux. Ainsi, il cite Landelenus, évêque de Vienne, le même que Landelinus, Candericus, évêque de Meaux en 641, quand Gams place Ganderius après 643. La bulle met Adeodatus, évêque de Mâcon, après Saint-Mommole, dont le successeur fut, en effet, Déodat; Guido, évêque d'Orléans, où ont siégé Audo, mort en 660, et Gando, peut-être le même, dit Gams. Quand le nom d'un évêque manque dans le *Gallia*, la bulle donne un nom qui ne paraît nullement inventé. Ainsi, à Angoulême, entre Numatius, évêque vivant en 625, mort en 626, et Tomianus, assistant en 663 au concile de Bordeaux, on ne connaît aucun évêque : la bulle indique Mauricius; à Rennes, Verus, *Rotene urbis episcopus* en 642, quand on ne connaît aucun évêque de ce diocèse après Aredius, *Rotenus urbis epus*; à Narbonne, depuis l'an 633, de l'évêque Selva jusqu'à Argendaudus, du temps du roi Wamba, 672-673 (je trouve ces dates de l'Incarnation dès lors officiellement employées en Espagne et en Gothie ou Espagne citérieure), aucun évêque n'est connu; la bulle indique Ranniurus, évêque de Narbonne, comme Childegirus à Sens, et Marcus à Périgueux, à cette date de 642. C'est ce qui me fait dire que le fabricant de la bulle était déjà ancien et connaissait très bien la liste des évêques de cette époque. Ainsi, vu l'exactitude vérifiée dans ces concordances, rien d'in vraisemblable à ce que Marcus fût le vrai nom de l'évêque de Périgueux en 641.

En publiant, dans le tome V des *Archives historiques de la Gironde*, le cartulaire de La Réole, j'avais, dans une note, en tête d'un titre, transcrit page 171, signalé comme l'un des quatre évêques de Périgueux restés inconnus entre Sebaldu (vers 904-910) et le grand évêque Frotaire de Gourdon (976-991) un évêque nouveau du nom de Ramnulf, témoin et signataire, en sa qualité d'évêque, d'une charte de restitution de l'abbaye de Genoliac au diocèse de Péri-

gueux, par Bernard, comte du Périgord. Je sais bien que l'abbé Audierne, dans ses annotations sur l'*Estat de l'Église du Périgord*, du Père Dupuy (1^{er} vol., p. 272 et suivantes), pense que cette lacune, d'environ soixante-douze ans, entre Frotaire et Sebalde, serait remplie par la succession, sur le siège de Périgueux, pendant ce long intervalle, par cinq évêques, nommés Anséléobe, Gobert, Turpin, Udalric et Hughes, connus par une copie faite au xii^e siècle d'un ancien nécrologe de l'abbaye de Brantôme, cité par Dom Estiennot, dans son manuscrit coté *Antiquitates Benedictinæ Petragoricenses*. Comme ce nécrologe n'offre pas d'ordre chronologique, dit l'abbé Audierne, cette confusion aurait empêché les éditeurs du *Gallia christiana* de se servir de ce document, qu'ils connaissaient. J'opposerai deux raisons plus fortes à l'authenticité de ce nécrologe, quant aux noms de cinq évêques de Périgueux, quand il n'y en a que quatre restés inconnus et que les peintures murales de la chapelle de Sainte-Catherine, dans Saint-Front, en avaient déjà révélé deux, Berirandus, le premier après Sébalde (904-920), le second Raymundus, les deux autres noms restés illisibles. (Dupuy, p. 159-160.) Or, la liste de la copie du nécrologe de Brantôme n'indique ni Bertrand, ni Raymond, deux évêques de Périgueux acceptés par les nouveaux éditeurs du *Gallia*, II, 455, si c'est en tremblant, disent-ils avec raison, *non tamen nisi formidine*, qu'ils ont placé ces prélats aux dates fournies par l'évêché aux Frères Sainte-Marthe et à Ch. Le Cointe, c'est-à-dire Bertrand, de 767 jusqu'en 778, et Raymundus, entre 805, 811, comme Le Cointe le conjecturait. Ces dates sont, en effet, manifestement erronées, par la raison que les quatre évêques inconnus, notamment Bertrandus et Raymundus, avaient siégé entre Sébalde et Frotaire, entre 904 ou 920 et 976 (1).

(1) Avant l'image de Frotaire étaient représentés quatre évêques plus anciens : « *Quatuor antiquiorum, quorum primus erat Bertrandus, secundus Raymundus, tertii et quarti nomina legere non potui, quintus Frotarius*. Mémoire écrit par moi (sans doute M. de Jean, alors conseiller et savant renommé) en 1570, tiré d'un livre conservé dans la chapelle de Saint-Anthoine, dont le chapelain Seguin me prêta une copie. » *Gallia christiana*, II, 455 ; Dupuy, I, 159-160.

Quelle confiance donc peut-on avoir dans ce nécrologe de Brantôme ou plutôt dans cette copie avec additions du xii^e ou du xiii^e siècle, d'autant plus qu'on ne voit pas figurer dans ce nécrologe le nom du grand évêque Frotaire de Gourdon ? Peut-on admettre la raison que donne l'abbé Audierne d'un oubli aussi inconcevable, à savoir que « si le nom de Frotaire ne figure pas dans ce catalogue, ce serait probablement parce que l'abbaye de Brantôme était alors au pouvoir d'Aimeric, « *dux* » de Mussidan, auquel son frère Grimoard, évêque d'Angoulême, l'aurait donnée après la mort de Frotaire. » Ce nécrologe ne mentionne pas non plus l'évêque qui succéda pendant dix ans à Frotaire, assassiné à Mourcinq le 12 décembre 991, par son prévôt, et dont le corps fut porté à l'église du grand monastère de Saint-Front, c'est-à-dire inhumé dans l'abside de cette basilique, abside déjà construite et achevée par lui avant sa mort, en 991 ! Cependant cet évêque valait bien la peine d'être nommé ; il n'était rien moins que le comte Martin Boson, fils d'Eyma Tallerandi, sœur et héritière du comte de Périgord, Bernard, dont les six enfants étaient morts vers 976, et laquelle porta ce comté à Boson le Vieux, comte de la Marche. L'évêque de Périgueux, Martin Boson, fut, nous apprend le *Gallia christiana*, le bienfaiteur de la cathédrale de Saint-Front. Il est regrettable, dit à tort ici l'abbé Audierne, que le *Gallia* n'ait pas fait connaître ses bienfaits. En effet, le *Gallia* fait implicitement connaître la nature des services rendus à la nouvelle basilique de Saint-Front par Martin Boson, évêque par le don de Dieu, par la grâce de Dieu (*dono Dei episcopus*, Labbe, *Fragment. Episcop. Petragor. Nova Bibl. Mss.*, II, 738), lorsque le *Gallia* nous apprend que Martin Boson, mort en l'an 1000, fut enseveli dans cette même église de Saint-Front, *de quâ dum viveret optime meritus fuerat* : c'est-à-dire que Martin Boson continua la construction de la nouvelle basilique dont Frotaire avait jeté les fondements et édifié l'abside en forme de forteresse vers le commencement de son épiscopat, 976, et peut-être même avant, car je conjecture fort que ce puissant et richissime seigneur Frotaire de Gourdon, élu évêque de Périgueux,

parent d'un autre magnat son homonyme, Frotaire de Gourdon, son contemporain, devenu évêque de Cahors de 968 à 990, était déjà co-évêque ou coadjuteur de l'un des derniers des quatre ou des deux évêques de Périgueux restés inconnus et peut-être de l'évêque *Ramnulfus noster*. Si Frotaire avait été assez riche pour édifier cinq châteaux-forts et commencer Saint-Front dès son élection en 976, le fils, non moins puissant et riche d'Emma Talleyrandi et du comte Boson le Vieux, l'évêque comte Martin Boson continua le grand œuvre de son prédécesseur, en quoi il fut grandement aidé par sa mère Emma. Celle-ci, en effet, nous apprend Dupuy, d'après d'anciens titres, fit adosser à l'abside orientale, donc déjà construite en 991 et 998, du nouveau Saint-Front, la chapelle de Sainte-Catherine (*Gallia christiana*, II, p. 1,456). Or, la comtesse Emma, qui avait mis au monde, entre 961 et 966, son fils Martin Boson, évêque en 991, mort l'an 1000, mourut peu de temps après ce fils, vers 1015 ou 1020 ; c'est donc entre 992 environ et 1012 qu'elle fit bâtir contre l'abside de Saint-Front *in Podio* cette chapelle de Sainte-Catherine, détruite ou modifiée quand on construisit le tombeau de Talleyrand et la chapelle de Saint-Antoine.

Voilà donc démontrée, par ces détails utiles que nous devons signaler, la part de l'évêque Martin et de la comtesse de Périgord, sa mère, dans la construction ou la continuation, de 991 à 1012 ou 1020, de la basilique de Saint-Front, terminée et consacrée, en 1047, par un évêque de Périgueux de la même famille que celle du fondateur, par Géraud de Gourdon, triplement intéressé à achever l'œuvre de son illustre parent et prédécesseur. Aussi ne conçoit-on pas, dirons-nous avec l'abbé Audierne, comment, dans une charte de l'église de Saint-Astier, de l'an 1122, dans laquelle la liste des évêques de Périgueux commence à Frotaire, on ait aussi gardé le silence sur l'épiscopat de son successeur, le comte Martin Boson, bienfaiteur de Saint-Front, fils de la comtesse Emma et de Boson, comte de la Marche, qui gouvernèrent assez longtemps la province de Périgord.

C'est de la même façon que l'on a omis l'épiscopat de ce Ramnulfus, certainement évêque de Périgueux, et que de

plus nous identifions avec Ramnulf, l'un des six fils du comte Bernard, troisième comte du Périgord (de 920 à 955 ou 960 ?)

La question à examiner est donc celle-ci :

L'évêque Ramnulfus qui, en sa qualité d'évêque, signe et sanctionne, vers 943, une charte de restitution d'une abbaye en plein diocèse de Périgueux, pouvait-il être et était-il un évêque de Périgueux, l'un des deux évêques restés inconnus avant Frotaire (976) ?

Je vais le démontrer, j'espère, à l'aide de l'examen des trois chartes ci-après, desquelles je préciserai à nouveau les dates respectives, ainsi que la date réelle de la mort de l'abbé Adacius, abbé de Sarlat, Brantôme, Tulle, Limoges et Saint-Sour de Genoliat.

Charles Martel avait souvent spolié l'Église de ses biens, et, chassant de leurs fonctions un certain nombre de titulaires ecclésiastiques, il avait distribué des abbayes et des évêchés à plusieurs de ses capitaines, rudes soudards qui, métamorphosés en religieux par une consécration improvisée, n'avaient de prêtres que l'habit. Suspendu un moment sous Charlemagne, cet abus se renouvela et se perpétua sous ses successeurs. De là tant d'usurpations d'abbayes et tant de seigneurs possesseurs d'abbayes et d'églises ou transformés en abbés laïques aux ix^e et x^e siècles, parfois par le fait même des prélats. Ainsi, l'évêque d'Angoulême, Grimoard, qui s'emparait de Saint-Cybard pour son compte, donnait, vers 991, l'abbaye de Brantôme à son frère Aimeric, *dux* de Mussidan, lequel en distribuait les revenus, *ducibus suis*, dit Adhémar de Chabanais, à ses capitaines d'armes, surnommés les *infernales*, peut-être ses autres frères, Arnaud et Gérard. Le comte Ramnulf, seigneur de Turenne, mari d'Aygane, fille d'Aye et d'Aimon I^{er}, comte de Périgord, avait pour ancêtres des seigneurs devenus abbés laïques de Saint-Martial de Tulle.

C'est de la même façon que Bernard, comte de Périgord, possédait pour son compte trois ou quatre abbayes de cette province et en était l'abbé laïque. Soit par suite de sentiments pieux, soit par des motifs personnels dans le but de

rendre le clergé favorable à ses intérêts, à sa famille, à son fils Ramnulf, et toujours à la sollicitation pressante de quelque important personnage, tels que le grand abbé saint Odon, d'abord abbé de Tulle en 925, et Frotaire de Gourdon, ce comte restitua à l'ordre bénédictin les trois abbayes restées en son pouvoir, de Sarlat, de Brantôme et de Saint-Sour de Genoliac. Nous allons mettre sous les yeux de nos lecteurs et de nos juges les trois chartes successives de cette triple restitution, ou plutôt en donner une analyse sommaire.

I

Don de l'abbaye de Sarlat.

L'instrument de cette donation a été reproduit dans le *Gallia christiana*, seconde édition, t. II, p. 591. En voici le résumé :

Bernard, comte de Périgord par la grâce de Dieu (*gratia Dei, comes Petracoriensis*), donne à saint Odon, abbé de Cluny et de Fleury, et à Adacius (son co-abbé depuis 926 ou 928), le monastère *cœnobium* et l'abbaye dont il était abbé laïque de Saint Sauveur de Sarlat, pour y rétablir la discipline sous la règle de saint Benoît. Il fait cette donation ou cette restitution du consentement de sa femme Garsindis et de ses fils, dénommés, au nombre de quatre, savoir : Guillaume, Gauzbert, Arnaud et Bernard, en présence de six ou sept seigneurs témoins et fidéjusseurs de cette charte. Le principal et le plus important de ces témoins est un seigneur du nom de Ramnulfus qui signe le premier après le comte et ses fils. Le dernier signataire est un seigneur Odolric, nommé après un autre magnat Foucher.

Il faut remarquer ici, au sujet des quatre enfants dénommés dans cet instrument, que le comte Bernard eut six fils. Ses deux autres fils s'appelaient l'un Ramnulfus, l'autre Richard le Simple ; mais celui-ci n'était probablement pas né alors et dut sans doute le jour à une autre femme de Bernard. L'*Art de vérifier les dates* donne à ce comte Garsindis pour

première femme et une seconde femme du nom d'Emma. Une charte ci-après, que nous prouverons postérieure à 942 ou 943, appelle Bertha une autre femme de ce comte Bernard.

Quant à son fils Ramnulf, il existait alors, et s'il n'est pas nominativement désigné avec ses quatre frères dans le corps de la charte, c'est ou par oubli, ou, ce qui est plus probable, c'est parce qu'il n'était pas le fils de Garsindis, première femme de Bernard.

Nous avons la ferme conviction que ce Ramnulfus, fils de Bernard, est le même que le Ramnulf, premier et principal des témoins de cette donation. Tous les témoins sont des magnats attachés à la cour du comte.

L'acte ne porte que la date vague : *Datum mense junii, regnante Domino Ludovico imperante*, c'est-à-dire sous le roi Louis d'Outremer, fils de Charles le Simple, restauré sur le trône le 19 juin 936 et mort le 10 septembre 954. Cette charte, datée du mois de juin, ne peut être antérieure à 937, le roi n'ayant été intronisé que vers la fin de juin de l'année précédente et sacré deux fois successivement après. En juillet 936, à Tulle, on datait ainsi un acte que le *Gallia christiana* a cité : *Regnante Deo Regem spectante* (Baluze). Aussi cet ouvrage place-t-il la charte de Sarlat en 937. La présence de saint Odon dans la donation de Sarlat, qui lui est ainsi octroyée, précise une autre date extrême. Ce saint et grand abbé mourut le 12 novembre 942, d'après Mabillon, ou plutôt en 943, selon Frodoard. Après avoir rétabli la discipline à Sarlat, il en partit pour Rome, où il avait été déjà appelé par son ami le pape Léon VI (936-939), dans un grand intérêt politique, pour rétablir l'harmonie et la paix entre le roi d'Italie et le duc son gendre, toujours en guerre. Saint Odon ne revint de Rome en France que pour mourir aussitôt à Tours. Donc, la charte de Sarlat doit nécessairement être placée entre 937 et 942. Lespine et de Gourgues inclinaient à la mettre en 940.

II

Donation de l'abbaye de Brantôme.

La même date que celle de l'acte précédent doit être attribuée aussi à une autre donation ou à la restitution de l'abbaye de Brantôme, accordée par le même comte Bernard à saint Odon et à son co-abbé Adacius, au mois de juin, sans indication d'année précise, et toujours sous le règne de Dieu et sous le gouvernement du roi Louis. Cet instrument, que le comte ordonna à ses fidèles ou à ses *magnats*, composant sa cour, d'affirmer *magnatibus meis adfirmare præcepi*, porte les mêmes noms et les mêmes signatures que le précédent, savoir : du comte Bernard, de sa femme Garsindis, de quatre de ses fils : Guillaume, Arnaud (deux futurs comtes de Périgord, Arnaud, dit Bouration, l'aîné et le premier qui succéda à son père), Gauzbert et Bernard, et des mêmes six témoins qui signent aussi cette charte de Brantôme, plus un autre nommé Goscelin, qui ne figure pas ou a été omis dans celle de Sarlat. Le premier et principal témoin est encore le même Ramnulf et le dernier, le même Odolric, signataires de l'acte qui précède. Ces deux donations semblent avoir été faites à peu de distance l'une de l'autre, sinon simultanément, en la même année et le même jour du mois de juin, et toujours entre 937 et 942. Dans une copie défectueuse que Dom Claude Estiennot a conservée de cette charte, l'ignorant *librarius* avait traduit l'en-tête : *Bernardus, gratia Dei comes*, en abrégé *Grat. Di.*, par les mots *Grandin*, surnom étrangement appliqué à ce comte qui s'appelait plutôt Talleyrandi (1).

(1) Comme son fils Guillaume II et sa sœur Emma, femme de Boson de la Marche.

Pour ne rien dissimuler, je dois dire que, dans une mauvaise copie de la donation de Brantôme, celle de Lespine ou d'Estiennot plutôt, on en nomme le premier témoin Radulfus, au lieu du nom de Ramnulfus inscrit dans deux autres chartes, celle de Sarlat et celle de Genoliat ci-après. C'est évidemment une erreur

III

Donation de Saint-Sour de Genoliac.

Le troisième acte de donation de Bernard est non moins important et en apparence plus solennel que les deux autres, car il est signé par douze témoins, cinq dénommés, et dont le premier est un évêque nommé Ramnulfus, les signatures des sept autres restées illisibles : il n'appartient pas à la même époque que les deux premiers datant d'entre 937 et 942, s'il en est assez voisin.

Il contient le don au monastère de Sarlat ou la restitution à l'ordre bénédictin et au même Adacius, abbé de Sarlat, par le même comte Bernard, tant du monastère et de l'église que de l'abbaye *Sancti-Soris (ou Sori) vocabulo Genoliaco*, de Saint-Sor ou Sour de Genoliac, dans laquelle saint Sor, d'après sa *Vie*, arrivé en Périgord avec ses compagnons, saint Amand et saint Cyprien, avait embrassé la règle bénédictine sous l'abbé Savelo (*Gallia christiana*, II, 1582). Saint Sor quitta, plus tard, cette abbaye pour suivre la vie cénobitique, après avoir fondé un monastère, première origine de celui de Saint-Sour de Terrasson. Après la mort de saint Sor, on ajouta son nom à celui du monastère de Genoliac.

Il est heureux que le cartulaire de La Réole nous ait conservé dans son intégrité le texte correct de l'instrument

du copiste si peu exact. Comment, vers la même époque et peut-être le même jour, le premier signataire de la donation de Brantôme serait-il un Radulfus, ayant juste la même importance et le même rôle que le magnat Ramnulfus de la charte de Sarlat, surtout si, comme nous le pensons, ces deux actes appartiennent à la même année et au même mois de juin. L'instrument relatif à Brantôme est une copie de troisième ou quatrième main. On la trouve dans la Collection du Périgord, dans l'un des manuscrits de Lespine, n° 77, d'après un manuscrit de Dom Claude Estiennot, *Fragment. histor. Aquitan.* tome III, coté 562, fol. 289-294, extraite *ex cartulario Cantofotonsi Albig.* reproduisant une autre copie antérieure et incorrecte, dans laquelle on a traduit *Bernardus comes gratia Dei* par Bernard Grandin ! Il faut donc rétablir ici et maintenir le vrai nom du seigneur Ramnulfus au lieu de celui de Radulfus.

relatif à l'abbaye de Saint-Sour de Genoliac, de manière à dissiper d'avance tout doute ou toute ignorance sur la situation réelle de ce monastère *in vico Sarlatico, in pago Petragorico*. D. Claude Estiennot, qui avait transcrit une copie fautive de cet acte, avouait, dans ses *Antiquit. Benedict. Petragori.*, chap. X, qu'il ne savait où placer Genoliac... (certainement en Périgord, le comte Bernard en étant l'abbé laïque.) Les autres exemplaires, empruntés au même cartulaire, mais de troisième ou de quatrième main, n'étaient et ne sont pas moins défectueux. Ainsi, celui des *Acta SS. O. S. B.*, t. V, p. 149, édité par Mabillon, transformait *monasterium Sancti-Soris* en *Sanctæ-Suris*, en Sainte-Sore ! Sa copie différait aussi quelque peu de celle que Baluze (*Histor. Tutel.*, p. 30) avait trouvée dans les papiers d'Ohienart, aussi tirée du cartulaire de La Réole, mais dans laquelle on lisait *Sancti-Juris* que Baluze corrige en *Sancti-Sori*. Bien plus étrange encore l'exemplaire que Marca disait emprunté au *Livre Noir* du monastère de La Réole, en Bazadois, et qui, au lieu du nom *S. Suris de Genoliaco*, en Périgord, portait *Squirs* (La Réole !) *vocabulo Genoliaco* et remplaçait le nom du comte Bernard (de Périgord) par le nom imaginaire de Bertrand, un comte, concluait Marca, qui, sans doute, avait les gouvernements du comté de Bazas. (Marca, *Histoire de Béarn*, p. 208-210, liv. III, ch. 5).

Dans les diverses transcriptions énumérées ci-dessus, il y a toujours au moins unanimité dans la forme du nom ajouté à celui de Saint-Sor, *vocabulo Genoliaco*, lequel vocable, seul exact, doit être seul maintenu. Il en est différemment dans une mauvaise copie du même titre existant dans l'un des manuscrits de Dom Claude Estiennot. Au sujet de l'exemplaire de ce dernier, l'abbé Lespine, Mss., Biblioth. nat., Collection du Périgord, t. LXXVII, nous dit : « J'ai découvert la charte entière dans les manuscrits d'Estiennot. J'observe qu'au lieu de Genoliac, comme disent Mabillon et Baluze, j'ai lu Gendia (qu'on a corrigé pour mettre Geridia ou Geredia.) »

La perspicacité de Lespine, habituellement si sagace, lui a fait ici défaut, puisqu'il n'a pas vu que tous les exemplaires

de cette chartre, d'Ohienart, Baluze, Marca, Mabillon, des archives de Monsépur, portent, comme le cartulaire original de La Réole, la désignation uniforme *Sancti Sori*, *vocabulo Genoliaco* ; le mot *Gendia*, dans la copie d'Estiennot n'était qu'une altération abrégée de celui de Genoliac, une faute du copiste, laquelle rappelle les fautes de la transcription de la chartre de Brantôme, comme l'a donnée le même Estiennot, où on affuble Bernard, comte par la grâce de Dieu, du surnom de *Grandin* (pour *gratia Dei* !) *Gendia* est une bourde de la même nature commise par le copiste du xvii^e siècle, et analogue à celle qui, dans la copie de Marca, a substitué au nom de *S. Suris*, en Périgord, celui de *Squires*, La Réole, en Bazadois ! (1)

Cette mauvaise leçon de *Gendia* a cependant donné naissance à un système nouveau. On a dit : le nom de Saint-Sor de Genoliac faisait une difficulté que dissipe la forme *Gendia*. La chartre dite de Genoliac affirme que le corps de saint Sor repose dans l'abbaye de ce nom. Mais, d'après la *Vie de saint Sor*, Genoliac est l'abbaye où saint Sor se fit moine et non le monastère qu'il fonda et où il fut inhumé. Et là-dessus on a créé de toutes pièces un second monastère *vocabulo Gendia*, qui n'a jamais existé, oubliant que si saint Sor put être d'abord inhumé dans le monastère fondé par lui et représenté peut-être par saint Sour de Terrasson, on a pu, dans la suite, retransférer son corps au monastère de Genoliac, où la chartre de 943 dit qu'il reposait.

C'est en partant de cette faute évidente et de cette substitution singulière du mot erroné de *Gendia* à celui de *Genoliac* que M. l'abbé Pergot, dans sa *Vie de Saint-Sour*, adoptant la forme de *Gendia* ou *Geridia*, place Genoliac dans le diocèse de Cahors, en la commune de La Bastide-de-Gourdon. Il est étonnant et regrettable que M. de Gourgues ait partagé

(1) Mabillon qui, dans ses *Acta SS.*, avait donné la bonne forme *Genoliaco*, a reproduit dans ses *Annales bénédictines* la mauvaise leçon d'Estiennot en disant par erreur : *Monasterium S. Suris qui alio nomine Gendia dicebatur*. Le copiste d'Estiennot avait lu aussi par erreur *Beata* au lieu du nom de la comtesse Bertha, autre femme de Bernard.

cette opinion, qui méritait à bon droit de rester isolée. Elle a été réfutée victorieusement par M. G. Marmier dans le *Bulletin du Périgord*, t. X, 453, où il démontre que Genoliac était en Périgord. Que n'a-t-on vu déjà aussitôt que la forme insolite et nouvelle de *Gendia* n'était que la simple altération du nom antique ou gallo-romain de Genoliacum par la réunion de la lettre *o* à la lettre *l* qui suit, d'où le *d* de *Gendia*, d'où la correction prétendue de *Géridia*, résultat de la division de la lettre *n* en un *r* et un *i* ! Il est manifeste que c'est en Périgord que saint Sor arriva et vint se faire moine à Genoliac, *in vico Sàrlatico*, *in pago Petragorico*, comme le prouve Baluze, qui dit nettement, pp. 29, 30 : *Constat Genoliacum fuisse situm in pago Petragorico*, et il renvoie à un passage topique de la *Vie de saint Sor* ou de *saint Amand* (Labbe, *Biblioth. Mss.*, t. II, p. 481). Cela est si certain, note-t-il, que bien que la charte ne porte que le nom de *Bernardus gratia Dei comes*, j'ai appelé aussitôt celui-ci Bernard comte de Périgord, vu la réelle situation de Genoliac en Périgord.

Il était essentiel d'insister sur cette vérité topographique, puisque nous voulons démontrer que le *Ramnulfus episcopus* qui a signé et sanctionné la charte de Genoliac, en Périgord, ne pouvait être qu'un évêque de Périgueux : c'était le point de départ préalable et nécessaire de nos conclusions ci-après. M. Longnon a, dans sa *Géographie de la Gaule au V^e siècle*, cru trouver Genoliac dans Saint-Cyprien, au moins toujours en Périgord, dans le territoire du futur diocèse de Sarlat.

Dans cette nouvelle ou troisième charte relative au don de l'abbaye de Saint-Sor de Genoliac, le comte Bernard déclare cette fois faire cette libéralité avec le consentement et la signature de sa femme Bertha, *uxoris mee*, *Berta nomine* (et non *Beata*, comme on lit dans la copie d'Estiennot et dans son analyse par Mabillon), et de ses mêmes quatre fils dénommés comme dans les deux chartes précédentes. La présence en celle-ci de cette nouvelle épouse de Bernard, de la comtesse Berta, laquelle avait succédé à son autre femme Garsindis, qui figure dans les deux donations antérieures de Sarlat et de Bran-

tôme, d'entre 937 et 942, démontre déjà qu'il s'était écoulé un certain intervalle de temps d'environ trois ou quatre ans entre ces deux donations et celle de Saint-Sour de Genoliac. De plus, la restitution de cette dernière abbaye est octroyée non plus à saint Odon et à son co-abbé Adacius, mais exclusivement à Adacius seul, en sa nouvelle qualité alors d'unique abbé de Sarlat, Brantôme, Tulle, Limoges, c'est-à-dire donc après la mort de saint Odon, le 12 novembre 942 ou plutôt 943, année où Adacius, son successeur, put être qualifié d'abbé en titre. Ce document en fournit la preuve formelle, car Bernard s'y exprime ainsi : « Je donne et transfère ce lieu de Genoliac, avec son abbaye, à l'abbé Adacius et à ses moines ou aux moines qui désireront y vivre selon la règle, sous le pouvoir et le gouvernement de cet abbé, *Dompno Addazio abbati et monachis quibus regulariter inibi vivere sub ejus potestate placuerit*, afin que, possédant ce domaine et cette église, ils s'y consacrent au service de Dieu et de saint Sor, dont le corps y repose inhumé, et qu'après la mort de l'abbé Addazius, ils puissent élire sur eux tel autre abbé qu'ils voudront choisir » (1).

Deux autres particularités de cet acte nouveau, intervenu entre 943 et 948, comme nous croyons le démontrer, ou entre 943 et 954, selon une autre opinion, méritent une attention spéciale. Il porte aussi la signature d'un témoin principal du même nom que celui du magnat Ramnulf, premier fidéjusseur des deux chartes antérieures, et nous le croyons être le même personnage, selon toutes les vraisemblances, mais alors élevé à une haute dignité ecclésiastique.

De plus, c'est sur l'exhortation et à la prière d'un certain seigneur éminent, de l'un de ses magnats du Périgord et, comme le dit Bernard, de l'un des fidèles de ce comte, que cette donation de Saint-Sour de Genoliac est octroyée à

(1) S'il est dit que saint Sor fut inhumé dans un autre monastère que celui qu'il avait fondé au ^{vi} siècle et si le fait était certain, cette charte, d'après 943, affirmant que son corps repose à Genoliac, placé après sa mort sous le vocable de saint Sor, démontrerait une translation postérieure du saint à Genoliac même, où il s'était fait moine.

Adacius ; et ce fidèle attaché à la cour de Bernard ne porte rien moins que le nom de *Frotarius*, nom qui rappelle aussitôt l'ancienne famille des Frotaire de Gourdon et les deux Frotaires contemporains et parents, devenus évêques l'un de Cahors (968-990), l'autre de Périgueux (976-991). Les synchronismes ou les dates concordant, il pourrait en effet s'agir ici, non sans vraisemblance, du Frotaire de Gourdon, futur évêque de Périgueux, en tous cas d'un magnat de ce nom et de cette famille de Frotaire, dont Adacius, alors le grand abbé de Tulle, Limoges, Sarlat, Brantôme, put solliciter l'intervention efficace auprès du comte pour obtenir le monastère de Genoliat, assez voisin, situé en Sarladais, au diocèse de Périgueux, surtout parce que là reposait le corps de saint Sor. C'est à l'égard de ce témoin, de ce personnage important de Frotarius, que le comte répète deux fois, au milieu et à la fin de l'acte qu'il octroie ce don, *hortante et supplicante quodam fidei meo, Frotarius nomine*, Frotaire qui va signer aussitôt après le comte et la comtesse Berta et les fils de Bernard, Guillaume et Gozbert, et après le personnage plus considérable encore que nous venons de mentionner et qui va encore figurer ici, même avant les fils du comte. S'il pouvait s'agir du Frotaire, futur évêque, on aimerait à le voir, préludant ainsi à sa mission, signaler déjà ses sentiments religieux et son zèle pour les intérêts de l'Eglise, en lui faisant restituer son monastère usurpé sur elle et alors au pouvoir du comte de Périgord, son abbé laïque.

Le nom et le titre du nouveau premier témoin de la chartre de Genoliat offrent une seconde particularité qui appelle tout notre intérêt. Il porte, en effet, le même nom, mais ici suivi du titre d'évêque, que l'un des magnats de Bernard, le seigneur Ramnulfus, premier et principal témoin des deux actes antérieurs relatifs à Sarlat et à Brantôme, d'entre 937 et 942, et nous le croyons être le même que ce dernier, nouvellement promu depuis un assez court intervalle écoulé depuis 943 à cette dignité ecclésiastique élevée, le même aussi que Ramnulf, fils de Bernard. Les libéralités successives de ce comte pourraient avoir eu pour but ou pour effet

de faire investir ce fils privilégié à cette dignité épiscopale, en se rendant le clergé favorable à son égard et à celui de ce fils Ramnulf.

Dans cette troisième chartre, dont la forme semble plus solennelle que celle des deux premières, étant signée par douze témoins et par un évêque, ce Ramnulfus, quel qu'il soit, figure le premier après les donateurs, le comte Bernard et la comtesse Berta; il signe après eux et avant même les fils du comte et sanctionné l'acte de donation ou de restitution, à l'abbé de Sarlat, Adacius, de l'abbaye de Saint-Sor de Genoliat, *in vico Sarlatico, in pago Petragorico*, en sa nouvelle qualité d'évêque.

Sig. RAMNULFUS, *episcopus*.

Or, de quel diocèse devait-il et pouvait-il être évêque, si ce n'est de celui de Périgueux, ce *Ramnulfus episcopus* qui, par sa présence et son témoignage écrit, vient constater, autoriser et confirmer la restitution, par l'abbé laïque à l'abbé régulier de Sarlat, d'un monastère, d'une église et d'une abbaye placés en plein diocèse de Périgueux, si ce n'est un évêque de Périgueux même, ayant seul qualité et juridiction dans le ressort de ce même diocèse pour sanctionner un tel acte, non seulement comme fidéjusseur, mais comme évêque?

Nous sommes convaincu que ce Ramnulfus, quel qu'il fût du reste, devait être un évêque inédit de Périgueux et ne pouvait être qu'un évêque de Périgueux, et c'est là une découverte réelle que nos lecteurs viennent de faire avec nous, celle de l'un des deux évêques de notre métropole restés encore inconnus avant Frottaire, avant l'an 976.

Et, en effet, de quel autre évêque étranger à l'église de Périgueux aurait-on recherché la présence et la sanction dans un acte intéressant exclusivement notre diocèse et son évêque? Il y a de plus une preuve péremptoire résultant même de l'impossibilité que cet évêque Ramnulfus pût être évêque d'un autre diocèse. Nous allons démontrer que la donation de Genoliat à l'abbé Adacius n'a pu être faite qu'entre 943 et 947 ou 948, par la raison qu'Adacius mourut en 948, ou qu'entre 943 et 954 ou 955, si l'on pouvait admet-

tre, comme le conjecture le *Gallia*, qu'Adacius aurait vécu jusqu'en 955, ayant été présent à une donation ci-après octroyée en 954, conjecture-t-on, mais que M. Marmier place au contraire en 945 et que nous allons rapporter à l'an 947.

Or, entre 943 et 947 (ou même entre 943 et 955, et jusqu'en 963 ou 964), il n'a existé aucun évêque de ce nom de Ramnulfus dans les divers diocèses limitrophes du Périgord, à Bordeaux, Saintes, Angoulême, Limoges, Agen, Cahors, ni dans aucun autre diocèse. Si donc nous trouvons uniquement en Périgord Ramnulfus signant une charte exclusivement relative au Périgord, en sa qualité d'évêque, n'est-on pas en droit d'en conclure que ce Ramnulfus était bien un évêque de Périgueux entre les dates ci-dessus indiquées, aucun évêque de ce nom n'existant alors dans aucun autre diocèse connu ?

Ces trois donations ayant été faites à l'abbé Adacius, il importe, pour contrôler autant que possible l'exactitude de leurs dates, de savoir combien d'années cet Adacius a régi les grandes abbayes de Tulle, Limoges, celles de Sarlat, Brantôme et Genoliat, et à quelle époque il est mort. Co-abbé de saint Odon depuis 928, il est devenu abbé titulaire, après la mort de ce grand saint, en 943, et nous affirmons avec Baluze qu'il est certain que l'histoire de Tulle et des autres abbayes ne mentionnant plus Adacius après son dernier acte de 947, il a dû cesser de vivre presque aussitôt, c'est-à-dire sûrement en 948, comme le constatent unanimement les deux nécrologes de Sarlat et de Limoges, abbayes intéressées et à même de connaître la vraie date de la mort de leur grand abbé et bienfaiteur.

La date de la mort de l'abbé Adacius est donc nécessaire à préciser avec soin. Le nécrologe de son abbaye de Sarlat, dont les moines devaient être bien informés, fixe positivement sa mort en l'an 948. De même, nous apprend Baluze, *Hist. Tutel.*, p. 77, un ancien catalogue manuscrit de l'abbaye de Saint-Augustin de Limoges, où il est compté au nombre des abbés et le troisième, place aussi en 948 la mort d'Adacius, ajoutant qu'il fut inhumé à Tulle (y transporté peut-être de Sarlat, où l'on croit qu'il mourut).

Voilà donc deux documents historiques parfaitement d'accord pour constater la mort d'Adacius en 948 : les moines de Sarlat et ceux de Limoges étaient trop bien instruits des moindres détails de la vie de leur éminent abbé, trop reconnaissants et trop intéressés pour pouvoir se tromper sur la date de l'année où leur fut enlevé leur bienfaiteur et leur père, abbé aussi de Tulle, de Brantôme, Genoliac, donc un personnage trop important et dont ils étaient trop glorieux pour oublier de consigner dans leurs nécrologes ou catalogues le jour de son décès, grande perte et vrai malheur pour eux. Adacius avait joué, en effet, un grand rôle dans l'histoire religieuse de son temps, notamment dans l'histoire des monastères de Saint-Martin de Tulle et de Saint-Sauveur de Sarlat, auxquels il avait fait accorder un si grand nombre de donations dans le cours de son long abbatiat, depuis 926 ou 928 à 948, donations que Baluze a rapportées en partie, pp. 341, 342, 367, 369 à 372. Ainsi, entre autres, en juillet 936, don du vicomte Gauzbert à Adacius pour Tulle, *mense julio, Domino regnante et Regem spectante*, le roi Raoul étant mort le 15 janvier, on ignorait encore la restauration de Louis d'Outremer, au 19 juin suivant; — concession de ce dernier roi à cet abbé de Tulle, 4 mars, indiction I^{re}, régnant Louis roi, an VIII ou 943 et non 944, comme l'avait noté Baluze, car ce serait alors indiction II. Le dernier acte connu de l'abbé Adacius est une concession en viager ou en usufruit à un seigneur, *familiari nostro* Fulchard, vicomte de Ségur, en septembre 947, an XII du roi Louis. Après cet acte, il n'est plus aucunement question d'Adacius dans les chroniques et les titres de l'abbaye de Tulle, ce qui corrobore et confirme la date de sa mort en 948, comme le constatent les deux nécrologes cités.

Toutefois, le *Gallia christiana*, II, *Abbaye de Sarlat*, conjecture qu'une donation en faveur de Sarlat aurait été faite en présence d'Adacius en 954, et que, par suite, il faudrait placer la mort de cet abbé en 955 et non en 948. Le *Gallia* n'indique pas quelle est cette donation; mais Baluze la fait connaître, p. 372, d'après le cartulaire de l'église de Cahors; c'est celle d'un seigneur Odolric concédant au monastère de

Sarlat l'église *indominicata*, alors en son pouvoir, de saint Agapit, martyr, paroisse de Payrinhac, *in pago Caturcino*, près de Gourdon, diocèse de Cahors, en présence de l'abbé Adazacius (pour Adacius) et de ses moines, *mense junio anno XIX, regnante Ludovico, imperatore*, ce qui correspondrait, dit le *Gallia*, à 954. Baluze avait mis en marge 945 où, par interversion dans les chiffres, on avait lu d'abord an IX, car il savait bien et il le remarque, p. 77, que l'an XIX du règne de Louis d'Outremer tomberait en 954, si l'on partait uniquement de son intronisation le 19 juin 936.

A ce sujet, M. Marmier croit avec raison sans doute que le donateur Odolric est le même seigneur que l'Oldoric de la cour de Bernard de Périgord, que ce comte convoqua avec six autres magnats comme témoins pour confirmer les deux donations de Sarlat et de Brantôme à saint Odon et à l'abbé Adacius, entre 937 et 942. Odolric aurait imité l'exemple de son suzerain en restituant l'église de Payrinhac quelques années après. Mais quant à la date, an XIX de Louis, M. Marmier dit qu'elle serait erronée (*Bulletin*, X, 453), parce que « aucun roi carlovingien de ce nom n'avait eu un si long règne, et qu'à la place de XIX, il faudrait lire IX, ce qui le roi Louis d'Outremer ayant régné dès 936, donnerait à ce document la véritable date de 945 et non celle de 954. On sait par l'histoire de Tulle qu'Adacius, abbé de ce monastère, de ceux de Limoges, de Sarlat, de Genoliac, a vécu jusqu'en 947. Le nécrologe de Sarlat met sa mort en 948. Si la donation d'Odolric à Adacius porte le nom d'Adazacius, cet Adazacius et lui sont la même personne. »

M. Marmier s'est trompé dans sa chronologie. Intronisé le 19 juin 936, Louis d'Outremer, mort le 10 septembre 954, a, en effet, entamé sa dix-neuvième année de règne de deux mois et demi et la restitution d'Odolric *pourrait* donc remonter à cet an XIX, ou en 954, mais non *nécessairement*, on va le voir.

Baluze lui-même, p. 77, après avoir cité le catalogue des abbés de Saint-Augustin de Limoges, plaçant la mort d'Adacius à sa date réelle, en 948, comme le fait aussi le nécrologe de Sarlat, ajoutait que toutefois le cartulaire de Cahors

rapportait la donation d'Odolric en juin, an XIX du règne de Louis : « S'il en est ainsi (ou en était ainsi), Adacius serait mort plus tard que nous ne l'avons cru, l'an XIX de Louis correspondant à 934. *Cependant il est certain qu'il n'est plus fait la moindre mention d'Adacius dans aucun de nos titres après 947.* »

On voit par cette dernière remarque utile que Baluze était convaincu, et avec raison, on va le montrer, qu'Adacius était réellement mort en 948, mais que la charte d'Odolric, ainsi datée, l'a troublé, n'ayant pas songé à interpréter cette date par une autre manière de compter les années du règne de ce roi Louis, comme nous le ferons ci-après.

L'année 947 est, en effet, la date du dernier acte connu de l'administration d'Adacius, sa concession au vicomte de Ségur ci-dessus rappelée. Si cet abbé n'était pas mort en 948, comme les deux nécrologes cités le constatent formellement, et d'accord, serait-il vraisemblable que cet abbé, si actif et si zélé pour ses monastères, serait resté, de 947 à 954 ou plutôt 955, selon le *Gallia christiana*, c'est-à-dire pendant neuf ans, sans faire aucun acte de son administration si bien remplie et n'eût sollicité ni reçu la moindre donation ? Cet argument corrobore, ce semble, la date de sa mort en 948, d'après les deux nécrologes cités, bien plus dignes de confiance que des calculs et des conjectures basées sur des dates douteuses et certainement équivoques.

Je ne soulèverai aucune objection tirée de ce que le don d'Odolric est fait à un abbé du nom d'Adazacius, au lieu d'Adacius ou Addazius : je reconnais, avec le *Gallia* et avec M. Marmier, que c'est au fond le même personnage (1). Je

(1) Au sujet du nom altéré d'Adazacius dans cette charte dite de l'an XIX de Louis, Mabillon dit : « *Adazacius idemque forsitan quum Adalastius vir ille opinatissimus monachorum Pater cujus meminit Johannes, Lib. II, n° 13, de Vita S. Odonis.* » Jean, auteur contemporain, mentionne, en effet, cet Adalastius, le même qu'Adacius, co-abbé de saint Odon, comme abbé de plusieurs monastères, ainsi qu'Archambaud de Cluny, autre coadjuteur de saint Odon, à Saint-Epvre de Toul, Reims, etc., qui devint abbé de Fleury et d'autres abbayes à la mort de saint Odon, en 943, jusqu'en 948. Mabillon a dénié à tort qu'Archambaud eût dirigé plusieurs abbayes ; mais c'est ce que Jean affirme d'Archambaud comme d'Adacius, en ajoutant qu'il les avait parfaitement connus et familièrement.

n'objecterai pas non plus que des chartes de l'abbé Adacius sont signées par un abbé Boson et par un autre Adacius, *Adacio decano*, et que ce dernier, son homonyme, de doyen devenant abbé, aurait pu lui succéder à Sarlat et recevoir la donation d'Odolric. Mais je me fonderai sur un fait connu qui me fera naturellement, et sans altérer le texte, arriver à une date voisine de celle de 945 que M. Marmier a adoptée à tort, à la date de 947. On sait, et l'*Art de vérifier les dates* le constate, qu'on a compté les années du règne de Louis d'Outremer à partir de trois dates différentes : 1° à dater de son intronisation, le 19 juin 936 ; — 2° de la mort du roi Raoul, 14 janvier 936 ; — 3° et enfin, à partir de la mort de son père Charles le Simple, 8 octobre 929.

De là naît la difficulté de distinguer à quelle année un acte, portant la mention vague de juin an XIX de Louis, appartient réellement, s'il faut calculer à partir de son intronisation, ce qui correspondrait à juin 954 et seulement entre le 19 et le 30 juin, ou à partir de la mort de son père, en 929, ce qui correspond à tout le mois de juin de l'an 947, année où eut lieu le dernier acte connu d'Adacius, en septembre 947. C'est aussi la date que nous attribuons à la donation d'Odolric, non pas de juin 954, mais de juin 947, date en parfaite harmonie avec les nécrologes de Sarlat et de Limoges constatant la mort d'Adacius en 948.

A raison de ces deux principales manières de compter les années du règne de Louis ou de ces deux points de départ différents, la mention vague de juin an XIX de ce roi ne constitue en réalité qu'une date équivoque indéterminée, faute de l'indication dans l'acte du jour ou du quantième. Comme ce roi Louis, dans le mois de juin de la XIX^e année de son règne, à compter de son intronisation, n'a régné que du 19 au 30 juin 954, soit onze jours seulement, tout acte passé du 1^{er} au 18 juin an XIX de ce roi serait *nécessairement* de l'an 947, compté du jour du décès de son père. Dans la donation d'Odolric, le quantième manque, et faute de cette donnée, impossible d'assurer qu'une charte, simplement datée de *juin* an XIX de Louis, soit de 954 plutôt que de 947. Toutes les probabilités, toutes les vraisemblances se réunissent en

faveur de cette dernière date, de 947, pour celle de la charte d'Odolric, notamment les dates, assez voisines, des donations de Sarlat et de Brantôme, toutes au même abbé par le même comte Bernard, et positivement entre 937 et 942. La constatation authentique par les deux nécrologes cités de la mort en 948 d'Adacius, dont le dernier acte est de 947, attribue avec certitude la date de cette même année 947 à la charte d'Odolric, signataire des deux donations de Brantôme et de Sarlat, et très probablement aussi l'un des douze témoins de la charte de Genoliat ou l'un des sept témoins dont les noms sont restés illisibles. En mars 943, un seigneur de ce nom d'Odolric fit une donation à l'église de Saint-Pierre d'Angoulême.

Cette discussion chronologique était un préalable nécessaire pour établir qu'Adacius étant ainsi décédé en 948, la donation à cet abbé par le comte Bernard de Saint-Sour de Genoliat a été consentie par ce comte de Périgord, après la mort de saint Odon, entre 943 et 947 ou 948, et que, comme elle a été signée et sanctionnée par l'évêque Ramnulfus, ce dernier occupait donc le siège de Périgueux entre 942 ou 943 et 947 ou 948. Nous pouvons raisonner, du reste, aussi comme si Adacius n'étant mort qu'en 955, Ramnulfus aurait alors siégé entre 943 et 955. Mais, soit entre la première ou cette seconde époque, et jusqu'en 963 ou 964, il n'a existé aucun évêque de ce nom de Ramnulfus, autre que l'évêque Ramnulfus, lequel a sanctionné la charte relative à la restitution de Saint-Sour de Genoliat, diocèse de Périgueux, et qui était donc certainement un évêque de Périgueux, comme il ne pouvait être qu'un évêque de Périgueux occupant ce siège entre 942 et 947 ou 948.

Cet évêque Ramnulfus était donc l'un des deux évêques restés inconnus avant Frotaire, et avait dû tenir le troisième ou le quatrième rang dans l'ordre des quatre évêques de Périgueux représentés dans la chapelle de Sainte-Catherine avant le même Frotaire qui était le cinquième, et avait été sacré vers avril 976.

IV

Nous avons dit que cet évêque de Périgueux, Ramnulfus, dont l'existence est démontrée par la charte de Genoliac que Frotaire signe après lui, devait être, selon toutes les vraisemblances, le même que le seigneur Ramnulfus qui figure comme premier et principal témoin dans les deux donations antérieures de Brantôme et de Sarlat, et qui, dans l'intervalle, avait été promu aux fonctions épiscopales sur le siège de Périgueux.

De plus, nous avons avancé que nous croyons pouvoir l'identifier avec Ramnulf, l'un des six fils du comte de Périgord, Bernard, lequel, par ses services rendus à la religion, ses bienfaits envers l'Eglise, ses libéralités envers l'ordre de saint Benoît, alors tout puissant, avait pu faire parvenir son fils Ramnulf au rang d'évêque de Périgueux. A cette époque, en effet, les fils des nobles familles et des comtes, autres que les aînés, semblaient prédestinés, par le seul fait de leur origine, à devenir abbés et évêques. C'est dans les rangs de ces magnats qu'on les choisissait de préférence. Ainsi, les deux Frotaire de Gourdon devenaient évêques de Périgueux et de Cahors, Grimoard et Islon de Mussidan, frères d'Aimeric, *dux* de Mussidan, étaient promus d'emblée évêques, l'un d'Angoulême et l'autre de Saintes. Et même cet évêque Islon usurpait et cumulait l'archevêché de Bordeaux avec son évêché de Saintes. En 991, c'est le neveu du comte Bernard, le fils de sa sœur et de Boson de la Marche, c'est le comte Martin Boson, qui succède comme évêque à Frotaire de Périgueux. De même, Ramnulf, fils du comte Bernard et cousin germain de Martin, a pu devenir avant celui-ci l'évêque Ramnulf de Périgueux, le premier ou le second prédécesseur de Frotaire.

Nous devons, toutefois, faire remarquer que si, selon les probabilités, nous identifions ce comte Ramnulf, fils de Bernard, avec son homonyme et son contemporain l'évêque

de Périgueux Ramnulfus, il n'y a dans cette dernière conclusion ou dans cette conjecture si plausible rien qui puisse ébranler ou affaiblir la vérité historique ci-dessus démontrée de l'existence à la même époque, entre 942 et 948, de Ramnulf, certainement évêque de Périgueux. Que si l'on objectait comment l'histoire ecclésiastique aurait pu oublier de signaler l'épiscopat de Ramnulf, surtout si ce Ramnulf était fils du comte Bernard, bienfaiteur de l'Église, nous demanderons comment il est arrivé aussi que des catalogues d'évêques de Périgueux, même ceux de Brantôme et de Saint-Astier, aient négligé de mentionner même l'épiscopat de l'illustre Frotaire de Gourdon, et celui de son successeur le comte Martin Boson, fils de la sœur de Bernard, la comtesse Emma Talleyrandi et du comte de la Marche Boson le Vieux ?

Que si notre identification du comte Ramnulf, fils de Bernard de Périgord, avec l'évêque de Périgueux Ramnulfus, restait bien fondée, comme ce fils de Bernard fut tué en bataille le 29 juillet 975, il aurait pu être ainsi le quatrième évêque de Périgueux resté inconnu, le prédécesseur de Frotaire sacré peu après la mort de l'évêque comte Ramnulf, en avril 976. Mais peut-être aussi que les graves circonstances politiques auxquelles il fut mêlé, ainsi que les guerres acharnées où il dut prendre part, purent obliger le comte Ramnulf à se démettre de ses fonctions épiscopales et à choisir pour son co-évêque et successeur Frotaire de Gourdon, ou le devancier de Frotaire de Gourdon, que nous aimons à identifier avec le magnat Frotarius, le fidèle du comte Bernard et le premier témoin de la donation de Genoliac par ce comte à Adacius, entre 943 et 947. Voici à quelle occasion notre évêque Ramnulfus aurait pu abdiquer d'avance ses fonctions, auxquelles sa mort tragique et voisine allait mettre fin :

Guillaume I^{er}, comte d'Angoulême, dit Taillefer, pour avoir coupé en deux d'un seul coup d'épée le roi normand, Storis ou Scaurus, malgré son casque et sa cuirasse d'airain, rapporte Adhémar de Chabonais (mort en 1029), Guillaume Taillefer, comte d'Angoulême, étant mort le 6 août 962

(ou 964, selon Adhémar), sans postérité légitime, n'ayant laissé que des enfants naturels (ou *mansers*, bâtards), le comte Bernard de Périgord ou plutôt son fils aîné et son successeur Arnaud, dit Bouration, s'était emparé du comté d'Angoulême et l'avait uni à son comté de Périgord. Les fils naturels de Taillefer, à leur tête leur aîné Arnaud le Manzer, revendiquèrent du chef de leur père le comté d'Angoulême, ainsi usurpé. Mais leurs efforts restèrent impuissants pendant la vie du redoutable Arnaud Bouration, assisté par ses frères et surtout par son frère Ramnulf, sans doute alors l'évêque qui dut prendre les armes à cette époque, ou à l'occasion suivante. Après la mort de Bouration, Arnaud Manzer attaqua cette fois avec un succès décisif les trois frères survivants de Bouration, savoir : le successeur de celui-ci, Guillaume II, à la fois comte d'Angoulême et de Périgueux, Richard le Simple et le comte Ramnulf, que nous croyons être le même que l'évêque Ramnulf, lequel était accouru à la rescousse de ses frères et qui, empêché par les suites de cette lutte prolongée de remplir ses fonctions épiscopales, avait pu alors les abdiquer. Ramnulf fut tué en bataille le 29 juillet 975 par Arnaud Manzer, qui chassa du comté d'Angoulême ainsi reconquis par lui, Richard le Simple et Guillaume II, lequel ne garda que le Périgord, dont il était maître en 973 et 976. Ce comté passa après lui à sa tante paternelle, au mari de cette comtesse Emma, à Boson le Vieux de la Marche, dont la postérité hérita du Périgord du chef de sa femme. La sœur d'Emma, seconde fille de Guillaume I^{er} de Périgord, mort en 920, Sancia, épouse du comte de Poitiers, Adhémar, fils d'Emenon ou Aimon II, comte d'Angoulême et de Périgueux, n'avait pas eu d'enfants. De même que le comte Ramnulf, fils de Bernard, ou le *Ramnulfus noster episcopus*, Boson avait essayé de soutenir les fils de son beau-frère Beruard dans leur lutte obstinée contre Arnaud Manzer. Mais celui-ci reste maître de l'Angoumois jusqu'à sa mort, le 4 mars 1001, s'étant fait moine à Saint-Cybard, et laissant à son fils Guillaume II Taillefer son comté d'Angoulême.

Guillaume II, fils de Bernard, resté seulement comte de

Périgord après 973 et 978, est le même comte Guillaume qui étant alors aussi comte d'Angoulême, fit une donation (rapportée par le *Gallia christiana*, II, *Instrumenta*, p. 448), sept jours et demi avant la Saint-Jean, à l'évêque d'Angoulême Hugues de Jarnac, sacré évêque en 973, époque où il n'y avait, en effet, aucun comte d'Angoulême de ce nom de Guillaume que Guillaume II Taleyrand de Périgord (1).

Post impressum ! Mais ici, grand Dieu ! à la suite d'une découverte fortuite, une formidable objection que l'auteur se fait à lui-même le premier, s'élève soudain à l'horizon rembruni. A ce moment-même où l'auteur revoit les épreuves, du reste bien revisées, de son étude, un incident étrange et curieux vient menacer de renverser son édifice si laborieusement élevé, son siège fait, et de l'envelopper lui-même

(1) Au sujet de ce Guillaume II Taleyrand de Périgord, que vint défendre son frère Ramnulf (*episcopus Ramnulfus noster*), et pour la cause et les droits duquel celui-ci combattit, il est utile de rappeler ici une curieuse légende historique, celle de la fondation, au x^e siècle, de l'abbaye de Gultres (Gironde), que nous avons publiée et qui était fort goûtée par MM. de Gourgues, Charles Desmoulins et l'abbé Larrieu. Elle nous montre un Guillaume comte de Périgord, un Talleyrand, nom substitué, selon cette légende, à celui de Galerand, qu'aurait porté d'abord la famille du comte de Senlis, Wulgrin, parent de Charles le Chauve, lequel le créa comte de Périgord en 868. Ce Guillaume Taleyrand aurait accueilli avec faveur dans son comté de Périgord trois bannis. le comte Aymon, son frère Alcher le Sourd qui bâtit Ribérac, son autre frère Adhémar, et leur neveu Arnaud Bresca. Deux fils d'Alcher construiront Mussidan, rétabliront la double abbaye de Saint-Astier détruite par les Normands; Guillaume Taleyrand donnera à ces chevaliers des terres et des forêts en Périgord, afin d'obtenir leur appui dans ses guerres contre ses ennemis, ce qui, s'il s'agissait de Guillaume II Taleyrand, ferait allusion aux luttes de ce dernier contre Arnaud Manzer, au sujet du comte d'Angoulême. Nous croyons que le surnom de Taillefer, *talla ferrum*, donné à Guillaume I^{er}, comte d'Angoulême, a pour synonyme, en Périgord, celui de Taillerand ou Talleyrand, lequel a la même étymologie et la même signification : *Talla aïran*, taillefer, feren celtique et en anglais *ïran* (prononce *ayran*), *hierro* en espagnol, d'où le mot taillandier. Ce surnom de Talleyrand fut donné aux enfants de Guillaume I^{er}, comte de Périgord, au comte Bernard, à sa sœur Emma et à son fils Guillaume II Talleyrand, successeur de son frère Arnaud Bouration aux deux comtés de Périgord et d'Angoulême. M. l'abbé Larrieu croyait qu'Aymon et ses frères avaient été accueillis en Périgord par Guillaume I^{er} (886-916) ou plutôt par son fils Bernard (de 920 à 935). Si c'était par Guillaume II, il faudrait retarder cette arrivée d'Aymon en Périgord jusque vers 966 ou 970.

dans une inévitable catastrophe, sous une commune et complète ruine.

En cherchant à vérifier une date importante pour l'histoire des comtes de Périgueux, que l'auteur refait, la date de la donation de Guillaume II ou III, alors à la fois comte d'Angoulême et de Périgord (si après 974 ou 975 il fut réduit à ce seul dernier comté), la date de la donation faite par ce comte Guillaume à Hugues de Jarnac, évêque d'Angoulême, sacré en 973, l'auteur arrive avec stupéfaction, et d'abord avec une mortelle angoisse, à découvrir que le prédécesseur de Hugues portait aussi un nom analogue ou très voisin, sinon identique, à celui du comte Ramnulfus, fils de Bernard de Périgueux, à celui de l'évêque de Périgueux Ramnulfus, que nous identifions avec ce fils du comte Bernard, mais un autre Ramnulfus, évêque d'Angoulême.

Déjà peut être quelques-uns de nos lecteurs se sont-ils demandé, comme l'auteur l'avait fait lui même en tremblant, pourquoi ne serait-ce pas ce dernier évêque qui aurait pu signer la charte de Genoliat *in pago Petragorico*, en sa simple qualité indélébile d'évêque et non comme chef de l'Église de Périgueux ?

Menacé même d'une catastrophe aussi et plus formidable, tout auteur doit être assez consciencieux pour reconnaître et avouer lui-même son erreur, quelque forte qu'elle soit au point d'anéantir tout son travail.

Mais j'ai été aussitôt rassuré par le contenu des trois chartes analysées ci-dessus et leurs dates seules possibles, surtout par celle de la donation de Genoliat, *in vico Sarlatensi, in pago Petragoricensi*, laquelle donation n'a pu être faite à l'abbé Adacius qu'entre 943 et 947 ou 948, par cette remarque de Baluze qu'il est certain qu'après une dernière donation viagère faite par Adacius, en 947, il n'est plus fait mention de ce grand abbé ni dans l'histoire et les archives de son abbaye de Tulle (ni dans celles de ses autres abbayes de Brantôme, Sarlat, Genoliat, Limoges). Qu'il faut donc conclure de ces détails si précis, et selon la conviction de l'auteur et celle de Baluze, qu'Adacius est mort en 948, ainsi que le constatent du reste unanimement les deux nécrologes de

Sarlat et de Saint-Augustin de Limoges ; qu'il est donc impossible que l'évêque d'Angoulême Ramnulfus eût signé et consacré, en tant qu'évêque, une donation faite dans le diocèse de Périgueux, sur lequel il n'avait aucune juridiction officielle ; que c'était là la fonction et le rôle du seul évêque de Périgueux Ramnulfus, comme un attribut attaché à cette qualité d'évêque diocésain pouvant seul sanctionner juridiquement une concession de Genoliac faite dans son diocèse, *in vico Sarlatensi, in pago Petragoricensi*.

On objectera enfin peut-être que si, avec Baluze et les documents nécrologiques cités, nous plaçons avec certitude en 948 la mort d'Adacius, le *Gallia*, par son interprétation équivoque de la donation d'Odolric en juin an XIX de Louis, met cette charte privée en 954, quand nous lui donnons la vraie date de 947, an XIX de ce même roi, à partir de la mort de son père, date de 947, qui concorde avec celle certaine de la mort d'Adacius en 948.

Et, du reste, quand il faudrait, avec le *Gallia*, adopter sa date de 955 pour celle de la mort d'Adacius, cela ne changerait rien à notre solution. En effet, le successeur de ce Ramnulf d'Angoulême, Hugues de Jarnac, d'Angoulême, ne fut sacré évêque qu'en 973, dix-huit ou vingt-cinq ans après la mort d'Adacius, en 948. Il lui était donc impossible de sanctionner, même comme simple évêque, une donation faite à Adacius vingt-cinq ans avant son élection comme évêque dans le diocèse de Périgueux, en 947 ou 948, ni même en 955, ni même plus tard entre 948 et 955, et même 963, 964, 965, époque où le bénéficiaire de la donation de Genoliac, l'abbé Adacius, était mort depuis seize ans ; que, du reste, il est probable aussi que Bernard, comte de Périgord, régnant depuis 920, depuis vingt-quatre ans n'existait plus et n'aurait pu faire aucune donation ; et qu'enfin, il n'a existé aucun évêque du nom de Ranulphus ou Ramnulfus de 943 à 964. Or, ce Ranulphus, évêque d'Angoulême, dont le successeur fut Hugues en 973, n'a siégé que de 964 à cette même année 973, époque de sa mort et de son remplacement par Hughes. Donc, il n'y a pu avoir qu'un seul comte Ramnulfus, évêque de Périgueux, qui ait pu signer en cette qualité une charte

relative à Genoliat *in vico Sarlatensi, in pago et in diocesi Petragorico* dans l'intervalle de 943 à 947 ou 948, une donation faite par le comte Bernard de Périgord à Adacius, mort en 948.

Du reste, que ce comte évêque Ramnulfus soit, selon notre conviction, le même que le plus grand magnat de la cour de Périgord, premier et principal témoin des deux chartes de Brantôme et de Sarlat et de celle de Genoliat, signant le premier ces chartes, immédiatement après le comte de Périgord, sa femme, avant leurs enfants; qu'il soit le même, comme nous le croyons fort, que le comte Ramnulf, fils de Bernard de Périgord, mort fin de 975, ou qu'il ne le soit pas, il est certain qu'il y a entre 943, 947 et années suivantes, un vrai Ramnulfus, évêque inédit de Périgueux, mort en 975, prédécesseur médiat ou immédiat du grand Frotaire, élu au commencement de 976.

Ces dates sont déterminées avec exactitude par celle de la mort d'Adacius, bénéficiaire de ces trois donations, mort, qu'avec Baluze et surtout avec des documents historiques authentiques, d'une source non douteuse, les nécrologes de Sarlat et de Limoges, c'est à-dire de deux des abbayes d'Adacius, certainement bien au fait de l'époque de la mort de leur père et bienfaiteur Adacius, mort que ces nécrologes constatent arrivée en 948. Lors même qu'Adacius ne serait mort qu'en 955, comme le prétendrait à tort le *Gallia*, nos conclusions resteraient, comme elles restent certaines, inébranlables, aucun évêque du nom de Ramnulfus n'ayant, en effet, existé entre 943, 948, 955, ni même jusqu'en 964, autre que le seul comte Ramnulfus, évêque de Périgueux, siégeant déjà entre 943 et 948. Donc notre Ramnulfus est l'un des deux évêques inédits de Périgueux dont les effigies étaient peintes à la fresque dans Saint-Front, mais dont les noms étaient devenus illisibles, prédécesseur médiat ou immédiat du grand évêque Frotaire de Gourdon, le constructeur de Saint-Front.

Louis-Charles GRELLET-BALGUERIE.

OBLIGATION DE 400 ÉCUS D'OR

SOUSCRITE PAR MESSIRE PIERRE FOURNIER.

Obligation de 400 écus d'or consentie par messire Pierre Fournier, abbé de Saint-Marian et chanoine de la chapelle du Palais (puis évêque de Périgueux), à l'occasion du prêt de pareille somme qui lui avait été fait par messire François Pascal, seigneur de Mons, conseiller du roi et trésorier ordinaire de ses guerres, du 14 avril 1563.

A tous ceulx qui ces présentes lettres verront, ANTHOINE DUPRAT, chevalier, baron de Thiert et de Toury, seigneur de Nantouillet, de Précy et Rozay, conseiller du roy, nostre Sire, gentilhomme ordinaire de sa chambre et garde de la Prévosté de Paris, salut.

Savoir faisons que par devant Jehan Augirart et Vincent Maupeou, notaires du roy nostre diot seigneur en son chastelet de Paris, fut présent en sa personne Révérend Père en Dieu messire Pierre Fournier, abbé de Saint-Marian et chanoine de la chapelle du Palais, à Paris, lequel recongnut et confessa loyaulment devoir à noble homme messire François Pascal, seigneur de Mons, conseiller du roy et trésorier ordinaire de ses guerres, à ce présent, la somme de quatre cents escus d'or soleil, pour cause de pur, vray et loyal prest au diot seigneur Révérend, faict présens les notaires, dont iceluy seigneur Révérend s'est tenu et tient pour content par devant les dictes notaires, es mains desquels il promist et gaigea, et par ces présentes promet et gaige icelle somme de quatre cents escus d'or soleil rendre et paier au dict créancier ou au porteur de cestes pour luy, dhuy en trois moys prochains venans, en parelles espèces, plus tous coustz frais, mises despans, dommaiges et intérestz qui faictz duz souffertz et encourus seroient. Au desfault de payement en iceluy pourchassant requiert soubz l'obligation et ypothèque de tous et chascuns ses biens, revenu et temporel de ses bénéfices présens et advenir qu'il en a soubzmis et soubzmet pour ce du tout à la jurisdiction et contraincte de la dicte prévosté de Paris et de toutes aultres jurisdictions ou trouvées seront. Et renonça, en ce faisant, à toutes aultres choses généralement quelzconques à ces lettres contraires et au droict, disant générale renonciation non valloir. En témoin de ce, nous, à la relacion des dictes notes avons faict metre

le scel de la dicte prévosté de Paris à ces lettres, qui furent faictes et passées l'an mil cinq cens soixante-cinq, le lundy quatorzième jour d'avril, après quasimodo.

AUGIRART.

MAUPROU.

Pour copie conforme :

M^{re} D'ABZAC DE LA DOUZE.



FONDATION D'UN BUREAU DE CHARITÉ

DANS LA PAROISSE DE MEYRAIS.

Cejourd'huy huitième mars mil sept cent soixante-dix-huit, au bourg de Meyral et devant la porte de l'église paroissiale dudit lieu, a l'issue des vêpres, pardevant le notaire royal soussigné et présent les témoins bas nommés, sont comparus Etienne Laplanche, s^r du Bousquet, Pierre Mouyanne, s^r Martin Gaussen et Gabriel Cibrie, tous habitans de cette paroisse, sindits de la communauté, lesquels l'ayant assemblée au son de la cloche, y présidant m^{re} Jean Hodemon, s^r de La Carrière, juge de ladite terre, assisté de Louis Judicis, s^r de La Boissière, procureur d'office en cette cause ; devant lesquels lesdits sieurs Bousquet, Mouyane, Gaussen et Cibrie, sindits, portant la parole, ont dit que la pauvreté croissant avec le temps, à la même mesure la cherté des grains, dans une année où toutes sortes de récoltes ont manqué, et que le nombre des pauvres se multiplie chaque jour et qu'il est par conséquent d'une nécessité absolue de trouver un moyen pour pouvoir modifier la misère et les calamités qui s'ensuivent en procurant la subsistance aux pauvres de la communauté ; sur lesquelles propositions il convient de délibérer, et la matière mise en délibération.

Il a été unanimement convenu, après différens moyens proposés pour la subsistance, qui sera établi dans la présente communauté un bureau de charité qui sera administré par messire Pierre Peyrelade, docteur en théologie et prieur de la présente paroisse, et lesdits sieurs Bousquet, Mouyanne, Gaussen et Cibrie.

Mais comme nous reconnissions que nous étions dans l'impuissance de ramasser lesdits fonds, nous nous serions adressés à Monseigneur l'archevêque de Paris, comme natif de la présente paroisse, à madame la comtesse de Laroque, seigneuresse de la terre ; à monsieur

le comte de Beaumont, seigneur de la paroisse ; à monsieur le chevaller du Repère, chevaller de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, au chapitre reguillier du chapitre de Saint-Ciprien, comme parprenant à la dixme ; au prieur du présent lieu et à quelques particuliers habitants de la paroisse qui, malgré leur indigence, se sont voulu prêter à cette bonne œuvre, et nous ont donné une petite somme, le tout montant à celle de huit cent livres, laquelle somme nous voudrions être employée, sous le bon plaisir de monseigneur l'intendant, à raccomoder (*sic*) plusieurs chemins utiles, et notamment le chemin qui conduit au moulin banal de toute la terre, voyant que par ce moyen nous ouvririons une voye pour arriver sûrement au port de Capette sur Dordogne ; nous voudrions pareillement pouvoir défricher des vacants qui sont d'une grande étendue, lesquels le seigneur de ladite paroisse nous a offert dans plusieurs circonstances et qui, défrichés, qui feussent, donnoiroient un profit considérable. Vû lesdites réparations à faire, nous avons l'honneur de supplier Votre Grandeur de vouloir nous faire participer aux biens faits que Sa Majesté offre à ces autres sujets, de quoy et de tout ce dessus les comparants nous ont requis acte, ce que nous leur avons concédé.

Fait et passé sous le scel royal, en présence de Pierre Huard, clerc, habitant du lieu de Baynegraule, et de Pierre Joinel, clerc, habitant du village de Puiboutier, le tout paroisse de Saint-Ciprien, témoins connus, qui ont signés avec lesdits sieurs Laplanche, Gaussen, Mouyane, Cibrie, Laboissière, Hodemon, présidant, et autres principaux habitants et nous.

Signé : Lacarrière, Hodemon, juge susd., Judicis de Laboissière, Peyrellade, Bousquet, Laplanche, Gaussen, Mouyane, Cibrie, Jat, Hodemon, Cayré, Cibrie père, Labrousse, Richard, Jouanel, Pierre Huard, Boissel, notaire royal.

Pour copie conforme :

Louis CARVÈS.

(Extrait des minutes de Boissel, notaire à Saint-Cyprien, en 1778.)

SEPTIÈME EXCURSION

DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD
25 ET 26 JUIN 1894.

La septième excursion de la Société historique et archéologique du Périgord s'est effectuée dans les meilleures conditions, et nous avons regretté d'être si peu nombreux. Avaient répondu à l'appel : MM. Delugin, Lespinas, Grenier, Boissérie de Masmontet, Lamothe-Pradelle, Ladevi-Roche, abbé Goyenèche, marquis d'Abzac de La Douze, d'Escatha, Decoux-Lagoutte, de Roumejoux. Plusieurs des adhérents ordinaires nous ont manqué pour des causes diverses ; nous espérons bien qu'une autre fois, nous les retrouverons, fidèles, et qu'aucun événement fâcheux ne les retiendra.

Nous avons, en compagnie de MM. Charrier et du Rieu de Maynadié, visité les archives de Bergerac, que M. Charrier met en ordre et dont il a publié les manuscrits les plus intéressants ; on ne saurait trop le louer du zèle et du dévouement qu'il apporte à cette tâche ardue, mais si intéressante au point de vue de l'histoire et des mœurs publiques et privées de nos pères. Ces archives, déjà riches, ont été récemment très augmentées par le don généreux que leur a fait de ses nombreux papiers M. de Pourquéry de Boisserin ; M. de Maynadié est un très zélé et très utile coopérateur de M. Charrier.

Nous avons, en compagnie de ces Messieurs, visité les monuments de la ville ; l'église Saint-Jacques, qui existait dès le moyen âge ; elle fut détruite en grande partie en 1576 par Dussacq, gouverneur de la ville pour les protestants. Le P. Carles, dans les *Titulaires et Patrons*, nous dit qu'elle fut entièrement rebâtie en 1685 ; en effet, en cette année, Philippe de Bernard, curé de Saint-Jacques, obtint du roi, sur la recommandation de M. Faucon de Ris, intendant de la province, la somme de 4,000 livres pour l'aider dans cette réédification. De nos jours, Saint-Jacques a été considéra-

blement restauré et remanié, si bien qu'une nouvelle consécration a été jugée nécessaire ; cette cérémonie a eu lieu le 25 juillet 1869. Le clocher est plus ancien ; la première pierre en fut posée par Pierre Duqueyla (1) ; les travaux furent sans doute interrompus, puisque, le 25 juillet 1527, noble Jean de Clermont, curé de Saint-Jacques, pose lui aussi une première pierre, en même temps que les syndics en posaient une seconde. Il ne fut terminé qu'en 1589, et l'horloge qui y fut mise achetée le 18 décembre 1590.

Les maisons intéressantes sont rares à Bergerac ; nous citerons en première ligne, comme étant une des plus anciennes, la maison Redon, située à l'angle des rues Gaudra (2) et des Fontaines. Les grands arceaux de la façade, en partie détruits, sont cachés par la devanture d'un magasin ; cette maison date du xiv^e siècle ; sa disposition générale indiquerait plutôt un édifice religieux qu'une demeure particulière ; la tradition, en effet, rapporte qu'il y avait là une chapelle. M. Charrier, jusqu'à présent, n'a trouvé aucun texte qui prouve ce fait. Au xv^e siècle, c'était la propriété de la famille Bourzès, Bourzeys, Borgès, Bourgès, ancienne dans la bourgeoisie noble de Bergerac, dont M. de Froidefond n'a pas eu connaissance, puisqu'il ne la cite pas dans l'*Armorial du Périgord* ; elle portait d'azur à trois croissants d'argent, et fut maintenue dans sa noblesse lors de la recherche de 1666-1671.

La maison Peyrarède, nom historique de Bergerac, car un Peyrarède, curé de Saint-Jamès ou Saint-Jacques, fut pendu devant la porte du château, par ordre de Caumont de Piles, pour avoir défendu la ville contre lui (1563) (3), cons-

(1) Note de M. Charrier.

(2) Ce nom vient d'un moulin donné à la ville par Charles VII le 12 décembre 1450, pour avoir, la première, secoué le joug de l'Anglais. — Note de M. le comte de Saint-Saud.

(3) P. Dupuy, p. 190 — Deuxième partie, édition Audierne.

(3) P. Dupuy, p. 223. Deuxième partie, édition Audierne. — P. Carles, *Titulaires et Patrons*. — Tournées pastorales de Mgr Dabert, 1875-1876.

truite en 1604, avec une tourelle en encorbellement, ses fenêtres et ses créneaux simulés bordant la toiture entre les lucarnes ; elle est connue aussi sous le nom de Maison Henri IV. Dans une cour faisant partie du couvent des Récollets, un des côtés du cloître, en forme de promenoir, subsiste encore ; les colonnes qui soutiennent l'auvent sont cannelées et de forme élégante ; leur légèreté ne permet pas de croire qu'elles aient jamais pu supporter d'arceaux ; les Récollets furent établis à Bergerac dès 1620 par François de La Béraudière à l'occasion d'une mission, et le roi leur donna les ruines de l'église Notre-Dame du château sur lesquelles ils en élevèrent une autre qui fut consacrée en 1623. Mais celle que nous voyons maintenant fut construite sur le même emplacement en 1787 ; les protestants l'achetèrent en 1792, et depuis ce temps, elle leur sert de temple.

Nous partons pour Gardonne, où on nous avait signalé des fouilles ; le résultat a été négatif, aussi ne nous y arrêtons-nous pas et nous allons directement au château de Gageac. Il joua, rapporte le *Livre de Vie*, un rôle important pendant les guerres anglaises, servant de repaire à une bande qui pillait et rançonnait le pays. Le château nous a paru dater du xiv^e siècle ; il est bien conservé, et sa cour intérieure, avec ses chemins de ronde et ses créneaux, est, pour ainsi parler, intacte, sauf quelques réparations nécessaires, une fois ou l'autre, à toutes les vieilles murailles. M^{me} de la Verrie de Vivans nous a montré, avec la plus grande complaisance, les parties les plus intéressantes de son château, la grande tour avec ses dispositions intérieures et l'ensemble de ce logis, qui n'était pas une puissante forteresse, comme le fait remarquer M. Labroue, mais ce n'en était pas moins, au xiv^e siècle, un lieu redoutable pour les habitants de Bergerac ; de ce lieu élevé, la vue s'étend au loin sur la plaine de la Dordogne, Bergerac, Gardonne, Prigonrieux, La Force, le Fleix et plus loin encore ; sur la colline voisine, les deux châteaux de Lenvègue et de Sausignac ; la masse de ce dernier, avec ses deux pavillons et ses trois corps de logis, se développe avec la grandeur imposante des habitations du xvii^e siècle.

Pendant que nous contourrons ces pentes et les gravissons lentement, nous avons le loisir de parler de la terre de Saussignac et de ses seigneurs, en écoutant l'historique succinct qu'en fait notre jeune confrère M. de Manthé.

Saussignac était, au moment de la Révolution, le siège d'une baronnie composée de quatre paroisses, Saussignac, Razac, Monestier et Sainte-Croix. Cette terre fut, en 1286, donnée à Fergaud d'Estissac par Marguerite de Turenne, dame de Bergerac et de Gensac. Elle cessa d'appartenir à cette famille en 1586 ; vers cette époque, Charles d'Estissac, dernier représentant de sa lignée, fut tué dans un duel resté célèbre ; sa sœur et héritière épousa, le 27 septembre 1587, François II de La Rochefoucauld, prince de Marcillac, seigneur de Marthon, de Montendre, etc. Cette famille d'Estissac était une des plus anciennes de la province, ayant occupé de nombreuses charges militaires et civiles. Louis-François-Armand de La Rochefoucauld, comte de Marthon, puis comte de Roucy, fut créé duc par brevet du 24 octobre 1737 ; il prit le titre de duc d'Estissac sans doute en mémoire de la possession de cette terre par Claude d'Estissac et des alliances de ces deux branches de la maison de La Rochefoucauld, Estissac et Marcillac. En effet, Anne-Françoise de La Rochefoucauld d'Estissac, fille de Benjamin, second fils de François IV, avait épousé son parent, Charles-François de La Rochefoucauld, en 1662. M. de Gourgues et les généalogistes placent Estissac près de Villamblard et ne comptent que trois paroisses en dépendant, Saint-Hilaire, Saint-Jean et Saint-Séverin.

La seigneurie de Saussignac passa au comte de Lauzun, Gabriel Nompard de Caumont, héritier par sa femme, fille de Charlotte d'Estissac, de Charles d'Estissac ; elle fut cédée, au commencement du *xvii^e* siècle, à un d'Escodéca de Boisse par ce même comte de Lauzun. A la fin du même siècle, Marie d'Escodéca de Boisse porta Saussignac dans la maison de Pons Saint-Maurice par son mariage avec François de Pons (24 janvier 1679) ; elle était l'unique fille et héritière de Louis d'Escodéca de Boisse et de Judith de La Roche-

foucauld. La terre de Saussignac resta dans la famille de Pons jusqu'à la Révolution (1).

Arrivés dans Saussignac, nous voyons que le château occupe une des extrémités du bourg; c'est une grande construction du commencement du xvii^e siècle qui a succédé à une autre plus ancienne dont par places on retrouve des éléments, principalement dans les soubassements voûtés. C'est un vaste parallélogramme flanqué de deux pavillons carrés d'un grand aspect extérieur qui était relevé encore, dans le principe, par une lanterne qui se dressait au milieu de la façade. L'architecture est des plus simples et intérieurement, divisé entre plusieurs propriétaires, il n'a conservé que quelques cheminées et des boiseries sans intérêt. Autrefois, de vastes jardins et de belles terrasses s'étendaient devant le château, et du côté opposé, une grande cour d'honneur et une grande avenue accédaient à l'habitation; le village a empiété sur cette partie et lui a enlevé son caractère.

Près de Saussignac et bien plus intéressant que lui au point de vue archéologique, est le château des Tours (*de Turribus*) de Lenvèze; il fut bâti, nous dit M. de Manthé, après la donation, de 1286. On n'a sur lui aucun renseignement. Les membres de l'excursion ont pu remarquer que depuis sa construction il n'a subi aucun changement et que toutes ses parties sont intactes; il a conservé ses ouvertures, ses meurtrières, ses divisions intérieures comme au xiii^e siècle; une des tours a même encore ses planchers qui nous prouvent qu'elles avaient un rez-de-chaussée et deux étages; le corps de logis n'avait qu'un rez-de-chaussée et un premier. Nous supposons qu'en haut et en bas, il ne formait qu'une grande salle. Celle du bas n'était éclairée que par une porte située au centre de la façade et par des meurtrières cruciformes très étroites qui défendaient les approches; il n'y a pas trace de cheminée dans cette salle basse dont chaque extrémité était percée d'une porte qui communiquait avec les deux tours; un plancher, dont on voit les cor-

(1) Note due à M. de Manthé.

beaux de soutien, séparait les étages et communiquait avec l'étage correspondant au moyen de portes placées dans les angles. Une cheminée, dont le corps fait saillie à l'extérieur, chauffait le premier étage, éclairé d'un côté par des baies géminées et par des meurtrières du côté opposé, si tant est que leur étroitesse permit au jour de traverser l'épaisseur des murs. La tour, qui a conservé ses planchers, avait au rez-de-chaussée une cheminée qui fait saillie hors du mur, comme celle du corps de logis. La seconde tour n'avait pas de cheminée. On pouvait communiquer, à supposer que les planchers de la partie centrale du château fussent détruits, entre les tours, par un chemin de ronde qui suivait le sommet du mur de cette partie centrale correspondant au second étage de ces mêmes tours. Deux portes permettaient d'entrer dans le château, une au centre et dans la partie inférieure; c'est la seule ouverture qu'on aperçoive au ras du sol. A la hauteur du premier étage est située la seconde porte; du dehors on ne pouvait y arriver que par une échelle; elle est placée à l'angle de la façade qui touche à la tour habitable et à la place que devrait occuper symétriquement une des baies trilobées. Ces deux portes ont toujours existé simultanément, car on ne voit pas de traces de reprises; il devait y avoir un système de défense intérieure dans le cas où l'on aurait pénétré violemment par la porte basse. Ce système a disparu en même temps que les planchers et sans laisser de traces. Nous ne pouvons savoir, dans l'état actuel, comment étaient primitivement défendues les parties hautes de ce château qui a cessé d'être habité dès le xvi^e siècle et qui est d'autant plus curieux qu'il n'a pas été restauré.

Dans la baronnie de Saussignac, il y avait un troisième château, celui de Ponchères que nous avons visité lors d'une première visite, en 1893; nous en signalons l'existence, car il n'en reste que l'emplacement reconnaissable par un amoncellement de pierrailles recouvertes de broussailles et de chênes; il était situé entre Fayolles et Saussignac, à la pointe d'un coteau, entre deux vallons; l'enceinte en est très visible, grâce au fossé profond qui l'entoure et dont la contrescarpe était soutenue par une muraille. On reconnaît l'entrée

principale du côté de Saussignac par une esplanade ou passage qui coupe le fossé et aboutit à un vieux chemin qui semble avoir été celui par où on arrivait au château. M. de Manthé nous dit que : « C'est la tour du Prudaire ou de Pondaire de Froissart ; ce chroniqueur rapporte que ce château fut pris par les troupes du comte de Derby, saccagé, et que les 40 Gascons qui le défendaient furent tués. Ce fort ne semble pas s'être relevé de cette ruine du xiv^e siècle. Au moment de la rédaction des coutumes de Saussignac, en 1319, trois membres de la famille d'Estissac en étaient co-seigneurs : Hélie Fargaud, Guy et Vigier, ce qui explique l'existence de ces trois châteaux, Saussignac, les Tours et Ponchères ; chacun de ces seigneurs avait une part de la haute justice ; celui du bourg tenait les assises de quinzaine en quinzaine ; des deux autres, l'un de trois semaines en trois semaines, et le dernier de mois en mois. Il y avait encore un quatrième château relevant du seigneur de Saussignac, ancienne maison noble, dite de Raquevaque ; vers le xvr^e siècle, Jean et Jacques de Fayolles y construisirent une nouvelle habitation et lui donnèrent leur nom en souvenir du château de Fayolles, berceau de leur maison, situé en la sénéchaussée de Civray, en Poitou (1). »

Ce château de Fayolles est la propriété de M. Boisserie de Masmontet et de sa mère ; ils ont bien voulu nous recevoir à déjeuner, et nous les remercions ici de leur cordial accueil. Les tours de Lenvège n'offrant aux archéologues et aux touristes qu'un abri trop sommaire, nous avons été obligés d'accepter une aimable invitation au risque d'être indiscrets.

Le château de Théobon, quoique dans le Lot-et-Garonne, était presque sur notre route, et nous en avons profité pour le visiter. La construction actuelle en a remplacé une plus ancienne ; elle date du xvii^e siècle, et ne semble pas avoir été terminée, mais l'aile existante qui, dans le plan, devait être la principale façade, est bien conservée ; elle est, comme Saussignac, du commencement du xvii^e siècle. Nous y trou-

(1) Note de M. de Manthé.

vons une cage d'escalier vestibule avec une très belle rampe en fer forgé et des plafonds en boiserie moulurée, peints; le principal sujet représente Phaëton sur son char, avec des chevaux renversés dans des positions extraordinaires. Le plafond à côté nous montre une femme demi-nue, mais le sujet est très détérioré, et nous n'avons pu le déterminer. Une des salles contient une belle cheminée de pierre avec les armoiries des Gontaud; les côtés en sont remarquables par l'agencement de leurs compartiments. Nous avons vu quelques vieux meubles, des panneaux sculptés, des détails qui mériteraient une plus longue visite.

De là à Puyguilhem la route n'est pas longue et on l'aperçoit de loin sur sa colline élevée; il joua plusieurs fois un rôle dans l'histoire du pays. En 1265, il n'existait plus qu'à l'état de ruine; le 26 mars, il fut vendu par ses co-propriétaires et co-seigneurs à Henri III, roi d'Angleterre, et à Eléonore sa femme, à la condition qu'ils bâtiraient une bastille; elle ne la fut jamais, mais le château fut reconstruit et on le trouve mêlé souvent, au xiv^e siècle, aux événements de la guerre de Cent ans; c'est là que, pour la première fois, en 1338, on se servit du canon pour l'attaque des places fortes, et ce furent, d'après les registres de la Cour des Comptes, les Français qui en firent usage contre les Anglais; en 1360, les Anglais reprirent cette place. Les remparts extérieurs sont, avec leurs tours rondes, leur grand appareil du temps où le château fut reconstruit, vers 1272, avec quelques restes du fort primitif; mais plusieurs de ses parties sont plus modernes, et nous n'hésitons pas à rapporter à la fin du xv^e siècle, aux réparations faites après l'acquisition de Jean Adam de Caumont, la porte d'entrée avec ses deux tours en éperon; les reprises de la construction nouvelle et la forme des meurtrières ne peuvent laisser de doutes.

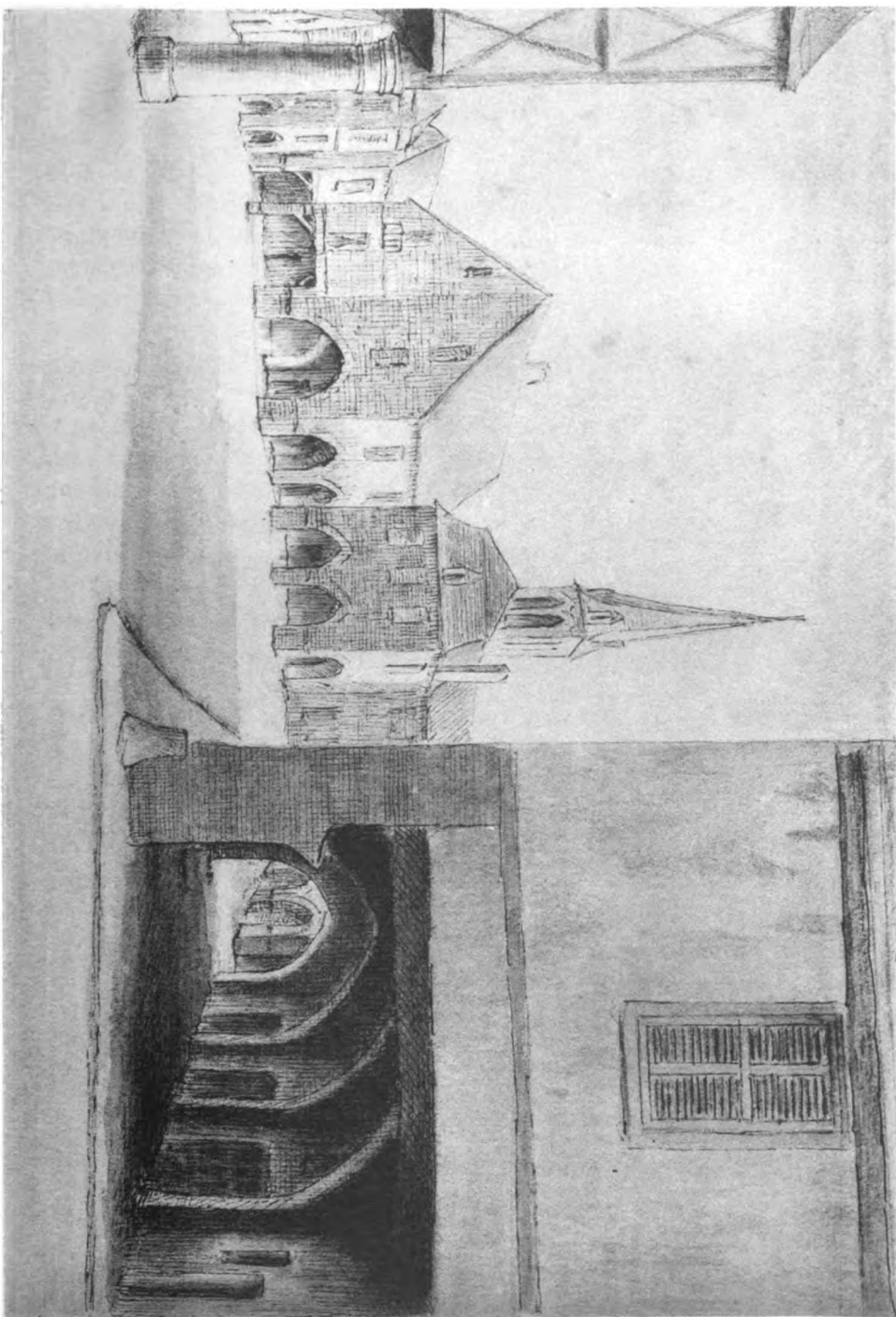
Sainte-Eulalie, petite église romane, annexe d'Eymet, où nous nous arrêtons un instant, retenus par l'amabilité de M. Ramond, conseiller général, qui nous offre des rafraîchissements que nous acceptons avec un double plaisir, celui de répondre à une franche invitation et celui de réparer les désordres occasionnés à nos gosiers par la poussière et la

chaleur. M. Ramond nous a montré une collection de pierres taillées et d'objets recueillis par lui dans les environs, et il a eu l'attention délicate de nous donner pour la collection de la Société une contre-plaque de bronze carlovingienne.

Eymet, bastide fondée par Alphonse de Poitiers, vers 1270-1272, a conservé son aspect primitif et sa place, de vaste étendue, entourée de maisons à arcades dont bien peu ont perdu leur caractère des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles ; quelques vieilles maisons sont à voir, non par leur mérite extraordinaire, mais par leur conservation. Un château occupait un des abords de la bastide et formait une châtellenie composée de sept paroisses (1). En 1519, Guilhem de Pellagrué confirma les privilèges octroyés à la ville d'Eymet par son père, Jean ; mais ce ne sont pas évidemment les privilèges primitifs donnés par Alphonse de Poitiers à la fondation de la bastide royale ; ils furent probablement, en tout cas, sensiblement modifiés. Comment cette bastide sortit-elle de la main du roi pour tomber entre celles de seigneurs particuliers ? Nous l'ignorons. Le château d'Eymet (2) a subi bien des remaniements qu'on ne peut bien juger à cause de l'épais manteau de lierre qui le couvre, et si quelques parties remontent au ^{xiii}^e ou au ^{xiv}^e siècle, la tour d'angle, portée sur encorbellement, nous paraît de la fin du ^{xiv}^e, mais le donjon a été élevé au ^{xiv}^e. Ce donjon de petite dimension, huit mètres vingt centimètres de côté, carré, ce qui est rare ; ordinairement, les donjons étaient barlongs, et nous ne serions pas étonné que la personne qui nous a donné cette mesure se soit trompée. La salle basse est sans communication avec le premier étage, actuellement au moins, et on y entre par une porte basse au ras du sol ; autrefois, il devait en être autrement. Le premier étage est accessible par un escalier de pierre extérieur qui longe une des courtines et accède à une porte qui s'ouvre directement dans une salle où nous nous trouvons sous une voûte élevée, éclairée par une seule fenêtre trilobée ;

(1) *Dict. topographique* de M. de Gourgues.

(2) Labroue, *Bergerac sous les Anglais*, p. 101.



Phototypie BELLOTTI

PLACE PURRIQUE D'EYMET

Saint-Etienne

cette salle contient une cheminée, un évier, des armoires dans l'épaisseur des murs, des latrines, un emplacement pour un ou deux lits. Une seconde porte qui s'ouvre sur un escalier en spirale, pris dans la muraille, conduit au second étage, en tout semblable au premier, de sorte qu'en barricadant l'escalier, ces deux étages devenaient indépendants l'un de l'autre; un second escalier montait à la plate-forme défendue par des mâchicoulis avec parapets; l'eau s'écoulait par des gargouilles que l'on voit encore aux angles de la tour; la disposition de cette plate-forme ferait supposer que la vis de l'escalier était seule protégée par un toit ou une trappe et que la tour était couverte en terrasse; par endroits, une banquette était établie le long du parapet. Le château d'Eymet n'était pas très grand, mais il semble avoir été bien établi pour la défense; les murs étaient épais, flanqués de tours carrées; on pouvait communiquer entre ses diverses parties par l'intérieur des murs, système ancien datant, selon nous, de l'origine du château. M. Maurice Teyssonnières était venu de Bordeaux pour nous recevoir, et nous sommes très reconnaissants qu'il ait voulu se déranger pour nous. Dans la cour du château, nous avons pu voir une tête et un aigle sculptés qui font partie de deux statues du Musée de Périgueux; une d'elles représenterait Hercule. Par suite d'un malentendu regrettable, ces fragments sont restés à Eymet; il est probable que l'aigle faisait partie d'une autre statue que celle que l'on voit couchée dans la première salle du Musée de Périgueux; on distingue sur une de ses jambes la trace d'une griffe (1).

L'église Notre-Dame est moderne; mais nous devons la signaler comme un des meilleurs modèles qu'on puisse suivre; elle a été construite en dix-huit mois par M. Labbé, architecte, et M. Pramit, curé; elle fut consacrée le 8 septembre 1877.

C'est un édifice dans le style du xiii^e siècle, avec trois nefs

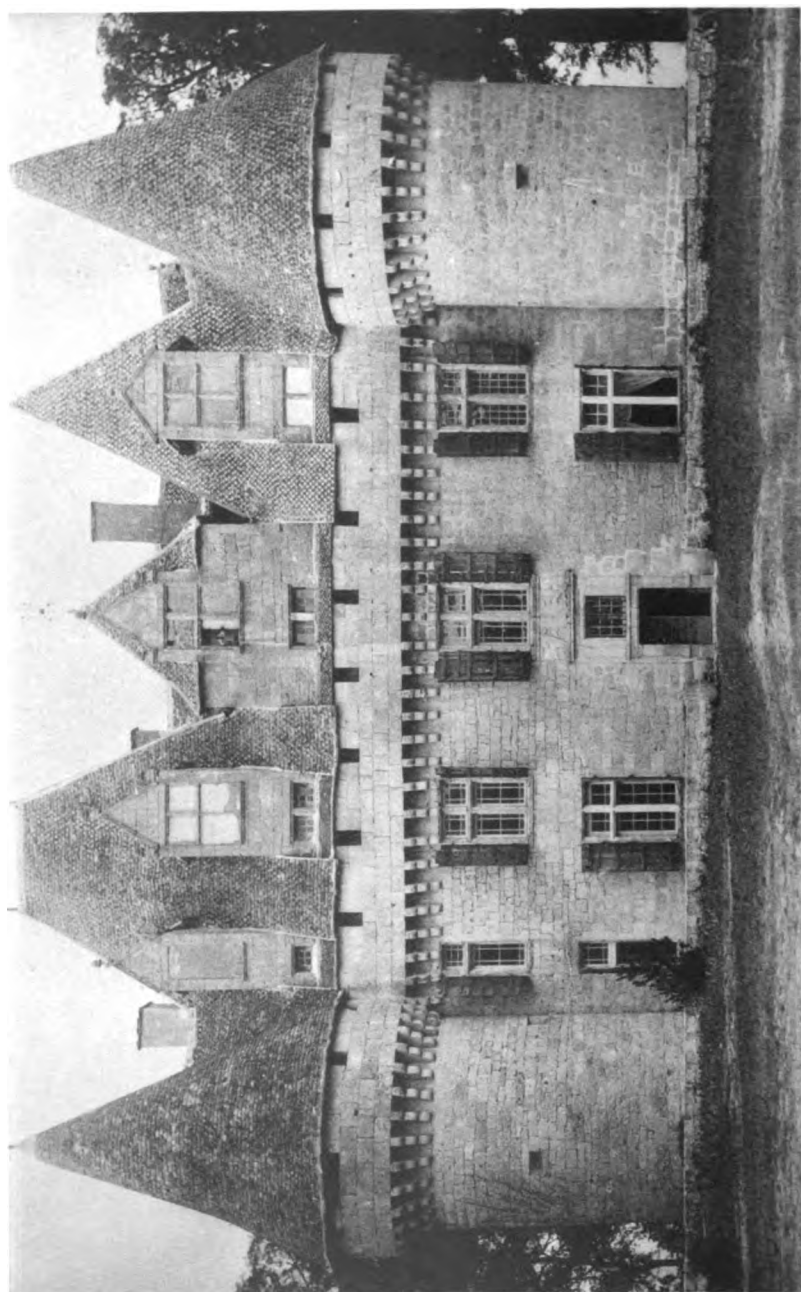
(1) Sans doute la griffe du lion de Némée, Hercule se couvrait les épaules de sa peau; l'aigle était l'attribut de Jupiter.

et un chœur pentagonal ; les cinq travées sont éclairées par des verrières de Villiet, de Bordeaux, représentant à droite les diverses manifestations du Sacré-Cœur, à gauche les principaux épisodes de la vie de la Vierge. Ces vitraux sont dans des tons harmonieux d'une translucidité remarquable, rarement obtenue par les peintres verriers modernes. La chaire, en bois sculpté, est de M. Jabouin dont Bordeaux et les départements voisins regrettent la perte. Deux bonnes statues de St-Pierre et St-François de Sales décorent le chœur. Nous devons remercier M. l'abbé Pramit, curé d'Eymet, qui a bien voulu nous montrer son église dont il est justement fier et qui a été assez bon pour nous donner un christ en bronze du ^{xii}^e siècle, trouvé dans un tombeau près de l'église. Il ne faut pas que nous négligions de remercier particulièrement la légataire de M^{me} Alary qui a bien voulu se dessaisir, pour la Société, d'une très intéressante bague en bronze.

Enfin, nous ne pouvons partir sans exprimer toute notre reconnaissance à M. de la Source, qui a bien voulu organiser notre séjour à Eymet. Malheureusement, une absence imprévue l'a empêché d'être avec nous et il avait chargé M. A. Cousset de le remplacer. M. Cousset s'est acquitté de cette tâche avec une complaisance et un dévouement dont nous ne saurions trop le remercier, ainsi que M. le Président du Cercle, qui nous a souhaité la bienvenue dans les meilleurs termes.

Quelques-uns d'entre nous sont allés à Fonroque, dans la matinée du 26, visiter la collection de M. l'abbé Caussade ; elle contient des pièces hors ligne de l'âge de la pierre et des objets intéressants de l'époque du bronze. M. Caussade a fait don à notre collection d'une hachette de bronze, bien conservée, du type à ailes sans saillie d'arrêt ; nous avons regretté de ne pas disposer de plus de temps pour admirer ces plaques de bronze avec oiseaux contournés et ces poignards en silex, pièces extrêmement rares dont nous avons vu deux exemplaires dans les vitrines de M. le curé.

Au retour, étant aussi près de Lauzun, nous ne pouvions nous dispenser d'aller voir le château et les belles cheminées reproduites souvent par la gravure, de cette demeure de



Saint-Etienne

CHATEAU DE MONTRAZIL

Phototype BELLOTTI

grands seigneurs, reconstruite au ^{xvii}^e siècle. La terre de Lauzun fut érigée en comté, en 1570, en faveur d'un Nompar de Caumont et en duché, en 1692, pour Antoine de Caumont né en 1633, mort en 1723 ; c'est celui qu'on appela le grand Lauzun et qui devint le mari de M^{lle} de Montpensier. Sa fortune passa à son petit-neveu le duc de Biron. Un neveu de ce dernier, Armand-Louis de Gontaud, releva le titre de duc de Lauzun ; il devint général de la République sous le simple nom de Biron ; il fut condamné à mort le 31 décembre 1793.

Ce château fut en partie démoli pendant la Révolution, mais ce n'a pas été, heureusement, celle qui contient les deux belles cheminées sculptées avec tant d'art et de délicatesse que nous avons pu admirer et dont notre confrère M. Delugin a fait une remarquable photographie. On trouve dans le jardin un autel en marbre blanc qui provient du temple de Tutèle, à Bordeaux ; on ignore comment il a été transporté à cette place ; l'inscription en a été reproduite par Gruter dans son recueil, et M. Boudon de St-Amans, dans son *Essai sur les antiquités du Lot-et-Garonne*, en corrige la lecture. M. Charrier avait bien voulu donner des ordres pour nous permettre de visiter son habitation si intéressante par elle-même et par les souvenirs qui s'y rattachent. Dans l'église, nous avons remarqué un beau rétable en bois, représentant saint François d'Assise recevant les stigmates ; ce sujet, traité avec simplicité, est d'une grande expression de vérité et de sentiment religieux.

Nous avons aperçu Bridoire, où nous avons eu le regret de ne pas trouver les châtelains ; c'est une construction d'un bel effet extérieur, de plusieurs époques, très bien réparée, avec de belles pièces à l'intérieur ; sa situation dans un vallon boisé, arrosé par un ruisseau, contraste avec l'aridité et la sécheresse des plateaux voisins.

Le château de Montbazillac, grand parallélogramme flanqué de quatre tours rondes, intacte construction du ^{xv}^e siècle, a conservé entiers les machicoulis, les créneaux, les parapets sur lesquels reposent ses toitures, les toits coniques de ses tours, ses fossés ; ses fenêtres ont conservé leurs meneaux intacts. Il y avait autrefois dans une des salles une

suite des portraits des ministres protestants les plus célèbres ; quelques uns seulement ont été conservés et encore dans quel état ! Tous les vieux meubles de valeur ont été emportés ; quelques tapisseries sont tendues dans une chambre habitable : Henri IV reçu par la ville de Paris , scène allégorique ; Judith et Holopherne ; le sacrifice d'Abraham .

Nous faisons entrer dans le cadre de l'excursion de la Société la visite que nous avons faite, en compagnie de MM. de Baillet, Durand, Charrier et Palut, de la fortification en terre appelée les Refoussats ou la Mouthe, au-dessus de Mouleydier, à l'entrée de la forêt de Liorac. Elle est de même forme que celle de Léguillac-de-l'Auche et que le château vieux de Vergt, c'est-à-dire creusée à l'intérieur, la levée faisant parapet ; mais les talus sont plus prononcés et les fossés plus profonds ; elle est, de même, située sur une hauteur, mais dissimulée par des bois épais dans un repli du plateau.

Le but de notre visite, arrêté depuis longtemps, était de suivre le tracé de la voie romaine de Vésone à Agen ; en effet, nous l'avons retrouvée et suivie pendant un assez long espace ; nous nous arrêtons là, ne voulant pas empiéter sur les droits de M. Durand qui se charge de contrôler les assertions de M. Grellet-Balguerie.

Les fouilles que M. de Baillet a entreprises sur l'emplacement du prieuré de Pont-Roumieux ne sont pas assez avancées pour nous permettre d'émettre une opinion. On a trouvé quelques tombeaux et des ossements, mais rien de particulier, sinon une tête de statuette en terre cuite dont la coiffure rappelle celle dite aux enfants d'Edouard ; elle se rapporterait à la fin du xv^e siècle.

Enfin, la tour de Mons nous a longtemps retenus ; nous voulions nous rendre compte de sa position et du rôle qu'elle pouvait jouer dans la défense du pays qu'elle domine à une grande étendue. Après avoir bien étudié l'emplacement qu'elle occupe, nous avons reconnu qu'on doit la faire entrer dans la catégorie des châteaux élevés à la fin du x^e siècle et peut-être même au xii^e et dont nous répétons la

définition : une cour basse avec une seconde enceinte renfermant une tour ou donjon.

Nous nous trouvons ici en présence d'une place de très petite dimension ; la tour, qui s'élève encore à douze ou quatorze pieds, est de forme carrée ayant environ 4^m60 sur une face et 4^m80 à 5^m sur l'autre ; les murs ont 1^m50 d'épaisseur et la petite salle intérieure, 4^m55 environ sur 4^m80 de côté ; la base nous a semblé pleine. On accédait à l'entrée de cette salle par une échelle mobile ; cette ouverture mesure 0^m85 de largeur. Une retraite de quelques centimètres, située à un peu plus de deux mètres de hauteur dans cette salle, nous a paru destinée à soutenir le plancher d'une autre pièce supérieure ruinée et abaissée ; le tout devait être recouvert par une toiture pyramidale ; elle s'élevait à l'extrémité d'une grande enceinte entourée de fossés, sur une butte spéciale fermée d'une muraille s'avancant en éperon et formant une petite place d'armes du côté le plus abordable et le plus faible. Cette petite enceinte laissait à peine le passage d'un homme entre elle et le pied de la tour. Une cour extérieure s'étendait en avant, formant esplanade, jusqu'au fossé qui délimitait le fort. Ce n'est pas tout à fait le même système qu'à Château-Merle. Ici la pierre joue un rôle prépondérant, tandis qu'à Château-Merle ce sont les palissades et les remparts complètement en terre qui en forment les fortifications. Mons est plus moderne, tout en rentrant dans la même catégorie. Nous remercions M. de Baillet de la bonne journée qu'il nous a fait passer en compagnie de nos confrères qui connaissent si bien leur pays et semblent l'aimer comme il le mérite, pour sa beauté et pour les monuments intéressants qu'il contient en si grand nombre.

A. DE ROUMEJOUX.



NÉCROLOGIE

M. C. CONDAMINAS.

Le 8 juillet dernier est mort à Lanouaille, à peine âgé de 67 ans, notre confrère M. Charles Condaminas, ancien conseiller à la Cour de Dijon. Après avoir passé sa jeunesse dans la Haute-Marne, M. Condaminas termina ses études à Paris, et c'est dans cette ville qu'il suivit les cours de l'Ecole de Droit.

D'abord attaché au parquet de Nancy, rédacteur au Ministère de la justice, substitut à Chaumont, procureur à Louhans et à Langres, il fut nommé, en 1869, conseiller à la Cour de Dijon.

En 1883, à la suite de la loi sur la réforme de la magistrature, M. Condaminas, un des premiers mis à la retraite d'office, vit sa carrière brisée ; ce fut une honorable et heureuse disgrâce qui nous valut de voir notre confrère revenir dans son pays natal.

A partir de ce moment, M. Condaminas prit une part active à nos travaux et était assidu à nos réunions, où nous avons pu tous apprécier son esprit cultivé. Il s'intéressait vivement à nos recherches.

En 1891, il fit paraître une étude très documentée sur un de nos monastères périgourdins, *la Visitation à Périgueux avant 1789*, étude historique. Périgueux, Cassard, in-8°, avec deux planches.

E. L.

M. LE COMTE FERDINAND DE ROFFIGNAC.

Le mercredi, 6 juin 1894, avaient lieu, dans l'église de la Cité de Périgueux, les obsèques de M. le comte de Roffignac. Une foule nombreuse suivait silencieusement le cortège : mais elle ne pouvait guère évoquer, devant ses regards, le souvenir du défunt. Depuis longtemps, il ne sortait plus, même en voiture ; et cette noble figure de vieillard, encadrée de beaux cheveux blancs, éclairée par un fin sourire où respirait tant de grâce et de distinction, n'était presque

plus connue du public périgourdin. Les familiers du Castel-Fadèze pouvaient seuls la faire revivre sous leurs yeux ; et, en se rappelant l'homme d'intelligence et de cœur qu'ils avaient approché dans son intimité, ils pouvaient aussi lui rendre ce témoignage, qu'elle était bien due à sa mémoire, la respectueuse sympathie qui l'accompagnait jusqu'à sa dernière demeure.

M. le comte de Roffignac était né, en 1815, à la Nouvelle-Orléans. Son père, le comte Joseph de Roffignac (1), né à Angoulême, avait été tenu sur les fonts baptismaux par le duc et par la duchesse d'Orléans. Conduit dans la Louisiane par le caprice des événements révolutionnaires, il s'y était vite acquis une situation considérable ; et il y avait épousé, en s'y fixant, une jeune fille d'origine française, M^{lle} Solidelle de Montégut, qui avait eu l'honneur rare d'avoir, pour premier professeur d'écriture, un prince destiné au trône, M. le duc d'Orléans, alors réfugié en Amérique sous le nom de M. de Communi.

Ferdinand de Roffignac héritait ainsi des deux côtés, paternel et maternel, les relations précieuses qui lui permettront un jour de se présenter à la cour du roi des Français et d'y être reçu avec distinction. Lui-même était filleul de Ferdinand VII d'Espagne, qui avait voulu, en acceptant ce parrainage, honorer les services de son aïeul, le comte René-Annibal de Roffignac, maréchal-de-camp des armées espagnoles, mort à Madrid en 1807, avec une grande réputation de bravoure.

Cependant ce ne fut pas le rêve des grandeurs humaines dues à la naissance, qui berça son imagination d'enfant. Le spectacle de la jeune Amérique lui laissa l'impression ineffaçable que l'activité de l'homme, son énergie et le sentiment de ses devoirs peuvent presque tout pour lui donner de l'influence ; et les exemples de son père, tour à tour défenseur du sol américain, — lorsque l'armée anglaise attaqua la Louisiane en 1814, — ingénieur, directeur de la banque, député et maire de la Nouvelle-Orléans, le préparaient, jeune encore, à paraître dans le monde et à y jouer un rôle autrement que par une fastueuse fainéantise.

Venu en France avec sa famille, à la fin de 1828, il acheva ses études à Paris, au collège des Ecossais ; puis, innocemment amou-

(1) *L'Écho de Vésone*, dans son numéro du 30 septembre 1846, inséra quelques *Notes biographiques* fort intéressantes sur feu M. le comte de Roffignac.

reux du chant des rossignols, comme il disait plus tard en souriant, il voulut s'établir à la campagne, au château paternel de Belleville, pour entendre à loisir chanter les oiseaux. L'oisiveté n'était pas faite pour lui plaire longtemps. Il alla visiter l'Italie. Dans sa pensée, un voyage en Italie était comme le couronnement nécessaire d'une éducation classique. A son retour, il passa par Paris. C'est là qu'il rencontra M^{lle} Elisabeth Røederer. Sa beauté le charma ; le charme devait durer cinquante-deux ans, et le temps lui révéler tout ce que cette grâce charmante, qui l'avait séduit, cachait de mérites et de vertus.

Un moment, il avait eu l'intention d'entrer dans la diplomatie. Il s'était même fait attacher, dans ce but, à l'ambassade de France en Angleterre, auprès de son cousin, M. le comte de Sainte-Aulaire. Mais son mariage renversa ses plans d'avenir. Il préféra rester en France ; et, à la fin de 1845, il fut nommé sous-préfet de Murat. Tout semblait lui sourire et lui présager de brillantes espérances, lorsque la révolution de 1848 éclata soudain et brisa sa carrière. Depuis quelque temps déjà, un mal douloureux l'obligeait au repos. Ce mal, sans apparence grave au début, devait cependant avoir des suites funestes pour sa santé, et un jour finir par le condamner à une perpétuelle immobilité.

Peut-être y avait-il, au fond de son cœur, quelque regret de n'avoir point partagé les goûts de son père, lorsqu'il racontait ce dîner d'apparat auquel le comte Joseph de Roffignac avait été invité à la cour de Charles X, en 1829 ou en 1830. Tout ce que la France avait de grands noms s'y trouvait réuni ; et l'on ne parlait que de la dernière chasse du roi. Le prince de Bauffremont lui demanda d'un bout de la table à l'autre, en le voyant silencieux : « Monsieur de Roffignac, vous n'aimez donc pas la chasse ? — Monseigneur, j'ai toujours été si chassé que je ne conserve à la chasse aucune sympathie, » répondit le vieux gentilhomme, un peu maussade d'entendre la conversation traîner dans des bagatelles, lorsque chacun se sentait à la veille d'une révolution.

Rendu à la vie privée par la chute d'un trône, M. le comte F. de Roffignac se retira dans l'Eure, au château de Ménilles, résidence ordinaire de son beau-père, M. le baron A. M. Røederer, qui s'occupait alors de recueillir, en vue d'une édition complète, les œuvres de son illustre père, M. le comte P. L. Røederer, pair de France et membre de l'Institut. Il croyait y séjourner quelques mois seulement : il y passa quinze années, écoulées dans ce bonheur tranquille qui n'a pas d'histoire. La mort de M. Røederer le réveilla comme d'un rêve,

en lui rappelant tout à coup qu'il n'avait pas de demeure définitive sur cette terre si hospitalière de la Normandie.

Il partit pour Périgueux, et il se fixa au Castel-Fadèze, qui lui était échu dans l'héritage paternel. Le voisinage de la gare, nouvellement inaugurée, lui permettait l'espoir qu'il pourrait aisément, de temps en temps, prendre son envolée vers Paris, où tant de liens le rattachaient. Il ne profita pour ainsi dire pas de ces facilités. Son voyage à l'Exposition de 1867 fut le dernier événement de sa vie peu mouvementée. Il vécut depuis, retiré dans son château, toujours assis, ne connaissant guère plus l'agitation du monde que par les bruits de la ville, dont les échos venaient mourir sous ses fenêtres, confondus avec le murmure des eaux de l'Isle qui, aux jours de soleil, tombent en poussière d'argent au barrage du vieux pont de la Cité. Il aimait, au bord de la terrasse, à contempler le magnifique panorama qui se déroulait devant lui : ce spectacle égayait ses heures de solitude ; et ces heures de solitude elles-mêmes étaient bien raccourcies par un va-et-vient de continuelles visites ; car on venait volontiers au Castel : l'accueil y était si aimable, la conversation si pleine d'entrain, l'hospitalité si généreuse.

La littérature et la science n'étaient point traitées en étrangères dans ce salon où l'on parlait si bien de toutes choses. M. le comte de Roffignac s'y intéressait vivement : il lisait beaucoup. Aussi bien lorsque la Société historique et archéologique du Périgord se fonda dans notre ville en 1874, il fut un de ses premiers adhérents ; il resta un de ses membres les plus fidèles. C'était pour lui un véritable plaisir d'entendre parler des vieilles chartes, qu'on déchiffrait sous ses yeux, durant les soirées d'hiver, avec une rare sagacité, comme d'applaudir aux premiers essais artistiques de son fils, M. le comte Martial de Roffignac, à qui nous devons le buste de M. Hardy, cette œuvre d'une plastique si animée et si ressemblante. Le mariage, par lequel le second de ses enfants s'était allié à la noble maison du marquis de La Douze, avait en quelque sorte consacré son attrait naturel pour les travaux de l'érudition, en lui faisant voir de près un savant à la fois éclairé, aimable et modeste.

Lui aussi avait une connaissance sérieuse de notre histoire locale ; mais il n'en parlait qu'avec une extrême discrétion, dans la crainte sans doute d'avoir l'air de rappeler les gloires de sa famille. C'est peut-être en récompense d'une réserve si chrétienne que la Providence voulut, sous ses yeux mêmes, renouer de belles traditions et rattacher ainsi le présent au passé. Un de ses petits-fils entra au séminaire de Saint-Sulpice ; et l'Eglise de Périgueux tressaillit à

l'espérance que, dans un avenir prochain, vivraient, pour le servir, le nom et les vertus de Bertrand de Roffignac, cet évêque de Sarlat au xv^e siècle, qui fut une des illustrations les plus pures de nos annales religieuses.

D'autres petits-enfants grandissaient autour de lui, qui portaient sur leurs fronts sa jeunesse d'autrefois ou bien en qui il lui semblait retrouver toutes les grâces de leur aïeule, au jour déjà lointain où Dieu la lui avait donnée, dans le rayonnement de ses dix-huit ans.

C'est au milieu des rêves qu'il faisait pour leur avenir que la mort est venue le frapper, le 4 juin 1894. Il avait eu la douleur de perdre, quelques mois auparavant, son plus jeune fils ; et ce deuil, quoique supporté avec la résignation chrétienne de ses dernières années, avait été pour lui un de ces coups terribles dont la nature humaine ne se relève pas. Il avait 79 ans. Depuis près d'un demi-siècle, il était infirme, sans que jamais le mal ait pu le vaincre, ni le décourager. On eût dit que son rôle ici-bas avait été de témoigner, par sa douceur sereine, qu'une âme virile reste toujours maîtresse du corps qu'elle anime.

(1. PRIEUR.



Deux planches accompagnent cette livraison : la 1^{re} représente la Place publique d'Eymet ; — et la 2^e, le Château de Montbazillac.

Le Gérant responsable, J. BOUNET.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME XXI.

	Pages.
Statuts de la Société.....	5
Liste des membres de la Société.....	9
Séances mensuelles : du 7 décembre 1893.....	31
— du 4 janvier 1894.....	43
Compte de gestion du trésorier (exercice de 1893).....	52
Séances mensuelles : du 1 ^{er} février 1894.....	97
— du 1 ^{er} mars.....	108
— du 5 avril.....	193
— du 10 mai.....	207
Assemblée générale du 27 mai.....	257
Séances mensuelles : du 5 juillet.....	272
— du 2 août.....	337
— du 6 septembre.....	348
— du 4 octobre.....	409
— du 8 novembre.....	417
Notes sur les principales voies romaines intéressant le Périgord et les huit régions limitrophes. (M. Louis-Charles GRELLET-BALGUERIE).....	55 et 117
Hommage du château de Biron, par Gaston de Gontaud, à Élie Rudel, seigneur de Bergerac (M. R. DE MANTHÉ). ..	81
Le château d'Hautefort au xvii ^e siècle au point de vue artistique (<i>Suite</i>) (M. J.-B. CHAMPEVAL).....	83 et 321
Note sur deux sceaux périgourdins (M. Ph. DE BOSREDON). ..	135
Recherches inédites d'art et d'histoire sur l'abbaye de Brantôme (<i>Suite et fin</i>) (M. G. BUSSIÈRE).....	140 et 358
Geoffroy de Pompadour (M. Joseph MALLAT).....	167 et 208
Une damoiselle périgourdine de 1424 dessinée à la plume par le greffier du Consulat (M. Ch. DURAND).....	212

Causeries archéologiques. — Le château de Montcheuil (M. le baron DE VERNEILH).....	237
Étude sur un mémoire fourni par Annet de Saint-Aulaire pour les enfants de Laurière (xvi ^e siècle) (M. J. DU RIEU DE MAYNADIÉ).....	243
Note sur la crypte de l'église de Saint-Astier (M. A. DE ROUMEJOUX).....	289
Siège et prise d'Hautefort par Richard Cœur-de-Lion, 29 juin-6 juillet 1183 (M. R. DE BOYSSON).....	295
La marque de François Texier, imprimeur à Périgueux (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	318
Causerie archéologique.— Cruche et gauffrier de Puyraseau (M. le baron DE VERNEILH).....	386
La révolte du papier timbré advenue à Bergerac en 1675 (M. Ch. DURAND).....	389
Réparation des tapisseries du château du Bourbet (M. GEN- DRAUD).....	405
Note sur Raimnulf, évêque inédit de Périgueux (M. Louis- Charles GRELLET-BALGUERIE)..	446
Obligation de 400 écus d'or souscrite par messire Pierre Fournier (M. le marquis D'ABZAC DE LA DOUZE).....	475
Fondation d'un bureau de charité dans la paroisse de Mey- rals (M. Louis CARVÈS).....	476
Septième excursion de la Société historique et archéo- logique du Périgord (M. A. DE ROUMEJOUX).....	478

VARIA.

	Pages.
Mandement du roi Henri IV concernant l'Élection de Périgueux (M. le comte DE SAINT-SAUD).....	190
Ordonnance de Charles IX au sujet des sépultures calvinistes à Périgueux (1571) (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES)..	251
Mon 952 ^e sonnet, — Un poète à un archéologue (M. Ludovic SARLAT).....	254
Poésie satirique d'un Périgourdin (M. le baron DE VERNEILH).....	328
Querelle de préséance entre les seigneurs de Vaucocour et de Planeaux dans l'église de Thiviers (M. André MAISON-NEUFVE-LACOSTE).....	331
Note sur la prise de Bergerac le 24 août 1345 (M. A. DE ROUMEJOUX).....	407
 BIBLIOGRAPHIE. — <i>Inscriptions antiques de Périgueux</i> par M. le capitaine Espérandieu (M. A. ALLMER).....	
<i>Les jurades de la ville de Bergerac</i> par M. Charrier (M. A. DUJARRIC-DESCOMBES).....	412

DESSINS DU TOME XXI.

	Pages.
Carte des principales voies romaines intéressant le Périgord et les huit régions limitrophes (M. Louis-Charles GRELLET-BALGUERIE).....	64
Alfred de Froidefond, portrait.....	92
Sceau de Jean d'Asside, évêque de Périgueux. — Sceau du roi Henri IV, comte de Périgord.....	136
Bas-relief primitif des Innocents dans l'église de Brantôme.	152
Une damoiselle périgourdine de 1424.....	212
Le château de Montcheuil.....	237
La marque de François Texier, imprimeur à Périgueux...	318
Le frontispice et le titre du rituel de 1536.....	320
Le pont et le donjon de Bourdeille.....	364
Une cruche et un gauffrier du château de Puyrasceau.....	386
La place publique d'Eymet.....	486
Le château de Montbazillac.....	489

NÉCROLOGIE.

M. Alfred de Froidefond (M. A. DE ROUMEJOUX).....	92
M. Alfred Bouché (M. A. D.).....	96
M. Mariaud (M. F.).....	255
Jean-Edmond Borie (M. L. H.).....	415
Le docteur Henri Parrot (M. le docteur A. DE LACROUSILLE).	416
M. G. Condaminas (M. E. L.).....	492
M. le comte Ferdinand de Roffignac (M. l'abbé PRIEUR)...	492

TABLE

ALPHABETIQUE ET ANALYTIQUE

DES NOMS ET MATIÈRES

Contenus dans le Tome XXI (1894)

DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD

Par A. DE SAINT-SAUD, membre de la Société.



Pensant que la table des procès-verbaux des vingt premières années de la Société paraîtrait avant celle-ci, j'ai donné dans l'introduction qui la précède quelques explications relatives au plan adopté, qui a servi également à la table ci-dessous : il me semble inutile d'y revenir. Je me borne à indiquer les principales abréviations : *cant.*, canton ; *chât.*, château ; *com.*, commune ; *év.*, évêque ; *S.* et *St.*, Saint ; — *Sgr.*, seigneur ; *Sr.*, sieur. Dans le corps d'un article, le mot sujet de l'article ne figure que sous sa lettre initiale.

A

Abbayes. — Usurpations et transformations d'a., 451 et suivantes, — voir *Brantôme*, *Saint-Pardoux*, *Saint-Sour-de-Genolliac*, *Sarlat*.

Abjat, cant. de Thenon. — Cloches, 327.

Abzac (Famille d'). — Pierre, év. de Rieux, 186 ; — Guillaume d'A., curé de La Force, 231 ; — hôtel noble de Jean d'A. à Bergerac, 271 ; — comptes de voyage d'un Sgr. de La Douze en 1608, 344 ; — comptes des seigneuries de La Douze et Vern, 354.

Abzac de La Douze (Marquis d'). — Obligation souscrite par Mgr. Fournier, 475.

Adacius, abbé de Sarlat, etc., 451 ; — donation des monastères de Sarlat et Brantôme, 452-4 ; — id. de celui de Genolliac, 459 ; — sa vie et sa mort, 461, 472-4.

Agenais. — Voie romaine, 63, 72, 121 et suiv.

Agius, év. de Périgueux, 446.

Agonac, cant. de Brantôme. — Voie romaine, 57, 118.

Agrippa (Chrétien). — Naturalisation de ce médecin de Périgueux, 347.

Aguesseau. — Voir l'étude sur Brantôme, par M. Bussière.

Albret (Famille d'). — Agnès d'A., épouse d'Hélie VI de Bourdeille, 147 ; — Alain d'A. et Francoise de Bretagne vendent le comté de Bourdeille, 377 ; — Amanieu d'A., abbé de Brantôme, 442.

Allmer (A.). — *Les Inscriptions antiques de Périgueux*, 333.

Amand (Saint), 455.

Amboise (Cardinal d'), 218 et suiv.

Anglais en Guyenne. — Voir spécialement le siège d'Hautefort, p. 295, et la prise de Bergerac, p. 407.

Angoulême. — Voies romaines, 56, 64 ; — premiers comtes d'A.,

65; — Guillaume, comte d'A., et sa succession, 469-71.

Angoumois. — Voies romaines, 56 et suiv.

Anhiac, cant. d'Excideuil. — Cloches, 326.

Anoblissements. — Voir *No-
blesse*.

Ans, com. de La Boissière. — Sa châtellenie, 287; — cloches d'id., 326.

Anseléobe, év. de Périgueux, 448.

Antiquités diverses. — Fouilles à la tour de Vésone, 111.

Anthropologie. — A. dans la vallée de la Vézère, 258; — a. dans la Dordogne, 349; — taille des races préhist. en Gaule, 442.

Aquitaine. — Ses ducs et ses seigneurs, 295 et suiv.

Architectes et architecture. — Donjon de Piégut, 38; — architectes ayant construit Hautefort, voir ce mot et spécialement p. 83; — mémoire de M. Mallat, 103; — église de Sergeac, 443; — châteaux forts des XI^e et XII^e siècles, 491.

Archéologie. — Congrès de la Société franç. d'arch. à Saintes, *fana*, etc., 352-4.

Armoiries. — Ville de Parcoult, 50; — famille de Grimoard, 100, 341; — écu écartelé et contrécartelé d'Henri IV; — a. d'év. sur un reliquaire, 211; — de Mgr G. du Mas, 228; — famille de Bourzès, 270, 479.

Arnaud (Famille). — Alliance avec les Lageard, 266.

Asside (Jean d'), év. — Son sceau, 135.

Astier (Saint). — Translation de son corps, 209; — ses reliques présumées, 262, 291; — identifié avec l'évêque Carterius, 430-1.

Atur, cant. de St-Pierre-de-Chignac. — Lanterne des morts, 43.

Auberoche, com. du Change. — Châtellenie, 287; — cloches en id. 324.

Auberoche (Famille d'). — Raymond d'A., év., 157.

Audier (Famille). — Seigneurie de Montcheuil, 242.

Authon (Famille d'). — Echange et vente des Bernardières et des Combes, 338.

Autographes. — A. du dernier duc de Biron, 34, 197; — de diverses personnes, 197, 351, 436-9.

Aymon. — Les « quatre fils A. », 65; — le comte A., 371.

Aydie (Famille d'). — Seigneuries de Montcheuil et Vaugoubert, 243.

Azerat, cant. de Thenon. — Cloches, 327.

B

Badefol, cant. de Cadouin, — 409.

Baillet (Baron de). — Voies anciennes en St Germain et Mons, 200; — fouilles à Pont-Roumieux, 490.

Baimby. — Peintre d'Hautefort, 89.

Bandiat, rivière. — Châteaux dans sa vallée, 237.

Banes, com. de Beaumont. — Voie antique, 134.

Barbancey (Docteur). — Droits de pêche sur l'Ille, 114; — portrait d'évêque indéterminé, 211; — inscr. de la cloche de Carsac, 263.

Bar (Famille de). — Officiers de ce nom, 260.

Barbot (Pierre). — Peintre, 85.

Barbut (Arnaud). — Confidentiaire et non abbé de Brantôme, 381.

Bazas (Gironde). — Constitutions synodales du diocèse, 447.

Beaumont-de-Périgord, 188.

Beaumont (Famille de). — Let-

tre de Christophe de B., archev. de Paris, 351 ; — don à Meyrals, 476-7.

Beaune (Renaud de). — Envoyé de Charles IX en Périgord, 252.

Beupoil (Famille de). — Compte de tutelle présenté par Annet B. de St-Aulaire, 41. — Vente de Montcheuil, 243 ; — mémoire fourni par Annet B. de St-Aulaire, 243-51.

Beaux-Arts. — Voir *Congrès*.

Bec de Lièvre (Ch. Prudent de). — Lettres de ce gr. vicaire de Périgueux, év. de Nîmes, 356.

Belcier (famille de). — Alliances avec les du Lau et Beupoil, 244.

Bellaygue, commune de Boulouneix, 368.

Benoît (Ordre de Saint) — Donation du monastère de Sarlat, 452 ; — Voir *Brantôme* et *Saint-Sour-de-Genoliac*.

Béraud (Famille de). — Jean, chanoine de Cahors, 409.

Bergerac. — Notes diverses, 101-2 ; — révolte du papier timbré, 114, 389 à 405 ; — maison de Bourzès, 269, 479 ; — monuments anciens, 345, 479 ; — protestants à B., 351 ; — prise de B. en 1345 ; 407-12 ; — Jurades, 412 ; — maison Peyrarède, 440, 479 ; — archives, 478.

Bernard (Famille). — Lettres de rémission, 444 ; — Philippe de B., curé de Bergerac, 478.

Bernardières (Les), com. de Champeaux, 242, 338.

Bertrand, év. de Périgueux, 448.

Bibliographie périgourdine. — Œuvres d'A. de Froidefond, 93 et suiv. ; — projet de b. périgourdine, 107, 260, 440 ; — livres imprimés par les Texier, 318.

Biographies. — L'év. Geoffroy de Pompadour, 40 ; — le Père Chaminade, 259.

Biras, cant. de Brantôme, 145, 166.

Biron, cant. de Montpazier. — Hommage du château, 39, 81.

Blanquefort (Famille de). — Arnaud, sgr. de B., 81-2.

Blis, cant. de St-Pierre-de-Chignac. — Cloches, 325.

Boisserie de Masmontet (E.). — Chât. de Fayolles, 484.

Boisne. — Étymologie, 59 et suivantes.

Bonneval (Famille de). — Foucaud de B., év., 318.

Bordeaux. — Voies antiques, 67, 70 ; — sédition, 392.

Bordelais. — Voies romaines, voir ce mot et spécial. les pages 67, 127.

Bordes (Famille de). — Jean, receveur des tailles, 191.

Borie (Edmond). — Son décès, 348 ; — notice nécrologique, 415.

Born, cant. de St-Pierre-de-Chignac. — Cloches, 325.

Born (Bertrand de), 299 et suiv.

Bosredon (Ph. de). — « Répertoire des sceaux des rois de France.... », 45 ; — projet de bibliographie périgourdine, 107, 260, 440 ; — sceaux de Jean d'Asside et d'Henri IV, 135-40 ; — troubles en Guienne pour l'impôt du papier timbré, 390 ; — sceau de G. d'Estissac, 441.

Bouché (Alfred). — Décès, 43 ; — notice nécrologique, 96.

Bouglon (Baron de). — « Les Reclus de Toulouse sous la Terreur », 33.

Bouillon (Cardinal de). — Lettres à lui adressées, 436.

Boulouneix, cant. de Champagnac, 145, 368.

Bourbet (Le), com. de Cherval. — Fief des Lageard, 266-7 ; — tapisseries, 405-7.

Bourdeille (Famille de). — Notes sur divers de ses membres,

140 et suiv., 361 et suiv. ; — Hélie de B., 223 ; — Jean de B., 233 ; — échange des Bernardières, 338.

Bourdeilles, cant. de Brantôme. — Chemin *Peyrat*, 63 ; — division de la seigneurie, 113 ; — étude sur sa seigneurie, 140 et suiv., 267, 358 et suiv.

Bourniquel, cant. de Beaumont. — Fondation attribuée à Brunehaut, 125.

Bourzès (Famille de). — Son hôtel, ses armoiries, etc., 270, 479.

Boysson (Richard de). — Mém. sur la révolte d'Henri Court-Mantel, 107, 295 à 317.

Branier ou **Brunier**, maître sculpteur, 86.

Brantôme. — Dessin d'un bas-relief, 103 ; — droits de l'abbaye sur Bourdeilles, 113 ; — recherches sur son abbaye, 140 et suiv., 267, 358 et suiv. ; — répar. de son abbaye, 188 ; — A. d'Albret, abbé de B., 442 ; — nécrologe, 448 ; — donation de l'abbaye aux Cluniens, 454.

Brémond (Famille de). — Jean et Pierre de B., 182.

Breuil (Le), com. de Limeuil. — Voie romaine, 74.

Bridoire, com. de Rouffignac-de-Sigoulès. — Château, 489.

Briudet (Le), com. de St Estèphe. — Château disparu, 38.

Brive (Corrèze). — Gondovald s'y fait couronner, 130 ; — voie romaine, 133.

Brolhac (Famille de). — Robert de B., 367 ; — Guy de B., abbé de Brantôme, 371.

Brons (Famille de). — Livre de raison, terriers et papiers donnés aux Arch. de la Dordogne, 268.

Brugière (Abbé). — Lanterne des morts d'Atur, 43 ; — spoliation des clochers, 276 ; — charte relative à St-Astier, 430.

Brunehaut, reine. — Créatrice de routes, 66-8 ; 124 et suiv.

Brunier (Famille). — Sculpteur, marchand de ce nom, 327.

Bulles. — Fausse b. de Jean IV, 446.

Bussière (Georges). — Dessin d'un bas-relief à Brantôme, 103 ; — étude sur la seigneurie de Bourdeille et l'abbaye de Brantôme, 112, 140 et suiv., 267, 358 et suiv.

Bussièrès (Jean de). — Curé d'Issac, 231.

But, com. de St-Martin de Fresengeas. — Voie romaine, 57.

C

Cadouin. — Répar. à l'abbaye 187.

Cahors. — Requisition pour réparer la ville, 113, 407 ; — voie romaine, 126, 133 ; — guerres anglaises, 199.

Caleau (Famille). — Léonard, sr. de la Mothe, 393, 395, 398 à 402.

Calvinisme. — Voir *Protestantisme*.

Camps retranchés, mottes féodales, vigies. — Le « Château manqué », 37 ; — fortification du Refoussats ou Mouthe, 490.

Cantillac, canton de Champaignac, 146, 367-8.

Carant (Famille). — Notes sur cette famille d'imprimeurs, 318.

Carmes (Ordre des). — Saint Berthold Malafida, premier prieur général, 49.

Cars (Famille des). — Le comte des C., lieutenant de roi en Périgord, 252-3 ; — François des C. commande des restaurations à Excideuil, 321-3 ; — provis. de sénéchal à Jacques des C., 343.

Carsac, cant. de Villefranche-de-Longchapt, 263.

Cartes. — Carte féodale de la frontière du Périgord et du Bas-Limousin, 207.

Carvès (Louis). — Bureau de charité à Meyrals, 476-7.

Cassagne (Famille de). — Bertrand, vic.-gén. de Sarlat, 188.

Castillon (Gironde). — Bataille de 1453, 35.

Caumont (Famille de). — A. de C., sgr. de Monheurt en 1239, 81; — autogr. du maréchal de La Force, 197, 351; — seigneurie de Saussignac, 481; — Jean-Adam de C., 485; — chât. de Lauzun, 489.

Céramique. — Vase funéraire, 103; — portrait d'év. en biscuit, 211; — cruche à huile, 386-9.

Cern (Le), com. de La Bachelerie. — Cloches, 327.

Chabot (Famille de). — Chât. de Maroite, 276; — Guy, sgr. de Montlieu, provis. de sénéchal de Périgord, 343.

Châlus-Chabrol (H.-Vienne). — 362-3.

Chambes (Famille de). — Jean de C., 181.

Chaminade (Le P. G.-J.). — Biographie, 259.

Champeval (J.-B.). « Assiete du don.... au duc d'Orléans par les gens... de la Basse-Marche », 32; — étude sur Hautefort, 41, 83-91, 205; — carte féodale des frontières limousine et périgourdine, 207, 287.

Chancel (Famille de). — Lettre de Lagrange-C., 437.

Chancelade, cant. de Périgueux, 34, 185.

Change (Le), cant. de Savignac-les-Eglises. — Cloches, 324.

Chantérac (Marquis de). — Note sur Uranie de La Crotte-Beauvais, 426; — sa bibliothèque fénélonienne, 440.

Chapelle (N. de), bailli de Bergerac, 404.

Charles VIII — Etats sous sa minorité, 219-21.

Charles IX. — Ordonn. concernant les calvinistes de Périgueux, 210, 251-4; — réception à Bergerac, 414.

Charrier (Gustave). — Maison et famille de Bourzès, à Bergerac, 269; — Jurades de Bergerac, 412; — maison Peyrarède, à Bergerac, 439; — archives de Bergerac, 478.

Charterius, év. de Périgueux, 131, 431.

Chastain (Joseph Jean du). — Anoblissement, 435.

Château-l'Evêque, cant. de Périgueux. — Chemin *Peyrat*, 63; — voie romaine, 118; — rectification, 287.

Château de l'Evêque, com. du Change. — Rectification, 287.

Chauveron (Famille de). — Louis de C. et sa fille Marguerite, 174.

Cherval, cant. de Verteillac. — Inscription de la cloche, fouilles, etc., 264-7.

Cherveix, cant. d'Hautefort. — Cloches, 327.

Chesne (Famille du). — Jean, élu avant 1599, 191.

Chilhaud (Famille de), 393.

Chournac d'Ans, cant. d'Hautefort. — Cloches, 326.

Chronope, év. de Périgueux. — Réclame Jumilhac, 72.

Cimetières. — Voir *Sépultures*.

Claretie (Jules). — Lettre, 437.

Clergé du Périgord. — Livres imprimés pour lui, 319-20.

Clermont (Famille de). — Jean de C., curé de Bergerac, 479; — le capitaine de Piles, id. (1).

Cloches. — Inventaire des cloches de la châellenie d'Hautefort, 205, 323-7; — inscription de la cloche de Carsac, 263; — id. de

(1) Le texte porte par erreur *caumont*, comme c'est dans le P. Dupuy.

Cherval, 264 ; — note sur les cloches du Périgord pendant la Réforme, 275-6.

Combes (Les), com. de Ladosse. — Vente de la seigneurie, 339.

Condaminas (Charles). — Son décès, 337. — Notice nécrologique, 492.

Condat, localités diverses. — Etymologie, 77.

Congrès des sociétés savantes. — Délégués à la réunion des Beaux-Arts, 34 ; — id. à celle de la Sorbonne, 46 ; — compte rendu de id., 203 ; — congrès de la Soc. fr. d'archéol. en Saintonge, 208, 352 ; progr. pour 1895 du congr. de la Sorbonne, 278-83 ; — session des sociétés des Beaux-Arts, 340.

Constaty, com. de Bézenac ? — Voie et antiquités romaines, 133.

Costumes. — Le cost. d'une demoiselle de Périgueux au xv^e siècle, 213-7.

Couhé (Raoul de). — Év. de Périgueux, 209.

Coulanres, cant. de Savignac-les-Eglises. — Cloches, 326.

Coulon (Famille de). — Thomas C. de Lagranval, gentilhom. verrier, 91.

Courbefy (Haute-Vienne). — Étymologie, 359.

Contras (Gironde). — Voie romaine, 70.

Creissac (Famille de). — Guy de C., 370.

Creyssac, cant. de Montagnier, 145.

Cubas, com. de Cherveix. — Cloches, 327.

Cubjac, cant. de Savignac-les-Eglises. — Cloches, 325.

Cumont (Marquise de). — Note sur les Pompadour et les Hautefort, 341.

Cyprien (Saint). — Son arrivée en Périgord, 455.

D

Daumesnil (Général). — Lettre curieuse, 99.

Decoux-Lagoutte (E.). — Hommes illustres de Treignac, 33.

Délugin (Antony). — Plaque de cheminée armoriée, 37.

Dessins. — Dessins divers de M. de Verneilh, 106 ; — dessin à la plume du xv^e siècle, 104, 212 ; — table des dessins du tome, 500.

Diocèses du Périgord. — Limites avec celui de Limoges, 72 ; — concile à Périgueux, en 1365, 197.

Diolindum. — Identification de cette localité gauloise, 73-6.

Dominicaines (Ordre des). — Couvent de St-Pardoux, 438.

Dordogne, département. — Anthropologie en 1892, 349.

Dordogne, rivière. — Droits de pêche, 115.

Douchapt, cant. de Montagnier. — Pélerinage, 443.

Draïau, com. de Lalinde. — Voie romaine, 73.

Dubousquet (Jean). — Échange avec le roi de Navarre, 439.

Dufraisse (Marc). — Lettre politique, 99.

Dujarric-Descombes (Albert). — Conservation des anciens monuments, 37 ; — articles bibliogr., 45 ; — origine limousine du P. Ruben, 47 ; — réponse à une lettre de M. Labroue, 104 ; — marques d'imprimeurs périgourdins, 104 ; — don de copies de testaments, 204 ; — sépultures des Calvinistes à Périgueux, 209, 251-4 ; — présidial de Périgueux, 273 ; — note sur Maroite, 276 ; — la marque de F. Texier, 318-20 ; — provisions de sénéchaux du Périgord sous François I^{er}, 343 ; — lettres de l'év. de Bec de Lièvre, 356 ; — Jurades de Bergerac, 412-4 ; — table décennale, 440 ; — tailles des races préhistoriques, 442.

Duprat (Antoine), garde de la Prévôté de Paris, 475.

Dupuy (M^r.), archiviste municipal de Bergerac. — Son décès, 193.

Dupuy (Père). — Historiogr. sacré du Périgord, 448.

Durand (Charles). — Dessin à la plume du x^v siècle, 104 ; — révolte du papier timbré à Bergerac, 114, 389 à 405 ; — « Une damoiselle périgourdine... », 212-7 ; — reproduction de marques d'imprimeurs, 319.

Dussac, cant. de Lanouaille. — Cloches, 326.

Duverneuil (Alcide). — Arrestation du marquis de Valady, 34.

E

Elections de Périgord. — Mandement d'Henri IV concernant l'E. de Périgueux, 50, 190 ; — membres la composant, 191.

Éléonore d'Aquitaine, 296 et suiv.

Eménomaris, év. de Périgueux, 446.

Escodéca (Famille d'). — Seigneurie de Saussignac, 481.

Esparbès (Famille d'). — Autographe du maréchal d'Aubeterre, 197.

Espérandieu (Capitaine). — Ses *Inscriptions antiques de Périgueux*, 333.

Estiennot (Dom Claude), histor. sacré, 454 et suiv.

Estissac (Famille d'). — Sceau de Gantonnet d'E., 441 ; — seigneurie de Saussignac, 481.

Étymologies. — Roumieu, 56 ; — Villebois, 59 ; — Boisne, 59 ; — Condat, 77 ; — Vésone, 79 ; — Courbefy, 359 ; — Taillefer et Talleyrand, 471.

Evêques de Périgueux et Sarlat. — Marcus et Ramnulfus, év. inconnus, 47 ; — droits des év. de Périgueux dans Bourdeille, 166 ; — lettres des derniers év. de Sarlat,

268 ; — anciens év. inconnus, 446 et suiv.

Excideuil, 287, 321 ; — cloches de la châtellenie, 326 ; — anoblissement de G. de La Jugie, cap. du château, 435.

Eyliac, cant. de St-Pierre-de-Chignac. — Cloches, 325.

Eymet, 345, 486.

F

Faucher (Henri). — Contidentiaire et non abbé de Brantôme, 381.

Fayolle (Famille de). — Hélié, abbé de Brantôme, 160 et suiv.

Fayolle (Marquis de). — Note pour la conservation des anciens monuments, 36 ; — le « Château manqué », 37 ; — donjon de Piégut, 38 ; — congrès de la Société fr. d'archéol. à Saintes, 352-4 ; — fouilles à St-Astier, 429 ; — distinction honorifique, 436 ; — échange entre le roi de Navarre et Jean Dubousquet, 439.

Fayolles, com. de Saussignac. — Chât. et famille de ce nom, 484.

Féodalité et usages féodaux. — Litres de la maison d'Hautefort, 85 ; — droits de pêche, 115 ; — la *Trêve de Dieu*, 312 ; — fief passant aux mains du roi, 363.

Ferrand, fief en Issigeac, 244.

Feuillade (Charente), 237.

Firbeix, cant. de St-Pardoux. — Voie antique, 71-2, 118.

Foires et marchés. — Emplacement d'un marché à Périgueux, 254.

Foix (Famille de). — Frédéric de F. et M^{lle} de F. Candalle, dons aux Minimes, 115.

Folk-Lore. — Chanson de *Guil-lanéou*, 263 ; — légende concernant Henri Court-Mantel, 307.

Fossemagne, cant. de Thenon. — Cloches, 327.

Fou Raoul du), év. — Sa permutation avec G. de Pompadour, 179.

Foucher, seigneur périgourdin, 452.

Fouilles. — Crédits pour divers f., 262; — voir *Saint-Astier, Vésone*.

Fournier (M^r Pierre), év. de Périgueux. — Obligation de 400 écus d'or, 475.

Fourtou (Paul de). — Calendrier perpétuel, 51.

Fraisse (Famille du). — Testament de Raymond du F., damoiseau en Terrasson, 204.

Franc de Ferrière (Pierre). — Conservat. de l'église de Prigonrieux, 330.

Froidefond de Boulazac (A. de). — Notice nécrologique, 92.

Froissart. — Passe sous silence les excès commis par les Anglais, 408.

Prottaire, év. de Périgueux, 446 et suiv.; — magnat du comte de Périgord, 460.

G

Gabillou, canton de Thenon. — Cloches, 326.

Gageac, canton de Sigoulès. — Château, 345, 400, 480.

Gaing (Famille de). — Prov. de sénéchal à Charles de G., 343.

Galard (Famille de). — Corresp. du comte de G. Brassac avec M. Baboulène, not. 44.

Gardonne, cant. de Sigoulès, 400, 403, 480.

Gauthier (François). — Testament d'Hugues Gauthier, prêtre, 210, 352.

Gendraud (Pierre). — Marché concernant les tapisseries du Bourbet, 267, 405-7.

Généalogies et notes généalogiques. — Famille de Bourdeille, 447; — famille de Pompadour, 171, 342; — famille de Lageard, 114, 264-7; — famille Bourzès, 270; don de diverses g. périgourdines, 274; — communic. d'id. 286.

Généralités. — Etats de la G. de Guyenne en 1561, 278.

Genolhac. — Voir *saint Sour*.

Girard (Famille). — Elus de ce nom, 191.

Gobert, év. de Périgueux, 448.

Gondovald, prince franc. — Son odyssée, 130.

Gontaut (Famille de). — Autogr. du dernier duc de Biron, 33, 197; — homm. rendu par Gaston de G., 39, 81; — chât. de Lauzun, 489.

Gontrand (Famille) — Barthélemy, Elu, 491.

Goscelin, sgr. périgourdin, 454.

Gourdon (Famille de). — Frotaire, év. de Périgueux, 446-50, 460; — Géraud, id. 450.

Gourgues (vicomte A. de). — Etude sur voies anciennes, 201.

Gouls, cant. de Verteillac. — Chemin boisne, 62.

Granger (Abbé). — Note sur les guerres anglaises, 199; — rectific. sur Château-l'Evêque, 287.

Granges-d'Ans, cant. d'Hautefort. — Cloches, 326.

Gravier (Jean). — Peintre, 86.

Green (Famille). — Provis. de sénéchal à F. G. de S. Marsault, 343.

Grellet-Balguerie (Charles). — Note sur le monument de Talbot, 35; — év. inconnus de Périgueux, 47; — calendrier perpétuel de P. de Fourtou, 51; — chemins gaulois et voies romaines en Périgord, 55-80; — Ramnulf, év. de Périgueux, 446-74.

Grenier (M^r). — Instrument en silex, 269.

Grenier (Jean), avocat à Bergerac, 397, 399.

Grimoard (Famille de). — Notice héraldique, 100; — armoiries, 341.

Guesclin (Du), 376, 413.

Guitres (Gironde). — Fondation de l'abbaye, 471.

H

Hautefort. — Etude de M. Champeval, 41, 83-91, 205, 287, 321-7; — siège par Richard Cœur-de-Lion, 293-317.

Hautefort (Famille d'). — Construit le chât. de ce nom, 83 et suiv.; — ép taphe de François marq. d'H., 88; — inventaire dressé par Jean d'H., 205; — note sur cette famille, 344.

Hélie (Famille). — Voir *Pompadour*, 342.

Henri II, roi d'Angleterre, 297 et suiv.

Henri IV. — Son sceau comme comte de Périgord, 136.

Henri Court-Mantel, 107, 298 et suiv.

Hermann (Gustave). — Lettres de rémission, 444.

Hospices, hôpitaux et œuvres charitables. — Hôpit. de Montpon, 115; — bureau de charité à Meyrals, 476.

Hugues, év. de Périgueux, 448.

I

Ille ou Isle, rivière. — Droit de pêche, 114.

Imprimeurs. — Marques d'im. périgourdins, 104; — id. de F. Texier, 318-20; — note sur les Carant, 318.

Inscriptions. — Cloche de Car-sac, 263; — id. de Cherval, 264; — *I. antiques de Périgueux*, par le capitaine Espérandieu, 333.

Instruments divers. — Silex d'usage inexpliqué, 269.

Issac, canton de Villambard, 231.

J

Jarnac (Hugues de), év. d'Angoulême, 472-3.

Javerlhac, cant. de Nontron, 237.

Jeanne d'Arc. — Médaille douteuse, 442.

Jehan (Famille de). — Sicaire, chanoine de Cahors, 409.

Jomelières, com. de Javerlhac, 237.

Juifs. — Baptême d'un J. prussien, 205.

Jumilhac. — La famille de Malafida *sive* Jumilhac, 49; — reconnu du diocèse de Périgueux, 72.

Justice. — Lettres de pardon et de rémission, 444.

L

La Bardie (Famille de). — Boson, donzel, 370.

La Bastide (René de). — Sceaux de Parcoul, 49.

La Baume (Famille de). — Son hôtel à Bergerac, 271.

La Boissière d'Ans, cant. de Thenon. — Cloches, 326.

La Boëtie (Famille de). — Ecriture d'Étienne de La B., 278.

Labroue (Mr.). — Lettre de rectification, 101.

Lachambeaudie (Pierre). — Autobiographie, 437.

La Chapelle-Faucher, cant. de Champagnac-de-Belsir, 241.

La Chapelle-Gonagnet, cant. de St-Astier, 145.

La Chapelle-St-Jean, canton d'Hautefort. — Cloches, 326.

La Chapelle-St-Robert, com. de Javerlhac, 237.

La Chassaigne (Famille de). — Alliance avec les Lageard, 266.

La Cole, ruisseau. — Voie romaine, 57.

La Cropte (Famille de). — Uranie de La C., comtesse de Soissons, 258, 426.

Lacrouille (Docteur A. de). — Le docteur Parrot, notice nécrologique, 416-23.

La Douze, cant. de St-Pierre-de-Chignac. — Comptes de la seigneurie, 354.

La Faye (Famille de). — Arnaud et Guillaume de L. F., fondateurs du prieuré de leur nom, 185.

La Faye, com. de Léguaillac-de-l'Auche. — Note sur son prieuré, 185.

Lafitte (Hilaire). — Fouilles à St-Astier, 289.

La Force. — G. d'Abzac, curé de la par. de St-Victor, 231.

Lageard (Famille de). — Sceau attribué, 113 ; — id. et note sur cette famille, 264-7 ; — Jean de L. fait réparer les tapisseries du Bourbet, 405.

La Gouette (Famille de). — Guillaume, donzel, 370.

La Jugie (Guillaume de). — Anoblissement, 435.

La Linde. — Vieille porte, 36 ; — identifi. avec *Diolindum*, 74-5.

La Mothe-Montravel, cant. de Vélignes, 400.

Lanouaille. — Cloches, 326.

La Nouaillette, com. d'Hautefort. — Cloches, 372.

Lanternes des morts. — A Atur, 43.

La Porte (Famille de). — Hélix, femme d'Et. de Laurière, 214.

La Rigale, com. de Villeteureix. — Tour creuse, 353.

La Roche (près Agonac ?), 367.

La Rochebeaucourt (Famille de), 204.

La Rochefoucauld (Famille de). — Foucauld de L. R., 176 ; — Jean, id., 177 ; — seigneurie d'Estissac, 481.

Lastours (Famille de). — Co-seigneurie d'Hautefort, 300 ; — tige des seigneurs de Pompadour, 342.

La Touche (Famille de). — Alliance avec les Lageard, 264.

La Tour (Adhémar de), év. 157.

La Tour d'Auvergne (Louise-Julie de). — Lettre au cardinal de Bouillon, 436.

La Tour-Blanche, cant. de Vertheillac. — Chemin Boisme, 62 ; — seigneurie des Bourdeille, 375.

Lau (Famille du). — Alliances avec les Laurière et Belcier, 244.

Laurière (Famille de). — Compte de tutelle, 41 ; — étude concernant cette famille, 243-51 ; — Étienne de L., parent de La Boétie, 445.

Lauzun (Lot-et-Garonne), 346, 488.

Léguaillac de-Cercles, cant. de Mareuil. — Chemin *Peyrat*, 63, 145.

Leroux (Vincent). — Architecte périgourdin, 83.

Lespinas (Edmond). — Notes sur monnaies et objets divers, 202.

Lespinasse (Jean), 393.

Lettres inédites. — L. de Louis XII à Jean d'Hautefort, 341 ; — id. aux maire et consuls de Périgueux, 313 ; — voir aussi *Autographes*.

Leydet (Chanoine). — Étude sur les voies antiques, 68 et suiv.

Lidonne (Famille de). — Note, 87.

Limeuil (Famille de). — Charte d'affranchissement, 39.

Limeyrat, cant. de Thenon. — Cloches, 324.

Limousin et Limoges. — Voie romaine 119 ; — carte féodale de la frontière du Bas-L. et du Périgord, 207, 287 ; — révolte d'Henri Court-Mantel, 304, 306, 311.

Lisle, cant. de Brantôme, 45.

Lisona. — Villa de Brunehaut, 67.

Livres de raison, terriers, etc. — Famille de Brons, 203 ; — seigneuries de La Douze et Vergt, 354-6.

Louis d'Outremer, 464 ; —

supputation des années de son règne, 466.

Louis VII, 297 et suiv.

Louis XII, 218 et suiv.; — lettres à Jean d'Hautefort et au corps de ville de Périgueux, 341-3.

Lustrac (Jean de). — Récept. de cet év. à Bergerac, 414.

M

Machat (Famille). — Héritière d'une branche des Pompadour, 342.

Maisons anciennes. — A Parcoult, 287; — à Bergerac, 269, 345, 440, 479.

Maillard (Famille de). — François de M., député de la sénéch. de Périgord, 278.

Maisonneuve-Lacoste (André). — Pièces diverses, 205; — querelle de préséance à Thiviers, 331-3.

Malafaida (Famille). — Saint Berthold M. et sa famille, 49.

Mallat (Joseph). — Biographie de l'év. Geoffroy de Pompadour, 40, 167-90, 218-36; — notice hérald. sur la maison de Grimoard, 100; — étude sur les cathédrales de Périgueux et Angoulême, 103; — études dans la *Semaine religieuse*, 196; — portrait d'év. sur un reliquaire, 211.

Manthé (René de). — Hommage du château de Biron, 39, 81; — recherches sur Saussignac, 346, 481.

Marcus, év. de Périgueux en 641, 47, 446.

Mareuil (Famille de). — Guy de M., sgr. de Villebois, 181; — sgrs. de ce nom, 265-6; — Guillaume de M., sgr. des Bernardières, 370.

Mareuil-sur-Belle. — Chemins anciens, 63.

Marfain (Ramond). — Peintre, 85.

Mariaud (Casimir). — Son décès, 108; — notice nécrolog. 255.

Marmier (Gaston). — Note sur des officiers périgourdins, 260; — emplacement de Genoliac, 458.

Marouate, com. de Brassac, 245, 276.

Marthon (Charente), 164, 237.

Martin Boson, év. de Périgueux, 449 et suiv.

Mas (Famille du). — Gabriel du M., év. de Périgueux, 41, 168, 228 et suiv., 276; — Jean du M., Elu, 191; — armoiries, 228.

Maumont (Famille de). — Membres divers, 147; — Bernard de M., abbé de Brantôme, 153 et suiv.; — Gérard de M., sgr. de Bourdeille, 154 et suiv., 358 et suiv.; — membres divers, id.

Maynadié (Vicomte de). — Compté de tutelle, 41; — chapelle de Pombonne, 197; — mémoire pour les enfants de Laurière, 243-51; — *Etat des revenus... du chapitre... de Périgueux*, 445.

Médoc. — Voies antiques, 67-8.

Mérillac (1) (Jean de). — Achat des Combès, 339.

Météorologie. — Chute d'un aérolithe, 84.

Meyrals, cant. de St-Cyprien. — Bureau de charité, 476-7.

Milhac, cant. de St-Pierre-de-Chignac. — Cloches, 325.

Militaire (Art). — Les combats au XII^e siècle, 306.

Minimes (Ordre des). — Droits de pêche, 115.

Molières, cant. de Cadouin, 188.

Monbayol, com. de Cubjac. — Cloches, 326.

Monbazillac, cant. de Sigoulès. — Château, 346, 489.

Mons, com. de St-Germain et Mons. — Tour, 490.

Montagnac d'Auberoche, cant. de Thenon. — Cloches, 325.

(1) On trouve aliàs *Marcillac*.

Montagrier (Famille de). — Chât. de Maroite, 276.

Montaigne (Michel Eyquem, sgr. de). — Son écriture, 278.

Montcheuil, com. de St-Martial-de-Valette. — Etude sur ce château, 237-43.

Montcheuil (Baron de). — Restaurateur du chât. de son nom, 239, 243.

Monteil (Xavier de). — Notes sur Cherval et la famille de Laguard, 263-7.

Montignac. — Fiefs de son comté, 287.

Montozon (Famille de). — Elus de ce nom, 191.

Montpasier, 188.

Monuments mégalithiques. — Fouilles projetées au tumulus de la Calotte, 262 ; — piles pleines considérées comme menhirs en blocage, 353.

Monvel (Famille de). — Guy de M., damoiseau, 370.

Moreau (Famille). — Acquisition de la baronnie de Montcheuil, 243.

Mosnier (Famille de). — Procès avec les Vaucocour, et testament de Léonard M., baron de Pleneaulx, 205, 331.

Mouleydier, cant. de Bergerac. — Voie romaine, 119, 121 ; — lettre de Du Guesclin, 413.

Mourcin (Famille de). — Jean, Elu, 191.

Mouret (François). — Sculpteur tullois et « menuizier », 87.

Mussidan. — Voie romaine, 71 ; — fondation, 471.

Mussidan (Famille de). — Aimeric, *dux* de M., 451 ; — Grimoard et Islon de M., évêques, 468.

N

Nailhac, cant. d'Hautefort. — Fondations de la famille Gauthier, 210, 352 ; — cimetière antique, 211 ; — cloches, 327.

Noblesse. — Anoblissement de la famille de Chilhaud, 393 ; — voir *Armoiries*, *Généalogies*.

Noël (Famille). — Jean N., juge de Thiviers, 332.

Nontron. — Vente de sa baronnie, 242.

Notaires. — A Bergerac, le « fournisseur d'œufs frais du roi », 344.

Numismatique. — Denier de Louis VII, de Périgueux, 33 ; — sou de Jumilhac, 72 ; — mon. de Constantin, 107 ; — pièces trophées au Bugue, 113 ; — mon. diverses, 202 ; — mon. des Pétrocores, 351.

O

Objets divers. — Fer à gaufres et cruche à huile, 106, 386-89 ; — boucle armoriée, 202 ; — chevaux, vaisselle, etc., achetés pour La Douze et Vergn, 354-56.

Odolric, seigneur périgourdin, 452, 454, 463-7, 473.

Odon (Saint), abbé de Cluny. — Donation de Sarlat, 452 ; — id. de Brantôme, 454.

P

Parcouil, cant. de St-Aulaye. — Siège de la sénéch. de Saintonge et sceau, 49 ; — maison ancienne, 287.

Parrot (Henri). — Son décès, 348 ; — notice nécrologique, 416.

Pascal (François), trésorier des guerres, 475.

Pastoureau (Famille). — Fiefs en Nontronnais, 242.

Paussac, cant. de Montagrier, 145.

Payrinhac (Lot). — Restitution au clergé de son église, 464.

Peintures et peintres. — A Hautefort, 85-6, 89-91.

Pèlerins et pèlerinages. — « Roumieux » et chemins des p., 56 ; — pèlerinage à Douchapt, 443.

Pellegrue (Famille de). — Seigneurie d'Eymet, 486.

Pergot (Abbé). — Auteur de la *Vie de saint Sour*, 457.

Périgord. — Députés aux Etats généraux de 1484, 188 ; — carte féodale de sa frontière avec le Bas-Limousin, 207, 287 ; — représent. aux Etats de la Généralité de Guyenne, 278.

Périgord (Famille des comtes de). — Ramnulle, 47, 446 et suiv. ; — divers membres, 65 ; — Hélié V, 305 ; — Bernard, 448, 451-5, 460 ; — Emma, 449 ; — Martin Boson, 449, 468-9 ; — les fils de Bernard, 452-4 ; — Emma et Garsinde, femmes de Bernard, 452-3 ; — Berthe, femme d'id., 458 ; — Arnaud Bouration, 470 ; — luttas pour la conquête du comté d'Angoulême, 469-71.

Périgueux. — Chapelle de l'ancien évêché, 36 ; — porte des Farges, 37 ; — voies anciennes, 56, 58, 61-5, 69-72, 78-80 ; — thèse sur son *Histoire... et constitutions municipales*, 111 ; — résistance à la domination anglaise, 199 ; — legs de la veuve de R. Vigier, 205, — sépultures calvinistes, 210, 231-4 ; — dessins dans les livres consulaires, 212 et suiv. ; — transaction avec Mgr du Mas, 229-31 ; — cimetière des pauvres, 254 ; — emplacement du marché en 1768, 254 ; — ms. d'une histoire inédite de Périg., 286 ; — Agrippa, médecin, 344.

Petit La Coutancie (Pierre), 380-1.

Petrucorès. — Inscript. les concernant, 334 ; — quatre monnaies gauloises des P., 351.

Peyrarède (Famille de). — Pierre, contrôleur en l'Election, 191 ; — maison de famille à Bergerac, 440, 479 ; — N... Peyrarède, pendu à Bergerac, 479.

Peyrat (Charente), 59.

Philippe-le-Bel, 362-5 ; — lettres patentes concernant St-Pardoux-la-Rivière, 438.

Philippe VI, 369.

Piégut, cant. de Bussière-Badil. — Donjon, 38.

Piis (Famille de). — W. Aramon de P., sgr. de Taillebourg, 82.

Piles. — Etude de M. Lièvre sur les piles pleines, 352.

Pinet aîné. — Discours, 339.

Pirelongue (Vienne ?). — Pile pleine, 352.

Pizou (Le), cant. de Montpon. — Patronat de la Sauve, 184.

Planteau (Mathieu), consul de Bergerac, 393, 395, 400-3.

Plas (Famille de). — Jean de P., év., 177.

Poésie. — Sonnets par M. Sarlat, 42, 206, 254 ; — vers satiriques, 105, 328 ; — *serventes* (traduits) de Bert. de Born, 302, 303, 309, 314-7.

Pombonne ou Pont-Bonne, com. de Lembras. — Article sur sa chapelle, 197.

Pompadour (Corrèze). — Note sur cette seigneurie, 171, 342.

Pompadour (Famille de). — Biographie de Geoffroy I^{er} de P., év. de Périgueux, 40, 167-90, 218-36, 373 ; — Geoffroy II de P., év. de id., 233 ; — note sur plusieurs de ses membres, 171-3, 233-4, 341-3.

Ponchères, com. de Saussignac. — Emplacement du château, 483-4.

Pons (Famille de). — Son chartrier et celui de Saussignac, 347 ; — seigneurie de Saussignac, 481.

Pont-Roumieux, com. de Saint-Germain et Mons. — Fouilles, 490.

Ponts. — Ponts dits « Romains, roumieu, ambon, » 56-7, 133 ; — p. romain à Sor, 74.

Port-de-Couze, com. de Couze. — Voie romaine, 73, 121.

Port-de-Noyer, com. de Saint-Germain de Pont-Roumieu. — Voie romaine, 56, 73, 119.

Pouget (Le). — Fief sis en Périgord, échangé, 439.

Pourtent ou Portens (Famille). — Seigneurie de Montcheuil, 242.

Pozzi (Samuel). — Officier de la Légion d'Honneur, 199.

Présidiaux du Périgord. — Lettres d'attribution au Présid. de Périgueux, 273.

Presle (M^{me} de). — Notes sur les Grimoard, 100, 341.

Prieur (Abbé). — Notice sur le pèlerinage de Douchapt et une statue à St-Pierre-de-Chignac, 443 ; — notice sur le comte F. de Roffignac, 496.

Prigonrieux, cant. de La Force. — Eglise, 350.

Prioreau (Daniel), procur. du roi à Bergerac, 395.

Protestantisme et protestants. — Ordonn. de Charles IX, concernant les sépultures des calvinistes à Périgueux, 209, 251-4 ; — manœuvres à Bergerac, 351.

Puy (Le)-en-Velay. — Voir *Pompadour*.

Puy (Famille da). — Jean du P., sr. de Trigonant, 186 ; — François du P., sr. d'id.

Puybertrand (Famille de). — Jean, Élu en 1578, 191.

Puy-de-Fourche, cant. de Brantôme, 145, 166.

Puyguilhem, cant. de Sigoulès. — Château-fort, 345, 485.

Puymauger, com. de Javerlhac, 237.

Q

Quercy. — Eglises et abbayes de cette province, 463-7.

R

Rambourg (Nicolas). — Maître architecte, 87.

Ramefort, com. de Valeuil, 367.

Ramnulfe, év. d'Angoulême, 472-3.

Ramnulfus, év. de Périgueux vers 942, 47 ; — note sur lui, 446-74.

Raymond, év. de Périgueux, 448.

Raynal (Famille de). — Alliance avec celle de Brons, 204.

Razac-de-Saussignac, cant. de Sigoulès. — Papiers judiciaires de sa juridiction, 347.

Récollets (Ordre des). — Eta- blissement à Bergerac, 480.

Refoussats (Les), com. de Mou- leydiér. — Camp retranché, 490.

Régiments. — Divers, 260 ; — commandés par des Périgourdins, 286.

Révolution (Epoque de la). — Spoliation des clochers, 276.

Reynier (Famille). — Pierre, Elu, 191.

Ribérac. — Fondation, 471.

Richard Cœur-de-Lion. — Prise de Piégut, 39 ; — siège d'Hautefort, 295.

Rivaux, com. du Pizou, 34.

Robert I. — Fondation de St- Astier, 430.

Robert (Famille). — Elus de ce nom, 191.

Robinet (Famille de). — 264.

Rocamadour (Lot), 307.

Rœderer (Famille), 494.

Roffignac (Comte Ferdinand de). — Son décès, 273 ; — notice né- crologique, 493.

Roffignac (Comte M. de). — Monnaies trouvées au Bugue, 115 ; — ses ascendants, 493.

Rossignol (J.-P.). — Notice né- crologique sur ce Sarladais, 32.

Roumejoux (A. de). — Notice nécrologique sur M. de Froide- fond, 92-4 ; — siège de Bergerac, 102 ; — fouilles à la tcur de Vé- sone, 111, 201 ; — réquisition des consuls de Cahors, 113 ; — travail sur la crypte de Saint-Astier, 209 ; — bibliographie périgourdine, 261 ; — fouilles à St-Astier, 262 ; — ex- cursion annuelle de la Société, 269,

345; — de l'art dit mérovingien, 276, 353; — note sur la crypte de St-Astier, 289-95; — pièces concernant les d'Authon, 338; — prise de Bergerac, 407-12; — église de Sergeac, 443; — septième excursion de la Société, 478.

Ruben (Père). — Natif du Limousin, avait des parents en Nontronnais, 47-9.

Rudel (Famille). — Hélie reçoit l'hommage de Biron, 39, 81.

S

Saint-Sacerdos, év. de Limoges, 44.

Saint-Agman, cant. d'Hautefort. — Cloches, 327.

Saint-Amand-de-Boixe (Charente), 226.

Saint-Amand-de-Coly, cant. de Montignac. — Don à l'abbaye, 136.

Saint - Antoine - d'Anberoche, cant. de St-Pierre-de-Chignac. — Cloches, 325.

Saint-Astier. — Travail sur la crypte, 209; — découverte dans id., 262; — note sur id., 289-95, 426-32; — rétablissement de l'abbaye, 471.

Saint-Barthélemy, canton de Bussière-Badil. — « Château manqué », 37.

Saint-Crépin, com. de Mareuil, 145, 368.

Saint-Crépin-d'Anberoche, canton de St-Pierre-de-Chignac. — Cloches, 325.

Saint-Cyprien. — Geoffroy de Pompadour, prieur, 176; — identifié à Genoliac, 458.

Sainte-Eulalie, cant. d'Eymet, 485.

Saint-Félix-de-Bourdeille, cant. de Brantôme, 145-6.

Saint-Front (Abbaye, puis cathédrale). — Notes, 78-9, 449 et suiv.

Saint Gélays (Famille de). — Pierre et Octavien de St. G. 181.

Saint-Germain (de Pont-Rou-

mieu) et Mons, cant. de Bergerac, 56, 73, 119, 200, 490.

Saint-Jean-de-Côle, cant. de Thiviers. — Voie romaine, 118, 185; — sceau présumé, 286.

Saint-Just, cant. de Montagnier, — Chemin Boisne, 62, 145.

Saint-Louis, cant. de Mussidan, 71.

Saint-Martial-d'Albarède, cant. d'Excideuil. — Cloches, 326.

Saint-Martial, com. de Cherveix. — Cloches, 327.

Saint-Martial-de-Valette, cant. de Nontron, 238 et suiv.

Saint-Martin-la-Roche (La Rivière), com. d'Excideuil. — Cloches, 326.

Saint-Méard-de-Dronne, cant. de Ribérac, 246.

Saint-Médard, cant. d'Excideuil, — Cloches, 326.

Saint-Orse, cant. de Thenon. — Cloches, 326.

Saint-Pantaly-d'Excid., cant. d'Excideuil. — Cloches, 326.

Saint-Pardoux-de-Feix, cant. de Brantôme, 146, 367-8.

Saint-Pardoux-la-Rivière. — Seigneurie et couvent, 358-60; — fondation du couvent, 438.

Saint-Pierre-de-Chignac. — Cloches, 325; — statue de N.-D.-de Pitié, 443.

Saint-Pierre (F. de). — Gestion des comptes de la Société en 1893, 52.

Saint-Rabier, cant. de Terrasson. — Cloches, 326.

Saint-Raphaël, cant. d'Excideuil, 326.

Saint Saud (Comte de). — Tables analytiques de notre Bulletin, 42; — mandement d'Henri IV, 50, 190; — membres compos. l'Élection de Périgueux au xvi^e siècle, 191; — congrès de la Sorbonne, 203; — remise de pièces aux Archives dép., 268; — maison et famille de Bourzès, 269-71; — com-

munic. diverses, 286-8, 44¹ ; — distinction honorifique, 435.

Saint Sever (R. de), Elu à Périgueux, 191.

Saint - Sour - de - Genoliac. — Donation de l'abbaye, 455-74.

Saint-Vincent (peut-être St-Vincent-sur-l'Îlle, cant. de Savignac-les Eglises). — Cloches, 326

Saint - Vincent - de - C onnezac, cant. de Neuvic. — Voie romaine, 71, 80.

Saint-Vivien, cant. de Montagrier, 145.

Saintes (Charente Inférieure). — Voie romaine, 56, 64.

Saintonge. — Sceau de la sénéch. de S. à Parcoult, 49.

Salignac (Famille de). — Lettres de Fénelon et de J. de S. marquis de Fénelon, 198 ; — Gabrielle de S., épouse de L. de Lageard, 266 ; — pièces concernant Fénelon, 436-8, 440.

Sarlat. — Acte de vente de l'Hôtel de Vienne, 268 ; — don de l'abbaye aux Clunisiens, 452-3 ; — voir *Adacius*.

Sarlat (Ludovic). — Sonnets, 42, 206, 254.

Saulière (Famille de). — Jean, Elu, 191.

Saussignac, cant. de Sigoulès. — Châteaux de cette commune, 345, 481-4.

Sauvo (Louis). — Dessin d'un pot funéraire, 103.

Savar (Famille de). — Hugues de S. sgr. de la Côme, hommager de l'év. de Périgueux, 231.

Sculptures. — A Hautefort, 86 ; — bas-relief à Brantôme, 103 ; — à Parcoult, 287 ; — statue à St-Pierre-de-Chignac, 443 ; — s. à Eymet, 487 ; — s. à Lauzun, 489.

Sebaldus, év., 447.

Segonzac, cant. de Montagrier. — Etablissement d'un haras, 193.

Segonzac (Vicomte Louis de). — Son décès, 193.

Seguin, abbé de Brantôme, 367.

Sénéchaux et Sénéchaussées de Périgord. — Représentation aux Etats de la Généralité de Guienne, 278 ; — provisions de sénéchaux sous François I^{er}, 343 ; — Arnaud de Bourdeille, 376.

Sépultures. — A Nailhac, 241 ; — sép. des Calvinistes à Périgueux, 254-4 ; — cimet. des pauvres à Périgueux, 254 ; — sép. à St-Astier, 293, 427-9.

Sergeac, cant. de Montignac. — Eglise, 443.

Sicaire (Saint). — Voir l'étude sur Brantôme, par M. Bussière.

Sigillographie. — Répertoire des sceaux des rois de France, 45 ; — sceaux de Parcoult, 49 ; — sceau attribué à un membre de la famille de Lageard, 113, 263 ; — sceau de Jean d'Asside, 135 ; — sceau d'Henri de Navarre, comte de Périgord, 136 ; — sceaux de rois de France, 138 ; — sceau de M^{re} du Mas, 231 ; — sceau présumé du prieuré de St-Jean-de-Côle, 286 ; — sceau de Gantonnet d'Estissac, 441.

Société historique et archéologique du Périgord. — Tables analytiques de ses Bulletins, 42 ; — gestion du trésorier, 52 ; — crédits divers pour des fouilles, 262 ; — excursion annuelle, 269, 345 ; — dons à elle faits, 287 ; — rapport sur les fouilles de la crypte de St-Astier, 426 ; — septième excursion, 478.

Sociétés savantes. — Société d'histoire littéraire, 34 ; — exposition à Bordeaux de la S. philomatique, 46 ; — Société des Archives historiques de la Gironde, 277.

Sor, com. d'Ales. — Pont romain, 74.

Sour (Saint), 455 et suiv.

T

Talbot, général anglais. — Monument commémoratif, 35.

Talleyrand (Famille de). — Lettre du comte A. de T. Périgord, 99 ; — Jean, prince de Chalais, député aux Etats généraux de 1484, 188 ; — lettres d'Alex. Angel de T., cardinal, et du prince Charles Maurice de T., 439.

Tamizey de Larroque (Ph.). — « Un notaire d'autrefois », 44.

Tapisseries. — Au château du Bourhet, 267, 405.

Temple (Le) de l'Eau, com. de Cherveix. — Cloches, 327.

Temple-Laguyon (Le), cant. d'Hautefort. — Cloches, 326.

Texier (François). — Marques de cet imprimeur, 101, 318-20.

Thenon. — Cloches de la châtellesie, 327.

Théobon (Lot-et-Garonne). — Château, 434.

Thiviers. — Voie romaine, 71-2 ; — châtellesie, 287 ; — procès de préséance à l'église, 331.

Tollis (Famille de). — Domini-que, Elu, 191.

Tours de Lenvège, com. de Saussignac. — Château, 482.

Tricard (Famille de). — Jean T., député aux Etats de 1484, 188.

Troussé (Hilaire), sr. de Losne. — Peintre, 90.

Tulle (Abbaye de). — Voir *Adacius*.

Turenne (Famille et seigneurs de). — Ramnulf, 451 ; — Marguerite de T., donne Saussignac, 481.

Turpin, év. de Périgueux, 448.

U

Udalric, év. de Périgueux, 448.

Urbain V., 100, 341.

Usages anciens. — Installation d'un évêque à Périgueux, 230. — voir *Folk-Lore*.

V

Valady (Marquis de). — Son arrestation, 34.

Valeuil, cant. de Brantôme, 145, 367.

Varaignes, cant. de Bussière-Badil, 237.

Vasseur (Charles). — Don d'une monnaie, 107.

Vauban (F.-Louis Le Prestre de). — Abbé de Brantôme, 384.

Vaucocour (Famille de). — Procès avec les Mosnier, 205, 331-3.

Vayres (Gironde). — Voies antiques, 70.

Verdel (Famille de). — Guillaume et Hélie de V., chevaliers, 370.

Verneilh (Baron de). — Poésie satirique, 105, 328-31 ; — fer à gauffres, 106 ; — château de Montcheuil, 237-43 ; — causerie archéologique, 386-9.

Verriers et verreries. — Note, 91.

Verteillac. — Fouille projetée du tumulus de la Calotte, 262.

Vésone. — Etymologie, 79 ; — fouilles à la tour de V., 111, 201.

Vienne (Famille de). — Vente de l'hôtel de ce nom à Sarlat, 268.

Vigier (Famille). — Testament de la veuve de R. V., chevalier, 204.

Villars (Marquis de), lieutenant-général en Guyenne, 252-3.

Villebois-Lavalette (Charente). — Voie romaine, 58-9.

Villedon (Famille de), 399 à 402.

Villefranche-de-Périgord (ex de Belvès), 188.

Villepelet (Ferdinand). — Spécimens de phototypies, 42 ; — boucle armoriée, 202 ; — famille de La Rochebeaucourt, 204 ; — baptême d'un juif prussien, 205 ; — biblio-

graphie périgourdine, 261 ; — les cloches du Périgord à la Réforme, 275-6 ; — lettres inédites de Louis XII, 343 ; — compte de voyage d'un seigneur de La Douze, 344 ; — comptes des seigneuries de La Douze et Vergt, 354 ; — adieu à la salle de réunion de la Société au couvent des Augustins, 432.

Villepelet (Robert). — Thèse

soutenue à l'Ecole des Chartes, 111.

Villepontoux (N.), consul de Bergerac, 401-2.

Voies de communication. — Chemins gaulois et voies romaines en Périgord, 55-80, 117-134, 200 ; — voie romaine de Sens à Lutèce, 442 ; — voie romaine de Véronne à Agen, 490.



MICHIGAN STATE UNIVERSITY LIBRARIES



3 1293 02729 4903